



Chambre  
des Députés  
GRAND-DUCHÉ  
DE LUXEMBOURG

# Compte rendu officiel

## D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-09

Nouvelles lois p. 10-12

Séances publiques  
n<sup>os</sup> 30, 31 et 32 p. 12-77

Questions au  
Gouvernement p. 78-99

2023-2028

n°13



## Sommaire

Actualité parlementaire ..... p. 03-09

Nouvelles lois ..... p. 10-12

Séances publiques ..... p. 12-77

30<sup>e</sup> séance du mercredi 12 juin 2024 ..... p. 12-36

31<sup>e</sup> séance du jeudi 13 juin 2024 ..... p. 37-58

32<sup>e</sup> séance du mardi 25 juin 2024 ..... p. 59-77

Questions au Gouvernement ..... p. 78-99

## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

**Contenu rédactionnel :**

Chambre des Députés  
23, rue du Marché-aux-Herbes  
L-1728 Luxembourg  
Tél. 466 966-1

**Impression :**

Imprimerie Heintz  
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

**Date d'impression :**

22/07/2024

**Concept et layout :**

brain&more  
agence en communication,  
Luxembourg





## La Chambre renouvelle son soutien indéfectible à l'Ukraine



*Le Premier Vice-Président du Parlement ukrainien et sa délégation accueillis à la Chambre pour une visite de travail.*

« Le drapeau ukrainien est hissé devant la Chambre des Députés depuis le début de la guerre, symbolisant un soutien indéfectible et une solidarité profonde », a affirmé le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, face au Premier Vice-Président du Parlement ukrainien, M. Oleksandr Kornienko, en visite de travail à la Chambre le 25 juin 2024.

Cette visite s'est inscrite dans le cadre de la première conférence intergouvernementale entre l'Union européenne et l'Ukraine, qui a eu lieu à Luxembourg le même jour. La conférence a marqué le début formel des négociations visant à permettre à l'Ukraine, ainsi qu'à la Moldavie, de devenir un jour membres à part entière de l'Union européenne. En décembre dernier,

les chefs d'État et de gouvernement européens avaient décidé d'ouvrir les négociations d'adhésion avec l'Ukraine sous certaines conditions. Lors de l'échange de vues avec des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, M. Kornienko a souligné les efforts déployés par l'Ukraine ces derniers mois et années pour aligner sa législation et ses normes sur celles de l'UE afin de satisfaire aux conditions émises par la Commission européenne.

Interrogé par les députés sur les progrès réalisés, M. Kornienko a assuré que l'Ukraine faisait tout son possible pour mettre en œuvre les réformes nécessaires à son adhésion à la famille européenne. Ces réformes

incluent des adaptations du système judiciaire, le renforcement de l'État de droit ou encore la protection des minorités présentes en Ukraine. Le Président de la Chambre s'est dit impressionné par les efforts considérables déployés par l'Ukraine malgré la guerre et a exprimé son admiration pour les avancées réalisées dans le rapprochement avec l'acquis européen.

Au cours de l'échange de vues, plusieurs députés ont souligné l'importance de maintenir les efforts de la population et de l'armée ukrainiennes en tête de l'agenda politique et médiatique. Dans ce contexte, M. Wiseler a déclaré que « les Ukrainiens ne se battent pas uniquement pour la défense de leur pays, mais également pour les valeurs fondamentales de l'Union européenne. Voilà pourquoi le Grand-Duché continuera à soutenir la cause de l'Ukraine aussi longtemps que celle-ci en aura besoin ». M. Wiseler a mis en avant le soutien financier apporté par le Luxembourg à l'Ukraine, ainsi que son appui aux initiatives militaires au niveau européen ou avec d'autres pays européens. Il a assuré au Vice-Président du Parlement ukrainien que le Grand-Duché utilisera toujours au mieux son influence pour soutenir et défendre la cause ukrainienne.

Un autre sujet abordé lors de l'échange de vues entre les députés et le Vice-Président de la Verkhovna Rada d'Ukraine concernait les mesures entreprises par le Gouvernement ukrainien dans l'optique de faire rentrer au pays des forces vives pour combattre la Russie. M. Kornienko a précisé que la ligne de front s'étend sur 1.000 km et que l'Ukraine a besoin de tous les efforts possibles, tant en termes de soldats que de munitions, pour la protéger.

## Le Luxembourg, un « partenaire fiable » pour la Chine

La position de la Chine en ce qui concerne l'Ukraine, le conflit au Proche-Orient, le mandat de la Chine au Conseil des droits de l'homme, les droits des minorités ethniques, la situation à Hong-Kong, mais aussi les opportunités de partenariat, notamment en matière financière et en ce qui concerne le développement durable : il s'agit là de quelques-uns des sujets qui ont été abordés lors de l'échange du 21 juin 2024 entre le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, et le Premier Vice-Premier ministre de la République populaire de Chine, M. Xuexiang Ding. Le Président de la Chambre était entouré pour l'occasion des députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région.

Sur le plan diplomatique et de la coopération, M. Ding a qualifié le Luxembourg de « partenaire fiable ». Il a également affirmé que la Chine attachait une grande importance à sa relation avec le Luxembourg et a exprimé le souhait de voir la coopération bilatérale entre les deux pays se développer davantage. Un souhait partagé par le Président de la Chambre des Députés, qui a estimé que les deux pays étaient « loin d'avoir exploité tout le potentiel de coopération et d'innovation possible ».

### « Une seule Chine »

Sur le plan des questions internationales, le Président de la Chambre des Députés a affirmé que « la Chine a une responsabilité forte dans ce domaine en tant qu'acteur global », invitant son interlocuteur à s'engager sur la question de l'Ukraine. M. Ding a quant à lui



*Le Premier Vice-Premier ministre chinois, M. Xuexiang Ding, a été reçu pour une visite de travail à la Chambre.*

mis l'accent à plusieurs reprises sur l'importance de respecter le principe « une seule Chine », notamment en ce qui concerne la question de Taïwan, espérant « que le Luxembourg s'opposera à l'indépendance de Taïwan ». Sur l'Ukraine, le Vice-Premier ministre chinois a rappelé que la Chine n'était pas partie prenante du conflit, tout en disant avoir travaillé à une solution pacifique et en affirmant « ne fournir d'armes létales » à aucune partie.

Évoquant le conflit au Proche-Orient, le Premier Vice-Premier ministre a fait part de la préoccupation de la Chine concernant la situation humanitaire dans la bande de Gaza ainsi que de son engagement pour un cessez-le-feu et la garantie de l'acheminement de l'aide humanitaire. Il a ajouté que le Luxembourg et la Chine partagent nombre de positions dans ce dossier et que les deux pays pourraient travailler ensemble à une solution équitable, juste et durable.

Session d'été de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

# Justice, sanctions et préservation culturelle face à l'agression de la Russie contre l'Ukraine



De gauche à droite : M. Gusty Graas, Mme Stéphanie Weydert, Mme Octavie Modert, M. Yves Cruchten

L'un des temps forts de la session d'été de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a été le débat conjoint sur les réponses juridiques, économiques et culturelles à donner à la Fédération de Russie pour son agression de l'Ukraine. L'Assemblée a proclamé que la création d'un tribunal spécial, fruit d'un accord entre le Conseil de l'Europe et l'Ukraine, soutenu par un accord partiel élargi accessible aux États non-membres et à diverses organisations internationales, représente désormais « l'option la plus judicieuse et légitime, tant sur le plan juridique que politique » pour juger les dirigeants politiques et militaires russes accusés de crime d'agression. En matière de sanctions, l'accent est mis sur le renforcement des contrôles à l'exportation et sur la responsabilisation accrue des sociétés mères pour les actions de leurs filiales, marquant ainsi une avancée significative vers une régulation plus stricte et une éthique d'entreprise renforcée. Quant à la russification et aux tentatives d'effacement de l'identité culturelle ukrainienne, les parlementaires les ont condamnées de « crimes de guerre et crimes contre l'humanité ».

La délégation luxembourgeoise qui a participé aux travaux à Strasbourg du 24 au 28 juin 2024 était constituée de M. Gusty Graas, Mme Octavie Modert, M. Yves Cruchten et Mme Stéphanie Weydert.

## Le respect des obligations et engagements de l'Arménie



Mme Octavie Modert lors de son discours

Au cours de son intervention sur les obligations et engagements à respecter par l'Arménie, la députée luxembourgeoise Octavie Modert s'est félicitée des réformes significatives réalisées, tout en affirmant que le pays était sur la voie de la démocratie. Elle a constaté que l'Arménie était « la seule véritable démocratie dans cette région », entourée de pays à régime autocratique que sont la Russie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Turquie et l'Iran.

En tant que membre d'une délégation parlementaire luxembourgeoise en Arménie, elle avait récemment pu effectuer une visite des positions militaires azérides aux nouvelles frontières ; les coups de feu entendus sur place avaient témoigné de la volatilité de la situation. La parlementaire a insisté sur la nécessité de continuer le processus des réformes entamé et « notamment de persévérer dans le renforcement de l'indépendance des juges, de la liberté d'information, du droit électoral et des institutions démocratiques, ainsi que dans sa détermination dans la lutte contre la corruption ».

Mme Modert a terminé ses propos en soulignant que le Conseil de l'Europe devait maintenir son accompagnement de l'Arménie dans son cheminement vers la démocratie.

Dans ce contexte, les membres de l'Assemblée ont adopté à l'unanimité une résolution déplorant la polarisation excessive de l'environnement politique. Le texte appelle les politiques « à engager un dialogue sur la manière d'améliorer les [...] relations entre la majorité parlementaire et l'opposition ».

## La sauvegarde des droits humains des générations futures



M. Gusty Graas à l'occasion de son intervention

Deux éléments essentiels sont à retenir de l'intervention du parlementaire luxembourgeois Gusty Graas au sujet de la sauvegarde des droits humains des générations futures.

Tout d'abord, il a mentionné le principe d'équité intergénérationnelle, qui devrait être considéré comme pilier directeur de toute politique environnementale. Pour ce faire, un « profond altruisme » serait nécessaire afin de garantir la préservation des ressources naturelles et des écosystèmes au profit des générations futures.

En second lieu, le Président de la délégation luxembourgeoise a prôné l'abandon de la perspective anthropocentrique. D'après lui, « seule une approche holistique » serait à même de considérer les impacts de l'action humaine sur l'environnement. Il a aussi salué la nouvelle jurisprudence de la Cour européenne

des droits de l'homme dans l'affaire des KlimaSeniorinnen suisses. Pour terminer, M. Graas a annoncé une conférence parlementaire dédiée à l'environnement et aux droits humains qui sera tenue au printemps 2025 à Luxembourg.

Une résolution fut adoptée en plénière qui exhorte les États membres à « profiter de ce moment stratégique » en manifestant une véritable volonté politique pour avancer dans le domaine environnemental.

## Les défis pour la démocratie en Géorgie

Un débat lancé selon la procédure d'urgence a été dédié à l'actuelle situation démocratique en Géorgie suscitant des préoccupations majeures. La corapporteuse, Mme Edite Estrela, a mis en lumière la loi sur la transparence de l'influence étrangère, également connue sous le nom de loi sur les agents étrangers, en la qualifiant d'incompatible avec les normes européennes et fondamentalement erronée, portant atteinte à la liberté d'expression. Une autre évolution inquiétante réside dans le blocage des réformes judiciaires.

L'autre corapporteur, M. Claude Kern, a appelé l'attention sur la transformation des prochaines élections en un référendum de facto, soulignant une polarisation et un environnement politique très tendu à l'approche des élections. Il a soulevé la question de la légitimité de ces élections et de leurs résultats, en évoquant la Central Election Commission (CEC), laquelle semble exercer un contrôle prépondérant. Ces éléments montrent que la situation démocratique en Géorgie est complexe et nécessite une attention soutenue de la communauté internationale pour supporter le peuple géorgien dans ses aspirations démocratiques.

Par le biais d'une résolution, les parlementaires ont exprimé leur vive inquiétude face à l'usage excessif et disproportionné de la force par la police, ainsi qu'aux attaques violentes et aux campagnes d'intimidation contre les manifestants, les activistes de la société civile et les journalistes. Ils ont appelé les autorités à garantir et protéger la sécurité de tous les manifestants.

## Élection d'un nouveau Secrétaire général du Conseil de l'Europe

L'Assemblée a élu M. Alain Berset en tant que Secrétaire général de l'organisation pour un mandat de cinq ans. L'ancien Président de la Confédération suisse a obtenu la majorité des votes au deuxième tour, devançant ainsi ses deux opposants, MM. Indrek Saar et Didier Reynders. Il succédera à Mme Marija Pejčinović Burić et prendra ses fonctions le 18 septembre 2024.



## « Notre volonté démocratique est forte »

À l'occasion d'une visite de travail à la Chambre des Députés le 20 juin 2024, le Ministre de la Défense de la République d'Arménie, M. Suren Papikyan, fut reçu par les députés membres du Bureau et ceux des commissions en charge des affaires étrangères et de la défense.

Lors de son allocution de bienvenue, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a salué les bonnes relations diplomatiques qui existent entre l'Arménie et le Luxembourg, citant notamment les deux visites officielles luxembourgeoises en Arménie en moins d'un an, la plus récente datant seulement de quelques semaines. Il a également rappelé que le Parlement luxembourgeois a adopté plusieurs motions en faveur du pays, notamment en ce qui concerne le litige qui oppose l'Arménie à l'Azerbaïdjan concernant le territoire du Haut-Karabakh.

M. Suren Papikyan a quant à lui affirmé que l'Arménie, malgré les défis qu'elle doit relever, avait « une forte volonté de poursuivre sur la voie d'un avenir démocratique ». Il a également souligné l'importance que son pays attache à la signature d'un accord de paix avec l'Azerbaïdjan, malgré « les nombreuses difficultés rencontrées ». Pour le Ministre de la Défense arménien, un tel accord devra respecter plusieurs principes, comme la reconnaissance mutuelle de l'intégrité territoriale des deux pays et les principes de la Déclaration d'Almaty.

M. Papikyan a par ailleurs soulevé la question de l'état des forces armées arméniennes, formulant l'objectif de « mettre sur pied une armée capable de préserver l'intégrité territoriale ». Lors des discussions menées avec les députés, il a évoqué les accords en matière de matériel militaire que l'Arménie est en



*De gauche à droite : M. Gusty Graas, Président de la Commission des Affaires étrangères, M. Suren Papikyan, Ministre de la Défense arménien, M. Claude Wiseler, Président de la Chambre*

train de nouer, notamment avec la France, une démarche qui a été publiquement critiquée par l'Azerbaïdjan.

Plusieurs autres sujets de l'actualité géopolitique ont été approfondis, comme l'état d'avancement des négociations pour un traité de paix avec l'Azerbaïdjan ou encore l'état des relations entre l'Azerbaïdjan et la Turquie.

La prise en charge des réfugiés et les programmes sociaux mis en place par l'Arménie pour les accueillir ont également fait l'objet d'un échange, tout comme les relations entre l'Arménie et la Russie. Dans ce contexte, M. Papikyan a rappelé l'intention de son pays annoncée par le Premier ministre, M. Nikol Pachinian, le 12 juin 2024, de quitter l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) dont fait partie la Russie.

## Rencontre avec les ambassadeurs résidents des pays de l'UE



*Les travaux parlementaires étaient au cœur de la rencontre organisée par l'Ambassadeur d'Hongrie.*

Dans le cadre de la présidence honoroire du Conseil de l'Union européenne qui a débuté le 1<sup>er</sup> juillet 2024, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a été l'invité d'honneur d'un échange de vues réunissant des membres du corps diplomatique de l'UE résidant au Luxembourg.

L'Ambassadeur de la Hongrie, S. E. M. Tamás Ivan Kovács, a d'abord donné un bref aperçu des priorités de la présidence hongroise. Dans son intervention, M. Wiseler a ensuite évoqué le rôle du Parlement dans le paysage institutionnel luxembourgeois, les nouveaux pouvoirs de la Chambre des Députés introduits par la Constitution révisée et les efforts du Parlement pour rendre les travaux plus transparents, notamment par la publicité des réunions des commissions parlementaires.

Lors d'une séance de questions qui a suivi son intervention, il a donné des explications sur la diplomatie parlementaire, le suivi des dossiers européens à la Chambre et l'implication des jeunes dans les travaux du Parlement.



## Il faut une « coordination internationale » sur l'IA



MM. Darrell Issa et Ben Cline (7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> à droite) de la Chambre des Représentants des États-Unis ont rencontré des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères pour un échange de vues sur l'IA.

Deux membres de la Chambre des Représentants des États-Unis ont débattu avec des députés luxembourgeois des enjeux liés au développement de l'intelligence artificielle (IA) et à la position des États-Unis en ce qui concerne le soutien à l'Ukraine. MM. Darrell Issa et Ben Cline, tous les deux membres du Parti républicain, ont été reçus par les députés membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région le 18 juin 2024. Les deux hommes politiques sont notamment membres d'un sous-comité sur la Propriété intellectuelle de la Chambre des Représentants des États-Unis qui s'occupe des enjeux autour de l'émergence de l'intelli-

gence artificielle et de ses applications, notamment en ce qui concerne la production d'images.

Ce thème a été au centre du début de l'échange. M. Darrell Issa a affirmé qu'il ne fallait pas que « deux standards différents » se développent en matière d'IA, notamment entre l'Europe et les États-Unis. Sans plaider pour un alignement total, le Représentant a plaidé pour une « coordination internationale » en ce qui concerne les régulations.

M. le Député Sven Clement a pris la parole dans ce contexte en tant qu'auteur d'un rapport sur l'IA pour l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Il a notamment débattu avec les hôtes américains de la possibilité

d'appliquer les règles en matière de droits d'auteur, ou « copyright », à des images générées par IA. M. Issa a affirmé que, malgré des positions contraires aux États-Unis, il lui paraissait qu'une image générée par ordinateur pouvait faire l'objet de droits d'auteur, tout comme une photographie. La raison en serait, selon le Représentant américain, qu'il faut « toujours une intervention humaine » pour les commandes – ou « prompt » – données au programme de génération d'images.

### « Nous sommes tous pour la liberté de l'Ukraine »

Dans une seconde partie de l'échange, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a souligné les efforts récents du Luxembourg en matière de défense dans le cadre de ses engagements envers l'OTAN.

Il a ensuite souhaité interroger ses interlocuteurs sur la position américaine sur l'avenir du soutien financier des États-Unis à l'effort de guerre de l'Ukraine, qui avait été remis en cause en amont d'un vote à la Chambre des Représentants en avril 2024. M. Issa a affirmé que, malgré les différences sur le vote, la liberté de l'Ukraine restait importante aux yeux des États-Unis. M. Cline a quant à lui expliqué le vote négatif d'une partie des membres de la Chambre des Représentants par le fait que le Gouvernement ne proposait pas de vision claire sur les objectifs stratégiques à atteindre en Ukraine, notamment en ce qui concerne les régions annexées ou à récupérer par les Ukrainiens.

L'échange a encore porté sur la situation au Proche-Orient ainsi que sur la position qu'adoptent les États-Unis envers la Chine.

## Un engagement américain sans faille en Europe

« Les doutes en Europe par rapport à l'engagement américain sur le continent, dans un contexte international difficile, sont infondés. » C'est ce qui a été souligné par un membre de la délégation parlementaire du Congrès américain, sous la conduite de M. Mike Rogers, lors d'une entrevue le 30 juin 2024 avec des députés membres du Bureau, de la Commission des Affaires étrangères et de la Commission de la Défense à la Chambre des Députés.

Quelle est l'attitude des acteurs politiques et qu'en est-il de l'opinion publique de part et d'autre – aux États-Unis et en Union européenne –, dans le contexte international très tendu? Autant de questions soulevées lors de l'échange entre les invités américains et les députés luxembourgeois.

Un membre de la délégation américaine a regretté que l'Europe connaisse des doutes par rapport à l'engagement américain. Il a assuré que les efforts des États-Unis pour la liberté et la démocratie ne faibliraient pas et que les États-Unis ne feraient pas preuve d'un manque de détermination, tout au plus d'un « manque de toute-puissance ». La défense des valeurs communes serait primordiale, ont affirmé les représentants américains, aujourd'hui comme par le passé.

### Le budget de la défense en période de crise

« Une partie de la population américaine perçoit d'un mauvais œil la manière dont les Européens remplissent leurs obligations dans l'Alliance atlantique. » C'était une autre remarque de la part des invités



Les membres de la délégation du Congrès américain et les députés luxembourgeois

américains qui ont salué l'augmentation du budget alloué par le Luxembourg à la défense.

Le Gouvernement actuel s'est engagé, tout comme le précédent, à augmenter le budget de la défense qui devrait atteindre 2 % du revenu national brut en 2030, a expliqué le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler. Il ne s'agirait toutefois pas seulement de revoir à la hausse les sommes consacrées à l'effort de défense; on opérerait

également un changement de la politique de défense. L'armée luxembourgeoise irait former un bataillon commun avec l'armée belge et, par ailleurs, le Luxembourg se concentrerait sur les domaines dans lesquels il dispose d'une grande expertise, à savoir l'espace, les satellites et la cybersécurité.

Les membres de la Chambre des Députés ont fait prévaloir que, même si le Luxembourg pourrait mieux faire en matière de budget de la défense, il excellerait



toutefois dans l'aide au développement qui s'élève à 1 % du produit national brut. Celle-ci contribuerait également à améliorer la sécurité au niveau international.

### Un plaidoyer pour la souveraineté de l'Ukraine

Dans le contexte du conflit en Ukraine, « deux grands principes guident la politique des États-Unis », a expliqué un représentant du Congrès américain : préserver la souveraineté et la démocratie ukrainiennes et éviter une troisième guerre mondiale avec la Russie.

De leur côté, les députés luxembourgeois ont évoqué l'accueil de plus de 4.800 Ukrainiens au Grand-Duché et les efforts pour soutenir l'Ukraine.

### Un large soutien américain pour Israël

En ce qui concerne le conflit au Proche-Orient, « nous étions choqués par les images du 7 octobre 2023 et Israël est largement soutenu au Congrès américain », a expliqué un membre de la délégation américaine. Les commissions parlementaires auraient surtout cherché à éviter l'ouverture de nouveaux fronts au Nord d'Israël. Une représentante du Congrès a exprimé, en son nom personnel, une grande inquiétude quant à la politique du Gouvernement israélien actuel. L'action militaire aurait comme effet une augmentation du terrorisme. Un de ses collègues s'est dit préoccupé par l'occupation israélienne de la Cisjordanie. Israël n'aurait aucun droit de revendiquer ces territoires.

Le Président de la Chambre des Députés quant à lui a déclaré que le Parlement luxembourgeois avait condamné avec fermeté les attentats terroristes du Hamas, mais qu'il avait tout aussi fermement condamné la réaction militaire israélienne, la jugeant démesurée dans le temps et disproportionnée en envergure.

La visite de la délégation américaine a eu lieu avant le sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Washington du 9 au 11 juillet 2024 (ndlr : un article sur ce sommet sera publié dans un prochain numéro) et en amont des élections présidentielles et législatives américaines du 5 novembre 2024.

## Visitt bei der Police-Unitéit UGAO



Am Alldag ass d'„Unité de garde et d'appui opérationnel“ (UGAO) dacks ronderëm d'Chamber am Asaz. Den 28. Juni 2024 hat dës Unitéit vun der Police Lëtzebuerg d'Membere vum Chamberbureau bei sech invitéiert.

De Chamberpresident Claude Wiseler an d'Deputéiert Diane Aehm, André Bauler, Taina Bofferding, Fernand Etgen a Marc Spautz kruten op der Plaz Erklärungen iwwer déi villfälteg Aktivitéiten, vun der Aarbecht mat Policehënn bis zum Gefaangenentransport. Si kruten och d'Ekipementer wéi en Helikopter gewisen.

## Des députés en visite auprès de LuxConnect et LuxProvide à Bissen

En date du 18 juin 2024, une délégation de la Commission des Médias et des Communications a visité les locaux de LuxConnect SA et LuxProvide SA à Bissen afin d'avoir un aperçu des activités des deux entreprises.

La visite était l'occasion d'échanger avec les responsables sur la sécurité des données, les évolutions récentes et prochaines dans le domaine de la communication quantique et de l'intelligence artificielle ainsi que sur les perspectives de développement dans le domaine du « supercomputing » et du cloud souverain.

Les députés s'intéressaient particulièrement à la question de l'empreinte écologique de l'exploitation d'un centre de données, empreinte qui est minimisée par le recyclage de la chaleur produite par une usine de pellets attenante, le recours exclusif à l'électricité verte et l'utilisation de l'air extérieur pour le refroidissement des installations techniques dès que la température extérieure est inférieure à 11° C. À noter encore que le centre de données à Bissen dispose d'un circuit d'eau fermé de sorte que la consommation d'eau s'avère minime.



De gauche à droite : M. Ben Polidori, Mme Stéphanie Weydert, M. Félix Eischen, M. Gusty Graas, députés, M. Paul Konsbruck, CEO de LuxConnect, M. Vincent Weynandt, CTO de LuxConnect, M. Tom Weidig, député, M. Arnaud Lambert, CEO de LuxProvide, M. Valentin Plugaru, CTO de LuxProvide

## Recherche scientifique au Parlement

# L'interdiction de la mendicité au Luxembourg

Dans le contexte des discussions sur l'interdiction de la mendicité par la Ville de Luxembourg, la Cellule scientifique a été saisie de la question de la conformité de cette interdiction communale à la Constitution.

Cette note de recherche scientifique apporte des clarifications sur l'infraction de mendicité, sur l'abrogation de la mendicité simple dans la loi pénale, mais aussi sur les compétences des communes pour interdire ces comportements. Elle analyse, enfin, la question de la conformité de l'interdiction de la mendicité dans le règlement général de police de la Ville de Luxembourg à la Constitution.

## Résumé :

La mendicité a été érigée en infraction pénale dans le Code pénal, adopté en 1879 par la Chambre des Députés.

La mendicité simple, à savoir le simple fait de faire appel à la charité publique dans son intérêt personnel, a été érigée en contravention à l'article 563 (6) du Code pénal.

La mendicité aggravée ou qualifiée, punissant des formes de mendicité plus graves, comme mendier en réunion, au moyen de menaces ou de violences, a été érigée en délit aux articles 342 et suivants du Code pénal.

Les actes visant à organiser la mendicité d'autrui sont punis par l'article 382 (1) du Code pénal. Il s'agit d'une forme de traite des êtres humains, dont le mendiant peut être la victime. Les infractions de mendicité, simple ou aggravée, n'ont pas connu de modification majeure jusqu'à la loi du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

L'article 157 de cette loi est venu modifier l'article 563 (6) du Code pénal. La formulation de l'article 157 est obscure. Les travaux préparatoires semblent indiquer que le législateur n'avait pas l'intention d'abroger l'infraction de mendicité simple, mais seulement la mesure de reconduite à la frontière des mendiants. Le juge pénal, obligé de trouver un sens à cette disposition obscure afin de l'appliquer, a cependant estimé que la loi du 29 août 2008 avait abrogé l'infraction de mendicité simple. Cette interprétation est constante depuis 2009 et la mendicité simple n'est plus poursuivie.

Ainsi, quand bien même l'infraction demeure inscrite dans le Code pénal consolidé, nous pouvons affirmer que la loi, telle qu'interprétée par le juge pénal, a abrogé l'infraction de mendicité simple.

Cela étant, contrairement à une idée largement répandue, cette abrogation ne prive pas les communes de la possibilité théorique d'interdire la mendicité simple. Les communes portent la responsabilité d'offrir à leurs habitants les avantages d'une bonne police, à savoir la sécurité, la salubrité et la tranquillité publiques, au niveau communal.

Eu égard aux circonstances locales, les communes peuvent prendre des mesures de police administrative générale, dans le but de maintenir l'ordre public au niveau communal.

C'est dans l'exercice de ses pouvoirs de police administrative que la Ville de Luxembourg a interdit, dans son règlement général de police, la mendicité. Toutes les formes de mendicité sont visées, selon des conditions temporelles et territoriales différentes. La mendicité simple est également restreinte.

Cette interdiction communale, reposant sur les dispositions réglementant la police administrative générale, peut viser des comportements en fonction des particularités locales, même s'ils ne sont pas punis par la loi pénale. L'abrogation de la mendicité simple dans le Code pénal n'a donc pas d'incidence sur la possibilité d'interdire la mendicité au niveau communal.

La Cellule scientifique est plus spécifiquement saisie sur la question de la conformité de l'interdiction communale de la mendicité à l'article 37 de la Constitution.

L'article 37 de la Constitution a été introduit à la faveur de la dernière révision de la Constitution, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2023. Cet article, appelé « clause transversale », organise les conditions dans lesquelles l'exercice des libertés publiques peut être limité.

L'interdiction de la mendicité vient en effet limiter certaines libertés publiques garanties par la Constitution : la liberté individuelle, qui comprend la liberté d'aller et de venir et le droit au respect de la vie privée, en restreignant les mendiants dans leurs possibilités de solliciter la charité publique pour subvenir à leurs besoins. Une atteinte à la liberté d'expression et au principe d'égalité pourrait également être envisagée.

Selon l'article 37 de la Constitution, les limitations aux libertés publiques doivent respecter certaines conditions :

- elles doivent être prévues par la loi (première condition),
- poursuivre un objectif d'intérêt général ou de protection des droits et libertés d'autrui (deuxième condition),
- être nécessaires et proportionnées à la poursuite de cet objectif (troisième condition).

La première condition est que toute limitation aux libertés publiques doit être prévue dans la loi. Cette exigence issue de l'article 37 de la Constitution doit être lue en combinaison avec le nouvel article 124 de la Constitution, relatif aux règlements communaux. Le nouvel article 124 de la Constitution permet aux communes d'exercer leur pouvoir réglementaire dans les matières réservées à la loi. Cette intervention est conditionnée à l'existence d'une disposition légale particulière qui fixe l'objectif des mesures d'exécution et, le cas échéant, les conditions auxquelles elles sont soumises.

En matière de police administrative générale, au regard de l'interdiction de la mendicité, une telle disposition légale particulière fait vraisemblablement défaut. Néanmoins, nous ne pouvons apporter de réponse claire quant aux conséquences de ces nouvelles exigences constitutionnelles sur

l'interdiction de la mendicité par le règlement général de police de la Ville de Luxembourg.

La deuxième condition prévue par l'article 37 de la Constitution est que ces limitations aux libertés publiques doivent poursuivre un objectif d'intérêt général ou de protection des droits et libertés d'autrui. Cet objectif doit être apprécié dans le contexte de l'exercice des pouvoirs de police administrative générale des communes. Les limitations des libertés publiques doivent uniquement poursuivre le but de maintenir l'ordre public au niveau communal. En l'occurrence, l'interdiction de la mendicité est prise, d'après le conseil communal, « dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques », la commune ayant reçu des plaintes de la part d'habitants au regard de certains comportements. Selon le conseil communal, elle viendrait aussi lutter contre la traite des êtres humains.

Il n'appartient pas à la Cellule scientifique de se prononcer sur la légitimité de ces motifs. Néanmoins, les justifications avancées par la commune seront utiles à l'examen de la troisième condition.

La troisième condition posée par l'article 37 est que toute limitation à l'exercice des libertés publiques doit être nécessaire et proportionnée à la poursuite de ce but légitime. Une mesure de police administrative est nécessaire si elle constitue le seul moyen de préserver l'ordre public et qu'elle ne va pas au-delà de ce qui est nécessaire.

Au regard de la mendicité aggravée, la nécessité d'une intervention communale fait défaut dans la mesure où ces comportements constituent déjà des délits dans le Code pénal et font l'objet de poursuites pénales sur le fondement des articles 342 et suivants du Code pénal.

Au regard de la mendicité simple, la nécessité de répondre aux troubles générés par ce comportement particulier dans les rues visées pourrait éventuellement être justifiée, pour autant que la commune en démontre la réalité. En revanche, la nécessité de punir la mendicité simple pour lutter contre la traite des êtres humains est douteuse, en particulier eu égard au fait que le Code pénal prévoit expressément que les victimes de la traite, forcées à mendier, ne sont pas pénalement responsables.

Une mesure de police administrative interdisant la mendicité est proportionnée si l'intensité et la gravité du trouble à l'ordre public généré par les mendiants sont proportionnées à la gravité des restrictions qui leur sont imposées dans leurs possibilités de solliciter la charité publique pour subvenir à leurs besoins.

L'appréciation de la proportionnalité doit être réalisée sur base des éléments concrets justifiant les mesures liberticides à l'égard des mendiants. C'est une appréciation d'espèce qui incombe au juge, sinon à l'autorité d'approbation du règlement communal.

L'interdiction de la mendicité simple contenue dans le règlement général de police de la Ville de Luxembourg n'est pas générale et absolue : elle



## Recherche scientifique au Parlement

concerne des rues déterminées et une plage horaire précise. Cependant, l'interdiction est très large en ce qu'elle vise de nombreuses rues très fréquentées, s'étend sur une plage horaire de 07.00 heures à 22.00 heures, tous les jours de la semaine, et n'est pas limitée dans le temps. Elle réduit grandement les possibilités pour les personnes dans le besoin de faire appel à la générosité des passants.

Au vu de la gravité de l'atteinte aux droits des mendiants, la condition de proportionnalité ne sera remplie qu'en présence d'une atteinte aussi grave à l'ordre public au niveau communal, générée par l'activité de mendicité simple.

Enfin, parmi les libertés publiques garanties par la Constitution figure le principe de légalité pénale, consacré à l'article 19 de la Constitution. Ce principe n'a pas été analysé à travers l'article 37 de la Constitution, mais a fait l'objet d'un examen détaillé au vu de la nature répressive de la mesure de police administrative en question.

Le principe de légalité pénale signifie que toute infraction pénale, et plus largement toute disposition qui sanctionne un comportement de mesures répressives, doit être prévue, tant ses éléments constitutifs que sa sanction, dans la loi. Le principe exige également que la loi pénale soit claire, prévisible et accessible pour protéger les individus contre l'arbitraire des autorités publiques.

L'interdiction de la mendicité aggravée au niveau communal vient punir d'une amende des comportements qui sont déjà punis de peines d'emprisonnement dans le Code pénal. Ce cumul d'incrimination nuit à la clarté de la loi pénale, en particulier parce qu'un même comportement est puni de deux peines différentes. Nous pourrions également y voir une rupture de l'égalité devant la loi pénale.

Les dispositions en matière de police administrative générale ne semblent pas non plus assez précises pour que la mendicité simple puisse être érigée en infraction pénale par les communes.

Au vu de l'ensemble de ces considérations, les dispositions relatives à la mendicité contenues dans le règlement général de police de la Ville de Luxembourg sont vraisemblablement contraires à la Constitution. Un tel constat relève cependant de la compétence du juge, administratif ou judiciaire, seul compétent pour se prononcer sur la constitutionnalité du règlement communal.

**Note de recherche scientifique par M. Marty et F. Spirinelli, « L'interdiction de la mendicité au Luxembourg », Cellule scientifique de la Chambre des Députés, 5 juin 2024.**

Retrouvez le document intégral en scannant le code QR suivant :



## Assermentatioun vu fënnef Fonctionnairen

Den 11. Juni 2024 goufe fënnef nei Fonctionnairen vun der Chamberverwaltung vereedeegt: d'Madamm Roberta Da Graça an d'Häre Patrick Pereira, Eric Sanchez, Christophe Schumacher an David Vieira. Virum Generalsekretär, dem Här Laurent Scheeck, hunn si follgenden Eed ofgeluecht: „Je jure d'observer la Constitution et les lois et de remplir ma fonction avec intégrité, exactitude et impartialité“. Bei der Zeremonie derbäi waren och déi jeeeweileg Responsables de service an d'Responsabel vum Personalservice, d'Madamm Manon Hoffmann.



*Vu léns no riets: D'Häre Patrick Pereira (Service gestion des connaissances), Gaëtan Fagnart (Responsable adjoint vum Service gestion des connaissances), Eric Sanchez (Service gestion des connaissances) a Laurent Scheeck (Generalsekretär vun der Chamberverwaltung), d'Madamm Roberta Da Graça (Service des commissions), den Här Christophe Schumacher (Responsable adjoint vum Service des commissions), d'Madamm Carole Closerer (Responsabel vum Service des commissions), d'Hären David Vieira (Service logistique et technique) a Claude Barthel (Responsabel vum Service logistique et technique) an d'Madamm Manon Hoffmann (Responsabel vum Service des ressources humaines)*

## L'Administration parlementaire recrute :

- un chercheur spécialisé en sciences économiques ou en finance (m/f/d)  
pour les besoins de la cellule scientifique du service secrétariat général, archives et recherche scientifique,  
poste à pourvoir sous le statut de salarié de droit privé appartenant au groupe d'indemnités A1 ;

- un responsable de service (m/f/d) pour sa cellule scientifique,  
sous le statut de salarié de droit privé appartenant au groupe d'indemnités A1 ;

- un huissier/chauffeur (m/f/d) pour les besoins du service logistique et technique dans le groupe de traitement D2,  
poste à pourvoir par voie de changement d'administration.

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant : [https://www.chd.lu/fr/offres\\_emploi](https://www.chd.lu/fr/offres_emploi)



## Liberté d'expression dans les médias

### 8128 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias

Le projet de loi sous rubrique vise à modifier la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias afin d'adapter le cadre légal du droit de réponse aux exigences de la presse en ligne. Accessoirement, le présent projet de loi prévoit d'introduire des membres suppléants dans la composition de la Commission des cartes de presse et la Commission des plaintes du Conseil de presse.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias,  
le 27/12/2022

Rapporteur : M. Félix Eischen

Travaux de la Commission de la Digitalisation, des Médias et  
des Communications

(Président : M. Guy Arendt) :

21/02/2023 Présentation du projet de loi

Désignation d'un rapporteur

Travaux de la Commission des Médias et des Communications

(Président : M. Félix Eischen) :

20/02/2024 Désignation d'un nouveau rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption de deux amendements parlementaires

04/06/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/06/2024

## Médias électroniques

### 8204 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques

Le projet de loi sous rubrique vise à modifier la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques afin de rendre le déploiement de la radio numérique au Grand-Duché possible. Il est notamment prévu de moderniser l'infrastructure de radiodiffusion pour augmenter le nombre de services radiodiffusés au Luxembourg et d'améliorer la qualité de la couverture des services de radio existants.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias,  
le 24/04/2023

Rapporteur : M. Guy Arendt

Travaux de la Commission de la Digitalisation, des Médias et  
des Communications

(Président : M. Guy Arendt) :

10/07/2023 Présentation du projet de loi

Désignation d'un rapporteur

Travaux de la Commission des Médias et des Communications

(Président : M. Félix Eischen) :

09/01/2024 Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'une série d'amendements parlementaires

04/06/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/06/2024

## Gestion des ondes radioélectriques

### 8205 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques

Le projet de loi sous rubrique vise à modifier la loi modifiée du 30 mai 2005 portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques, suite à l'entrée en vigueur de la loi de décembre 2021 sur les communications électroniques. Cette dernière crée un cadre européen pour attribuer les fréquences radio, assurant ainsi une prévisibilité aux investisseurs dans les réseaux sans fil.

Il convient de souligner que cet objectif est compatible avec les objectifs nationaux liés aux réseaux publics gouvernementaux et de défense, à la régulation des médias et de l'audiovisuel, ainsi qu'au droit d'utiliser le spectre radioélectrique à des fins de radioamateur, de maintien de l'ordre public, de sécurité publique et de défense, sans les compromettre.

Le but est de réguler l'utilisation des dispositifs comme les drones ou les brouilleurs illégaux, en autorisant leur usage par certaines administrations uniquement pour maintenir l'ordre public et répondre aux besoins de défense et de sécurité nationale. De plus, le projet propose de confier certaines compétences réglementaires à l'Institut luxembourgeois de régulation.

Dépôt par M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias,  
le 24/04/2023

Rapporteuse : Mme Stéphanie Weydert

Travaux de la Commission de la Digitalisation, des Médias et  
des Communications

(Président : M. Guy Arendt) :

10/07/2023 Présentation du projet de loi

Désignation d'un rapporteur

Travaux de la Commission des Médias et des Communications

(Président : M. Félix Eischen) :

09/01/2024 Désignation d'un nouveau rapporteur

20/02/2024 Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'un amendement parlementaire

04/06/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/06/2024

## Approvisionnement en produits pétroliers

### 8275 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers

La loi relative à l'organisation du marché de produits pétroliers prévoit que tout importateur pétrolier est obligé d'assurer de manière permanente des stocks de sécurité équivalents à 93 jours de ses importations journalières moyennes nettes. De plus, il faut également disposer de niveaux minima de stocks de sécurité sur le territoire national et régional.

Le projet de loi n° 8275 a comme objectif d'optimiser la sécurité d'approvisionnement du territoire national en produits pétroliers. Son dispositif prévoit d'ajuster le territoire régional par :

1° la réduction de son rayon qui passe de 230 km à 185 km partant du centre géographique du Luxembourg ;

2° l'inclusion du territoire national dans le territoire régional en augmentant le nombre de pays sur le territoire régional de 3 à 4, sans que la notion de territoire national ne disparaisse.

Cette décision permet de réduire les distances qui doivent être parcourues en cas de crise d'approvisionnement pour mettre sur le marché national les stocks de sécurité constitués et maintenus sur le territoire régional. De plus, les importateurs de pétrole ont ainsi la possibilité de constituer des stocks de sécurité sur le territoire national pour satisfaire à leur obligation de stockage prévue pour le territoire régional, ce qui n'était pas le cas auparavant.

En outre, le projet de loi prévoit l'obligation de connaître la localisation exacte des stocks de sécurité dans une infrastructure pétrolière de stockage, laquelle doit être déterminée en amont.

L'entrée en vigueur du projet de loi est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 2024 afin d'accorder aux opérateurs du secteur un temps d'adaptation.



Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 13/07/2023  
Rapporteur : M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme

(Présidente : Mme Carole Hartmann) :

21/03/2024 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

16/05/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 25/06/2024

## Secteur financier : résilience opérationnelle numérique

**8291 – Projet de loi portant modification de :**

**1° la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;**

**2° la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep ;**

**3° la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;**

**4° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;**

**5° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;**

**6° la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;**

**7° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ;**

**8° la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ;**

**9° la loi modifiée du 16 juillet 2019 relative à l'opérationnalisation de règlements européens dans le domaine des services financiers,**

**en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2554 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 sur la résilience opérationnelle numérique du secteur financier et modifiant les règlements (CE) n° 1060/2009, (UE) n° 648/2012, (UE) n° 600/2014, (UE) n° 909/2014 et (UE) 2016/1011 et de la transposition de la directive (UE) 2022/2556 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 modifiant les directives 2009/65/CE, 2009/138/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE, 2014/65/UE, (UE) 2015/2366 et (UE) 2016/2341 en ce qui concerne la résilience opérationnelle numérique du secteur financier**

Le présent projet de loi comporte un double objet. Il vise, d'une part, à mettre en œuvre le règlement (UE) 2022/2554 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 sur la résilience opérationnelle numérique du secteur financier et, d'autre part, à transposer la directive (UE) 2022/2556 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022, qui accompagne le règlement (UE) 2022/2554.

L'objectif du règlement (UE) 2022/2554 (communément appelé « DORA » ou « Digital Operational Resilience Act »), et accessoirement de la directive (UE) 2022/2556, est d'harmoniser et de renforcer les exigences en matière de sécurité des technologies de l'information et de la communication (TIC) afin d'atteindre un niveau élevé de résilience opérationnelle numérique pour l'ensemble du secteur financier.

Le secteur financier dépend de plus en plus de technologies informatiques et de processus numériques. La transition vers le numérique à grande échelle a également renforcé les interconnexions et les relations de dépendance au sein du secteur financier et avec les prestataires tiers d'infrastructures et de services TIC. Cependant, les exigences applicables aux entités relevant du secteur financier pour répondre aux risques liés aux TIC sont, à ce jour, fragmentées, parfois incomplètes et scindées dans divers actes juridiques sectoriels de l'Union européenne.

Le règlement (UE) 2022/2554 consolide les différentes règles traitant le risque lié aux TIC dans le secteur financier et les réunit dans un seul et même acte législatif pour combler les lacunes susmentionnées et pour remédier à d'éventuelles incohérences.

La consolidation et l'harmonisation plus poussée des exigences clés en matière de résilience opérationnelle numérique s'inscrivent dans l'objectif de favoriser l'innovation et l'adoption de nouvelles technologies dans le secteur financier,

tout en assurant la stabilité financière et la protection des investisseurs et des consommateurs. Le règlement (UE) 2022/2554 établit un corpus de règles uniformes sur la résilience opérationnelle numérique en vertu duquel les entités visées devront s'assurer qu'elles peuvent résister, répondre et se rétablir face à toute perturbation opérationnelle grave liée aux TIC. Il établit également des règles relatives à l'établissement du cadre de supervision applicable aux prestataires tiers critiques de services TIC.

Les dispositions du règlement (UE) 2022/2554 étant directement applicables dans l'Union européenne, le projet de loi vise principalement, aux fins de l'opérationnalisation du règlement (UE) 2022/2554, à doter les autorités compétentes nationales chargées de veiller à l'application du règlement (UE) 2022/2554 des pouvoirs de surveillance et d'enquête nécessaires à l'exercice de leurs fonctions, dans les limites définies par ledit règlement, et à fixer un régime de sanctions approprié.

La directive (UE) 2022/2256 accompagne et complète le règlement (UE) 2022/2554 en prévoyant une série de modifications ciblées à des directives européennes existant dans le domaine du secteur financier.

Dépôt par Mme Yuriko Backes, Ministre des Finances, le 04/08/2023  
Rapporteur : M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Aehm) :

15/03/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

Adoption d'un amendement parlementaire

04/06/2024 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 13/06/2024

Loi du 1<sup>er</sup> juillet 2024

Mémorial A : 2024, n° 271, page 1

## Reconnaissance des qualifications professionnelles

**8371 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles**

Le présent projet de loi vise à modifier l'article 33, paragraphe 2, de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles en vue d'une transposition de la directive 2024/505/UE du Parlement européen et du Conseil du 7 février 2024 modifiant la directive 2005/36/CE en ce qui concerne la reconnaissance des qualifications professionnelles des infirmiers responsables de soins généraux formés en Roumanie.

Bien que l'article 1<sup>er</sup> de la directive 2024/505/UE précitée comporte trois dispositions modificatives de la directive 2005/36/CE, le présent projet de loi se borne à transposer l'article 1<sup>er</sup>, point 2), de la directive (UE) 2024/505 étant donné que les points 1) et 3) de l'article 1<sup>er</sup> ne nécessitent pas de mesures de transposition en droit luxembourgeois.

Dépôt par Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, le 09/04/2024

Rapporteur : M. Gérard Schockmel

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation

(Président : M. Gérard Schockmel) :

21/05/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

18/06/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 25/06/2024

## Enseignement secondaire classique : ajout de sections

### 8375 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement secondaire classique

Le présent projet de loi vise à modifier l'article 47, alinéa 4, de la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement secondaire classique en vue d'ajouter, au niveau du cycle de spécialisation de l'enseignement secondaire classique, les points 10° à 12° suivants :

- 10° la section entrepreneuriat, finance et marketing (N) ;
- 11° la section sciences cognitives et sciences humaines (P) ;
- 12° la section politiques et développement durable (R).

Centrée sur les compétences entrepreneuriales, managériales, commerciales, ainsi que sur le marketing, la gestion financière et la gestion des ressources humaines, la section « entrepreneuriat, finance et marketing » (N) met l'accent sur l'interdisciplinarité à travers des semaines dédiées à des projets, répondant ainsi aux réalités du marché du travail. Cette nouvelle section vise à préparer les élèves aux exigences d'un monde professionnel en constante évolution, notamment en raison des progrès technologiques et de la digitalisation croissante.

Dans le but de promouvoir une forte interconnexion entre les sciences humaines et les sciences naturelles, la section « sciences cognitives et sciences humaines » (P) combine un enseignement humaniste et scientifique. Elle met l'accent sur l'interdisciplinarité, répondant aux exigences et réalités des études académiques grâce à un projet personnel de recherche qui initie les élèves aux bonnes pratiques de la communication scientifique. Tout au long de leur parcours, ils développent des compétences techniques et théoriques ainsi que le sens critique nécessaire pour exploiter les données, les présenter et en tirer des conclusions. De plus, la section P vise à améliorer les compétences linguistiques des élèves, tant à l'oral qu'à l'écrit, et à élargir leurs connaissances culturelles afin qu'ils puissent évoluer avec aisance dans une société en pleine mutation.

La création de la section « politiques et développement durable » (R) se fait dans le contexte d'une spécialisation dans l'analyse des relations internationales

et de la compréhension du fonctionnement du monde actuel ainsi que des défis qui en découlent. Un autre volet est l'évolution des sociétés et l'aiguillage de l'esprit critique des élèves ainsi que l'acquisition d'un esprit de synthèse et d'une rigueur méthodologique à l'écrit, à l'oral et dans le traitement de l'information sous toutes ses formes (textes, données chiffrées, images). Les élèves développent leurs facultés d'analyse grâce à une approche interdisciplinaire dans les domaines de l'économie, l'histoire, la géographie, la philosophie et la sociologie, dans le but de bien les préparer aux études universitaires dans le domaine des sciences humaines, avec une composante forte dans les relations internationales.

L'intégration de ces trois nouvelles sections dans l'offre scolaire élargit le choix donné aux élèves dans leur orientation et contribue ainsi à les préparer aux études supérieures et aux réalités de la société.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 16/04/2024

Rapporteuse : Mme Barbara Agostino

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

(Présidente : Mme Barbara Agostino) :

06/06/2024 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

18/06/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 25/06/2024

## 30<sup>e</sup> séance

### Sommaire

<p><b>1. Ouverture de la séance publique</b> <span style="float: right;"><b>p. 13</b></span></p> <p>M. Claude Wiseler, Président</p>	<p>Motion 2 : M. Gilles Baum   M. Marc Spautz   M. Fred Keup   Mme Sam Tanson (intervention de M. Fred Keup)   M. Sven Clement   M. Marc Baum   Mme Taina Bofferding</p> <p>Vote sur la motion 2 (rejetée)</p>
<p><b>2. Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par Mme Francine Closener</b> <span style="float: right;"><b>p. 13</b></span></p> <p>Exposé : Mme Francine Closener</p>	<p>Motion 3 : M. Gilles Baum   M. Marc Spautz   Mme Taina Bofferding   M. Sven Clement   M. Marc Baum   M. Fred Keup   Mme Sam Tanson (interventions de M. Gilles Baum et M. François Bausch)</p> <p>Vote sur la motion 3 (rejetée)</p>
<p><b>3. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)</b> <span style="float: right;"><b>p. 13</b></span></p> <p>Mme Sam Tanson (dépôt de la motion 3)   M. Sven Clement (dépôt des motions 4 et 5) (interventions de M. Marc Baum et M. Marc Goergen)   M. Marc Baum   Mme Diane Aehm   Mme Carole Hartmann   Mme Lydie Polfer (interventions de Mme Sam Tanson et M. François Bausch)   Mme Sam Tanson (interventions de Mme Lydie Polfer)   Mme Taina Bofferding   Mme Lydie Polfer (interventions de M. Marc Baum et M. Sven Clement)</p> <p>Prise de position du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre (interventions de M. Sven Clement, M. Georges Engel, M. Claude Haagen et M. Mars Di Bartolomeo)   M. Marc Baum (parole après ministre)   Mme Taina Bofferding (parole après ministre)   Mme Sam Tanson (parole après ministre)   M. le Premier ministre Luc Frieden   M. Mars Di Bartolomeo (parole après ministre)</p> <p>Motion 1 : Mme Taina Bofferding   M. Gilles Baum   M. Marc Spautz   Mme Sam Tanson (interventions de M. Marc Spautz et M. François Bausch)   M. Sven Clement   M. Fred Keup   M. Marc Baum   Mme Taina Bofferding   M. Marc Spautz</p> <p>Vote sur la motion 1 (rejetée)</p>	<p>Motion 4 : M. Sven Clement   M. Marc Spautz   Mme Sam Tanson   Mme Taina Bofferding   M. Marc Baum   M. Sven Clement</p> <p>Vote sur la motion 4 (rejetée)</p> <p>Motion 5 : M. Sven Clement   M. Marc Spautz   M. Fred Keup (interventions de M. François Bausch)   Mme Sam Tanson (intervention de M. Fred Keup)</p> <p>Vote sur la motion 5 (rejetée)</p>
<p>Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président</p>	
<p>Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Claude Meisch, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin et Mme Elisabeth Margeue, Ministres</p>	



(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

## 1. Ouverture de la séance publique

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung säit de Moien eng Kommunikatioun ze maachen, Här Premier?

(Négation)

Très bien.

## 2. Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par Mme Francine Cloeser

Da ginn ech d'Wuert der Madamm Francine Cloeser fir den Depot vun engem Änderungsversuch vum Chamberreglement. Madamm Cloeser.

**Exposé**

**Mme Francine Cloeser** (LSAP), auteure | Villmools merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, heimadder deposéieren ech dann also am Numm vun der Petitionskommissioun eng Proposition, fir d'Chambersreglement ze änneren.

8397 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative au Titre V, Chapitre 11 « Des pétitions »

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Cloeser.

**Mme Francine Cloeser** (LSAP), auteure | An zwar geet et eebe prezis ëm d'Kapitel 11 iwwert d'Petitiounen.

Här President, jidderee vun eis heibannen ass sech jo der Bedeutung vum Instrument vun de Petitiounen bewusst, fir d'Bierger un der Politick ze bedeelegen. Den 12. Mäerz 2014 ass dat Instrument, sou wéi mer et haut kennen, fir d'éischte Kéier a Kraaft getrueden an zanterhier sinn am Ganzen 225 ordinär Petitiounen erakomm an 2.647 ëffentlech Petitiounen waren online. Dat huet am Ganzen zu 77 Débats publics heibannen gefouert. A besonnesch an deene leschten dräi Joer ass d'Zuel vun deenen Debaten, vun den Hearings immens geklommen.

Dat alles weist den Interessi vun de Biergerinnen a Bierger un der Politick, un der Partizipatioun um politesche Gescheeën. An dat ass ganz gutt esou. A genee deen Interessi an och d'Bedeutung vun dëser Biergerbedeelegung wëlle mer a musse mer héichhalen. An dowéint gëtt et no zéng Joer Zäit, fir eeben d'Chamberreglement an deem Punkt ze moderniséieren.

D'Proposition, déi mir an der Petitionskommissioun ausgeschafft hunn, bréngt, éischtens emol, méi Transparenz vun de Prozeduren, a genee dat féiert zu méi Vertrauen och an d'Aarbecht vum Parlament. Objektiv, transparent an offiziell Reegelen, déi kloer definéiert sinn, sinn am Sënn vun de potenzielle Petitiounären. Mir proposéieren nämlech eng Lescht vun am Ganzen eelef Krittären, déi erfëllt musse sinn, fir datt eng Petitioun recevabel ass.

Domadder geet den Taux vun de Petitiounen, déi online kënnen goen, mat Sécherheet an d'Luucht. De Petitiounär an och d'Chamber spueren domadder ganz vill Zäit an Aarbecht, et ass am Sënn vun der Sécurité juridique, d'Decisiounen vun der Commissioun ginn domadder méi previsibel, méi kohärent a méi novellzéibar.

Eng aner wichteg a vill diskutéiert Ännerung ass d'Eropsetze vum Seuil, deen eng Petitioun muss erreechen, fir dass et zu engem Débat public ka kommen. Dat war keng einfach Diskussioun a scho guer keng einfach Decisioun. An dat ass mir och ganz wichteg hei ze betounen, datt all eenzelne Member vun der Commissioun och weiderhin absolutt Débats publics wëll. Kee wëll dat verhënnere!

Deene meeschte Membere geet et awer och drëm, dass mer dat Instrument net bradéieren a banaliséieren. Mir wëllen, datt Débats publics hir Bedeutung an hir Effikassitéit behalen. A virun allem ass et kruzial, datt d'Chamber amstand ass, e richtege Suivi vum Débat ze garantéieren. Esou en Hearing muss e Suivi kréien, soss verléiert d'Instrument un Effikassitéit, d'Leit verléieren d'Vertrauen an eis, an dat wier deemno kontraproduktiv.

Duerfir proposéiert d'Commissioun eng kloer an objektiv Formule, no där dee Seuil berechent gëtt. Am Ufank vun all Legislaturperiod gëtt déi Berechnung erëm gemaach. Si ass de Spiegel vum Wuesstum, vun der Populatioun a vun de Frontalieren. An de Seuil géif deemno elo op 5.500 Signaturë gehéicht ginn.

Aner Neierungen nach ganz kuerz: Wann eng Petitioun de Seuil erreecht, da muss den Débat bannent véier Méint stattfannen. Domadder verhënnere mer, datt zum Beispill e Minister, deen net erpicht drop wier, iwwert e Sujet ze diskutéieren, den Débat op Mokuchsdag verréckele kéint. Iwwerregens leeë mer awer och fest, datt, wann en Débat public stattfënnt an de Petitiounär einfach net kënnt – Dir erënnert Iech drun, datt mer dee Fall virun e puer Méint hei haten –, dann an deem Fall dee Petitiounär während zwee Joer keng Petitioun méi däerf erareeche. Mir schafen och eng Recoursméiglechkeet.

An da gesäit d'Proposition och fir, datt an Zukunft deen, deen eng Petitioun wëll deposéieren, sech och entweeder mat LuxTrust muss identifizéieren oder mat engem änleche Moyen, deen et an eisen Nopeschlänner gëtt. Alternativ kann een natierlech och d'Petitioun perséinlech an der Chamber deposéieren oder seng Signature op der Gemeng legaliséiere loosse. Et muss séchergestallt ginn, datt e Petitiounär och wirklech deen ass, fir deen e sech ausgëtt, an net d'Identitéit vun enger anerer Persoun ka méissbrauchen.

Voilà, dat sinn d'Hauptpunkte vun der Proposition vun der Commissioun. Mir hunn eis a fënnf Sëtzingen intensiv domadder beschäftegt. An erlaabt mer och ze soen, dass mer frou wieren, wann déi Neierung bei der Rentrée vum Parlament am Hierscht kéinten a Kraaft trieden.

Ech wëll de Kollegeinnen a Kollegen och e grouse Merci soe fir déi flott an exzellent Zesummenaarbecht an der Commissioun an déi ganz gutt Ambiance, déi eis trotz hei an do ënnerschiddleche Meenungen awer ëmmer erhalte bliwwen ass. Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Cloeser.

## 3. Débat sur la politique générale sur l'état de la nation (suite)

An da komme mer un d'Suite vun der Debatt iwwert d'Lag vun der Nation. Et sinn elo fir haut de Mëtten nach ageschriwwen: d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement, den Här Marc Baum, d'Madamm Diane Adehm an d'Madamm Carole Hartmann. An dann als éischt Riednerin vun de Mëtten huet d'Madamm Sam Tanson d'Wuert. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Här President, Här Premierminister, Är Regierung ass elo bal siwe Méint am Amt a fir et an Ärem CEO-Jargon ze soen: D'Période d'essai ass definitiv eriwuer! Et ass dowéinst den Ament, éier mer op d'Lag vum Land kucken, och en éischten Tëschebilan vun dëser Regierung ze zéien. Wat ass bis ewell geschitt? Wou hutt Der Akzenter gesat? Wat ass d'Visioun vun dëser Regierung? Respektiv: Huet se eng Visioun?

Vläicht ugefaange mat deem leschte Punkt: Dir sot gëschter, Dir wéilt „gestalten an net just verwalten“. Ech muss Iech awer soen, datt op d'mannst dat, wat mer gëschter héieren hunn, mat Gestaltung nëmme wéineg ze dinn huet. Prozeduren, Commissiounen, Digitaliséierung a Steieren erofsetzen, dat kléngt zwar gutt, huet awer mat Gestalte relativ wéineg ze dinn. D'autant plus, well Der Iech zemoos mat deem leschte Punkt, der Reduktioun vun de Steieren, eigentlech Gestaltungsspillraum ewechhuet.

Mee effektiv, Dir sidd eréischt am éischte Joer. An och wa mer Iech de Gefalen net wäerte maachen, Iech eréischt a véier Joer ze jugéieren – mee Dir kënnt drop zielen, och dat wäerte mer natierlech maachen –, sou bleift ze hoffen, datt Der an d'Gäng kommt.

Wa mer Iech gëschter gutt nogelauschert hunn – mir hu jo nëmme dierfe lauschteren, net matliesen, déi Prerogativ war jo der Press reservéiert –, da gi mer elo an den nächste Wochen a Méint mat enger sëllege Gesetzesprojete konfrontéiert. Et ass och esou lues un der Zäit, well an den éischte Méint waren d'Depote vu Projeten, déi net just Direktiven oder Traitéen transposéiert hunn, dach extreem rar geséit. Dir hat Iech d'Prerogativ gehalen, alles selwer hei wëlle gëschter Mëtten ze presentéieren an Dir hutt dat net Äre Ministeren iwwerlooss. Dat huet natierlech zu e puer Retarden a verschiddenen Dossiere gefouert.

A mir hunn eis d'Fro gestallt, gëschter, wou mer dat héieren hunn, ob Der net awer dem Koalitiounspartner e bësse méi streng Delaie virginn an e bësse méi ewechgeholl hutt bei der Presentatioun wéi Ären eegene Parteikollegen. Mee dat just als klengt Gestéppels niewelaanscht.

Nawell krut Der schon an der Lescht zolidd Vorschusslorbeeren, op d'mannst emol an der eegener Gemeng. Do gëtt et elo well eng Plaz Luc Frieden, eng Eier, déi nach kengem vun den zwee viregte Premierer an hire respektive Gemengen zougestane gouf. Madamm Polfer – si ass elo leider net hei –, Madamm Cloeser, do gëtt et also nach Aarbecht! Obwuel nief dem Ex-Premier zu Mamer warscheinlech och dee viregte Buergermeeschter géng dann esou en Usproch stellen.

Bis elo ass – an do war Är Ried vu gëschter keng Ausnam – an der Ëmsetzung mat e puer Nuancé vill „weider esou“. D'Rhetorik huet allerdéngs changéiert, mat der klorer Zilsetzung, virun allem beim Patronat ze punkten.

Wann een d'Akzenter vun der Regierung kuckt, da kann ee soen, datt verschidde Regierungsmembere sech kommunikativ virun allem extra ervirgedoen hunn. Sief et mam Ignoréiere vum Rechtsstaat, mat enger doutéiser Kommunikatioun, mam A-Fro-stelle vun der kënschtlerscher Fräiheet – ok, bon, dat war elo just alles een an dee selwechte Minister –, mat zweifelhafte Commentairen iwwert d'Press an duerno d'Leugnen dovun, mat 180-Grad-Kéiere par rapport zu deem, wat virdrun an der Opposition gesot ginn ass, an duerno dubiéise Rechtfertigung vum deem Volte-face, oder och nach, sech nei Weeër op de Fändel schreiwen, déi ganz kloer vu gréng Ministerinne

stamen, an dann nach bëlleg Poleemik maachen no sechs Méint am Amt.

Net ze vergiessen: De Spätzenduo Frieden-Bettel, déi et schonn an d'international Press bruecht hunn, deen een als Orbanflüsterer, deen aneren als deen, mat deem een héchstens e Béier drénke goe soll, ouni ëm awer d'Aussepolitick unzevertrauen. Kee Wonner, datt grad dëse bei der Aussepolitick virun allem duerch seng Dosende Reesen, net awer duerch eng ganz kloer Position ervirgetrueden ass. Ganz am Géigendeel, wann een den Zickzackkurs kuckt, zemoos an der Palästinafro, wou fir d'éischt e puer méi EU Länner sech sollte bedeelegen, duerno Südamerika, a wéi bis erauskoum, datt do quasi kee Land méi géing bleiwen, si mer an Indonesie gelant.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Idem an der Kooperatioun, wou d'Onrou am Secteur no e puer Méint ongeféier esou grouss war wéi no e puer Méint Maggy Nagel an der Kultur.

Et gëtt natierlech och déi Ministeren, déi hir Aarbecht gutt maachen. Et ass net um mir, Punkten ze verdeelen, mee zum Gléck, Här Premierminister, hutt Der e puer Fraen an där Regierung.

**Plusieurs voix** | A!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Da gëtt et der awer och nach e puer, do weess een net genau, wat se maachen an ob se an der Regierung sinn, fir och reell eppes ëmzesetzen oder just, fir vun engem Fototermin zum nächsten ze sprangen. D'Progressioun an de Kommunikatiounsekippen a verschiddene Ministerë sprécht Bänn. Och wann do keng eenzel Ligne budgétaire dropsteet, et si Mënschen, déi bezuelt ginn an déi d'Lokaler a verschiddene Fraktiounen méi eidel gemaach hunn.

Mee mir si jo méi eng fein Oppositioun wéi déi viereg, dofir kommentéiere mer all déi Partairekrutementer, déi et an de Ministerë gouf, vu Leit, déi ee „besser kennen“, fir wuel méi flott Videoen iwwert de Fierpark vun der Regierung ze dréien, net méi wéi dat.

(Hilarité)

**Une voix** | Très bien!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Dir hutt als Moment, fir iwwert d'Lag vun der Natioun ze schwätzen, zwee Deeg no den Europawale gewielt. Et ass natierlech op der enger Säit e gudden Ament, fir iwwert déi Lag ze schwätzen, well mer elo bannent kierzester Zäit dräi Stëmmungsbiller vun de Mënschen hei am Land kruten, mee ech bedauere weiderhin, datt Der net virun de Wale Faarf bekannt hutt, well den État de la nation, deen Der gëschter hei virgezeecht huet, dach weiderhin dee vun de Villverdänger ass a bedeitend manner dee vun deenen, déi manner gutt gestallt sinn, vum Schutz vun de Schwaachen, vum Erhale vun onser Natur fir zukünfteg Generatiounen.

Fir ze kucken, wéi et ëm d'Lag vun eise Land steet, wëll ech a menger Interventioun haut op sechs Froen agoen: Wéi geet et onser Demokratie? Wéi geet et eise Leit? Wéi geet et eiser Natur? Wéi geet et eiser Wirtschaft? A wéi geet et eise Finanzen? Ufänken awer wëll ech mat der Fro: Wéi geet et Europa?

Den ugekënnegte Rietsruck ass leider e Sonnde komm – glécklecherweis net esou staark zu Lëtzebuerg. E Lëtzebuerg Resultat ... an do muss ech Iech felicitéiere fir dee Spin, deen Der hikrutt, wou een am Verglach mat den Nationalwahlen nämlech eigentlech feststelle muss, datt d'Regierung quasi 8 % verluer huet a mat 41 % vun de Stëmme méi wäit vun der Majoritéit ewech ass.

An Europa awer huet d'extrem Riets en enorme Sprong no vir gemaach. An ech ka mech nëmme wonneren, wa mer d'Resultater eleng an onsen Nopeschlänner kucken, wéi do e Lëtzebuerg Majoritéitsdeputéierten iwwert säi botgesteierten Twitter-Account zum Constat komme konnt, Europa wier nëmme an d'Mëtt an net no riets geréckelt. Rassemblement national a Frankräich, AfD an Däitschland, Rietspopulisten an der Belsch an an Holland, Fratelli d'Italia, ADR zu Lëtzebuerg – alles Parteien, ...

(Exclamations et interruptions)

... déi net fir d'Meenungsfräiheet stinn, déi net fir d'Pressefräiheet stinn, déi net fir eng oppe Gesellschaft stinn, déi net fir e staarkt Europa stinn, déi ausgrenzen, déi och – am Géigendeel vun deem, wéi se sech oft virstellen – net fir de Schutz vun de Schwaachen an der Gesellschaft stinn! Dat ass kee gutt Zeeche fir Europa an domat fir ons all!

D'Ouverture vun der Kommissiounspräsidentin am Virfeld vun de Walen a Richtung rietsbaussen hu mech schuddere geden. D'Aart a Weis, wéi och zu Lëtzebuerg Kandidat vu ganz riets ongefiltert Ligen, russesch Propaganda an Haass gestreet hunn, misst ons all ze denke ginn. Ech hoffe wierklech, datt an der EU elo net de Feeler gemaach gëtt, dee scho sou munch konservativ Partei gemaach hunn: Aus Angscht viru Rietsbaussen hu se hiren Discours an hir Politick och ganz wäit no riets geréckelt.

D'Fräiheet an déi liberal Demokratie stinn ënner Drock, esou vill wéi scho laang net méi. Populiste probéieren, d'Demokratie vu banne futti ze maachen. Geschwate Gewalt gëtt net méi just verbal, mee och physisch ausgedroen. Eng Demokratie muss Rietspopulisten aushale kënnen, mee net akzeptéieren a scho guer net imitéieren an normaliséieren. „Wie sech ze vill no riets béckt, dee riskéiert, aus der Fënster ze falen“, sot de Jean-Claude Juncker nach dëser Deeg an der däitscher Press. Ech hoffe wierklech, datt hie Gehéier fént bei senger eegener Partei.

Wann ech awer nach gëschter héieren, dass de President vun de franséschen LR sech ubidert, fir eng Allianz mam Le Pen a Frankräich ze maachen, da berouegt mech dat alles net fir déi nächst Méint. Mee och Dir wäert gemooss ginn déi nächst Wochen, wéi e Choix Der wäert maachen tëscht enger Allianz mat ganz riets an enger Allianz mat de Gréngen, zum Beispill, op europäischem Niveau. Tëscht enger Allianz mat deenen, déi Europa wëllen ofbauen, an enger Allianz mat deenen, déi fir dat Europa stinn, wat Dir gëschter hei selwer gezeecht hutt.

Et ass viles gesot ginn an dësem Walkampf, wat d'Extremer ugeet an hiren Émgang domat. Mir wäerte genee kucken, wie sech op europäischem Plang mat wem alliiert, wéi eng Versproche gehale ginn a wéi eng net. Wann ee sech zum Beispill mat engem Zemmour senger Partei alliiert, da kann een net behaupten, et géing ee géint Extremer kämpfen. Dee Mann ass verurteilt wéinst Rassismus, Opruff zum Haass a Provokatioun vun Haass géint Mosleme, fir just e puer Beispiller ze zitieren.

Och d'Ukrain-Politick vun der EU ass iwwerliewenswichtig fir ons Grondwäerter. Russland huet mat sengem Ugrëffskrich gewisen, wéi een Drock den Erfolgsmodell vun enger fräier an demokratescher EU kann op en autoritäre System ausüben. Och aner autoritär Staate kucke genee, wéi Europa an de Westen op dës Aggressioun reagieren, well och si fäerten d'Stäerkt vun enger fräier an oppener Gesellschaft.

Lëtzebuerg muss och weider konsequent d'Ukrain ënnerstëtzen. Wann ee sech d'Geschicht vun deene Gréngen ukuckt, da si mer sécher bei deene Leschten,

déi begeeschtert si fir Oprëschtung a Krich. Mir géifen déi Suen an Ustrengungen och haut léiwer an Energietransition, den Ëmweltschutz, zukunftsweisend Entrepreneuren, d'Bekämpfung vun der Kannerarmut, de Logement an esou weider stiechen, mee esou einfach ass et leider net méi.

D'Fräiheet an d'Demokratie sinn d'Basis vun allem, wat de Räichtum vun der westlecher Welt a vun eise Land ausmécht. Si sinn d'Basis vun eise wirtschaftlechen Erfolleg, vun eise Sozialstaat, vun eiser Innovatiounskraaft. An enger méi onsécherer Welt wäert Europa de Wëllen an d'Ressourcë mussen opbréngen, fir alles dat méi aktiv ze verdeeden.

Schonn haut gi mir als Europäer vill fir eis Defense aus, mee op eng Aart a Weis, déi eis nëmme limitéiert Capacitéite gëtt. Ëmsou méi wichteg wäert et sinn, déi bestoend Efforten tëscht de Länner besser ze koordinéieren an ze kombinéieren. Mir stinn dofir och weider zum Erhéije vum Effort de défense. Mir hunn och guer kee Problem dermat, déi 2 % vum RNB virzeéien, mir erwaarden ons just eng ganz kloer Ausso doriwwer, wou déi Suen hierkommen heifir, genee wéi och fir déi aner Mesüeren. Dorop kommen ech nach zrëck.

Wéi geet et dann eiser Demokratie? Et geet vill rieds vu Politickverdrossenheet. Fir ons ass ganz kloer: Deem kann een entgéintwierken duerch méi Bedeelegung um politesche Prozess. Eppes, wat grad an engem Land mat 50 % Netstëmberechtigte grondleeënd ass a muss ugaange ginn. Wat genee fäert Der bei der Biergerbedeelegung, datt Der direkt am Januar ofgewonk hutt, fir e permanente Biergerrot anzesetzen? Ass et d'Suerg, mat Iddie confrontéiert ze ginn, déi net an de Businessplang erapassen? Wat genee ass d'Suerg bei de Petitiounen, datt een elo de Seuil souguer méi an d'Luucht setzt, wéi d'Populatioun gewuess ass? Ass dat déi nei oppen an transparent Chamber? Wat genee fäert Der bei der Diskussioun ëm d'Erofsetze vum Walalter op 16 Joer?

Ech hu virun e puer Deeg e Reportage um 100,7 héieren iwwert d'EU-Walen, wou de Journalist en däitsch-lëtzebuergesche Lycée op Pärle besiche war. Hei si Kanner aus Däitschland, Lëtzebuerg, Frankräich. Et war immens interessant, well et ass ëm d'EU-Wale gaangen an et ass dréms gaangen, dass déi eng Kanner mat 16 Joer dierfe wile goen, déi aus Däitschland, déi aus Lëtzebuerg an aus Frankräich net. Si sinn an enger Klass, si hunn de selwechte Projeet a si sinn dorop sensibiliséiert ginn. Et war richtig touchant, deene Jonken nozelauschteren, och wéi se sech informéiert hunn iwwert déi Walen. An natierlech kann een ëmmer erëm soen: „Et si Jonker, déi sech net interesséieren“, mee wéi ass et bei den Erwuessenen? Jiddere voll am Coup, oder?

An och d'Ausländerwalrecht solle mer net ignoréieren. Laut der POLINDEX-Etüd si méttlerweil d'Hallschent vun de Lëtzebuerg der Diskussioun net méi verschloss. A virun allem wëlle sou vill Ausländer wéi nach ni, 70 %, sech aktiv bedeelegen. Mir liewen an engem Land, an deem d'Hallschent vun der Bevëlkerung kee Stëmmrecht huet. Dat gouf et fir d'lescht virun iwwer 100 Joer, wou d'Fraen an déi Aarm net hunn dierfe wile goen.

D'nächst Joer ginn et zéng Joer, datt de Referendum zu dësem Sujet gemaach gouf. Et ass an onsen Ae wichtig, datt mer ons der Diskussioun zu dësem grondleeënd demokratesche Sujet net verschléissen. Mir sinn ugewisen op déi sellegen Ausländer, déi hei op Lëtzebuerg schaffe kommen. Do hânt och eng Responsabilitéit mat drun, datt mer dës Mënschen an den aldeegleche Prozess matabannen an och doduerch hire spezifische Suerge besser Rechnung droen.



Ech weess – ech hu se schonn héieren –, datt Politiker heibanne sinn, déi nëmmen drop waarden, dass dëst thematiséiert gëtt, fir nees den Däiwel un d'Mauer ze molen. Ma trotzdem, mir sollen de Problem gemeinsam ugoen a kucken, wéi eng Léisungsméiglechkeeten et gëtt, fir eng besser demokratesch Representatioun hei am Land an doduerch e besseren Zesammenhalt an der Gesellschaft ze kréien.

Nieft der Bedelegung vun de Bierger mécht ons natierlech och d'Rechtsstaatlechkeet Suergen. Ech gi lo net méi hei am Detail op den Dossier vum Heescherverbuet an. Ech stelle just fest, datt d'Wëssenschaftler hei vun dësem héijen Haus an engem fouilléierten, sachlechen Avis viles geschriwwen hunn, wat d'Oppositioun an de leschte Wochen a Méint gesot huet a wou mer quasi vun uewen erof beléiert goufen, dat wier Quatsch.

Déi éischt Reaktiounen op dësen Avis vu Majoritéitssäit waren awer schon e bëssen erschreckend. Do gouf op eemol d'Gewaltentrennung nees als Sujet erkannt, wou wochelaang grad dës vun deene selwechte Leit mat Féiss getréppelt gouf. An et ass dach witzlos, wa mir als Chamber decidéieren, datt en Avis effentlech gëtt, fir eis selwer herno doriwwer opzereegen, datt dat geschitt ass. Och ze behaupten, den Avis géing sech just op déi nei Verfassung beruffen, beweist virun allem eppes: datt een den Avis net gelies huet.

Déi ganz Diskussioun war jiddefalls keng Glanzstonn vun der Regierung, an där d'Aarmut an d'Offer vun Ausbeutung kriminaliséiert goufen. Och an Är Ried gëschter hutt Der nees a punkto Sécherheet den Haaptaccent op Platzverweis an Heescherei geluecht. Mol kucken, wat dann do déi nächst Méint op ons duerkënt. De Koalitionsaccord verspricht jo nach e puer Schrecklechkeeten. Do si mer nach net méi gewuer ginn, obwuel d'Thema Sécherheet de Walkampf mat dominéiert huet.

Aus der eegestänneger Gemengepolice, déi dem Buergermeeschter sollt ënnerstallt ginn – wat souwuel bei der Police wéi och ausserhalb fir vill Opreegung gesuergt huet –, bleift net méi vill. Et ginn dann e puer Beamte „Gemengepolice“ genannt, kréien e Badge an domat ass net nëmmen d'Walversprieche vun CSV an DP glécklecherweis net agehal, nämlech datt de Buergermeeschter soll d'Kompetenz iwwer eng Policegemeng, iwwer eng Police kréien, mee virun allem wieren déi zousätzlech Patroulle pro betraffe Gemeng ouni gréng Rekrutierungsoffensiv iwwerhaapt net méiglech gewsicht.

Zu enger gutt funktionéierender Demokratie gehéiert och eng Press, déi hir Aarbecht maache kann. Dat schéngt laut enger Rëtsch Artikelen an der leschter Zäit den Ament méi schwéier ze sinn. D'Haaptformule „Mir kommen op Iech zeréck“, ouni datt et geschitt, ass genesou respektlos wéi parlamentaresch Froen, déi net seriö beäntwert ginn. Souguer déi sougenannte „Circulaire Bettel“ soll net méi respektéiert ginn, an dat trotz Opstocke vu Kommunikatiounsekippen a politesche Beroder. Mir waarden da mat Spannung op dat gëschter nach eng Kéier ugekënnegt neit Informatiounszougangsgesetz.

D'sozial Gerechtegkeet: Wéi geet et eise Leit? Déi fënnf rächste Männer – et si Männer – op der Welt hunn hiert Verméige säit 2020 verduebelt; bal fënnf Milliarde Mënschen ...

*(Interruption par M. Tom Weidig et coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Sou, wannechgelift, Här Weidig!

**Une voix** | Haalt Iech an, Här Weidig!

*(Hilarité)*

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Et gëtt sou verschidden Triggerpunkten: Männer, Fraen, Gender a sou weider. Do weess een, dass et direkt lassung.

Déi fënnf rächste Männer op der Welt hunn hiert Verméige säit 2020 verduebelt; bal fënnf Milliarde Mënsche si méi aarm ginn. Superräicher a Konzern profitéiere vun Inflation, Krich, Pandemie, während déi meescht Mënschen ënnert de Follge leiden. Och zu Lëtzebuerg geet et den Happy Few, déi enger Etüd vu leschter Woch no ëmmerhin zu 47.000 sinn, besser. Laut Capgemini sinn an den Hänn vun dëse Bierger a Biergerinnen eng 139,4 Milliard Euro, e Plus vu bal 3 % tëscht 2022 an 2023. Parallell dozou hu mer en Aarmutrisiko a sozial Ongläichheeten, déi ëmmer weider klammen, a si Spëtzerreider bei der Aarmutgefährdung vu Leit, déi schaffen, de sougenannte Working Poor.

D'Regierung hat sech d'Aarmutbekämpfung op de Fändel geschriwwen. Gëschter koumen éischt Annoncen, déi zwar wäertvoll sinn am Sënn vun enger Vereinfachung, mee mir vermessen heibäi dräi Saachen:

Éischtens, den Automatismus vun den Aidë gouf net versprach. De Staat soll an Zukunft kënnen proaktiv virgoen, hutt Der gesot, Här Premierminister, mee net, datt et zu engem automatesche Kontaktéieren an Ausbeule vun den Aidë kéim, déi een zegutt huet.

Besser nach wéi Aiden ass awer e gudd Loun. Eng Erhéijung vum Mindestloun, zum Beispill, géing de Working Poor sécherlech hëllef, mee weeder dëst nach en Erhéije vum REVIS oder Upassung vum REVIS goufe genannt. Vlächent kéint jo dann dozou eppes an dem Plang vun Familjeminister. An äntwert mer elo wannechgelift net, d'Steiertabell géing un d'Inflation ugepasst ginn. Mir wësse jo alleguer, datt dat virun allem déi spieren, déi méi verdéngen, also net d'Working Poor.

Drëtens, Aarmut verierft sech. De beschte Wee, fir aus der Aarmut erauszekommen, ass eng gutt Educatioun. Och d'Schoul – an dat hu mer wierklech dramatesch fonnt – ass mat kengem Wuert gëschter ernimmt ginn. An dat ass nu wierklech kee Sujet ënner villen. D'Chancëgläichheet entsteet net duerch Masteren an der Finanz. D'Chancëgläichheet entsteet, andeems kee Kand op der Streck bleift vun eise Schoulssystem, well et eng Sprooch net gutt beherrscht, seng Elteren em net kënnen hëllef oder sech keng Nohëllefstonne leeschte kënnen.

Wou ass d'Schoul drun, Här Premierminister? Wou wëllt Der hin? Mee mir haten et scho bei der Regierungserklärung vermësst. Mir wëssen, datt dat ee vun de wéinege Sujeten ass, wou d'CSV an d'DP sech net esou eens sinn. Ass et dowéinst net ernimmt ginn? Oder – e sëtzt zwar elo ganz niewent Iech – well mer just een Drëttel Educatiounsminister hunn? Grad d'Formatioun vun der Gesellschaft, net just déi vun de Masteren an der Finanz, misst Chefsaach sinn, Här Premierminister.

D'Iddi, datt et just en Trampolin bräicht, fir am Liewe Succès ze hunn, déi funktionéiert vlächent op Netflix – oder bei der DP –, d'Realitéit am Liewen ass eng aner. Net all Mënsch huet vu Gebuert un déi selwecht Erfolgchancen am Liewen. Als Lëtzebuerg musse mir eis et leeschten, d'Kanneraarmut ze bekämpfen, eng Sozialpolitik ze maachen, déi op d'Kanner zougesechniden ass, an eng Schoulpolitik, déi net méi Ongerechtegkeete schafft.

D'Rechter vun de Kanner si Mënscherechter an de Start an d'Liewen däerf keng Lotterie sinn. Dofir meng Fro: Sinn déi Jonk d'Verléierer vun den nächste fënnf Joer – oder véier?

An der Praxis gesäit een ze oft, dass langfristeg Eerausforderungen – an déi Jonk als déi prinzipiell dovunner Betreffen – den zweete Präis kréien, well aus kuerzfristegen a Partikularinteressen eraus déi nächst Generatioun am Ree stoe gelooss gëtt.

Mir gesinn et bei der Logementspolitik, déi gemaach gëtt. Ech kommen herno nach am Detail drop zréck. E Logementspak, wou Investisseuren am mëttleren an héijen Alter mam bëllegen Akt fir Locatiounswunnengen an Amortissement accélééré subsidiéiert ginn, fir de Jonken d'Wunnengen ënnert der Nues ewechzekafen – déi Wunnengen, déi déi Jonk da kënnen bei hinne lounen, well se sech weinst der Präishaase näischt méi kënnen leeschten.

Beispill och den Tram, wou d'Etüd vun der Stater Buergermeeschtesch mat 200.000 Utilisateure pro Dag am Joer 2035 rechent, mee den Tracé duerch d'Neipuertsgaass awer net soll gebaut gi weinst e puer Awunner aus zwee Quartiere vun der Stad, déi dann 300 Meeter Ëmwee misste fuere. Och hei sinn et déi Jonk, déi méi warscheinlech mam Tram ënnerwee sinn, wéi datt se Proprietär um Lampertsbierg sinn. An d'ailleurs ass den Transport och gëschter net wierklech thematiséiert ginn.

Beispill Klima an Ëmweltschutz. Och do wäert ech nach drop zréckkommen.

Fazit: Déi Jonk, op d'mannst déi, déi keng „Talenter“ aus dem Ausland sinn, riskéieren, zu de Verléierer ze gehéieren an deenen nächste Joren.

Nach eng aner Remark zu deene Jonken, déi jo vill am politeschen Discours beméit ginn: Oft gi Constate gemaach a la: „Déi Jonk hunn ëmmer méi Stress, hängen ëmmer méi virum Bildschirm, sinn ëmmer méi iwwergewiichteg etc.“ Natierlech brauche mer spezifesch Analysen a Léisunge fir déi Jonk, mee wann een an engem Saz „déi Jonk“ och ersetze kann duerch „d'Bierger/innen allgemeng“, da sollt een dat maachen.

Jo, déi Jonk hu mat ville Schwierigkeeten ze kämpfen. Dat soen eis all d'Experten. Dir hat et gëschter och nach ënnerstrach. Ëmsou méi däerf net vergiess ginn: D'Eerausforderunge vun de Kanner a Jonke sinn d'Eerausforderunge vun eiser Gesellschaft. Ob beim Logement, bei de Renten, bei der Klimakris: Et sinn déi Jonk, déi hei an éischter Linn stinn, well si entweder am direktesten oder am längsten dovunner betraff sinn. Et sinn déi Jonk, déi oft als Geréngverdenger oder am CDD schaffen, déi Problemer hunn, eng Wunneng ze fannen, déi sech Suergen ëm hir Rente maachen a sech froen, wéi se perséinlech ënnert der Klimakris wäerte leiden. Dofir däerf een, wann et ëm déi Jonk geet, net de „big picture“ vun der Politik aus den Ae verléieren.

De Géigendeel dovun ze maachen, nämlech grouss gesellschaftlech Problemer erofzebriechen an ze isoléieren op déi Jonk, datt ass eigentlech just de Versuch, d'politesch Sprengkraaft vun de Problemer ze minimiséieren. Da schwätzt ee just wou Handy an der Schoul am plaz vun der Meediekompetenz vun eis allegueren; vu Stress bei Kanner am plaz vun Iwwerlaaschtung bei Erwuessenen. Oder et wënscht ee sech op d'Schoul beschränkte pädagogesch Léisungen op Problemer, déi eigentlech déi ganz Gesellschaft betreffen, zum Beispill déi wuessend Inegalitéiten.

Déi Jonk sinn net domm. Si verstinn dat. Si verstinn och, wann d'Léisungen, déi si ugebuede kréien, just Symptombekämpfung sinn, während déi strukturell Facteuren, déi d'Problemer erschaaft hunn, systematesch erhalen oder souguer nach verstärkt ginn.

Gesellschaftlechen Zesammenhalt heescht virun allem och emol verstoen an unerkennen, dass mer all

an engem Boot sätzen: Aarm a Räich. Jonk an Al. Leit, déi sech Suergen ëm de Klima maachen an aner Leit – oder déi selwecht –, déi sech Suerge maachen, wéi se matzäit moies op d'Aarbecht an owes bei hir Kanner kommen. Leit, déi eng Entreprise mussen duerch onsécher Zäite féieren, a Leit, déi net wëssen, wéi se hiren nächste Loyer solle bezuelen.

Wann ech beim Wunne sinn, zu den Annoncen am Logement an der Vereinfachung vun de Prozeduren: Dir hutt eis elo gëschter do éischt Conclusiounen aus den Aarbechtsgruppe presentéiert. An ech war dach bass erstaunt. Am Walkampf sidd Dir an och aner net midd ginn ze betounen, den Hauptproblem am Wunnensbau wieren d'Ëmweltprozeduren. Mir hunn Iech ëmmer geäntwert, et misst ee fir d'éischt un d'Gemengeprozedure goen, et wieren déi sëllegen ënnerschiddlech Bautereglementer, PAG-, PAP-Prozeduren, déi missten ugaange ginn. Ironesch – oder och net – ass, datt elo a punkto „d'Ëmweltprozedure sinn de Problem bei der aktueller Logementskris“ manifestement eng Keertwende stattfonnt huet, an net just bei Iech.

Am Baromeeter vun der Chambre de Commerce gëtt dat als Problem quasi net ugesinn, mee virun allem extern Facteuren, wéi Zënsen, déi jo elo glécklecherweis nees erofginn, an d'Schwieregkeeten, Prëten ze kréien – Schwierigkeeten, déi mat der Baisse vun den Tauxen och erofginn –, an, ganz wichtig, de Fait, datt net genuch Sozialwunnengen do sinn.

Dat heescht, en neie Boom ka virun allem duerch eng Baisse vun den Zënsen erreecht ginn. Wann déi also weider erofginn, da kann d'Baukris behuewe ginn – wat allerdéngs net onbedéngt d'Logementskris en tant que tel entschäerft. Do brauch et nach aner Mesüeren. Verschiddener goufen ënnert der vieregter Regierung abruucht; et wier Zäit, déi ze finaliséieren, eier d'Präisser nees duerch de Plaffong ginn. Ech denken hei un dee schon diskutéierte Remembrement, mee och un de Baulandvertrag, d'Mobilisierungsteier, d'Grundsteuer.

Wat hale mer elo vun Ären neie Proposen? Et ass schwéier anzuschätzen, well den Däiwel läit dach am Detail, och wann Dir gëschter sot, Dir wëllt net an den Detail agoen, mee mir mussen jo awer elo dat kommentéieren, wat Der gëschter gesot hutt. Wann ech de Wording a punkto „silence vaut accord“ vu gëschter kucken, da liesen ech do: „Mir féieren en an, mee u sech mussen mer mol kucken, wat kompatibel ass mat EU-Recht“ – och dat erënnert mech d'ailleurs un eng Diskussioun aus dem Walkampf – „an dowéint wësse mer nach guer net, wou mer en aféieren.“

Dat ka jo eng gutt Saach sinn, do, wou et Sënn mécht, an do, wou et net onnéideg Drock op d'Verwaltungen ausübt, fir Projeten dann noutfalls ze refuséieren. Mee erlaabt mer awer eppes: Är Beispiller vu gëschter, datt een elo fir Fënstere keng Autorisatioun méi bräicht oder fir PV-Anlagen, wat zum Deel elo haut schon de Fall ass, dat léist jo awer net de Logementsproblem – do si mer eis jo hoffentlech eens?

Eng Vereinfachung vu PAG-, PAP-Prozeduren ass sécherlech eng gutt Saach, dat begrësse mer. Mir waarden natierlech och op den Detail.

Dann awer eng Fro, déi ech bis elo net beäntwert krut, zum „eenheetleche Bautereglement“: Ass dat just e Règlement type, also eng Zort Modell, un deem d'Gemenge sech kënnen inspiréieren, wa se da wëllen oder soll dat en obligatorescht Reglement ginn? Wann et nämlech just eng Facultéit ass, da si vläicht eenzel kleng Gemenge ganz frou, kënnen drop zrëckzegräifen, mee grëisserer wäerte sech do awer warscheinlech net wëllen draschwätze loosse.

Eng Kommissioun tëscht de verschiddenen Akteuren ITM, Famille, CGDIS ass och positiv, gradewéi déi Plattform fir de „once only“, woubäi een hei och muss soen, datt vun der Joëlle Welfring schon am Kader vun der Reform vum Kommodo eng zolidd Viraarbecht geleescht ginn ass, op déi och elo kann zeréckgegraff ginn, idem bei de Bauschuttedeponien, wou scho Vereinfachunge komm sinn, an och de Projet „Natur auf Zeit“, dee si deposéiert huet. Zu der „compensation une fois pour toutes“ waarde mer dann op Detailer vum Ëmweltminister, well hei mussen mer wierklech den Detail kucken.

Nach eng kleng Remark zum Erhéije vum Seuil bei den Ëmweltimpaktstudien. Dir hutt gëschter gesot, an deene leschte Joren – ech weess elo net, op wéi vill Joer dat sech bezitt – wiere just 14 Dossieren gewiescht, déi do a Fro komm wieren. Da kënnen mer et jo och eigentlech ëmgekëiert kucken a soen, dass dee Change ment do jo och elo net wäert e risegen Impakt hunn.

Am Resümee: Och wa mer de Sinneswandel begrëssen – et gëtt ewell net méi d'Natur an d'Ëmwelt verdäiwelt, fir d'Wunnensbaukris ze léisen –, vun zéng Mesüre sinn der nëmmen dräi, déi den Naturschutz betreffen. Dat weist awer och d'Onéierlechkeet, déi am Walkampf geherrscht huet, mat enger Verdäiwelung vun der Naturschutzpolitik aus warscheinlech elektorale Grënn. Mir bedauern dat weiderhin, och wa mer, wéi gesot, frou sinn, datt Der op d'mannst elo hei eng Kéier geholl hutt.

Dat, wat ons awer interpelléiert bei deem, wat Der gëschter presentéiert hutt, dat sinn déi „Pilotprojeten“. Dat si keng Pilotprojete fir abordabele Wunraum, dat si Vollkaskoe fir Promoteuren a Constructeuren. Eng Firma baut op hirem Terrain Wunnengen, stellt dem Staat se zur Verfügung an huet fir 20 Joer e garantéierte Loyer, dee just lücht ënnert dem Marchéspräis läit, brauch sech awer duerfir ëm näischt ze këmmere a bleift och Proprietär. De Staat kritt, laut deem, wat Der gëschter gesot hutt, e Virkaafsrecht a bezilt d'Differenz zum abordabele Loyer. Dat kléngt – op alle Fall vun deem, wat mer bis elo héieren hunn – no enger zolitter Renditt, déi garantéiert ass fir de Proprietär! Well ënner wéi enge Konditiounen spillt zum Beispill dat Virkaafsrecht? Zu egal wéi engem Präis?

Nach besser gëtt de Modell, wann d'Firma fir hir eege Salariëe baut an 20 Joer laang d'Differenz vum Loyer da gerechent kritt, a sech och do dann ëm näischt ze këmmere brauch – oder wéi? Wisou mécht de Constructeur dat net haut schon? E muss jo net eng Rise-Plus-value erausschaffen, wann en et dofir mécht, datt seng eege Mataarbechter en Daach iwwert dem Kapp hunn. Et gëtt haut scho Firmaen, déi dat maachen an déi awer keng esou eng Kasko vum Staat dobäi kréien!

Zur Natur: Wéi geet et eiser Natur? Den Zoustand vun eise Gewässer, den Zoustand vun der Biodiversitéit vun de Bëscher weisen: Et geet der Natur net gutt. Et ass en enormen Defi, deen een net kann ugoen, wann een en net unerkennt. Or, mir hu gëschter heizou näischt héieren. Keng positiv Visioun zu Klima- an Naturschutz.

D'Regierung mécht keng eierlech a keng kohärent Politik, fir d'Klima- an d'Biodiversitéitskris an de Grëff ze kréien. De Réckgang vun der Natur an der Biodiversitéit, d'Klimakris an d'Zerstéierung vun eisen natierleche Ressourcen hunn all Ursachen, déi d'Politik muss benennen an ugoen. Amplaz dëst ze maachen, huet d'Regierung aus desene essentielle Ressourcen an den éischte Méint e gesellschaftlecht Konflikttheema gemaach. Mir erkennen aktuell just

eng grouss Kluft tëscht der Rhetorik an dem tatsächlechen Handeln. Et hätt een nach genuch Zäit ze handelen, net wéi bei akute Krisen. Dat Ganzt misst ee méi entspaant gesinn, huet et geheescht. Just well ee beschloss huet, klimaneutral ze ginn, an dovu schwätzt, heescht dat net, datt dat egal wéi antrëtt!

Engersäits stellt Der gréng Initiativen an d'Vittrinn a verkaaft se als Är eegen – Beispill „Natur auf Zeit“, e Projet, deen net nëmmen den Ëmweltminister, mee och d'Leit dobausse soll begeeschteren –, anerersäits stellt Der den Natur- a Klimaschutz ëmmer erëm rhetoresch an den Eck. Dir begrenz d'Naturschutzpolitik op d'Theema Vereinfachung a maacht d'Aen zou par rapport zum immense Biodiversitéitsverloscht, der Klimakris an den Efforten, déi et wäert erfuerderen, fir eis europäesch Engagementer anzehalen.

Dat erënnert un de bayeresche Ministerpresident, deen déi lescht Joren d'Ëmweltpolitik ridiculiséiert huet an elo huet mussen nokucken, wéi duerch säin Nethandele massiv Iwwerschwemmungen a Bayern méi schlëmm Konsequenzen haten, wéi wa verschidden Naturschutzmoosname geholl gi wieren.

Zouzätzlech ënnerstëtz d'Regierung op EU-Niveau de Réckbau vum Natur- an Ëmweltschutz, Beispill Deregulierung vun den neien OGMen oder och den Ofbau vun Ëmweltoplagen an der Landwirtschaft.

Wat mer awer wierklech bedauern, dat ass, datt Der de Leit elo wëllt Loscht maachen, méi nohalteg ze liewen, andeem Der d'Subventiounen erfroschrauft. Jo, d'Elektromobilitéit hëlt zou, mee mir sinn awer nach net do, wou mer sollte sinn. An Dir setzt elo d'Subsidien erof an enger Hauruckaktioun, wat genee wéi bei de Klimaprimmen zu engem kënschtlechen Drock op de Marché féiere wäert.

Dir sot nach de Moien am Radio, manner Aiden auszebeziele wier méi sozial a méi ekologesch. Dat stëmmt nëmme bedéngt. Als Famill, déi keng dräi Kanner huet a just een Auto wëll hunn, deen awer fir all méiglech Situatiounen genotzt ka ginn, riskéiert ee mat deem, wat den Ament um Marché ass, duerno keng oder just nach eng oneffikass Aide ze kréien. Et ass an onsen Aen ze fréi an ze holperig, fir dat elo esou, wéi Dir et elo maacht, erfzeschrauwen.

Datt een den Auto méi laang hale muss, fanne mer eng gutt Saach, genee wéi d'Primm vun 1.500 Euro fir den Occasionsmarkt. Mir bedauern awer och bei den anere Mobilitéitsprimme beim Vëlo, dass do fir d'Familljen net eng Ausnam geschaf ginn ass, wa se e Vëlo fir hir Kanner wëlle kafen. Do hätt een och zum Beispill kënnen op de Wee vun engem Occasionsmarché goen, wann een déi Aiden da ganz ewechhëlt.

Wat ons awer och Suerge mécht, ass, datt d'Energiepräisser elo ab dem 1. Januar wäerte fir jiddwereen an d'Luucht goen. Beim Gas fält d'Hëllef ganz ewech, mee de Gaspräis wäert dat nächst Joer just lücht klammen, iwwerdeems den Elektreschpräis riskéiert, ëm 60 % an d'Luucht ze goen an d'Regierung just nach 30 % vun där Hausse couvriert. Dat heescht, déi Leit, déi ëmgeklomme sinn op Wärmepompe, op E-Auto an déi net an deenen allerënnestete Gehälterklasse leien, déi mussen elo selwer dropleeën. Déi Suen also, déi se op där enger Säit duerch d'Inflatiounsberengung vun der Steiertabell erakréien, déi mussen se dann nees ausgi fir hir Elektreschrechnung.

Mir froen ons och, wéi en Impakt dat op d'Inflatioun huet. De Staat hat am Kader vum Budget virgerechent, datt, wann déi Primmen, also deen Deckel géng ewechfalen, d'Inflatioun nees géng zolidd an d'Luucht goen. Ech gi jo dervunner aus, datt Der dat do duerchgerechent hutt, duerchrechne gelooss hutt.



Dir kënt eis jo hoffentlech herno da bei Ärer Äntwert soen, wat den Impakt vun deem Ewechfale vum Deckel op d'Inflatioun ass.

Nach e Wuert zu der Verlängerung vun den Top-up-Aiden aus der Tripartitt: Dës lafen Enn des Mounts aus, an eréischt zwou Woche virdu kommt Der dann elo mat der Annonce, wéi et weidergeet. Ech mengen, den Hickhack iwwert d'Gesetz huet d'Madamm Bofferding schon am Detail de Moien duergeluecht. Ech kommen elo net nach eng Kéier dorobber zréck. Mee et ass schon och eng Onsécherheet, déi hei onnéidegerweis geschaf gouf, an och en zousätzleche Frust, deen net hätt misse sinn.

Wéi geet et eiser Wirtschaft? D'Ursula von der Leyen – a méi rezent awer och Dir, Här Premierminister – féiert en Narrativ vum „méi Wirtschaft, manner gréng“. Och dëse Géigesaz ass Quatsch. Dat ass evident, wann ee sech zum Beispill Amerika ukuckt mat hirem Inflation Reduction Act, dee mat enger grénger Industriepolitik gutt Aarbechtsplazen an den USA wëll schafen. Et ass e falschen Debat, deen zwar vläicht elektoral zéie kann, mee mat deem mir Europäer eis e beispilllose Schoss an den eegene Knéi setzen.

Entre-temps warne souguer d'CEOe vu groussen europäesche Konzernern, dass d'EU d'Transitioun an domat och de Wuelfstand vun der Zukunft verpennt. Zum Beispill de CEO vu Repsol, dee seet, Europa dierft d'Energietransitioun net erëm opginn. De CEO vu Mercedes, dee géint Strofzöll op chineseschen Elektroautoen ass. Just de CEO vu Lëtzebuerg, bei deem ass de Memo nach net ganz ukomm.

Wie wëll, fënnt Weeër. Wien net wëll, fënnt Grënn. Mir brauchen e Plang fir d'Zukunft an net e Festhalten un der Vergaangenheet. Eng gesellschaftlech Transformatioun hin zu méi Nohaltegkeet ass keen ideologescht Hirngespinn, mee eng Noutwendegkeet. D'Gefore fir d'Klima an d'Ëmwelt, déi vun eiser Aart fir ze liewen, eisem Produktiouns- a Konsumverhalten ausginn, si säit Joerzéngte bekannt. De Glawen, datt de Maart alles vun eleng riichte wäert, steet exemplaresch fir eng Politik, déi am Gescht vum Näischtmaache steet. Mir brauchen e Staat, deen net polariséiert an d'Gemiddler ausereinanderdreift, mee deen eis verbënnt, fir wichteg gemeinsam Ziler ze errechen.

An deem Kontext och: Technologieoppenheet. An ech mengen, mir sinn eis eens, datt et ouni Innovatioun an nei Technologie keng Léisunge fir de Klimawandel géif ginn. Mee d'Fro ass net, ob mir Technologie brauchen, fir eis ze hëllefen. Dat ass sous-entendu. D'Fro ass, ob mir dervun ausginn, datt de Maart dës Technologie vu sech aus fräi entwéckelt. A wann, ob dës och zur Zäit komme wäerten oder ob mer net awer eppes dofir maache müssen. Effizient Mäert entstou souwiesou eréischt duerch kloer Spillregele an duerch Vertrauen, soss kënt keng effikass Ekonomie zustanen.

A wa mer bei de Mäert sinn: Wéi geet et eise Finanzen? Et bestätegt sech ëmmer méi: Dëst ass keng Regierung vum Fortschritt, mee eng Regierung, déi mat falsche Léisungen aus der Vergaangenheet probéiert, neie Schwong an d'Lëtzeburger Politik ze bréngen.

Wann een eng Kéier séier den Iwwerschlag mécht vun all de Steierreduktiounen, déi ab nächstem Joer spillen, kéint een op eng 500 Milliounen Euro d'Joer kommen. Wann een dann nach den zousätzlechen Effort de défense derbärechent, komme pro Joer nach emol eng 100 Milliounen Euro dobäi, bis zu zousätzlech 700 Milliounen Euro ab 2030. Dat sinn dann eleng duerch dat, wat elo gëscht an déi lescht Wochen ugekënnegt gouf – also Reduktiounen um

Steierniveau, déi chiffréiert sinn, an den zousätzlechen Effort de défense –, bis 2030 1,2 Milliarden d'Joer méi, wéi am Pluriannuel stinn. An dat an engem, wéi Der selwer sot, „schwierige Kontext“. Dir setzt weiderhin drop, datt eleng de Konsum vun Einzelnen an d'Attraktivitéit vun der Plaz de finanzpoliteschen Equilibre hierstelle soll. Mir hoffe wierklech, datt déi Wett opgeet, mee se sent awer och definitiv dat falscht Zeechen no baussen.

Steet dës Regierung nach zur Ausso vum Finanzminister am Mäerz, datt et drëm geet, déi sozial Schéier méi no beieneenzebréngen? Dovun hunn ech gëscht näscht héieren. Well dat wier jo ëmmerhin eng gesamtgesellschaftlech Visioun gewiescht, vun där et plausibel ass ze mengen, dass se wierklech vill Problemer am Fong ugeet, dorënner och d'Aarmut, d'Gerechtegkeet an d'Klimafro. Äre Choix, fir ze soen, d'Veereinfachung vun de Prozedure wier do de Kinnekswee – déi ass eng Nummer ze kleng geduecht, fir de Constat vu Krisen, deen Der selwer maacht, unzuegoen.

D'Ambitioun, déi am Budget ugekënnegt gouf, vun der Reduktioun vun der faméiser Schéier, wou fanne mir déi an Ären Deklaratiounen vu gëscht erëm? Do gouf et op där enger Säit d'Promoteuren, de Bausektor, an op där anerer Säit déi Aarm. Firwat si vill vun deenen Ukënnegungen awer carrement kontraproduktiv? Promoteure méi räich maachen, Betriebsbesteuerung erofsetzen, Régime impatriés a Prime participative ausweiten – an dann d'Energiehëllefe kierzten? Fakt ass, d'Regierung katapultéiert dat räicht Enn vun der Schéier sou séier no uewen, dass déi ënne guer net kënnen nokommen. Ass dat net en Desaveu vum Finanzminister sengem Constat, datt grad do misst ugesat ginn?

D'selwecht beim Klima, wou d'Visioun sollt sinn: D'Leit mathuelen, ouni ze nerven. An elo ginn d'Hëllefen an d'Primmen zréckgeschrauft an e bëssen u Prozedure gedoktert. Och dat ass net de plausibele Wee an entsprécht och net der Ambitioun, déi versprach gouf.

Neie Schwong géife mer awer zum Beispill kréien, wa mer séier eng gerecht a ressourcëschonend Steierreform géifen ëmsetzen. Domadder hëllefe mer de Menagen an den Entrepreneuren a maachen eist Land prett fir d'Zukunft.

Ech deposéieren dofir eng Motioun ...

### **Motion 3**

« *relative à une réforme fiscale écologique, sociale et équitable* »

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

– *l'augmentation du taux de risque de pauvreté à 19 % en 2023, les ménages monoparentaux étant particulièrement touchés ;*

– *la difficulté pour une part croissante de la population de se loger au Luxembourg face aux prix toujours élevés sur le marché privé et le manque d'offre de logements ;*

– *l'importance de financer des investissements publics considérables au cours des prochaines années notamment dans la transition énergétique, le logement abordable et la mobilité durable ;*

– *la nécessité de renforcer la transition écologique en soutenant des investissements privés ;*

– *la situation économique actuelle marquée par une stagnation de l'économie dans un contexte international difficile,*

*invite le Gouvernement*

– *à préparer une réforme fiscale écologique, sociale et équitable en vue de son implémentation pour l'année 2025 ;*

– *à combattre la pauvreté en réduisant la charge fiscale des ménages à bas et moyens revenus par des mesures fiscales ciblées par l'augmentation des crédits d'impôts salariés, indépendants, pensionnés, monoparental et salaire social minimum ;*

– *à garantir plus de justice fiscale tout en mobilisant des recettes supplémentaires pour financer des investissements d'avenir par l'augmentation du taux marginal maximal de l'impôt sur le revenu des personnes physiques à 45 % et par l'introduction d'une imposition des plus-values immobilières réalisées suite à des décisions administratives, comme p. ex. l'augmentation de la densité permise au niveau d'un terrain à bâtir ;*

– *à combattre la crise du logement par l'augmentation de l'offre de logements en priorisant la mise en œuvre des projets de l'impôt à la mobilisation de terrains et de l'impôt sur la non-occupation de logements ;*

– *à renforcer les efforts en matière de transition écologique et de finance durable en favorisant fiscalement les investissements des personnes physiques dans des activités durables telles que définies par la taxonomie européenne, hors nucléaire et gaz naturel ;*

– *à soutenir davantage les entreprises dans la transition écologique en préférant l'introduction d'avantages fiscaux supplémentaires favorisant des investissements dans l'économie circulaire, les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique, etc. à une diminution générale et non ciblée du taux d'imposition de l'impôt sur le revenu des collectivités.*

(s.) Sam Tanson, François Bausch, Meris Sehovic, Joëlle Welfring.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci.**

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | ... mat fënneg konkrete Proposen:

D'Aarmut an de Phenomeen vun de Working Poor bekämpfen: Entlaaschtung vu Stéit mat niddregem Akommes iwwert d'Erhéijung vum Steierkredit Salariai a Salaire social minimum.

Méi Steiergerechtgkeet a Recettë fir de Finanzement vun Investitiounen: d'Erhéijung vum Spätzsteiersatz op 45 % a Meerwäertabgaben op Plus-waalen, déi op administrativ Vereinfachungen zréckginn.

Zousätzleche Wunraum mobiliséieren: d'Mobiliséierungssteuer an d'Leerstandssteuer erhéijen, méi séier gräifbar maachen a séier ëmsetzen.

Méi klimafreundlech Investitiounen: Privatinvestitiounen a klimafreundleche Beräicher duerch Privatpersounen steierlech begënschtegen.

A Betriber geziilt ënnerstëtzen: amplaz allgemeng Betriebsbesteuerung erofsetzen, geziilt zousätzlech steierlech Begënschtunge fir Investitiounen an déi digital an energiegesch Transitioun.

Dir sicht Schwong an albekannte Léisungen, déi scho probéiert goufen an déi eis deemools an d'Laberente bruecht hunn. E Gesamtkonzept ass leider bis elo net ze erkennen. Do, wou et Konzepter gëtt, dat ass virun allem beim „manner“: manner Steieren, manner nerven, manner Fokus op de sozialen Zesummenhalt an op eis Ëmwelt. Eng positiv Visioun, wou d'Land hi soll, mat neien Iddien, déi vermësse mer.

Dat Ganzt an enger Zäit, wou ganz Europa virun der Erausforderung steet, an d'Zukunft ze goen, amplaz der Vergaangenheet nozeträuen. Mat esou engem Virgoe kritt een an der Chamber vläicht

d'Zoustëmmung vun der ADR, mee d'Land bréngt een esou net virun.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Et léisst een duerch dee Mangel u Visioun am Endeffekt d'Leit am Stach, och d'Entreprises am Stach, déi sech e politesche Leadership erwaarden a keen Zréckgerudders.

A jo, d'Mënsche wënsche sech den Ament e Festhalten, voire en Zréck. Mee mir sinn de jonke Generationen et schëlleg, eng Politick ze maachen, wou net si den zweete Präis kréie géintiwwer der Generation vun hiren Elteren a Grousselteren.

D'politescht Zil vun der Regierung sollt et sinn, d'Be-wosstsinn ze stäerken, dass mir all an engem Boot sëtzen, an op der Basis dovunner gesellschaftleche Réckhalt ze schafe fir ambitiéis a progressiv Projekte fir d'Zukunft. Net ee géint deen aneren ausspillen an dobäi eis Émwelt, déi Jonk an déi aarm Deeler vun eiser Gesellschaft op der Streck loossen, fir den Happy Few hir Privileegien ofzesécheren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson. An deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, gëschter hu mer dann déi éischt Ried zur Lag vun der Natioun vun der neier Regierung héieren. Et waren e puer nei Annoncen derbäi, virun allem a punkto Logement an Émwelt-subventionen. Mee – an dat muss ee fir d'éischt soen – gefillt d'Hallschent vun deem, wat de Premier gëschter op dëser Plaz gesot huet, stoung schonn am Regierungssaccord, huet e schonn an der Regierungserklärung erzielt oder am Budget, dee mer och schonn heibannen en long et en large diskutéiert hunn.

Beispill: weiderhin 1 % Entwécklungshëllef. Jo, dat ass gutt. Mee dat hutt Der souwisou scho fir déi nächst fënneg Joer versprach. An Dir hutt et am Budget dëst Joer als Gesetz gestëmmt. Wëllt Der dat also elo all Joer erëm am État de la nation widderhuelen, esou nom Motto: „Wat ech et méi oft soen, wat et besser gëtt“, oder: „Hoffe mer op d'wundersame Geldvermehrung.“ Ech verstinn et net, well ech hat wierklech d'Gefill, beim État de la nation sollt ee sech net op Saache fokusséieren, déi ee schonn dräimol gesot huet, mee op nei Mesüre respektiv op den Zoustand, den État vun eisem Land. Dat ass dat, wat d'Leit interesséiert, an net, dat repetéiert ze kréien, wat se scho wëssen.

Mir Piraten wëllen dann am Ufank awer op eng Rei Mesüeren agoen, déi mer positiv fannen. Mir fannen et gutt, dass weider un der administrativer Vereinfachung geschafft soll ginn. Dat ass batter néideg, souwuel beim Thema Logement wéi och bei der Aarmutsbekämpfung. Projeten, déi elo ugekënnegt gi sinn, wéi en nationaalt Bautereglement fir 2025, wou et nach ganz, ganz vill Froe gëtt, hu mir Piraten scho laang gefuerdert. Datt d'Biergerinnen an d'Bierger elo net méi dem Staat mussen Dokumenter schécken, déi dee souwisou scho laang huet, dat ass nëmme richtig.

Mee da probéiert emol heiansdo, dem Staat Dokumenter ze schécken. Dat kann esou wäit goen, dass ee vun der Steierverwaltung E-Mail kritt, op déi een da probéiert ze äntwerthen, an da kritt een eng automatiséiert Äntwert zeréck vun der Steierverwaltung, dass dee betreffenen Agent guer net d'Recht huet, fir eng E-Mail ze kréien. Et soll ee sech dach wannech-gelift direkt un de Steierbüro wenden. Esou vill zum Thema administrativ Vereinfachung.

Mee vläicht mécht dat Är Tâche méi einfach, léif Regierungsmemberen. Vlächicht mécht dat d'Tâche vun deene sougenannte „low-hanging fruits“ méi einfach, fir déi séier kënnen ze plécken a séier tangibel Resultater fir d'Biergerinnen an d'Bierger ze schafen.

Mir Piraten hu schonn oft gesot, dass de Staat op de Käschte vun de Leit Geld spuert, wann een Hëllef an aféiert, mee d'Leit net oder net genuch driwwer informéiert an hinnen och bei der Ufro net zur Säit steet. Datt hei elo seriö soll dru geschafft ginn, dass kann een nëmme begrëssen. Et ass héich Zäit, och méi preventiv Gesondheetsversuergung ze maachen, zum Beispill bei de Kanner. Dat ass gutt a mir begrëssen et.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, erlaabt mer ... Et muss ee jo och déi Saache soen, déi gutt sinn, an dozou gehéiert sécherlech och, dass PV-Anlagen a kleng Wandrieder da jee no Resultater vun enger Etüd solle bei an iwwert d'Autobunne kommen. Och dat eng Fuerderung vun de Piraten, déi scho méi laang hei ass, wou eng ganz Rétsch Question-parlementairen un déi lescht Regierung gounge an ëmmer erëm negativ beäntwert goufen. Dofir sinn ech frou, dass an deem Dossier och eng gewësse Be-weegung no vir kënn.

A bei den ugekënnegte Mesüre si mer dann och frou, dass d'Regierung de Leit elo endlech en Deel vun den ze vill bezuelte Steieren duerch eng weider Upassung vun der Steiertabell zeréckgëtt.

Och begrësse mer, dass d'Leit an den Altersheemer alt weider viru Präisexplosiounen geschützt solle ginn.

An dat, wat mer scho virun e puer Joer, nämlech 2022, bei der Ried zur Lag vun der Natioun vum Premier Bettel gefuerdert hunn, kënn dann och elo zum 1. Januar 2025, nämlech eng Upassung vum Steierkredit fir Alengerzéind.

Dëst sinn eng Rei vun de Mesüeren, déi mir Piraten wäerte matdroen. Mee et gëtt natierlech och Saachen, déi mer net esou guttheesche kënnen. An do kommen ech e bëssen op de Fuedem, dee sech awer duerch d'Deklaratioun zur Lag vun der Natioun vum Premier gezunn huet.

Här President, et zitt sech an den Ae vun eis Piraten e Fuedem duerch dës Ried zur Lag vun der Natioun: D'Leit ginn informéiert iwwer eng Pensiounsreform, d'Leit ginn informéiert iwwert d'Logementsaiden, d'Leit ginn informéiert iwwer en nationalen Aarmutsbekämpfungsplang, mee matentscheeden, dass kënne se net, dass ass eppes aneres. Et gëtt zum Beispill kee Biergerrot opgestallt, dee bei der Pensiounsreform, déi dës Regierung wëll maachen, soll matschaffen an eegen Iddie soll matabréngen.

Mee maacht Iech keng Suergen, léif Regierung, Dir hutt do déi vollsten Ënnerstëtzung vun der fréierer Rentegerechtegkeetspartei, déi gëschter op der Tëlee gesot huet, si wäeren absolut derfir, dass ee mol bei de Renten eppes misst maachen. Also ech kann Iech soen, déi aner Oppositionsparteien, deenen ass de Kënn erofgefall. Dat hate mer eis net erwaart. An esou hutt Der vlächicht, Madamm Deprez, déi éischt Gäscht scho fir Är Table-ronden, déi Der organiséiert, wou Dir jo aleng entscheet, wien Der invitéiert. A wann ech haut schonn an der Press liesen, dass eng grouss Gewerkschaft der Meinung ass, dass déi Jonk jo awer näischt mat der Rentendiskussion soll ze dinn hunn, da kann ech nëmme de Kapp rëselen. Et sinn nämlech genau déi, déi herno mat den Entschëddunge vun haut mussen liewen!

An och dofir hoffen ech – an dat ass mäin Appell dann un d'Regierung –, dass se eebe grad op deen Appell net ageet a weiderhin déi Jonk wäert participéieren

loossen. Mee just Table-ronden, Diskussionsowen-ter, wou d'Ministesch decidéiert, wat d'Thema, wat d'Froen, jo, a wien d'Invitéé sinn, dass geet eis net duer. Dass ass keng reell Matbestëmmung an dem Debat si vu virera kënschtlech Grenze gesat. Et ass e Matbestëmmungsmärchen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Leit ginn net matdecidéieren gelooss. Si ginn och net matdecidéieren gelooss, wéi mir an der Logementskris solle virgoen. Gewerkschaftsvertreiederinnen a -vertreieder, déi jo awer eng grouss Unzuel un Aarbechter/innen hei am Land vertrieeden, waren ufanks des Joers zum Beispill net fir de Logementsdësch invitéiert. Si sinn zum Schluss informéiert ginn, mee si hunn net dierfe matdecidéieren, geschweige denn -diskutéieren. Et huet geheescht, dass d'Theme vum Logementsdësch net hire Sujet wäeren.

Dobäi sot de Premier gëschter selwer, dass de Logementsproblem déi gréisste Suerg vu ville vun eise Matbiergerinnen a Matbierger ass. Direkt am Saz duerno geet en dann op d'Aarbechter an d'Aarbechterinnen am Secteur an. Et ass also och hire Sujet. Et geet net duer, d'Vertreieder vun de Biergerinnen a Bierger duerno schwätzen ze loossen, wa schonn alles decidéiert ass.

Huet sech d'Regierung nämlech bei hirem Zéng-punkteplang gefrot, wat d'Biergerinnen an d'Bierger wëllen, oder just, wat de Secteur wëll? Wëllen d'Leit, dass Enteeignungen duerch en Terraintausch solle méi einfach ginn? Wëllen d'Leit, dass abordable Wunnengen elo solle méi kleng gebaut ginn? Wéi fannen d'Leit dat, dass d'Regierung hei de Promoteure weider Kaddoe mécht? Wat géifen d'Biergerinnen an d'Bierger zum Beispill vun der Iddi vum Mietkauf halen, déi mer scho säit Jore proposéieren?

Déi Mesüeren, déi d'Regierung bis elo hei proposéiert huet, déi begrësse mer an deem Sënn, dass mer frou sinn, dass hei séier eppes proposéiert gouf. Et sinn och verschidde gutt Mesüeren derbäi, verstitt mech net falsch, déi mer och kënnen matdroen, au cas par cas, wann d'Texter da bis an d'Chamber kommen a mer Zäit hunn, se am Fong ze analyséieren. An ech hat dat och schonn am Ufank gesot, mee d'Wunnengspolitik vun der Regierung ass awer net ausräichend, wann ee kuckt, wéi vill Geld mer investéieren a wéi vill herno wierklech bei de Leit ukënn. Déi meescht vun den haut ugekënnegte Mesüeren hëllef net direkt den Éischtkeefer oder der mëttelstännescher Famill, mee de Multiproprietäre respektiv de groussen Investisseuren.

CSV/DP steet net fir eng Demokratiséierung vum Logement, mee fir e Bäibehale vun de Besëtzhältnisser. Här bleift Här a Max bleift Max.

Mir Piraten si fir eng nei, jo eng aner Logements-politick, eng, déi derfir suert, dass déi Leit, déi hei am Land sinn a schaffen, och kënnen hei am Land wunnen. D'Piraten sti fir eng Logementspolitick, déi net nëmme deenen hëllef, déi eppes kafe wëllen, mee och deenen, déi loune mussen. Fir eis Piraten muss dofir an der Locatioun gehollef ginn, fir dass d'Loyerer net weider konstant an d'Luucht schëssen.

Bei all deene Mesüeren, déi d'Regierung bis elo a punkto Logement ugekënnegt huet, gi mir Piraten d'Gefill net lass, dass hei haaptsächlech eppes fir d'Promoteure gemaach gouf, fir d'Leit mat Honnerte Wunnengen. A well mer dat Gefill hunn an et net lassginn a mer awer ganz gäre Fakte géife wëssen, Här President, hunn ech Iech eng Motioun mat-bruecht, déi no méi Statistike freet, eng Evaluatioun vun de Mesüeren no engem respektiv no dräi Joer, fir esou erauszefannen, wien déi wierklech Beneficiairen dovunner waren, soudatt mer eebe net op



d'Bauchgefill musse goen, mee datt mer eis kënnen op haart Zuele beruffen.

Här President.

#### Motion 4

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,*

*– datt eng Rei Mesürene nom Logementsdësch der Chamber proposéiert gi sinn. Dës goufe schonn am Gesetzesprojet 8353 festgehalten a gestëmmt;*

*– datt den Aarbechtsgrupp fir administrativ Vereinfachung seng Aarbechten ofgeschloss huet an elo weider Mesüre sollen ëmgesat ginn;*

*– datt verschidde Mesürene dem Staat entweder manner Geld abréngen wäerten, duerch Decisioune wéi d'Erëmféiere vum Amortissement accéléré, an datt aner Mesürene de Staat kaschte wäerten, esou zum Beispill de Pilotprojet, wou öffentlech Promoteure kënnen Wunnengen, déi de Privatsektor op sengem eegenen Terrain baut, fir 20 Joer lounen amplaz se ze kafen.*

*Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*– fir no 1 Joer an no 3 Joer eng Evaluatioun ze maachen, déi soll feststellen, wéi engen Akteuren (Firmen, Primoaquereuren, Multiproprietären, Privatstéit) dës Mesürene zeguttkomm sinn an a wat fir engem Mooss. Dës Evaluatioun soll och d'Montanten analyséieren, déi eenzelne Firmen zeguttkomm sinn, a si sollen öffentlech zougänglich gemaach ginn.*

(s.) Sven Clement.

**M. Claude Wiseler, Président |** Merci, Här Clement.

**M. Sven Clement (Piraten) |** Mee nom Liese vum Zéngpunkteplang schéngt et, wéi wann d'Essen deemools beim grouse Bauhär kuerz virun de Wale sech fir de Bauhär dach déck bezuelt gemaach hätt. Well den Zéngpunkteplang, léif Kollegeinnen a Kollegen, deen hätt kënnen op enger Zerwéit entstanen sinn deen Owend, op enger Zerwéit zu Monneresch am Restaurant, ronderëm e Patt Wäin, wou zéng Punkte vum Bausektor der neier Regierung, der zukünftiger – deemools nach zukünftiger – Regierung, op der Zerwéit an d'Hausaufgabebichelchen diktéiert goufen.

**M. Marc Goergen (Piraten) |** Ganz gutt!

**M. Sven Clement (Piraten) |** An d'Regierung huet geliwert: Si setzt déi zéng Punkte vun där Zerwéit vun deem Owend haut ëm.

Jo, de Premier Luc Frieden ass net de CEO vu Lëtzebuerg! En ass den Handlanger vun deenen, déi sech déi lescht Joerzénge eng gëllen Nues mat der Logementskris verdéngt hunn. An datt dofir eng zoubetonéiert Plaz no him benannt gouf, dat ass dann awer wierklech nach treffend!

**M. Marc Baum (déi Lénk) |** Passt op, datt Der net verklot gitt!

(Hilarité)

**M. Marc Goergen (Piraten) |** Vun de Promoteurskolleeg vum Premier?!

**M. Sven Clement (Piraten) |** Ech ziddere schonn. Dir gesitt, ech ziddere, Här Baum.

(Interruption)

Well et kann ee sech d'Fro stellen: Wou bleift den Aktivismus vun der Regierung, dee se dobäi un den Dag leet, fir de Millionären, de Multiproprietären, de Promoteuren ze hëllef, an anere Krisensituationen? Virun de Walen hunn d'Leit kloer wesse geden, datt se eng Steuerreform wëllen. Och hei dierfe se no de Walen awer net matdecidéieren. Si dierfen

hir Meenung soen – a wéi engem Forum, wësse mer nach net ganz –, mee esou wierklech gehéiert gi se net.

D'Fuerderung, datt dës Reform sollt esou séier wéi méiglech kommen, gëtt no hanne geschubst. Méi Netto vum Brutto war versprach, mee mam Auslaf vum Energiepräisdeckel riskéiert d'Kafkraaft vun de Leit awer, méi kleng ze ginn – trotz der Upassung vun der Steiertabell!

Jo, d'Upassung vun der Steiertabell, dat ass jo u sech eng gutt Iddi. An ech hu virdu scho gesot, datt et eng gutt Iddi ass, datt mer dat maachen. A mir stinn och do derhannert. Mee mir Piraten hu schonn am Dezember hei eng Motioun deposéiert gehat, wou mer u sech en Automatismus fuerdere. Net den Automatismus, datt et direkt geschitt, mee den Automatismus, datt d'Regierung obligéiert ass – e bësse wéi bei de Renten –, fir, wa gewësse Seuilen iwwerschratt ginn, e Gesetz ze presentéieren, wat dann an der Chamber diskutéiert gëtt, a wou een dann natierlech all Upassung ka virhuelen, déi musse sinn, mee datt à la base dovunner muss e Gesetz ...

**Une voix |** Jo.

**M. Sven Clement (Piraten) |** ... op de legislative Wee kommen. Och déi Motioun huet keng Majoritéit fonnt.

(Interruption)

Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, d'Klimakris treëft eise Planéit alljoers méi staark, mee d'Regierung relativéiert a seet, si géifen dru schaffen, fir a Richtung vun der Klimaneutralitéit ze goen. Beim Kampf géint de Klimawandel hat déi viereg Regierung versprach, si géif d'Leit matdecidéiere loosse. D'Propose vum Biergerrot vun deemools goufen awer nëmme dann iwwerholl vun der Regierung, wann et hinnen an de Krom gepasst huet. Déi ganz Aarbecht vun de Leit, déi sech informéiert hunn, Pisten opgezeechent hunn, ausgeschafft hunn, jo, déi goufen am ronnen Dossier klasséiert. An dat war et! Och sot de Premier, datt dës Regierung net wëlles hätt, weider Biergerrot anzeféieren, respektiv dësen e legale Kader ze ginn.

Et sti grouss gesellschaftlech Debatte virun der Dier! Mir hunn iwwert d'Pensioune geschwat. Wéi wëlle mer an Zukunft zesumme liewen? Wéi wëlle mer dat Liewe finanzéieren? Jo, alles dat si grouss Froen, déi och grouss Debatte brächten. Mee amplaz grouss Debatten an eng Visioun fir genau déi Zukunft ze liwweren, kréie mer vun der Regierung eng Oplëschtung a Pläng, amplaz vun enger Approche, wéi mer d'Leit alleguerten zesumme mat an e Boot kënnen huelen, wéi mer alleguerte kënnen zesumme partizipativ doriwwer diskutéieren.

Vu datt dës Regierung net wëllt d'Leit matdecidéiere loosse, beschäftege mir eis dann haut mat deem, wat se a punkto Klimamesürene decidéiert hunn. D'Leit kréie manner Hëllef, wa se Fotovoltaikanlage bauen. D'Leit kréie manner Hëllef, wa se en Elektroauto kafen. An déi meescht Leit kréie keng Hëllef méi, wa se en Elektrovélo kafen. Méi Netto vum Brutto! A, nee, dat doten ass manner Netto vum Brutto. Lo hat ech scho bal d'Propaganda vun der Regierung glegleef.

Et gesäit een an Däitschland am Moment ganz gutt, wéi eng Konsequenzen et kann hunn, wann een de Leit d'Subsidie strächt: 30 % manner Elektroautoen zougelooss am Mee 2024 wéi am Mee 2023 an Däitschland. Dat ass enorm! Domadder erreecht een d'Klimaziler net.

Och eis Verkafs- an Umeldungszuelen a punkto E-Bikes an E-Autoe wäerten no dëser Annonce erofgoen, well

d'Leit rose wäerte sinn op eng Politick, déi se net kënnen novollzéien. Bal jiddwereen hei an der Chamber betount ëmmer erëm, wéi wichteg de Kampf géint de Klimawandel ass. Ech soe „bal jiddwereen“, well et gëtt eng Partei, déi dat net gleef. Mee bon, et kann een net ëmmer gewinnen.

Bal jiddweree behaupt ... beweist, datt de Klimawandel bekämpft muss ginn. Mir encouragéieren d'Leit ëmzestellen: wech vu fossillen Energien, hin zu Stroum. A wat maache mer? Mir maache genau dee méi deier! Den Energiepräisdeckel gëtt zum Deel auslafa gelooss. Och dat: manner Netto vum Brutto. Mir gi manner Aiden, wat heescht, datt d'Leit méi mussen op den Dësch leeën. Den heescht am Endeffekt: manner Netto vum Brutto. A matschwätzen dierfen d'Leit doriwwer och net!

Et ass awer iergendwéi komesch. Fir eng ganz Rëtsch Mesürene ass Geld do, zum Beispill, fir d'Kierperschaftssteuer erfzesetzen. Do ass Geld do. Mee wann et drëms geet, de Biergerinnen a Bierger ze hëllef, fir mat den CO<sub>2</sub>-Ausstouss ze reduzéieren, dann ass kee Geld do. Dat demotivéiert d'Leit fir matzehëlfe an veronséichert se beim nächsten Autokaf zousätzlech. Dofir hu mir Piraten eng Motioun matbruecht, fir d'Primm vun den 8.000 Euro, zum Deel, ze erhalen.

Här Präsident, wannechgelift.

#### Motion 5

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest, datt:*

*– déi viereg Regierung sech d'Zil gesat hat, datt bis 2030 solle 50 % vun de Gefierer op de Lëtzebuergger Stroosse mat Elektresch fueren;*

*– an Däitschland d'Ofschaf vum der Primm fir Elektroautoe verheerend Konsequenzen hat op d'Unzuel vun nei ugemellten Elektroautoen;*

*– Autoe fir Familjen oft déi 16 kW-Grenz géifen iwwerschréiden, ouni awer Luxusautoen ze sinn.*

*Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung:*

*1. fir d'Primm vun Klimabonus Mobilitéit weiderhin op 8.000 Euro ze hale fir Leit, déi vun engem Verbrenner op een Elektroauto ëmklammen, dee manner wéi 18 kW verbraucht.*

(s.) Sven Clement.

**M. Claude Wiseler, Président |** Merci, Här Clement.

**M. Sven Clement (Piraten) |** Jo, Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, et gëtt zwar gär gesot, datt een iwwert d'Geld net schwätzt, mee, ech mengen, datt dat hei méi wéi ubruecht wier, well et geet net ëm dem Premier säi Portemonni, mee ëm dem Steuerzueler säin!

Mir Piraten wëllen awer mol froen, wéi mer dës Mesürene, wéi zum Beispill d'Reduzierung vun der Kierperschaftssteuer, all wëlle finanzéieren. Virgëscher huet de Finanzrot matdeele gelooss, datt den Defizit d'lescht Joer souwisou scho mol méi héich ausgefall ass, mee dëst Joer och nach vill méi héich ass, wéi ursprüngelech geplangt. D'lescht Joer huet déi viereg Regierung gemengt, mir krite 2024 3,8 % Wuesstum. Eng Previsioun, wou mir Pirate schonn deemools sot – ha! –, datt dat komplett irrealistesch wär!

Elo dann, an deene leschten Dokumenter vun der Regierung, schwätze mer vun 2 %. An och dat hale weeder mir nach d'Chambre de Commerce, déi jo lo net wierklech wuesstemsfeindlech agestallt ass, fir realistesch. Den internationale Wärfong – dat ass esou e lénksradikale Thinktank, mengen ech, esou aus dem Eck vum Här Baum a vum Här Wagner, deen ...

(Interruption par M. Marc Baum et hilarité)

... absolutt wuesstemskritesch ass –, deen ass der Meenung, Lëtzebuerg géif, wann et gutt geet, 1,2 % Wuesstem kréien. An dat kléngt iergendwéi, wann ee sou kuckt, wéi d'Leit dobausse schwätzen, wéi et de Menagé geet, awer realistesch.

A firwat ass déi Aschätzung vum PIB esou wichteg? Mir Piraten hunn et schon am Abrëll beim Budget eng Kéier erkläert: Well mat engem héije Wuesstem vum PIB och méi Recetten erakommen. Dat ass eng lineär Korrelatioun. D'Regierung geet also dovunner aus, wa se de PIB héich schätzt, de Wirtschaftswuesstem héich schätzt, datt se da méi Geld wäert hunn, wéi se am Endeffekt huet. Si mengt also, se kéint méi ausginn, wéi d'Experten an hire Prognosen dat soen.

An d'Regierung wéisst jo elo, wat se mat deem Geld wëllt maachen, vun deem se mengt, datt se et hätt. Jo, mee si huet et net! Dat heescht, am Endeffekt gi mer Geld aus, wat mer guer net hunn. Bei de Menagen heescht dat, datt een iwwer senge Moyene lieft.

Mee nach eng Kéier: D'Experten hei am Land soen eis, datt den Defizit fir dës Joer sech wäert erhéien. Dee vum lescht Joer, deen huet sech einfach mol mathematesch verduebelt. Do misst een och eng Kéier driwwer schwätzen, firwat mer hei zu Lëtzebuerg esou eng Fluktuatioun u sech an den Zuelen hunn. Et seet och vill doriwwer aus, wann de Finanzrot der Regierung muss soen: „Mir gi guer keen Avis zu Ärem PSC/PNR of, well u sech hutt Der eis eng Copie conforme vum Budget geliiwert, wou Der a Wierklechkeet nei Zuelen hätt missen afléisse loosse.“

Jo, mir verstinn, Dir wëllt kohärent kommunizéieren op Bréssel. Mee nichtsdestotz sinn et zwou verschidde Prozeduren an zwee verschidden Dokumenter.

Firwat also um Märche vun deem héije Wirtschaftswuesstem festhalen?! Ass et, well hei eng Regierung vun Trickle-down-Believers sëtzt? Eng Regierung, déi mengt, wann ee just uewe bei deene Räiche genuch op den Dësch leet, datt da fir déi Aarm enne genuch iwweregbleift? Ma an deene leschte Joerzénge ass déi Theorie méi wéi eng Kéier widderluecht ginn.

Mir kéinten eis also d'Fro stellen, ob een net misst eng aneren Usaz wielen, ob een net vläicht misst mat senge Moyenen haushalten. An dat ass sou e schéint Wuert, well an Däitschland: „Haushalt“, dat ass de Budget. Déi Däitsch schwätze vun „haushalten“ an net nëmme vun engem Budget. A vläicht misste mir och heiansdo erëm léieren, wéi mer mat deenen Zuelen, déi mer hunn, an net mat deenen Zuelen, déi mer eis erbäidichten, ëmginn.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Et gëtt haut de Schäin vun enger Mesür gemaach. A wéi mer dat Ganzt muer finanzéieren oder wou mer muer d'Geld hierhuelen, dat schéngt net esou wichteg. Oder mir hoffen drop, datt de Wirtschaftswuesstum dat Ganzt scho wäert iergendwéi riichtbéien. Alles an allem muss ee soen: Et ass vill Hoffnung an deem Budget. Dat gënnen ech der Regierung.

Den Här Baum, op där anerer Säit, huet gëschter gesot, et misst een Iech jo mol Zäit ginn, fir dat alles ëmzesetzen. Ma ech hoffen, datt Iech d'Zäit herno net fortleeft, Här Baum, an all de Kolleeginnen a Kolleegen aus de Majoritéitsparteien, ...

(Interruption)

... well dat ass dat, wat der leschter Regierung anscheinend geschitt ass. Et gouf sou laang drop verweisen, datt de Koalitiounsaccord géif ëmgesat ginn, datt herno, wéi d'Wale waren, op eemol festgestallt gouf, datt de Koalitiounsaccord net ëmgesat gouf.

An du ware mer alleguerten iwwerrascht, datt, zum Beispill, déi laang ugekënnegt Steierreform awer net kouw. Dat heescht, ech wënschen Iech wierklech an all Ärer Hoffnung, datt Iech d'Zäit herno net fortleeft.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, alles an Allem muss ee soen: Dee Fuedem, dee sech duerch dee Budget zitt, vum Informéieren anstatt vum Partizipéieren, dee Fuedem vum „Mir entscheede vun uewen erof a mir hoffen, datt dat iergendwéi gutt ukéint, well mir wësse jo, wat gutt fir Iech ass, obwuel mer da gläichzäiteg dat mat Scholde fir zukünftige Generatiounen finanzéieren, wou d'Leit dann och erëm just informéiert ginn awer net matdecidéieren därefer“, dat läit mer schwéier um Mo.

Dofir, Här President, an dat wäert elo keen heibanne wonnere, si mir Piraten net zefridde mat deem, wat de Premier gëschter hei virgestallt huet. Och wann eng ganz Rei vu piratesche Fuerderungen aus deene leschte Joren Uklang bei der neier Regierung fonnt hunn, sou gëtt hei Politick iwwert d'Käpp vun de Leit gemaach. Et gëtt Politick fir d'Promoteure gemaach. Et gëtt Geld ausginn, dat mer, laut Experten, eis net leeschte kënnen, jo, net hunn.

Mir Piraten wënschen eis eng Regierungspolitick, wou d'Leit kënnen matdecidéieren, wou se kënnen mat schwätzen a wou hinnen net nëmme nogelauschtert gëtt, mee wou se aktiv agebonne ginn. Mir wënschen eis eng Regierungspolitick, déi a Krisenzäiten eppes fir d'Biergerinnen an d'Bierger mécht, an net eleng fir d'Millionären. Mir wënschen eis eng Logementpolitick, déi och fir Locataire, fir déi, déi als éischt kafen, jo, fir d'Familljen do ass. Mir wënschen eis eng Klimapolitick, déi net nëmme a Richtung Klimaneutralitéit geet, mee déi all Dag aktiv dru schafft, dat ze errechen, an déi d'Biergerinnen an d'Bierger matschaffen a matschwätze léisst.

Jo, dat, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wär e Märchen, dat gären dierft wouer ginn. Heivunners gesi mer awer bei der CSV-DP-Regierung nach vill ze wéineg. An datt grad haut zwëschent den Debatten zum État de la nation d'Majoritéitsparteien, mat e bëssen Hëllef, eng Erhéijung vum Seuil fir Petitiounen duerchdrécken, ass de Beweis, datt et hei net drëm geet, nozelauschteren oder matschwätzen ze loosse, mee vun uewen erof ze decidéieren!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz richtig!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Mee mir Piraten wäerten net opginn a weider appelléieren, proposéieren a kontrolléieren. Dat hu mer dann och haut gemaach.

An domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Ganz gutt!

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Merci villmools, Här Clement. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Merci, Här President. Dës Ried vum Premier zur Lag vun der Natioun féint dräi Deeg no den Europawale statt. An et dauert elo, falls näischt dertëscht kënt, nach eng Kéier véier Joer, bis mer fir d'nächst wile ginn. Duerfir mengen ech, datt et schon interessant ass ze kucken, wat dann do virun dräi Deeg geschitt ass – hei am Land an an Europa.

Meng éischt Feststellung ass: D'Demokratesch Partei huet e bësse méi wéi dräi Prozent verluer, an domadder och ee vun hiren zwee Sëtz am Europaparlament.

(Interruptions)

An d'CSV ass op hirem histoireschen Déif vun 2019 plus ou moins stagnéiert. Haut, am Géigesaz zu 2019,

heescht de Parteipresident vun der CSV Luc Frieden. An och hien huet et net fäerdegbruecht, d'CSV aus deem histoireschen Déif erauszeféieren.

(Interruption)

D'CSV huet par rapport zu de Chamberswale 6,3 % verluer. Elo kann een natierlech soen: „Dat si verschidde Walen an et geet ëm verschidde Saachen“, mee et muss een awer feststellen, datt knapps aacht Méint no de Chamberswalen déi populär Zoustëmmung vun dëser Koalitioun vun 48 % op 41 % gefall ass.

An ech hunn et am November bei der Regierungserklärung gesot: datt nach keng Koalitioun esou wéineg populäre Support hat wéi dës. Sou géllt dës no den Europawalen nach eng Kéier méi staark. Nach ni virun, wéi Europawale waren, haten d'Regierungsparteie gemeinsam esou wéineg Stëmme wéi d'CSV an d'DP virun dräi Deeg! Dont acte. Well et seet schon eppes aus iwwert de politeschen Zoustand vum Land an d'Ënnerstützung, an domadder och schon iergendwéi iwwert d'Legitimitéit an d'Kredibilitéit vun der Koalitioun an der Bevëlkerung.

Den zweete Constat ass net manner bedeitend fir den Zoustand an d'Zukunft vun eisem Land. Mir hunn, am Géigesaz zu anere Länner, hei zu Lëtzebuerg kee Rietsruck erlieft. D'ADR huet nëmme eppes méi wéi ee Prozent bäigeluecht, wat awer duerch d'Rechtssetzverdeelung duergaangen ass fir ee Sëtz. An et ass och net fir d'éischt, datt d'ADR am Europaparlament vertraued ass. Et ass also kee Ruck (veuillez lire: Et ass zwar fir d'éischt, datt d'ADR am Europaparlament vertraued ass; et ass awer kee Ruck).

Mee ech mengen, datt mer eppes méi Geféierlech he suivéieren, nämlech eng schlächend Entwécklung vun enger eemoleger Rentnerpartei hin zu enger ideologesch stramm rietser Parteimaschinn, déi, international vernetzt, elo zesumme mat der Postfaschistin Meloni an där selwechter Fraktioun sëtze wäert. An et ass eis och net entgaangen, datt et dës ADR war, déi an deene leschte Méint dee gréisste Fanboy vun der Regierung war an hir reegelméisseg Blummen op hirem Wee gestreet huet.

(Hilarité)

A villen – an dat ass mäin drëtte Constat – europäesche Länner hu mer awer, par contre, e Ruck erlieft – och wann e sech ugekënnegt huet –, dorënner eis zwee grouss Noperen. Besonnesch schlëmm a Frankräich, wou de President Macron no Jore vu verantwortungslosem Handeln d'Assemblée nationale opgeléist huet an Hals iwwer Kapp Neiwalen ausgeruff huet. Neiwalen, déi riskéieren, datt mer an engem Mount eng rietsextreem bis faschistesche Regierung an eisem Nopeschland hunn.

De Premier Luc Frieden huet d'Decisioun vum Macron als „couragéiert“ bezechent, vläicht well e geant huet, datt d'Iwwerreschter vu senger Schwësterpartei a Frankräich, a besonnesch säi Presidentkolleeg, grad amgaang ass, eng histoiresch Allianz mat de Rietsextreemen ze schlëssen. Mir mengen, datt dat net couragéiert war vum Här Macron, mee de Boulevard opgemaach huet fir den ordonéierte Suicide vun enger ganzer Natioun, an domadder den Ufank vum Enn vun der Europäescher Unioun.

Mee wann d'Nuecht am däischersten ass, ass och den Dag am noosten. A mer hoffen, a mer setzen dorobber, datt all déi fortschrittliche Kräfte, déi am Moment a Frankräich amgaang sinn, sech ënnert dem Front populaire zesammenzefannen – vu Sozialiste, Gréngen a Lénken, Gewerkschaften, ONGen, Biergerinitiativen –, et fäerdeg wäerte bréngen, dës Tendenz ee fir allemol ëmzedréinen.



Den Zoustand vun der Europäescher Union ass warscheinlech mat kengem anere Land esou enk verknüpft wéi mat eisem, an domadder evidenteweis och mat eiser Zukunft. Et géif vill iwwert d'Konstruktionsfeeler vun där ursprünglech fortschrittlicher Iddi ze soe ginn, mee hei just een ezenegen: D'EU konnt leider ëmmer responsabel gemaach gi fir eng antisozial Politick, déi national Regierunge wollten, an déi si awer hire Bevëlkerungen op nationalem Plang net esou einfach verklickere konnten: ënnert de Stéchwierder „Liberaliséierung“ an „Dereguléierung“ ass europawäit de Sozialstaat ausgehielegt ginn a si Mënschen an Natiounen zuenaner a Konkurrenz gesat ginn. Stéchwuert: „Kompetitivitéit“.

An Der gesitt, do si mer vun deem europäeschen Exkurs scho ganz séier beim Premier senger Ried: Dat Wuert „Kompetitivitéit“ ass 16-mol a senger Ried gefall. Kompetitiv mussen Europäer géint Amerikaner a Chineese sinn. Kompetitiv mussen Lëtzebuerger géint Fransousen, Iren, Däitscher, Hollänner etc. sinn. Ee géint deen aneren! Net mateneen, net Kooperatioun mat eisen Noperen, wéi een dat vun enger anstänneger Union erwaarde kéint, mee Konkurrenz tëschent allen a jidderengem. Dëst ass d'ailleurs och déi politesch Agenda vun deene Rietsen, an Europa an och hei zu Lëtzebuerg.

Dës Politick ass am Interessi vun enger Minoritéit vun Ultraräichen a Multinationallen, déi sech um Bockel vun de Leit hirer Aarbecht, vun den öffentlechen Déngschtleeschungen a schlussendlech duerch Raubbau un eisen natierleche Ressourcen eng gëllen Nues verdéngt hunn an nach weider verdéngen.

Dëst ass de politesche Kader, dee mer zanter Joerzénge kennen an deem seng Konsequenzen ëmmer méi dramatesch ginn: wuessend Ongläichheeten an e Verloscht u Biodiversitéit, déi duerch de Klimawandel nach verstärkt ginn. Dat ass d'Resultat vu joerzengtelaaenger neoliberaler Politick, déi den neie Premier Luc Frieden elo just wëll „Einfach. Besser. Modern“ maachen.

A wann ech dem Premier gëschter gutt nogelasschert hunn, da kéint ee mengen, datt d'Äntwert op all Problem fir dës Regierung d'prozedural Vereinfachung ass. Mat Prozedurevereinfachung léise mer den Aarmutproblem – einfach sou. Mat Prozedurevereinfachung léise mer de Wunnengproblem – einfach sou. A mat der Prozedurevereinfachung léise mer och nach de Klimaproblem a keen ass genervt – d'Welt vum Luc Frieden.

Wann et esou einfach wier, hunn ech mer gëschter geduecht, ma nondikass, firwat ass dann déi lescht 20, 25 Joer nach kee Mënsch op déi wonnerbar Iddi komm? Ech mengen, et huet domadder ze dinn, datt et net esou einfach ass, well d'Prozedure vereinfachen ass a ville Fäll sécher eng gutt, längst iwwerfällig a begréissenswäert Saach. Mee se gëtt eis, éischters, zanter Joerzénge versprochen a, zweetens, léist se de Problem net un der Wuerzel, mee se ass allerhéchstens Symptombekämpfung. Et ass letztlech e Manöver, fir sech déi onbequem Froen net mussen ze stellen, fir Aktivismus virzeginn, ouni déi politesche Confortzon mussen ze verloossen.

Den eigentleche Problem, dat sinn nämlech déi sozial Inegalitéiten, déi permanent klammen. Eréischt virgëschter huet de Statec déi neisten Zuele presentéiert: Den Ënnerschied tëschent dem ënneschte Fënneftel um Wupp vun der sozialer Leeder an dem ieweschte Fënneftel ass weider massiv geklommen. Sozial Ongläichheet ass och net gläich Aarmut, mee et bedeit op där anerer Säit och eng Konzentratioun vu Räichtum an e puer Hänn.

An enner sozialen Ongläichheete leiden net nëmme déi ënnen, mee sozial Inegalitéiten zéien all d'Membere vun enger Gesellschaft erof. An dat weisen all international Etüden: All déi Länner, wou d'Ongläichheet grouss ass, do gëtt et méi Onsécherheet, do gëtt et méi sozial a Gesondheetsproblemer an der ganzer Gesellschaft. Méi Ongläichheet bedeit manner Wuelbefanne vun de Kanner, manner Benevolat, manner gesellschaftlecht Engagement, manner Vertrauen an d'Noperen a méi psychesch Erkrankungen, gradesou wéi méi Kriminalitéit. Oder anescht gesot: Ongläichheete schafen Angscht an enger Gesellschaft.

An Angscht ass dat Gëft, dat eis Gesellschaft auseinanerräisst. An et sinn och eebe grad Rietser, déi dës Ängschten ausnotzen an zu enger Abschottungspolitik féieren, kollektiv an individuell. Net nëmme géintiwwer dem Friemen, mee och géintiwwer dem Noper, den Aarbechtskolleegen, de Bekannten. Angscht produzéiert Egoismus. An hei bäisst sech d'Kaz an de Schwanz: well den dominante wirtschaftleche Paradigma op Egoismus baséiert an Ongläichheete produzéiert, déi erëm hirersäits zu Ängschte féieren. An dat spieren an erleiden ëmmer méi Leit.

Deen Däiwelskrees muss duerchbrach ginn. A genau do misst eng verantwortungsvoll Politick usetzen: bei der Reduzéierung vun den Ongläichheeten an net bei der Virstellung, datt, wann uewe Leit méi räich ginn, iergendwéi op iergendeng mirakuléis Aart a Weis ënnen iergendepes méi géif ukommen.

Wie vun Aarmut schwätzt, muss och vun der obszöner Konzentratioun u Räichtum a Propriétéit schwätzen, also vun eiser ëmmer méi inegalitärer Gesellschaft. Mee dovunner ass weíneg geschwat ginn. Prozedure vereinfache kann a verschiddene Fäll hëllefreich a sënnavoll sinn, mee et léist net de Problem vun der Ongläichheet.

An déi Ongläichheete verfestegen a multiplizéiere sech zu Lëtzebuerg duerch vill Facteuren.

Éischters op der Aarbecht: De Mindestloun hei am Land geet net duer, fir ouni Sozialhëllef iwwert d'Ronnen ze kommen. E läit ënnert der Aarmutsgrenz. Ma dat kann dach net sinn! Duerfir hu mer zu Lëtzebuerg esou vill Working Poor wéi soss néierens. Dozou vum Premier kee Wuert. Weeder zum Mindestloun ..., obwuel mer duerch eng Direktiv gebonne sinn, bis November spéitstens do nozebesseren. An obwuel den Aarbechtsminister ugekënnegt hat, en hätt scho längst eng Proposition, fir de Mindestloun an d'Lucht ze setzen, presentéiert, wonnert et mech dach, datt dovunner keng rieds war am Premier senger Ried. Gradesou weíneg wéi vun de Working Poor, also déi Leit, déi, obwuel se voll schaffen, net d'Méiglechkeet hunn, fir mat hirem Salaire iwwert d'Ronnen ze kommen.

Mee vläicht hält de Premier et jo do mat sengem Aarbechtsminister, dee mer an enger Kommissioun op déi Fro, déi ech em gestallt hunn, wéi et da mat de Working Poor soll virgoen a wat d'Regierung da géif gedenken ze maachen, geäntwert huet: „Här Baum, datt et an der Aarbechtswelt net nëmme Gewënner gëtt, dat ass eebe sou.“ Ech fannen, dat ass de Combel vun Zynismus! Ech fannen, dat kann net sinn. Déi Entwécklungen, déi mer hei am Land erliewen, wou mer Spëtzereder an Europa si vun deem Phenomeen vun de Working Poor, duerststellen als Naturgesetz, ass eigentlech skandaléis!

Déi eenzeg Ukënnegung a punkto Aarbecht ass eng weider Dereguléierung vum Aarbechtsrecht, nämlech d'Sonndesaarbecht am Commerce, déi vun de Salarië majoritär net gewollt ass a meeschtens

Niddreglounempfänger betrëfft, déi dann nach manner Zäit fir hir Famill wäerten hunn. Ass dat déi „transversal Approche“, fir géint Kannerarmut virzegen, wann déi Leit, déi am Niddreglounsecteur schaffen, nach manner Méiglechkeeten hunn, Famill a Berufsliewen zesammenzebréngen?

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Iwwerhaupt, déi transversal Approche: Ass et dann net awer och esou, datt mer do sinn, wou mer sinn, well awer och d'DP zënter eelef Joer dee Ressort huet, well REVIS-Reforme gemaach gi sinn, déi d'Handschréft vun der DP droen, wou et och Evaluatiounen gëtt an déi een dringend, dringend verbessere misst? Elo waarde mer drop, datt dann éischt aner, weider Initiative geholl ginn.

Mir als Lénk bleiwen derbäi: Aarbecht muss sech lounen. Duerfir brauche mer e Mindestloun iwwert der Aarmutsgrenz an anstänneg Kollektivverträge duerch staark Gewerkschaften. Et geet net duer, blann Aarbechtsplazen ze schafen. Si mussen de Mënschen, déi do schaffen, och Sécherheet a Perspektive bidde kënnen.

An zweetens, d'Wunnen: Et ass onméiglech, sech zu Lëtzebuerg mat engem dezenten Salaire eng anstänneg Wunneng ze leeschten. D'Zënshausen, mat deenen d'Banken astronomesch Gewënner gemaach hunn, hunn d'Situatioun souguer bis an déi ieweschte Mëttschicht zougespëtz. Et ass ganz einfach onméiglech mam Duerchschnëttsloun vun der Privatwirtschaft, jeemools kënnen och nëmme e klenge Studio ze kafen. Anescht gesot: Et ass och fir manuell Aarbechter onméiglech, duerch hir Aarbecht och nëmme eng abordabel Wunneng ze kafen.

A wat mécht d'Regierung mat hirem Zéngpunkteprogramm? Majo se vereinfacht d'Prozedure fir ze bauen, mee un de Präisser ännert dat näischt. Am Géigendeel: Obwuel mer mat den niddregsten Taux vun öffentleche Wunnengen an Europa hunn, soll elo nees virun allem op de Privatmarché a seng Promoteure gesat ginn, déi Promoteuren also, deenen hir Margen an deene leschten zéng Joer sech veraacht-facht hunn, ouni datt doduerjer substanzuell weider Wunnenge gebaut goufen.

An duerfir bleiwe mir och derbäi: De Staat an d'Gemenge mussen weider a méi öffentlech bauen. A virun allem brauche mir eng Deckelung vun de Loyeren, well d'Loyere sinn och an der Kris weider geklommen. D'Entwécklung vun de Loyeren ass zur Aarmutsfal fir Zéngdausende Leit ginn. D'Loyersinterventioun ass fir déi Betraffen zwar wäertvoll, mee awer am Endeffekt just en Transfert vun öffentleche Suen hin zu de Proprietären. Un de verréckte Loyerspräisser ännere se näischt.

Déi zwee Facteuren Aarbecht a Wunne bedénge sech géigesäiteg: keng anstänneg Pai oder eng prekär Aarbechtsplaz bedeit lounen, lounen heescht, kaum eng Chance ze hunn, jeemools en eegenen Daach iwwert dem Kapp ze kréien.

A wann dann nach Kanner an d'Spill kommen, jo, dann ass et bal onméiglech. Mir begrëssen de Crédit d'impôt fir Monoparentallen, mee wat ass mat deene Familljen, déi méi wéi ee Kand hunn? Wat geschitt do? Duerfir menge mer, datt mer weiderhin eng strukturell Erhéijung vum Kannergeld brauchen, déi zumindest d'Pertenen duerch d'Desindexéierung vun de leschten Austeritéitspäck nees opfängt.

Mir hunn dozou eng Gesetzespropositioun ausgeschafft. De Staatsrot huet se aviséiert. Et gëtt keng Opposition formelle. Also wann Der wëllt, mir kënnen se nach virun der grousser Vakanz hei an der Pleniéer votéieren.

Här President, duerch eise Bildungssystem, deen d'soziöökonomesch Ënnerscheeder nach verstärkt, amplaz se ze iwwerwannen, amplifiéiere mer all déi Phenomener, déi ech virdu genannt hunn, nach eng Kéier méi a suergen derfir, datt sech d'Aarmut och quasi verierft. Jo, net nëmmen de Räichtum verierft sech, och d'Aarmut an d'Prekaritéit. De soziale Lift ass zu Lëtzebuerg scho laang futti. An dat ass Dynamit fir eis Gesellschaft a fir hir Zukunft.

D'Annoncë vum Premier änneren näischt un dëser katastophaler Situatioun. All drëtt Kand leit haut ënner Angschtsymptomer. Eng Santé scolaire ass sécher gutt, mee och si gräift net un der Wuerzel vum Problem. Well do bräicht ee méi wéi prozedural Vereinfachungen, mee vläicht eng Reflexioun, wéi dëst Land a seng Mënschen an Zukunft sollen ausgesinn, wéi se liewe kënnen an deem Land.

An zu de sozialen Ongläicheeten dréit och d'Steierpolitik vum dëser Regierung bäi. Eise Steiersystem ass net gerecht. Dat wësse mer alleguer. Wien d'ganz Woch schaffe geet, ma dee gëtt op all Euro bestiirt. Wie säi Geld oder aner Leit fir sech schaffe léisst, dee ka sech relativ einfach derlaanscht drécken. Aarbecht gëtt vill méi staark bestiirt wéi Kapital. Dat net ze änneren, dat ass och e politeschen Akt. Dat net ze änneren, heescht, datt een déi Ongerechtekeete bewosst oprechterhale wëll. An dat net ze änneren, heescht, déi Superräich ze beschützen an déi kleng Leit bei d'Lisette ze loosson.

**Une voix** | Très bien!

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Déi ugekënnegt Kompensatioun vum den Indexranchen am Barème entlaascht zwar och déi kleng Léin, mee se entlaascht natierlech déi Déck weesentlech méi an ännert dofir och strictement näischt un der ongläicher Verdeelung vum der Steuerlaascht. Dëse Wee ass ouni seriö Steuerreform virun allem eng weider Ëmverdeelung vum ënnen no uewen op Staatskäschten.

Am Logementspak ware schon eng ganz Rei Steiermesüre verstoppt, déi Promoteuren a Bauhäre massiv steierlech entlaascht hunn. Ënnert dem Deckmantel vum der Baukris krute genau déi Kreesser, déi sech an deene leschte Joren a Joerzénkten um Misère vum der Leit beräichert hunn, nach weider steierlech Faveure gemaach.

An elo geet et riicht viru mat de Steierkaddoen. Kierzlech eréischt gouf vum Finanzminister e Gesetzesprojet deposéiert, deen de Bréifkëschten d'Vermögenssteuer erofsetzt. Käschtpunkt fir de Staat: 40 Milliounen Euro. An da kréie mer gesot, datt d'Taxe d'abonnement fir Investmentfonge soll erofgesat ginn. Déi ass jo elo scho mikroskopesch kleng. An dann nach eng weider Baisse vum der Betriebsbesteuerung vu 17 op 16 %. Dovunner profitéieren iwwregens just déi déck Betriber, well fir déi kleng ass se elo schon op 15 %. An dann net ze vergiessen: d'Prime participative, also e Steierkaddo fir gutt verdéngend Kaderen.

Här President, am leschte Joer hunn d'Banken déi héchste Profitter an hirer Geschicht gemaach. Dat selwecht géllt fir Energiebetriber wéi Encevo. An als Merci kréien déi elo nach weider Steierkaddoen op Käschte vum der Staatskeess gemaach. An am Géigenzuch wäerten dann ab dem 1. Januar d'Energiepräisser fir bal jiddwereen hei am Land staark an d'Luucht goen. Här Premierminister, ech mengen, mir hu kee Kompetitivitéitsproblem hei am Land, mir hunn e Gerechtegkeetsproblem!

Här President, dat eenzegt Positiivt, wat een am Beräich vum der ökologescher Transitioun der Regierung zegutthale muss, ass d'Ukënnegung, datt d'energeetesche Sanéierungsarbechten an Zukunft

integral vum Staat kënnen virfinanzéiert ginn. Eng Fuerderung, déi och mir als Lénk schon zënter Jore regelméisseg stellen. An duerfir begréisste mer och déi doten Ukënnegung.

Mir wëssen awer och, datt domadder verschidden aner Froen nach net gekläert sinn, nämlech och d'Fro, wat notament mat deene kleng Proprietäre geschitt, déi am Moment iwwerhaupt net an der Lag sinn, fir och kënnen eng Perspektiv ze bidden, fir dat jemools kënnen zrëckzebeuelen, respektiv wat mat deene Locatairé geschitt, déi am Moment a Passoires énergétiques wunne mussen an duerfir och iwwerhaupt keen anere Choix hunn.

De Premier seet, d'Energietransitioun soll Loscht maachen, an da kënnegt en un, datt Energieprimen ofgeschafte ginn. Also mir mécht dat keng Loscht. Eierlech, mech nervt dat éischter.

D'Energiepräisser, notament de Stroum, gi massiv an d'Luucht an d'Subventioun fir Fotovoltaik, ma déi gëtt gekierzt. Also ech mengen, dat ass keng Politick, déi d'Leit mathält, mee eng Spuermesür, déi net am Interêt vum der Transitioun ass.

Här President, als Lénk menge mer, datt d'Lag vum der Natioun guer net esou roseg ass an datt mer alleguer an d'Zukunft kucke mat villen oppene Froen. D'Zukunft gestalten ass Saach vum der Politick. Ech denken awer, datt de Premier gëschter a senger Ried de Géigendeel vu gestalte gemaach huet, nämlech de Status quo verwalten, a keng Perspektiv fir d'Zukunft opgezeechent huet. Dat ass, mengen ech, net resposabel, besonnesch wann ee versicht, de Point de vue vum der Jonken anzehuelen.

A fir déi geet et ëm ganz konkret Froen, wéi déi Fräiheet, déi Jonker an der Zukunft, also an 10, 20 oder 50 Joer, nach wäerten hunn, fir hiren Droom nozegoen an eng liewenswäert Existenz kënnen ze hunn. Ëm d'Fro, ob et sech lount, sech an der Schoul oder am Aarbechtswegen drunzeginn, well ee weess, datt, wann ee sech drugëtt, een iergendwéi virukomme kann, an datt d'sozial Leeder funktionéiert, oder ob fir déi grouss Majoritéit vum hinnen de sozialen Opstig onerreechbar bleift. Et geet ëm d'Fro, ob fir si fundamental Bedürfnisser, wéi eng Wunneng ze hunn, nach erfëllt gi vum eiser Gesellschaft. An et geet ëm d'Fro, ob eng anstänneg Rent nach iwwert de Solidaritéitsprinzip garantéiert wäert sinn oder ob d'Altersarmut an Zukunft mat der Hëllef vu kapitaliséierte Rente wäert explodéieren.

Dat si Froen, déi sech déi allermeeschten heibanne guer net an där Form hu misse stellen, wéi si jonk waren. Mee fir jonk Mënsche vum haut stelle se sech ganz akut, well se ganz genau verstinn, datt keng oder falsch Decisioun vu gëschter a vum haut muer scho ganz schlëmm Auswierkunge kënnen hunn an dass si als Alleréisch dovunner beträff wäerte sinn. D'Konsequenze vum der Klimaverännerung sinn dat treffendst Beispill dovunner. Mir gesi se all Dag. Si gi méi schlëmm a se kommen och ëmmer méi no bei eis. Jonk Leit wëssen, datt mer op enger geféierlecher Gratwanderung sinn. An dat schaaft Zukunftsuergen, dat schaaft Ängscht, an déi maache krank.

Mee déi grouss Tendenzen an eiser Gesellschaft vum der wuessender Aarmut an der Aarmut vum der Kanner, der Schéier tëschent Räich an Aarm, déi ëmmer méi opgeet, vum Wäertverloscht vum der Aarbecht an de Léin, vum eise Bildungssystem, deen d'Ongläicheete spigelt a reproduzéiert, vum Dérage bei de Logementspräisser, alles dat gesi mer eigentlech alleguer sait Joren a Joerzénkten. Dës Problemer ginn och scho laang ëmmer erëm diskutéiert, se ginn – ënnert deenen ënnerschiddelechste Konstellatiounen – zu Prioritéiten erkläert an et ginn

Annoncen iwwer Annoncë gemaach, mee grouss Ustregungen, fir deenen Entwécklung wierklech entgéintzietrieden, gouf et bis haut keng wierklech, och net, leider, vun de Virgängerregierungen. D'Politick leeft éischter just nieft deenen Entwécklung mat a probéiert, d'Problemer rhetoresch ëmmer erëm nei ze faassen an esou Aktivitéit virzetäuschen, sou wéi och gëschter den Här Frieden. Mee et gëtt net gehandelt.

Bei der aktueller Regierung weist viles drop hin, dass sech déi Tendenz verschäerft. Eng bestëmmten a verantwortlech Politick vermëttelt d'Regierung net. Éischter am Géigendeel: De Logementsproblem soll mat Steierkaddoe vu Privatinvestore geléist ginn, obwuel mer wëssen, dass genau esou eng Politick un der Wuerzel vum Problem ass. D'Veraarmung vu grösseren Deeler vum der Gesellschaft ass op eemol en administrativen a kee politesche Problem méi a soll mat vereinfachte Prozeduren an Infocampagnë gestoppt ginn. Dem Klimaschutz gëtt all Urgence geholl, obwuel mer an de leschte Woche méifach, deelweis och hei am Land, gesinn hunn, dass eis d'Waasser bis zum Hals steet.

Här President, ech hat gëschter den Androck am Premier senger Ried, datt eis grouss gesellschaftlech Erausforderunge bagatelliséiert gi sinn. An dat halen ech net fir verantwortlech.

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Fernand Etgen**, Président de séance | Merci villmools, Här Marc Baum. An den nächste Riedner ass déi honorabel Madamm Diane Aehm. Madamm Aehm, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Diane Aehm** (CSV) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass elo ganz vill haut geschwat ginn, an ech mengen, et ass un der Zäit, fir emol erëm eng Kéier verschidde Punkten no vir ze bréngen, déi gëschter Mëtteg gesot gi sinn.

Ech géing do einfach mat dem Punkt ufänken: Wéi ech hei war a mäi Budgetsrapport gemaach hunn, dunn hat ech Iech verschidde Saache mat op de Wee ginn, wat eng ganz Partie Recommandatiounen waren, déi wichteg ware fir eis Wirtschaft a fir eist Land am Allgemengen a fir d'Finanzplaz souwisou.

Ech hu gëschter Owend nach eng Kéier meng Ried erausgeholl, an ech hu ganz einfach verschidde Punkten erausgeholl, gekuckt, an dunn ass mer erëm eng Kéier bewosst ginn, dass déi heite Regierung – contrairement zu deem, wat ech elo de Moien oder haaptsächlech de Mëtteg héieren hunn – liwwert! Si liwwert ganz vill!

Ech denken un den éischte Punkt, deen ech gesot hat als Recommandatioun. Dat war, dass ech gesot hunn: Et soll een eng aktiv Reglementatioun maachen, fir nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg ze kréien. An ech hunn an deem Kontext vu FinTech-Aktivitéite geschwat. Ech hu vu kënschtlicher Intelligenz geschwat. An do huet eise Premierminister gëschter Mëtteg a senger Ried geliwwert! En huet eng ganz Partie Saache geliwwert gëschter Mëtteg!

Ech denken un den Automobilcampus, vum deem e gëschter Mëtteg geschwat huet. Ech denken u Pony ai, vum där e geschwat huet, Lyten, déi an der autonomer Mobilitéit täteg sinn. A wann een déi doten Entrepreneuren allegueren zesummenhëlt, da sinn déi äusserst wichteg, fir d'intelligent Mobilitéit hei zu Lëtzebuerg weiderzibréngen.

Et ass och geschwat ginn iwwer Supercomputeren. Ech hat och a menger Ried proposéiert, dass mer géifen dohinnegeen an – firwat net? – en Hub maache



fir alles, wat Donnéeën hei zu Lëtzebuerg sinn. Mir hunn Datenzentere hei zu Lëtzebuerg. Et ass gëschter Mëtteg nach eng Kéier rappeléiert ginn. Ech hat och vun engem High Performance Computing geschwat. De Premierminister huet eis gëschter Mëtteg och gesot, dass eng Kandidatur gestallt ginn ass, fir de Quantecomputer op Lëtzebuerg ze kréien. Dat wier dann déi eenzeg Plaz, hei an der EU!

Dat sinn awer Punkten, déi gëschter ugekënnegt gi sinn. Dat si Punkten, déi wichteg si fir eis Wirtschaft. Et si Punkten, déi mir hei zu Lëtzebuerg einfach brauchen, wa mer wëllen, wéi een esou schéi seet, op der Landkaart weider bestoe bliwen.

Duerfir kann ech net duerchgoe loossen, dass ëmmer erëm gesot gëtt, déi heite Regierung géif net liwweren. Si ass siwe Méint am Amt a si huet an deene siwe Méint scho méi geliwert, wéi aner Parteie virdrun, géif ech emol esou soen.

Et ass och ganz vill iwwer Kompetitivitéit geschwat ginn. Jo, Kompetitivitéit ass wichteg, well Kompetitivitéit séchert eis Aarbechtsplazen. Wann d'Leit keng Aarbecht hunn, dann hu se keng Pai. Vu wat solle se da liewe kënnen? Duerfir ass d'Kompetitivitéit e ganz wichtige Punkt, och am Kampf géint d'Aarmut.

Ech hat eng weider Recommendation gemaach, fir ze soen, et soll ee bei den nohaltege Finanzen kucken, fir Lëtzebuerg als „the place to be“ op d'Landkaart ze setzen. Eise Finanzminister, de Gilles Roth, huet geliwert. En huet am Abrëll en Zéngpunkteplang virgestallt, fir Green Finance hei op Lëtzebuerg ze kréien. Wann ech haut kucken, d'Bourse, déi huet e Communiqué gemaach: Mir hu méttlerweil 15.000 „green, social, sustainability and sustainability-related bonds“, déi hei zu Lëtzebuerg cotéiert sinn. Och do ass geliwert ginn a manner wéi sechs Méint!

En anere Punkt, deen ech ugeschnidden hat, dat war, fir auslännesch Talenter an Decideuren op Lëtzebuerg ze kréien. Et ass e Problem, dass mer hei zu Lëtzebuerg ganz vill Leit sichen, dass mer net déi néideg Qualifikatiounen hunn an dass mer do mussen dohinergoen a speziell Systemer schafen, fir déi Leit op Lëtzebuerg ze bréngen. De Minister, de Premierminister, huet gëschter erëm eng Kéier geliwert. Hien huet ugekënnegt, de Regimm vun der Prime participative an de Régime d'impatrié ze iwwerdenken, fir dass mer kënnen déi néideg Talenter op Lëtzebuerg kréien.

En huet awer och nach eng Kéier driwwer geschwat, dass mer och jonk Talenter hei zu Lëtzebuerg brauchen. Mir hunn ... wéi mer de Paquet Logement hei an der Chamber gestëmmt hunn, do hate mer Mesürene dran, fir ganz prezis déi Jonk ze ënnerstëtzen. Dat ass och eppes, wat haut gesot ginn ass, dass mer näischt maache fir déi Jonk. Mee do war eng Prime locative virgesinn, fir jonk Salariéen hei zu Lëtzebuerg ze ënnerstëtzen. Jonk Salariéen, déi manner wéi 30 Joer hunn, déi kënnen vun hirem Patron eng Primm bis zu 1.000 Euro de Mount kréien, an de Patron kann déi Primm deelweis vun de Steieren ofsetzen.

*(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)*

Mir hunn e Paquet Logement geliwert virun der Vakanz, dee mer hei an der Chamber en long et en large diskutéiert hunn. Och do huet déi heite Regierung geliwert. De Paquet Logement, dat war, fir engersäits d'Investissementer am Logement unzeuerbelen.

Et gëtt vill driwwer geschwat, dass d'Leit kee Logement fannen. Mee firwat fanne se kee Logement? Well mer eng Penurie u Logementer hunn. Mee wa mer eng Penurie u Logementer hunn, da kommt, mir ginn dohin a mir baue weider Logementer! An dat

war e Paquet, deen op engem éischte Punkt dohinergang ass, fir de Promoteure geziilt ënnert d'Äerm ze gräifen, fir dass si kënnen Logementer bauen, fir dass mer der genuch hunn hei am Land.

Mir haten och – an de Gilles Baum hat se presentéiert – eng ganz Partie Mesürene dra fir den abordable Wunnensraum, fir de Leit mat Primes locatives an esou weider ënnert d'Äerm ze gräifen. Och déi Mesürene hu mer alleguerter geliwert an den éischte sechs Méint hei am Land.

Et ass driwwer geschwat ginn, dass ee sollt d'Investissementer an d'Cybersécherheet eropsetzen. Och do ass geliwert ginn. Déi Leit, déi an der Defensekommissioun sëtzen, déi hunn de Moien héieren, wéi d'Ministesch vun der Defense ugekënnegt huet, nach weider Mesürene ze ergräifen, fir alles, wat Kommunikatiounen iwwer Satellitten ass, fir alles, wat Cyberdefense ass an esou weider. Och do ass geliwert ginn.

Et ass gesot ginn ... De Minister huet et, de Premierminister huet et gëschter ugekënnegt. Mee eng Simplification administrative, och eng Simplification administrative ass wichteg! Et gëtt hei ëmmer erëm probéiert, dat e bëssen an d'Lächerlecht ze zéien. Esou lächerlech ass déi Simplification administrative net, well déi ganz Prozeduren, déi mer hei am Land hunn, déi hunn e Käschtepunkt. Dee Käschtepunkt ass immens héich. A wa mer et fäerdegbréngen, dat Ganzt ze vereinfachen, da kënn dat eise Betriber zegutt. Et hëlleft awer och dem Staat, fir do Ressourcë fräi ze kréien, fir se op anere Plazen anzesetzen, wou mer se vill méi néideg brauchen. Och do ass eis Regierung amgang ze liwweren.

An dann e leschte Punkt, deen ech wierklech nach gären eng Kéier géif no vir bréngen, dat sinn d'Steieren. Et gëtt hei driwwer gelästert, ob et gutt ass oder net gutt ass, fir d'Kierperschaftssteuer ëm ee weidere Prozentsaz erofzesetzen. Ech ka just soen, mir hunn hei zu Lëtzebuerg fir d'Betriebsbesteuerung en Taux d'affichage vu 24,9 %, an d'Moyenne an der OCDE ass 21 %. Wa mer dohinerginn a mir setzen eis Kierperschaftssteuer ëm 1 % erof, mee da komme mer méi no bei déi OCDE-Moyenne erun an doduerjer bréngt mer et fäerdeg, zousätzlech Betriber op Lëtzebuerg ze kréien.

Firwat ass et wichteg, dass mer zousätzlech Betriber kréien? Mee erëm eng Kéier, fir Aarbechtsplazen ze schafen. An déi Aarbechtsplaz ginn de Leit Aarbecht, mat där se eng Pai kréien, mat där se erëm eng Kéier liewe kënnen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Diane Adehm** (CSV) | Dofir, et kann een d'Saachen ëmmer vun där enger Säit kucken, et soll ee se awer och emol eng Kéier vun där anerer Säit kucken.

An da gëtt iwwert d'Upassung vum Barème ëm déi 2,5 Indexranchen ab 2025 geschwat. Jo, et kann een och doriwwer en long et large hei diskutéieren. Fakt ass awer, dass et zënter 2017 hei am Land aacht Indexranchen gouf. A bei all Indexranchen gëtt jiddwereen, deen hei am Land Steiere bezilt, e bësse méi aarm. An dat ass souwuel deen, deen ënnen an der Tabell ass, wéi deen, deen uewen an der Tabell ass. Deen ënneschten an der Tabell, och dee gëtt méi aarm mat all Indexranchen, déi kënn, well e muss méi Steiere bezuelen.

Mir hunn am Dezember 2024 schon eng Kéier eng Upassung vun der Steiertabell u véier Indexranchen heibanne gestëmmt. An elo hu mer ugekënnegt kritt, dass dann nach eng Kéier 2,5 dobäikomme sollen. D'Koalitionsofkommes vun der Regierung huet virgesinn, dass déi véier Indexranchen, déi nach

ausstinn, dass déi solle gemaach ginn, wann d'finanziell Situatioun vum Staat et erlaabt.

Ech ginn dovunner aus, dass d'finanziell Situatioun vum Staat et erlaabt, well de Minister, de Finanzminister, wäert deemnächst mat den Trimesterzuelen op den 30. Juni bei eis kommen. An ech ginn emol dovunner aus, dass déi Zuele guer net esou schlecht wäerte sinn, wéi verschidde Leit hei probéieren, un d'Mauer ze molen. Mee och dat ass e wichtige Punkt am Kampf géint d'Aarmut, well jiddwereen, deen hei am Land – an do fänke mer bei deem Äermsten un – Steiere bezilt, profitéiert vun där doter Saach.

Dann ass ganz vill iwwert d'Monoparentalle geschwat ginn. Jo, mir wëssen, dass d'Monoparentalle vill méi en héijen Aarmutsrisiko hunn. Mir wëssen och, dass 43 % vun de Monoparentallen hei zu Lëtzebuerg carrement dem Aarmutsrisiko ausgesetzt sinn. Mee et ass jo schon am Koalitionssaccord festgehale ginn, dass op den 1. Januar 2025 solle verschidde Mesürene kommen, fir de Monoparentallen an Zukunft ënnert d'Äerm ze gräifen. Mee da kommt, mir waarden of! De Premierminister huet eis gëschter ugekënnegt, dass déi verschidde Fachministere wäerte bei eis an déi zoustänneg Kommissiounen kommen, dass se eis do wäerten hir Projet-de-loie presentéieren. Da kommt, mir kucke mol, wat déi eenzel Ministeren eis proposéieren!

Déi éischt Ministesch huet de Moien ugefaangen um 8.00 Auer an der Defensekommissioun, wou si eis hir Saachen op den Dësch geluecht huet. Da kommt, mir kucken, wat déi aner Ministeren eis an Zukunft liwwere wäerten! Well ech ginn derunner aus, dass de Premierminister eis gëschter keng eidel Wiederer hei versprach huet, mee dass do eppes wäert hannendru sinn. Well esou, wéi ech hien aschätzen, ass hie kee Mann vu grouse Wiederer, mee et ass e Mann vun den Akten!

*(Brouhaha)*

Also kommt, mir waarden of, wat an Zukunft an där dote Saach kënn!

An dann e leschte Punkt. Jo, et soll eng Classe d'impôt unique fir 2026 kommen. Déi ass ugekënnegt, déi steet och en tant que tel am Regierungsofkommes dran.

Ech fannen et awer remarkabel, dass hei Parteie sinn, déi elo 10 Joer an der Regierung dra waren, wou et net zu där doter Steuerreform komm ass, aus wéi enge Grënn och ëmmer; ech selwer weess net, wat d'Grënn waren. Mee wann een 10 Joer Zäit hat, fir eppes ze maachen an et huet een et net gemaach, sinn ech der Meenung, dass een net soll dohinergoen an een, deen zënter November vum leschte Joer am Amt ass, elo do un d'Mauer spéngelen, well deen et nach net ronn kritt huet, wann een et selwer déi lescht 10 Joer virdrun net hikritt huet! Voilà.

Dat ware Saachen, déi ech Iech wollt eng Kéier kuerz mat op de Wee ginn a wou Iech och nach eng Kéier weisen, dass déi heite Regierung liwwert! Si huet gëschter nach eng Kéier gesot, wat si iwwert d'nächst Joer wëlles huet, alles ze liwweren. Also, wannech gelift, waart of, wat an deenen nächste Méint nach alles wäert op Iech zoukommen!

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Adehm. An dann ass déi nächst ageschriwwen Riednerin d'Madamm Carole Hartmann. Madamm Hartmann.

**Mme Carole Hartmann (DP)** | Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, eise Fraktiouns-president, de Gilles Baum, ass a senger Ried gëschter op eng Rëtsch Sujeten agaan, déi der DP-Fraktioun wichteg sinn. Dozou gehéieren de Logement, d'Aarmut, d'Defense an och d'Bildung. Dës Theeme stelle gesellschaftlech Erausforderungen duer, déi duerch déi verschidde Krise vun de leschte Joren nach verstärkt goufen.

Wéi schonn déi vergaange Regierung, kuckt och dës Regierung net nëmme no. Si péckt un an hëlleft de Mënschen an deem Land. Vill Hiewele si schonn a Bewegung gesat ginn, vill Gelder sinn an de Grapp geholl ginn, fir fir eng besser Zukunft ze suergen.

A menger Interventioun wäert ech weider Prioritéiten vun der DP-Fraktioun wëllen uschwätzen, notament d'Ekonomie an d'Energiepolitik, d'Digitalisatioun esouwéi och den Travail an d'Santé.

Fir an dësen Theemeberäicher virunzekommen, huet d'Politik e puer Hiewelen, déi se a Bewegung setze kann, notament de legale Kader, awer och d'Mobilisatioun vu finanziellen Mëttele. Oft geet hei am Haus rieds vun de Gelder, déi mobiliséiert musse ginn, also iwwert d'Depensen. Manner oft schwätze mer awer driwwer, datt déi Suen erwirtschaftet musse ginn, datt mer Betriber brauchen, Betriber, déi funktionéieren an déi och Profit generéieren. Nëmme ënnert där Viraussetzung kënnen mir eise generéise Sozialstaat finanzéieren.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Carole Hartmann (DP)** | Mir brauchen also weiderhin eng kompetitiv Wirtschaft. Kompetitiv net als Selbstzweck, mee als Mëttel. Eng Wirtschaft, déi sécher Aarbechtsplazen an den néidege Wuelstand schafft. Nëmme wun Wuelstand geschaaft gëtt, kann och eppes verdeelt ginn.

*(Interruptions)*

Fir kompetitiv ze bleiwen ass et onëmgänglech, eis Wirtschaft op de besteende Piliere weider auszubauen an dës weiderhin attraktiv ze halen. Dozou gehéiert ganz kloer eis Finanzplaz, déi zur Lëtzebuurger DNA gehéiert, ronn een Drëttel vun Rächtum hei am Land schafft an dës wichtige Standuertrolle och weiderhin iwwerhuele soll.

Et gëllt awer och, eis méi breet opstellen, eis net just op ee Secteur ze verlossen, mee eis ze diversifiéieren. Mir musse deemno konsequent eng zukunftsorientéiert, innovativ an intelligent Diversifizierungspolitik virundreiwen, fir eise Wuelstand ze erhalen. D'DP setzt dofir op den Ausbau an d'Entwécklung vu verschiddene Secteuren, wéi dee vum Espace, vun den Daten an der kënschtlecher Intelligenz, vun der nohalteger Industrie oder och der Logistik. Och d'Kreeslafwirtschaft an d'Clean-and-Health-Tech-Industrie solle weider gefërdert ginn.

Mir musse eis als Industriestanduert och nei erfannen. Vill Betriber siche Plaz fir hir Aktivitéiten, eppes, op dat ech och vill als Buergermeeschter ugeschwat ginn. Duerfir sinn den Ausbau an d'Neidenke vun den Aktivitéitszonen fir eis als DP onëmgänglech.

Spéitstens zanter den Enkpäss bei de Liwwerkette während der Pandemie ass eis bewosst ginn, dass mir méi onofhängeg musse ginn. A mir sinn duerch aus och dozou fäeg. Haut gëtt et scho „Made in Luxembourg“-PV-Pannoen. Dat ass nëmme ee Beispill, dat weist, dass Lëtzebuerg Wirtschaftsbranchen vun der Zukunft developéieren kann, an d'Politik soll d'Diversifizierung vun eiser Ekonomie aktiv ënnerstëtzen.

Dofir hu mir an der leschter Legislaturperiod ënner anerem d'Bonification d'impôt fir Investissemter

moderniséiert, fir déi duebel – energieetesche an digital – Transition an de Betriber virunzedeiwen.

Fir eise Betriber nach méi Loft fir Investissemter ze ginn, huet de Staatsminister d'Baisse vum Taux d'affichage vun 1 % annoncéiert. Dat dréit zur Attraktivitéit a Kompetitivitéit vum Standuert Lëtzebuerg bäi a léisst de Betriber e weidere Spurt fir Investitiounen, an dat am Respekt vun de Reegele vun der Mindestbesteuerung vun de Betriber.

Léif alleguer, mir striewen och eng nohaltege a verantwortel Wirtschaftspolitik un. Dozou gehéiert eng Energiepolitik, déi eist Land méi onofhängeg mécht vun eisen Nopeschlänner, awer och vun den Energiequellen, déi méi wäit ewech leien a wou d'Versuergung staark un de geopolitische Kontext gebonnen ass. Säit der Energiekrisis ass eis alleguere bewosst, dass dëst absolut noutwendeg ass. Mir wëllen dowéinst de Ressourcenverbrauch vun der wirtschaftlecher Entwécklung entkoppelen a soumat d'Ekologie an d'Wirtschaft matenee verbannen. Dofir brauche mir déi richteg Infrastruktur. Fir d'DP ass et dohier essenziell, dass déi nei Industriehalen esou konzipéiert ginn, dass der Installatioun vu Solarpanel näischt méi am Wee steet. All neit Wunngebai soll iwwer eng PV-Anlage verfügen an och d'Diecher vun de Betriber sollten net eidel stoen, mee genotzt ginn, fir Solarenergie ze produzéieren.

Als DP wëlle mir dat zesumme mat de Leit an de Betriber maachen. Dat hu mir schonn an der leschter Legislaturperiod mam Klima-Biergerrot bewisen, bei deem d'Biergerinnen an d'Bierger aktiv un der Weiderentwécklung vum PNEC matschaffe konnten. Eist Haaptzil ass et, eis Energie- a Klimapolitik esou séier wéi méiglech klimaneutral ze gestalten, fir d'Ziler aus dem PNEC ze errechen an gläichzäiteg eise Wuelstand laangfristeg ofzesécheren. An dofir fléissen, wéi annoncéiert, dëst Joer och ronn 2,5 Milliarden Euro an d'Ëmsetzung vum PNEC.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Carole Hartmann (DP)** | Engem eppes verbide gesi mir als DP net als déi richteg Léisung. Mir musse d'Leit an d'Betriber um Wee vun der Energietransitioun mathuelen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Carole Hartmann (DP)** | Mat Hëllef vu massiven Investitiouns- a Subventiounsprogrammer soll d'Energietransitioun nach méi séier virugedriwwen ginn, fir datt all Mënsch a Betriber vun enger sécherer a bezuelbarer Energieversuergung profitéieren kann. Wichtig dobäi, an dofir huet de Wirtschaftsminister Lex Delles sech agesat, ass de System vun der Virfinanzierung fir PV-Anlagen. D'nächst Joer soll et esou wäit sinn. Dat ass eng gutt Noricht fir d'Bierger, déi esou net méi méintelaang op déi staatlech Subsidie waarde musse, mee just hiren Deel bezuele musse.

Här President, an der Debatt vun haut de Moien an och scho gëschter Owend um Fernsee ass vill iwwert d'Energieemesuren, dorënner den Energiepräisdeckel, d'Upassung vum Klimabonus an d'Energieprimm, rieds gaangen. Ech wëll och als Reaktioun op verschidden Interventiounen zu dësen Mesuren e puer wichteg Präzisioenen ginn.

D'Marchépräisser hu sech bei der Energie nees berouegt. Mir leien zwar net um selwechten Niveau, wéi datt virun der Pandemie de Fall war, awer nees an normale Paragen, normal genuch fir e Phasing-out vum Energiepräisdeckel, op d'mannst beim Masutt, de Pellets, der Fernwärme an dem Gas.

Bei der Fernwärme huet de Präisdeckel souwiesou net méi gespillt, well d'Präisser do schonn haut ënnert de

Limite leien. Beim Gas leien d'Präisser zwar nach iwwert de Limite, mee dat huet manner mat der Krisis ze dinn, mee méi mat der Struktur, wéi d'Netzkäschte gerechent an op de Verbraucher verdeelt ginn. Aus deem Grond huet d'Regierung decidéiert, de Präisdeckel hei auslafen ze loosse. Awer, an dat ass eng wichteg Präzisioen, déi Leit, déi wierklech Problemer hunn, hir Rechnungen ze bezuelen, kréie gehollef, andeems d'Energieprimm weiderleeft.

Et muss een och betounen, dass d'Hausse bei den Netzkäschten nach moderat an ze droen ass. An an Zukunft wäerte mir nach eng generell Diskussioun iwwert d'Netzkäschte féieren mussen, déi net u Krisemesure gebonnen ass.

Beim Strom bleift e Präisdeckel bestoen. Dat ass wichteg, well d'Präisser soss ëm ongeféier 60 % an d'Luucht géife goen. Dat wier en haarde Coup fir d'Kafkraaft vun de Leit a géif och d'Inflatioun ufeieren. Esou ass eise Strompräis aktuell den nidderegsten an der Groussregioun, a souguer ouni Präisdeckel géif en den zweetnidderegste bleiwen.

Fir d'nächst Joer wëlle mir d'Hausse vum Präis op 30 % limitéieren an da stabiliséieren. Zousätzlech wëlle mir fir d'Joren 2026 bis 2028 iwwert de Méchanisme de compensation garantéiert Tariffer fir erneierbar Energien, Sue bäileen, fir de Strompräis ze stabiliséieren a weiderhin Investissemter derzou beweegen, op erneierbare Strom ze setzen.

Här President, d'DP ass keng Verbuetspartei. Mir sinn iwwerzeugt, datt d'Bierger bereet sinn, de Wee an d'Klimaneutralitéit matzegoen, wann d'Politik hinnen déi néideg Optiounen gëtt, se finanziell ënnerstëtzt an all onnéideg Paperassen aus dem Wee raumt. Et gëllt och sécherstellen, dass mir héich Investissemter maachen a finanziell Hëllef proposéieren, déi richteg a gutt agesat ginn. Jo, fir d'DP dierf an der Energiepolitik net gespuert ginn. D'Investissemter musse héichgehalte ginn, d'Hëllef an d'Stéit an un d'Betriber och.

Dat heescht awer net, datt mir eis Hëllef, eis Mesuren, net regelméisseg op de Leescht huelen an eis folgend Froe stelle sollen: Erreeche mir mat eiser Politik déi erwünschten Ziler? Setze mir eis disponibel Finanzmëttele intelligent genuch an, fir eis Ziler ze errechen? Musse mir verschidden Ureizer vläicht ausbaue respektiv neier aféieren? Musse mir eventuell verschidde Mesuren iwwerdenken, well se net zu den erwünschte Resultater féieren, fir d'Klimaziler ze errechen?

Et si vill Stellschrauben, op déi d'Politik en Afloss huele kann. Fir d'DP-Fraktioun ass et kloer, an ech wëll et an aller Däitlechkeet soen: Eis Depensen, besser gesot, eisen Invest an d'Klimaneutralitéit huet fir eis Prioritéit! Hei kann an dierf net gespuert ginn, an dat gëtt och net gemaach mat de Mesuren, déi hei am État de la nation annoncéiert goufen. Et geet virun allem drëm ze kucken, ob mir eis Sue gutt asetzen.

**Une voix** | Très bien!

**Mme Carole Hartmann (DP)** | Dowéinst begrësse mir, datt d'Top-ups beim Klimabonus Wunne bleiwen, zum Beispill fir nei Wärmepumpen a Sanéierungen, an datt d'nächst Joer d'Virfinanzierung fir d'Fotovoltaik kënnent.

Beim Klimabonus Mobilitéit ginn Upassung virgeholl, fir d'Mesure méi zilféierend auszerichten. Méi zilféierend heescht, dass d'Primm fir Fräizäitveloen zwar ewechfällt, mee dofir fir Cargobikes developéiert gëtt. Mir wëllen d'Leit schlisslech méiglechst vum Auto ewech a méi oft op de Velo kréien. E Cargobike, mat deem sech och eppes transportéieren



léisst, ass am urbane Raum eng wierklech Alternativ zum Auto, mat där mir eis Klimaziler besser erreche kënnen.

Och bei den Autoe wäerten d'Krittären, fir vum Klimabonus ze profitéieren, adaptéiert ginn, fir méi sozial selektiv ze sinn. Ënner anerem d'Gréisst vun der Batterie soll méi berücksichtegt ginn. Dat ass eng gutt Saach, och wann een och aner Krittären hätt kënnen matconsideréieren, wéi zum Beispill de Präis vum Auto.

Fir den Zweetmarché vun den Elektroautoe méi attraktiv ze gestalten, ass eng Primm vu 1.500 Euro fir elektresch Occasionsautoen, déi méi wéi dräi Joer hunn, annonciéiert ginn. Esou verbrauche mer nach manner Ressourcen a stellen eis méi nohalteg op.

Kolleeginnen a Kollegeen, d'DP wëllt doriwwer eraus och déi international Zesummenaarbecht u groussen Offshore-Wandprojete wéi och Solarparke weider ausbauen. Fir där grousser Elektrifizéierung hei am Land gerecht ze ginn, mussen och déi néideg Produktionscapacités an d'Infrastrukturen ausgebaut an d'Investitiounen an d'Stroumnetz vu muer héichgehalte ginn. Grad dofir baue mir och d'Fotovoltaik weider aus, sief dat op den Diecher vun den öffentlichechen oder private Gebaier oder op de Felder laanscht d'Stroossen. A mir setzen op Wandenergie, mat enger Beschleunegung vun de Prozeduren, fir eis Capacités an deem Domän eropzesetzen.

Här President, et gehéiert och zu eise Prioritéiten, dass mir eng gewësse Previsibilitéit fir d'Entreprisegarantéieren. An Zukunft wäerten eng Rei Patrone, déi zu der Babyboomer-Generatioun gehéieren, an d'Pensioun goen. Fir dass de Generatiounswissel an de Betriber gutt ofleeft, setze mir drop, dass verschidde Plattformen, déi se dobäi begleet sollen, weider ausgebaut ginn, wéi beispillsweis den SME Package Transmission d'entreprise.

Zu der Verbesserung vun der Previsibilitéit gehéiert och ze versichen, déi administrativ Constraints zu limitéieren. Grad dofir ass de Once-Only-Prinzip esou wichteg. Och d'Retarde bei de Geneemegung mussen reduzéiert ginn. Dofir muss bei all Prozedur analyséiert ginn, ob et méiglech ass, de Prinzip vum „silence vaut accord“ anzeféieren. Éischt Schrëtt an dës Richtung goufen an der leschter Legislaturperiod scho vum Minister Lex Delles mat der Autorisation tacite beim Droit d'établissement gemaach. An och den Ausbau vum Guichet unique fir d'Betriber ass vun essenzieller Bedeitung, fir dass d'Betriber mat Hëllef vu kënschtlecher Intelligenz méi séier un déi néideg Donnéeën kommen.

Domat wier ech beim Stéchwuert „Digitaliséierung“. Mir mussen eis bei der Digitaliséierung duerchsetzen, fir mat anere Konkurrente mathalen ze kënnen an net u Kompetitivitéit ze verléieren. D'Digitaliséierung bréngt immens vill Virdeeler an Opportunitéite mat sech, déi mir mam Ausbau vun eisen digitalen Infrastrukture virundreiwe mussen. Mir wëllen zu de Virreider an de Secteure vun der Zukunft gehéieren. Dozou gehéiert och d'Datenökonomie, déi ënner anerem och fir de Finanzsecteur immens wichteg ass. Dofir ass et nëmme richteg, dass mir an en neie Supercomputer vun der neier Generatioun investéieren an och eis Kandidatur agereecht hunn, fir als éischt Land an der EU e Quantecomputer op eisem Terrain stoen ze hunn.

D'Sécherheet vun den Datenzentere muss zu all Moment garantéiert sinn. Dozou gehéiert och d'Souveränitéit vun den Daten. Dowéinst begrësse mir de Projet Clarence vu Proximus a LuxConnect, deen eng éischt dekonnectéiert Cloud-Solutioun an d'Weeërleet. Dëst erlaabt de Stockage vun den Daten exklusiv bei eis an Europa.

Lëtzebuerg als Industriestanduert ze stäerken ass essenziell fir d'Demokratesch Partei. Mee mir hunn eng kloer Visioun dervun, wéi dat ausgesi soll. D'Industrie vu muer ass ganz kloer energieeffizient, awer och digitaliséiert. Fir dëst ze errechen, setze mir op staatlech Hëllef, mee och op Subventiounsprogrammer fir LuxInnovation oder uni.lu.

Duerch d'Digitaliséierung kënnen eis staatlech Verwaltung méi effikass schaffen an déi verschidden administrativ Prozeduren, mat deenen d'Brieger an d'Betriber sech ploeg mussen, acceleréieren.

Ma mir gesinn och, datt vill Betriber, besonnesch kleng a mëttelstännesch Betriber, Ënnerstützung bei der Digitaliséierung brauchen. Duerfir gëtt et den SME Package Digital, deen eng cibléiert an effikass finanziell Hëllef fir kleng a mëttelstännesch Betriber duerstellt, déi en digitalen Outil an hirem Betrieb implementéiere wëllen, fir hir Performance a verschidde Beräicher ze verbesseren, sief dat am digitale Marketing oder och um Niveau vun der elektronnescher Gestiou a Facturatioun oder och bei dem Ausbau vun der Robotiséierung.

Fir Projeten, déi den Impact op d'Ëmwelt limitéieren sollen, gëtt et zousätzlech den SME-Package Sustainability. Energieetes an digital Transitioun ginn deemno Hand an Hand.

E weidert Finanzéierungsinstrument, fir déi innovativ Projeten an de Betriber ze féerden, déi eis Ökonomie diversifiéieren a méi nohalteg gestalten sollen, ass den Zukunftsfong. Déi rezent Inkorporatioun vun engem Private-Equity-Fong, dem M80-Fong, deen an der Digitaliséierung spezialiséiert ass, stellt e wäertvollen Atout fir eis Betriber duer, well dese Fong net just a si investéiert, mee se och bei der Digitaliséierung begleet. Dëst wäert e generelle positiven Afloss op déi nohalteg Entwécklung an Diversifizéierung vum lëtzebuergeschen Ökosystem hunn.

Ma och déi strateegesch Partenariater vum Pakt PRO Artisanat an dem Pakt PRO Commerce wëlle mir bäibehalen an doduerch d'Digitaliséierung am Handwierk an am Handel weiderféieren.

Weider Initiative wéi Letzshop si wichteg, fir och de Commerce fit fir déi digital Kommerzialisatioun ze maachen, well mir brauchen eis näischt virzemaachen: Den Onlinehandel wäert och an Zukunft méi u Wichtigkeet gewannen.

All déi Hëllef, déi ech elo genannt hunn am Kader vun der Digitalisatioun, awer och an der Energiepolitik, dat sinn, léif Kolleeginnen a Kollegeen, contrairement zu deem, wat hei gesot ginn ass, gezielte Hëllef, déi d'Betriber bei der digitaler an energieetescher Transitioun begleeten.

Bei allem Positiven, wat d'Digitaliséierung eis bréngt, kënnen mir haut awer och net ignoréieren, dass d'Digitaliséierung och Risiko mat sech bréngt wéi Cyberattacken. Mir mussen eis besser opstellen, fir potenziell Risiko méi séier ze erkennen a méi séier dogéint virzegoen. Et misst eis alleguer spéitstens no den DDoS-Attacken op Lëtzebuerg dëst Joer bewosst sinn, ewéi wichteg et ass, datt mir eis als Land gutt genuch géint dës Menacen opstellen. Mir mussen déi staatlech IT-Strukture wéi och d'Betriber an d'Privatpersone virun all Zort vun Hackergrëff schützen. Dowéinst ass et wichteg, dass d'Sécherheitsfroen direkt um Ufank vun der Entwécklung vun neie Software gekläert ginn, dat nom Prinzip Security by Design.

D'DP wäert sech dowéinst verstärkt derfir asetzen, d'Sécherheet an deem Beräich auszubauen, fir dass mir méi staark, méi resilient a méi widerstandsfähig ginn. Dëst ass och vu Wichtigkeet, wa mir den

Ausbau vu sougenannte „Smart Cities“ virundreiwe wëllen a soumat de Fonctionnement vun de Gemeengen optimiséieren a méi inklusiv an nohalteg gestalten wëllen.

Kolleeginnen a Kollegeen, nieft der Diversifizéierung vun eiser Wirtschaft, dem Ausbau vun nohalteger Energie an der Digitaliséierung brauche mir awer och attraktiv Aarbechtsplazen, well en attraktiven an innovativen Standuert brauch och qualifizéiert Aarbechtskräften, an ëmmer méi fanne mir där keng méi bei eis, Stéchwuert „Talentattraction“. Hei geet et drëm, Aarbechtskräfte vu Lëtzebuerg fir vill gesichte Berufler ze spezialiséieren an awer och Fachkräfte bei eis unzezéien.

Fir eise Besoinen hei zu Lëtzebuerg entgéintekommen, begrësse mir, dass zwee nei Masterstudiegäng op der Uni Lëtzebuerg sollen agefouert ginn, een am Actuariat an een am Private Assets, awer och, dass de Régime des impatriés an d'Prime participative méi interessant solle gemaach ginn.

Hautdesdaags gëtt de Salaire oft als eenzege Moosstaf fir d'Attraktivitéit vun enger Aarbechtsplaz ugesinn. Haut sinn Aarbechtsplazen awer besonnesch attraktiv, wa se niewent engem gudden Salaire och gutt Aarbechtskonditiounen bidden, besonnesch wat d'Work-Life-Balance betrëfft.

Den Teletravail ass aus der haiteger Aarbechtswelt net méi ewechzedanken an ass fir vill Salariéen en decisive Krittär ginn, fir sech fir oder géint eng Aarbechtsplaz ze entscheiden. Während der leschter Legislatur hunn d'DP-Finanzministeren bilateral Accorde mat eisen Nopeschlänner ausgehandelt, déi de Frontaliere méi Deeg am Teletravail erméiglecht hunn, ouni dass et fir si zu steierlechen Nodeeler komm ass.

**M. André Bauler (DP) | Ganz gutt!**

**Mme Carole Hartmann (DP) | Idealerweise sollten déi bilateral Accorden 49 % vun der Aarbechtszäit am Teletravail erlaben, sou wéi dat och d'EU-Regelen a Bezuch op d'Sozialversécherungen erméiglechen. Am Dialog mat de Sozialpartner sollt dofir och an Zukunft weiderhin um Teletravail geschafft ginn, ouni awer esou wäit ze goen, dass mir als Demokratesch Partei e Recht op Teletravail aféiere wëllten.**

Vill léiwere wëlle mir de Salariéen nach méi e grousser Choix ginn, wann et dorëms geet, vu wou si schaffe kënnen. Coworkingspaces gehéieren zur Aarbechtswelt vun der Zukunft. Si erfüllen de Besoin vun deene Leit, déi sech e laangen Aarbechtswee spuere wëllen, awer net kënnen oder net wëlle vu doheim aus schaffen. Déi eng hunn einfach net genuch Plaz doheim, déi aner hu vläicht net déi néideg Rou, zum Beispill, well niewendru Kaméidi ass.

E Pilotprojet vun engem Coworkingspace zu Schiere fir Mataarbechter aus dem Ministère de la Fonction publique an aus dem Digitalisationsministère huet positiv Erfahrungswäerter bruecht. Am Mäerz dëst Joer gouf dann och decidéiert, dese Coworkingspace fir de ganzen öffentlichechen Déngscht zougänglich ze maachen an nach weider Sitten an anerem Deeler vum Land ze schafen.

D'DP ënnerstützt dese Schrëtt, dee fir d'Leit e groussen Zäitgewinn duerstellt. Vill grouss Betriber aus der Privatwirtschaft sinn och schon op dese Wee gaangen a proposéieren dezentral Antennen uechter d'Land, fir de Mataarbechter de Wee op d'Aarbecht ze vereinfachen an hinnen de Berufstrafick ze limitéieren.

Mir setzen eis weiderhin och derfir an, datt de Privatsecteur verstärkt vun esou enger Offer profitéieren kann. Et sinn nämlech virop d'Frontalieren, déi laang Aarbechtsweeër, net siele vun iwwer enger Stonn, op

sech huele mussen, fir op de Büro ze fueren. An dat huet och e groussen Impakt op hir Zefriddenheet. Amplaz sech all Dag zwou Stonnen duerch e Lëtzebuerger Verkéier ze ploen, kann ee méi laang ausgeschlofen, éischter akafe goen oder och Sport oder soss Fräizäit maachen. Kuerz gesot, et kann ee seng Zäit méi sënnvoll nutzen.

An dat ass mäin nächst Stéchwuert: „Zäit“. Well niewent der Zäiterspuernis duerch den Teletravail ass et en Haaptuleies fir d'Demokratesch Partei, och d'Aarbechtszäitorganisatioun ze moderniséieren. Déi schaffend Leit wënsche sech méi Flexibilitéit, fir hir Aarbecht, hir Famill an hir Fräizäit besser openeen ofstëmme ze kënnen. Och de leschte „Quality of Work Index“ huet erginn, datt Leit mat méi flexibelen Aarbechtszäite méi zefridde si wéi Leit mat rigiden Horairen.

D'DP wäert sech weiderhin derfir staark maachen, datt eng Joresaarbechtszäit fir méi Salariéen erméiglecht gëtt. Dofir muss de POT op de Leescht geholl ginn, deen aktuell vun der Majoritéit vun den Entrepreneuren am Land net genotzt gëtt, well seng Uwendung vill ze ëmständlech ass.

Och d'Reegele vun de Rouzäiten a vun der Sonndesarbecht sinn ze rigid a stinn de Besoinen an de Wënsch vun de Salariéen am Wee.

**Une voix | Très bien!**

**Mme Carole Hartmann (DP)** | Hei gesi mir Potenzial fir eng besser Work-Life-Balance, einfach duerch e gréissere Choix un Optiounen. Wichteg ass dobäi ëmmer, datt Upassung vum den Aarbechtszäiten am géigesäitegen Averständnis tëschent dem Patron an dem Salarié oder der Personaldelegatioun virgeholl musse ginn.

Als DP setze mir eis och weiderhi fir d'Gläichheet tëschent Salariéen an Independanten an. Op meng Initiativ hin hate mir am März d'lescht Joer hei an der Chamber en Debat iwwert de Statutt vum Independent. Während der Pandemie war et offensichtlech ginn, datt Ongläichheeten tëschent dem Traitement vun de Salariéen an den Independenten bestinn, déi net begrënt sinn. Ongläichheete wéi, zum Beispill, kee Recht op de Chômage partiel, hu verschidde Selbstänneger bal an de finanzielle Ruin gedriwwen. Net all Independent ass räich, och wann dat nach oft d'Bild ass, dat d'Leit vun engem Independent hunn. Vill vun hinne verdénge weéne. Dat gëllt virun allem fir déi éischt Joren, wou de Betrib opgebaut muss ginn a vill finanzielt Kapital néideg ass.

Dës Ongläichheeten am Bezug op de Chômage partiel, mee och d'Pension de vieillesse anticipée, wou am März d'lescht Joer och en Urteel vum Verfassungsgericht gesprach gouf, oder nach Dispositiounen betreffend de Conjoint aidant mussen dréngend op de Leescht geholl ginn, fir de Statutt vum Independent ze revaloriséieren a méi Jonker nees ze motivéieren, de Wee vun der Selbstännegkeet anzuschloen.

**Une voix | Très bien!**

**Mme Carole Hartmann (DP)** | Jo, mir sinn den Independanten dat schëlleg, well et si si, déi derfir suergen, datt et Betriber gëtt, datt Aarbechtsplaz geschaf ginn an datt Wuelstand erwirtschaft gëtt. Déi nach bestoend Ongerechtegkeete gëllen deemno aus dem Wee geraumt.

Här President, d'Zefriddenheet op der Aarbecht gëtt natierlech och duerch d'Gesondheet beaflosst, souwuel vun der physischer wéi vun der psychescher. Mam Recht op Dekonnoxioun an dem Antimobbinggesetz goufen an der leschter Legislativ wichteg Mesürene emgesat, fir besonnesch déi mental Gesondheet vun de Salariéen ze schützen. Zanter dem

Rapport Lair an der Pandemie ass de politeschen a gesellschaftleche Fokus zu Recht nees méi op d'Gesondheet, op eise Gesondheetssystem gerichtet ginn.

Besonnesch bei de Kanner muss et zu Verbesserungen vun der Gesondheitsversuergung kommen. Et ass net ouni Grund, dass den OKaJu als Haaptsubjekt vu sengem leschte Rapport den Accès zur Gesondheitsversuergung fir Kanner gewielt huet. Eis feele vill Dokteren am Land, mee et ass ganz extreem bei de Kannerdokteren. D'Pediatrie muss deemno méi valoriséiert ginn. De Premier huet an deem Kontext vun der Médecine scolaire geschwat, déi méi holistesch zur Santé scolaire soll ginn. Dës ass vu grousser Wichtigkeet.

Doriwwer eraus brauche mir an eisen Aen eng national Preventiounsstrategie, wou mir d'Biergerinnen an d'Bierger vu Gebuert un iwwer hir Schoulzäit, während dem Beruff a bis an den héijen Alter begleet, gesond Gewunnechten ënnerstëtzen an duerch Fréierkennung vu Krankheeten a Krankheitsrisike fréizäitig d'Behandlungs- a Geneesungschancen erhéijen.

An och d'Ëmweltmedezinn sollt net aus dem Bléckfeld verschwannen. Eist Waasser an eis Ernährung, d'Liicht an d'Loftverschmutzung, de Kaméidi an ëmmer méi intensiv an heefeg Hëtzelwellen duerch de Klimawandel hunn en direkten Impakt op eis Gesondheet. D'Preventioun muss och hei matgeduecht ginn. A Preventioun kann op ville verschiddenen Niveaue gelescht ginn. D'Regierung huet eng Iddi aus dem DP-Walprogramm iwwerholl, fir ab 30 Joer reegelméisseg Gesondheitsbilanen duerch den Hausdokter duerchféieren ze loossen, mat enger méi déifgräifender Anamnese a klinischen Ënnersichungen.

An de leschte Jore gouf oft vum Virage ambulatoire oder méi korrekt vum Extrahospitalier geschwat. D'Iddi ass et, verschidde medezinesch Behandlungen, déi aktuell nach eise Spideeler virbehale sinn, ausserhalb vun de Spideeler unzabidden a méi dezentrale Strukturen, méi no beim Patient. D'DP ass nach ëmmer der Meenung, datt mir hei méi wäit goe mussen, wéi dat mam Gesetz zum Virage ambulatoire bis elo de Fall ass. Mammografien a verschidde kleng chirurgesch Agrëffer kënnen och ausserhalb vun engem Spidol ugebuede ginn. Et ass an anere Länner méiglech, firwat solle mir net eng Méiglechkeet fannen, et och hei zu Lëtzebuerg esou ze maachen?

D'DP wëll keng Konkurrenz zu de Spideeler kafen. Mir wëllen den Extrahospitalier stäerken, fir d'Spideeler ze entlaaschten. Hir Operatiounssäll wieren da méi séier disponibel fir komplex Agrëff an et géife manner laang Waardezäiten entstoën. An et wier och méi Plaz fir d'medezinesch Fuerschung, wat bestëmmt vill Dokteren an d'Spideeler zéie géif. Esou e System, deen den Doktere méi Optiounen erméiglecht, géif och zur Attraktivitéit vun eisem Gesondheetssystem bäidroen.

**Une voix | Très bien!**

**Mme Carole Hartmann (DP)** | A mir mussen dréngend méi attraktiv ginn, fir kompetent Dokteren an d'Land ze zéien an och hei ze halen.

Selbstverständlech muss mir awer och hei am Land Dokteren a Gesondheitspersonal selwer ausbilden. Beim medezinesche Studium ass an de leschte Jore vill geschitt. Dräi nei Bachelorstudiegäng fir Medezinn goufen agefouert an déi éischt Studenten hunn d'lescht Joer hire Bachelor an der Médecine générale, an der Neurologie an an der Onkologie ofgeschloss. De Medezinstudium wäert och an den nächste Jore weider ausgebaut ginn. No enger Evaluatioun vum Bachelorstudium ass et d'Iddi, och e Masterstudium auszeschaffen an d'Studienoffer duerch weider

Spezialisatiounen, zum Beispill an der Pediatrie oder der Psychiatrie, ze diversifiéieren.

**Une voix | Très bien!**

**Mme Carole Hartmann (DP)** | Och e Statutt fir Médecins en voie de spécialisation soll d'Aarbechtsbedéngunge fir jonk Doktere verbessere a si motivéieren, sech hei am Land fäerdeg ausbilden ze loossen. Op der Uni Lëtzebuerg ginn zanter der leschter Legislativ och Bachelore fir Infirmieren ugebuede, wat zur Attraktivitéit vun dëser Berufsgrupp bäidréit. Ma d'Gesondheitsberuffer mussen insgesamt nach méi valoriséiert ginn, sief dat duerch d'Offer un Ausbildungen, duerch déi urgent Reform vun den Attributiounen oder duerch d'Reglementatioun vum Beruff vum Psycholog.

Jo, et gëtt nach ganz villen an der Gesondheitspolitik ëmzesetzen an ech kéint nach op vill weider Punkten ze schwätze kommen, zum Beispill de Stellwäert vun der mentaler Gesondheet, d'Digitalisierung am Gesondheitssecteur, e verbesserten Accès zu palliative Soinen oder zur Euthanasie, oder och d'Gesetz fir d'Dokteschsociétéiten, dat nei deposéiert muss ginn. Och all dës Sujete leien eis als DP um Häerz.

**Une voix | Très bien!**

**Mme Carole Hartmann (DP)** | Haut bleibt awer keng Zäit, fir drop anzugehen. Zu deem, wat ech developéiert hunn, bleift ze soen, dass d'Preventioun verstärkt an de Mëttelpunkt muss réckelen, d'Gesondheitsversuergung méi no a méi séier verfügbar bei de Leit muss sinn an eise Gesondheetssystem nees méi attraktiv fir d'Dokteren an d'Gesondheitspersonal muss ginn.

Mat den diversen Annoncen, déi d'Regierung hei am État de la nation gemaach huet, sinn an der Economie, der Energiepolitik, der Digitalisatioun esou wéi och am Travail an an der Santé weider Hiewelen a Bewegung gesat ginn. D'DP steet fir eng léisungsorientéiert Politik, déi eis Bierger a Betriber haut geziilt ënnerstëtzt an eist Land op d'Defie vu muer, ënner anerem déi digital an energieetesche Transition, virbereet, mam Zil, eise Sozialstaat ze erhalen a fir eng besser Zukunft fir d'Bierger an d'Betriber ze suergen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix | Très bien!**

**M. Claude Wiseler, Président** | Merci, Madamm Hartmann. An dann hunn ech nach d'Madamm Polfer, déi sech op eis Lëscht ageschriwwen huet. A si kritt och d'Wuert. Madamm Polfer.

**Mme Lydie Polfer (DP)** | Här President. Här President, jo, ech wollt ganz kuerz d'Wuert ergräifen, fir op eppes zrëckzekommen, wat d'Madamm Tanson gesot huet, an zwar an der Appreciatioun vun deem, wat – huelen ech elo mol un – ech gesot hunn, nodeem déi Note de recherche erakomm ass, a wou ech effektiv drop higewisen hunn, datt mer hei an engem Fall sinn, wou mer eng Note de recherche kruten, eng Note, déi vun engem Jurist geschriwwen ginn ass.

*(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler, Président** | Wannechgelift!

**Mme Lydie Polfer (DP)** | Ech wär am Fong frou, wann Der géingt nolauschteren.

*(Exclamations)*

**Mme Sam Tanson (déi gréng)** | Dir waart net heibannen, wéi ech geschwat hunn. Dat heescht ...

*(Hilarité)*

**Mme Lydie Polfer (DP)** | Dach, ech hunn alles nolauscht. Also ech hunn alles ... Wësst Der, et gëtt



sou eppes wéi d'Télee, wou een och vum Büro aus kann nolauschteren.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Dat stëmmt net, Madamm Polfer, Dir waart net hei!

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Ech hunn alles nogelauschtert!

**M. François Bausch** (déi gréng) | ... wann Dir emol eng Kéier hei sidd ...

**Plusieurs voix** | O!

**Une voix** | Da lauschtert dach der Madamm Polfer no! Ass dat da sou schwéier fir nozelauschteren?

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Ech hunn alles nogelauschtert.

**M. Claude Wiseler**, Président | D'Madamm Polfer ganz eleng huet d'Wuert!

**Une autre voix** | Mir sinn hei net am Gemengerot.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Madamm Tanson, Dir sidd drop agaang. Ech hunn alles nogelauschtert. Wéi gesot, et kann een dat alles nokucken, an ech hunn dat alles nogelauschtert a ganz opmierksam ...

*(Interruptions)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Sou, wannechgelift, e wéineg Rou!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech kann och schwätzen a lauschteren.

*(Exclamations)*

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Maja, da lauschtert. Dir hutt, ginn ech emol dervun aus, ouni mäin Numm ze nennen, gesot, dat do drop higeweis gi wier, datt do d'Séparation des pouvoirs iergendwéi am Spill wier. An dann hutt Der iergendwéi och nach esou ënnerstallt, wéi wann een dat vläicht net alles gelies hätt. Ech kann Iech garantéieren, ech hunn dat alles ganz gutt gelies. An déi Note de recherche, déi vun enger Juristin geschriwwen ginn ass ... Et gétt vill Notten, déi vun anere Juristen driwwer geschriwwen gi sinn, an ech fänken net hei un ze soen, wie besser ass wéi deen aneren, well et ass eng ganz interessant Note, eng ganz interessant, déi ech vun der éischter bis zur leschter Zeil gelies hunn.

An ech muss soen, ech sinn am Fong frou an ech fanne mech a ganz ville Punkten do erëm. Ech soen Iech nëmmen een, zum Beispill, wou d'Juristin zur Konklusioun kënnt, a ganz kloer, an ech liesen Iech et vir: „Il est [...] essentiel de rappeler que c'est au juge qu'il revient d'apprécier la conformité d'un règlement ou des dispositions d'un règlement à la Constitution, que ce soit le juge administratif saisi d'un recours en annulation, ou le juge judiciaire qui statuerait par la voie de l'exception d'illégalité. La mission de la Cellule scientifique n'est en aucun cas de se substituer à cette appréciation.“

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Ech kann déi doten Appreciatioun nëmme mat zwou Hänn ënnerschreien. Mee déi Leit, an dofir huelen ech si aus dem Kräizfeier, wéi si déi Nott do gemaach hunn, wousste warscheinlech net, datt just während där Zäit eeben och eng Aktioun virun der Justice pendante wier. Ech soen elo nëmmen dat. Dat ass deen éischte Punkt.

Deen aneren ass, well Dir hutt Iech jo dann och gewonnert, datt just déi och eng aner Kéier schonn en aneren Excès de pouvoir, oder nee, d'Séparation des pouvoirs net respektéiert hunn. An an dëser Nott fannen ech doriwwer och eng ganz, ganz interessant Appreciatioun, an dëser Note de recherche. An ech liesen Iech se dann nach eng Kéier vir. Et geet

jo drëm, ob dann 2008 do eppes erausgeholl gi wier oder net. An ech liesen Iech vir, wat an der Nott hei steet vun der Juristin vun dem Comité de recherche: „L'interprétation que le juge pénal a donnée de l'article 157 de la loi du 19 août 2008 ne semble nullement correspondre à la volonté du législateur lorsqu'il a entendu modifier l'article 563 (6) du Code pénal. Rien n'indique une quelconque volonté de supprimer l'infraction de mendicité simple dans les travaux parlementaires et la formulation maladroite de l'article 157 est, selon toute vraisemblance“ – mee dat wësse mer – „une erreur qui n'a jamais été rectifiée au cours de ces débats.“ Do kann ech och nëmme soen: Ech hunn ni eppes aneschters gesot!

Mee wat awer dat Interessantst nach ass, dat ass, wat e bësse méi ënne kënnt – an dann halen ech geschwënn op, well da sinn ech ganz sereine –, éischstens, iwwert dat, wat d'Riichter wäerten iwwert déi éischt ... Well wat war d'Commission de recherche gefrot ginn? D'Constitutionalitéit vun engem Règlement communal de police ze interpretéieren. Dat ass net hir Kompetenz, do si mer eis hoffentlech all eens!

Mee dat Zweet ass – an dofir sinn ech ganz frou iwwert dee Rapport, dee ganz interessant ass an dee gutt recherchéiert ass –, si kommen zum Schluss: Mais „cela étant, la question de l'abrogation de l'infraction de mendicité simple dans la loi pénale est un ‚faux débat‘.“ Est un faux débat! „En effet, le pouvoir de la commune d'interdire la mendicité ne découle pas de la loi pénale ou, plus précisément d'une éventuelle infraction pénale qui punirait déjà le même comportement.“

Duerno geet en dann drop an, wat an engem Règlement ass, ob et effektiv wierklech zu esou vill Saache komm ass. Dat sinn déi 58 Säiten, déi dee Rapport hei huet, deen u sech nach eng Kéier eng ganz interessant a gutt recherchéiert Aarbecht duerstellt. Mee dat ass net dat, wat ech gesot hu vun der Séparation des pouvoirs. An dat woussten déi Leit net. Mir sinn hei an engem Moment, wou d'Riichter – d'Riichter! – mat där doter Fro befaasst sinn. An ech waarde mat aller Serenitéit of, a mat desto méi Serenitéit, well d'Madamm Minister, d'Justizministesch déi Onkloerheeten – wou mer jo alleguerten och eens sinn, datt déi an dem gesetzleche Rame sinn –, wéi se ons gesot huet elo schonn e puermol – an ech ginn dervun aus, datt dat a kuerzer Zäit, oder nach an dësem Joer, wäert geschéien –, wäert klarifiéieren. An datt mer dann an aller Serenitéit kënne befannen iwwert den Ordre public, d'Sécurité publique an d'Salubrité publique, wat d'Gemengen do kënne maachen, fir déi ze assuréieren, esou, wéi et an der gesetzlecher Basis – jo, vu 1789 – steet. Mee, an dat misst Dir jo wëssen: All d'Decisiounen, déi an der Gemeng geholl ginn, ob dat e PAG ass, ob dat e PAP ass, baséiere sech och haut nach op dee Règlement vu 1789.

Wann deen also géing deklaréiert ginn als Base, déi net méi géing gëllen, eh ben, da bonne Chance! Da muss awer nach viles, viles nei iwwerluecht ginn! Mee ech schenken der Madamm Minister, der Justizministesch, an dem Ministère de l'Intérieur d'vull Vertrauen, datt se eis an deenen nächste Méint do wäerten déi néideg Base léigle bréngen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Polfer. Da ginn ech dervun aus, datt d'Madamm Tanson nach wëllt d'Wuert froen. D'Madamm Tanson huet am Kader vun dëser Debatt siwe Minutten, wa se d'Wuert freet.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech hat mer ... Ech komme bei Iech.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Kommt Dir bei mech, jo, dat ass gutt.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech hat in weiser Voraussicht meng Riedezäit net ganz ausgenutzt. Madamm Polfer, ech muss Iech awer soen, och wann Der dat dann iergendzwoesch anescht gelauschtert hutt, Dir hutt et dann awer warscheinlech net esou gelauschtert, wéi ech et gesot hunn.

Ech hunn nämlech vun e puer Saache geschwat. Dat eent, effektiv, wou et drëms gaangen ass, dass d'Séparation des pouvoirs – dat war Är Ausso – net respektéiert wier duerch den Avis vun der Cellule scientifique. Do sinn natierlech e puer Constaten, déi mech do e bësse staunen dinn.

Éischtens emol, ech mengen, Dir waart eng vun den Hauptwortfuererinnen, wéi et drëms gaangen ass, Jurisprudenz klengzerieden, Iech opzereegen iwwer Aussoe vu Magistraten, och am Stater Gemengerot, wat een do an der Press driwwer gelies huet. Do war d'Séparation des pouvoirs irrelevant. An elo op eemol, wann een Avis, deen net bindend ass, deen net vun engem Politiker ass, dee vu Juristen hei aus dësem Haus geschriwwen gouf, a wou eng Conférence des Présidents – eng Conférence des Présidents, wou Äre Verrieder, deen e puer Sätz niewent Iech sätzt, mat derbäi ass – decidéiert huet, datt deen Avis soll effentlech gemaach ginn ... Eng Conférence des Présidents, déi och absolutt d'Moyene gehat hätt – nodeems dee Recours och an der Press war, wou also, denken ech, och d'Cellule scientifique driwwer informéiert war, mee wou och d'Conférence des Présidents, wa se dann d'Press liest, wouvunner ech jo ausginn, driwwer informéiert war –, zu all Moment dat doten erëm op den Dësch ze leeën, well mir wousste jo och ongeféier, wéini den Avis géif kommen, an dat dann do ze thematiséieren. Dat ass net geschitt!

Duerfir fannen ech et da schonn e bësse speziell, wann den Dag vun der Publikatioun en Avis, deen net just dat erëmgëtt, wat Dir elo gesot hutt ... Ech kenne jo Är Aart a Weis fir ze argumentéieren: Dir hutt just deen Deel erausgeholl aus dem Avis, deen Iech elo arrangéiert huet. Well den Avis seet nämlech och kloer, dass hirer Meenung no d'Reglement net konform ass zur Verfassung, och wa se virdrun e puer Reserve maachen. An dat weist jo och, dass et e ganz mesuréierten Avis ass, wou se soen: „Verschidde Punkte sinn Appreciatiounssach!“ Mee ech denken, mir wäerten an der Kommissioun nach en long et en large d'Occasioun hunn, fir doriwwer ze debattéieren.

Verschidde Punkte sinn Appreciatiounssach. Mee hir Konklusioun ass déi, dass dat Règlement, wat Dir an der Stad Lëtzebuerg geholl hutt a wat vum Innenminister confirméiert ginn ass, très vraisemblablement net konform zur Verfassung ass. Et ass och net den Avis vun enger Juristin, wéi Der dat hei e bësse probéiert, esou ...

*(Interruption)*

Wann Der eleng liest, wat am Avis steet: Do stinn zwee Nimm. Et ass den Avis vun enger Cellule. Ech ginn dervun aus, dass déi professionell fonctionéiert, dass do net einfach eng Juristin eppes schreift, keen et nach eng Kéier liest an et dann online geet.

Mir sollten awer e bësse méi hannert eiser eegener Cellule scientifique stoen, ...

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | ... wéi dat elo hei esou klengzerieden!

Ech hunn och mat Erstaune gesinn – mee ech hunn et awer begréisst –, datt notamment Ären Affekot, deen

och nach aner Funktiounen huet, op soziale Reseau felicitéiert huet fir deen Avis vun där Auteur, déi Dir elo genannt hutt, vun enger vun den Auteurs vun dësem Avis. En huet hir felicitéiert fir deen extreem gudden Avis, dee se do geschriwwen huet.

An dann zu der Jurisprudenz. Och do zitéiert Der en Deel vun deem, wat gesot gëtt. D'Jurisprudenz seet nämlech eppes, an do hoffen ech jo wierklech, dass jiddwereen dat dann och am Detail gelies huet: D'Jurisprudenz seet, dass dat eng Erreur matérielle war – dat huet jo och ni ee contestéiert, dass dat eng Erreur matérielle war –, déi awer net adresséiert ginn ass vum Legislatour an all deene Jore vun 2008 un, dat heescht, déi Jore vun deene viregte Koalitiounen ...

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Madamm Tanson, wéi vill Joer waart Dir Justizministesch?

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Vun deenen ... Entschëllegt, also ...!

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Wéi vill Joer waart Dir Justizministesch? Dir sot, et ass net adresséiert ginn.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Här President, hunn ech d'Wuert oder d'Madamm Polfer?

**Mme Lydie Polfer** (DP) | An all deene Joren, wou Dir Justizministesch waart, hätt Der et jo kënne redresséieren!

*(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)*

Majo, majo, majo! Also, allez!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Merci. Also, ech huele gär Responsabilitéit fir Saachen, mee hei muss ech awer elo soen, dat do ass wierklech d'Aangel ganz wäit gehäit! Well tëschent 2008 an 2019, wou ech dunn de Ressort iwwerholl hunn, do ass scho ganz, ganz vill Waasser d'Baach erofgelaf, soudass ech mengen, dass ech net als Éischt concernéiert war vun där doter Fro. An eis Jurisprudenz, dee Moment, wou ech d'Justiz iwwerholl hunn, ...

*(Interruptions)*

... war glaskloer, an ech gesinn net an, eppes ofzeschaffen, wat vun der Jurisprudenz schonn ofgeschafft ginn ass, well et fir mech kloer war, dass mer déi Interdiction net brächten.

An da just nach e leschte Punkt, zu deemjéinegen, deen a mengen Aen den Avis net gelies huet, éier en de Mikro geholl huet, oder deem et vläicht egal war. Domat hunn ech net Iech gemengt! Duerfir, ech fannen et elo erstaunlech, dass Dir Iech dovu concernéiert gefillt hutt, well wann Der mer nogelauschtert hätt, dann hätt Der héieren, wat ech virdru gesot hat. Ech hu gesot: Et huet ee vun de Majoritéitsparteien an de Mikro gesot, den Avis géif sech reng op déi aktuell Verfassung baséieren. An déi Ausso hätt en net gemaach, wann en et gelies hätt. A souwäit ech dat an der Press retracéiere konnt, waart net Dir deen, deen déi Ausso gemaach hat, mee den Här Gloden. Voilà!

Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann huet d'Madamm Bofferding nach d'Wuert gefrot. Och si huet nach eng ganz Rei Minutten Zäit, fir sech ze expriméieren. Ech maache just drop opmierksam, dass awer an enger Debatt keen Orateur méi wéi zweemol däréif schwätzen, fir dass och do d'Saache kloer sinn. Madamm Bofferding, et ass un Iech.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Ech wëll just ganz kuerz mäin Erstaunen

zum Ausdrock bréngen, well d'Madamm Polfer elo seet, dass et gutt wär, dass hei elo d'Gericht géif tranchéieren. Bon, mir ware jo bal an där Situatioun gewiescht. Dir sidd just bei den Inneminister gaangen an hutt gefrot, dass e mäi Refus zréckgezitt, Dir hutt dee Moment agegraff, soudass et ni zu deem Gerichtsurteil komm ass.

Dofir sinn ech elo e bëssen erstaunt, dass Der sot, dass et gutt wär, dass elo d'Riichtere géifen tranchéieren, well deemools hutt Der jo meng Decisioun op d'Gericht geholl. Dann hätt et jo kënne zum Prozess kommen! Do ass awer agewierkt ginn, well den Inneminister jo do mäi Refus zréckgezitt huet a schlussendlech awer déi Dispositioun, den Artikel, eeben approuvéiert huet. Dofir sinn ech erstaunt, dass Dir sot, et wär elo wichteg, dass dann d'Gerichter sollen tranchéieren, well wa mer bei deem bliwwen wäeren, dann, mengen ech, wäeren eis vill Streidereien a vill Chaos erspuert bliwwen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Bofferding.

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Madamm Tanson, pardon, entschëllegt, pardon.

**M. Claude Wiseler**, Président | Madamm Polfer, frot Dir nach eng Kéier d'Wuert?

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Ech muss awer ganz kuerz der Madamm Bofferding do äntwerten.

*(Interruption)*

Mir ware mat eppes net d'accord, dat war mat där Decisioun, déi Dir geholl hat am Mee, fir eist Reglement op zwee Artikelen net unzehuelen. Dogéint hu mir e Recours gemaach, dee ganz gutt argumentéiert ass an zu deem mer och nach ëmmer stinn. Sou, den Här Minister, Äre Successeur, deen huet dunn eng Decisioun geholl, dass en eist Reglement unerkannt huet an ...

*(Interruption)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Sou!

**Mme Lydie Polfer** (DP) | Bon, dat ass elo näischt Neies. An duerno koum en anere Recours géint déi Decisioun.

Sou, mir sinn also nach ëmmer voll an deem Prozess. Dat ass e Recours elo géint déi Decisioun. De Moment si mir nach net an Interventioun gesat. Ech géif awer mol dervun ausgoen, dass mer wäerten an Interventioun gesat ginn, an da wäerte mer déi Positiounen, déi mer haten, an do ass dësen ...

A fir der Madamm Tanson et da ganz kloer ze soen: Ech hunn dat nämmelech gesot wéi eisen Affekot, deen eise Recours gemaach huet. Dat ass deen, dee sech esou beluewiegend ausgedréckt huet. Ech hunn, wann der mer nogelauschtert hutt, och gesot, dass deen Avis do ganz gutt recherchéiert ass, sauf dass déi Kompetenz, fir eppes zu der Constitutionnalitéit ze soen, net hei läit, déi läit nëmme beim Gericht. An da waarde mer of, wéi et mat deem Recours geet.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Polfer.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Här President, ass dat hei den État de la Ville de Luxembourg?

**M. Claude Wiseler**, Président | Domadder schlësse mer déi Diskussioun hei of.

**Une voix** | Et geet elo duer mam État de la Ville de Luxembourg!

**M. Claude Wiseler**, Président | Et huet jiddweree geschwat zu deem Sujet, an ech géif elo mengen, dass ech der Regierung d'Wuert ginn, dem Här Premierminister, fir iwwert den État de la nation ze schwätzen.

**M. Sven Clement** (Piraten) | An der Schoul wär dat do en Hors sujet gewiescht, Madamm Polfer.

**Prise de position du Gouvernement**

**M. Luc Frieden**, Premier ministre | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, och éier ech d'Ried geschriwwen hunn zur Lag vun der Natioun, wousst ech eigentlech, wéi d'Reaktiounen géife sinn.

*(Brouhaha)*

Well déi waren esou bei all Lag vun der Natioun, bei deenen, deenen ech bäigewunnt hunn als Deputéierten, duerno als Minister an och elo, wou ech als Regierungschef rëmkomm sinn. D'Oppositioun fënnt se schlecht, d'Majoritéit fënnt se gutt. Mee dorëms geet et eigentlech guer net. Et geet jo drëm ze kucken: Wat sinn dann d'Alternativen, déi kommen? Wat sinn dann déi fundamental Kriticken, a si se justificéiert? An ech stelle fest, et ass schwierig. Wéi vill Stonnen diskutéiere mer elo hei? Scho sechs Stonnen, a vu dass ech Är Texter och net schrëftlech kritt hunn ... Dat ass jo bemängelt ginn, dass ech meng Ried net ausgedeelet hunn, mee ...

*(Interruption)*

... Dir hat op d'mannst eng Nuecht Zäit, fir driwwer nozedenken. Ech hunn dat haut nogelauschtert, an obschonn ech Är Texter net schrëftlech hat, si mer dach eng Rei Kontradiktiounen opgefall.

Ech stelle fest, dass d'Presidentin vun der sozialistescher Fraktioun, d'Madamm Bofferding, seet, et wär eng konservativ Ried. Konservativ Regierung, konservativ-liberal. An den Här Keup seet e puer Minutten duerno, se wär net konservativ genuch! An duerfir, mengen ech ...

*(Brouhaha)*

**M. Sven Clement** (Piraten) | Dat ass awer e Luef fir d'Majoritéit!

**Une voix** | Dir sidd awer och net an där selwechter Partei!

**M. Luc Frieden**, Premier ministre | An duerfir confirméiert dat ...

**Une voix** | Ui, ui, ui.

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Luc Frieden**, Premier ministre | An duerfir confirméiert dat dat, ...

**Une voix** | Dir waart scho besser!

*(Hilarité)*

**M. Luc Frieden**, Premier ministre | ... wat ech gesot hunn, dass dëst eng Regierung ass vun der politescher Mëtt ...

*(Brouhaha)*

**M. Georges Engel** (LSAP) | Well den Här Keup gesot hutt, Dir wäert net konservativ genuch!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Wann Der den Här Keup awer als nëmme licht riets gesitt ...

*(Coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Lauschtert net ze vill op den Här Keup!

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Här Premierminister, Dir verdéngt eng zweet Plaz.

**M. Claude Wiseler**, Président | Den Här Premierminister huet d'Wuert ganz eleng. Här Premierminister.

**M. Luc Frieden**, Premier ministre | Et ass eng Regierung vun der politescher Mëtt, déi bei de Walen e staarkt Mandat vum Wieler kritt huet, wat sech mat



35 Deputéierten hei an der Chamber ausdréckt, déi och – an dat soen ech dem Här Baum vun deene Lénken – bei den Europawalen, souwuel an Europa wéi heiheem, e staarkt Resultat huet: dräi Deputéierte vu sechs Lëtzebuurger am Europaparlament.

An ech soen nach eng Kéier, wat ech an der Erklärung gëschter gesot hunn, datt ech feststellen, datt am Europaparlament zwee Drëttel vun den Deputéierte proeuropäesch Zentrumsparterie sinn, aus dem politeschen Zentrum sinn. An ech mengen, datt een dat och muss soen, trotz alle Bewegungen, déi op där enger oder anerer Plaz stattfonnt hunn, datt déi europawäit net esou staark sinn, wéi déi Impressioun bei verschiddenen Aussoen heibanne hätt kënnen sinn.

Frankräich ass eng aner Situatioun, mee bei den Europawale generell ass et kloer, wéi eng Parteien déi Wale gewonnen hunn an och an Zukunft wäerten d'Europapolitick gestalten. An d'Lëtzebuurger Regierung, dat hunn ech gëschter nach eng Kéier kloer gemaach, wäert dee proeuropäesche Kurs vun enger Verstärkung vun der Europäescher Unioun och an deenen nächste Joren zolidd determinéiert ugoen. Do gëtt et eng ganz kloer Linn, déi d'ganz Regierung an all deenen eenzelne Matière, déi ustinn, fiert

Dann hunn ech héieren, datt d'Spriecherin vun der grénger Fraktioun gesot huet, dës Regierung hätt keng Visiounen. Wann ech mer d'Regierungserklärung vum 22. November, de Koalitiounsaccord, an d'Lag vun der Natioun ukucken, dann ass déi Visioun ganz kloer: Déi Visioun ass am Slogan „Lëtzebuerg fir d'Zukunft stäerken“. Dat heescht, eng sozial Kohäsioun hunn. Dat heescht, eng Wirtschaft hunn, déi Aarbechtsplaze schafft an déi doduerch en Ëmfeld fénn, wou se sech och ka weiderentwéckelen an net vu riets a vu lénks a vun uewen a vun ënnen blockéiert gëtt. Dat ass eng, déi d'Kafkraaft stäerkt, de Leit méi Suen zur Verfügung léisst, fir hire Besoinen nozekommen, dorënner de Wunnengsbau, wat ee ganz grouse Besoin vun eise Matbierger ass. Dat ass eng Regierung, déi am Kontext vun der sozialer Kohäsioun kuckt, datt mer déi Problemer vun der Aarmut a virun allem vun der Kannerarmut, déi eis extreem um Mo leien, méi kleng gemaach kréien, voire eliminéiert kréien. An et ass eng Regierung, déi eng Visioun huet, fir déi ekologesch Transitioun hinze kréien mat de Leit, duerch Ureizer, mat de Betriber, déi ënnerstëtzt ginn. An dat ass dat Gesamtbild, wat mer wëlle maachen.

An d'Erklärung vu gëschter, déi konkretiséiert déi Visioun, déi dat Wirtschaftlecht, dat Soziaalt an dat Ekologescht sech niententee weiderentwéckele léisst. An den Titel vu gëschter war „Einfach. Besser. Modern.“ Dat ass also de Wee, fir zu där Visioun an zu deem Zil ze kommen. An zu deem Zil ass d'Veinfachung vu ville Prozeduren net e Schlagwuert, wat een allgemeng ka gebrauchen, mee dat soll ganz prezis derzou féieren, datt mer am Wunnengsbau weiderkommen, datt mer an der Kannerarmut weiderkommen.

An och do hunn ech eng weider Kontradiktioun festgestallt. D'Madamm Bofferding huet hei gesot, datt et keng intellektuell Éierlechkeet gewiescht wär, datt d'Iddien oder d'Dossiere schon alleguerten an den Tiräng geleeën hätten. Mee da froen ech mech just: Firwat hutt Der se net erausgeholl aus den Tiräng? Well ...

**Plusieurs voix** | Très bien!

(Brouhaha)

**M. Luc Frieden**, Premier ministre | Jo, mee, wann Dir virun fënnf oder zéng Joer am Logement déi Saachen do gemaach hätt, all déi Prozeduren do geännert hätt, déi mir gëschter proposéiert hunn, da bräichte mir dat elo net ze maachen.

Dat Zweet ass: Dir hutt gesot, et wär ideenlos gewiescht. Mee da waren Är Iddien ideenlos. Also, do waren esou vill Kontradiktiounen dran, déi ech awer nëmme mat Erstaunen hei ka feststellen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Luc Frieden**, Premier ministre | Mir hunn eng kloer Marschroute. Mir gesinn, datt mir trotz sécherlech gudden Efforten, déi gemaach gi sinn, e Problem vu Kannerarmut hunn. Deen ass awer an deene leschte Jore massiv an d'Luucht gaangen. An dës Regierung ass ugetrueden, fir dat méi kleng ze kréien. Mir mierken, datt mer net genuch Wunnengen hunn, net genuch abordable Wunnengen an allgemeng net genuch Wunnengen. Mir hunn de Constat gemaach vun all deenen Hürden, déi an deene leschte Joren ëmmer méi grouss gi sinn, a mir hu gesot: „Mir ginn déi elo geziilt un, zesumme mat den Acteuren um Terrain“, an dat ass eng nei Approche. Mir huele Privatacteurs mat eran. An déi eenzel Ministère hunn op eng remarkabel Aart a Weis – Logementsministère, Interieursministère, Ëmweltministère – e Paradigmewissel an enger ganzer Rei vu Matière decidéiert, an déi wäerte konsequent an den nächste Méint ëmgesat ginn.

An da stellen ech fest, datt et Ënnerscheeder gëtt – an dat ass jo och gutt. Mee ech soen Iech och, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten – Dir wësst et, well mir sinn e Resultat dovunner –: Et goufe Walen. Hei gëtt contestéiert, datt d'Steieren erofgesat ginn. Mee mir sinn domat, d'CSV/DP-Koalitioun ass domat ugetrueden, datt mer géingen d'Kafkraaft vun de Leit stäerken. D'LSAP-Spriecherin huet hei gesot, datt si keng Inflationberengung gemaach hätten, wa si an der Regierung wäeren. Mir maachen déi, well mir hunn dat gesot, mir hunn dat versprochen an de Walen, déi zwou Parteeie vu der Koalitioun. Mir hunn dat am Koalitiounsaccord a mir wäerten dat ëmsetzen.

Dat selwecht gëllt fir d'Ekonomie, fir d'Wirtschaft. Mir wëllen, datt mer zu Lëtzebuerg Betriber hunn, déi sech kënnen weider entfalen. Mir wëssen, datt mer an enger Konkurrenz mam Ausland sinn. An duerfir gi mer mam Kierperschaftssteiersaz d'nächst Joer erof vu 17 op 16 %. Dat ass versprochen. Dat gëtt gemaach. An op deem Wee wäerte mer weiderfuere.

An och an deem Kontext wëlle mer eppes ab dem nächste Joer fir d'Monoparentalle maachen. Ech mengen, datt ass jo hei vu méi Spriecher begréisst ginn. Dat ass um Wee och vun enger gréisserer Steierindividualisatioun, déi selbstverständlech méi Zäit brauch, mee wou mer och an nächster Zäit mat Propositione komme wäerten.

Ech mengen, datt Steierpolitik net dat Eenzeg ass, mee et ass e wichtegt Element, fir de Leit méi Suen um Enn vum Mount ze iwwerloossen a fir de Betriber ze erlaben, och Suen ze hunn, fir an déi digital an an déi noutwendeg ekologesch Transitioun ze investéieren. Well ouni Betriber, deenen et gutt geet, kënnen se weeder uerdentlech Salairé bezuelen nach kënnen se och duerno déi Investisementer maachen, déi mer brauchen, fir innovativ ze sinn an och fir déi Transitioun hinze kréien.

Den Här Baum vun deene Lénken huet e Saz gesot zum Schluss, dee mech trotzdeem interpelléiert huet. En huet gesot: „Déi grouss Problemer si bagatelliséiert ginn.“ Also ech kann Iech just soen, datt, wann ee vu Logement, Kannerarmut, Pensioun schwätzt, Sujeten, déi d'ganz Gesellschaft betreffen, déi Jonk betreffen, déi d'Zukunft vun eisem Land betreffen, wann een da fénn, déi grouss Problemer wäere bagatelliséiert ginn, da muss ech soen, dann hunn ech näischt verstane vun där Ausso.

Op jidde Fall, mir ginn déi grouss Problemer un a mir wäerte se determinéiert ugoen, sou wéi dat am Koalitiounsaccord steet. Mir wäerten nolauschten, mir wäerte Sozialdialog féieren, mee um Enn, hunn ech och gesot, muss entscheet ginn. Duerfir ass eng Regierung do. Duerfir ass eng Chamber do. D'Regierung mécht Propositionen, d'Chamber diskutéiert se, verbessert se a geet op deem Wee dann déi Richtung, déi se fir richtig fénn an där Legislaturperiod.

D'Madamm Bofferding huet gesot, et soll een och gutt Iddie vun der Opposition ophuelen. Dat ass richtig. Dat ass an der Vergaangenheet – ech war zwar méi wäit dervun ewech, mee ech hunn dat observéiert – net ëmmer geschitt, well de Gros vun de Motiounen an der leschter Legislaturperiod vun der Opposition ass verworf ginn, an dat wäert an dëser Legislaturperiod vläicht ëmgedréit de Fall sinn. Mee fundamental ...

(Hilarité)

Wann ech de Radio gelauschert hunn, war et ëmmer 31:29.

Ech wëll just soen: Et gëtt hei zwee Sujeten, wou ech ganz frou wär, wa mer hei am Parlament eng Eenheet hätte fir virunzekommen. A se sinn ënnerschiddlecher Natur. An ech hunn et gëschter bei deem enge gesot an ech géing et gäre bei deem aneren derbäisoen.

Dat eent, dat ass eise kollektiven Effort fir Verteidigung, wat eigentlech heibannen héchstwahrscheinlech kee vu sech aus spontan esou wollt, wéi en an d'Politick gaangen ass. Mee d'Welt huet geännert, an op esou Sujete vu Fridden a Fräiheet, vu Sécherheet, mengen ech, ass et gutt, wa mer un engem Strang zéien, hannert de Sécherheetsorganer stinn, hannert der Politick, déi och do steet, fir datt eist Land a Fridden a Sécherheet leeft.

An deen aneren ass dee vun der Kannerarmut. Dir wësst – an ech soen dat hei nach eng Kéier –, dat ass e Sujet, dee mech scho perturbéiert huet, wéi ech Chiffere gesinn hunn, wéi ech nach net zrëck an der Politick war. E stéiert mech haut nach méi, wou ech an der Regierungsverantwortung sinn, zesummen iwwregens mat de Kolleegen an der Regierung. Ech mengen, datt dat kee parteipolitesche Sujet soll sinn an datt mer déi Moosnamen, déi mer do proposéiert hunn, konstruktiv kucke sollen, well ech se ganz gäre géing zesumme mat den zoustännege Ministeren – dem Minister fir Schoul a Jugend, dem Minister vun der Famill, dem Finanzminister an aneren – kucken a kucken, wat een do ka maachen.

Mir hunn eng ganz Rei Saache virgeluecht. De Familljeminister schafft un deem Aktiounsplang géint Kannerarmut. Mir hu géint d'Aarmut gëschter hei ganz konkret Propositione gemaach, zu deenen ech mäi Pefferkär bäigeluecht hunn an deenen Diskussiounen an de leschte Wochen. Ech si gäre bereet, do och Propositione vun der Opposition ze lauschten, insofern se och Sënn maachen an der gesamter Wirtschaftspolitik, an der gesamter Sozialpolitik, fir datt mer eng effikass Politik maachen. Well vill vun deene Moosnamen, déi an de leschte Jore geholl gi sinn an deem dote Beräich, hunn eeben net zum Resultat geféiert, well se héchstwahrscheinlech vill ze vill breet an net geziilt genuch distribuéiert gi sinn. An dat wëlle mer änneren, an duerfir ass dës Regierung ugetrueden.

An dann e lescht Wuert zur Kommunikatioun. Wéi huet dat geheescht? E „Kommunikatiounschaos“. Also, ech wees net, ob d'Debatt heibannen net heiansdo méi chaotesch war wéi déi Kommunikatioun, déi d'Regierung an deene leschte Woche gemaach huet. Ech wär ganz frou, wa mer géingen iwwert déi Kommunikatioun schwätzen. Ech sinn der Meenung,

datt haut, doduerch, datt duerch d'sozial Meedie jiddweree seng eegen Zeitung e bèsse publiziert, niewent all deene Saachen, déi jiddwereen an enger Demokratie kann a soll maachen ..., datt dat selbstverständlech net ëmmer dat nämmelech ass bei jiddweringem. An ech fannen, datt dat och eis Demokratie lieweg mécht.

Ech fannen, datt mer heibanne vill méi direkt solle mateneen diskutéieren. Dat war iwwregens d'Ursaach – wollt ech och soen –, firwat ech gëschter meng Ried net ausgedeelt hunn: well ech weess, aus der Vergaangenheet, datt, wann d'Ried virdrun ausgedeelt gëtt, da gëtt et e bèsse wéi eng Procédure écrite. Da liest jiddwereen deen Deel vun der Ried, deen en interesséiert. Et gëtt kee gesamten Debat. An ech fannen et vill méi flott, wann d'Leit mateneen diskutéieren. Wann Der se gären d'nächst Joer virdrun hätt, da schléissen ech dat net aus. Dann hätt ech och gären d'Riede vun de Spriecher vun de Parteien. Mee dann ass et eng Procédure écrite. Mee da bréngt et, mengen ech, dem Parlament manner Debat, gradesou wéi ech et eigentlech speziell fannen, datt d'Debatten en dehors vun der Chamber scho geféiert gi sinn, éier se an der Chamber geféiert gi sinn.

*(Brouhaha)*

Duerfir géing ech proposéieren, Här President, datt mer eng Kéier géingen iwwert déi Saache mat der Conférence des Présidents ...

*(Interruption)*

**M. Georges Engel** (LSAP) | An d'Press hat se awer!

**M. Luc Frieden**, Premier ministre | Duerfir géing ech proposéieren: Ech sinn ...

*(Interruption)*

Majo, et ass guer kee Problem! Wann Dir déi gären d'nächst Joer hätt, ginn ech se och gären deen Dag virdrun, mee da brauche mer d'Chamberdebatt vläicht net méi ze maachen. Wat ech Iech wollt proposéieren, ass, datt mer ...

*(Brouhaha)*

**M. Georges Engel** (LSAP) | Nee, nee, d'Debatt gëtt gehalten!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Et ass alles gutt!

**M. Claude Wiseler**, Président | Kommt, mir lauschteren der Proposition mol no.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Lauschtert dem Här Chamberpresident no!

**M. Luc Frieden**, Premier ministre | Ech wollt also soen: Ech hu Chamberdebate ganz gären an ech fannen am flottsten déi Debatten, wou een d'Riede fräi hält, an duerfir ass dat eng aner Form, déi ech der Chamber wollt proposéieren, datt mer och eis Froestonnen un d'Regierung, op d'mannst déi un de Premierminister, dat heescht u mech, géingen an enger Form maachen, déi sech um Ausland inspiréiert, déi méi tac au tac ass, déi net an den technischen Detail geet.

*(Interruption)*

Do brauch een d'Ried net virdrun auszedeele, mee datt mer méi Liewen an eis parlamentaresch Debat erakréien, an dat géing ech begréissen an dozou sinn ech bereit.

A fir déi Debatt besser ze maachen, wëll ech nach eng Kéier ech drop hiweisen, datt ech gëschter annonciéiert hunn, datt ech dee Projet de loi déposieren iwwert de gesetzlech verankerten Zougang vun der Press zu den Informatiounen. E Projet, deen iwwregens zënter zéng Joer der Press versprach ginn ass an

net komm ass. Mir maachen et. Mir hunn eppes versprach. Mir liwweren dat elo.

*(Interruption et hilarité)*

An ech wollt Iech ... Et ass e Gesetz vun der ganzer ...

*(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)*

All Gesetz kënnst vun der gesamter Regierung. An ech wëll Iech soen, datt ech den Debat an d'Kommunikatioun gären hunn. An duerfir wëll ech och soen: Dës Debatt ass nëtzlech, och wa se laang ass. An déi Remarken, déi hei gemaach gi sinn, musse déi mer weider diskutéieren. Déi Regierungserklärung vu gëschter ass den Ufank ... Eng Lag vun der Nation ass eng Regierungserklärung. Eng Regierungserklärung zu enger hallwer Dose Sujete gëtt selbstverständlech an deenen nächste Méint bei all Projet de loi verdéift. Dat ass de Wee, wou dat fonctionéiert. Déi Debatt dierf net ophalen.

An ech kann Iech soen, vu datt Der d'Kommunikatioun jo net gutt fannt, datt ech Iech wäert all Mount zu deem engem oder deem anere Sujet zesumme mat de Kollege vun der Regierung informéieren, fir am Kader vun der Ëmsetzung vun deem Programm do och ze soen, wat mer alles gemaach hunn. An Dir wäert Iech nach wonneren, wéi vill Kommunikatioun mir kënnen maachen.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech soen dem Premierminister villmools Merci. Ech maache just drop opmierksam, datt ech sécher sinn, datt dës Chamber dat Ugebot, fir d'Heure de questions ze änneren a méi lieweg ze maachen, mat extreem grousser Freed, déi – ech ginn dervunner aus – vu sämtleche Fraktiounen gedeelt gëtt, wäert unhuelen.

**Une voix** | Nach ass et d'Chamber, déi decidéiert, wéi mir hei schwätzen, an net d'Regierung!

**M. Claude Wiseler**, Président | Do diskutéiere mer an der nächster Conférence des Présidents mat Pleséier driwwer.

*(Brouhaha)*

Elo hunn ech nach Wuertmeldungen hei, ganz kuerz, ech weess net, a wellechem Kontext Der elo wëllt d'Wuert froen, well dat steet a priori net um Programm, datt elo nach ...

*(Interruptions)*

Parole après ministre an nach eng Kéier Parole après ministre. Et ass jo esou? Gutt, also.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Merci och dem Premier fir dat kuerzt Agoen op eng Debatt vun awer sechs Stonnen, awer och fir déi Suggestiounen, déi d'Exekutiv der Chamber mécht, och wat d'Froestonn ugeet. Ech mengen, datt dat effektiv och duerchaus kéint an eisem Sënn sinn.

De Premier huet mir awer perséinlech eng Fro gestallt. En huet nämlech gesot, en hätt net verstanen, firwat ech zur Konklusioun kommen, datt ech déi grouss Sujeten, wéi zum Beispill Logement oder Aarmut, an dëser Regierungserklärung bagatelliséiert fonnt hunn. Ech hunn dat gemaach an ech hu probéiert, dat a menger Interventioun doduerjer ze begrënnen, datt déi grouss zentral Froen an éischter Linn – an éischter Linn! – vun dëser Regierung am État de la nation als Froe vun enger administrativer Vereinfachung betruecht gi sinn, dat heescht, datt zentral politesch Froen administrativ Äntwerte kréien. Dat ass a mengen Aen eng Bagatellisierung. Dat musst Dir net esou gesinn. Ech wollt Iech just d'Äntwert op Är Fro ginn.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Baum. D'Madamm Bofferding och, huelen ech un, Parole après ministre.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Ganz genau, Här President. Kuerz e Faktencheck, well et grad awer duergestallt ginn ass, wéi wann am Tirang vun der Beaumontsgaass nach Projekte géife leien. Nee, nach eng Kéier: Et ass den Tirang vun der Chamber, deen Der musst opmaachen. Ech hunn nach eng Kéier ganz genau nogekuckt: Baulandvertrag. Remembrement ministériel mat de Procédure fir am PAG, dat ass de Projet de loi 7139. Dann „Natur auf Zeit“, do hu mer jo och schon driwwer geschwat. Deen ass och deposéiert ënnert der Nummer 8082 (veuillez lire: 8308). An dann d'Mobiliséierungssteuer, d'Grundsteuer an d'Leerstandstax, dat ass d'Nummer 8308 (veuillez lire: 8082). Déi Projekte sinn deposéiert, nach eng Kéier fir ze präzisieren, an et ass net, wéi wa se géifen am Tirang leien a se wäeren net weiderkomm. Mir sinn nach ëmmer an der Prozedur an ech si frou, dass d'Regierung jo eng Rëtsch vun deene Projeten do wëll weiderdreiwen. Mee just fir ze präzisieren: Se leien net am Tirang. Se sinn an der Prozedur. Ech hunn hu se deposéiert.

**M. Claude Wiseler**, Président | Jo, Madamm Tanson, dat selwecht, huelen ech un. Jo, da lass!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech weess, et ass eent vun Äre Liblingsinstrumenter an eisem Reglement, Här Chamberpresident, mee Dir wësst och, firwat dass ech esou frou sinn, dass mer dat solle bäibehalen. Ech sinn awer och ganz frou, dass eng Proposition elo hei vum Premierminister koom iwwert d'Heure de questions, déi ech selwer scho gemaach hat, wou ech fonnt hunn, mir sollen eis un deem neie franséische System mol vläicht eng Kéier inspiréieren. An de Chamberpresident hat och deemools dee Moment gemengt, Dir wiert bestëmmt och bereet, dorop anzegoen an heihinzekommen an eis reegelméisseg Ried an Äntwert ze stoen. Ech fannen dat eng gutt Saach an ech hoffen dann, dass mer dat ëmgesat kréien.

Bon, ech begréisse jo, dass Der elo probéiert hutt, Iech kuerzefaassen. Ech stelle just fest, dass déi Froen, déi awer gestallt gi sinn, eigentlech net beäntwert gi sinn. An ech ginn elo net nach eng Kéier am Detail op alles an, mee ech hat awer eng méi grondsätzlech Fro: Dat war iwwert d'Berechnunge par rapport zu dem Energiepräisdeckel, ob Der dat vum Statec och berechne gelooss hätt, fir ze wëssen, wat do den Impakt op d'Inflatioun wär. Ech wier elo frou, wann Der mech elo net géingt op d'Finanzkommission verweisen, déi dann iergendwann eng Kéier stattfënn, mee wann Der mer dorobber kéint eng Äntwert ginn.

An da vläicht nach eng Kéier zur Form, well ech dat effektiv gesot hat mat der Ried. Et geet jo net drëm, dass domat d'Diskussioun net géing stattfannen, well déi Diskussioun hei, haut, déi hätt genau d'selwecht stattfonnt, wa mer Är Ried gëschter ausgedeelt kritt hätten. Ech hunn et e bëssen eng Infantilisierung fonnt vun der Chamber, wann Der eis sot, Dir géingt eis se net ginn.

Parallèle dozou kritt d'Press se awer ausgedeelt an da gi mer erof – a mir wësse jo, wéi et fonctionéiert, an et ass jo och richtig, dass dat esou fonctionéiert an dass d'Press net muss waarden, wéi Der dat elo suggeréiert hutt, bis mir dann haut geschwat hätten –, fir dass si da Reaktiounen kënnen afroen. Mir ginn dann erof. Mir ginn da Commentaire gefrot, fir och deem Rechnung zu droen, wat Der wierklech gesot hutt. Well wann een engem nolauschert – ob dat elo annerhalfe Stonn ass oder wéi Dir elo haut dann



e bèsse méi laang –, ech sinn och sécher, Dir weisst elo net méi, ob all exakten Detail, deen hei gesot ginn ass, ob deen elo esou gesot ginn ass oder anescht gesot ginn ass. Mee fir et wierklech kënne richteg zréckzeginn, géing ech mengen, fir d'Qualitéit vun eise Reaktiounen wär et och utile gewiescht, dat Dokument ze hunn.

An ech hunn et einfach vun der Aart a Weis hier net ganz glécklech fonnt. Dass Der elo sot, dat hätt dann d'Diskussioun iergendwéi ..., doduerch wier keng Diskussioun opkomm, dat kann ech beim beschte Wëllen net novollzéien.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson. Vu datt Der dem Premierminister d'Fro gestallt hutt, wann e wëllt äntwerten, misst ech em natierlech elo d'Wuert ginn. Här Premierminister, wann Der wëllt.

**M. Luc Frieden**, Premier ministre | Jo, gären. Ech hu jo gesot, ech hätt gären den Debat. Ech hunn och op déi zwou Froen vun der Madamm Tanson eng Äntwert. Op déi éischt, dat ass déi vun dem Impakt vun dem Phasing-out vum Energiepräisdeckel op d'Inflatioun: Deen ass de Berechnung vum Statec no 1,2 % plus. Jo.

Déi zweet Fro ass déi vun deem Ausdeele vun deem Text. Also ech fannen, dat ass iwwerhaapt ... Ça ne mérite pas un grand débat. Ech wëll just soen, datt an der Vergaangenheet – ech hunn dat elo grad nach gecheckt – d'Ried och net ausgedeele ginn ass, wéi Dir an der Regierung waart, eréischt ganz zum Schluss vun der Ried zur Lag vun den Natioun. Ech wëll dat nach verbesseren. Ech si bereet – contrairement zu deem, wat ënner all menge Virgänger gemaach ginn ass –, se virdrun ze ginn, wann de Chamberpräsident dat eng gutt Iddi fënnt, datt dann awer nach Leit am Sall sinn a se net scho virdrun an de Meedien an an der Chamber zerriet gëtt oder keng Attentioun méi fënnt. Ech hunn Iech dat schonn eng Kéier gesot: Ech si gäre bereet, ëmmer Saachen ze verbesseren. Domadder sinn ech ugetrueden. A wann dat hei kann d'Chamber glécklech maachen, da kritt Dir se ganz gären d'nächst Joer virdrun.

**M. Claude Wiseler**, Président | Mir fannen do, Här Premierminister, eng appropriéiert Form, fir dat ze maachen. Ech soen op jidde Fall Merci fir d'Offer. An dann hunn ech nach den Här Di Bartolomeo, deen d'Wuert gefrot huet.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Merci, merci, Här President. A merci, merci och dem Här Premierminister fir seng spontan Offer, fir d'Froestonne méi spontan ze maachen.

Vu dass an där Diskussioun hei eng Rei vu Froen onbeäntwert bliwwen sinn, wollt ech dann direkt op dat Ugebuert vum Premierminister agoen an e froen: Eischstens, ass et richteg, esou wéi hien dat duergestallt huet, dass déi Pensiounsdiskussioun, déi mer féieren, eng global Pensiounsdiskussioun gëtt, net nëmme mam private Regimm, mee och mam öffentleche Regimm?

A vu dass ech da scho spontan sinn, sou wéi de Premier sech dat wënscht: Kann de Premier eis vläicht eng Indiciation ginn, wéi déi eenheetlech Steierklass wäert ausgesinn, déi 2026 a Kraaft trëtt? Gëtt dat d'Steierklass 2 fir jiddwereen? Gëtt dat d'Steierklass 1a fir jiddwereen? Kann en eis vläicht eng kleng Indiciation ginn?

Ech mengen, dat do géif der Spontanitéit vum Premierminister fräie Laf ginn, wann en dorop wëllt a kéint äntweren. Ech soen Iech Merci. A mir wäerten dat dote grousszúgegt Ugebuert och ganz grousszúgegt notzen.

Merci villmoools.

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech soen dem Här Di Bartolomeo Merci. Ech mengen, datt mir nach eng Kéier iwwert d'Aart a Weis, wéi mer déi Froestonn do sollen organiséieren, ...

*(Hilarité)*

... müssen hei gemeinsam schwätzen. An dofir ...

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Wat de Premier wënscht, dat maache mir!

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Jo, mee mir sinn actuellement net an enger Froestonn – precisement. Mir sinn an engem Debat iwwert den État de la nation. Infolgedessen hutt Der Är Froe gutt gestallt. An den Här Premier weess, wat ...

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Ech géif soen, den Här Premierminister seet senge Ministeren, wat se ze maachen hunn, an e seet eis och haut an der Chamber, wat mer ze maachen hunn.

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech mengen, Här Di Bartolomeo ... Sou, elo hu mer déi Debatt hei ofgeschloss. An nom Ofschlësse vun der Debatt hu mer awer nach ...

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Awer d'Äntwert vum Här Premierminister feelt nach.

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech mengen, de Premierminister äntwert elo an dësem Moment – en huet mer en Zeeche gemaach – net op déi Froen. Dir hutt se elo mol gestallt. Dat si Froen, déi net onbedéngt ...

*(Interruptions)*

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | A! Wou ass d'Spontaneitéit vum Premierminister?

**Plusieurs voix** | O!

*(Brouhaha)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Här Di Bartolomeo, mir sinn hei an enger Prozedur, wou mer iwwert den État de la nation schwätzen.

**Motions**

An ech komme lo rëm op den Ordre du jour zeréck, a mir hu fënnf Motiounen deposéiert.

**Motion 1**

Am Kader vun deene Motiounen ass déi éischt eng vun der Madamm Bofferding. D'Madamm Bofferding kritt elo d'Wuert, wa se hir Motioun nach eng Kéier wëllt exposéieren. Madamm Bofferding.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Bon, dat do war awer net spontan.

**Plusieurs voix** | O!

**M. Claude Wiseler**, Président | Madamm Bofferding, et ass un Iech.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ben, déi éischt Motioun, do hat ech jo a menger Ried schonn alles genau erkläert, wat mer hei fuerderen, wéi och an där zweeter. A nee, mir maachen eng no där anerer, pardon.

Ok, bei der éischter Motioun eeben d'Aarmutskämpfung, wou mer jo hei déi ganz Oplëschung gemaach hunn – op déi brauch ech elo net méi weider anzegoen –, wou ech awer hoffen, dass mer hei d'Zoustëmmung kréien, well jo d'Regierung un deem nationalen Aktionsplang amgaangen ass ze schaffen. An dat hei sinn eebe Pisten, wou mer soen, dass et interessant ass, fir déi ze iwwerpräieren, dass een dat herno kéint mat an den Aktionsplang eranhuelen.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Bofferding. Wie wëll dozou Stellung huelen? Den Här Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Merci och de Kollegee vun der LSAP fir déi Motioun, wou se eis alueden, fir am Kader vum Plan d'action national pour la prévention et la lutte contre la pauvreté verschidde Mesüeren ze huelen.

Déi éischt Mesür, déi se hei fuerderen, dat wäeren 100 Euro netto méi um Salaire social minimum. Dat ass eng Mesür, déi mer vun de Kollegee vun der LSAP schonn ëfters héieren hunn.

Dann ass et de Steierfräibetrag um Salaire social minimum, wou ech, mengen ech, hei schonn eng Kéier gesot hunn, souguer vläicht méi wéi eng Kéier, dass an der Steierklass 1a an an der Steierklass 2 keng Steieren um Salaire bezuelt ginn. Ech sinn d'leschte Kéier hei vun de Kollegee vun de Piraten berichtege ginn, dass an der Steierklass 1 effektiv Steieren ze bezuele wieren. Mee ech hat gesot 4 % an, ech mengen, Dir hat gesot 6,7 %. Iergendepes an déi Richtung.

Da kënn eng Fuerderung hei, fir beim Crédit d'impôt monoparental Efforten ze maachen. Ech mengen, et ass och hei ugeklongen, dass de Finanzminister ab 2025 do eppes wëll maachen.

Da spezifesch Aiden nach fir Stéit mat klenge Revenuen. Do si mer gëschter gewuer ginn, am Kader vun den Diskussiounen, dass de Crédit énergie verdräifacht gëtt.

Dann eng national Strategie fir de Logement. Ech mengen, mir hunn do e Plan sectoriel „Logement“, op deem mer och an den nächste Méint a Jore wäerte weiderschaffen, mat all deenen Efforten, déi gemaach ginn iwwert de Paquet Logement, dee mer viru Kuerzem gestëmmt hunn.

Gëschter ass ganz interessanterweis vun de Kollegee vun der Opposition bei der Press ëmmer gesot ginn: „Wéi gëtt dat do géigefinanzéiert?“ An déi Fro stellen ech haut net, mee ech proposéiere menger Fraktioun, déi Motioun hei net matzedroen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Baum. Den Här Spautz huet nach d'Wuert gefrot.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Jo, ech brauch elo net méi vill ze soen, den Här Baum ass schonn op all d'Detailer agaangen. Ech mengen, dass et fir eis zu dësem Zeitpunkt net opportuun ass, fir dës Motioun matzedroen. Et ass erkläert ginn – déi lescht Stonnen, haut, gëschter vum Premierminister, haut de Moien ass et nach eng Kéier gesot ginn hei och am Debat –, dass een och elo all deene Saachen, déi d'Regierung ugekënnegt huet, soll eng Chance loosse an dass et elo net ass, fir schonn a Motiounen d'Ham an der Mëllech ze kachen. Dofir wäert eis Fraktioun dat do och net matstëmmen.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Spautz. D'Madamm Tanson huet nach d'Wuert gefrot.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Also, dat heescht, wann ech Iech elo richteg verstanen hunn, Här Spautz: Dir wëllt bei der Aarmut net d'Ham an der Mëllech kachen, an duerfir stëmmt Der dat elo net mat?

**Plusieurs voix** | O!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech fannen dat schonn awer eng ...

**Une voix** | Dat ass richteg!

*(Interruptions)*

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech hunn dat elo esou héieren. Ech hunn et vläicht falsch héieren. Wann ech et falsch héieren hunn, dann deet et mer leed, mee et ass awer dat, wat ech elo héieren hunn.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Dir hutt et da falsch verstanen.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Wat hutt Der da gesot?

**M. Marc Spautz** (CSV) | Dir hutt et falsch verstanen ...

**M. François Bausch** (déi gréng) | Dann erkläert Iech nach eng Kéier.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Also ...

**M. Claude Wiseler**, Président | Madame Tanson, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo. Bon, ech fannen dat ... Bon, et war vläicht einfach en onglécklechen Ausdrock, mee an deem heite Kontext fannen ech dat wierklech schwierig, well mir wëssen, dass mer enorm Defien hunn. Et ass ugeklongen: Et kënt nach e Plang. Mir hunn och begréisst, déi administrativ Vereinfachungen, déi kommen. Mee dat geet einfach net duer!

Et geet effektiv och drëm, an dat hunn ech och a menger Ried gesot, dass notament bei deene Working Poors, mee net nëmme bei deenen, een och natierlech muss kucken, dass se méi Moyenen zur Verfügung kréien. Do wier eng vun de Mesüeren, dass de Mindestloun géing an d'Luucht gesat ginn. Duerfir begrëisse mer dat.

An och déi aner Mesüre sinn alles Mesüeren, déi mir selwer och esou scho méi wéi eng Kéier gefuerdert hunn. An duerfir ënnerstëtze mer dat heiten absolutt.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Mme Tanson. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Mir kënnen dat heiten nëmme matdroen. Et ass zum Deel eppes, wat mer och schonn a Motiounen hei gefuerdert hunn an der leschter Legislatur, déi awer komescherweis vun der Majoritéit ofgeleent goufen. Bon, da probéiere mer et elo nach eng Kéier, ob déi nei Majoritéit dat da vläicht gutt féinnt.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Clement. Här Keup, an duerno den Här Baum.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Jo, et kann ee sech awer wonneren, wann een dann esou schnell, wann een net méi an der Regierung ass, Saache proposéiert, déi ee jo scho virrun hätt kënnen ëmsetzen. Ech denken do ganz besonnesch un d'Kolleege vun der LSAP. Wéi si an d'Regierung komm sinn – ech mengen, et war 2004 –, du louch den Aarmutsrisiko fir Famillje mat Kanner bei ëm déi 10 %. Elo leie mer bei ëm déi 25 %. Do sinn also sécherlech net ëmmer déi richteg Mesüre getraff ginn. Vun dohier fannen ech dat heiten dann e bëssen dach awer, jo, gewot.

Mat deem, wat do steet, kënnen mer natierlech awer liewen. An duerfir wäerte mer se och matstëmmen. Et kann een nach bei verschiddene Saache vläicht méi an den Detail goen. Mee bon, grosso modo ass dat ok.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Keup. Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, mir stëmmen dat hei och mat. Mir sinn och frou driwwer, datt et dann an der Oppositioun méi e grouse Konsens schéngt ze

ginn, wat déi dote Froen ugeet. Ech denken effektiv, datt dat hei Mesüre sinn, déi wierklech iwwerfällig sinn, an duerfir stëmme mer dat hei mat.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Baum. Ech gesinn elo bal keng Wuertmeldung méi, mee d'Madamm Bofferding huet sech nach gemellt. Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Jo, Merci, Här President. Just zur Prezisioun op d'Reaktioun vum Här Baum a vum Här Spautz: Hei steet dran, dass déi Piste sollen analyséiert ginn a si solle „prendre en considération“. Mir hunn net gesot, dass se muer sollen ëmgesat ginn. Mir soe just, well mer eis jo gäre konstruktiv mat abannen: Wann Der dat do elo ausschafft – Dir sidd jo elo anscheinend an de Familljeminister ass jo anscheinend amgaangen, fläisseg deen Aktiounsplang do auszeschaffen –, huelt déi dote Piste mat, fir eeben ze präiwen, fir se a Consideratioun ze huelen. Esou steet et hei.

Et steet net do, dass Der se muer musst ëmsetzen. Mir géifen eis dat natierlech wënschen. Mee mir soen einfach: Hei, huelt dat mat an Är Reflexiounen, wou Der jo elo warscheinlech och wäert nach consultéieren, fir dat doten mat an d'Arbecht afléissen ze loosse.

An da fannen ech et schued, dass Der Iech deem elo scho verschléisst. Well Dir wäert jo awer verschidde Pisten hei iwwerpräiwen goen. Dir wäert jo och mat verschiddenen Acteure schwätzen. Mir fannen et schued, dass Der et einfach elo hei erëm nidder-schmettert, nëmme well et vun der Oppositioun kënt.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Bofferding. Den Här Spautz huet nach d'Wuert gefrot.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Ech wëllt just op dat reagéieren, wat d'Madamm Tanson gesot huet. Ech hu mech vläicht onglécklech ausgedréckt, mee dat ass de Punkt hei ganz kloer. Mir hu gesot: „Mir maachen en Aktiounsplang.“ An wann een elo da schonn erëm nach allkéiers wëll dropleeën, da soll een eis och d'Chance loosse ..., der Regierung d'Chance loosse, net eis, mee der Regierung d'Chance loosse, an dee Programm op den Dësch ze bréngen. An duerno kann een och gären nach iwwer aner Saachen schwätzen. Mee et soll een elo fir d'éischt dat eent ofwaarden, éier een dat anert mécht.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Dat ass da kloer gestallt. Dann hunn ech keng Wuertmeldung méi.

Da komme mer zur Ofstëmmung vun der Motioun Nummer 1.

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Fin du vote.

#### Vote sur la motion 1

Dës Motioun huet 25 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen, bei kenger Abstentioun. Si ass also ofgeleent mat 35 Nee-Stëmme géint 25 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;*

*MM. Jeff Engelen (par Mme Alexandra Schoos), Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Diane Adehm) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par Mme Barbara Agostino), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.*

#### Motion 2

Da komme mer zur zweeter Motioun vun haut de Mëtten, och vun der Madamm Bofferding. Madamm Bofferding wëllt Dir direkt nach ...? Dir hutt se schonn explizéiert während Ärer Ried. Wie wëll zu dëser Motioun Stellung huelen? Den Här Baum.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci och hei fir d'Wuert, Här President. A Merci un d'Kolleege vun der LSAP fir d'Motioun, wou et ëm de Soutien fir Leit geet, déi an der Prekaritéit liewen. Loosst mech e puer Remarke maachen, wannechgelift.

Den zweeten Turet hätt gär, dass méi Moyenen zur Verfügung gestallt gi fir den Travail social um Terrain. Dat ass eppes, wat scho souwisou gemaach gëtt. Dat ass eppes, wat am Koalitionsaccord steet. Also wär den doten Turet iwwerflësseg.

Da geet hei rieds ëm den Housing First. Dat ass natierlech eng exzellent Saach, eng exzellent Initiativ fir Leit, déi an der Prekaritéit sinn, respektiv Leit, déi op der Strooss wunnen, fir deene kënnen en Daach iwwer dem Kapp ze ginn. Mir schwätzen hei vun den Hall-de-nuiten, awer och vu Strukture fir Flüchtlingen.

Wa mer awer dann, ass mer zougedroe ginn, bei d'Gemenge ginn, dann ass dee Kontakt méi schwierig. D'Croix-Rouge waart drop, d'Caritas waart drop, de Staat waart drop, dass d'Gemenge solle mathëllefen. Da géif ech hei den Appell maachen. Mir hu jo eng Rei Buergermeeschteren a Schäffen heibannen, vun alle Parteien. Da mengen ech, dass se dann och hir Gemengendiere grouss opmaachen an Zukunft, fir kënnen dem Staat beim Housing First ze hëllefen.

Mir hätt gäre méi Mesures d'encadrement. Ech mengen, et ass och am Kader vun de Budgetsdebatten ugeklongen, dass déi verschidden Organisatiounen iwwer de Staat 70 Leit méi dëst Joer zur Verfügung gestallt kréien.

Dann ass hei eng Demande, dass mer eis sollte spezifesch un déi Jonk wenden, eis spezifesch ëm déi Jonk këmmere, déi am Sans-abrisme sinn. Dat ass natierlech richteg, mee ech mengen, dass et d'Aufgab vum Staat ass, fir sech ëm jiddwieren ze kënnen, deen am Sans-abrisme ass. Do gëtt et och elo säit ganz kuerzem eng nei Altersstruktur zu Berbuerg, Här Minister, mat 20 oder 22 Plazen.

(Interruption)

22 Plazen. Also, dat ass och Work in Progress. Mir bleiwen hei drun.

A well mer eng Rei vun deene Saache souwisou amgaange sinn ze maachen, wollt ech menger Fraktioun virschoen, déi Motioun hei net matzedroen.



Plusieurs voix | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Baum. Wie wëllt nach zu dëser Motioun Stellung huelen? Den Här Spautz, den Här Keup an d'Madamm Tanson.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech wollt dann nach op déi zwee aner Punkten agoen, déi och an der Motioun vun de Kollege vun der LSAP dra sinn. Et ass virdrun och nach eng Kéier drun erënnert ginn, dass d'Justizministesche amgaangen ass mam Code pénal, fir déi Ännerunge virzehuelen an der Mendicitéit an déi Kloerstellung ze maachen, déi mer gemaach hunn.

Et ass och geschwat ginn, wat d'Problematik vun der Kriminalitéit ubelaangt. Och do ass nach eng Kéier ënnerstrach ginn, souwuel an der Regierungserklärung wéi am Koalitionsaccord, dass eppes geschitt mat der Police op der Plaz. An dofir wier dat de Moment net de Moment, wou eis Fraktioun där doter Motioun kéint d'Zoustëmmung ginn.

Villmools Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Spautz. Den Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Et geet mer effektiv och hei ëm den zweeten Tiert: „condamner la mendicité agressive et organisée“. Mir stellen elo fest, dass déi awer lues a lues erëm méi present gëtt hei an der Stad, ...

(Interruption)

... quitte dass hei steet: „interdite par le Code pénal“. Se ass awer do! Et erkennt ee se, et erlieft ee se, d'Leit erliewe se. An ech mengen, dass ee sech mol do misst drëm këmmen, dass een déi Gesetzter, déi do sinn, probéiert, mol duerchzusetzen.

An do feelt mer och e bësse bei deem Ganzen hei, wat natierlech positiv klängt: „Eppes maache fir all déi Leit, déi Problemer hunn. Jo, do muss een hëllefen, déi Jonk an esou weider“ ... Mee dat heite spillt och do mat! An et spillt och mat: Ganz vill Leit – wéi och emol eng Kéier déi Verantwortlech vun der Stad Lëtzebuerg gesot hunn –, déi hei op der Strooss liewen, déi si jo mol guer net aus der Stad! An ech mengen, mir kënnen och net hei d'ganz Welt sozial betreiën. Déi Nuance feelt mer an deem Ganzen, an dofir wäerte mir se net matstëmmen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Also, déi dote Logik, déi hunn ech elo, éierlech gesot, net richtig verstanen. Dat heescht, e Sans-abri, ...

**M. Fred Keup** (ADR) | Da musst Der gutt nolauschteren.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | ... „sans domicile fixe“, do muss een elo mol nach feststellen, vu wou en dann ursprüngelech ass, fir ze kucken, ob en och wierklech därhei an der Stad „sans domicile fixe“ sinn.

(Interruption)

Dir kënnt natierlech Äre Repli op Iech selwer, op all Schichte vun der Populatioun uwenden, mee hei geet et jo ëm wäit méi wéi dat. Hei geet et jo drëm, dass de Leit insgesamt gehollef gëtt, déi a ganz, ganz schwierige Situatiounen sinn.

An ech muss Iech soen: Ech sinn elo och net ganz sécher, d'Argumentatioun vun der Majoritéit verstanen ze hunn. Well wann ech Iech richtig verstanen hunn, dann hutt Der gesot, dass dat souwisou alles géing gemaach ginn.

(Interruption)

Maja. Ass dat esou?

(Interruption)

Jo, ok.

Da wëll ech just un eng Diskussioun erënnere, déi mer virun e puer Wochen hei haten, wou et ëm d'Eestëmmegkeet an der Fiskalitéit gaangen ass op europäeschem Niveau, wou Der d'Motioun matgestëmmt hat vun der ADR heizou, a wou dann ee vun den Deputéierte vun der CSV nach viru ganz Kuerzem um Radio erkläert huet, dat wier ganz normal, eppes matzestëmmen, wat jo souwisou géing gemaach ginn.

Ech stelle fest, wann et dann ëm déi Äermst an der Gesellschaft geet, wéi elo hei, dass dat net méi gëllt. An ech bedauern dat extreem, well: Wann Der dat souwisou maacht, wou ass dann de Problem, fir et matzestëmmen? Mir op alle Fall droen dat heite mat, well mir fannen, dass dat alles an déi richtig Richteg geet.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Also, mir kënnen dat heiten nëmme matdroen. Ech weess och net, firwat sech elo hei dergéint gesträubt gëtt, et matzedroen. Virun allem verstinn ech déi Ausso vum Här Baum elo net, wann en eis seet, et wär elo op eemol un den LSAP-Buergermeeschteren, hei aktiv ze ginn.

**Une voix** | All d'Buergermeeschteren!

**M. Sven Clement** (Piraten) | All d'Buergermeeschteren! Ma, da géif ech vläicht eng Kéier an Ärer Heemechtsgemeng doriwwer nodenken. Dir hutt jo och nach e puer Schäfte bei Iech an der Partei, déi do kéinten aktiv ginn. A virun allem vis-à-vis vun Iech setzen der e puer. A wann ech dann driwwer nodenken, datt et souguer eng grouss Stad am Land gëtt, ...

(Interruptions)

... net d'Stad Lëtzebuerg, net datt d'Madamm Polfer elo direkt hei Fait personell huet, mee eng grouss Stad hei am Land, wou souwuel d'DP wéi d'CSV an der Majoritéit sinn, wou de Buergermeeschter awer eng Hëllefaktioun fir Sans-abrie wollt ënnerbannen!

Also, ech mengen, datt dat heite méi wéi néideg ass an datt mer net sollten higoen an dat doten direkt erëm verdamen. Mir sollten dat doten éischer stëmmen an domadder weisen, datt dës Chamber och en Häerz fir déi Schwächst an der Gesellschaft huet, an net nëmmen, wéi virdrun am État de la nation, fir d'Multimillionären.

Villmools Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Jo, merci, Här Clement. Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Ech gesinn dat änlech wéi den Här Clement an och d'Madamm Tanson. Also, ech fannen éischer, datt d'Motioun roueg nach méi wäit kéint goen. Mee vu datt dat hei effektiv alles dat ass, wat d'Regierung jo awer och wëlles huet ze maachen, a vu datt de Premier virdrun, wann ech em richtig nogelauschert hunn, jo awer och den Häerzenswonsch ausgedréckt huet, datt mer genau op där doter Fro eng méiglechst Unanimitéit fannen, verstinn ech elo net, firwat d'CSV an d'DP dat hei net wëlle matstëmmen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Baum. Si soss nach Wuertmeldungen dozou do? Jo, d'Autrice, d'Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Zu de Kollege vun der CSV an der ADR: Dir huet Iech

jo haaptsächlech op dee juristesche Volet vun der Mendicitéit fokusséiert. Mee hei geet et ëm déi sozial Mesüeren, wou mer proposéieren, dass déi solle geholl ginn, fir de Leit um Terrain och konkret ze hëllefen.

Den Här Baum huet gesot, dass se d'Motioun elo net matdroen, well et effektiv jo Saache sinn, déi se schon amgaange wäeren ëmzesetzen, dass dat schon alles esou gereegelt wär. Ben, da géif ech proposéieren, dass mer dann eng Modifikatioun maache beim zweeten Tiert, wou Der ... Ech fannen et nämlech ganz interessant, wat Der elo gesot hutt: dass beim Housing-First-Konzept nach aner Gemenge sech un deem sollte bedeelegen. Mir schreiw jo och hei vun der Dezentraliséierung. Also, wa mer do-duerch elo d'Unanimitéit kréien, wa mer nach en Niewesaz bäisetzen, dass mer en Appell un d'Gemenge maachen, da si mir gäre bereet, dat ze maachen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Bofferding. Hunn ech dozou nach Wuertmeldungen?

(Négation)

**Une voix** | Au vote!

(Hilarité)

**M. Claude Wiseler**, Président | Dat ass visiblement net de Fall.

**Vote sur la motion 2**

Da maachen ech de Vott zu der Motioun Nummer 2 vun der Madamm Bofferding op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass heimat ofgeschlossen.

D'Resultat vum Vott ass: Jo: 20, Nee: 40. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Stëmme ofgeleent.

*Ont voté oui* : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

*Ont voté non* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Octavie Modert), Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Marc Spautz) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen (par Mme Alexandra Schoos), Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

**Motion 3**

Da komme mer zur Motioun Nummer 3, déi vun der Madamm Tanson deposéiert ginn ass. Madamm Tanson, Dir hutt se explizéiert während Ärer Ried. Wie wëllt dozou Stellung huelen? Här Baum.

(Interruption)

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci de Kolleege vun der grénger Partei fir dës Motioun. D'Madamm Tanson huet eng ganz interessant Ried gehalten de Mëtten, hunn ech fonnt. Ech wollt Iech awer soen, Madamm Tanson: Dir moot awer relativ vill schwaarz. An ech kann Iech soen, dass dës Koalitioun wäert derfir suergen, dass d'Land net ënnergeet! Well et ass awer e bëssen dat Bild, wat Dir gemoolt hutt.

Dir fuerdert hei eng Steuerreform, eng ekologesch, sozial, equitabel, fir 2027. Ech si kee Finanzmann, ech si keen Expert an de Steieren, sécher net, mee wann een dat do fuerdert, an Zäit vu sechs Méint ze maachen, da muss ech Iech soen, dass dat awer scho relativ dreist ass, zemoos well mer wëssen, dass mer jo fir 2026 vun der Regierung a vum Här Finanzminister e Projet op den Dësch geluecht kriien.

Hei fuerdert Der och en Eropsetze vum Spëtzeziensatz op 45 %, eppes, wat net an eisem Koalitiounsaccord steet. An dofir géif ech meng Kolleegeen hei net matzedroen.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Baum. Den Här Spautz huet sech d'Wuert nach gefrot.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Jo, merci, Här President. Ech wëll och nach eng Kéier just op dat agoen, wat och vum Premier ënnerstrach ginn ass, dass engersäits den Aarmutspiang kennt, deen de Familljeminister amgang ass auszeschaffen, dass anerersäits ugekënnegt ginn ass, dass fir den 01.01.2025 d'Steiertabell ugepasst gétt an dass gläichzäiteg, wat d'Monoparentallen ubelaangt, an der Klass 1a och fir den 01.01.2025 Aktiounen kommen.

Et ass gëschter gesot gi vum Premierminister, et ass haut och am Debat nach eng Kéier gewiescht. Dofir gesi mir de Moment net an, fir dës Motioun matzestëmme, an dofir wäerte mir se ofleenen.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Spautz. Hunn ech soss nach eng Wuertmeldung? D'Madamm Bofferding, jo.

*(Problème de sonorisation)*

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Et ass gutt elo, elo klapp et. Merci.

Mir wäerten dës Motioun hei matdroen, well effektiv eng Rëtsch Aspekter dra sinn, déi mir och an eise Motiounen hu respektiv et esou schonn op anere Plaze gefuerdert hunn.

Zu der Remark vum Här Baum elo, wat d'Steierreform betrëfft, sinn ech e bëssen iwwerrascht, wëll hei an deem Haus si scho vill Debatten iwwert d'Fiskaliteit gefouert ginn, wou wierklech viles preparéiert ginn ass. Ech mengen, do war nach en Débat d'orientation, wou alleguerten d'Aspekter op den Dësch geluecht gi sinn. Dofir verstinn ech net, dass een elo seet, dass een dofir nach vill méi Zäit bräicht respektiv nach alles misst esou analyséiert ginn.

Ech mengen, Dir hutt jo och e Finanzminister, dee jo awer relativ suedelfest an deem Dossier ass, dee jo och ëmmer zu allem eng Meenung huet. Dofir verstinn ech net, dass Der Iech deem elo hei verschléisst, fir dat doten unzegoen. Wéi gesot, mir wäerten déi Motioun hei ganz sécherlech matstëmme.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Bofferding. Dann den Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Merci, Här President. Am Kär ass déi Motioun eis ganz sympathesch, well d'Ziler eis ganz sympathesch sinn. Mir brauchen eng Steiergerechtkeet. Ech si virdrun e bëssen drop agaangen, wou een och deelweis iwwert d'Steiere ka schwätzen.

Wat fir eis awer e bëssen onkloer hei ass, dat ass, dass hei einfach en neie Spëtzeziensatz an de Raum geworf gétt, ouni awer eng Pist ze ginn, ab wéini. Ech hunn dat vläicht virdrun net héieren, mee et ass awer en Ënnerscheid, ob esou e Spëtzeziensatz ..., bei wéi engem Montant, bei wéi enger Tranche dee soll ufänke mat gräifen, a wéi en dohinnerkennt. An deementspreechend: À ce stade géife mir eis hei enthalen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Clement. Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir ënnerstetzen dat heiten. Et sinn effektiv grouss Linnen dra virgezeent. Et ass awer och nach eng ganz grouss Marge de manoeuvre oder Saachen, déi ze kläre sinn, effektiv: Ab wéi engem Montant gräift dee Spëtzeziensatz? Mee, dass et awer kloer ass, dass mer wëllen an déi dote Richtung goen, fir en an d'Luucht ze setzen. Dir kennt eis Positioun. Déi géif souguer nach driwwer erausgoen. Dat hei wier, zumindest fir eis, awer eppes Intermediaires, wat mer op jidde Fall géife vun der Richtlinn ënnerstetzen. An duerfir stëmme mir dat hei och mat.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Baum. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Jo, ech maachen et am Fong kuerz. Ech kéint hei op eng ganz Partie Saachen agoen. Mee ech mengen dat, wat hei vun deene Grénge proposéiert gétt, dat ass nun awer emol a ganz ville Punkte ganz wäit ewech vun deem, wat mir wëllen, wat vill Leit wëllen. An ech mengen, dass dat doten eppes ass, wat mir op kee Fall kënnen matstëmme.

Ech mengen och, dass ee sech iergendwann eng Kéier muss bewosst ginn, a Situatiounen vu Krisen, a Situatiounen, wou manner Suen do sinn, och dat, wat Dir ëmmer wëllt maachen – do deen Equiliber zwëschen deem Sozialen an dem Bekämpfe vun dem CO<sub>2</sub>-Ausstouss, deen immens deier ass –, dass dat net wierklech fonctionéiert. Fir et einfach kuerz ze maachen: Dat hei kënnen mer net matstëmme.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo. Fir d'éischt emol, Här Baum – also, Här Gilles Baum –, ech weess net, ob ech eng aner Ried gehalten hu wéi déi, déi Dir héieren hutt. Ech hu keen ...

**M. Gilles Baum** (DP) | Dir hutt eng ganz gutt Ried gehalten.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Maja. Très bien! Merci fir d'Kompliment.

*(Interruption par M. Gilles Baum)*

Merci fir d'Kompliment.

Eng Schwaarzmolerei war net dran. Ech si just der Meenung, dass ee sech net de Realitéiten dierf verschlëssen. An déi Krisen, déi de Premier d'ailleurs och opgezeent huet a sengem éischten Deel, do sinn och einfach der Meenung, a mir sinn der Meenung – an, ech mengen, mir sinn net eleng domadder –, dass een do och aner Léisunge muss bréngen, wéi just mat Prozedurevereinfachungen ze kommen. Dat war d'Essenz vun deem, wat ech gesot hunn.

An dat ass keng Schwaarzmolerei, well souguer de Premierminister huet de Moien nach um Radio gesot: „Mir sinn an enger ganz schwiereger Situatioun.“ An et kann een natierlech och alles blo molen ...

*(Interruptions)*

Ech weess, ech weess.

*(Hilarité)*

**M. François Bausch** (déi gréng) | ... do sinn déi Blo dru gewinnt!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Mee en l'occurrence sinn ech schonn der Meenung, dass ee muss och de Realitéiten an d'A kucken.

Dann zu den Ofstëmmungsverhalen hei bei deene Motiounen: De Premier hat et och virdu schonn ugeschwat, wou e gesot huet, fréier, virun e puer Méint, du wier alles mat 31:29 ofgestëmmt ginn. Wat d'ailleurs och net ganz richtig ass. Ech ka mech un e puer Proposition-de-loien notament erënneren, déi a mengem Beräich ugeholl gi sinn, well ech dat ënnerstetzt hunn.

Mee hei si mer wierklech an der Logik: Entweder et gétt net ugeholl, well et am Koalitiounsaccord steet, oder et gétt net ugeholl, well et net am Koalitiounsaccord steet.

*(Hilarité)*

Dat heescht, et ass ëmmer entweder dat eent oder dat anert.

**Une voix** | Ausser et kennt vun der ADR ...

*(Hilarité)*

**M. François Bausch** (déi gréng) | ... huet do méi Chance ...

*(Hilarité)*

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Zu dem Spëtzeziensatz ...

**M. Claude Wiseler**, Président | Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Zu dem Spëtzeziensatz vu 45 %: Dat hei ass, wéi gesot, eng Richtlinn, wou mer gär géifen driwwer diskutéieren. Déi géif sech och natierlech aschreien an déi Tabell, wéi mer se elo am Moment kennen, de Fall gesat, déi Reform kennt nach net an, dat heescht, dat géif einfach hannert déi nächst Montante kommen.

Natierlech kann een dorivver diskutéieren, op wéi engem Montant dat ugesat gétt. Mee ech denke schonn, dass mer do op alle Fall nach Marge hunn, zemoos wa mer eis wierklech mussen och d'Fro stellen iwwert d'Géigefinanzéiere vun all deene Mesüreen, déi mer jo all och gären ëmmer erëm wëllen huelen.

Ech muss awer soen, wann ech dann d'ADR héiere soen, dass dat, wat mer hei proposéieren, ganz wäit ewech ass vun Äre Preoccupatiounen, da confirméert dat u sech dat, wat ech just virdrun – also, bei menger Ried, déi da jo anscheinend dem Här Baum gefall huet – gesot hunn. Well mir schwätzen driwwer, dass mer d'Aarmut solle bekämpfen, mir schwätzen driwwer, dass mir sollen déi héich Revenuen taxéieren, mir schwätzen driwwer, dass mer solle Steieren erhiewen, fir d'Mobiliséierung vun Terrainen ze garantéieren. An duerfir fannen ech dat dann awer interessant, Här Keup, wann Der sot, mir wieren do ganz wäit ewech vun Äre Preoccupatiounen.

**M. Meris Sehic** (déi gréng) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson. Et ass elo keng aner Wuertmeldung do.

Da géif ech och dës Motioun Nummer 3 zum Vott stellen.

**Vote sur la motion 3**

De Vott fänkt un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 17 Jo-Stëmme, 40 Neestëmme an 3 Abstentiounen. Dës Motioun ass also



ofgeleent mat 40 Nee-Stëmme géint 17 Jo-Stëmme bei 3 Abstentiuonen.

*Ont voté oui* : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel) ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

*Ont voté non* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par Mme Diane Adehm), MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par M. Max Hengel), Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par M. Maurice Bauer) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par Mme Barbara Agostino), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Fernand Etgen), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

MM. Jeff Engelen (par Mme Alexandra Schoos), Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

*Se sont abstenus* : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.

#### Motion 4

Da komme mer zu der véierter Motioun, déi deposéiert ginn ass vum Här Sven Clement. Här Clement wëllt Dir se nach explizéieren? Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo also, Här President, ech hunn dat heiten deposéiert, well mer jo och gëschter nach, an och haut, e bëssen eng Diskussioun haten iwwert d'Gefill, iwwer Fakten, doriwwer, wem et zum Schluss zeguttkënn. Ech verstinn, datt d'Regierungsparteien der Meenung sinn, datt dat natierlech genau där richteger Zilgrupp zeguttkënn. An ech verstinn awer och ... Also ech hoffen, Dir hutt awer och e bësse Versteesdemech derfir, datt d'Opposition dat naturgeméis e bësse méi kritisches gesäit an do vläicht en anert Gefill huet.

An ech wollt deen Debat awer e bëssen erëm op Faktenniveau bréngen. Op en Niveau, wou mer herno – net haut, well haut hu mer d'Zuelen net méi –, an engem Joer an an dräi Joer, awer eng Kéier kënnen eng Evaluatioun maachen an iwwert déi Zuele schwätzen. An dofir hunn ech déi heite Motioun matbruecht, fir datt mer eebe genau déi Mesürene, déi elo am Pak Logement dra sinn, an engem an an dräi Joer eng Kéier kënnen evaluéieren a kucken, u wie se gaange sinn.

An da kënnen mer mat Fakten diskutéieren. A wa se da bei deene Richtegen ukomm sinn, dann hunn ech och kee Problem domadder ze soen, datt d'Regierung dat gutt gemaach huet. Wa se awer bei deene Falschen ukomm sinn, da wëll ech dat awer och kënnen dee Moment mat Fakte beleeden.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Clement. Wie freet heizou d'Wuert? Den Här Spautz.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Jo, merci, Här President. Och merci dem Här Clement fir déi Motioun, fir déi Aarbecht, déi e sech gemaach huet, fir déi Motioun ze erstellen. Ech wëll soen, dass mir dat e bëssen aneschtters gesinn.

(Hilarité)

Deen éischte Paquet ass bis elo gemaach ginn. Et kënn nach en zweete Paquet, wou mer amgang sinn, wou mer wëssen, dass déi véier Ministeren dat wäerten an deenen nächsten Deeg virstellen, sou dass een och alles dat soll ofwaarden an een elo net soll ufänken ze kucke bei all eenzelnem Projet, mee dass een duerno dat Globaalt soll kucken. An dat solle mer och maache virum Ofschluss vun dëser Legislaturperiode, dass een dann déi Fakten alleguerten op den Dësch leet. Duerfir kënnen mir dëser Motioun zu dësem Zäitpunkt eis Zoustëmmung net ginn.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Spautz. Hunn ech nach Wuertmeldungen zu dëser Motioun? D'Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ben, ech denken, dass et wierklech wichteg wär, och fir dann déi Kriticken ze entkräften, wou jo d'Majoritéit der Meenung ass, dass se onberechtegt sinn, fir dat doten ze maachen, fir ze kucken: Wem kënn dat zegutt? An ob dat elo no engem Joer, no zwee Joer, no dräi Joer ass – ech denken, do kéint sech garantéiert driwwer diskutéiere loosse, Här Clement, gediert? Mee ech fannen et immens schued, wann ee sech enger Evaluatioun wéi där heiter verschléisst, bei eppes, wat awer esou kontrovers diskutéiert ginn ass, wéi déi Mesürene, déi do geholl ginn.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson. Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Mir wäerten dës Motioun matdroen, well mer fannen, dass et interessant ass, eebe justement eng Evaluatioun ze maachen. Ech ka mech erënneren, wéi hei am Haus beim Paquet Logement 2.0 den Artikel 29bis agefouert ginn ass, dass do vill Diskussioun war. Ech weess nach haaptsächlech vun där doter Säit.

(Mme Taina Bofferding s'adresse au groupe politique CSV.)

An do ass gesot ginn, mir missten onbedéngt eng Evaluatioun maachen, fir ze kucken, ob den Artikel gräift, ob d'Gemengen dorobber zrëckgräifen, ob dat eppes bréngt. Do ass et net séier genuch gaangen. Do sinn, mengen ech, nodeems en en vigueur war, no zwee Méint schonn déi éischt Question-parlementaire gestallt ginn, fir ze froen, wéi et weidergéet.

Dofir fannen ech et e bësse speziell, dass et op eemol elo heescht, dass een net sollt eng Evaluatioun maachen, well ech mengen, dass dat awer gutt deet, justement fir ze kucken, wat herno den Impakt vun deenen Dispositionen ass, vun deene Mesürene, déi mer och hei am Haus huelen. An dofir verschléisse mir eis deem guer net. Au contraire, mir fannen, dass an Zukunft eigentlech nach méi esou Evaluatioune misste stattfannen, fir ze kucken, wat eeben de genauen Impakt dovunner ass.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Bofferding. Hunn ech nach eng Wuertmeldung? Den Här Baum, jo.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir ënnerstëtzen dës Motioun och. An ech ka mech awer och nach drun erënneren, wéi ech mam President vun der Fraktioun vun der CSV nach méi gemeinsam hat wéi just de Virnumm, nämlech d'Tat-saach, datt mer allen zwee an der Opposition waren, do huet d'CSV awer esou zimmlech bei all Projet de loi Evaluatioune gefrot.

(Hilarité)

An duerfir fannen ech et elo e bësse bosseg, datt se seet, nee, dat bräicht een net. Ech mengen, grad an

deem heite Beräich, wou et wierklech eng Fro ass och vun Inegalitéiten, wier et immens wichteg, déi Evaluatioun kënnen ze maachen. Duerfir wäerte mir dat hei matstëmmen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Baum. Ech gesinn elo, datt keng aner Wuertmeldung méi do ass. Den Här Clement als Auteur wëll zum Schluss nach d'Wuert huelen.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, Här President. Ech wollt just, éischtens emol, der Madamm Tanson soen: Jo, mir wäeren natierlech bereet, den Delai unzepassen. Do wäere mer ganz flexibel.

Ech muss awer och soen, datt ech e bëssen erstaunt sinn iwwert déi Retizienz vun der Majoritéit, fir hei eng Evaluatioun ze maachen, nodeem se eis virgeworf hat, mir géife mat Fantasiezuelen hantéieren a mir géife Mäercher erzielen, well genau dat war de Versuch, et ze entkräften.

Wann Der elo sot: „Mee mir wëllen déi Evaluatioun do net“ ... An iwwerregens, Här Spautz, wann Der d'Motioun ganz genau liest, da steet do net dran, datt mer just d'Mesüre vum Logementsdësch wëllen analyséieren. Wann Dir elo mat engem zweete Paquet kommt, si mer ganz gäre bereet, dat mutatis mutandis dorobber ze applizéieren an déi nämmelech Evaluatioune och do ze maachen. Well mir müssen hei schonn ... Aleng deen dote Projet ass iwwer eng hallef Milliard Steiergelder. An elo gétt hei mat 35 zu 25 oder vläicht da mat 40 zu 20, dat wësse mer net, dat doten – Transparenz u sech – verhënnert. An dat fannen ech schued. Et geet hei ëm richteg vill Geld an ech mengen, datt et wichteg wär, dat ze evaluéieren.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Clement. Elo ass keng weider Wuertmeldung do.

#### Vote sur la motion 4

Da géng ech och de Vott zu der Motioun Nummer 4 vum Här Clement opmaachen. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An dann ass de Vott ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 35 Nee-Stëmmen a 5 Abstentiuonen. Dës Motioun ass also mat 35 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiuonen ofgeleent.

*Ont voté oui* : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

*Ont voté non* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. André Bauler), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel.

*Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen (par Mme Alexandra Schoos), Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

### Motion 5

An da komme mer zur leschter Motioun, der Motioun Nummer 5, och deposéiert vum Här Clement. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech hat et virdru kuerz ugeschwat, ech hat et awer net ganz erkläert, och faute de temps an där Ried: Et geet eis hei net drëm, fir déi 8.000 Euro fir jiddwieren an an all Situatioun ze erhalen. Et geet eis wierklech ëm den Ëmstig vun engem Verbrenner op en Elektroauto. Dat heescht, et ass wierklech just am Fall, wou een u sech en Ëmstig mécht vun engem fossille Brennstoffgefier op en elektrescht Gefier, datt mer do déi Primm wéilten op 8.000 Euro halen.

An allen anere Fäll hunn ech meng Kriticken un der Propos vun der Regierung schon ubruecht. Ech ginn awer net esou wäit, fir déi komplett op d'Kopp wëllen ze stellen. Et geet eis hei wierklech drëm, e richtegen Incentive ze erhalen, fir datt ee Leit, déi haut e Verbrenner hunn an déi mam Gedanke spillen, vläicht en Elektro ze kafen – also net een, dee schon eng Kéier eng Primm fir en Elektroauto krut, mee een, dee wierklech fir d'éischte Kéier wiesselt –, zousätzlech Incentivë gëtt. An dat wär eis Propos vun dëser Motioun.

An ech hoffen do u sech op eng méi breet Zoustëmmung, wéi dat vläicht op den éischte Bléck kéint kléngen. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Clement. Wie freet sech heizou d'Wuert? Den Här Spautz, dann den Här Keup.

**M. Marc Spautz** (CSV) | Merci, Här President. Och nach eng Kéier merci dem Här Clement fir seng Propos. Mir hu scho gëschter op enger anerer Plaz iwwert déi Punkten do geschwat an och nach eng Kéier haut de Moien heibannen. Ech wëll nach eng Kéier soen: Mir hunn am Koalitiounsaccord ofgemaach – a mir hunn dat och gëschter héieren an der Ried vum Premierminister –, dass mir där Meenung sinn, déi

Primm zrëckzufueren op 6.000 Euro fir all Auto, deen déi 16-Kilowatt-Grenz net iwwerschreit.

Haut de Moie schon hat ech mat Äre Fraktiounskolleegen eng Diskussioun iwwert déi Autoen, déi do mat dra sinn, well ech do vun engem opmierksamen Zuhörer dat geschéckt kritt hunn, wat fir eng Autoen dat sinn – do gëtt et anscheinend och nach Ënnerscheeder mat de Felgen a mat de Spigelen, mee do halen ech mech awer elo eraus –, dass do déi 6.000 Euro geschélt si bei deene 16 Kilowatt.

Mir hunn och gesot, dass bei den Occasionen an Zukunft sollen 1.500 Euro ausbezuelt ginn. Dat heescht, da bleiwe mer pro Auto nach ëmmer bei 6.000 plus 1.500, bei 7.500 Euro. An dat selwecht ass och, wou deemools geschwat ginn ass vu Groussfamilljen: Et

ass extra ënnerstrach gi vun der Regierung, dass bei dräi Kanner eng aner Moosnam géif gräifen. Dofir si mir der Meenung, mir solle bei deem bleiwen, sou wéi d'Regierung dat elo virgeschloen huet an datt och an deenen nächste Wochen dat ganz Gesetz wäert op den Instanzewee goen.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Spautz. Wie wëllt heizou nach d'Wuert huelen? Den Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Ech verstinn eigentlech net, firwat ee bei Elektroautoen eng Primm gëtt a bei Bensinnsautoe keng Primm gëtt.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

*(Hilarité)*

**M. Fred Keup** (ADR) | Vun dohier stëmme mer dat hei net mat.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Also ech géif proposéieren, datt een och nach d'Päerdschutz derbäihëlt!

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Keup. D'Madamm Tanson huet d'Wuert gefrot.

*(Interruptions)*

**M. François Bausch** (déi gréng) | Wat? Ech hunn och heiansdo gutt Iddien, Här Weidig!

*(Hilarité)*

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech stelle fest, datt der ADR d'Gesondheet vun de Leit egal ass, ...

**Plusieurs voix** | Très bien!

*(Interruption par M. Fred Keup)*

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | ... well och wann Der ... Jo, mir wësse jo, dass Der leugnet, dass mer e Klimawandel hunn, ...

**M. Fred Keup** (ADR) | Nee!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | ... dass mer Problemer hunn, wat dat ubelaangt, mee ech wosst net, dass Der och géingt leugnen, dass Deselemissiounen géngen zu ganz schlëmme Krankheete féieren, dass eng schlecht Loftqualitéit géng zu schlëmme Krankheete féieren, a grad eeben och erëm hei bei deenen Ärmeren an eiser Gesellschaft. An ech denken, dass et am Sënn vu jiddweringem ass, wa mer eng gesond Loft fërderen, an domat och d'Gesondheet vun de Leit.

Mir sinn der Meenung – ech hunn dat de Moie gesot –, dass et eigentlech utile gewiescht wär, och well dat heite wierklech e bëssen en Hauruckverfaren ass, wann déi Primmen einfach weidergelaf wäeren elo ee Joer, an dann hätt ee kënnen iwwert déi Seuilen diskutieren. Well, Här Spautz, déi Lëscht, déi am Moment existéiert, déi ass net ganz fouilléiert fir Leit, déi kee Luxusauto wëllen, mee déi wëllen en Auto hunn, dee se kënnen am Alldag mat enger Famill benotzen, an déi just een Auto wëllen hunn an net puer Autoe wëllen hunn, fir dat dann och ze maachen.

An en plus ass et eeben och esou, dass déi heite Mesüeren awer elo e bëssen iwwert de Knéi gebrach geholl goufen. A mir bedauern dat, well et en onnéidegen Drock op de Consommateur an op de Marché mécht.

Dat hei ass awer op alle Fall besser wéi dat, wat d'Regierung proposéiert. Duerfir kënnen mer dat och matstëmmen. Mee wéi gesot, eiser Meenung no wär et besser gewiescht, déi Aiden einfach ee Joer nach esou weiderlafen ze loossen an dann en temps utile ze kommunizéieren, wéi een dat géng adresséieren.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson. Ech gesinn elo keng weider Wuertmeldungen.

Da géng ech och dës Motioun Nummer 5 vum Här Clement zum Vott stellen.

### Vote sur la motion 5

De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 20 Jo-Stëmmen, 40 Nee-Stëmmen. Dës Motioun ass also mat 40 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui : M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Yves Cruchten) ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Françoise Kemp), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar (par Mme Diane Adehm), Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp) et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering (par M. Gusty Graas), Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Guy Arendt), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*MM. Jeff Engelen (par Mme Alexandra Schoos), Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.*

Domat wäere mer dann haut um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

*(La séance publique est levée à 17.49 heures.)*



## Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique** p. 38  
M. Claude Wiseler, Président
- 2. Changement de composition d'une commission parlementaire** p. 38  
M. Claude Wiseler, Président
- 3. Changement de composition d'une délégation luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale** p. 38  
M. Claude Wiseler, Président
- 4. Communications** p. 38  
M. Claude Wiseler, Président
- 5. Dépôt d'une résolution par Mme Sam Tanson** p. 39  
Exposé : Mme Sam Tanson
- 6. Heure de questions au Gouvernement** p. 39
  - Question n° 71 du 13 juin 2024 de Mme Octavie Modert relative à l'organisation du « Wäibaudësch », adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture** p. 39  
Mme Octavie Modert | Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture
  - Question n° 72 du 11 juin 2024 de Mme Taina Bofferding relative au taux d'abstention, aux bulletins nuls ainsi qu'à une réforme éventuelle du processus de l'organisation d'élections, adressée à M. le Premier ministre** p. 39  
Mme Taina Bofferding | M. Luc Frieden, Premier ministre
  - Question n° 74 du 13 juin 2024 de Mme Alexandra Schoos relative aux animaux exotiques, adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture** p. 39  
Mme Alexandra Schoos | M. Fernand Etgen | Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture
  - Question n° 75 du 13 juin 2024 de M. Fernand Etgen relative à la possession et l'encadrement des animaux domestiques au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture** p. 40  
Mme Alexandra Schoos | M. Fernand Etgen | Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture
  - Question n° 73 du 13 juin 2024 de M. André Bauler relative à l'introduction d'une carte d'identité professionnelle pour médecins, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 41  
M. André Bauler | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
  - Question n° 76 du 13 juin 2024 de M. Max Hengel relative aux problèmes de fonctionnement récents du tomographe à émission de positrons, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 41  
M. Max Hengel | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
  - Question n° 77 du 13 juin 2024 de Mme Sam Tanson relative au rôle du modèle « tripartite », adressée à M. le Premier ministre** p. 42  
Mme Sam Tanson | M. Luc Frieden, Premier ministre
  - Question n° 78 du 13 juin 2024 de M. André Bauler relative au délai du dépôt de la déclaration fiscale des personnes physiques, adressée à M. le Ministre des Finances** p. 42  
M. André Bauler | M. Gilles Roth, Ministre des Finances
  - Question n° 79 du 13 juin 2024 de M. Marc Goergen relative à la baisse des taux d'intérêt, adressée à M. le Ministre des Finances** p. 43  
M. Marc Goergen | M. Gilles Roth, Ministre des Finances
  - Question n° 80 du 13 juin 2024 de Mme Diane Adehm relative à la gratuité des numéros de téléphone des institutions publiques luxembourgeoises, adressée à M. le Premier ministre** p. 43  
Mme Diane Adehm | M. Luc Frieden, Premier ministre
  - Question n° 81 du 13 juin 2024 de M. David Wagner relative à la plateforme pour l'action climat et la transition énergétique, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité** p. 44  
M. David Wagner | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité
- Question n° 82 du 11 juin 2024 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'accessibilité aux services bancaires au Luxembourg, adressée à M. le Ministre des Finances** p. 44  
M. Mars Di Bartolomeo | M. Gilles Roth, Ministre des Finances
- 7. Dépôt d'une motion par Mme Joëlle Welfring** p. 45  
Exposé : Mme Joëlle Welfring  
Prise de position du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre
- 8. Ordre du jour** p. 45  
M. Claude Wiseler, Président
- 9. 8128 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias** p. 46  
Rapport de la Commission des Médias et des Communications : M. Félix Eischen  
Discussion générale : M. Gusty Graas | Mme Francine Closener | M. Tom Weidig | M. François Bausch | M. Ben Polidori | M. David Wagner  
Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité  
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8128 et dispense du second vote constitutionnel
- 10. 8204 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques** p. 48  
Rapport de la Commission des Médias et des Communications : M. Guy Arendt  
Discussion générale : M. Félix Eischen | Mme Francine Closener | M. Tom Weidig | M. François Bausch | M. Ben Polidori | M. David Wagner  
Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité  
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8204 et dispense du second vote constitutionnel
- 11. 8205 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant organisation de la gestion des ondes radio-électriques** p. 50  
Rapport de la Commission des Médias et des Communications : Mme Stéphanie Weydert  
Discussion générale : M. Luc Emering | Mme Francine Closener | M. Tom Weidig | M. François Bausch | M. Ben Polidori | M. David Wagner  
Prise de position du Gouvernement : Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité  
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8205 et dispense du second vote constitutionnel
- 12. 8291 – Projet de loi portant modification de :**
  - 1° la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;**
  - 2° la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep ;**
  - 3° la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;**
  - 4° la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;**
  - 5° la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;**
  - 6° la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;**
  - 7° la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ;**
  - 8° la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ;**
  - 9° la loi modifiée du 16 juillet 2019 relative à l'opérationnalisation de règlements européens dans le domaine des services financiers,**
 en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2554 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 sur la résilience opérationnelle numérique du secteur financier et

**modifiant les règlements (CE) n° 1060/2009, (UE) n° 648/2012, (UE) n° 600/2014, (UE) n° 909/2014 et (UE) 2016/1011 et de la transposition de la directive (UE) 2022/2556 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 modifiant les directives 2009/65/CE, 2009/138/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE, 2014/65/UE, (UE) 2015/2366 et (UE) 2016/2341 en ce qui concerne la résilience opérationnelle numérique du secteur financier**

p. 52

Rapport de la Commission des Finances : M. Laurent Mosar

Discussion générale : M. Laurent Mosar | M. André Bauler | M. Franz Fayot | M. Fred Keup | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement | M. David Wagner

Prise de position du Gouvernement : M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Vote sur l'ensemble du projet de loi 8291 et dispense du second vote constitutionnel

**13. 8273 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'enregistrement des réunions des commissions, du Bureau et de la Conférence des Présidents**

p. 54

Rapport de la Commission du Règlement : Mme Stéphanie Weydert

Discussion générale : M. Guy Arendt | M. Mars Di Bartolomeo | Mme Alexandra Schoos | Mme Sam Tanson | M. Sven Clement (intervention de M. Marc Goergen) | M. Marc Baum | Mme Sam Tanson | Mme Stéphanie Weydert | M. Sven Clement

Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8273

**14. Résolution de Mme Sam Tanson relative aux sondages sortie des urnes (SSU)**

p. 56

Discussion générale : M. Marc Spautz | M. Gilles Baum | M. Fred Keup | Mme Taina Bofferding | M. Sven Clement | M. Marc Baum | Mme Sam Tanson

Vote sur la résolution modifiée (adoptée)

**15. Motion de Mme Joëlle Welfring relative aux instructions vestimentaires à l'occasion de la célébration publique de l'anniversaire de la naissance de S.A.R. le Grand-Duc**

p. 58

Discussion générale : Mme Mandy Minella | Mme Alexandra Schoos | Mme Taina Bofferding | Mme Nathalie Morgenthaler | M. Sven Clement | M. Marc Baum | Mme Joëlle Welfring

Vote sur la motion (adoptée)

Présidence : M. Claude Wiseler, Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Serge Wilmes et Mme Elisabeth Margue, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

**1. Ouverture de la séance publique**

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

**Mme Martine Hansen**, Ministre | Nee, Här President.

**2. Changement de composition d'une commission parlementaire**

**M. Claude Wiseler**, Président | Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, huet d'DP-Fraktioun folgend Ännerung matgedeelt: An der Commission des Pétitions ersetzt d'Madamm Mandy Minella den Här Gilles Baum.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

**3. Changement de composition d'une délégation luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale**

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentareschen Delegatiounen ugeet, huet d'LSAP-Fraktioun folgend Ännerung matgedeelt: An der Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil parlementaire interrégional, dem CPI, ersetzt d'Madamm Liz Braz d'Madamm Paulette Lenert als effektive Member.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

**4. Communications**

Esou wéi dat am Chambersreglement virgesinn ass, wollt ech folgend Kommunikatioun un d'Chamber maachen: Den 11. Juni 2024 huet de President vun Staatsrot matgedeelt, dass e Poste vu Staatsconseiller vakant wäert ginn. Esou wéi et festgehalen ass am ofgeännerte Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Staatsrot an an den Artikelen 116 bis 127 vum Chambersreglement, ass d'Chamber dozou opgeruff, e Kandidat fir de Poste vu Staatsconseiller ze bezeichnen. Interessente kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspresident riichten, an dat bis spëitstens de 4. Juli 2024. Den Datum vum Poststempel ass maassgebend.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzerechen, déi beleen, dass d'Konditiounen aus dem Gesetz erfüllt sinn. Dat heescht, éischtens d'Lëtzebuurger Nationalitéit ze hunn, zweetens am Besëtz vun den zivillen a politesche Rechter ze sinn, drëttens am Grand-Duché ze residéieren a véiertens den Alter vun 30 Joer erreecht ze hunn.

Esou wéi den Artikel 6 vum ofgeännerte Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Staatsrot et virgesäit, huet eis de Staatsrot folgend zwee Profiller matgedeelt, déi d'Chamber an hirem Choix leede sollen: éischtens eng Persoun mat enger zoliter professioneller Erfahrung am Wirtschafts-, Finanz- a Gesellschaftsrecht an zweetens eng Persoun, déi e grousst Wëssen am Beräich vun der Organisatioun, dem Fonctionnement an dem Financement vun de Sozialsystemer huet.

Et ass ze bemerken, dass den Artikel 7 vum ofgeännerte Gesetz vum 16. Juni 2017 iwwert d'Organisatioun vum Staatsrot an den Artikel 122 vum Chambersreglement virgesinn, dass beim Choix vum Kandidat an der ëffentlecher Sëtzung d'Chamber soll dorop oppassen, dass d'Zesummesetzung vum Staatsrot déi vun de Parteien an der Chamber soll widderspigelen, ënnert der Konditioun, dass déi jee-weileg Parteie bei deene leschten zwou Legislativwahlen op d'mannst dräi Sëtzer kritt hunn.

Ech erënneren Iech drun, dass all Deputéierten d'Recht huet, innerhalb vun der festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bäizeleeën, déi d'Averständnis vum Kandidat beweist. Dës Kommunikatioun gëtt och als Avis officiel an der Press verëffentlecht.

**Communications du Président – séance publique du 13 juin 2024**

*Par courrier du 11 juin 2024, M. le Président du Conseil d'État a informé M. le Président de la Chambre des Députés qu'un mandat de conseiller d'État allait devenir vacant.*

*La loi modifiée du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État et les dispositions des articles 116 à 127 du Règlement de la Chambre des Députés prévoient que la Chambre des Députés est appelée à désigner un candidat pour le poste de conseiller d'État devenu vacant.*

*Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au 4 juillet 2024, le cachet de la poste faisant foi.*

*Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les qualifications et les conditions prévues par la législation applicable sont remplies, à savoir :*

- 1) être de nationalité luxembourgeoise (copie de la carte d'identité) ;*
- 2) jouir des droits civils et politiques (extrait du casier judiciaire n° 3 et certificat d'inscription aux listes électorales) ;*
- 3) résider au Grand-Duché de Luxembourg (certificat de résidence) ; et*
- 4) être âgé de trente ans accomplis (extrait de l'acte de naissance).*

*Conformément à l'article 6 de la loi modifiée du 16 juin 2017 sur l'organisation du Conseil d'État, le Conseil d'État a proposé deux profils de candidats, destinés à guider la Chambre des Députés dans son choix. Ces profils se présentent comme suit :*

- 1) une personne possédant une solide expérience professionnelle en droit des affaires, droit financier et droit des sociétés ;*



2) une personne disposant d'une connaissance approfondie de l'organisation, du fonctionnement et du financement des systèmes de sécurité sociale.

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

## 5. Dépôt d'une résolution par Mme Sam Tanson

An dann hunn ech nach, mengen ech, eng Wuertmeldung vun der Madamm Tanson, déi wollt en Depot maachen. Madamm Tanson.

### Exposé

**Mme Sam Tanson** (déi gréng), auteure | Jo, merci, Här President. Ech wollt no den Europawale vun e Sonnden an deem laange Waarden op déi Resultater eng Resolutioun deposéieren. Ech weess net, wéi et Iech gaangen ass, mee mir souzen alleguerten e bësse wéi op Eeër, well mir iwwerhaupt net wousste bis eefle Auer, a wéi eng Richtung datt et géing goen. An der Tëschenzäit huet awer eent vun eisen Nopeschlänner schonn op Basis vun de Resultater hir Assemblée opgeléist gehat. A mir hunn dat schonn e bësse speziell fonnt. Et gëtt natierlech déi Reegel, dass ee soll waarden, bis d'Walbüroen zou sinn a ganz Europa, bis eppes kommunikiert gëtt, mee aner Länner maachen Héichrechnungen.

Mir hunn eng Konventioun mat der Uni fir de POLINDEX. Mir hunn eis gefrot, ob et net sënnvoll wär, mat hinnen ze kucken, fir och e Sondage sortie des urnes ze organiséieren, fir dass mer net misste waarden, bis all déi aner Länner schonn hir Previsiounen op d'mannst ëffentlech gemaach hätten, bis mer och hei zu Lëtzebuerg géinge gewuer ginn, wéi et bei den Europawalen ausgaangen ass. Datt och am Sënn vun der Informatioun vun de Biergerinnen a Bierger iwwert déi Resultater. An duerfir deposéieren ech eng Resolutioun an deem dote Sënn.

### Résolution

« relative aux sondages sortie des urnes (SSU) »

La Chambre des Députés,

considérant

– que les sondages sortie des urnes (SSU) sont des sondages de grande ampleur réalisés le jour même des scrutins électoraux, à la sortie des bureaux de vote ;

– que les SSU permettent de comprendre les clés sociologiques et politiques significatives d'un scrutin et constituent en ce sens une véritable radiographie du corps électoral ;

– que les SSU ont le potentiel de livrer des premières indications en ce qui concerne les résultats d'un scrutin avant la publication des résultats provisoires ;

– qu'au Luxembourg, aucun SSU n'a été effectué dans le cadre des élections européennes de 2024 ;

– que les résultats provisoires des élections européennes ne peuvent être publiés qu'après 23h00 CET, après la fermeture des derniers bureaux de vote en Italie ;

– que pour cette raison, le public et la presse n'ont pas eu d'indications quant au résultat des élections avant la publication des résultats à 23h00,

décide

– de charger une institution indépendante (comme par exemple l'Université du Luxembourg) avec la conceptualisation et la réalisation d'un SSU lors des élections européennes 2029 et de financer ce SSU.

(s.) Sam Tanson, François Bausch, Joëlle Welfring.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson.

## 6. Heure de questions au Gouvernement

Da komme mer zum nächste Punkt. Haut de Mëtten huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten 2 Minuten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet 4 Minuten Zäit, fir drop ze äntweren.

Als éischt Fro hu mer d'Fro vun der Madamm Octavie Modert un d'Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau iwwert d'Organisatioun vum Wäibaudësch. Madamm Modert, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 71 du 13 juin 2024 de Mme Octavie Modert relative à l'organisation du « Wäibaudësch », adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture**

**Mme Octavie Modert** (CSV) | Merci, Här President. Madamm Minister, Dir hutt e Landwirtschaftsdësch gehal ugangs vum Joer, sou wéi et och am Regierungsofkommes virgesi war, an dat ass gutt, et ass vill ze beschwätzen. Et ass och virgesinn, fir Wäibauassisé respektiv e Wäibaudësch ze maachen. Och dat ass extreem wichteg, net nëmme well vill Froe sech stellen, mee och well natierlech ëmmer manner Nofollger an de Wënzerbetreiber sinn. Dat huet awer am Géigesaz zur Landwirtschaft nach eng aner Konsequenz. Dat huet zur Konsequenz, datt ëmmer méi Wéngerte broochleie bleiwen an domadder riskéieren, keen zesammenhängend Wäibaugebitt méi ze sinn, wat ganz schwierig ass, well doduerch déi vill Kränkten, déi jo am 19. Joerhonnert aus Iwwerséi hei ageschleeft gi sinn, dann nach schleëmmer ginn.

Meng Fro un Iech, Madamm Minister, ass: Wéini ass dee Wäibaudësch? Wéi eng Theemae ginn do behandelt? Respektiv sinn déi och vläicht scho virbereet gi mam Secteur zesammen? Oder mat wem? A meng drëtt Fro ass dee Moment: Wien ass alles op deem Wäibaudësch derbäi? Also d'Fro vum Wéini a Wéi, vum Wat a vum Wien.

Merci villmoos.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Modert. Dann huet d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung an an dësem Fall Wäibau d'Wuert.

**Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Merci, Här President, an och merci der Madamm Modert fir dës Fro. Genausou wéi et am Koalitiounsaccord steet, setze mer op den Dialog, net nëmme an der Landwirtschaft, mee och am Wäibau. An dofir hu mer de Wäibaudësch festgehal.

Déi éischt Fro war: Wéini? Deen ass den 11. Juli vun 10.00 bis 16.00 Auer zu Senneng. Entweder ass d'Invitatioun de Moien erausgaangen oder si geet eraus.

Wien ass invitéiert? Och hei ass Haaptspriechpartner ëmmer d'Landwirtschaftskammer, well déi déi offiziell Vertriédung ass. Dat heescht de Comité de direction vun der Landwirtschaftskammer an d'Direktioun selwer. Dann d'Wënzer natierlech, eemol Vertriieder vun der Vinsmoselle, da Vertriieder vun de Privatwënzer a Vertriieder vun der Fédération luxembourgeoise des vins et spiritueux a vum Fonds de solidarité viticole.

Dozou hu mer awer och nach Vertriieder vum Gaardebau an Uebstbau invitéiert, well – an da kommen ech op de Sujet – den Haaptsubjekt wäert eeben d'administrativ Vereinfachung sinn, virun allem do, wou et ëm d'Saisonsaarbechter geet. Déi Suerge krute mer definitiv direkt erkläert vun de Wënzer, datt d'Prozeduren

einfach ze vill schwéierfällig wieren. An do musse mer administrativ Vereinfachunge maachen. Den Detail vun de Sujeten, dee schwätze mer jo do um Dësch un. Dat heescht, dee kann ech Iech elo nach net matdeelen, mee dat wäert sécherlech vun der Aarbechtsmedezinn iwwert d'Sanktiounen, iwwert d'Flexibilitéit vun den Aarbechtszäite goen.

An duerfir wäert ech och net eleng als Minister do sinn, mee dofir wäert d'Ministesch vun der Sécurité sociale an der Santé, d'Martine Deprez, an och de Minister vun der Aarbecht, den Här Georges Mischo, mat derbäi sinn. An ech kommen dann natierlech och gären, wa mer den Dësch haten, duerno an d'Chamber, fir Iech d'Konklusioune matzedeelen.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Da komme mer zur Fro Nummer 72 vun der Madamm Taina Bofferding un de Premierminister iwwert den Abstentounstaux, déi ongültig Walziedelen an eng eventuell Reform vun de Walvirgängen. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 72 du 11 juin 2024 de Mme Taina Bofferding relative au taux d'abstention, aux bulletins nuls ainsi qu'à une réforme éventuelle du processus de l'organisation d'élections, adressée à M. le Premier ministre**

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här President. Elo hutt Der scho bal alles gesot, wat ech wollt soen. Gutt! Effektiv, meng Fro bezitt sech op d'Bulletinen, notamment d'Vote-nullen, also déi ongültig Walziedelen. Elo bei de leschte Walen, den Europawalen, waren dat 4,48 %. Bei de Gemengewale waren dat 5,19 %. A bei de Landeswale waren et 4,29 %.

Bon, fir de Phenomeen besser ze verstoen an och méiglech Hypotheesen, firwat dat esou ass, kënnen am Detail ze préiwen, wär et wichteg, hei eng Analys dozou ze maachen, well nëmme wa mer verstinn, wat de Problem ass, da kënnen mer och kucken, eeben deem entgéintzewierken, Léisungen hei auszeschaffen. Ech mengen, et ass jo en Ënnerscheid, ob een elo e Smiley op säi Walziedel moolt oder ob een herno feststellt, dass e vläicht méi Stëmme verginn huet, wéi em eigentlech zur Verfügung stinn.

Ech hunn dat och schonn d'lescht Joer opgeworf, wéi ech eeben d'Gemengewale begleet hat. An ech ka mech och erënnere, dass mer hei eng Fro hate vum Michel Wolter, deen och schonn d'Theema opgeworf huet an och schonn e puer interessant Piste matpresentéiert huet, wéi ee vläicht d'Leit kéint méi sensibiliséieren, nach besser kéint opklären.

Elo hu mer effektiv dräi Walen hannert eis, an dofir meng Fro un de Premier, ob Der wëlles hutt, vläicht esou eng Analys ze maachen, dat och wëssenschaftlech begleeden ze loossen, fir eeben de Phenomeen ze verstoen, firwat dës Walziedelen ongültig sinn.

An dann effektiv stécht och den Taux vun den Abstentounen an d'An. Dat sinn dës Kéier ronn 18 %. Op eng Question parlementaire vun de Kolléeg Biancalana an Engel gouf geäntwert, dass de Parquet kee Relevé pro Gemeng mécht an dass et och net weider zu Amendé komm ass an och dass d'Prozeduren extreem schwéierfällig wäere fir d'Poursuite. An dofir meng Fro: Hutt Der awer wëlles, bei deem dote System ze bleiwen?

An dann déi lescht Fro betrëfft d'Prozeduren. Wéi gesot, ech hunn et bei de Gemengewale matgemaach, Dir dann elo neiérdéngs bei den Europawalen. An ech mengen, Dir konnt och feststellen, dass déi Prozeduren hannendrun extreem komplizéiert

sinn, dass een dat duerchhaus kéint vereinfachen, digitaliséieren – elo net de Vott, dat ass nach eng aner Diskussioun, mee dat Vereinfachen an Digitaliséieren ass jo och an Är Strategie. An dofir meng Fro, ob Der bereet wäert, och do d'Walgesetz opzemaache respektiv nozebesseren, fir och déi Prozeduren deemtenspreichend kënnen un d'Erausfuerderungen ze adaptéieren.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Bofferding. Den Här Premierminister huet d'Wuert.

**M. Luc Frieden**, Premier ministre | Här President, ech si mat der Madamm Bofferding d'accord, dass een dat do soll studéieren. Ech stelle fest, dass et trotzdeem eng kleng Zuel ass vu Bulletin, déi nul sinn, 4,5 %. Dat ass souguer liicht manner bei dese Wale wéi bei de Wale virun. Dat ass also elo keen exorbitante Phenomeen, dee menger Meenung no eng Inzidenz huet op déi grouss Trende vum Walresultat. Nach ass et net gutt, well derbäi komme jo niewent de Bulletins nuls d'Bulletin-blanc, wat och nach eng kéier eng 4 % bis 5 % sinn.

Ech mengen, dass de Bulletin blanc éischter en Ausdrock dann ass vun engem, deen de System net wëllt matmaachen. Do ass also scho méi eng politesch Expressioun dra wéi bei deem, deen nul gestëmmt huet. Dat kann heiansdo deen nammlechte Phenomeen sinn, et muss net onbedéngt sinn.

Ech sinn also där Iddi ganz oppen, dass mer kucken, dass dat analyséiert gëtt. D'Fro ass natierlech, wien dat ka maachen. Dat muss mer vläicht mat der Chamber kucken, mat der Uni kucken. Mee op jidde Fall fannen ech d'Iddi ganz gutt.

Dat Zweet, wat Der gesot hutt, dass ass den Taux d'absentéisme, dee mech ëmmer erëm perturbéiert, well ech et eigentlech ..., mee dat ass vläicht, well mir Deel si vun dem demokratesche Geschéien. Et ass eng Chance, kënnen bei Wale matzemaachen, ze soen, wat een denkt, wat ee gären hätt fir säi Land a fir Europa. 18 % hunn net matgemaach bei de Wale. Do sinn awer och déi drënnen, déi eng Excuse de droit hunn, wéi zum Beispill Leit iwwer 75 Joer, déi also net mussen wéi goen, mee et sinn der och vill derbäi, déi et net maachen. An ech stelle mer d'Fro, ob et gutt ass an eisem System, dass dat ëmmer esou einfach stoe gelooss gëtt.

Elo weess ech – an ech sinn e groussen Adept vun der Séparation des pouvoirs –, dass et net u mir ass ze soen, wat de Parquet ze maachen huet, mee ech mengen, dass ass awer eng Reflexioun wäert, ob een eppes, wat e Recht ass, mee zugläich och eng Flicht an der Demokratie ..., ob een dat an alle Fäll einfach esou do stoe léisst.

Dir schwätzt d'Prozeduren un. Ech mengen, dass een ... Ech si ganz oppe fir ze kucken, wéi ee vläicht ..., wann déi Prozeduren ze komplizéiert sinn, wat mech wonnert, mee dat kann een awer nach eng kéier kucken, firwat dat net poursuivéiert gëtt, ob dat e Choix ass vum Parquet am Kader vun der Opportunité des poursuites oder ob et ze komplizéiert ass. Ech wäert och do mat der Justizministesch driwwer schwätzen.

An dann Äre leschte Punkt, dass ass dee vun dem Walgesetz. Wann ech richteg gesinn hunn, huet d'Institutionskommissioun vun der Chamber d'nächst Woch eng Sitzung, wou se och iwwert d'Feuille de route, iwwert d'Modifikatioun vum Walgesetz schwätze wëllt. Ech invitéieren d'Parteien, Propositionen ze maachen, wéi een d'Walgesetz ka vereinfachen, och opgrond vun den Erfahrungen.

Effektiv, elo hu mer dräi Wale hannerun eis. Mat e bëssen demokratescher Rou wäerte mer elo e puer Joer keng Wale hunn, also ass elo den opportune Moment, fir dat ze maachen. A vu dass ech als Premierminister zoustänneg si fir d'Walgesetzgebung, sinn ech der Meenung, dass mer sollen am nächste Joer, an deenen nächsten zielef Méint, déi Ännerunge maachen, virun allem d'Simplificatioun vun de Prozeduren, och all déi Dokumenter, déi ee muss ofginn, fir Kandidat ze sinn. Dat hu mer alleguerte matgemaach. Dass ass relativ komplex.

An e leschte Punkt ass deen: Mir sinn och drun um Schaffe fir ze probéieren, dass émssetzen, wat mer am Koalitionsaccord stoen hunn: de Vote électronique dans l'isoloir, also net doheem, mee an der Walkabinn. Do si mer amgaangen, auslännesch Modeller ze kucken, an dat deelen ech dee Moment och mat der Chamber.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Premierminister.

An da komme mer zur Fro Nummer 74 vun der Madamm Alexandra Schoos an zur Fro Nummer 75 vum Här Fernand Etgen. Béd Froe sinn un d'Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau a béd Froe ginn iwwert d'Haltung vun exoteschen Déieren. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

*(Interruptions)*

Madamm Schoos.

**– Question n° 74 du 13 juin 2024 de Mme Alexandra Schoos relative aux animaux exotiques, adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture**

**– Question n° 75 du 13 juin 2024 de M. Fernand Etgen relative à la possession et l'encadrement des animaux domestiques au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture**

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | A, pardon, ech war elo irritéiert. Ech hat gemengt, ech wier net drun.

Merci, et ass net direkt d'Haltung, et geet haaptsächlech ëm d'Alarmierungsketten. Mir hunn alleguerten héieren: Et ass e Känguru, deen am Oste ronderëm hoppel. Ech mengen, en Drëttel vum Iechternacher Kanton ass an de Bëscher ënnerwee. Do geet et mer wierklech effektiv drëm: Wie soll wéini kontaktéiert ginn an esou Fäll? Buer ass responsabel? Ass dat d'Police? Ass dat d'Lëtzebuurger Veterinär- a Liewensmitteladministratioun? Ass dat de CGDIS? Sinn dat Déiereschutzorganisatiounen? Wien huet wat fir eng Befugnis?

An dann nach eppes, wat elo éierlech gesot net direkt hei drasteet, mee dat ass: Wéi gesitt Dir d'Roll vun de Social Media? Ech mengen, déi sinn och am Moment voll mat Fotoen, déi gepost ginn, och am Sënn vum Déiereschutzaspekt, dass do Leit eventuell am Bësch ronderëmrennen, déi vläicht dann, wa mer wëssen, wat d'Alarmierungsketten ass, déi responsabel Leit éischter behënneren an hirer Aarbecht, wéi dass se hëllefen. Mir wëssen, jiddweree mengt et gutt, mee gutt gemengt ass net ëmmer och gutt gemaach. Do hätt ech gär Äntwerten, ob et do iwwerhaapt Prozedure gëtt, a wann net, dass déi vläicht en place sollte gesat ginn.

Villmoools merci.

**M. Fred Keup** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Schoos. Zum selwechte Sujet dann den Här Etgen.

**M. Fernand Etgen** (DP) | Merci, Här President. Och bei menger Fro geet et ëm de Känguru, deen ...

**Plusieurs voix** | A!

**M. Fernand Etgen** (DP) | A!

... dee vun engem Privatbesëtzer fortgelaf ass, well en anscheinend Angscht kritt hat a sech erschreckt hat.

**Plusieurs voix** | O!

**M. Fernand Etgen** (DP) | En ass dunn zu Konsdref an am Mëllerdall gesi ginn.

Schonn 2020 gouf et eng änlech Geschicht, wou och e Känguru fräi gelaf ass zu Lëtzebuerg, deen du spéider vun der Police an der Regioun Réiden erëmfonnt ginn ass, a wou säi Proprietär dunn an der Belsch de Känguru zrëckkritt huet.

D'Kängurue sinn net op der Lëscht vun Déieren, déi een zu Lëtzebuerg als Hausdéier besëtzen däerf. An deem Fall muss eng extra Autorisatioun ugefrot ginn, fir esou een Déier ze besëtzen. Et gëtt eng Exceptioun, nämlech wann een d'Déier scho virun 2018, also virum Akraaftriede vum neien Déiereschutzgesetz, a Besëtzt hat. Et muss een allerdéngs dem Déier e Liewensraum kënnen bidden, deen aartgerecht ass.

An dozou wëll ech dann e puer Froen un d'Agarministesch stellen: Ass et richteg, dass ausser Fräiwëllegen och d'ALVA an d'ANF bedeelegt sinn un der Sichaktioun nom Känguru? Ass d'Hondsunitéit vun der Police, déi 2020 bei der Sich no deem Känguru intervenéiert ass, des kéier och am Asaz? Wéi ginn d'Autoritéiten dobäi vir? No wat fir enge Krittäre gëtt eng Autorisatioun fir de Besëtzt vun Déiere gi bei Déieren, déi net op där positiver Lëscht sinn? Sinn d'Veterinärinspektore vun der ALVA trainéiert, fir bei méi exoteschen Déieren ewéi engem Känguru kënnen ze jugéieren, ob si aartgerecht gehalen a behandelt ginn? Gëtt et zu Lëtzebuerg Veterinären, déi kënnen no esou méi exoteschen Déiere kucken? Wéi ginn Déiere wéi Känguruen, déi vun engem anere Kontinent kommen, op Lëtzebuerg transportéiert?

Ech soen Iech villmoools Merci.

*(Interruptions et hilarité)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Etgen. An dann huet d'Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau d'Wuert.

*(Interruptions)*

Sou, wannechgelift, ech verstinn, dass déi Fro vill Diskussioun verlaangt, mee d'Äntwert gëtt elo d'Madamm Ministesch. Wannechgelift.

**Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Jo, also eng grouss Fro, déi ech mer och gestallt hunn, dass ass: Wat mécht e Känguru zu Lëtzebuerg?

*(Hilarité)*

Mee mir hunn een hei. An dat éischt, wat ech wëll soen, dass ass, dass d'Déiereschutzgesetz definitiv festhält, dass Aarten, déi net op esou enger gewëssener Lëscht am Gesetz sinn, net dierfe gehale ginn, ausser et hätt een eng Autorisatioun. Den Här Etgen huet dat gesot. An an deem Fall ass keng Autorisatioun do. Dat heescht, hei ass géint d'Déiereschutzgesetz dann do verstouss ginn. Dass ass dat éischt.

Dann: Wien ass zoustänneg, fir d'Déieren ze fänken? Dat war e bësse vu jiddwerengem d'Fro. D'ALVA, d'Veterinärverwaltung, ass informéiert, mee si fänkt net.

*(Hilarité)*



Si ass net zoustänneg fir ze fänken. Do ass direkt d'Police do, déi intervenéiert. D'Police ass zoustänneg fir d'Sécherheet. An och do, wann een de Känguru gesäit, da soll en dat bei der Police um 113 melden, net op Social Media Fotoe posten, well d'Police geet net Fotoe kucken a muss da kucken, wou e soll rondremsprangen. Nee, dat soll ee beim 113 melden.

Wann Hiweiser do sinn, huele si och d'Hondsstaffel mat a schaffen och enk mam Groupe de sauvetage animalier vum CGDIS zesammen, well déi zwee kënnen u sech dat Déier betäuben. Mat der Veterinärverwaltung hu se gekuckt, wéi se dat Déier am beschte betäuben, well do muss ee jo och d'Gewicht wëssen, d'Mëttel wëssen, d'Doséierung a sou weider, fir datt dat Déier net zu Schued kënt.

Wéi gesot, et ass wichteg, datt dat och gemaach gëtt, well dat ass awer en Déier, wat keen Hausdéier ass, wat een herno einfach an den Auto setzt, wann een dat gefaang huet, mee dat ass jo och ënner Stress, a wann dat da betäubt gëtt, da kann et och aartgerecht transportéiert ginn.

Esou, zu de Krittären, déi evaluéiert ginn, ob et aartgerecht ass, do muss ech soen, datt mir hei zu Lëtzebuerg bei der Veterinärverwaltung kee Känguruspezialist hunn.

*(Exclamations et hilarité)*

Mee mir wäerten eis awer hei op d'Wëssenschaft baséieren a mir wäerten och do Experten aus dem Ausland erunzéien. Et ass wichteg, datt déi eng gewësse Gréisst vu Geheege hunn, datt déi sech kënnen beweegen. E Känguru ass fiichtempfindlech a kälteempfindlech. Dat heescht, dee muss am Wanter och e gehéiztene Raum zur Verfügung hunn. Den Drot muss natierlech héich genuch sinn, well deen hoppelt net nëmmen, mee dee kann och sprangen, dee kann och do erauskommen.

Also, mir hunn – ech weess net méi, wien dat gefrot huet – fir aner wëll Déieren – dat war den Här Etgen, deen hat gefrot huet –, fir aner exotesch Déieren, Spezialisten, well eebe ganz dacks awer Schlaangen a soss Saachen op Lëtzebuerg kommen. Do hu mer scho Leit, déi Bescheid wëssen, mee mer hunn elo kee ausgewesene Känguruspezialist. Déi eenzeg zwou Institutionen, déi u sech wëll Déieren hunn, dat ass de Beetebuerger Park an dat ass d'Wëlldéierestation zu Diddeleng.

Wéi kommen d'Déieren heihinner? Här Etgen, ech wëisst et och gären. Dat heescht, wann et natierlech vun engem anere Kontinent kënt, da gëtt et zwou Méiglechkeeten: Entweder se si mam Schëff komm oder se si mam Fliger komm. Wa se mam Fliger komm wieren, dann ass de Cargozenter do, wou d'ALVA d'Kontrolle mécht, an da kënt keen eran, dee keng Autorisatioun huet. Et kann awer natierlech och innerhalb vun Europa mam Auto transportéiert gi sinn.

An ech wëll allgemeng hei just nach eng Kéier wierklech widerhuelen: Et ass verbueden, exotesch Déieren ze halen, ausser et hätt een eng Autorisatioun. Déi Autorisatioun muss een am Virfeld ufroen. An do gëtt kontrolléiert, ob se aartgerecht gehale ginn. An da wëll ech hei och nach eng Kéier betounen: Et sinn och Leit, déi hu kleng Schwäin doheem a sou virun. Och déi muss ee melden. Mir hu Krankheeten, déi ginn iwwerdroe vun Déier zu Déier, vum Déier op de Mënsch. Also et muss een ...

*(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)*

Mat „kleng Schwäin“ hunn ech der mat véier Bee gemengt, ok?

*(Hilarité)*

Déi muss ee melden. Hinger muss ee melden. An ech hoffen, datt mer de Känguru gesond a monter agefaange kréien.

Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler, Président** | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zur Fro Nummer 73 vum Här André Bauler un d'Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Afféierung vun enger professioneller Carte d'identité fir Dokter. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 73 du 13 juin 2024 de M. André Bauler relative à l'introduction d'une carte d'identité professionnelle pour médecins, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**M. André Bauler (DP)** | Merci, Här President. Schon am Abrëll 2018 huet déi deemoleg Gesondheetsministesch Lydia Mutsch dem Deputéierten an Dokter Edy Mertens a mir selwer schrëftlech verséichert, datt et noutwendeg wier, fir eng professionell Kaart fir Dokter anezeféieren, déi op engem legalen, engem gesetzlechen, Kader géif berouen. Dat stoung an hirer Äntwert op eis gemeinsam parlamentaresch Fro mat der Nummer 3746. Déi aktuell Legitimatiionskaart géif dann duerch eng professionell Kaart ersat ginn. Virum Summer 2018 géif nach e gesetzleche Kader an deem Sënn ausgeschafft ginn.

Den 19. Januar 2021 huet déi nächst Gesondheetsministesch, d'Madamm Paulette Lenert, mer am Plenum vun der Chamber geäntwert, datt d'Kaart nach net prett wier, mee datt géif dru geschafft ginn.

Haut, den 13 Juni 2024, hunn eis Dokter eno nach ëmmer keen esou e professionellen Ausweis. Dat bedeit konkret, datt si sech, wa si am Ausland ënnerwee sinn a si missten zum Beispill am Noutfall bei engem Accident asprangen, dann net als Dokter kéinteng ausginn an eventuell riskéieren, Schwierigkeiten ze kréien. Déi aktuell Pièce d'identité vum Collège médical ass am Ausland eigentlech kaum eppes wäert. Ech hu mer och soe gelooss, et géif nach eng giel Kaart gi vun der Direction de la santé. Ech mengen, do ass et änlech.

Elo si mëttlerweil esou vill Joren an d'Land gezunn an et ass bis haut näischt geschitt. Grad dofir wollt ech Iech, Madamm Gesondheetsministesch – Dir sidd dann elo déi Drëtt an der Rei –, froen, ob Dir dës Problematik kennt an ob Dir eventuell gewëllt wiert, fir derfir ze suergen, datt eis Dokter eno eng professionell Kaart, déi am Ausland och akzeptéiert gëtt, géifen ausgestallt kréien.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeit.

**M. Claude Wiseler, Président** | Merci, Här Bauler. Dann ass d'Wuert fir d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a fir sozial Sécherheet. Madamm Ministesch.

**Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** | Merci. Jo, ech kennen d'Problematik an ech kann och elo nach net soen, datt se muer do ass, d'Kaart. D'Gesetzesännerung, opgrond vun där déi Kaart kann ausgestallt ginn, ass den 31. Juli 2020 an d'Gesetz komm, just datt deen Artikel, deen derbäigesat ginn ass, den Artikel 7bis, a sengem zweete Paragraf virgesäit, datt e Règlement grand-ducal soll d'Detailler klären, wéi déi Kaart agefouert gëtt, wie se ausstellt, wéi e Modell datt se ass, wéi eng Donnéeën datt d'äerfen dropstoen.

A wéi Der wësst, steet an de meeschten Avisen vum Staatsrot dran, datt et gutt ass, wann d'Gesetzesprojeten deposéiert ginn, datt d'Reglementer entweder

derbäieleien oder sou séier wéi méiglech derbäieleie kommen, mee zënter dem 31. Juli 2020 ass nach net un deem Règlement geschafft ginn.

Dat Règlement wäert dann elo sou séier wéi méiglech geholl ginn. De Collège médical ass och d'accord, fir d'Kaart auszustellen. A soubal mer d'Krittären hunn, déi drastoe mussen kommen, wäerte mer d'Reglement huelen, an dann hoffen ech, datt mer bis d'Fréijoer spéitstens d'Kaart erausginn hunn.

Merci.

**M. Claude Wiseler, Président** | Merci, Madamm Ministesch.

An da komme mer zu der nächster Fro, der Fro Nummer 76 vum Här Max Hengel un d'Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert d'Fonctionnementsproblemer vum PET-CT. Den Här Hengel huet d'Wuert.

**– Question n° 76 du 13 juin 2024 de M. Max Hengel relative aux problèmes de fonctionnement récents du tomographe à émission de positrons, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**M. Max Hengel (CSV)** | Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegen, den Tomographe à émission de positrons, besser bekannt als PET-Scan, ass an de leschte Joren e ganz wichtige Outil ginn, wann et ëm d'Kriibsdagnostik respektiv och ëm den therapeutische Suivi vun de Kriibspatiente geet.

Aktuell hu mir een esou en Apparat am CHL stoen. An Dir kënt Iech bestëmmt alleguer drun erënneren, datt mer am Dezember d'lescht Joer am Kader vum Projet de loi zu de Garden an Astreinté vun de Spidolsdokteren och d'Uschafung vun engem zousätzleche PET-Scanner hei gestëmmt hunn. Dat aus dem Grond, datt deen aktuelle PET-Scanner quasi zu 100 % ausgelaascht ass mat ronn 6.500 Passagé pro Joer.

Ech mengen, jiddereen, deen emol an där Situatioun war, weess, wéi wichteg et ass, datt ee séier e Rendez-vous kritt. Engersäits fir datt séier ka mat der Therapie ugefaange ginn an anersäits och well laang Waardezäiten awer ganz ustrengeend si fir déi Patienten, déi dann op hir Diagnos waarden.

Mengen Informatiounen no gouf et an de leschte Wochen e puer technesch Problemer mam PET-Scan am CHL. Dowéinst meng Froen un d'Madamm Minister: Kënt Dir confirméieren, datt et Problemer mam PET-Scan gouf respektiv eventuell nach gëtt? Wa jo, wat waren d'Grënn? Ass gewosst, wéi vill Patienten doropshin hu missen en neie Rendez-vous kréien? A wësst Dir, wéini deen zousätzleche PET-Scanner, dee mer jo dann am Dezember hei gestëmmt hunn, wäert operationell sinn?

Ech soen Iech Merci an ech hoppelen dann zréck op meng Plaz.

*(Hilarité)*

**M. Claude Wiseler, Président** | Merci, Här Hengel. An dann ass d'Wuert fir d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a fir sozial Sécherheet. Madamm Ministesch.

**Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** | Merci och fir dës Fro. De PET ass gebaut ginn, fir ronn 20 Clienten den Dag entgéintzuehuelen. Well mer de Moment awer nëmmen een am Land hunn, gëtt dee maximal ausgelaascht, an dat sinn de Moment 35 Passagen am Dag.

Pannen hate mer. Déi rezentst war um 7. Juni bis den 11. Juni, dat heescht, virgëscht war en erëm operationell owes. Am Joer 2023 waren et 13 där Pannen, am Joer 2024 bis elo 8 där Pannen.

Déi Leit, déi do betraff waren, dat ware ronn 100 Rendez-vousen. Déi sinn all direkt kontaktéiert ginn an déi Rendez-vousen sinn da prioriséiert ginn. Dat heescht, deen, deen d'Examene mécht, kuckt dann d'Justifikatioun vum Examen. Eppes, wou e seet valablement, dat kann e bësse méi laang waarden, gëtt dann hannendrunner gesat. An all déi Leit, wou awer eng Urgence war, déi wierklech séier hu musse bäikommen, gi sou séier wéi méiglech bäigeholl. Da gi mer moies zwee bis dräi Leit vir bäisetzen a mir maachen elo dräimol samschdes op: eng Kéier den 22. Juni, eng Kéier den 29. Juni an eng Kéier ee Samschden am Juli. Domadder hoffe mer, datt mer d'Retarde sou séier wéi méiglech an de Grëff kréien.

Deen zweete PET, deen am Dezember am Gesetz gestëmmt ginn ass, deen ass haut autoriséiert ginn. An do geet elo d'Commande eraus an dee misst Enn des Joers operationell sinn.

Bis dohinner drécken ech all deene Leit mäi Matgefill aus, déi dann elo wéinst deene Pannen hu musse waarden a méi oder manner laang dann op hir Gewësheit musse waarden. Mäi Matgefill an eis Entschëllegung! Ech hoffen, datt mer am Dezember do kënne Remedur maachen.

Merci.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.**

An da komme mer zur Fro Nummer 77 vun der Madamm Sam Tanson un de Premierminister iwwert d'Roll vum Tripartitt-Modell. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 77 du 13 juin 2024 de Mme Sam Tanson relative au rôle du modèle « tripartite », adressée à M. le Premier ministre**

**Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo, merci, Här President.** Här Premierminister, Dir hutt eis virgëscher annoncéiert, dass den Deckel op den Energiepräisser wäert gréisstendeels ewechfalen. Do hätte mer e puer Bedenken.

Dat eent ass eeben, dass mer elo eng Transitioun Richtung Elektresch gären hätte mat de Wäermpumpen, mat den Elektroautoen, dass awer duerch d'Ewechfale vun där Energiepräisbremms herno d'Elektresch riskéiert, wierklech deier ze ginn iwwert dat Joer, wat elo kënn.

An dat anert ass de Problem vun der Inflation. An do hat ech Iech gëscher e puermol d'Fro gestallt, eng Kéier während der Ried an eng Kéier no der Ried, wéi en Impakt et op d'Inflation géng hunn. Dir hutt mer du geäntwert, et wier en Impakt vun 1,2 %.

Ech wollt elo vun Iech vläicht e puer Detailer dorriwwer héieren: Hutt Der dat vum Statec ausrechnen gelooss? A wat ass och d'Inzidenz op d'Indextranche, déi géinge falen? Ech hunn hei nach eng Kéier d'Statnews vum Mee vun dësem Joer erausgeholl, wou verschidden Zenarionen ausgerechent gi sinn a wou mer jee no Zenario, an deem mer da sinn, géingen op eng Inflation tëschent 1,6 fir de Scénario bas, 3,1 fir de Scénario central, bis 4,7 fir de Scénario haut kommen. Bei deem leschten Zenario hätt een zwou Indextranche, déi d'nächst Joer géinge falen, plus eng Indextranche, déi dëst Joer géng falen.

An ech wollt wëssen, ob Der am Virfeld vun där Decisioun, déi Der geholl hutt ..., also éischstens, ob Der mer mol kéint Detailer ginn iwwert déi Berechnunge vum Statec fir déi Mesür, déi Der elo ugekënnegt hutt, an zweetens, ob Der mat de Sozialpartner – ech hunn nach eng Kéier am Registre des entrevues gekuckt, ech hunn elo näischt fonnt, mee vläicht ass et nach net dran – dat heiten diskutéiert hutt, well et

kann eng Inzidenz hunn op d'Inflation an doduerjer eeben och op d'Indextranche, a wann net, ob dat nach géng ustoen.

Merci.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson.** An dann huet de Premierminister d'Wuert.

**M. Luc Frieden, Premier ministre | Merci, Här President.** Ech hat Iech gëscher Owend effektiv op Är Fro geäntwert, datt den Effet vum Präis vun den Energiemoossnamen eng Inzidenz vu plus 1,2 % op d'Inflation hätt. Déi setzt sech zesumme grosso modo aus 0,5 % fir de Stroumpreisdeckel, dee mer op 30 %, also op d'Hallschent vun deem besteeënden, limitéieren, 0,5 % fir de Volet Gas an 0,2 % fir de Volet Masutt. Déi dräi Elementer sinn dran, fir zu deenen 1,2 % Inflationssimpakt ze kommen, déi ech gëscher Owend hei genannt hunn.

Dat ass an eisen Ae keng Fro vun enger Tripartitt, well d'Tripartitt ass e Kriseninstrument. Mir sinn eebe justement hei net méi an enger Kris, dofir maache mer jo och dee sougenannte Phasing-out, well d'Präisser vun der Energie elo erëm gefall sinn. Ech hunn a menger Lag vun der Natioun erkläert, firwat mer fir 2025 nach e Stroumpreisdeckel bäibehalen: well dee Stroum akaaft ginn ass um Ufank vun dem Ukrain-Krich. Do waren d'Präisser ganz héich. Dee keeft een a fir dräi Joer. Dat ass déi Decisioun, déi deemools geholl ginn ass. Ech war bekanntermoossen net an der Politick, hunn déi Decisioun also net direkt oder indirekt mat ze veräntwerten, mee déi huet nach en Impakt 2025. An duerfir maache mer elo nach just beim Stroum e Preisdeckel. Dat ass also keng Krisensituatioun.

Déi zoustänneg Ministeren haten awer en Échange de vues iwwert de Phasing-out mat de Gewerkschaften. Do ass nogelauschtert ginn. Ech mengen och net par ailleurs, Madamm Tanson, datt dat eng Fro ass, déi misst am Regëster stoen, well dat war jo keng Diskussioun, fir Lobbying ze maachen iwwer e besteeënd Gesetz. Dat war en Échange de vues iwwer eng Thematik, déi an der leschter Tripartitt diskutéiert ginn ass. De Gewerkschaften ass och nogelauschtert ginn, well aus där Diskussioun mat de Gewerkschaften eraus ass och d'Iddi komm, fir de Crédit d'impôt énergie op 90 Euro ze fixéieren. Dat war eppes, wat d'Gewerkschaft gewënscht hunn a wou d'Regierung nogelauschtert huet.

Wat elo den Effet op d'Indextranche ubelaangt, esou ass de Calcul, dee mer hunn, datt duerch dee Preisdeckel, dee mer maachen, déi ëm dräi Méint wäert no hanne verréckelt ginn. Wéini genee eng Indextranche erfält, dat ass natierlech schwierig ze soen, well dat hânt jo och nach zesumme mat ganz anere Phenomeener: der allgemenger wirtschaftlecher Entwécklung, geopolitischen Evenementer, der Geldpolitik vun der Europäescher Zentralbank. Fir de Moment geet de Statec dervun aus, datt, souwäit een dat iwwerhaupt kann an dësem Moment maachen, 2025 eng Indextranche eréischt géif ganz um Enn vun Joer erfalen, mee ech mengen, et ass nach e bësse fréi, fir déi Previsiounen haut ze maachen.

Mee nach eng Kéier: Et ass keng Fro vun enger Kris. Et ass eng Fro vun engem normalen Auslafe vun engem Mechanismus, dee gemaach ginn ass, deen zu Recht gemaach ginn ass an enger Krisensituatioun, bedéngt duerch den Ukrain-Krich an domadder déi Energiepräisentwicklung.

Merci.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.**

Da komme mer zur Fro Nummer 78 vun Här André Bauler un de Finanzminister iwwert den Delai fir den

Depot vun der Steiererklärung fir physesch Persounen. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 78 du 13 juin 2024 de M. André Bauler relative au délai du dépôt de la déclaration fiscale des personnes physiques, adressée à M. le Ministre des Finances**

**M. André Bauler (DP) | Nach eemol merci, Här President.** Den Här Finanzminister weess et, an der leschter Legislaturperiod gouf den Delai fir Privatpersounen, fir eng Steiererklärung anzereechen, vu senger Virgängerin vum 31. März op den 31. Dezember verlängert. Dëst gouf deemools entscheet, well awer vill Leit sech net konnten un den Delai halen.

An deem Kader wollt ech dem Här Finanzminister e puer Froen stellen: Wat sinn elo d'Effeten? Kann een do e Bilan zéie vun där Ännerung, virun allem a punkto Aarbechtsorganisatioun vun der Steierverwaltung? A wéi vill Leit hunn hir Deklaratioun fir d'Joer 2022 nom 31. März agereecht a vum neien Delai profitéiert? Hu méi Leit den Delai also agehal, wéi dat virduer nach de Fall war? Sinn duerch dës Adaptatioun, duerch dës Upassung, also manner Rappellen erausgaangen an hu manner Astreintë missen ausgeschwat ginn?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Bauler.** Dann huet de Finanzminister d'Wuert. Här Finanzminister.

**M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President.** Dir Dammen an Dir Hären, ech soe virun allem dem André Bauler och Merci fir seng Froen. Hien huet richteg preziséiert, dass fir d'Steierjoer 2022 d'Deklaratiounen eigentlech konnten ofgi gi bis den 31. Dezember 2023. Virduer war deen Delai ëmmer méi enk. Do huet ee misse bis den 31. März seng Steiererklärung dem Gesetz no ofginn.

Dat huet natierlech bei ganz ville Leit zu Problemer gefouert, well se oft net déi Piëcen haten, déi se awer gebraucht hunn, zum Beispill de Lounsteierdekongtum ganze Joer. Oder virun allem Leit, déi en Appartement zum Beispill verloung haten, hate keng Assemblée générale vun der Kopropriétéit an da konnte se hir Steiererklärung net ausfüllen an deem Delai vun dem 31. März, wéi et fréier war. Duerfir, mengen ech, ass dat eng richteg Moossnam gewiescht, fir deen Delai no hannen ze reportéieren.

Elo stellt Der mat Recht d'Fro: Wat ass den Impakt? Generell – a mir hunn dat misse bei der Steierverwaltung nofroen, well de Minister jo net, gottseidank net, déi Dossieren alleguere kritt, dat heescht genauer gesot keen – si méi Dossieren am Delai erakomm, wat eigentlech u sech normal ass. Dat heescht, wann ech den Delai verlängeren, da kommen der och méi am Delai eran.

Awer fir eng konkret Äntwert ze ginn, déi mech awer selwer elo e bëssen erstaunt huet: Fir d'Steierjoer 2022, wou, wéi gesot, d'Leit d'Méiglechkeet haten, bis den 31. Dezember 2023 hir Steiererklärung ofzeginn, hu just nach 2,4 % vun de Leit hir Steiererklärung fir d'Joer 2022 net ofginn. Dat heescht am Kloertext, fir d'Joer 2022 hunn am Umkehrschluss 97,6 % vun de Leit hir Steiererklärung ofginn, wat, ech fannen, e ganz respektable Chiffer ass a wat och ganz kloer seet, dass d'Leit sech un dee verlängerten Delai halen. Well Dir wësst, wann Der et dann net maacht, da kann eng Steierverwaltung eng Astreinte aussprieche, dat heescht eng Geldstrof, wann Der dat net rechtzäiteg eragitt, 8,3 % vun de Betriber hu fir d'Steierjoer 2022 hir Erklärung nach net ofginn.

De Report vun dem Delai huet laut der Steierverwaltung also och keng direkt Auswierkungen op



d'Veerschaffe vun de Steiererklärungen. Dat heescht, wann déi Steiererklärungen erakommen am Laf vum Joer, da ginn déi verschafft. De Report vum Delai huet also do keen Impakt.

An da sot Der: Ma wat ass den Impakt op d'Erakomme vun de Steiersuen? Deen ass net grouss. Firwat? Well zwee Dréttel vun de Leit a vun de Betriber Avancé bezuele respektiv wann et Leit sinn, déi géint Loun a Gehalt schaffen, kréien déi jo op hirer Pai all Mount eng Retenue gemaach, soudass do net méi Ausstänn sinn. Also do ass och kee richtegen Impakt. Mee fir generell an ofschléissend eng Meenung ze hunn, musse mer zwee Joer kënne matenee vergläichen. An dat verstitt Der, dat heescht, mir mussen och nach waarde fir d'Steiererklärungen 2023, déi dann no där neier Reglementatioun kënne bis den 31. Dezember dëst Joer ofgi ginn.

Generell – an dat hunn ech de Moie gesot, ech kommen awer, sou wéi dat de Respekt och verlaangt, an d'Finanz- a Budgetskommissioun – ass d'Evolutioun vun de Steieren, besonnesch wat d'Lounsteier ubelaangt, fir 2024 gutt, virun allem och wat d'Betriber ubelaangt, wat erfreesch ass. An ech wäert ugangs Juli an d'Finanzkommissioun kommen, fir dann d'Zuelen ze presentéieren vun den éischte sechs Méint. Dat gëtt da méi Opschloss iwwert d'Evolutioun vun de Steuerrecceten.

Ech soen Iech Merci, Här President.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.**

Mir kommen dann zur Fro Nummer 79 vum Här Marc Goergen, och un de Finanzminister, iwwert d'Baisse vun den Zënse op de Préten. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 79 du 13 juin 2024 de M. Marc Goergen relative à la baisse des taux d'intérêt, adressée à M. le Ministre des Finances**

**M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President.** Här Finanzminister, bekanntlech huet d'lescht Woch d'EZB decidéiert, ëm 0,25 erfzegoen. Dat ass emol eng erfreesch Nouvelle fir déi meescht Leit, déi Kreditter hunn – fir déi, déi spueren, manner erfreesch.

Haut geet et mir méi ëm d'Kreditter. An do geet et drëms, dass ... Mir wëssen dat nach alleguerten: Wéi d'Haussé komm sinn, sinn d'Bréiwer quasi live an den S-Net a wéi se alleguerten heeschen erageflattert, dass d'Kreditter géinge méi deier gi bei de variabelen Zënse. Mir hunn awer elo schon iwwer eng Woch a bis elo ass et nach zimlech roueg bei de Banken, wou d'Bréiwer da bleiwen, dass d'Zënse erëm e bëssen erfoginn?

Ech weess, Dir hutt als Finanzminister do wéineg Afloss drop. Et ass awer och esou, dass eng Regierung do ass fir ze kontrolléieren, dass net iergendeen awer e bësse géing profitéieren a vläicht d'Delaien e bësse méi laang hält, wann d'Zënse erfoginn. Mir wësse jo alleguerten aus de leschte Geschäftsberichter, dass et eise Banken immens gutt geet, wat hinnen och zousteet, mee dann ass et awer eiser Opfaassung no och wichteg, wann d'Zënse vun der EZB erfoginn, dass se genausou schnell reagéieren, wéi se deemools reagéiert hunn, wéi se eropgaange sinn.

An dofir ass meng Fro: Huet d'Regierung scho mat de Banke geschwat, fir dass se dat awer och respektéieren? Well et géing ganz ville Stéit hei am Land hëlafen, wann déi Zënsebaisselo géing ganz schnell kommen, am beschte schon esou, dass fir den nächste Mount, wann d'Salären ausbezuelt ginn, beim Prêt schon déi Baisse mat dra wär. Sinn do déi Gespräicher gefouert ginn?

An dann ass jo nach déi aner Diskussioun. Ech hat déi deemools scho mat der Madamm Backes, wéi se nach Finanzminstesch war, well et jo och op d'Steieren en Afloss huet, wivill Zënse en bezilt. Dat kann een herno deementspriedend geltend maachen. An deemools war jo meng Fro: Wéi verhält et sech mat den Avancen? Deemools krut ech d'Äntwert, dass et der Steierverwaltung net méiglech wär, d'Avancé méi kleng ze maachen, well et muss ee jo manner Steiere bezuelen dee Moment, wou ee méi Zënse bezuelt huet. Dann hoffen ech jo elo eigentlech am Ëmkeerschluss, dass keng Bréiwer kommen, dass d'Avancé mussen eropgoen, well d'Leit kënne manner Zënse onsetzen, wann d'Zënsebaiss bis do ass.

Dat heescht, ech hoffen, esou kulant, wéi Der deemools waart, wéi se eropgaange sinn, als Éischt an Är Richtung, dass dat och elo par rapport zu den Avancé bleift fir d'Clienten.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Goergen.** Dann huet den Här Finanzminister erëm d'Wuert.

**M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci, Här President.** Dir Dammen an Dir Hären, och villmools merci dem Här Marc Goergen fir déi Fro, déi, mengen ech, awer ganz vill Leit am Land beschäftegt. Ech wëll och dofir eng Äntwert ginn. Ech weess net, ob se Iech voll kann zefriddestellen, mee ech mengen, zumindest deelweis.

D'Europäesch Zentralbank, déi huet effektiv d'Zënse erfogesat. Dat ass den europäesche Leetzëns. Ech fannen, dass de Gouverneur vun der Lëtzebuurger Zentralbank, dee jo och zu Frankfurt mat an deem Conseil vun de Gouverneure sëtzt, ganz subtil kommunikiert huet leschte Freiden iwwert dat, wat d'Zentralbank gemaach huet, well en huet do ee Moment gesot: „Dat huet d'Zentralbank gemaach.“ De Message, dee ka jiddwereen dorauer liesen.

Richtig ass, dass natierlech d'Politick zu Lëtzebuerg – och opgrond vun deenen Zënsebaissen, déi d'Zentralbank gemaach huet, déi awer net mechanesch, automatesch iwwerdroe ginn op déi eenzel Banken, och net op déi systeemesch Banken, där mer jo awer zu Lëtzebuerg niewent der Spuerkeess eng Rei hunn – do keen Afloss huet.

Et ass och net en Automatismus zwëschent Zënsebaiss vun der Zentralbank an den eenzelne Banken. Dat ass eng reng kommerziell Decisioun vun all eenzeler Bank, souwuel wat d'Spuerkonten ubelaangt wéi och dat, wat d'Préten ubelaangt, dat heescht dat, wat d'Leit an der Regel mussen zrëckbezuelen.

Ouni dass ech mech elo natierlech géing amëschen, géing ech et begrëissen als Finanzminister, sachant bien, dass bei deenen héijen Immobiliekreditter, déi d'Leit ze rembourséieren hunn, déi Zënsebaiss och kéint virugi ginn. Mee wéi gesot, ech dierf mech do net amëschen an ech wäert dat natierlech och net maachen.

Ech kann Iech awer zum Schluss nach eppes soen. Ech hat geduecht, Dir géift mat deem Artikel kommen, si hu mech nämlech am Ministère drop opmierksam gemaach. Mir hu jo e Gesetz iwwert d'Spuerkeess, ech mengen, aus dem Joer 1989. An am Gesetz vun der Spuerkeess, also eiser nationaler Bank, do steet dran: „Sont sujettes à l'approbation du ministre compétent“, an deem Fall de Finanzminister, Artikel 27, „b) le taux d'intérêt des livrets d'épargne et des prêts hypothécaires pour le financement des logements“.

Elo ass et awer esou, dass deen Artikel, sou wéi en 1989 agefouert gouf, haut no der Aféierung vun der Zentralbank sécherlech net méi kéint Bestand hunn.

Richtig ass, dass de Finanzminister formell deen Taux approuvéiert, mee dee mëscht sech awer net an. An „approuvéieren“ heescht jo, eng Propos vun der Bank huelen, an net diktéieren, wat fir en Taux dass se sollt applizéieren.

Nach eng Kéier: Är Fro, mengen ech, déi brennt ville Leit am Land ënnert den Neel. Déi ass och verständlech. An ech wënsche mer dann als Finanzminister, dass Är Fro a meng Äntwert dobausse Gehéier fannen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister.**

Da komme mer zur Fro Nummer 80 vun der Madamm Diane Adehm un de Premierminister iwwert d'gratis Telefonsnummere vun den öffentliche Institutiounen. Madamm Adehm, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 80 du 13 juin 2024 de Mme Diane Adehm relative à la gratuité des numéros de téléphone des institutions publiques luxembourgeoises, adressée à M. le Premier ministre**

**Mme Diane Adehm (CSV) | Jo, merci, Här President.** Et ass e Problem, dee mer alleguerten heibanne kennen: Jiddweree vun eis muss emol op déi eng oder aner Verwaltung telefonéieren an da kënnt en an eng Waardeschläif eran a wann en da Chance huet, gëtt en iergendwann no laanger Zäit weidergeleet, a wann e Pech huet, da flitt en aus der Waardeschläif eraus an da kann en d'Nummer nach eng Kéier wien an dann hänkt en erëm an der Waardeschläif.

Elo ass et esou, dass déi meescht vun eis heibannen dann och iergendwou eng Flatrate hunn, dass se dat elo net extra bezuele mussen, wa se da laang an der Waardeschläif hänken, mee et ass net jiddwereen, dee vun esou enger Flatrate profitéiere kann. Net all Privatpersoun huet eng Flatrate op hirem Telefon an och net all Betrib. An do sinn awer Betriber, déi vill uruffe mussen, déi och laang an der Waardeschläif hänken, a fir déi ass dat dann och e gewëssene Käschtepunkt.

An elo ass meng Fro un de Premierminister, ob en net drun denkt, fir emol haaptsächlech mat deene Ministère unzufänken, wou da ganz vill ugeruff gëtt, fir do vläicht gratis Nummere anzesetzen, dass d'Leit net méi musse bezuelen, wa se op déi Nummere uruffen.

Merci.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Adehm.** Dann ass d'Wuert fir de Premierminister. Här Premierminister.

**M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President,** als Premierminister gëtt ee scho mat enger ganz ënnerschiddlecher Zort vu Froe konfrontéiert an ech muss éierlech zouginn, datt ech mer déi dote Fro bis haut net gestallt hunn.

*(Interruptions)*

Ech wëll awer soen, datt ech verstinn, wéi de System fonctionéiert, nämlech datt Linnen, déi een an enger Noutsituatioun urufft, de Kanner-Jugendtelefon, den 112, den 113, Nummere sinn, déi gratis sinn, well déi treffen an enger Noutsituatioun. Déi aner Telefonater sinn net an Noutsituatiounen a sinn duerfir och bezuelbar.

Elo kann ee sech d'Fro stellen, an ech mengen, dat ass och d'Fro, déi d'Madamm Adehm am Fong stellt, fir ze kucken: Gëtt et net verschidden Nummere, déi vläicht nach eng aner Finalitéit hunn, déi méi Leit uruffen?

Et kann awer keng Excuse sinn, datt den Telefon net opgehewe gëtt. Duerfir mengen ech, datt ee fir

d'éischt muss kucken, dass d'Verwaltungen hir Telefonen ophiewen, dass ee sech d'Fro vun der Gratislinn kann iwwerleeën. Ech muss mer dat dann iwwerleeën, wéi eng Nummeren a Fro géife kommen.

Ech wëll awer derbäi soen, dass ech generell nach eng Kéier wëll drop hiweisen, dass et am Fong näischt gratis an eise Land gëtt. Mir soen ëmmer: „Alles ass gratis.“ Nee, d'Lëtzebuurger, d'Steierzueler, bezuelen dat. Duerfir ass et eng Fro, ob een dat de Steierzueler bezuele léisst a jiddweree matbezuele léisst oder just deen, deen urifft.

Ech si perséinlech net der Meenung, dass alles soll gratis sinn, mee ech ka mer virstellen, dass ee sech bei där enger oder aner Nummer, déi d'Leit oft brauchen, a vläicht grad Leit, déi finanziell net gutt drop sinn, déi Fro stellt, ob een déi net och soll, gradewéi d'Nouttelefonen, gratis maachen, an dat wëll ech mer dann ukucken.

Merci.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.**

Da komme mer zur Fro Nummer 81 vum Här David Wagner un de Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit iwwert d'Plattform fir Klimaaktioun an déi energieetesche Transitioun. An den Här Wagner huet d'Wuert.

**– Question n° 81 du 13 juin 2024 de M. David Wagner relative à la plateforme pour l'action climat et la transition énergétique, adressée à M. le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité**

**M. David Wagner (déi Lénk) | Jo, merci, Här President.** Dir hutt et gesot: Ech hunn eng Fro, déi d'Plattform Klima u sech concernéiert. Et ass u sech eng relativ kuerz Fro. D'Plattform Klima besteet jo souwuel aus Verrieder vun der Regierung wéi och vu Gewerkschaften, Patronat, Société civile an esou weider a soll u sech och als Diskussionsforum déngen, fir eeben iwwer Klimafroen ze diskutéieren, soll kënnen och Recherchë virschloen, soll och den Dialog operchterhale mat deene verschiddene staatlechen oder net staatlechen Niveauen an eiser Gesellschaft an natierlech och d'Ëmsetzung vum PNEC begleeden – jee, eng ganz Partie Saachen.

An ech hu mer elo soe gelooss, dass u sech déi Plattform Klima, wann ech richteg informéiert sinn, zanter dem leschte Summer net méi zesummekomme wier. Elo si mer schon am Juni. Et si Leit, déi drop waarden, dass se eng Kéier zesummekënnen, a souwäit ech informéiert sinn, misst d'Regierung déi och warscheinlech – well déi Plattform gëtt jo och presidéiert vun engem Verrieder vun der Regierung – zesummeruffen.

Ass dat scho geschitt? Wäert dat deemnächst geschéien? Kënnen déi Plattform Klima zesammen? Wa se nach net zesummekomme ass, aus wat fir enge Grënn? Voilà, dat wieren u sech déi Froen, déi eng Partie Leit wëlle wëssen. An ech wier frou, wann den Här Minister kéint dorobber agoen.

Merci.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.** Dann huet den Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit d'Wuert. Här Minister.

**M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | Merci, Här President.** Merci och dem Här Wagner fir déi Fro. Fir drop ze äntworten: Déi Plattform gëtt et zënter Oktober 2022. Si ass jo duerch d'Klimagesetz geschaf ginn an zënter dem Oktober 2022 a bis den Oktober 2023 ass se néngmol zesummekomme.

Fir d'lescht ass se invitéiert gewiescht ginn am Abrëll vun deem Joer, well do war nämlech eng Reunioun am Ëmweltministère. Do war d'Direction générale vum Klima an d'Direction générale vum allem, wat Energie ass, vu Bréssel hei op Lëtzebuerg komm. Ech mengen, dass déi zoustänneg Chamberskommission se och hei an der Chamber empfangen haten. An do war, wéi gesot, och eng Reunioun an dem Ëmweltministère, wou d'Membere vun der Plattform Klima och mat invitéiert waren. An do ass ënner anerem iwwert d'Mise à jour vum PNEC geschwat ginn, iwwert d'Objektiver vun der Europäescher Unioun, fir hir CO<sub>2</sub>-Emissiounen bis 2040 ze reduzéieren, iwwert de European Climate Risk Assessment. Dat heescht, dat war u sech do, wou se fir d'lescht eng Kéier convoquéiert ginn ass.

A mir wëlle se elo zesummeruffen, soubal mer – an dat ass eminent – d'Mise à jour vum PNEC elo fäerdeg gemaach hunn. Mir hu jo en Avis krut vun der Europäescher Kommission zu der Mise à jour, déi proposéiert gi war nach vun der viregter Regierung. An och d'Klimapattform hat d'lescht Joer dozou en Avis gemaach. Dat ass matgefloss a mir sinn drop an drun elo, dat ofzeschléissen, an da wëlle mer selbstverständlech d'Plattform zesummeruffen, fir dann driwwer ze schwätzen, iwwert d'Mise à jour vum PNEC. A mir wëllen awer och dovunner profitéieren fir ze kucken, wéi mer an Zukunft wëlle gären zesummeschaffen tëschent dem Ministère an hinnen. Dir hutt et jo scho richteg gesot: Et si jo och Verrieder vum Ministère selwer mat dobäi.

Wou se awer och nach wäert consultéiert ginn, dat ass bei Sujete wéi zum Beispill der Klimauppassungsstrategie, wou mer am Moment ronderëmgeschéckt hu bei déi eenzel Ministère, fir dass si hiren Avis kënnen ginn. An duerno kënnst eng Phas, wou och wäerten extern Acteuren hiren Avis kënnen dozou ginn, respektiv de Public. An eeben och zum Beispill iwwert den Horizon 2040, d'Emissionsreduktiounsziel vun der Europäescher Unioun bis 2040, an och iwwert d'Zukunft vun den europäesche Klima- an Ëmweltgesetzgebungen, déi jo wäerten diskutéiert musse ginn, och wa bis déi nei Kommission en place ass an dat neit Europa-parlament. Also et wäerte genuch Sujete sinn, déi mer wäerte mat hinnen zesammen diskutéieren an den nächste Wochen a Méint.

Mee villmools merci awer fir déi Fro, well et ass e wichtegt Instrument an dat verdéngt eeben och, dass doriwwer geschwat gëtt an eeben och gewuer gëtt, wéi mer mat hinne wëllen zesummeschaffen. Also merci.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.**

An da komme mer zu der leschter Fro vun haut de Mëtten. Dat ass d'Fro Nummer 82 vum Här Mars Di Bartolomeo un de Finanzminister iwwert d'Verschlechterung vun de Bankservicen a vun der Disponibilitéit vu Bankagencen. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 82 du 11 juin 2024 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'accessibilité aux services bancaires au Luxembourg, adressée à M. le Ministre des Finances**

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) | Här President,** ech ka meng Roserei schlecht verstoppen, well eng Rei vun eise Banken engersäits Rekordbenefisser, déi hinnen duerch déi héich Zënse an de Schouss gefall sinn, mellen an anerersäits hir Servicer fir hir normal Clienten drastesch reduzéieren. Esou ginn Agencen no beim Bierger zogemaach, Ëffnungszäite reduzéiert, Clienten nëmmen nach op Rendez-vous acceptéiert oder souguer, wéi bei der ING, erausgehät!

Ech sinn aus dem Staunen net méi erauskomm, wéi ech virun der Spuerkeess-Agence vum Knuedler, am

Häerz vun der Stad, virun zouenen Diere stoung. Si ass a gudder Gesellschaft mat ronn enger Dosen anere Spuerkeess-Agencen. Dobäi kann e Bildschierm de Kontakt tëschent Bankmatarbechter a Clienten, besonnesch eelere Leit oder Leit mat Mobilitéit réduite, net ersetzen.

An der selwechter Zäit wëllen déi grouss Banken de Bancomatresseau reorganiséieren, an ech fäerten, dass do erëm eng Kéier d'Accessibilitéit fir de Client mam Argument vun der Moderniséierung ofgebaut gëtt.

Dofir meng Froen un de Finanzminister: Fënn d'Regierung déi d'leichte Ausdënnung vun de Banken hire Servicer um Bierger, deen net vernetzt ass, normal? Ass et normal, dass eis Spuerkeess an aner Banken, déi enk mat hirem Aktionär Staat verbonne sinn, vill Clienten virun zouenen Diere stoe loosse? Wëll d'Regierung just nokucken, wéi déi Banken, déi mat öffentleche Gelder a Krisenzäite gerett goufen, den Ofbau vum Service public bedriewen, oder endlech – an ech maachen dat da stellvertriedend – déi rout Kaart weisen an hiren Afloss als Aktionär geltend maachen?

*(M. Mars Di Bartolomeo montre un carton rouge.)*

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Di Bartolomeo.** Dann ass d'Wuert fir den Här Finanzminister. Här Finanzminister.

**M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Nach eng Kéier merci dem Här Di Bartolomeo fir déi Fro.** Déi ass berechtigt an ech versichen dann, eng Äntwert drop ze ginn, well se ass méi villschichteg. D'allgemeng Politick an d'Ausrichtung vun der ING-Bank, déi wëll ech net kommentéieren. Dat steet mir net zou. Ech weess, dass do deemnächst en Transfert vu Clienten bei aner Banke wäert musse geschéien. Dat Eenzegt, wat ech bedauern, dat ass déi Kommunikatiounspolitik vun der Bank, an ech mengen, si huet mëttlerweil och agesinn, dass déi net optimal war, fir et da mol fein auszedrécken.

Richteg ass och, dass mer e Gesetz vun 2017 hunn, wat op enger europäescher Direktiv berout, dass all Privatpersoun, mee och eng Gesellschaft u sech Urecht huet op e Basiskont. Zu Lëtzebuerg wäerte fënnf Banken esou Basiskonten mussen de Leit offréieren. Dat ass d'Spuerkeess, dat ass d'BIL, dat ass d'BGL, dat ass d'Raiffeisenbank an dat ass d'POST, wat eigentlech net eng richteg Bank ass, mee et ass d'POST.

Ech hat de leschte Freideg – an dozou hat ech mech engagéiert an enger leschter Finanzkommission – am Ministère e Gespréich mat eiser Bankenopsicht, der CSSF, an der ABBL, déi déi Saach do proaktiv ugin. Dat heescht, d'ABBL ass sech dem Problem vun deem Transfert vun Zéngtausende Leit op aner Banke bewosst a si wëllen dat proaktiv ugoen.

Ech géing soen, mäin Engagement ass dat: Sollt sech erausstellen, dass bei dem Transfert vun ING-Clienten, wat Privatpersounen sinn, nach sollte Problemer sinn, dass d'Leit iwwerhaupt net méi, och bei deene fënnf Basisbanken, kéinten e Basiskont opmaachen, da muss ee kucken, ob een net un der Stellschrauf vun deene Krittere vun 2017 dréie geet.

Wat heescht dat? Wann Der haut vun enger Bank refuséiert kritt, vun deene fënnf Basisbanken, fir e Kont opgemaach ze kréien, dann huet Der Recours bei der CSSF. A Frankräich zum Beispill oder an der Belsch, do kann et esou wäit goen, dass d'Banque nationale de France oder d'Banque nationale an der Belsch ka praktesch enger Bank imposéieren, fir e Kont opzemaachen.



Ech hoffen net, dass et esou wäit misst kommen, mee dat wier eng ultime Moosnam, wou de Gesetzesgeber, natierlech d'Chamber am Endeffekt, kéint drop zrëckgräifen, soudass d'Leit eigentlech Accès hätten zu Basisoperatiounen. Ech soen dat fir d'Leit, well fir Entreprises, mengen ech, ass et méi delikat, enger Bank ze imposéieren, well do spillen eng ganz Rei Compliancekrittären, dat heescht Reegele wéi Wäisswäsche vu Suen oder esou Krittären, déi do matspillen. Mee do si mer nach net.

Dir stellt dann d'Fro: „Wéi steet et mat de Reseauen?“ Dat heescht, dass d'Leit net nëmme kënnen bei e Bancomat oder bei en digitalen Interface goen, fir Bankoperatiounen ze maachen, mee wéi ass déi physesche Presenz an engem Reseau? Meng Zäit leeft virun, duerfir wëll ech Tech kloer soen, dass an der EU allgemeng zënter 2008 e Réckgang ass, wat d'Zuel vun den Agencen ugeet. 2023 gëtt et an der EU nach ronn 30 Agencë pro 100.000 Awunner, also an all Land 30 Agencë pro 100.000 Awunner. 2008 waren dat nach 58 Agencen. A Lettland zum Beispill, do sinn néng vun zéng Bankenagencë säit 2018 zougemaach ginn.

Wéi ass et dann zu Lëtzebuerg? Do sinn et 2023 25 Agencen op 100.000 Awunner. 2008 waren et nach 47 Agencen. Mir sinn awer mat der Héicht vun der Densitéit vun den Agencen am Spëtzelopelton vun der Europäescher Unioun. Et gëtt just nach méi Agencë pro 100.000 Awunner a Portugal, an Italien, a Spuenien, an Eisträich an a Frankräich.

Mee d'Unzuel vun de Gäng vun den eenzelne Bierger an déi eenzel Agencen, déi läit zënter 2019 an der Moyenne nach bei zweemol pro Joer an déi louch viru Joren nach bei zwielefmol pro Joer. Dat heescht, d'Leit ginn einfach manner an déi Agencen.

*(Interruption et coups de cloche de la présidence)*

Fir de Rescht géing ech soen, dass bei der Spuerkeess – d'Zäit leeft mer fort, mee mir kënnen eng Kéier an der Finanzkommissioun dorop agoen – zënter 2020 d'Unzuel vun den Agencë stabil op 54 Agencen hei an dem Land ass.

*(Interruption)*

Ech wäert Récksprouch huelen an ech wäert dem Kommissär, dee bei der Spuerkeess ass, Är Doleance zoudroen, fir dass an der Politick vun eiser Staatsbank – wou natierlech och Fraisen dermat verbonne sinn – Äert Uleies Gehéier fënn.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Finanzminister.

## 7. Dépôt d'une motion par Mme Joëlle Welfring

An dann hunn ech nach eng Wuertmeldung, éier mer zum nächste Punkt kommen, vun der Madamm Welfring, déi wëllt eng Motioun deposéieren. Madamm Welfring.

### Exposé

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng), auteure | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, bei der Motioun, déi ech haut deposéieren, handelt sech ëm en Thema, wat eigentlech net zu deene gréisste Problemer sollt gehéieren, déi eis am Moment beschäftegen. An awer, op den zweete Bléck zumindest, geet et ëm eis Prinzippien, eis Valeuren an och ëm de Virbildcharakter. Et geet ëm Inklusioun an och ëm déi perséinlech Fräiheet.

D'nächst Woch feiere mer den 23. Juni de Gebuertsdag vu Senger Altesse Royale dem Grand-Duc. An dozou gehéiert eng gewëssen Traditioun, ënner anerem

och eng offiziell Feier an der Philharmonie, zu där de Premierminister nieft de Regierungsmemberen, de Membere vum Staatsrot an dem Ordre judiciaire, de Verrieder/inne vum Gemengerot aus der Stad an dem Corps diplomatique eeben och eis als Deputéiert invitéiert huet, dëst a Form vun enger schréfflecher Invitatioun, an där eng Rei Detailler an Informatiounen iwwert den Oflaf stinn, mee och, wéi ee soll sech undinn. Ech zitieren: „En ce qui concerne la tenue, les hommes voudront bien porter la jaquette, tandis que les dames sont invitées à porter la robe courte.“

Männer sollen also e sougenannte „Cut“ undinn a Frae si fir dës Geleeënheet gebieden, e kuerze Rack unzedinn. Elo kann ee laang driwwer diskutéieren, wat mat „courte“ gemengt ass, et als en Detail ofdoen oder als eng Invitatioun ugesinn, un déi ee sech och vläicht net ëmmer muss halen, mee mir fannen et net richtig an och net zäitgeméiss, net nëmme dass Mënschen, an dësem Fall Fraen, quasi offiziell opgefuert ginn, Kierperdeeler ze weisen, déi se vläicht selwer net wëllt weisen, mee dëst bréngt ënner anerem och Trans- oder net binär Mënschen an eng onwürdeg Situatioun.

Dofir géinge mer heimat gären d'Regierung invitéieren, fir mam gudden Beispill virzegoen an d'Formulatioun vun dësem Dresscode oder der Kleederuerdnung ze iwwerdenken a fir se an Zukunft un d'Prinzippe vun der Inklusioun an der Netdiskriminatioun unzepassen, fir der Diversitéit vun eiser Gesellschaft an dem Respekt vun eiser perséinlecher Fräiheet besser ze entsprechen, dëst natierlech am Aklang mam Respekt virum Grand-Duc an der Cour grand-ducale. Dat heescht, dass een natierlech net an der Jeans soll kommen. Ech iwwerloossen do d'Formulatioun deene Leit, déi dora spezialiséiert sinn. An dofir ginn ech déi Motioun hei of, ...

### Motion

*« relative aux instructions vestimentaires à l'occasion de la célébration publique de l'anniversaire de la naissance de S.A.R. le Grand-Duc »*

*La Chambre des Députés,*

*considérant*

*– l'invitation à la cérémonie officielle à l'occasion de la célébration de l'anniversaire de la naissance de S.A.R. le Grand-Duc le dimanche 23 juin 2024 à la Philharmonie Luxembourg en présence de la famille grand-ducale, des député.e.s, des membres du Gouvernement, des membres du Conseil d'État ainsi que de l'ordre judiciaire, du conseil communal de la Ville de Luxembourg et du corps diplomatique accrédité au Luxembourg ;*

*– la formulation de l'invitation aux membres de la Chambre des Députés du 22 mai 2024, à savoir : « En ce qui concerne la tenue, les hommes voudront bien porter la jaquette, tandis que les dames sont invitées à porter la robe courte. » ;*

*– le rôle exemplaire de l'État et l'importance de promouvoir des politiques vestimentaires inclusives et non discriminatoires ;*

*– que les règles vestimentaires relatives aux genres peuvent être considérées comme obsolètes pour des raisons d'inclusion, d'égalité, de liberté individuelle, de modernité et d'efficacité ;*

*– que des règles vestimentaires non genrées reflètent une société ouverte, inclusive et respectueuse des choix individuels, en accord avec les valeurs fondamentales du Luxembourg,*

*invite le Gouvernement à*

*– formuler ses exigences vestimentaires à l'occasion de la célébration publique de l'anniversaire de la naissance de*

*S.A.R. le Grand-Duc d'une manière neutre, inclusive et non discriminatoire ;*

*– de renoncer à des normes vestimentaires en fonction du genre, renforçant des stéréotypes et potentiellement excluant des personnes non binaires ;*

*– permettre une certaine flexibilité concernant le choix de la tenue correcte afin de mieux accueillir la diversité et de respecter les choix de chacun.e.*

*(s.) Joëlle Welfring, François Bausch, Taina Bofferding, Mandy Minella, Nathalie Morgenthaler, Ben Polidori, Alexandra Schoos, Sam Tanson, David Wagner.*

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Welfring.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng), auteure | ... déi ënnerschriwwer ginn ass vun all de Parteien, déi hei an der Chamber vertraude sinn, an ech géing mech da freeën, wa mer déi kéinte geschwënn unanime stëmmen.

Merci fir d'Nolauschteren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Welfring.

Dozou wëllt direkt de Premierminister d'Wuert huelen. Här Premierminister.

### Prise de position du Gouvernement

**M. Luc Frieden**, Premier ministre | Här President, vu datt ech hei ...

*(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)*

**M. Claude Wiseler**, Président | Wannechgelift!

**M. Luc Frieden**, Premier ministre | Vu datt ech hei direkt ugeschwat gi sinn an als Premierminister den Auteur vun där Invitatioun sinn, wëll ech soen, datt ech d'Formulatioun iwwerholl hunn, déi déi zwou Virgängerregierungen gebraucht hunn, well déi Zeremonie ...

*(Brouhaha)*

... an der Philharmonie ass 2013 ageféiert ginn. Et ass also eng Kopie vun deenen Invitatiounen vu virun. Dat ass mäin éischte Punkt.

Dat Zweet ass awer: Ech verstinn déi Remark, ech huelen déi escht an ech mengen, datt een déi Formulatioun ka sécherlech adaptéieren, fir datt een déi Remarken, déi do gemaach gi sinn an där Motioun, déi, wann ech dat richtig verstanen hunn, vun alle Fraktiounen ënnerschriwwer ginn ass ..., datt een déi d'nächst Joer ännert.

Ech wëll awer och dee leschte Punkt ënnersträichen, deen d'Madamm Welfring gesot huet, deen ech deelen. Ech fanne schonn, et ass e feierleche Moment, et ass eisen Nationalfeierdag, et ass den offizielle Gebuertsdag vun eisem Staatschef, dem Grand-Duc, an datt et wichteg ass, datt een eemol am Joer, fir esou eng Geleeënheet, wann een dann drun deelhält, wann een invitéiert ass, sech och e bësse feierlech undeed. An insofern dat respektéiert ass, kann ee sech all aner Formule virstellen. An ech wäert dat bei der nächster Invitatioun da berücksichtegen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Premierminister.

## 8. Ordre du jour

A sech kéinte mer och elo direkt driwwer ofstëmmen. Ech géing awer proposéieren, och aus Respekt virun der Chamber, well déi meescht vun Iech déi Motioun nach guer net gesinn hunn a konnte liesen, datt mer se ausgedeelt kréien – se gëtt elo fotokopéiert – an datt mer iwwert déi Motiounen a Resolutiounen vun haut

dann zum Schluss vun der Sëtzung ofstëmme loossen, fir datt Der och wësst, iwwer wat Der genau ofstëmmt. Wann Der domat d'accord sidd, da géing ech zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour kommen.

## 9. 8128 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias

An dat ass de Projet de loi 8128, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Liberté d'expression an de Meedien. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht an deemno follgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 10 Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéit 5 Minutten, d'Regierung 10 Minutten. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gusty Graas, d'Madamm Francine Cloener, den Här Tom Weidig, den Här François Bausch, den Här Ben Polidori, den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Félix Eischen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

*(Brouhaha et coups de cloche de la présidence)*

Ech wär frou, wann Der och dem Här Eischen kéint nolauschten. Dat wär léif. Här Eischen.

### Rapport de la Commission des Médias et des Communications

**M. Félix Eischen** (CSV), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 8128 gesäit vir, d'Gesetz vum 8. Juni 2004 iwwert d'Liberté d'expression an de Meedien ëmzeänneren. Fir genee ze sinn, geet et hei ëm den Droit de réponse, d'Äntwertrecht, ëm d'Information postérieure an ëm d'Membres suppléants am Presserot.

Den Droit de réponse ass e fundamentaalt Recht vun all Einzelnem am Kader vun der Meenungsfräiheet. D'Gesetz vum 2004 gesäit a sengem Artikel 36 vir, dass, soubal eng Persoun oder e Groupement mam Numm oder implizitt designéiert gëtt, déi viséiert Persoun kann hiren Droit de réponse afroen.

Scho virun 20 Joer ass kloer festgehale ginn, dass et drëms geet, eng Géigenduerstellung ze erlaben aus dem Point de vue vun der zitierter Persoun. Et ass net oninteressant ze bemierken, dass eng méiglech Reparatioun vun engem eventuelle Schued virun de Geriichter geregelt gëtt. An do kann et sinn, dass de Riichter an deem Kader d'Publikatioun vun engem Rectificatif uerdert. D'Notioun vun engem Schued ass e spezifesch Fall, dee vill méi wäit geet wéi hei den Droit de réponse.

An deem Text hei geet et, wéi gesot, drëms, eng Géigenduerstellung ze erlaben an den Text no 20 Joer un déi nei Gegebenheiten unzepassen. Den Droit de réponse suergt nieft de Méiglechkeete wéi der Information postérieure fir e méi fairen, ausgeglachten an demokrateschen Diskurs dobaussen.

Kuerz: Wat ass eng Information postérieure? Ma déi ass do, fir dass eng Persoun, déi viru Geriicht acquittéiert gëtt oder zum Beispill en Non-lieu krut, dëst da ka gratis publizéiere loossen, fir esou eng fälschlech Uschëllegung ze redresséieren.

Duerch déi séier Entwécklung vun de Meedie gëtt et awer hautzudaags mat deem ale Gesetz Fäll, bei deenen een d'Gesetz vum Droit de réponse net uwende kann, notament bei Onlinepublikatiounen, well bei dësen de Caractère périodique, also d'Reegelméissegkeet, feelt.

Haut, léif Kolleeginnen a Kolleegen, stärke mir dësen Droit de réponse an awer och déi uewe genannten Information postérieure, andeems mir se

an d'Exigencë vun der Onlinepress upassen. Zousätzlech dozou profitéiere mir vun deem Gesetz, fir dem Conseil de presse Membre-suppléantë fir zwou vu senger Kommissiounen derbäizesetzen.

Wat ännert sech elo nach konkreet mat deem Projet? Mat den éischten zwee Artikelen kritt, wéi grad ugekënt, de Conseil de presse fir seng Commission des cartes, also d'Pressekaartkommissioun, a seng Commission des plaintes fir all Membre effectif och e Membre suppléant bäigesat.

Den Artikel 3 passt d'Gesetz den Onlinemedien un a setzt de Begrëff „publication en ligne“ an den Text, soudatt den Droit de réponse och endlech bei dëse spillt.

E Wuert iwwert den Artikel 4, d'Längt vum Droit de réponse: Hei geet et am Gesetz drëms, datt d'Äntwert net méi laang dierf si wéi d'Informatioun, op déi se sech bezitt. Bei deem Artikel hat de Staatsrot eng Opposition formelle ausgeschwat; dat, well dësen Artikel net am Aklang mat der Liberté d'expression vun der viséierte Persoun wier an domadder géint d'Convention des droits de l'homme et des libertés fondamentales verstouesse géing. Duerch en Amendement vun der Meediekommissioun ass deemno bäigesat ginn, datt d'Äntwert, egal wéi kuerz den Artikel ass, op déi se sech bezitt, e legale Minimum vu „mille lettres d'écriture“, deemno 1.000 Buschtawen, dierf hunn.

De fënneften Artikel beseet, datt d'Diffusioun vun der Äntwert op eng Onlinepublikatioun ënnert deene selwechte Konditiounen gemaach muss ginn, wéi dat och beim Artikel, op dee se sech bezitt, de Fall war. Zudeem muss an deem Text och ëmmer erëm de Lien gemaach ginn zu der Äntwert, déi erakomm ass, respektiv e Verweis gemaach ginn, dass et eng Äntwert gëtt, déi een dann och fanne kann. Wann déi ëmstridden Informatioun eiere geläschet gëtt, bleift d'Äntwertrecht awer bestoen, an dës Äntwert muss esou laang public si wéi den éischten Artikel, ëm deen et geet. Wann den Artikel en question och nëmme eng Stonn zum Beispill public war, dann duerf d'Äntwert minimum een Dag visibel si respektiv online bleiwen.

Den Artikel 6 reegelt, datt, soubal d'Äntwert op eng Onlinereffentlechung erakomm ass, dës da spëtstens dräi Deeg no der Receptioun muss online accessibel sinn.

D'Artikelen 7 an 8 si praktesch identesch zu den Artikelen 5 a 6, mee bezéie sech op d'Information postérieure. Fir d'Information postérieure, also, nach eng Kéier, d'Recht, fir no engem Fräisproch oder agestallte Geriichtsprozess kënnen ouni Käschten d'Diffusioun vun enger Informatioun ze verlaangen, déi eng viregt Falschinformation richtegstellt, soll domadder a punkto Verëffentlechung an Accès dat selwecht gëlle wéi fir den Droit de réponse.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, schlussendlech nach kuerz déi verschidden Avisen. De Staatsrot hat sech, wéi scho gesot, virun allem dru gestéiert, datt d'Längt vum Droit de réponse net déi vum ursprénglechen Artikel iwwertreffen dierf. Duerch eis Amendementer, déi mir an deem Sënn an der Kommissioun gestëmmt hunn, war de Staatsrot awer séier bereet, seng Opposition formelle opzeléisen.

D'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce sinn der Meenung, et misst een den Terme „publication en ligne“ besser definéieren, a verlaangen esou wéi de Staatsrot, datt beim Droit de réponse e Minimum vun 1.000 Buschtawen agefuert gëtt.

D'ALIA ënnerstëtzt de virleiende Projet de loi, gëtt awer och ze bedenken, datt et längst iwwerfällig war,

fir eng kohärent an un déi nei Meedien ugepasste Gesetzgebung op de Leescht ze huelen. Dat ass jo elo heimadder geschitt.

D'ALMI (ndlr: Association luxembourgeoise des médias d'information) an de Presserot wëllen d'Modalités vum Droit de réponse besser definéieren. Dësen dierf nëmme spillen, wann d'Äntwert och relevant ass, also wann et drëms geet, falsch Behauptungen ze widerleeën oder de Ruff vun enger betroffener Persoun ze schützen. Zudeem solle kloer Kritterien an e Kader ausgeschafft ginn, wéi een och kann en Droit de réponse refuséieren.

An effektiv, an der Reunions vum 4. Juni huet d'Meediekommissioun Nott geholl vun enger Proposition, fir d'Äntwertrecht méi streng ze regléieren an och dem Editeur d'Méiglechkeet ze ginn, d'Äntwertrecht erëm unzefechten. À ce stade huet d'Kommissioun dat dunn awer net opportun fonnt an huet gesot, dass spëtstens an zwee Joer eng Evaluatioun vun deem Text géif gemaach gi respektiv vun deem, wat um Terrain geschitt, fir dann och ze gesinn, ob et eventuell en Abus beim Droit de réponse géif ginn oder net.

Voilà, léif Kolleeginnen a Kolleegen, sou wäit, sou gutt. Ech hoffen, et war net ze vill komplizéiert. Ech soen de Kolleegen aus der Kommissioun Merci fir déi flott a konstruktiv Diskussiounen, déi mer haten. Merci dem Staff aus der Chamber an der Fraktioun. An ech ginn natierlech heimat den Accord vu menger CSV-Fraktioun.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Ech soen dem Här Eischen villmools Merci fir säi schrëftlechen a fir säi mündleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas.

### Discussion générale

**M. Gusty Graas** (DP) | Merci, Här President. Mir hunn d'Chance, an engem Land ze liewen, wou déi fräi Meenungsäusserung nach ëmmer respektéiert gëtt, wat u sech e weesentleche Bestanddeel ass vun eisem Rechts- an och eisem Gesellschaftssystem. Dat ass och en elementaren Aspekt vun enger Demokratie. Leider ass dat awer a ville Länner op der Welt net de Fall.

Eis Meedielandschaft huet natierlech déi lescht Jore fundamental geännert. Fréier louch de Fokus dann éischer op de klasschesche Meedien, wéi dem Radio, wéi der Tëlee, wéi natierlech der geschriwwener Press, mee se ass entre-temps, jo, kann ee soen, revolutionéiert ginn duerch déi sozial Meedien, sief dat Facebook, sief dat X, sief dat Instagram an esou weider an esou fort. Dat huet natierlech e ganz groussen Impakt, net nëmme op déi tëschemenschlech Kommunikatioun, mee virun allem awer och op d'Politik. An haut ass ganz kloer, datt d'Europäer zum Beispill méi Zäit dermat verbréngen um Internet, wéi datt se elo geschriwwene Press géinge studéieren.

Den Internet erlaabt natierlech d'Diffusioun vun – et kann ee soen – méi onkontrolléierten Informatiounen. Do läit natierlech direkt schonn eng Gefor dran. A wat een och mierkt, dat ass natierlech, datt déi Hemmschwell besonnesch op de soziale Meedien, fir ëmmer méi Haass, Beleedigungen an Ennerstellung weiderzeginn, am Fong geholl ëmmer manner grouss gëtt.

An ech kann do aus deem rezenten Europawalkampf hei ganz kuerz drop hiweisen, datt zum Beispill d'Kospëtzekandidatin vun der Demokratescher Partei, d'Madamm Amela Skenderović, kann ech Iech soen,



Affer ginn ass vun enger Rei vu Kommunikatiounen, vu Messages, déi wierklech inakzeptabel waren – wierklech inakzeptabel! An do mierkt een awer, wéi wäit datt sech d'Gesellschaft awer an deelweis negativ entwéckelt huet. An duerfir ass et och wichteg, datt eng Rei Barriären agebaut ginn, inwiefern datt een nach kann ënner wat fir enger Form communicéieren op de soziale Meedien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut hu mer natierlech awer eng ganz wichteg Ännerung vun dem Gesetz. Et kënn een eeben, wéi gesot, net derlaanscht, fir dat och op de soziale Meedien – a mir denken natierlech hei un déi Publikatiounen online, sief dat Newspapers, sief dat eeben Zeitungen, Onlinezeitungen – aneschtens ze reglementéieren. Iwwregens, a Frankräich gouf dat scho virun 20 Joer gemaach.

Ech mengen, mam Aféiere vun dem Äntwertrecht maache mer hei eng ganz wichteg Etapp. Dat misst u sech derzou bäidroen, datt och Aussoen, déi wierklech der Realitéit net entsprechen, déi franchement heiansdo gelu sinn, awer kënnen redresséiert ginn, datt och do d'Méiglechkeet besteet, um Niveau vun den Onlinemedien dann och ze reagéieren.

Natierlech mussen déi Äntwerte ganz séier kommen. Mir wëssen, wéi d'sozial Meedie fonctionéieren. Mir wëssen och, wéi all déi Onlinepublicatiounen haut fonctionéieren. Dat geet alles sou schnellweg a wann een do net direkt reagéiert, datt een dann natierlech gären net op där richteger Säit dee Moment ass. Mir mussen och wëssen, datt mer et net nëmme mat Professionellen hei ze dinn hunn. Och dat dierf een net ausser Uecht loosson.

Da muss een natierlech och eng Differenz maachen zwëschent privater Kommunikatioun en ligne oder effentlecher Kommunikatioun en ligne, wat och net ëmmer sou einfach ass. Wann een zum Beispill e Website oder e Blog huet fir jiddwereen, da schwätze mer vun engem Service de communication au public, mee da gëtt et jo awer och sougenannte Bloggen, Sitten, déi am Fong geholl nëmme fir e restreinté Publikum zur Verfügung stinn. Dee Moment ass d'Situatioun schon eng ganz aner.

Dann awer och nach eng Fro: Wéi kann ee reagéiere vis-à-vis vu Biller, vu Fotoen? Kann do dat Äntwertrecht gegebenefalls och geltend gemaach ginn oder net?

Vläicht ofschléissend dann och nach eng Remark, well mer jo net nëmme d'Äntwertrecht elo hei aféieren am Gesetz, mee eeben och nach zwou Modifikatiounen, wat d'Fonctionnement vum Presse-rot ubelaangt. Ech weess dat aus eegener Erfahrung, effektiv war dat ëmmer e Problem, well eebe kee Suppleant an deenen zwou Kommissiounen, déi elo hei betraff sinn, war. An dat huet dann derzou bäigedroen, datt de gudder Fonctionnement munchmol entravéiert ginn ass. Domadder hiewe mer dat jo hei elo op, wat eng gutt Saach ass.

Vläicht ofschléissend eng lescht Remark: De Conseil de presse huet sech jo u sech derfir agesat, fir nach e bessere Kader ze kréie fir d'Äntwertrecht. Dat ass nozevollzéien. An dowéinst ass awer déi Proposition, loosse mer soen, déi mir an der Kommissioun zréckbehalen hunn, fir no zwee Joer dann e Bilan ze maachen, gutt. Et soll net nëmme fir dëst Gesetz gëllen, et soll fir vill Gesetze gëllen, mee et ass awer wichteg, datt mer sou séier wéi méiglech dann awer eng Kéier eis selwer Rechenschaft doriwwer ofleeën, wat am Fong geholl dat heiten elo vu Positivem mat sech bruecht huet.

An deem Sënn, wéi gesot, ass et eng Decisioun, eng legislativ Decisioun, déi mir als Demokratesch Partei

och nëmme kënnen begreissen, an ech ginn och dowéinst den Accord. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Graas. An dann ass déi nächsten ageschriwwen Riednerin d'Madamm Francine Closener. Madamm Closener, Dir hutt d'Wuert.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegen, d'Press ass de véierte Piliier vun eiser Demokratie. D'Pressefräiheet ass e grondleeënde Prinzip vun engem Rechtsstaat, an als LSAP sti mir selbstverständlech dohannert. D'Meedien hunn awer d'Aufgab an och d'Verantwortung, eis op eng transparent Manéier ze informéieren, d'Politick op eng kritesch Aart a Weis ze hannerfroen an eeben och ze kontrolléieren.

Mee wéi all Fräiheeten ass och d'Pressefräiheet net ouni Grenzen. Si fuerdert Verantwortung gégeniwwer der Wourecht an och deene betraffene Persounen, iwwer déi bericht gëtt. Den Droit de réponse baséiert deemno um Prinzip vun der sougenannter „Waffegläichheet“ tëscht Meedien a Concernéierten.

An dese Gesetzesprojet erweidert dësen Droit de réponse elo zu Recht op déi digital Welt. Dat bedeit, datt jiddereen, deen – an engem Onlineartikel wuelverstanen – an enger journalistesch opbereeter Publikatioun erwänt gëtt, d'Méiglechkeet kriit, eng Géigenduerstellung ze maachen, falls en dat fir néideg hält. Dat garantéiert, datt all Persoun, déi sech duerch eng Verëffentlechung, och online, falsch duergestallt oder ongerecht behandelt fillt, dat Recht eeben op seng Äntwert huet. Dëst Recht op eng Äntwert ass fundamental, fir d'Kredibilitéit, fir d'Glafwierdegkeet, vun de Meedien online an offline ze stäerken an domadder och d'Vertrauen an der Effentlechkeet ze garantéieren.

Fir eis als LSAP ass et evident, datt dëst Recht och op digitalen Noriichteplattformen ënner faire Bedéngungen ze applizéieren ass, an d'Konditiounen si jo elo schon e puermol genannt ginn. Interessant an net ze negligéieren ass awer och, datt de Conseil de presse an d'ALMI zu Recht drop higewisen hunn, datt hei eng gutt Geleeënheet gewiescht wier, fir eeben de Statutt vun Journalist besser ze definéieren, d'Definitioune op de Leescht ze huelen. Och d'ALIA wier nach méi wäit gaangen, fir méi prezis ze definéieren, wat eng Onlinepublicatioun ass a wat net.

Mee d'Regierung léisst sech domadder nach Zäit. Dir hutt jo och nach vill wëlles. Da kucke mer emol, wat nach kënn an der Meediopolitick, och a punkto Accès à l'information. Do krute mer jo schon e puer Annoncen. Mir wëllen awer och heimadder soen, datt mer net bis zum Enn vun deser Regierung respektiv vun der Regierungszäit waarden, bis déi neideg Reformen zugonschte vun der Press a vun de Journaliste kommen.

Mee zu diesem Projet de loi gi mer awer eisen Accord. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Closener. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Tom Weidig. Här Weidig.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Merci, Här President. Mir wäerten de Projet matstëmme. Et ass sënnvoll, datt den Droit de réponse op Onlinepublicatiounen ausgedeeent gëtt. Et ass natierlech ëmmer am Internet e bësse méi e grouse Flu, wat elo eng Publikatioun ass. Mir begreissen och, datt et Membres suppléants gëtt. Dat ass och wichteg, well een, wann der eng Kéier feelen, de Quorum net huet. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Weidig. Dann ass d'Wuert fir den Här François Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech ka mech kuerzfaassen. Mir wäerten dee Projet de loi hei matstëmme. Ech wëll awer just profitéieren, fir zwou Remarken ze maachen an deem heite Kontext.

Dat eent ass, datt mir natierlech hoffen, datt den Accès à l'information ..., wou jo dann och de Statutt vum Journaliste professionnel relativ séier elo kënn.

An dat Zweet ass, datt ech mengen, datt mer och eng Kéier mussen op de Leescht huelen, net nëmme datt ee sech kann ausdrécken op de soziale Meedien oder op Forummen, wou och ëmmer, mee datt ee misst eng Kéier seriö drifwer diskutéieren iwwer dat, wat do gesot gëtt am Kontext vum Anonymat. Well mir wëssen all, datt een, wann een anonym eppes schreift, sech da ka verstoppe goen hanner Pseudonymmen, hanner Fakenimm, déi et net gëtt, an esou weider an da kann een natierlech relativ monter drop lassschreiw. An dat ass eppes aneres, wéi wann ee sech muss bekennen zu deem, wat ee schreift. An ech mengen, datt dat e Sujet ass, dee mer och eng Kéier mussen thematiséieren, well dat, wat sech de Moment zum Deel ofspilt a verschiddene Foren, net derzou bäidréit, fir en ziviliséierten, kontroversen Debat ze féieren oder fir Meenungen auszudrécken.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Bausch. Dann ass et um Här Ben Polidori. Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Här President, Léif Kolleginnen a Kollegen, eng staark a kritesch Press brauch Vertrauen. D'Leit mussen drop vertraue kënnen, dass d'Berichterstattung vun der Press faktesch richtig ass an dass Feeler, falls se dann awer mol virkommen, kënnen korrigéiert ginn. An do, wou et net ëm Fakten, mee ëm Meenunge geet, soll een och drop vertraue kënnen, dass verschiddest Meenungen an der Meediewelt Ausdröck fanne kënnen.

D'Recht, op Meedienaussoe reagéieren ze kënnen, déi een direkt concernéieren, ass dofir vu fundamentaler Wichtigkeet. An dowéinst ënnerstéize mir natierlech als Piraten des Ausweitung vum Projet vum Droit de réponse.

Mee och wann d'Zil vun virleiene Gesetz ganz luewenswäert ass, muss een awer leider soen, dass et bei der Ëmsetzung trotzdem e puer kleng Kritikpunkte gëtt. E puer punktuell Upassunge ginn net duer, fir e Gesetz, dat ursprüngelech fir déi geschriwwen Press geduecht war, anstännege elo un déi aktuell digital Welt vun haut unzepassen. Dat hu mir scho méi wéi eng Kéier hei an der Chamber gesinn, an dofir ass jo och scho méi laang eng méi breet Reform vun de Meedien- a Journalismusgesetzter geplangt. Mee si léisst awer nach op sech waarden.

Dobäi ass en neit Gesetz dréngend néideg, wéi och dese Projet nees weist. Och wa mat den Ännerunge vun haut d'Onlinepublicatiounen an d'Gesetz opgeholl ginn, kann een awer net verstoppen, dass weider Onkloerheete bliewen. Wéini eng Printzeitung eng Printzeitung ass, war fir déi meeschte Leit ëmmer kloer. Mee wat ass alles eng Onlinepublicatioun? Sinn Artikelen, déi op engem private Blog gepost ginn, Onlinepublicatiounen? Wat ass mat Publicatiounen op digitale Plattformen vun Influencer? D'Definitioune ass net esou kloer, wéi se vläicht misst sinn. An dat ass och an der Kommissioun opgefoll, wou mer verschiddest Äntwerte vun der Ministesch kruten op d'Fro, wat dann elo eng Publication en ligne ass.

Et gouf schlussendlech vun der Ministesch festgehale, dass den neien Text sech just géif op d'Publicatioun am Internet vun der Press bezéien. Mee den Text gëtt déi Aschränkung an eisen Aen net esou

prezis erëm. Et bleibt eiser Liesaart no e groussen Interpretatiounsspillraum, deen et erlaabt, d'Definitiou vun der Onlinepublicatioun méi breet ze faassen, wéi et vun der Regierung initial gewollt war. Well mir Piraten awer och mat enger méi breeder Definitiou vun der Onlinepublicatioun averstane sinn, ass d'ëscht awer fir ons kee Grond, fir dese Projet net matzestëmmen.

Wat mir awer bedauerlech fannen, ass och, dass net kloer festgehal goug, wéi genee e Verweis op eng Äntwert bei enger Video- oder Audiopublicatioun gekennzeechent muss ginn. E winzege Link iergendwou am Video ënne riets oder ënne lénks ka ganz bewosst placéiert ginn, soudass keen et richtig gesäit. Dat kann en Droit de réponse ënnergruween, an dee Punkt soll an eisen Aen dofir bei de geplangte Reformen och nach eemol consideréiert ginn.

Här President, trotzdeem féiert de virleienden Text zu enger Verbesserung vun der aktueller Situatioun, an dowéinst ginn ech och heimadder den Accord vun de Piraten.

Merci.

**Plusieurs voix** | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Polidori. An dann ass d'Wuert fir den Här David Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, et ass net de grouesse Worf, deen heite Projet de loi, dat muss een zouginn. Den Här Polidori huet jo och eng Partie Kriticke gemaach. D'ALIA hat jo och kritizéiert a gesot, et misst een awer wéinstens eng Definitiou vun der Publication en ligne ginn, an d'ALIA huet souguer eng virgeschloen. Bon, allgemeng gesot, hunn ech den Androck, dass d'ALIA heiansdo souwisou net ëmmer ganz seriö geholl gëtt.

An ech mengen, et ass eng aner Diskussioun, déi mer eng Kéier missten hei an d'ëscher Chamber féieren, iwwert d'Konzeptioun vun Meedie ministère iwwerhaupt, seng Konzeptioun, déi en huet vu Pluralismus, vu Meediepluralismus, sief et an der geschriwwener Press, mee och an der audiovisueller Press. Ech hunn den Androck, dass et do net onbedéngt, a mengen Aen, déi beschte Konzeptioun gëtt. Dat ass eng Diskussioun, déi mer onbedéngt eng Kéier musse féieren.

Duerno, jo, voilà, mir stëmmen deen heite Projet de loi och mat. Et ass ëmmerhin eng Verbesserung. Et reduzéiert sech natierlech zurzäit nëmme op d'Publications en ligne vun den Zeitungen, déi mer kennen.

Ech wollt soen, ech war och 10 Joer laang Journalist. Ech ka mech erënneren, ech krut och warscheinlech dräi Droit-de-réponses, vläicht méi. Ech hunn ni eng opgefouert, fir se ze publizéieren. Ech mengen, et ass eng Eier vun Journalist, fir en Droit de réponse ze erlaben. Dat mécht net all Zeitung esou. Ech ka mech erënneren, dass mir selwer eng Kéier en Droit de réponse gefrot hunn, well eng Zeitung – ech nenne se net mam Numm – gemengt huet, eise Vott aneschtens duerststellen, wéi en a Wierklechkeet war. An et war net bei enger Lappalie. An et ass ëmmer schued, wann ee seet: „Hei, mir wëllen en Droit de réponse“, an, voilà, déi Zeitung mécht esou, wéi wann näischt wier. Hautzudaags kann een dat natierlech ëmgoen, och iwwer sozial Reseauen, mee awer en Appell: Et brauch ee sech net ze schummen, fir sech als Journalist ze ieren oder eppes falsch verstanen ze hunn. Dat gehéiert derzou.

Et ass och gesot ginn, et ginn e puer Reforme gemaach, wat de Presserot ugeet. De Presserot huet eng ganz groussa a wichteg Missioun, zumools elo deemnächst, well jo zwee Projet-de-loien – oder respektiv souguer Avant-projet-de-loien – existéieren

zur Pressehëllef an och zum Informatiounszougang. A justement den Objet, d'Zil, d'Missioun vun Presserot ass et – an der Plenièr natierlech, net am klengen Komitee, mee an der Plenièr –, esou Saachen ze diskutéieren. An ech si ganz gespaant ze gesinn, wat d'Journalisten innerhalb vun der Plenièr vun Presserot wäerten ze soen hunn zu deenen zwee Projet-de-loien, déi si direkt betreffen, ob dat wierklech wäert d'Aarbecht vun de Journalisten hei zu Lëtzebuerg erlichteren oder ob dat näischt wäert änneren. Dat gëtt nach eng ganz spannend Diskussioun, déi mir och wäerte verfollegen.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wagner.

Dann ass elo d'Wuert fir d'Madamm Ministesch.

### **Prise de position du Gouvernement**

**Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, fir d'éischt géif ech gär dem Rapport, dem Här Félix Eischen, Merci soe fir säin detailléierte Rapport. Dat erlaabt mir et, net mussen op all Element dovunner anzegoen.

Ech wollt awer nach eng Kéier kloer ënnersträichen, dass d'Liberté d'expression ee vun de Grondpiliere ass vun eiser Demokratie. An deementspreechend ass och den Droit de réponse e Bestanddeel vun der Meenungsfräiheet. Et ass d'Recht fir jiddwieren, deen an enger Publicatioun ernimmt ass, fir dorop ze äntweren. Dir hutt all gesot, Dir wäert d'accord mat d'ësem Gesetz. Dat freet mech. An Dir hutt och all zu Recht soulevéiert, dass nach eng Rei Chantieren en cours sinn.

Ech wollt Iech awer kuerz erklären, firwat mer dat hei gemaach hunn, well mir hunn am Fong hei och reagéiert op en Arrêt vun der Cour d'appel, dee consideréiert huet, dass den Droit de réponse sech nëmme bei enger Publication périodique applizéiert an dass eng Onlinepublicatioun net dorënner fällt. An ech mengen, dass et awer wichteg ass, dass mer hei déi punktuell Nobesserung maachen, fir och kloerzestellen, dass bei enger Publication en ligne och den Droit de réponse spillt, fir dass deen och kann exercéiert ginn.

Wéi gesot, mir schaffe parallell un enger Rei anere Reformen. An eng Rei vun deene Froen, déi opgeworf ginn, wäerte sech och stellen am Kader vun der Reform iwwert d'Médias électroniques vun 1991. Do hu mer elo e Cycle de conférences ugefaangen, wou eeben och eng Rei Konferenz gemaach ginn, dont notament och eng iwwert d'Anonymat, wou déi Froe sech stellen, an och iwwerhaupt iwwert de Champ d'application vun esou engem Gesetz a vun den Onlinepublicatiounen. Dowéinst, Dir sidd häerzlech invitéiert, Iech an deem Kontext anzubringen.

Dat hei, deen Droit de réponse, dee bezitt sech, wéi gesot, op de Champ d'application vun d'ësem Gesetz. Dat heescht, do si mer dann am Kader, wéi gesot, vun engem Editeur, wat awer net verhënnert, dass mer eis Reflexiounen weider musse féieren, fir iwwerhaupt ze kucken, wéi mer ëmgi mam Contenu op de soziale Meedien.

Ech soen Iech villmools Merci fir déi breet Ënnerstëtzung.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Minister. Domat wäere mer dann um Schluss vun eiser Diskussioun ukomm.

A mir géingen zum Vott kommen. Ech erënneren Iech nach eng Kéier drun, dass Der Iech musst aloggen, wann d'Ofstëmmung elo kënn. An da komme mer

zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8128. Den Text steet am Document parlementaire 8128<sup>10</sup>.

### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8128 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vun dem Vott ass: 60 Jo-Stëmmen an deemgemääss keng Nee-Stëmmen a keng Abstentiuon. An dofir ass dese Projet also mat 60 Jo-Stëmmen ugehall.

*Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel);*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens zum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

## **10. 8204 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques**

An da komme mer elo zum Projet de loi 8204, enger Ofännerung vun dem Gesetz iwwert déi elektronesch Meedien. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an d'Riedezäit ass genau déi selwecht wéi beim Projet virdrun. An et hu sech schon ageschriwwen: den Här Félix Eischen, d'Madamm Francine Closener, den Här Tom Weidig, den Här François Bausch, den Här Ben Polidori an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vun dem Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt. Här Arendt.

### **Rapport de la Commission des Médias et des Communications**

**M. Guy Arendt** (DP), rapporteur | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm Minister, mat dem Projet de loi 8204 soll de legale Kader vun den elektronesch Meedien, deen aktuell zu Lëtzebuerg gëllt, ugepasst ginn, fir den Ausbau vun DAB+, dat heescht dem digitale Radio, ze erméiglechen.

Allgemeng sollen d'Infrastrukture fir d'Radiodiffusion moderniséiert ginn, fir esou d'Offer u Radioprogrammer zu Lëtzebuerg kënnen ze vergrësseren an och d'Couverture, also wéi gutt déi eenzel



Regiounen am Land ofgedeckt sinn an dës Servicer ubidde kënnen, fir déi Radiosenderen, déi aktuell potenziell net iwwerall gutt accessibel sinn, ze verbesseren.

Fir den Ausbau vum DAB+ ze erméiglechen, brauch et am Gesetz virun allem dat, wat ee géif technesch Upassungen, Ännerungen nennen. An dësem Fall gëtt et dräi prezis Zilsetzung vum dësem Text:

Eemol muss eng legal Basis geschafe gi fir d'Verdeele vum den néidege Lizenze fir d'Diffusioun vum enger digitaler Radiosoffer. Déi muss eeben, wéi gesot, geschafe ginn. D'Attributioun vum den néidege Lizenzen ënnerläit dem zoustännege Minister, deen am Beräich vum der Radiokommunikatioun an dem ganze Spectre radioélectrique zoustänneg ass.

Dann, zweetens, mussen och Reegelen opgesat gi fir d'Radios sonores, also déi klassesch Radiosenderen, FM, wéi mer se nennen, fir eng digital Offer unzëbidnen.

An drëttens: D'Dispositiounen, déi d'Erwaardungen un d'Lokalradioen definéieren, mussen un dat net Ëmfeld ugepasst ginn.

Nieft dësen Aspekter gesäit de Gesetzesprojet nach e puer weider punktuell Verbesserunge vir. Esou kënnen beispillsweis d'Lokalsenderen den Ament nëmmen eng Erlabnis ufroen, dat heescht, si hunn am Moment d'Erlabnis, fir ee Sender ze exploitéieren, also hire lokalen, klassesche Radiosender.

Da sinn den Ament och technesch Vernetzungen an de Regruppement vu verschiddene lokalen Déngschter verbueden.

Dat alles widderpricht u sech dem Wëllen, d'Distributioun vum zousätzleche Lizenze fir den digitale Radio erauszeginn. Deemno mussen an de bestoenden Artikelen déi néidege Upassunge gemaach ginn, an de Projet de loi 8204, dee mer haut traitéieren, gesäit dann och Ausnameregelunge fir dës speziell Fäll vir.

Zum Text an den Avisa ganz kuerz: Den initialen Text ass de 24. Abrëll 2023 vum deemolege Meedeminister Xavier Bettel deposéiert ginn a gouf an d'Kommissioun vum der Digitalisatioun, de Meedien an der Kommunikatioun verwisen.

Avisa sinn erakomm. Engersäits vum der Chambre de Commerce. De Projet gëtt vum hinne positiv ugeholl, souwuel an hirem éischte wéi an hirem Avis complémentaireaire.

Da vum der ALIA. D'ALIA ass do méi kritesch un de Projet de loi erugaangen. Si stellt nämlech virun allem d'Fro, ob den DAB+ net schon iwwerholl ass, well verschidde Länner vum DAB+ erofkommen. Des Weidere freet se, dass d'Kompetenzen am Verdeele vum de Lizenze solle regroupéiert ginn.

An natierlech den Avis vum Staatsrot. Och hei gouf et en zweete complementairen Avis. D'Oppositions formelles, déi am éischten Avis ausgeschwat gi waren, ware gréisstendeels baséiert op d'Utilisatioun, d'Benutzen, vum Verb „pouvoir“, wat an eenzelnen Artikelen benotzt gi war. Well awer d'Matières réservées à la loi concernéiert waren, sinn dunn déi néidege Upassunge gemaach ginn an den Text gouf vum Staatsrot a sengem Avis complémentaireaire ugeholl, andeems hie seng Opposition-formellen opgehewen huet.

Dëst gesot, géif ech fir all weider Detailler op de schréftleche Rapport an d'Dokumentatioun zum Dossier verweisen.

Ech ginn heimadder den Accord vum der DP-Fraktioun an ech soen all deenen, déi hei matgeholf hunn, an Iech alleguerter fir d'Noluschteren e grouse Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Arendt, fir Äre mëndlechen a fir Äre schréftleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Félix Eischen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

**M. Félix Eischen** (CSV) | Merci, Här President. Jo, et ass bal e Quantesprong, dat kann een esou soen, fir d'Radioslandschaft hei zu Lëtzebuerg. An et gëtt ganz sécher där Landschaft eng frësch Dynamik. An dat ass och déck néideg, wann ee weess, dass dës Upassung elo un d'Gesetz vum 1991 geet. Dat ass scho ganz laang hier. Also, et ass wichteg, dass dat do gemaach gëtt.

Den honorabelen Här Arendt war awer esou explizitt, kloer a verständlech, dass een näischt méi muss dozou soen. En décke Merci. An domadder ginn ech dann natierlech den Accord vum der CSV-Fraktioun. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Eischen. Madamm Closener.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Jo, villmools merci. Effektiv ass et héich Zäit ginn, fir dat hei unzepasen. Déi Fro, déi sech awer stellt, ass: Wéini kennt dee Changement zerguttst? Mir haten dat an der Kommissioun schon eng kéier gefrot. An anere Länner gëtt et e festen Termin, wéini komplett op DAB+ ëmgestallt gëtt. Bei eis gëtt et deen Termin nach net. Vlächicht weess d'Ministesch haut méi.

An natierlech ass och d'Fro ganz wichteg, wéini déi zwee Systemer parallel solle lafen an eeben och, wéi dat soll fonctionéiere bei deene klengen, lokale Radiosenderen. Do wëll d'Regierung jo eng Ënnerstëtzung ginn. Do wiere mer frou, nach e puer Detailler ze héieren.

Fir de Rescht gi mer och den Accord fir dës Projet de loi. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Closener. Här Weidig.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo, mir wäerten dës Projet och matstëmmen. Den digitale Radio bitt en principe vill méi Méiglecheete fir eis Radiolandschaft, souwuel qualitativ wéi och quantitativ. Ob sech dat elo wierklech duerchsetze wäert, e grouse Succès huet, dat wäerte mer gesinn, well natierlech um Internet och vill quasi radiolike Saache scho fonctionéieren, wéi Podcasts an esou weider. Do sinn ech elo bësse skeptesch, mee mir stëmmen dat mat an ech hoffen awer och, datt et e Succès gëtt.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Weidig. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Mir stëmmen dee Projet natierlech och mat, well et ass e Fortschrëtt, op dee Beräich iwwerzegoen. An ech wëll och nach eng kéier rappelléieren, dass et der hei gëtt, haaptsächlech kleng Radioen, déi awer wichteg sinn an eiser Landschaft, déi sech etabléiert hunn zu Lëtzebuerg, datt déi hei net ënnert d'Rieder geroden, well deen Invest jo awer grouse ass. Bon, d'Regierung huet eis versprach, datt se dat géing am A behalen. Ech hoffen, datt dat dann och klappt, net datt dat zu engem Stierwe féiert vu méi klengen Radiosstatiounen.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Bausch. Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Här President. Jo, bon, mir hunn hei vum engem Quantesprong geschwat. Bon, den DAB+ ass elo keng Technologie, déi gëschter eréischt entdeckt gouf. Déi ass schon e bësse méi laang do. Ech denken, et gëtt Zäit, dass mer se enfin hei am Land wäerten en place setzen. An et ass scho vill gesot ginn, ech hoffen an deem heite Kontext och, dass mer déi kleng Radiosenderen hei net vergiesen, well ech mengen, et sinn déi, déi hei déi gréisst Aarbecht wäerten hunn, fir sech ëmzestellen.

An niewendrun, mir wäerten dës Projet och matstëmmen, well mer och soen, onofhängeg vum der Consummatioun vum aktuellen Internetradio, déi awer zouhëlt, huet awer nach ëmmer net jiddereen hei am Land eng Internetverbindung um Handy oder och doheem. An dowéinst ass et awer wichteg, dass mer dës Projet och esou séier wéi méiglech wäerten ëmsetzen. Dofir hoffen ech, dass d'Madamm Minister eis och schnellstméiglech kann en Datum soen, wéini mer wäerten an de Genoss komme vum DAB+ hei am Land.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Polidori. An dann ass et um Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Jo, ass et eng grouss Moderniséierung? Ech weess et net. Et ass vlächicht e bësse esou, wéi wann ee géif soen: „Voilà, elo klamme mir ëm vum Telegraf op den Telefon“, mee Internet gëtt et schon.

(Hilarité)

Well dat ass jo och e bësse dat, wat d'ALIA seet. Si seet, a ville Länner ass dee Modell jo schon obsoleet an et gëtt nach aner Modeller wéi radioplayer. Iu et cetera. Dat heescht, mir mussen vlächicht eisen Enthusiasmus, wat déi Moderniséierung ugeet, e bësse bremsen.

Anerersäits – an dat gouf jo och scho gesot vum den Häre Bausch a Polidori, zu Recht – gëtt et eng reell Gefor, datt duerno aner, méi kleng Radioen, déi dee Changement finanziell net kënnen droen, do ënnert d'Rieder kommen. Dat gëtt wierklech befiercht, well zurzäit gëtt et jo e Monopol. Dat ass BCE-RTL. Déi hunn dat an esou weider, mee déi aner hunn dat net. Et gouf gesot: „Jo, mir wäerte spéider kucken, datt och déi méi kleng Lokalradioen net vergiess ginn.“ Mir vertrauen zurzäit dem Meedieministrere net onbedéngt an dëser Hisiicht. Mir kruten e puermol schlecht Beispiller vum Meedieministrere, datt en net onbedéngt vill Verständnis weist par rapport zu méi klengen Meedien an haaptsächlech fir grouse Meedie schafft.

Dofir wäerte mir eis enthalten.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wagner.

Dann ass d'Wuert elo fir d'Regierung.

**Prise de position du Gouvernement**

**Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Villmools merci. Fir d'éischt géif ech och an dësem Fall dem Rapportier, dem Här Guy Arendt, Merci soen, well e mer och erëm erlaabt, relativ kuerz ze sinn. An ech géif och deene meeschten Intervenantë Merci soen – also hinnen all Merci soen, an deene fir d'Zoustëmmung, déi se prett sinn ze ginn.

Ech mengen, et ass eng kloer Evolutioun an et wäert eis et erlaben, méi Radiosenderen ze hunn an och eng besser Qualitéit. An et ass effektiv d'Fro vum der Technologie, mee et ass esou, datt säit 2021 dat och e Standard ass op europäeschem Niveau an den

Autoen, deen d'Autoe mussen hunn, soudatt ech mengen, datt mer och kee Choix hunn, wéi dee Wee hei ze goen. Eis Nopeschlänner sinn och amgaangen, nach weider auszubauen, weider Multiplexe vum DAB+ en place ze setzen, soudatt dat fir mech definitiv e Wee ass, dee mer sollte goen.

Dir hat d'Fro vun der Timeline ugeschwat. Ech kann Iech kee konkreeten Datum ginn, mee et geet elo am Fong an dräi Etappen. Dat Éischt ass, wéi gesot, den Appell fir den Operateur fir de Multiplex. Dee kann elo lancéiert ginn, soubal dat hei Gesetz gestëmmt ass. An do ass och scho Viraarbecht geleescht ginn. Dat heescht, ech hoffen, datt dat ka relativ schnell goen. Dat Zweet ass dann den Appell fir d'Servicer fir op de Multiplex. An am Ufank vum nächste Joer gëtt dann och den Appell lancéiert fir den zweete Multiplex.

Dir hat an deem Sënn och d'Fro gestallt vun de Lokalradioen. An do hat déi viereg Regierung jo och schon an hirer Feuille de route kloer en Engagement geholl, fir eng strukturell Hëllef en place ze setze fir déi Lokalradioen. An an deem Sënn si mer a Kontakt mat dem Daachverband vun de Lokalradioen, fir, wéi gesot, ze kucken, wéi een dat ka maachen.

A fir nach Är Fro par rapport zum Ofschalte vum FM ze beantwären: Do ass kee fixen Datum virgesinn. Dat hänkt da vun de Programmer of. Mee dee Ball läit da bei hinnen.

Voilà, ech géif Iech villmools Merci soe fir d'Ënnerstëtzung an ech freeë mech, wann den DAB+ da ka Realitéit ginn.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Minister. Domat ass d'Debatt ofgeschloss.

An da komme mer zur Ofstëmmung vun deem Text, dem Projet de loi 8204. Den Text steet am Document parlementaire 8204<sup>7</sup>.

#### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8204 et dispense du second vote constitutionnel**

Ech maachen de Vott op. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 58 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmmen an 2 Abstentionen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Abstentionen.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. André Bauler) et M. Gérard Schockmel (par Mme Barbara Agostino);*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Mars Di Bartolomeo);*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

*Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

### **11. 8205 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques**

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 8205, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Gestioun vun de Funkwellen. D'Riedezeit ass nom Basismodell festgellecht. Dir kennt déi Riedezeiten. Et hu sech schon ageschrieben: den Här Luc Emering, d'Madamm Francine Closener, den Här Tom Weidig, den Här François Bausch, den Här Ben Polidori an den Här David Wagner. An dann huet déi honorabel Rapportrice, d'Madamm Weydert, d'Wuert. Madamm Weydert.

#### **Rapport de la Commission des Médias et des Communications**

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV), rapportrice | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 8205 gesäit vir, d'Gesetz vum 30. Mee 2005 iwwert d'Organisatioun vun der Verwaltung vun de Funkwellen ze verbesseren an d'Benotze vu Stéiersenderen ze reguléiere respektiv ze iwwerwaachen. Et geet hei ëm e ganz technesche Gesetzesprojet.

D'Ännerung vum Gesetz iwwert d'Organisatioun vun der Verwaltung vun de Funkwellen ass duerch d'Gesetz vum 17. Dezember 2021 iwwert d'elektronesch Kommunikationsnetzer a -servicer noutwendeg ginn. D'Gesetz vum 2021 schafft en harmoniséierten europäesche Kader fir d'Attributioun vu Funkfrequenzen. Dat geschitt natierlech ëmmer am Aklang mat den Ziler a Grondsätz vun der Europäescher Unioun a bréngt och mat sech, datt d'Investisseuren eng gewisse Previsibilitéit hunn, fir kënnen an drotlos Héichgeschwindigkeitkommunikationsnetzer oder -dénsgchter ze investéieren.

An deem Kontext wëll ee mat dësen Ännerungen och eng ugemosse gesetzlech Äntwert ginn, déi et erméiglecht, dat net konformt, net autoriséiert oder geféierlecht Notze vun Apparater wéi Dronen oder illegale Stéiersenderen ze stoppen. Dëst kennt an eisem alldeegleche Liewen nämlech ëmmer méi heefeg vir.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer, kuerz op déi wichtegst Artikelen aus deem Gesetzesprojet anzugeen. Den éischten Artikel definéiert de genaue Champ d'application vum Gesetz vum 30. Mee 2005 als Loi générale betreffend d'Verwaltung vu Funkwellen. An donieft gëtt et déi Loi spéciale, dat Gesetz vum 2021, wourop ech virdru scho verwisen hat.

Well d'Funkwelle rar Ressourcë sinn, ënnerläit d'Benotzen an d'Verwaltung dem Staat, deen Drëtte kann eng Autorisatioun ginn, Funkwellen ze benotzen. De Gesetzesprojet preziséiert, datt eventuell nach zousätzlech Autorisatiounen an Agremente fir d'Notze vun de Funkwellen duerch Drëtter ënner anere Gesetzer néideg kënnen sinn. Hei geet et zum Beispill ëm d'Geneemegungen, déi entweder am Kader vum Gesetz iwwert d'Raumfaartaktivitéiten, am Kader vun öffentlechen Enquëten zu Kommododer Inkomodoprozeduren oder am Kader vun der

Funkzouloosung, zousätzlech zur staatlecher Geneemegung, fir d'Benotzen erfuerdert sinn.

Fir den deegleche Fonctionnement vun den administrative Prozesser an deser Matière ze optimiséieren, gëtt den Institut luxembourgeois de régulation, kuerz den ILR, elo zoustänneg fir d'Vergi vu Lizenze fir Funkkipmenter u Bord vu Schëffer an un Amateurfuncker.

Den neien Artikel 3bis vum Gesetz bréngt déi substanziiell Ännerung vum Gesetz vum 2005 mat sech. Dësen neien Artikel gesäit e strikten a prezise Kader vir fir d'Benotze vun Apparater, déi Funkfrequenzen ausstralen an dobäi aner Ekipementer oder Apparater stéiere kënnen. De Prinzip ass a bleift, datt d'Benotze vu fixen oder mobille Stéierapparater um Territoire vum Grand-Duché oder u Bord vu Schëffer, Booten, Fluggeräter oder anere Supportten, déi dem Lëtzebuurger Recht ënnerleien, verbueden ass.

Wou e Prinzip gëtt, gëtt et natierlech och Ausnahmen. Dës sougenannte Stéierapparater dierfen nëmme ënner verschiddenen Ëmstänn, wéi d'öffentlech Uerdnung, d'Defense, d'national Sécherheet oder den öffentlechen Dénsgsch vum der Justiz, ënner strenge Krittären a vu bestëmmte Verwaltungen an Etablissementer benotzt ginn. Dës sinn d'Militär, d'Police, de Geheimdénsgsch souwéi d'Prisongsverwaltung am Kader vun hire gesetzlechen Aufgaben. D'Benotze vun dësen Apparater muss zäitlech, raimlech an op bestëmmte Frequenze begrenzt sinn an och am Virfeld beim ILR gemellt ginn. Berechtigt Entitéite mussen Kontrollmoosnamen un hiren Apparater duerch den ILR zouloossen an och e Regëster iwwert d'Benotze féieren.

Den ILR muss dann och den zoustänneg Ministère informéieren, an am Fall, wou e Risiko fir d'Sécherheet besteet oder d'Sécherheet vun der ziviller Luftfaart impaktéiert gëtt, muss och d'Direktioun vun der ziviller Luftfaart informéiert ginn.

Den Zweck heivun ass et, wierklech e legale Kader ze schaffen, an deem déi concernéiert Verwaltungen an Etablissementer sporadesch d'Méiglechkeet kréien, op Stéierapparater zréckzegräifen, fir esou am Noutfall direkt an effikass kënnen ze handelen. Initial hat de Gesetzesprojet och virgesinn, datt ee just muss dem ILR eng Notifikatioun maachen, wann een iwwer e gewëssenen Zäitraum dëse Stéierapparat géing notzen, mee do huet de Staatsrot bemängelt, datt doduerch ganz vill Notzunge vu Stéierapparater net misse gemellt ginn an esou e potenzielle Sécherheitsproblem géingen duerstellen. Dofir gesäit de Gesetzesprojet a senger aktueller Virsioun vir, datt all Notzung vun engem Stéierer am Virfeld muss beim ILR gemellt ginn, egal wéi laang een deen da benotzt.

Des Weidere gëtt de Gesetzesprojet dem ILR d'Méiglechkeet, fir d'Modalitéite fir d'Prozedur vun der Collecte vun de Lizenzkäschte festzeleën.

Zu gudder Lescht wëll ech nach eemol kuerz op d'Prozedur an déi verschidden Avisen agoen. De Gesetzesprojet gouf de 24. Abrëll d'lescht Joer an der Chamber deposéiert.

D'Direction de l'aviation civile huet hiren Avis den 12. Juli 2023 ofginn an hieft an deem virun allem ervir, datt beim Benotze vun Apparater, déi Stéiersignaler aussenden, Upassung mussen gemaach ginn, fir d'Sécherheet an de Schutz vun de Luftfaartaktivitéiten ze verstärken. Ënner anerem ass si der Meinung, datt si 28 Deeg virum Benotze vun esou Apparater muss informéiert ginn, datt een e Plang fir den optimale Oflaf mat hinne beschwätze muss an datt d'Konsequenze mussen ofgeschat ginn.



D'Chambre de Commerce huet zwee Avisen ofginn. An hirem éischten Avis vum 3. Oktober 2023 ass d'Chambre de Commerce drop agaangen, datt de Projet nach e puer Upassung brauchen, fir eng effektiv Reguléierung vum Benotze vun diesen Apparater sécherzestellen. D'Reegele fir d'Benotze solle besser definéiert ginn an et soll méi kontrolléiert ginn. Esou wéi de Staatsrot ass och d'Chambre de Commerce der Meenung, datt d'Utilisateure bei all Notze mussen dem ILR dat am Virfeld mellen. Des Weidere soll een awer och drun denken, datt den zivilen Asaz vun Dronen erlaabt a reguléiert ass an net därerf gemengt ginn, datt Dronen am Allgemengen net konform oder geféierlech wieren.

A sengem Avis vum 24. Oktober 2023 huet de Staatsrot eng Opposition formelle géintwuerter de Paragraphen 2 an 3 aus dem Artikel 5 vum Gesetzesprojet formuléiert, wat d'Derogatiounen fir d'Utilisatioun vu Stéierer ugeet, well dës net prezis genuch waren. Dës Paragraphen erméiglechen Ausname fir spezifesch Bedierfnisser a gesetzlech Aufgaben, mee et ass net kloer, ob dës kënnen kombinéiert ginn oder ob et alternativ Méiglechkeete gëtt. D'Meedien- a Kommunikatiounskommissioun huet den 20. Februar där Opposition formelle Rechnung gedroen an dann och de Gesetzesprojet ugepasst, soudatt am Avis complémentaire vum 29. März de Staatsrot seng Opposition formelle fale gelooss huet.

Am Avis complémentaire vum 18. Abrëll 2024 weist d'Chambre de Commerce sech mat den neien Amendementer zefridden. Si sinn awer der Meenung, datt den ILR déi betreffen Telekommunikationsbedreier direkt informéiere misst, soubal dësen iwwer en Asaz vun engem Stéiersender benorrichtegt gëtt, an net just, wéi et momentan de Fall ass, de Minister an d'Direction de l'aviation civile. Dësem Virschlag gouf awer an dësem Gesetz net Rechnung gedroen.

Ech gouf den 9. Januar dëst Joer zum Rapporteur genannt an hunn déi Charge vun der honorabelen Barbara Agostino iwwerholl. Mäi schrëftleche Rapport gouf d'lescht Woch, de 4. Juni, an der Meedien- a Kommunikatiounskommissioun ugeholl.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport, an ech ginn heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Weydert, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mündleche Rapport.

Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Luc Emering. Här Emering, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

**M. Luc Emering** (DP) | Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech géif fir d'éischt der Madamm Weydert Merci soe fir dee gudden schrëftlechen a mündleche Rapport. Ech mengen, et ass u sech keen immens grouss Projekt an och d'Changementer, déi gemaach gi sinn, sinn iwwerschaubar. Trotzdeem géif ech mir erlaben, e puer Wuert, haaptsächlech iwwert d'Elementer Störsender an Dronen, ze soen. Ech mengen, Dir hutt vill deen technesche Volet erläutert. Dofir géif ech gär op e puer Beispiller agoen, wou et elo an der Vergaangenheet zu Tëscheffäll komm ass.

Et ass elo sechs Joer hier, den 19. Dezember 2018, kuerz viru Chrëschttag. E Flughafen an England war, wéi Der Iech virstelle kënn, virun de Feierdeeg kräfteg belaaucht mat Passagéier, déi bei Frënn a Famill wollten reesen. Mee amplaz dass d'Leit konnten hir Destinatioun ugoen, sinn all d'Volle gestoppt ginn. Den Dag selwer an déi dräi Deeg duerno goufen iwwer 1.000 Flich annulléiert. 150.000 Passagéier sinn

um Buedem bliwwen. Wat war passéiert? Eng Koppel Drone si während deenen dräi Deeg iwwer 33 Stonnen ëmmer erëm an der Géigend vum Flughafen am Loft-raum geflunn an hunn esou de Fluchverkéier perturbéiert.

En anert Beispill, eng Nouvelle am Abrëll dëst Joer: Europäesch Noriichtenagencen, och hei zu Lëtzebuerg, hu gemellt, dass iwwert déi lescht Méint eng 50.000 Flich Affer vu GPS-Stéierunge waren. Ëmmer erëm hätt ee ganz kloer, geziilt Stéierunge festgestallt, wou Fligeren an hir Piloten a voller Absicht Zilscheif ware vu cibléierten Attacken op hir GPS-Systemer, ënner anerem och Volle vu Lëtzebuurger Maschinnen, wou de GPS vun de Maschinnen entweder duerch de sougenannten „Jamming“ gestéiert gouf, carrement falsch Informatiounen agespeist goufen, déi d'Vue vun de Pilote beanträchtegen an esou den Trajet vun der Maschinn beaflosse kënnen, a wou een op déi traditionell Apparater a Gerätschaften huet mussen zrëckgräifen, fir sech onofhängeg vum GPS kënnen ze orientéieren.

Här President, dëst just als zwee Beispiller aus der Aviatioun vun deem Schued, deen Dronen oder Störsender kënnen uriichten, an déi veranschaulichen, wéi wichteg et ass, an dëser Matière e kloer legale Kader ze hunn.

Duerch nei Technologien entstie leider och ëmmer hybrid Geforen. An ouni wëllen den Däiwel un d'Mauer ze molen, ass et wichteg, dës beschtméiglech ze encadréieren an ze probéieren, all potenziell Risiken ze reduzéieren.

Wéi gesot, et ass kee groussen Dossier, trotzdeem e ganz wichtegen Dossier, wann ee sech de méigleche Konsequenzen, déi en Netbeuechte vu gewëssene Reegele mat sech ka bréngen, bewusst gëtt.

An deem Sënn ginn ech heimat den Accord vun menger Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Emering. Dann ass et un der Madamm Closener.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Jo, villmools merci, Här President. Den Här Emering an och d'Madamm Rapportrice ware ganz detailléiert, an et ass jo evident, dass ee reguléiere muss fir ze verhënneren, dass Sabotage mat Brouilleuren oder Drone gemaach gi vun net staatlechen Acteuren, grad an dësen Zäiten, op zum Beispill GPS-Systemer an eiser Aviatioun.

Duerfir ass et jo kloer, dass mir och dëse Projekt de loi wäerte matdroen. Merci.

**M. Claude Haagen** (LSAP) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Closener. Här Weidig.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo, mir wäerten dëse Projekt och matstëmmen. An de leschte Joren huet sech d'Technologie vun den Dronen, mee och vun de Störsenderen, enorm weiderentwéckelt, haaptsächlech och wéinst dem Krich an der Ukrain. D'Dronen hu wierklech bewisen, datt een halt eng grouss Arméi ka mat Drone stoppen. An d'Dynamik vum Krich huet sech fundamental geännert.

Allerdéngs, op där anerer Säit huet sech natierlech och d'Technologie vun de Störsenderen enorm geännert, well d'Russen nämlech vill méi performant Störsenderen entwéckelen konnten. Dat heescht, am Moment hu mer bei der Technologie vun den Dronen an och bei de Störsenderen wierklech eng grouss Entwécklung, an do ass nach net kloer, wat dat fir den Impact op eis Gesellschaft huet.

Dat eent sinn natierlech d'Störsenderen, déi de Loftverkéier kënnen stéieren, mee och d'Dronen, déi ... Et wäert warscheinlech just eng Fro vun der Zäit sinn, bis iergendwellech Dronen als Terrorwaffen agesat ginn. An do sinn natierlech Störsender ganz, ganz wichteg, fir eis Stied deelweis ze schützen an och an anere Situatiounen. Duerfir ass et och wichteg, datt mer dat méi reguléieren an datt mer do och wierklech à la pointe si vun der Technologie.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Weidig. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President. Et ass e ganz wichtegen Projekt, mee wéi d'Madamm Rapportrice scho gesot huet, e ganz technesche Projekt. A vu datt keng politesch Divergenzen hei dertëschentfunken an interferéieren, ginn ech dann d'Zoustëmmung vu menger Partei.

(Hilarité)

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Bausch. Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci, Här President. Bon, all déi technesch Detailer si scho vu menger Virriedner ugeschwat ginn an och mir begrëssen, dass mer elo den Asaz vun de Brouilleuren dann och gesetzlech wäerten encadréieren. An dofir ginn ech och d'Zoustëmmung vun de Piraten fir dëse Projekt.

Merci

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Polidori. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, voilà, mir wäerten och eis Zoustëmmung zu dësem Projekt de loi ginn.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wagner.

Madamm Ministesch.

### Prise de position du Gouvernement

**Mme Elisabeth Margue**, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | Majo, ech géif dann och just der Rapportrice Merci soen, der Madamm Weydert, fir hiren detailléierten Rapport, deen effektiv ganz technesch war. An ech mengen, ech freee mech, datt mer elo e Kader kréien, deen den autoriséierten Entitéiten, nämlech Arméi, Police, Geheimdéngscht an och dem Prisong, erlaabt, Brouilleuren anzesetzen. Ech mengen, datt dat ganz wichteg ass. Den Här Emering hat Beispiller ginn, wat ka geschéien, wa mer net kënnen Brouilleuren asetzen.

An deem Sënn e grouss Merci fir déi breet Zoustëmmung.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Ministesch. Domat ass d'Diskussioun dann ofgeschloss.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projekt de loi 8205. Den Text steet am Document parlementaire 82057.

### Vote sur l'ensemble du projet de loi 8205 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmmen. Domat keng Nee-Stëmmen, keng Abstentiuon. Dëse Projekt de loi ass also mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert),

Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par M. Laurent Mosar), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydler, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par Mme Barbara Agostino) et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Mars Di Bartolomeo) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

## 12. 8291 – Projet de loi portant modification de :

1<sup>o</sup> la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

2<sup>o</sup> la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep ;

3<sup>o</sup> la loi modifiée du 10 novembre 2009 relative aux services de paiement ;

4<sup>o</sup> la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ;

5<sup>o</sup> la loi modifiée du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs ;

6<sup>o</sup> la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

7<sup>o</sup> la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ;

8<sup>o</sup> la loi modifiée du 30 mai 2018 relative aux marchés d'instruments financiers ;

9<sup>o</sup> la loi modifiée du 16 juillet 2019 relative à l'opérationnalisation de règlements européens dans le domaine des services financiers,

en vue de la mise en œuvre du règlement (UE) 2022/2554 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 sur la résilience opérationnelle numérique du secteur financier et modifiant les règlements (CE) n° 1060/2009, (UE) n° 648/2012, (UE) n° 600/2014, (UE) n° 909/2014 et (UE) 2016/1011 et de la transposition de la directive (UE) 2022/2556 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 modifiant les directives 2009/65/CE, 2009/138/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE, 2014/65/UE, (UE) 2015/2366 et (UE) 2016/2341 en ce qui concerne la résilience opérationnelle numérique du secteur financier

An da komme mer elo zum Projet de loi 8291 iwwert déi operationell digital Resilienz vum Finanzsektor.

D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell festgeleucht. An et hu sech schonn ageschriwwen: den Här André Bauler, den Här Franz Fayot, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar. Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission des Finances

**M. Laurent Mosar** (CSV), rapporteur | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madamm an Här Minister, de Projet de loi 8291 ass en enorm wichtege Projet fir eis Finanzplaz. Leider ass en och äusserst technesch an net ëmmer ganz einfach nozevollzéien. Duerfir wäert ech mech och de Mëtteg a mengem mëndleche Rapport ganz kuerz halen. A fir all déi Leit, déi awer de Besoin verspieren, sech méi déif mat den Technicalities vum deem Projet ofzeginn, verweisen ech op mäi schrëfleche Rapport.

Mat dësem Projet, Här President, setze mer dat sougenannt EU-Reglement „DORA“ – e flotten Numm – mat där begleetender EU-Direktiv ëm. DORA steet – an Dir hutt Iech dat bestëmmt alleguerte gefrot – fir „Digital Operational Resilience Act“. Hei geet et also ëm d'Harmoniséierung an d'Verstärke vum de Sécherheetsstandarde vum den Informations- a Kommunikatiounstechnologien am Finanzsektor.

Eis Finanzplaz ass – an ech mengen, dat ass gëschter oft genuch erëm ervirgestrach ginn – de Motor vum eiser Wirtschaft. A mir mussen alles drusetzen, fir derfir ze suergen, dass dësen och adequat viru Cyber-attacke geschützt gëtt. Dëse Sektor gëtt dank ëmmer méi grousser Digitaliséierung méi performant, awer och méi ufälleg. An d'Cyberkriminalitéit mécht, esou wéi an der gesamter Gesellschaft, och keen Halt virum Finanzsektor. Duerfir ass DORA immens wichteg, fir iwwerall an der Europäescher Unioun déi nämleche staark Standarden anzeféieren an dës och an engem Reegewierk zesummenzeféieren.

D'EU-Reglement ass tel quel applikabel a mir ginn eigentlech mat dësem Projet de loi eiser Finanzop-siicht déi néideg Kompetenzen a Befugnisser, dass si fir d'Anhale vum dësen neie Reegelen am Finanzsektor kënne suergen. D'Direktiv sëtze mir ëm, andeem mer duerch dëse Projet de loi eng Rei Gesetzer punktuell ëmänneren.

Zu den Avisen: De Staatsrot hat eng Opposition formelle, déi mir duerch en Amendement vum der Finanzkommissioun behuewen hunn.

D'Chambre de Commerce ass a groussen Zich averstane mam Projet de loi, fënnt awer, dass d'Sanktioune fir d'Netanhale vum de Reegelen e weéneeg ze héich ugesat wiere mat engem maximale Montant vu fënnf Milliounen Euro. An der Finanzkommissioun hate mer doriwwer eng länger Diskussioun mam Finanzminister a mir sinn awer alleguerten zu der Konklusioun komm, dass et och wichteg ass, dass een e staarkt Signal sent, fir dass déi Reegelen, déi mir haut hei dann hoffentlech alleguerten unhuelen, och respektéiert ginn. An an ängleche Gesetzestexter bei aneren Instruktioune sinn déi Amendementen och änglech héich.

Zur Prozedur: De Projet de loi ass de 4. August 2023 deponéiert ginn. D'Chambre de Commerce huet hiren éischten Avis den 23. Oktober 2023 ginn. De Staatsrot huet de 27. Februar 2024 säin Avis ginn. Ech gouf de 15. März zum Rapporteur ernannt. An d'Finanzkommissioun huet sech mam Text a mat den Avisen befaasst an huet och een Amendement parlamentaire ugeholl. De Staatsrot huet dësen Amendement dann an engem Avis complémentaire de 7. Mee positiv aviséiert. An d'Chambre de Commerce huet hiren Avis complémentaire den 21. Mee publizéiert.

A mäi Rapport gouf de 4. Juni an der Finanzkommissioun ugeholl.

Mat dësem Projet wäerte mer e wichtege Meilesteen am Kampf géint d'Cyberkriminalitéit am Finanzsektor goen. An duerfir wär ech och ganz frou, wann dëse Projet mat ganz ville Stëmme aus dësem Haus kéint ugeholl ginn.

### Discussion générale

Här President, erlaabt mer dann, elo ganz kuerz d'Kap vum Rapporter auszedoen an d'Kap vum Spriecher vu menger Fraktioun ganz kuerz unzedoen, fir d'aller-éischt, fir natierlech den Accord vum der Fraktioun zu dësem eminent wichtege Projet ze ginn, awer och, fir zwou Remarken zum Projet an och zum Kontext vum Projet ze maachen.

Dat Éischt ass, dass eigentlech dat Reglement schonn den 20. Januar (veullez lire: de 17. Januar) vum nächste Joer wäert a Kraaft trieden. Dat ass also net méi éiweg laang. Mir stellen eis awer déi Fro, ob de Finanzsektor prett ass, fir déi ganz vill technesch Dispositiounen ëmzesetzen. An duerfir hate mer an der Finanzkommissioun gefrot, dass eng Kéier déi zoustänneg Instruktioun, nämlech d'CSSF, eis géif de Point maache kommen, wou mer do dru sinn. Dat wäert an den nächste Woche geschéien, wou ech also ganz dankbar sinn, dass mer dann och eng Kéier kënnen héieren, wou mer hei genau dru sinn.

Déi zweet Remark, déi huet indirekt och mat dësem Projet ze dinn, deen erëm dem Finanzsektor a ganz besonnesch och de Banke wäert zousätzlech administrativ Constrainten operleeden. Dat ass awer elo e Punkt, deen ufängt, wierklech suergen ze maachen. Ech mengen, déi ganz Compliance am Finanzsektor fängt un, Ausmoossen unzehuelen, déi ëmmer méi wäit ginn. Dës Regierung, dës Majoritéit huet sech eigentlech d'Simplification administrative op de Fändel geschriwwen. Et muss een allerdéngs elo wëssen, dass dee Projet, dee mer haut de Mëtteg stëmme, an och nach aner Projeten, déi mer wäerten an de nächste Woche stëmme, trotzdem hei d'Reegewierk ganz besonnesch fir de Finanzsektor ëmmer méi grouss maachen.

An ech géif mer vläicht och erlaben, Här Finanzminister, vu dass mer elo Europawalen haten – et kënn eng nei EU-Kommissioun; ech huelen un, dass och eng nei Majoritéit, wat dann awer hoffentlech vläicht och déi al Majoritéit ass, sech erëm wäert forméieren –, dorun ze appelléieren, awer dorobber hinzewierken, dass mer iergendwéi awer elo mol eng Kéier d'Brems aleeden, wat déi Iwwerreglementéierung betrëfft, déi net nëmme dem Finanzsektor awer ëmmer méi Suerge mécht, mee och deene ville klengen a mëttleren Entrepreneuren an och all deenen Independanten, déi sech mat ëmmer méi Paperasserie administrative mussen erëmschloen. An duerfir mäin Appell och de Mëtten un Iech an un d'Kolleege vum der Regierung, dass mer, wann elo déi nächst Kommissioun an d'Amt trëtt, insistéieren, dass mer do vläicht e bësselche méi mollo wäerte maachen.

Dat gesot, nach eng Kéier den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet an e grouse Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Mosar, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport. An deen éischten ageschriwwene Riedner ass den Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**M. André Bauler** (DP) | Jo, merci, Här President. Den Här Mosar huet am Detail dëse Projet virgestallt. An den Här Mosar wier net den Här Mosar, wann en net och eng Rei Remarken, Bedenken a Kriticke



formuléiert hätt. An en huet jo och do dem Här Minister elo eng Rei Messagë mat op de Wee ginn zu dësem Projet, engem Projet, dee jo d'Widerstandsfäegkeet vun eisem Finanzsecteur soll stärken, jo, weider stärken, e Secteur, dee jo ëmmer méi d'Digitaliséierung notze muss. De Rapportier huet et gesot, dëst ass ëmsou méi wichteg an Zäiten – mir wëssen et alleguer –, wou Menacen, wéi grouss ugeluechte Cyberattacken, beschtméiglech virbereet, anticipéiert musse sinn.

Et geet och drëm, fir d'Harmoniséierung vun der spezifescher Reglementatioun an domat vun den Ufuerderungen an deem Beräich am Kader vun Bannemaart ze garantéieren. Dëst ass och ganz kloer am Interêt vun engem klengen Land wéi Lëtzebuerg, deem seng Economie – mir wëssen et alleguer – ganz staark vum Finanzsecteur, vun der Finanzplaz, geprägg ass, enger Place financière, déi eng Diversitéit u Services ubitt, jo, e reegelerchten Ekosystem an domat Investisseuren, jo, an och Konsumenten a Marchéen aus der ganzer Welt a Verbindung bréngt, se konnectéiert.

Mee un éischter Plaz steet awer virun allem de Schutz vun den Investisseuren an de Konsumenten an awer och den Dateschutz. Hei geet et net nëmme ëm Resilienz, mee och ëm Vertrauen. Ech denken, Vertrauen, dat ass d'Schlësselwuert. Effektiv, d'Vetraue vun de Privatpersounen a vun den Entrepreneuren an d'Finanzinstituter muss weider gestärkt ginn, an dofir ass dësen Text esou wichteg, well en eeben d'Exigenzen a punkto Sécherheet vun den Informationstechnologien eropsetzt, fir eng héich Resilienz ze erreechen.

Jo, schlussendlech dierf een effektiv net aus den Ae verléieren, datt d'Ëmsetzung – den Här Mosar huet et gesot – vun der Reglementatioun an dësem Beräich och mat engem bedeiendende Käschtpunkt verbonnen ass, deen d'Finanzinstituter bewältege mussen.

Dat gesot, wëll ech just soen, datt fir de Rescht näischt méi ze soen ass vun eiser Säit aus, an ech géif dann am Numm vun eiser Fraktioun, der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, den Accord ginn. Merci, Här President, fir Är Gedold.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Bauler. Dann ass et um Här Fayot.

**M. Franz Fayot** (LSAP) | Här President, léif Kolleegen, Här Minister, mat der fortschreidender Digitaliséierung vum Finanzsecteur geet natierlech och d'Vulnerabilitéit par rapport zu Cyberattacken an d'Luucht. Dat geet vun esou spektakuläre Cyberattacke wéi där vum nordkoreanesche Lazarus Group, dee mat enger Malware virun e puer Joer Bankomate vun enger indescher Bank iwwerall op der Welt ausgeraubt huet, iwwert de Klau vu Clientsdonnéeë bis hin zu Ransomwareattacken, wou Systemer lamgeluecht ginn, bis e Léisegeld bezuelt gëtt.

D'Cyberkriminalitéit gëtt ëmmer méi sophistiquéiert an dofir verlaangt d'Resilienz an d'Preventioun vun operationelle Risiken, dass mer eis hei en zolitte Kader ginn, änlech wéi mer dat no der Finanzkris vum 2008 an Europa gemaach hunn, wou mer déi finanziell prudentiel Resilienz vun eisem Finanzsecteur gestärkt hu mat der Union bancaire. An dofir begrësse mer dëst Gesetz.

Dass et néideg ass, dat weisen och nach rezent Beispiller wéi dat vun der Bank Santander, déi virun zwou Wochen, Enn Mee, attackéiert gouf, wou Donnéeë vu Milliounen Clienten an Dausende Mataar-bechter vun engem Hackergrupp geklaut goufen. Concernéiert ware Clienten a Spuenien, awer och a Chile an an Uruguay.

En anert rezent Beispill vum November d'lescht Joer ass dat vun der chineesescher Bank ICBC, déi och bei eis hei zu Lëtzebuerg present ass, där hir amerikanesch Filial ugegraff gouf, wou u sech duerch dës Attacke d'Bank eng Zäit laang keng Kompensatiounen méi konnt maachen op den Transaktiounen vun amerikanesche Staatsobligatiounen.

En anert Beispill, wat och interessant ass, ass dat vun ION Group. Dat ass eng englesch Softwareentreprise, déi am Januar 2023 cibléiert gouf an déi am Beräich vun Derivatgeschäften aktiv ass a wou en fait iwwert déi Entreprise méi wéi 40 Banken, Hedgefongen a Brokere während enger ganzer Zäit flaachlouchen, wat och weist, wat fir eng Verflechtung déi Digitaliséierung am Finanzsecteur mat sech bréngt.

Et sinn also net just Banken oder Assurancen, déi hei viséiert sinn, mee et sinn eeben och Acteurs tiers, wéi zum Beispill Softwareentreprisen, déi deene Banken zouschaffen, déi vulnerabel sinn an déi hei mussen och geschützt ginn ënnert dësem Reglement.

Här President, dëst Gesetz, dat de sougenannten „DORA-Act“ ëmsetzt, ass déi richteg Äntwert op d'Gefore ronderëm Cyberattacken an aner Dysfunktionelementer vun engem ëmmer méi digitaliséierte Finanzsecteur an der EU an natierlech och bei eis zu Lëtzebuerg, wat eis esou wichteg Finanzplaz wäert stärken.

Et ass awer och, wéi esou oft bei europäesche Gesetzger, weegweisend fir aner Regiounen an der Welt, déi nach keen esou e Kader hunn. A mir sinn och net der Meinung, anescht wéi de Laurent Mosar, dass mer elo während deenen nächste fënnf Joer sollen e Stopp maache bei der Reglementatioun insgesamt, awer och insbesonnesch wat de Finanzsecteur ugeet. De Finanzsecteur evoluéiert, d'Digitaliséierung geet virun, an dofir wäert och sécher e Besoin bestoen, fir nach weider un där Reglementatioun do ze schaffen.

Jo, et soll ee Bürokratie do ofschafen, wou se kee Sënn mécht oder wou se ze vill ass, mee et soll ee ganz sécher elo net während fënnf Joer ophalen, sech de Kapp ze zerbriechen, wéi een dee Kader, déi Reglementatioun do, besser mécht.

Ofschlëssend géif ech och nach gären drop hiweisen, dass dat heiten nach mat enger weiderer europäescher Reform zesammenhängt, déi sech annouciert: där vun engem Kader fir den Accès zu finanziellen Daten, déi sech an déi europäesch Datestrategie afüügt. An dat ass an eisen Aen och ganz sécher eppes, wat mer als Land, als Lëtzebuerg, sollte wierklech ganz no verfolgegen a wou mer eis och am Kader vun eiser eegener Datestrategie, wou mer jo och verschidde spezifesche Secteure kucken – an dee vun de Finanzen mécht bei eis do och ganz sécher Sënn –, sollten abréngen an dat och ganz genee sollten observéieren.

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der LSAP zu dësem Gesetz. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Fayot. Dann ass et um Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Am Numm vun der ADR-Fraktioun ginn ech hei d'Zoustëmmung.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Keup. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo, merci, Här President. Ech denken, et ass scho ganz vill zu deem Projet gesot ginn, an ech limitéiere mech och just op den Accord. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Keng Angscht, Dir musst net lafen. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Digital Operational Resilience Act, also den DORA, wéi mer en haut scho virgestallt kruten, setzt jo u sech de Kader, e Kader ronderëm d'Cyber-sécherheet, an dat ab Januar 2025. An dat ass net vu Muttwëll, léif Kolleeginnen a Kolleegen. A virun allem ass et net vu Muttwëll, datt mer méi Transparenz am Beräich vu Fuite vun Donnéeën a vu Cyberattacke schafen, well an Zukunft mussen d'Banken hei zu Lëtzebuerg d'CSSF dann a Kenntnis setzen, wann eng Fuite de données war oder wann eng Cyberattack stattfint huet.

An dat fanne mir wichteg, well et Vertraue schafft. Et suert derfir, datt esou Saachen net ënnert den Teppech kënnen gekiert ginn, mee datt se behandelt musse ginn an datt wierklech dann och derfir gesuert gëtt, datt se opgeklärt ginn. A virun allem, wa mer vum Austausch vu Schwachstelle schwätzen, ass dat fir eis e wichteg Schrëtt an déi richteg Richtung, well wann een alles ëmmer nëmme fir sech behält, da kënnen déi aner net aus de Feeler léiere respektiv aus de Best Practices léieren. An och grad do ass dat Deelen esou e wichteg Element, wat mer eebe begrëssen.

Wann een natierlech haut an enger Welt ënnerwee ass, déi virun allem och digital ëmmer méi onsécher ass, mat ëmmer méi Arnaquen. A jiddweree vun eis kennt et, déi SMSen, déi mer kréien, déi E-Mailen, déi mer kréien, wou eis Bank virgespigelgt gëtt, wou een da gebiede gëtt, iergendwéi Donnéeën anzetippen, mam eenzegen Zil, eis u sech de Kont ze raumen, nämlech auszeraumen. Ma genau déi Attacke muss een an Zukunft nach vill méi genau am Bléck halen.

An dofir ass et esou wichteg, datt d'Banken och an deem Beräich déi néideg Kapazitéite schafen a virun allem dann och transparent mat der Opklärung dovunner ëmginn.

Mir hate virun enger gewëssener Zäit d'Gesetz iwwert d'kritesch Infrastrukturen zu Lëtzebuerg gestëmmt, wat och eng Transpositioun vun enger Direktiv war, genausou wéi hei. An do ass et drëm gaangen, wéi mer eisen Telekommunikationssecteur resilient maachen. A ganz séier ass natierlech dann och kloer ginn, datt net nëmme de Kommunikationssecteur zu Lëtzebuerg eng wichteg Roll spillt – mir haten haut nach eng Question orale zu den Telefonsnummere beim Staat; och dat ass kritesch Infrastruktur zu engem gewëssenen Deel –, mee et geet hei tatsäcchlech och drëm, datt mer dann och eis Banken, eise Finanzsecteur resilient géint esou Attacken opstellen. An dat kann nëmme gutt sinn. An dat ass sécherlech net vu Muttwëll.

An dofir, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, si mir Piraten fir all Schrëtt a Richtung méi Transparenz an Austausch am Kampf géint Cyberkriminalitéit. An domadder ginn ech den Accord vun de Piraten.

Ech soen Tech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Clement. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Mir ginn och eisen Accord zu dësem Projet de loi.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wagner.

Dann huet d'Regierung d'Wuert. Här Finanzminister.

**Prise de position du Gouvernement**

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Merci, Här President. An ech soen och der ganzer Chamber

Merci fir déi breet Zoustëmmung. De Rapporteur, den Här Mosar, huet virdu gesot, dat wier en technesch Dossier. Jo, an der Ausféierung vun deenen eenzelne Bestëmmungen, déi an dem Gesetz virgesi sinn, mee et ass fir mech awer och e politeschen Dossier, well et muss een de richtegen Equiliber fannen op enger vun deene wichtigste Finanzplazen a virun allem dem zweetgréissten Investmenthub weltwäit, wat mir zu Lëtzebuerg sinn, zwëschen engersäits awer dem Schutz vun den Investisseuren, dem Schutz vun de Clientë vun enger Bank, an anerersäits, wat e mentionéiert huet, de Fraisen, déi domadder verbonne sinn.

Ech deelen dat, wat den Här Clement virdu gesot huet. Och eng Bank, och e Finanzopérateur muss heimadder, wann intern eppes schif gelaf ass, dat matdeelen. Dat muss gedeelt ginn. Dat kann net einfach bannendra bleiwen, well, wéi et an dem Exposé des motifs vun dem Gesetz drasteet, zwee Drëttel vun de Virfäll, déi sinn intern bei de Bankopérateuren an et ass nëmmen een Drëttel vun de Virfäll, dee vu bausse kënn. An Dir hutt och gesinn, an deenen Explikatiounen, déi gi goufen, dass eigentlech déi Tendenz vun de Cyberattaque steigend ass mat iwwer 16 % iwwert dat leschte Joer.

Duerfir fannen ech, dass dat hei e richtegen Equiliber ass. A mech stéiert et awer hei net – dat soen ech, an do ginn ech dem Här Fayot Recht –, dass hei eng europäesch Reglementatioun kënn. Well dat ass och am Interessi vun eiser Finanzplaz, well dann hu mer jo dat, wat mir ëmmer soen, de Level-Playingfield op Englesch, also dass jiddwieren deene selwechte Konditiounen ënnerläit. An dann d'Fraise fir en Opérateur, deen zu Lëtzebuerg operéiert, forcement sinn déi net méi an net manner héich wéi bei engem, deen op enger anerer Plaz ass.

Dir hutt dat mat Recht mentionéiert: Ass hei net eng Iwwerreglementéierung? Dir wësst, dass an dem Regierungsprogramm drasteet, mir musse jo déi europäesch Reglementatiounen ëmsetzen. Et gétt der an den Europäesche Réit – an et si jo genuch fréier Ministeren hei, de Wirtschaftsminister –, déi soen, mir sollen net méi administrativ Chargé vun Europa dropluede wéi déi, déi absolutt néideg sinn. Mee wa mer e Reglement hunn, da setze mer dat ëm a mir maachen, wéi dat esou schéin heescht, kee Goldplating, dat heescht, mir setzen net nach zousätzlech Konditiounen hei zu Lëtzebuerg drop.

Ech wëll nach agoen op déi Fro vun de Sanktiounen. Den Här Mosar huet dat a sengem Rapport mentionéiert. Jo, hei kënnen Strofen ausgeschwat gi bis zu fënnf Milliounen Euro. Déi kënnen déi einzel Entitéit treffen, mee wann Der den Detail gekuckt hutt, kënnen se och souguer déi Leit, déi an der Direktioun vun engem Opérateur drasëtzen, perséinlech, wa perséinlech Verfeelungen do wieren, treffen. An ech fannen, dass mer mat deene fënnf Milliounen Euro, déi mentionéiert goufen – dat mag vläicht deen een oder den aneren erschrecken, mee et ass och d'Explikatioun gi ginn –, awer hei an der Moyenne vun deenen aneren europäesche Memberstaate sinn. An duerfir fannen ech, dass dat e gudden Ausgläich ass.

Wéi ass et elo mat dem Ëmsetze vun där Reglementéierung? Jo, d'CSSF an anerersäits de Commissariat aux assurances, déi sinn dofir zoustänneg. Ech hunn zumindest d'Experienz, an Dir och, dass eis zwou Finanzopziichten, mat ganz weinegen Ofstrécher, awer, mengen ech, eng relativ proaktiv Roll spillen an d'Finanzopérateure begleeden an deene Reglementatiounen, déi mussen ëmgesat ginn. Jo, dat ass elo nach, ech soe mol, eppes méi wéi en halleft Joer, well de 17. Januar 2025 muss jiddwieren heimadder am Aklang sinn. Ech wëll awer och drop hiweisen, dass

d'ABBL, also d'Bankevereenegung, och hir Memberen derbäi begleet, fir dass déi Ufuhrerungen, déi hei an deem Akt, an deem Reglement, an deem Gesetzesprojet virgesi sinn ..., dass déi hinnen Hëllefstellung leeschten.

Duerfir nach eng kéier merci fir déi breet Zoustëmmung. Dat invitéiert och d'Regierung – ech wëll dat ganz kloer soen –, net nëmmen am Beräich vun dem Finanzsecteur, mee virun allem am Beräich vun dem Finanzsecteur, déi néideg Investissemter ze maachen am Sënn vun der Cybersécherheet. Well Dir wësst, wa mer hei ... Also, mir kënnen kee Virfall ausschléissen, mee wa mer der ze vill hunn, da wäert dat och der Reputatioun vun eiser Finanzplaz schueden. An duerfir wäert d'Regierung déi Schrëtt an déi Moosnamen aleeden, fir dass och hei begleedend Investitiounen säitens der öffentlecher Hand kommen, fir dass Lëtzebuerg e sécher Land ass um Niveau vun der Cybersecuritéit, souwäit dat et eis erlaabt.

Ech soen Iech Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler, Président** | Merci, Här Minister. Domat wär dann d'Diskussioun zu deem Projet de loi ofgeschlossen.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8291. Den Text steet am Document parlementaire 8291<sup>6</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 8291 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschlossen.

D'Resultat vum Vott ass ...

Ech géing Iech et gär soen. Ech weess et zwar, mengen ech, wann ech Iech héieren hunn, mee et kënn näischt op mäin Ecran.

*(Interruption par M. Sven Clement)*

Dofir géing ech de Generalsekretär bidden, dat schnell nach eng kéier nofroen ze goen, well et ass normalerweis ofgesécher an eiser Regie, falls den Ecran eng kéier net géing fonctionéieren. Dir musst elo e weineg Gedold hunn.

*(Interruption)*

Ech weess net, ob et elo spannend ass, mee ech hätt et gär richteg.

Voilà, merci! Dann ass d'Resultat vum Vott hei an deem Fall: 55 Jo-Stëmmen ... Nee, 60 Jo-Stëmme bei 0 Abstentiounen a kenger Nee-Stëmm. Et ware fënnf Procuratiounen, dofir hat ech déi falsch Zeil erwëscht.

Also, d'Resultat ass: Jo: 60, Abstention: 0, an Non: 0. Domat ass dese Gesetzestext mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Laurent Mosar), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. Gusty Graas), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Fernand Etgen) et M. Gérard Schockmel;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Georges Engel);*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;*

*MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

### **13. 8273 – Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés relative à l'enregistrement des réunions des commissions, du Bureau et de la Conférence des Présidents**

De leschte Punkt vum Ordre du jour – oder loosse mer lo mol soen de virleschte Punkt vum Ordre du jour, well no deem leschte Punkt stëmme mer nach zwou Motiounen; dat heescht, wannegelift net duerno fortlafen! – vun haut ass den Änderungsverschlach vum Chambersreglement 8273 iwwert d'Opname vu Reunionen vum de Kommissiounen, dem Bureau an der Presidentekonferenz. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Guy Arendt, den Här Mars Di Bartolomeo, d'Madamm Alexandra Schoos, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Änderungsverschlach vum Chambersreglement, déi honorabel Madamm Stéphanie Weydert. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission du Règlement**

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV), rapportrice | Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Dokument 8273 gesäit vir, d'Chambersreglement ze completéieren, fir eng gängeg Praxis am Reglement vun der Chamber ze formaliséieren. Et geet nämlech ëm d'Ophuele vun de Kommissiounssëtzen, de Reunionen vum Bureau vun der Chamber souwéi och vun der Presidentekonferenz.

D'Presidentekonferenz huet dës Ännerung vum Chambersreglement ugefrot an an deem Kader och eng Nott bei der Cellule scientifique vun der Chamber an Opdrag ginn, fir déi bestoend Praxis vum Ophuelen ze encadréieren.

Den Artikel 25 vum Chambersreglement iwwert d'Aarbechten an de Kommissiounen gétt duerch d'Paragraphen 10, 11 an 12 completéiert. Dës gesi fir, datt d'Sëtzen, déi phisesch oder iwwer Viseokonferenz stattfannen, opgeholl ginn, ausser d'Kommissioun hätt decidéiert, dass d'Diskussiounen zu engem Punkt a huis clos wieren. Am Fall vun enger Visiokonferenz gétt souwuel am Toun an am Bild opgeholl.

Des Weidere gétt festgeluecht, datt all d'Deputéiert aus der Chamber, awer och just d'Deputéiert, d'Opname kënnen consultéieren goen, fir sech selwer eng Retranskriptioun vun den Debate fir hir eegen Zwecker ze erstellen. Dës Retranskriptioun dierf allerdéngs net öffentlech oder als Document faisant foi genotzt ginn. Am Fall vun esou enger Consultatioun ginn d'Deputéiert och iwwert d'Reegelen an



d'Responsabilitäten, déi mat dëser Consultatioun vun der Opnam verbonne sinn, informéiert.

De President vun der betraffener Kommissioun souwéi d'Membere vun der Chamberskommissioun ginn iwwer all Consultatioun vun enger Opnam vun der Sëtzung informéiert.

All d'Opname gi während fënnf Joer gehalen, ausser et géing e spezifeschen histoireschen oder archiva-reschen Interessi bestoen. An deem exceptionnelle Fall huet d'Conférence des Présidents d'Méigleche-keet, eng motivéiert Decisioun ze huelen, fir den En-registrement iwwert déi fënnf Joer eraus ze halen.

Betreffend d'Reunioun vum Bureau respektiv vun der Presidentekonferenz gesäit den Artikel 11 respektiv den Artikel 31 vir, dass eng Opnam vum Toun oder am Fall vun enger Visiokonferenz en Enregistrement audiovisuel ka gemaach ginn. Dat ass eng kleng Nuance par Rapport zu de Kommissiounssëtzen, wou d'Opnam obligatoresch gemaach gëtt.

D'Modalitéit fir d'Enregistrementer sinn allerdéngs hei méi ageschränkt, well souwuel de Bureau wéi och d'Presidentekonferenz mat méi sensibelen Informatiounen oder perséinlechen Donnéeën ze dinn hunn.

Just Membere vum Bureau respektiv vun der Presidentekonferenz oder déi Deputéiert, déi e Member aus dem besote Gremium ersat hunn, kënnen d'Opnam consultéiere goen, an dat, nodeems si den Accord vum President vun der Chamber dofir kritt hunn. Gradwéi bei de Kommissiounssëtzen ginn d'Opname während fënnf Joer versuergt an déi selwecht Ausname fir d'Verlängerung vun der Conservatioun wéi fir d'Kommissiounssëtzen si méiglech.

De Rapport vun dëser Ännerung vum Chambersreglement gouf de 5. Juni an der Reglementskommissioun uegheoll.

An ech soen alle Kolleeginnen a Kolleegen aus dëser Kommissioun e grouse Merci fir déi konstruktiv Zesummenaarbecht. Als CSV begréisst mir, dass dës laangjäreg Praxis elo formell am Chambersreglement verankert gëtt. An dofir ginn ech heimat och den Accord vun der CSV-Fraktioun. Ech soen Iech Merci fir d'Nolasschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Weydert, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Guy Arendt.

### Discussion générale

**M. Guy Arendt** (DP) | Merci, Här President. Ech mengen, et ass alles gesot, a mir ginn den Accord.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Arendt. Här Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Et kéint een et net besser soe wéi den Här Arendt, an d'LSAP-Fraktioun ass och domat d'accord.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Madamm Schoos.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | An och d'ADR-Fraktioun ass domat d'accord.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Schoos. D'Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Ech ka mech deem nëmmen uschlëssen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson. Den Här Clement.

*(Hilarité et exclamations)*

Den Här Clement huet d'Wuert.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Video- an Audioopname vun de Gespréicher an der Chamber sinn e wichtegt Mëttel, fir d'Transparenz ze steigere ...

**Une voix** | A!

**M. Sven Clement** (Piraten) | ... an demokratesch Kontroll ze erméiglechen. Dofir ware mer u sech ganz frou, wéi mer gemeinsam entscheet hunn, dass eng Rei Kommissiounen da gestreamt solle ginn, an hoffen och, dass an Zukunft all d'Kommissiounen – all d'Kommissiounen! – solle kënnen per Video suivéiert ginn.

*(Interruption)*

An der Zwëschenzäit mierke mer natierlech, dass et do vun der Majoritéitssäit eng concertéiert Aktioun gëtt, fir dat bei de Jointeen ze blockéieren. Dont acte.

*(Interruption par M. Gilles Baum)*

O, Här Baum, ech kann Iech beweisen, dass et eng concertéiert Aktioun ass! An ech géif elo wierklech mengen, dass d'Majoritéit gutt géif drun doen, sech do och nach eng kéier d'Fro ze stellen, ob se wierklech wëllt e bëssen Iechternacher Sprangpressesioun mat der Transparenz spillen oder ob se wierklech Transparenz wëllt maachen, ...

**Plusieurs voix** | O!

**M. Sven Clement** (Piraten) | ... well manifestement gëtt et hei de Wëllen, dass awer ëmmer esou e bëssen ze simuléieren, wéi wann een dat wëllt maachen, an dann erëm séier zrëckzerudderden.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz richtig!

**M. Sven Clement** (Piraten) | Bref, d'Leit hunn e Recht drop matzekeréien, wéi hir Verrieder schaffen, wat hir Verriederinne maachen, a virun allem mussen se och d'Méiglechekeet hunn, Recherchen ze maachen iwwert dat, wat d'Chamber da gemaach huet.

Dofir gesi mer et dann och kritesch, dass dësen Text virgesäit, dass d'Opname vun de Sëtzen no fënnf Joer solle geläscht ginn, falls et keng kloer Begrënnung fir eng Ausnam gëtt. Wat ass da mat den histo-reschen Analysen? Aus Transparenzgrënn fanne mer, dass et misst ëmgedréint sinn: D'Archivéierung misst d'Reegel sinn an d'Läschen d'Ausnam.

A mir kënnen och net richtig novollzéien, wisou entscheet gouf, dass just déi Deputéiert d'Opname vun der Conference a vum Bureau dierfe lauschteren, déi zu deene Greemie gehéieren oder an der Sitzung een ersat hunn an den Accord vum President hunn. Also, dass ass eis e bëssen ze vill des Gudden. Dass schléisst dann awer eng ganz Rëtsch Kontrollmechanismen aus. Grad bei der Conference, wou ee sech kann ersetze loosse, ganz onlimitéiert, hale mer déi Begrenzung awer fir e bësse problematesch.

An och beim Bureau misste mer eis generell eng kéier d'Fro stellen, firwat et am Moment dräi Klasse vun Deputéierten heibanne gëtt: déi Deputéiert, déi alles kréien; déi, déi en Deel vun de Bureausdokumenten ze gesi kréien; an dann déi, déi guer näischt ze gesi kréien. Och do muss ee sech dann awer d'Fro stellen, ob dat e gutt Zesummeschaffen hei an der Chamber ass an ob dat wierklech déi Transparenz ass, déi mer heibanne wëllen och ënnertenee liewen.

D'Deputéiert hunn – an dat huet d'Regierung nach an engem Projet de loi, dee se zwar wëll iwwerschaffen, affirméiert – d'Recht, fir och geheim Dokumenter ze gesinn, ënner verschiddene Konditiounen. Dass heescht, mir dierfe geheim Dokumenter vun der

Regierung requéieren an déi dann och ënner penibelste Konditiounen kucke goen, mee mir dierfen awer intern Greemie vun der Chamber, déi Dokumenter oder Opnamen, net consultéieren. Also, iergendwéi schéngt mer dat net ganz logesch an ech hoffen, dass mer bei der Reform vum eisem Reglement dann awer dorobber nach eng kéier kënnen zrëckkommen.

Wéi gëtt dann erwaart, dass jidderee sech soll un d'Entscheidung vum Bureau halen an dës och iwwert d'Joren ewech gültig bleiwen, wann net all Member vun der Chamber se kann noliese goen, well weeder d'Rapporten nach d'Opname kënnen vu jidder-engem consultéiert ginn?

An da soen ech Iech elo eppes ganz Kokasses: Mir sinn am Moment an där Situatioun, dass no all Bureau, wou dann d'Suppléants permanents dierfen derbäi sinn, d'Entscheidung dokumentéiert ginn. Déi gi verschéckt. Mee ech gesinn elo an de Blécker vun deenen anere Suppléants permanents, zumindest op Oppositionssäit, dass se déi genausou wéineng wéi ech bis elo kritt hunn. Dass heescht, et ginn Decisiounen geholl, déi ginn dokumentéiert, a souguer déi Leit, déi u sech e Recht hunn, se ze gesinn, kréie se net ze liesen!

An do stellen ech mer dann awer d'Fro, wéi dat soll sinn, dass mer da spéider iergendwann gesot kréien: „Jo, mee firwat hutt Der Iech net un déi Decisioun gehalen?“ Ma léif Kolleeginnen a Kolleegen, ganz einfach, well mer se ni zougestallt kruten an net emol gesot kruten, dass et déi Decisioun gouf! An dass mer dann nach op Decisiounen vun 1993 zrëckkommen, doriwwer soen ech elo léiwer näischt.

Déi Aschränkungen, déi hei gemaach ginn, fir Zougrieff zu den Opname vun de Sëtzen vun der Conference a vum Bureau ze kréien, erschwéieren an eisen Aen den Aarbechtsalltag a maachen eng Kontroll duerch déi ganz Chamber méi schwéier. Dass ass weeder demokratesch nach effizient.

An dofir kënnen mir den Text haut och net matstëmmen. Fir eis Demokratie ze stäerken a se ze moderniséieren, brauche mer méi Transparenz a Kontroll an net manner.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Clement. Ech maachen d'Reiefolleg fäerdeg, Madamm Tanson. Ech huelen den Här Baum an dann, wann Dir wëllt, kënnt Dir selbstverständlech nach eppes soen. Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, Här President, ech mengen, mir müssen awer kucken, iwwer wat mer elo hei diskutéieren. Mir hunn hei eng punktuell Ofännerung vum Chambersreglement, wat eng Adaptatioun ass un eng Praxis, déi mer viru Kuerzem agefouert hunn. Ech mengen, dass, wat hei zrëckbehalte ginn ass, ass sénnvoll. An dierfir wäerte mir dat hei och matstëmmen.

Dass, wat den Här Clement awer seet, ass natierlech och net ganz falsch, just, et ass net, mengen ech, Objet vun där heiter Debatt, déi gefouert gëtt, dass mer nämlech e Chambersreglement hunn, wat ganz staark anachronistesch Zich huet, wat verschidde Sensibilitäten, notamment d'Sensibilitäten, nach ëmmer benodelegt, wat verschidden Elementer ueget, wat den Informatiounszougang ueget an esou weider.

Mee do ass awer elo e Prozess amgaangen – an dass muss ech awer och der Éierlechkeet halber soen –, wou notamment all déi Saache sollen op den Dësch kommen, wou se sollen diskutéiert ginn.

D'Sensibilitäten an d'Fraktiounen si jo invitéiert, hir Proposen, wann ech dat richtig an Erënnerung hunn, bis de 15. Juli – dat ass jo awer zäitno – ze maachen, soudatt am Hierscht déi Aarbechten dann och kënnen ufänken.

Bei enger ganzer Rëtsch Saache vun deenen, déi den Här Clement gesot huet, sinn ech och ganz bei him. Ech mengen awer, datt dee ganz konkreeten Text, iwwert dee mer hei ofstëmmen, awer eng Upassung ass, déi domadder ze dinn huet, datt verschidde Kommissiounssätzungen opgeholl ginn. An dat ass awer sënnavoll, wat hei gemaach gëtt. Duerfir stëmme mir dat mat.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Baum. Dann hunn ech nach doropshin zwou Wuertmeldunge gehat. Dat ass d'Madamm Tanson an duerno d'Madamm Weydert. Madamm Tanson.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Merci, Här President. Ech si mat verschiddene Saachen averstan, déi den Här Clement gesot huet. Ech wollt just awer vläicht als Presidentin vun där Kommissioun e puer Remarque maachen.

Dat eent ass: Mir hunn eng ganz consensuel Demarche an där Kommissioun, wou mer och hei, wat deen heiten Text ubelaangt, vill Diskussiounen haten, also mir haten Diskussiounen an e puer Kommissiounssätzungen doriwier. Mir hunn deem engen an deem aneren nogelauschert, jiddwerengem Rechnung gedroen a probéiert, zu engem Accord ze kommen, soudass ech denken, dass een all déi Diskussiounen och ëmmer kann an der Kommissioun, op alle Fall an där heiter, mengen ech wierklech, huelen, fir dass mer och ëmmer e Reglement hunn, dat jiddweree kann droen.

Ech wollt just awer eppes wierklech rectificéieren, well dat eppes ass – ech sinn elo net ganz sécher, wat Der gesot hutt schlussendlech –, wat mer wierklech wichteg ass a wou mer eeben och an der Kommissioun driwwer rieds haten. Dat ass den Archiving pour questions historiques. An duerfir ass souwuel am Rapport vun der Rapportrice wéi awer och am Text selwer eebe Mentioun gemaach, dass de Bureau eng Décision contraire kann huelen, dass se net geläscht gëtt. An de Justifikatiounen zu deem Artikel war eppes, wat ville vun eis wichteg war – an ech kucke grad och op de Marc Baum; ech froe mech, ob Dir et net souguer soulevéiert hat an der Kommissioun –, fir ze soen, datt natierlech den Archiving historique eng immens pertinent Ursach ass, fir esou eppes ze halen. An duerfir ass dat och nach drakomm no den Diskussiounen an där Kommissiounssätzungen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson. Dann d'Madamm Weydert.

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV), rapportrice | Villmools merci, Här President. Also, ech mengen, d'Madamm Tanson huet eigentlech scho relativ kompletéiert, wat ech wollt soen. Ech si just einfach erstant iwwert dem Här Clement seng Aussoen, well d'lescht Kéier, wéi mer de Rapport ugeholl hunn, war den Här Clement, mengen ech, net do. An duenn ass näischt vu senger Sensibilitéit an deem Sënn komm. Voilà, merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Voilà! Här Clement, ganz kuerz, wannechgelift.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, also d'Madamm Weydert kann elo natierlech ... Mir hunn tatsächlech un den Diskussiounen vun deem heite Projet net deelgeholl, dat deelweis, well Kommissiounssätzungen hei an der Chamber jo mëttlerweil awer méi wéi reegelméisseg openeefalen, esou datt grad kleng Sensibilitäten et net ëmmer einfach hunn.

(Brouhaha)

An ech wëll domadder just soen: Mir hätten an där Kommissioun hei och dergéint gestëmmt, wa mir do gewiescht wären.

(Interruptions)

**M. Claude Wiseler**, Président | Sou, domat ass dës Diskussioun dann ofgeschloss.

An da komme mer zur Ofstëmmung iwwert deen Änderungsverschlach vum Chambersreglement 8273. Den Text steet am Document parlementaire 8273<sup>1</sup>.

#### **Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8273**

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Nach e klengen Effort beim Vote par procuration, da si mer sou wäit. Ok, bon, ech schlëssen dann de Vott heimat of. Voilà, esou war et gutt.

D'Resultat vum Vott ass : Jo: 57 Stëmmen, Neen: 3 Stëmmen, Abstentiuon: 0. Domat ass d'Ännerung vum Chambersreglement mat 57 Jo-Stëmme géint 3 Nee-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen, Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Laurent Mosar), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies (par Mme Stéphanie Weydert), Mmes Octavie Modert, Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler, Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt (par M. André Bauler), Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloesener, M. Yves Cruchten, Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Mars Di Bartolomeo) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

*Ont voté non : MM. Sven Clement, Marc Goergen et Ben Polidori.*

### **14. Résolution de Mme Sam Tanson relative aux sondages sortie des urnes (SSU)**

*(Résolution déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 39 de ce compte rendu)*

Da komme mer nach zum allerleschte Punkt vun eisem Ordre du jour, an dat sinn déi Resolutioun respektiv déi Motioun, déi am Ufank vun der Seance deposéiert gi sinn. Ech huele se och no der Uerdnung, wéi se hei deposéiert gi sinn. Dat heescht fir d'éischt d'Resolutioun. Dat ass d'Resolutioun iwwert d'Sondages sortie des urnes, notament no den Erfarungen, déi mer elo de leschte Sonndeg bei den Europawalen haten. Dofir wollt ech d'Autrice vun dëser Resolutioun froen, ob se nach eng Kéier wëllt Explikatiounen ginn.

*(Interruption par Mme Sam Tanson)*

Vläicht duerno, da loosse mer déi aner Wuertmeldungen huelen. Wie wëllt heizou d'Wuert? Den Här Spautz. Här Spautz.

#### **Discussion générale**

**M. Marc Spautz** (CSV) | Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, meng grouss Sympathie fir déi Resolutioun, déi vun de grénge Kollegeen erakomm ass, well genau wéi si och, wéi se dat gesot hunn, souze mir do bis 23.00 Auer an hunn eis Froe gestallt. Wann d'Assemblée nationale opgeléist gëtt um 21.00 Auer a wann Däitschland um 18.10 Auer scho kann Erklärungen ofginn, dann ass et dach awer op eemol komesch, dass dat gréisste Land vun deene 27 an der Europäescher Unioun et net fäerdegbréngt, bis 23.00 Auer op Resultater ze waarden. Dat selwecht hu mer bei de finnesche Kollege gesinn. Déi hu souguer Zwëscherresultater kritt aus de Walbüroen, soudass dat Ganz dach awer e bësse komesch ass.

Ech wollt just d'Madamm Tanson froen, ob et méiglech ass, dass een ënne schreift, wou si schreift vun der Universitéit, ech kéint mer do och de LISER virstellen, dass een och seet, dass déi dat sollen etudéieren an dann och gläichzäiteg mat enger Propos kommen. Mir sollen emol fir d'éischt kucken: Ass et iwwerhaupt machbar op déi doten Aart a Weis? Oder solle mer net herno nach aner Méiglechkeeten hunn, dass mer awer éischer e Resultat wéi um 23.00 Auer kréien? Dat ass déi eenzeg Propos, déi ech wollt maachen.

Mee op alle Fall, ech ginn hir 100%eg Recht: Et ass dach awer eng komesch Situatioun, dass mer just an deem gréisste Land vun Europa esou laang hu misse waarden, bis 23.00 Auer, bis mer d'Resultat haten.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Spautz. Dann ass et um Här Baum an duerno dem Här Keup.

**M. Gilles Baum** (DP) | Merci fir d'Wuert, Här President. Effektiv kënnen mir eis als Demokratesch Partei och an där Resolutioun hei erëmfannen. Ech fannen et ganz speziell, dass an Däitschland um 18.00 Auer déi éischt Héichrechnung kommen, d'selwecht a Frankräich, a mir zu Lëtzebuerg, mir bréngen et emol net méi fäerdeg, fir d'Resultater Gemeng pro Gemeng erauszeginn, well dat gouf et jo och, wann ech mech net ieren, bis viru fënnf Joer. Ech hunn dat vergeeblech gesicht dëst Joer. Ech hunn et op eng Kéier opginn, well ech geduecht hunn, et huet warscheinlech eppes sech geännert, firwat dass se net méi publizéiert ginn.

Mee dat hei ass eppes, wat mer effektiv sollte maachen. A wann aner Länner et maachen, firwat net och mir? Et gëtt kee Grond, dass mer et net maachen. A mir sollte vläicht nach eng Kéier kucken, ob mer net awer d'nächst Kéier Gemeng pro Gemeng kënnen d'Resultater erausginn. Ech mengen, dat ass fir deen een oder aneren awer ganz interessant ze wëssen, wéi a senger Gemeng ofgestëmmt ginn ass.

Merci, Här President.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Baum. Dann den Här Keup, duerno d'Madamm Bofferding an dann den Här Clement an duerno den Här Baum – deen aneren Här Baum.

**M. Fred Keup** (ADR) | Villmools merci, Här President. Effektiv ass dat, wat leschte Sonnden do gelaf ass, net onbedéngt ganz frëndlech gewiescht, net nëmme vis-à-vis vun de Kandidaten an eis, mee och vis-à-vis vun all deene Leit, déi viele gaange sinn an déi wollten e Resultat kréien, zäitno, wéi mer dat zu Lëtzebuerg gewinnt sinn.

Mir hunn nämlech zu Lëtzebuerg jo een Ënnerscheid zu ganz ville Länner. Dat ass, dass bei eis d'Wallokaler um 14.00 Auer zoumaachen. Ech mengen, an Däitschland ass et awer eréischt um 18.00 Auer, wann ech mech net ieren. An duerfir ass et jo och an



Däitschland méi interessant, esou Héichrechnungen ze maachen, baséierend op Ëmfroe virum Wallokal wéi bei eis. Well bei eis sinn normalerweis mëttes schonn déi éischte Resultater vu verschiddene Gemengen do, wou se da ganz schnell sinn am Richteg-Zesummenzielen.

Déi Resultater kommen dann, an da weess ee jo schonn zu Lëtzebuerg am Prinzipp, wann een d'Resultater vun zwou Gemengen huet, a wéi eng Richtung et geet plus/minus, respektiv wann, wéi bei de Chamberwalen, schonn d'Lëschtstëmme kommen, da kann ee jo scho vergläichen, da weess een och, wou et higeet. An dat ass jo de System, wéi et bei eis och bei de Chamberwale war. Ech mengen och, dass dat am einfachsten ëmsetze wier. Da bräicht een elo net onbedéngt eppes wéi dat hei ze maachen. Well dat hei ass ... Also, dat kann ee maachen, mir sinn net dergéint, och fir da „comprendre les clés sociologiques et politiques significatives“. Dat ass da warscheinlech ze kucken, wéi déi Jonk oder esou wielen.

Et stellt sech natierlech ëmmer d'Fro ... Dat ass och ëmmer e System Ëmfro, sou wéi mer se och zu Lëtzebuerg kennen, d'Ëmfroen. An d'Ëmfroen zu Lëtzebuerg sinn ni wierklech elo vun enger mega gudder Qualitéit. Ech erënneren drun, mir hate beim Ausländerwalrecht Ëmfroen, do war et 50:50, an duerno war et 80:20. Dat seet e bëssen, wéi d'Ëmfroe sinn. A jo, ech géif éischter soen: Jo, mir kënnen dat matstëmmen, mee mir géifen nach méi wäit goen. Mir hätte gär, dass d'Resultater, soubal iergendwou ausgeziet ass, publizéiert gi vun de jeeweilige Gemengen.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Keup. Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Merci, Här Président. Bon, ech wäert elo net als Véiert mech hei opreegen, dass d'Resultater ze spéit komm sinn. Ech mengen, do si mer eis alleguerten eens.

Den Här Spautz huet gesot, dass een eventuell de LISER kéint domadder beoptragen, vläicht och d'Cellule scientifique. Mir proposéieren, dat do vläicht mat an de Bureau, d'Conférence des Présidents ze huelen, fir dat doten ze diskutéieren, well dat schonn derwäert ass, dass ee sech domat auserneesetzt. Mir sinn eis jo alleguerten eens, dass mer dat aneschtens wëllen an Zukunft handhabe bei den Europawalen an dann doriwwer eraus jo anscheinend och elo bei Nationalwalen. Dofir proposéiere mir, dat da mat an de Bureau ze huelen.

**M. Claude Wiseler**, Président | Ok. Dann hunn ech nach d'Wuertmeldung vum Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här Président. Also, datt mer et net publizéiert hunn, dat huet jo anscheinend och zum Deel mat EU-Recht ze dinn, hunn ech mer soe gelooss. Dat heescht, ech verstinn, datt mer keng definitiv Resultater dierfe publizéieren – bien que datt d'Finnen dat anescht gemaach hunn. Mee Héichrechnungen – an dat sinn Héichrechnungen –, déi gi mat Exitpolls gemaach, déi gi mat Sondagë gemaach, sou wéi et hei steet, SSU op Franséisch – dann hunn ech haut eng nei Ofkierzung kennegeléiert.

Mee wat wichteg ass, ass, mengen ech, datt mer eis en Outil ginn an datt den Outil, wa mer eis den da ginn, och fir all Acteur vun de Meedien hei zu Lëtzebuerg accessibel ass an datt et net herno eng reng privat Veranstaltung vu vläicht dem gréisste Meediekonzern hei zu Lëtzebuerg ass, den dann nach

do ronderëm Werbung verkeeft. Well dat ass jo och e bëssen dat, wat bei de Chamberwalen de Fall ass, datt u sech d'Héichrechnungen net ëffentlech gemaach ginn, mee datt déi reng privat organiséiert ginn.

Wat mir eis gewënscht hätten, wär, datt een déi Klammer, déi am Decide steet, ewechgelooss hätt, well ech mengen och, datt et net onbedéngt d'Uni ass, déi als Institutioun déi Beschplazéiertsten ass. Ech ka mer do nach e puer anerer virstellen.

Mee ech mengen, wa mer einfach haut géifen decidéieren, datt mer eng Institutioun géife chargéieren, dat ze maachen, hätte mer näischt falsch gemaach. A wéi dann déi Missioun ausgesäit, mat där mer se chargéieren, do hu mer da véier Joer Zäit, fir an deenen zoustännege Greemie vun der Chamber ze decidéieren, wéi mer et maachen. Mee ech géif op alle Fall d'Decisioun haut huelen a se net op déi laang Bänk schiben.

An dofir wäerte mir dat heiten och matstëmmen. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Clement. Dann den Här Baum, duerno d'Madamm Tanson.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, merci. Also, sou gär mer jo och hätten, datt zäitno d'Resultater direkt kommen, am beschte souguer Walbüro fir Walbüro, ass et awer esou, datt mer eis hei an engem europäesche Kader beweegen, mat europäesche Reegelen, un déi mir eis halen. Wann anerer sech net dorunner halen, dann ass dat awer hir Geschicht. Ech mengen, mir sollten dat scho respektéieren.

Mee awer fir trotzdem eis Nervekostümer an déi Fotoen, déi ee gesinn huet, den Dag no de Walen, wou Leit den Tréinen no waren, well se néng Stonne laang hu misse waarden op dann elo de Verdikt, fir eis dat awer e bëssen ze erspueren, mengen ech, datt dat hei wierklech eng sënnvoll Propos ass.

Ob dat elo d'Uni ass, ob dat de LISER ass, datt ass mir eigentlech egal. Ech menge just, datt et public ass. Et gëtt jo och privat ..., ee ganz Groussen hei zu Lëtzebuerg, dee jo och nach kuerz virun de leschte Wale virausgesot hat, datt déi Leit viru mir hei zu siwe géife setzen.

(Hilarité)

Ech mengen, datt et méi sënnvoll wier, eng ëffentlech Institutioun ... An dann hu mer och e Moyen, den net nëmmen e One-shot ass fir eng Kéier Walen, mee wou dat eppes ka sinn, dat och fir aner Walen oder fir aner ..., mäi Gott, hu mer eng Kéier Referenden, ka benotzt ginn, fir dat hei ze maachen.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Baum. Ech gesinn, Dir hutt, Madamm Tanson, grouss Ënnerstëtzung fir d'Iddi. Elo musst Der just probéieren, eng Formulatioun ze fannen.

**Mme Sam Tanson** (déi gréng), auteure | Majo, une fois n'est pas coutume, do huelen ech dann dem Här Spautz seng Propos gären un ...

**Plusieurs voix** | A!

**Mme Sam Tanson** (déi gréng), auteure | ... a sinn och ganz dankbar, Här Spautz, fir déi breet Ënnerstëtzung fir eng Propos hei vun der Oppositioun, soudass mer da géife schreiwen: „de charger une institution publique“, géing ech dann awer schreiwen, „indépendante“, an dann hunn ech och guer kee Problem dermat, d'Klammeren erauszehuelen, „d'étudier la conceptualisation et la réalisation d'un SSU“.

Domat géinge mer da jo och der Demande vun der Madamm Bofferding Rechnung droen, dass mer dann zesumme géingen an der Conference diskutéieren oder am Bureau, wie mer dann do géinge mat wat genau beoptragen. Mee ech wier awer och Demandeur, dass mer dat hei awer elo géingen zum Vott bréngen, fir elo net dann nach eng Kéier mussen dorop zrëckzekommen.

A jo, Här Baum, effektiv, den Nervekostüm vu Verschiddene war vläicht méi strapaziéiert wéi dee vun aneren, mee ech krut awer och ganz vill Messagë vu Biergerinnen a Bierger, déi mer geschriwwen hunn: „Wéi ass dat méiglech? D'Leit ronderëm eis, déi wëssen, wat leeft. A Frankräich gëtt et kee Parlament méi a mir hu keng Anung, wien eis am nächsten Europaparlament representéiert, a mir viele just sechs Deputéiert!“ Voilà, an ech denken, dass et virun allem och do awer scho wichteg ass, an där Logik no bausen.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Sou, merci, Madamm Tanson. Ech mengen, Är Proposition war ganz kloer eng ëmgeännert Form vun deser Resolution: „de charger une institution publique indépendante“, Klammer eraus – wéi hat Der gesot? –, „d'étudier la conceptualisation et la réalisation d'un SSU“ an esou weider.

Kann ech déi zum Vott stellen? Kënne mer e Vote par main levée maachen? Ass een dergéint?

(Négation)

Et ass keen dergéint.

**Résolution modifiée**

« relative aux sondages sortie des urnes (SSU) »

La Chambre des Députés,

considérant

– que les sondages sortie des urnes (SSU) sont des sondages de grande ampleur réalisés le jour même des scrutins électoraux, à la sortie des bureaux de vote ;

– que les SSU permettent de comprendre les clés sociologiques et politiques significatives d'un scrutin et constituent en ce sens une véritable radiographie du corps électoral ;

– que les SSU ont le potentiel de livrer des premières indications en ce qui concerne les résultats d'un scrutin avant la publication des résultats provisoires ;

– qu'au Luxembourg, aucun SSU n'a été effectué dans le cadre des élections européennes de 2024 ;

– que les résultats provisoires des élections européennes ne peuvent être publiés qu'après 23h00 CET, après la fermeture des derniers bureaux de vote en Italie ;

– que pour cette raison, le public et la presse n'ont pas eu d'indications quant au résultat des élections avant la publication des résultats à 23h00,

décide

– de charger une institution publique indépendante d'étudier la conceptualisation et la réalisation d'un SSU lors des élections européennes 2029 et de financer ce SSU.

(s.) Sam Tanson, François Bausch, Joëlle Welfring.

**Vote sur la résolution modifiée**

Da froen ech: Wien ass mat deser Resolution d'accord? Dee soll d'Hand an d'Luucht strecken. Ech soen Iech Merci.

Géigeprouf: Ass een dergéint?

Enthält ee sech? Dat ass net de Fall.

Dann ass dës Resolutioun à l'unanimité uegoholl.

## 15. Motion de Mme Joëlle Welfring relative aux instructions vestimentaires à l'occasion de la célébration publique de l'anniversaire de la naissance de S.A.R. le Grand-Duc

(Motion déposée au cours de cette séance publique – à consulter en page 45 de ce compte rendu)

An da komme mer zu der Motioun, déi hei deposéiert ginn ass vun der Madamm Joëlle Welfring, iwwer d'Instructions vestimentaires – ech mengen, dat nennt ee Kleederuerdnung op Lëtzebuergesch – fir Nationalfeierdag.

(Hilarité et interruption par Mme Joëlle Welfring)

Ok, Dir schwätzt direkt duerno. Wie wëllt heizou d'Wuert huelen? D'Madamm Minella, d'Madamm Schoos, d'Madamm Bofferding an d'Madamm Morgenthaler. Madamm Minella, fänkt Dir emol un.

### Discussion générale

**Mme Mandy Minella** (DP) | Merci, Här President fir d'Wuert. Et ass eng pertinent Motioun, déi ech der DP-Fraktioun proposéiere matzedroen. Fir mat der Zäit ze goen, gesi mir hei och kee Problem, de Wording beim Dresscode ze adaptéieren. Et versteet sech vum selwen, dass d'Tenue, déi een awer fir esou Occasiounen auswielt, muss am Respekt vun der Saach sinn an der Dignitéit vun dem Event och soll Rechnung droen. Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Minella. Madamm Schoos.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Jo, villmools merci. Ech hunn déi Motioun mat ënnerschriwwen, well d'ADR eng Partei vum Choix, vun der Fräiheet, ass. Et soll ee sech awer ganz kloer hei distanzéieren vun enger Ideologie, mee den Aspekt vun der perséinlecher Fräiheet an de Mëttelpunkt setzen. Bei dëser Motioun ass mir vun allem wichteg, dass et em eng Flexibilitéit bei enger Tenue correcte geet, sou wéi dat elo grad och vun der Madamm Minella gesot ginn ass.

Ech fille mech net diskriminéiert als Fra, well do „robe courte“ steet oder ech an eng Stereotypie soll eragedréckt ginn. An ech ginn och dervunner aus, dass dat net d'Absicht vun der jëtzege a vun der virege Regierung war. Mee ech fille mech perséinlech ageschränkt, well ech mech onwuel fille géing. Als Person mat Lipödeem wëll ech net onbedéngt virun der Tëlee an enger Robe courte defiléieren.

Ech mengen, wann een an Zukunft „tenue chic“ géing schreiwen – mee dat iwwerloossen ech dem Protokoll vum Staat natierlech –, wier dëser Motioun scho Rechnung gedroen.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Schoos. Madamm Bofferding.

**Mme Taina Bofferding** (LSAP) | Jo, et ass effektiv e feierleche Moment, wou ee sech och feierlech undeet, mee feierlech bedeit net onbedéngt, dass ee muss d'Knéie weisen. Et ass richtig, déi Formulatioun ass net méi zäitgeméis, wa se jeemools richtig sollt gewiescht sinn. Ech mengen, adaptéiert ass dat, wat net stéiert.

Elo kann ee soen: „Jo, wien definéiert, wat net stéiert?“ Ben, ech mengen, heibannen hu mer och, menges Wëssens, keen Dresscode a mir kommen allegueren awer, mengen ech, passabel hei eran. Ech hunn nach ni een hei mat der Schwammbox gesinn.

(Hilarité)

Dofir hunn ech vollstens Vertrauen, dass mer dat doten och esou wäerten hikréien. A mir ënnerstëtzen dat absolutt.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Bofferding. Madamm Morgenthaler.

**Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV) | Déi Leit, déi scho méi laang heibanne sinn, déi ...

**M. Claude Wiseler**, Président | Sou, wannech gelift, d'Madamm Morgenthaler huet d'Wuert!

(Coups de cloche de la présidence)

**Mme Nathalie Morgenthaler** (CSV) | Déi Leit, déi scho méi laang heibanne sinn, déi haten dee Fall jo schonn, mee virun allem mir nei Deputéiert hunn e bësse gestaunt, wéi mer déi Invitatiounen gelies hunn, well fir d'Feier an der Philharmonie eng relativ prezis an genderstereotypesch Kleederuerdnung virgeschriwwen ass oder op d'mannst staark recommandéiert ass.

An ech stëmme meng Virriednerinnen zou an ech sinn och zouversichtlech, dass d'Regierung do déi richtig Formulatioun wäert fannen. Well et wär schued, wa Leit, déi sech onwuel fillen ..., wann dat de Grond wär, firwat dass een als Volleksverrieder oder -verriederin net un enger offizieller Feier géif deelhuelen.

Et kann ee sech natierlech d'Fro stellen, ob d'Motioun hei de richtige Wee war. Et hätt een och vläicht iwwer eng Question parlementaire déi selwecht Äntwert zumindest erreicht, well mir hu jo héieren, dass de Premierminister deem Ganze schonn zougestëmmt huet, fir eisem Wonsch do nozekommen a méi eng neutral Formulatioun ze benotzen.

A well mir de Prinzipp deelen, géife mer dat dann och matdroen. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Morgenthaler. Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | Jo, merci, Här President. Ech kann déi Motioun hei nëmmen ënnerstëtzen. Et ass esou, datt, mengen ech, och an deene leschte Joren zwar de Rack bei de Fraen nach quasi duerchgesat gouf. Ech froe mech zwar, wat se géife maachen, ob se eng Deputéiert géifen ëmdréien, wa se bis do steet – well dat géif ech gäre mol gesinn. Ech weess awer aus Erfahrung vun deene leschte Joren, datt dat, zwësche Robe courte, Robe longue, awer schonn ëmmer ganz variabel goung. Ech fannen et awer ganz ...

(Interruption)

An dat wëll ech vläicht ...

**M. Claude Wiseler**, Président | Här Clement.

**M. Sven Clement** (Piraten) | An ech wëll dat awer vläicht soen: Et ass jo awer e bësse kokass, wann d'Deputéiert gesot kréien – d'weiblech Deputéiert virun allem –, se sollen e Rack undoen, an dann d'Fra vun deem, deem säi Gebuertsdag mer feieren, am Boxekostüm kënn.

(Hilarité)

Da soen ech mer awer: Da muss een och déi Restriktioun fir d'weiblech Deputéiert net hunn.

An da kann ech awer och soen, datt och net all Mann an och net all männlechen Deputéierten déi lescht Joren an der Jackett koum. An déi sinn och net ëmgedrëit ginn. An dofir, mengen ech, géife mer heimadder just eppes enterinéieren, wat u sech scho geliefte Realitéit ass. An dofir ass et méi wéi néideg,

datt mer dat endlech maachen. An dofir: Mir ginn eis Zoustëmmung.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Clement. Här Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, merci, Här President. Dann och zum parlamentareschen Héichpunkt vun der Kleederuerdnung vun den Deputéierte mäi Wuert.

(Hilarité)

Natierlech – natierlech! – ass dat hei eppes, wat ee muss ënnerstëtzen. Ech hunn et ëmmer ganz schrecklech fonnt, datt do stoung, datt d'Dammen invitéiert sinn, „robe courte“ ze droen. A mir wäerten dat hei natierlech sécher matstëmme.

Ech muss Iech awer och soen: Wann dat hei bis gestëmmt ass, dann hunn ech ab nächstem Joer e Malaise, well da fält nämlech ee vun nach e puer Argumenter ewech, firwat ech net do defiléieren.

(Hilarité)

**M. Claude Wiseler**, Président | Ok.

(Interruption par M. Sven Clement)

Gutt, dat war eng kloer Ausso. Da kritt nach d'Autrice selbstverständlech d'Wuert, d'Madamm Welfring.

**Mme Joëlle Welfring** (déi gréng), auteure | Merci. Ech mengen, et ass villes gesot ginn. Dat Lescht muss ech elo net kommentéieren, ...

(Hilarité)

... mee ech stelle fest, datt verschidde Männer hei de Sall verlooss hunn. Et geet mer och net drëm, iwwer Juppen an iwwer Rack hei ze schwätzen. Et geet mer einfach drëm, dass mer en Text hunn an eis och eng Reegel ginn, déi wierklech dem 21. Joerhonnert ugepasst ginn ass. An ech si ganz frou, dass de Premier dat doten och elo validéiert huet. Voilà, et ass alles gesot.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Welfring.

Wann ech dat elo richtig hei verstanen hunn, hu mer éischtens elo keng Wuertmeldung méi an zweetens hu mer och en Accord op dëser Motioun. An ech froen, ob mer déi kënne mat Handpiewen ofstëmmen.

(Assentiment)

### Vote sur la motion

Wann dat de Fall ass, da soen ech: Deen, dee fir déi Motioun ass, soll d'Hand an d'Luucht hiewen. Ech soen Iech Merci.

Ass een dergéint? Neen.

Enthält ee sech? Eng.

**Plusieurs voix** | A!

(Brouhaha)

**M. Claude Wiseler**, Président | Bei enger Enthaltung.

Dann ass dës Motioun ugeholl à l'unanimité mat enger Enthaltung.

Domat wär dann den Ordre du jour vun haut ofgeschloss. Mir sinn um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. An d'Chamber kënn de 25., 26. a 27. Juni nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 17.04 heures.)



## Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique** p. 59  
M. Claude Wiseler, Président
  - 2. Ordre du jour** p. 59  
M. Claude Wiseler, Président
  - 3. Communications** p. 59  
M. Claude Wiseler, Président
  - 4. Validation des élections européennes du 9 juin 2024** p. 61  
Rapport de la Commission de Vérification des Pouvoirs : Mme Carole Hartmann  
M. Fernand Kartheiser  
Vote (adopté)
  - 5. Dépôt d'une motion par Mme Sam Tanson** p. 62  
Exposé : Mme Sam Tanson
  - 6. Dépôt d'une résolution par Mme Taina Bofferding** p. 62  
Exposé : Mme Taina Bofferding
  - 7. Heure de questions au Gouvernement** p. 63  
**Question n° 83 du 25 juin 2024 de M. Paul Galles relative à l'instauration d'une « Härtefallkommission » au niveau de l'immigration, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 63  
M. Paul Galles | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures  
**Question n° 84 du 25 juin 2024 de Mme Taina Bofferding relative à la révision du système de la Klimabank, adressée à M. le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire** p. 63  
Mme Taina Bofferding | M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire  
**Question n° 85 du 25 juin 2024 de Mme Carole Hartmann relative à la différence de traitement entre les salariés et les indépendants en matière de cumul d'un revenu professionnel avec une pension de vieillesse anticipée, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 64  
Mme Carole Hartmann | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale  
**Question n° 86 du 25 juin 2024 de Mme Alexandra Schoos relative au suivi de la pandémie Covid-19, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale** p. 64  
Mme Alexandra Schoos | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale  
**Question n° 87 du 25 juin 2024 de M. Alex Donnersbach relative à la réforme de l'archéologie préventive, adressée M. le Ministre de la Culture** p. 65  
M. Alex Donnersbach | M. Eric Thill, Ministre de la Culture  
**Question n° 88 du 25 juin 2024 de Mme Sam Tanson relative aux négociations par rapport aux postes clés de l'Union européenne, adressée à M. le Premier ministre** p. 66  
Mme Sam Tanson | M. Luc Frieden, Premier ministre  
**Question n° 89 du 24 juin 2024 de M. Gérard Schockmel relative à l'autorisation de séjour pour des personnes privées en capacité de vivre de leurs propres ressources et provenant d'un pays tiers, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures** p. 66  
M. Gérard Schockmel | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures  
**Question n° 90 du 25 juin 2024 de M. Marc Goergen relative à la pénurie de logements abordables, adressée à M. le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire** p. 67  
M. Marc Goergen (intervention de M. Marc Lies) | M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire  
**Question n° 91 du 25 juin 2024 de M. Laurent Mosar relative à l'argent liquide, adressée à M. le Ministre des Finances** p. 67  
M. Laurent Mosar | M. Gilles Roth, Ministre des Finances  
**Question n° 92 du 25 juin 2024 de M. David Wagner relative à l'ASBL « Fir en nohaltege Bësch FSC Luxembourg », adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture** p. 68  
M. David Wagner | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité  
**Question n° 93 du 24 juin 2024 de M. Dan Biancalana relative à la réforme annoncée du Code pénal, adressée à Mme la Ministre de la Justice** p. 69  
M. Dan Biancalana | Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice
  - 8. 8275 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers** p. 69  
Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme : M. André Bauler  
Discussion générale : M. Félix Eischen | M. Georges Engel | M. Tom Weidig | M. François Bausch | M. Marc Goergen | M. David Wagner  
Prise de position du Gouvernement : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme  
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8275 et dispense du second vote constitutionnel
  - 9. 8375 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement secondaire classique** p. 71  
Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse : Mme Barbara Agostino  
Discussion générale : M. Paul Galles | Mme Francine Closener | M. Fred Keup | M. Meris Sehovic | M. Ben Polidori | M. David Wagner  
Prise de position du Gouvernement : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Ben Polidori (parole après ministre) | M. le Ministre Claude Meisch  
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8375 et dispense du second vote constitutionnel
  - 10. 8371 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles** p. 75  
Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation : M. Gérard Schockmel  
Prise de position du Gouvernement : Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur  
Vote sur l'ensemble du projet de loi 8371 et dispense du second vote constitutionnel
  - 11. 8380 – Proposition de modification des articles 102, 104 (2) et 105 (1) du Règlement de la Chambre des Députés relative aux nouveaux projets d'infrastructure dans le cadre du débat sur la politique financière et budgétaire** p. 76  
Rapport de la Commission du Règlement : Mme Stéphanie Weydert  
Discussion générale : Mme Stéphanie Weydert | Mme Corinne Cahen | M. Mars Di Bartolomeo | Mme Alexandra Schoos | M. Marc Goergen | M. Marc Baum  
Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8380
- Présidence : M. Claude Wiseler, Président
- Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; M. Claude Meisch, M. Lex Delles, M. Gilles Roth, Mme Martine Deprez, M. Léon Gloden, Mme Stéphanie Obertin, M. Serge Wilmes, Mme Elisabeth Margue et M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

### 1. Ouverture de la séance

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

### 2. Ordre du jour

Den Ordre du jour, sou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass Tech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?  
(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

### 3. Communications

Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens: D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens: D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

An drëttens: D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sëtzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

### Communications du Président – séance publique du 25 juin 2024

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8394 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 17 juillet 2020 relative à certaines mesures de suivi de l'évolution du virus SARS-CoV-2 et de lutte contre la maladie Covid-19

Dépôt : Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 12/06/2024

8395 – Projet de loi

1) relatif à la valorisation des données dans un environnement de confiance ;

2) relatif à la mise en œuvre du principe « once only » ;

3) relatif à la mise en application de certaines dispositions du règlement (UE) 2022/868 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2022 portant sur la gouvernance européenne des données et modifiant le règlement (UE) 2018/1724 (règlement sur la gouvernance des données) ;

4) relatif à la mise en application de certaines dispositions du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Dépôt : Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Digitalisation, le 12/06/2024

8396 – Projet de loi portant modification de la loi du 22 décembre 2023 relative à l'imposition minimale effective pour les groupes d'entreprises multinationales et les groupes nationaux de grande envergure

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 12/06/2024

8398 – Proposition de loi modifiant l'article 126 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

Dépôt : M. Gilles Baum, Député, Mme Taina Bofferding, Députée, M. Fred Keup, Député, M. Marc Spautz, Député, le 13/06/2024

8400 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Monténégro pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et pour la prévention de l'évasion et de la fraude fiscales, et du Protocole y relatif, faits à Luxembourg, le 29 janvier 2024

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 20/06/2024

8401 – Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Tirana, le 14 janvier 2009, ainsi que du Protocole, fait à Luxembourg, le 21 octobre 2020, modifiant la Convention entre le Gouvernement du

Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil des Ministres de la République d'Albanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, faite à Tirana, le 14 janvier 2009

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 20/06/2024

8402 – Projet de loi relative à l'adaptation du projet de construction du bâtiment Jean Monnet 2 de la Commission européenne à Luxembourg-Kirchberg

Dépôt : Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, le 21/06/2024

8403 – Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2023

Dépôt : M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 21/06/2024

3) Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :

3196 – Demande de pétition publique : Nomination d'administrateur(s) indépendant(s) pour les sociétés résidentes au Grand-Duché de Luxembourg

Dépôt : M. Spyridon Binias, le 30/05/2024

3197 – Demande de pétition publique : Soumettre le financement de plus en plus massif et de plus en plus discutable du soutien militaire à l'Ukraine à un référendum

Dépôt : M. Pierre Gerges, le 30/05/2024

3198 – Demande de pétition publique : Exclure les thématiques LGBT dans l'éducation des mineurs

Dépôt : M. Helder Rui De Almeida Neves, le 31/05/2024

3199 – Demande de pétition publique : Kee Verbuet méi / Fräiheet, fir rëm Hecken ze verbrennen

Dépôt : M. Roger Van Leemput, le 04/06/2024

3200 – Demande de pétition publique : Obligation de service de base pour banques / Obligation des banques établies sur la place financière de fournir, comme actuellement les cinq autres banques de détail de la place, un minimum de services de base à des consommateurs

Dépôt : M. Manfred Reinertz Barriera, le 05/06/2024

3201 – Demande de pétition publique : Augmentation de la durée du congé pour raisons familiales

Dépôt : Mme Christiane Wagner, le 05/06/2024

3202 – Demande de pétition publique : Abolition du code CP1 chez les médecins

Dépôt : M. Massimo Regno, le 05/06/2024

3203 – Demande de pétition publique : Liste d'attente transparente, équitable et automatisée en ligne pour les crèches publiques et autres services publics au Luxembourg

Dépôt : Mme Olga Brim, le 05/06/2024

3204 – Demande de pétition ordinaire : Einfach Petitioun fir d'Afféierung vun HVO 100 als Alternativ zu konventionellem Diesel

Dépôt : M. Romain Reiter, le 29/05/2024

3205 – Demande de pétition publique : Überarbeitung der Ausgangsregelung bei Krankenscheinen

Dépôt : M. Thomas Bäcker, le 06/06/2024

3206 – Demande de pétition publique : Réduction des coûts d'homologation des pièces de tuning sur la carte grise

Dépôt : M. Nelson Martins Sousa, le 07/06/2024

3207 – Demande de pétition publique : Tollwutimpfung bei Muppen! / Mir hu säit villen, ville Jore keen Tollwutfall zu Lëtzebuerg, awer sinn trotzdem bal dat eenzegt Land, wou et eng Tollwutpflichtimpfung fir d'Inland gëtt! / Eis Nopeschlänner hunn dës Impfflicht just nach beim

Grenziwwergang! Lëtzebuerg sollt am Interessi vun onse Muppe sech och upassen, all Impfung huet a ka schwéier Niewewierkung mat sech bréngen!

Dépôt : M. Jean Toussaint, le 08/06/2024

3208 – Demande de pétition publique : Für ein kundenfreundliches Bankensystem

Dépôt : Mme Germaine Menghi, le 11/06/2024

3209 – Demande de pétition publique : Härtere und vor allem konsequente Strafen bei Tierquälerei

Dépôt : Mme Noémie Entringer, le 14/06/2024

3210 – Demande de pétition publique : Remboursement sans délai des soins en ostéopathie par la CNS!

Dépôt : Mme Zoé Galvão, le 14/06/2024

3211 – Demande de pétition ordinaire : Petition to the honourable Luxembourgish Parliament

Dépôt : M. Rossen Kirilov, le 14/06/2024

3212 – Demande de pétition publique : Ouvrir ou créer une liste publique pour les délinquants sexuels

Dépôt : M. Gonçalo Alves Rodrigues, le 16/06/2024

3213 – Demande de pétition ordinaire : Demande de légalisation de la cocaïne dans la vue d'un message de nouvelle pour mon émission „Around the Corner“

Dépôt : M. Pierre Rausch, le 17/06/2024

3214 – Demande de pétition publique : Steuern für Rentner abschaffen

Dépôt : M. André Alesch, le 18/06/2024

3215 – Demande de pétition ordinaire : Cure

Dépôt : Mme Aurélie Hilger, le 19/06/2024

3216 – Demande de pétition publique : Bonjour, / Je vais avoir bientôt 56 ans et aucune aide n'est proposée à l'embauche des séniors, ce qui n'est pas normal. / Passé un certain âge, les gens de mon âge ne sont plus considérés sur le marché du travail. Ce qui est absolument stupide, nous sommes plus qualifiés, très motivés. / Le Gouvernement doit inciter les employeurs à nous engager via des incitations fiscales

Dépôt : M. Philippe Laval, le 19/06/2024

3217 – Demande de pétition publique : Ban fireworks in Luxembourg

Dépôt : M. Erjon Begaj, le 19/06/2024

3218 – Demande de pétition ordinaire : Ensemble, nous demandons la fin des exécutions en Iran!

Dépôt : M. Farideh Absalan, le 18/06/2024

3219 – Demande de pétition publique : Ab 16 fräi an der Natur zelte kënnen, awer ouni der Natur ze schueden, a keen Dreck hannerlossen

Dépôt : M. Kevin Teixeira Pereira, le 19/06/2024

3220 – Demande de pétition publique : De Känguru Sammy soll bei senger Famill bleiwen an eng Erlabnis och hei zu Lëtzebuerg kréien. D'Déier soll net vu senger Famill getrennt ginn

Dépôt : Mme Sandra Sinner, le 20/06/2024

3221 – Demande de pétition publique : Für eine verantwortungsvolle Hundehaltung: Einführung eines verpflichtenden Hundeführerscheins

Dépôt : Mme Jill Rößler, le 20/06/2024

3222 – Demande de pétition publique : Bonjour, Premièresschüler, déi en Noexamen hunn, mussen deem am September maachen. Den Nodeel ass, dass, wa se sech op enger Uni ageschriwwen hunn, se net mei kënnen untrieden, well se hiren Diplom mussen erareeche. Dofir probéieren ech, dass Noexamen direkt nom Resultat kënnen



*gemaach ginn an d'Schüler un der offizieller Diplom-iwwerrechnung deelhuelen, an och eventuell, wa se op enger Uni ageschriwwen sinn*

Dépôt : Mme Mireille Hut, le 24/06/2024

3223 – Demande de pétition publique : Kebab muss rëm 5 Euro kaschten, well dee Präis ass net mei ze bezuelen

Dépôt : M. Yann Schiertz, le 25/06/2024

3224 – Demande de pétition publique : Die Kebab-Preisbremse sollte eingeführt werden

Dépôt : M. Max Mayer, le 25/06/2024

*N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.*

*(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)*

## 4. Validation des élections européennes du 9 juin 2024

No den Europawale vum 9. Juni 2024 a laut den Artikelen 282 an 283 vum Walgesetz kënn d'Chamber de Mëtten zesummen, fir d'Europawalen ze validéieren an d'Iwwerpräiwung vun de Pouvoire virzehuelen. D'Kommissioun fir d'Iwwerpräiwung vun de Pouvoiren ass de Moien an enger öffentlecher Sëtzung zesummekomm, fir laut den Artikelen 200 bis 202 vum Chambersreglement d'Resultater vun den Europawale vum 9. Juni 2024 ze iwwerpräiwen, d'Konditiounen, déi d'Wielbarkeet vun deene gewielte Kandidaten ugin, ze iwwerpräiwen a fir dann hir Konklusiounen der Chamber virzeleeën. An deem Sënn kritt elo d'Vizepresidentin a Rapportrice vun der Kommissioun fir d'Iwwerpräiwung vun de Pouvoiren, d'Madamm Carole Hartmann, d'Wuert. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

### Rapport de la Commission de Vérification des Pouvoirs

**Mme Carole Hartmann** (DP), rapportrice | Villmoos merci, Här President. Dir hutt d'Missioun vun der Kommissioun schon esou beschriwwen, dass ech u sech direkt kann zu de Resultater vun eise Verifikatiounen aus der Commission de Vérification des Pouvoirs iwwergoen.

Als Éischt hu mir eis d'Piëcen iwwert d'Walvirgä, eventuell Reklamatiounen an d'Resultat vun den Europawalen uegekuckt. All d'Piëcë vun de Wale sinn an der Chamber tëschent dem 10. an dem 21. Juni 2024 erakomm. Dat ass de Procès-verbal vum eenzege Walbezierk, deen an der Chamber de 17. Juni ukomm ass. Déi gesamt Procès-verballen aus all de Walbüroer vun all de Gemenge sinn tëschent dem 10. an dem 13. Juni 2024 an der Chamber ukomm. D'Päck mat de Walziedele vun all de Walbüroer vun all de Gemenge sinn tëschent dem 10. an dem 13. Juni 2024 ukomm. An all déi aner Piëcen, déi mat de Walen ze dinn hunn, sinn tëschent dem 10. an dem 21. Juni 2024 an der Chamber ukomm.

Unhand vun Tabloen ass e strikte Protokoll fir den Empfang an d'Kontroll vun der Konformitéit vun all de Piëcen agehale ginn. Eng Kontroll vun de Procès-verballen vun all de Walbüroer vun all de Gemengen ass gemaach ginn.

Am Kader vun de Verifikatiounen konnten eng Rei vun Elementer zum Oflaf vun de Walvirgä vum 9. Juni 2024 festgestallt ginn, déi net zu 100 % esou fonctionéiert hunn, wéi dat virgesinn ass. Trotz de

verschiddene Feststellungen ass d'Kommissioun zur Schlussfolgerung komm, datt keng Elementer do sinn, déi en Afloss op d'Éierlechkeet vum Walresultat hätte kënnen hunn, an anere Wierder, datt se d'Resultat vun de Walen hätte kënnen a Fro stellen.

Bei den Diskussiounen an der Kommissioun hu mir festgehalen, dass d'Constaten, déi gemaach goufen, un déi Haaptwalbüroer vun den 100 Gemenge geschéckt ginn, fir dass an all Gemeng och déi richteg Schlëss aus de Feststellungen kënnen gezu ginn.

Opgrond vun de Constate ginn och eng Rei Recommandatiounen un de Staatsministère geriicht, déi och hei an der Chamber an der Institutiounskommissioun behandelt solle ginn:

Éischtens weise mir drop hin, datt eng besser Kommunikatioun vun den Uspréchen vum Walgesetz un d'Presidente vun de Walbüroer vun de Gemenge soll stattfannen, wat d'Begleede vun invalide Wieler oder Wieler, déi ënner Tutelle stinn, ueget.

Zweetens soll och drop opgepasst ginn, datt et an all Gemeng eng Rei Walkabinnen – mindestens eng Walkabinn – gëtt, déi fir Leit am Rollstull a surtout fir Leit an elektresche Rollstull adaptéiert sinn.

Drittens soll bei de Presidente vun de Walbüroer insistéiert ginn, datt se deenen offiziellen Instruktiounen vum Haaptwalbüro vum Walbezierk a vum Bureau centralisateur nokommen, ganz besonnesch wat d'Benotze vum sougenannte Formulaire A ueget.

Véiertens, well d'Walgesetz virgesäit, dass Temoinen de Procès-verbal ënnerschreien, wier et an eisen Aen ubruecht, op de Modeller vun de Procès-verballen eng Plaz virzegesinn, wou d'Temoine sollen drop ënnerschreien.

Fënneftens sollt eng verbessert Transmissioun vun den Informatiounen gemaach ginn, wéi eng Piëcen aus de Walbüroer un d'Chamber musse geschéckt ginn, fir datt d'Lëscht an d'Reschter aus de Büroer och all der Chamber zougestallt ginn.

Sechstens recommandéiere mir, dass d'Presidente vun den Haaptwalbüroer vun de Gemenge sollen drun erënnert ginn, wat déi legal Ufuhrerunge sinn iwwert den Zäitpunkt, wéini déi verschidde Päck musse verschéckt ginn, d'ëst, well se séier an direkt der Chamber sollen zougestallt ginn.

Siwentens – déi lescht Recommendatioun – gi mir mat op de Wee, dass eng Vereinfachung vun de Modeller vu Procès-verballen ubruecht wär, fir datt d'Terminologie, déi benotzt gëtt, méi verständlech ass. Esou kann ee sech virstellen, datt een amplaz vu komplizéierte Sätz éischer Rubricen ouni Sätz hätt, wou een d'Zuele just ausfëlle misst. An déi Rubricen, déi kéinten och mat deene Felder, déi am Formulaire A stinn, iwwerteneestëmme an domat d'Feelerquot, wat d'Saisien ueget, verréngere.

Wichtig ass et nach ze betounen, dass keng Reklamatiounen zu de Walvirgä vum 9. Juni 2024 an der Chamber agereecht goufen, sou wéi dat awer gesetzlech méiglech gewiescht wär.

Aus all de Constaten, déi gemaach goufen, hu mir an der Kommissioun festgehalen, dass d'Walvirgä geregelt ofgelaf sinn an datt d'Resultater vun de Wale kënnen validéiert ginn, besonnesch wat d'Identitéit vun de gewielte Kandidaten ueget an d'Reiefolleg vun Klassement vun de Suppleanten.

Dës Resultater vun de Wale sinn déi folgend:

Stëmmziedelen an den Urnen hate mer der: 262.676;

blank Stëmmziedelen: 12.280;

ongültege Stëmmziedelen: 11.794;

blank an ongültege Stëmmziedelen: 24.074;

gültege Stëmmziedele waren et der deemno: 238.602; doraus ergëtt sech:

Unzuel vu gültege Stëmme vun all de Lëschten: 1.384.190;

an den Nombre électoral: 197.742.

Déi verschidde Lëschten hu folgend Stëmme kritt: Lëscht 1 (Oppositionsbewegung Mir d'Vollek): 11.819 Stëmme;

Lëscht 2 (Volt Luxembourg): 14.334 Stëmme;

Lëscht 3 (LSAP): 300.649 Stëmme;

Lëscht 4 (Fokus): 21.863;

Lëscht 5 (KPL – d'Kommunisten): 13.372;

Lëscht 6 (déi Konservativ – d'Fräiheitspartei): 8.044;

Lëscht 7 (déi Lénk): 43.663;

Lëscht 8 (DP – Demokratesch Partei): 253.102;

Lëscht 9 (ADR): 162.947;

Lëscht 10 (Zesummen – d'Bréck): 6.171;

Lëscht 11 (CSV): 317.289 Stëmme;

Lëscht 12 (déi gréng): 162.767;

an d'Lëscht 13 (Piraten): 68.170 Stëmme.

Op deene verschiddene Lëschte si gewielt ginn:

Lëscht 1: (Oppositionsbewegung Mir d'Vollek): do ass kee gewielt ginn;

Lëscht 2 (Volt Luxembourg): kee Gewielten;

Lëscht 3 (LSAP): ee Gewielten, den Här Marc Angel;

Lëscht 4 (Fokus): kee Gewielten;

Lëscht 5 (KPL – d'Kommunisten): kee Gewielten;

Lëscht 6 (déi Konservativ – d'Fräiheitspartei): kee Gewielten;

Lëscht 7 (déi Lénk): kee Gewielten;

Lëscht 8 (DP – Demokratesch Partei): ee Gewielten, den Här Charel Goerens;

Lëscht 9 (ADR): ee Gewielten, den Här Fernand Kartheiser;

Lëscht 10 (Zesummen – d'Bréck): kee Gewielten;

Lëscht 11 (CSV): zwee Gewielte, den Här Christophe Hansen an d'Madamm Isabel Wiseler-Lima;

Lëscht 12 (déi gréng): ee Gewielten, d'Madamm Tilly Metz;

a Lëscht 13 (Piraten): kee Gewielten.

D'Reiefolleg vun de Suppleante vum eenzege Walbezierk ass da wéi follegt:

Lëscht 3 (LSAP): d'Madamm Liz Braz, den Här Mars Di Bartolomeo, d'Madamm Danielle Filbig, den Här Franz Fayot an d'Madamm Michaela Morrisova;

Lëscht 8 (DP – Demokratesch Partei): d'Madamm Amela Skenderović, d'Madamm Jana Degrott, den Här Gusty Graas, d'Madamm Nancy Braun an den Här Christos Floros;

Lëscht 9 (ADR): den Här Jeff Engelen, d'Madamm Alexandra Schoos, Här Alex Penning, d'Madamm Sylvie Mischel an d'Madamm Véronique Stoffel;

Lëscht 11 (CSV): d'Madamm Martine Kemp, Här Metty Steinmetz, d'Madamm Mélanie Grün an Här Guy Breden;

Lëscht 12 (déi gréng): den Här François Bausch, den Här Fabricio Costa, d'Madamm Djuna Bernard, d'Madamm Chantal Gary, den Här Patrick Hurst.

Här President, niewent de Piëcen iwwert d'Walvirgä an d'Resultat vun de Walen, sinn dann nach, wéi uganks gesot, wéi vun Iech och erkläert, d'Piëcë vun de gewielte Kandidaten verifiéiert ginn.

Déi gewielte Kandidaten hunn an der Chamber tëschent dem 11. an dem 21. Juni 2024 folgend Piëcen ofginn: eng Kopie vun hirer Carte d'identité oder vun hirem Pass; e Certificat de résidence; eng Deklaratioun op d'Éier, wat d'Netbestoe vun Incompatibilitäten duerch Verwandtschaft oder Bestietnis ueget; e Formulaire, mat deem si sech engagéieren, d'Incompatibilitäten, wat d'Funktioen ueget, matzäit ze behiewen; souwéi eng Attestatioun, datt si net och simultan an engem aneren EU-Memberstaat fir d'Europawale kandidéiert hunn.

De Parquet huet de 24. Juni 2024 der Chamber e Bilan mat de Konklusiounen zougestallt iwwert d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, an dat fir jidder eenzelne Kandidat.

Op där Basis huet d'Kommissioun festgehalen, datt sech aus de genaue Kontrollen op deene gesamte Pièce vun de gewielte Kandidaten ergëtt:

– éischtens, datt all gewielte Kandidat d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt;

– zweetens, datt kee gewielte Kandidat vun enger Incompatibilitéit duerch Verwandtschaft oder Bestietnis betraff ass;

– drëtzens, datt all gewielte Kandidat sech och dozou verpflichtet huet, nodeems seng Pouvoire vun der Chamber validéiert goufen, Demarchen ze ënnerhuelen, fir datt keng Incompatibilitäten, wat d'Funktioun ugeet, méi bestoen;

– a véiertens, datt kee gewielte Kandidat simultan an engem aneren EU-Memberstaat fir d'Europawale kandidéiert huet, konform zu deem Verbuet, deen an dësem Kontext am Walgesetz besteet.

Voilà! Domadder wär ech um Enn vu mengem Rapport a géing Iech dann als Chamber froen, dës Konklusiounen unzehuelen. Wann dat och de Fall ass, da sinn d'Europawalen domadder validéiert a kënnen un d'Presidentin vun dem Europäesche Parlament weidergeleet ginn.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Hartmann. Den Här Kartheiser huet d'Wuert gefrot.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Villmoos merci, Här President. No den offiziëse Resultater vun den Europawalen, wat och elo confirméiert gouf am Rapport vun där honorabeler Madamm Hartmann, wär et esou, datt ech zu de gewielte Kandidat géing zielen. Iert d'Chamber elo zur Validatioun vun de Resultater da kënn, wollt ech awer zu Protokoll ginn, datt ech beim Vott net mat ofstëmmen, fir all Interessekonflikt dann eventuell ze verhënnern.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Kartheiser. Da géing ech Iech, Här Kartheiser, wann Der dat wëllt esou maachen, bidden, Iech aus dem Sall ze beweege, fir dat dann och komplett ze maachen.

Sorry, mee wa schonn, da schonn! Ganz genau!

*(Hilarité et interruptions)*

Dat gemaach, a soubal den Här Kartheiser d'Dier zougemaach huet, géing ech dann der Chamber d'Fro stellen, ob se mat de Konklusiounen vun der Kommissioun averstane wier an domat d'Europawale vum 9. Juni géing validéieren.

**Vote**

Ech géing Iech, déi, déi mat d'accord sinn, ëm en Handzeeche bidden.

Wien enthält sech?

Wien ass dergéint?

Domat sinn also d'Wale vum 9. Juni 2024 eestëmmeg validéiert. D'Resultater ginn dann der Presidentin vum Europaparlament matgedeelt.

## 5. Dépôt d'une motion par Mme Sam Tanson

Dann hunn ech nach eng Meldung, éier mer zu eiser Heure de questions kommen, fir den Depot vun enger Motioun a vun enger Resolutioun. Fir d'éischt

huet d'Madamm Sam Tanson d'Wuert. Madamm Tanson.

**Exposé**

**Mme Sam Tanson** (déi gréng), auteure | Merci, Här President. Léif Kollegeinnen a Kollegen, déi nei Regierung ass elo – wéi vill sinn et? – siwen, aacht Méint am Amt. Dat heescht, de Welseschutz, wéi dat esou schéin heescht, dee géllt, mengen ech, elo esou lues net méi. Et kënn nach derbäi: Et sinn eng Rëtsch Memberen an där Regierung, déi ware schonn an der Regierung virdrun, an et sinn och virun allem vill verséiert Parlamentarier an der Regierung, déi hei op dëser Plaz ëmmer mat aller néideger Vehemenz fir d'Rechter vum Deputéierten agetruede sinn.

Dir wësst – ech betounen ëmmer –, mir si vill méi eng fein Oppositioun, wéi Dir et waart! Duerfir jäizen ech elo hei net.

*(Interruption)*

Mee ... A, voilà! Mee et ass eis awer wichteg, dass Respekt virun der Chamber herrscht an dass och d'Rechter vun den Deputéierten, fir dass se hir Kontrollfonctioun der Regierung géintwärt kënnen ausüben, respektéiert ginn.

Or, no dem État de la nation, wou mer hei an deem héijen Haus gefillt annerhallef Äntwert op Froe kruten, an dat nach no Nofro, wou awer vill Regierungsmemberen hei souzen, hu mer du moies de Radio ugemaach an hunn dunn Explikatiounen vum Finanzminister héieren. Mir hunn Invitatiounen gesi fir eng Pressekonferenz vum Ëmweltminister. Mir hunn Invitatiounen gesi fir eng Pressekonferenz vum Logements-, Innen- an Ëmweltminister, an dat, obwuel et fir d'éischt ganz soft a fein an der Conférence des Présidents gesot gi war, duerno e bësse méi sec an engem Brëif.

An dunn hu mer de Summum gëschter erlieft hei mat enger Jointe, wou d'Froen net konnten alleguerte beäntwert ginn, sief dann all Thema iwwerhaupt konnt opgeschafft ginn.

A mir géifen Iech wierklech bidden, dat heiten alleguerte matzedroen. Et ass eng Motioun, déi ech deposéieren am Numm vun der LSAP ..., also vun deene Gréngen natierlech, vun der LSAP, vun deene Lénken a vun de Piraten, wou mer froen, dass d'Chamber kann hire Rôle als éischte Pouvoir vun dësem Land exercéieren, dass den Devoir d'information, dee vis-à-vis vun der Chamber existéiert, an der Prioritéit ausgeübt gëtt an och an aller Transparenz, éier mer dann déi selwecht Explikatiounen an der Press liesen d'ärfen, an dass mer och Zäit hunn, fir dat kënnen hei an deene Kommissiounssätzungen uerdentlech ze debattéieren an och kontrovers ze diskutéieren, eis Froen a Remarque mat eranzebréngen.

Merci.

**Motion**

*La Chambre des Députés, considérant*

– les réformes annoncées par Monsieur le Premier ministre lors de son discours sur l'état de la nation 2024 ;

– les conférences de presse et interviews tenues par les membres du Gouvernement qui ont suivi le discours de Monsieur le Premier ministre ;

– que, à une exception près, la Chambre des Députés n'a pas été informée sur les projets de réforme par les ministres respectifs avant les conférences de presse et interviews en question ;

– que la Chambre des Députés a dû prendre connaissance des projets de réforme par voie de presse ;

– que cette manière de procéder constitue un manque flagrant de respect par rapport au premier pouvoir du Grand-Duché de Luxembourg,

*exige du Gouvernement*

– de respecter pleinement le rôle de la Chambre des Députés comme premier pouvoir du pays ;

– de prendre au sérieux son devoir d'information vis-à-vis de la Chambre des Députés en s'expliquant en priorité et en toute transparence devant elle avant de s'adresser au public par voie de conférence de presse ;

– de fournir toutes les informations pertinentes et nécessaires à la Chambre des Députés en temps opportun, afin de permettre une analyse et une discussion approfondies par les représentant.e.s des citoyen.ne.s.

*(s.) Sam Tanson, Taina Bofferding, Marc Goergen, David Wagner.*

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Tanson.

## 6. Dépôt d'une résolution par Mme Taina Bofferding

Dann huet d'Madamm Taina Bofferding d'Wuert gefrot. Madamm Bofferding.

**Exposé**

**Mme Taina Bofferding** (LSAP), auteure | Merci, Här President. D'Madamm Tanson huet grad gesot, mir wäeren eng fein Oppositioun. Jo! Dat si mer! Mir mengen eis awer zu Wuert, wa mer et fir néideg halen, respektiv wa mer awer d'Gefill hunn, dass mer eis liicht veräppelt spieren.

Ech schwätzen elo hei en Thema un, dat mer schonn ëfters an der Conférence des Présidents ugeschwat hunn, wou mer scho vill Diskussiounen haten. Et geet ëm d'Organisatioun vun de Kommissiounen. Duerfir deposéieren ech hei eng Resolutioun, déi sech un d'Chamber riicht.

De Punkt ass, dass mer feststellen, dass sech ëmmer manner un d'Reglement gehale gëtt, dass ëmmer méi oft Kommissiounen ausserhalb vun de Plagefixen organiséiert ginn. Och d'Demanden, fir Punkten op d'Dagesuednung ze kréien, schleefe ganz laang.

Natierlech muss en eng gewësse Flexibilitéit hunn. Ech mengen, d'äers si mer eis alleguerte bewosst. Heiansdo geet et net anescht. Dann huet een och kee Problem, wann een emol eng SMS kritt an en Telefonsuruff, dass een da mëttes soll an d'Kommissioun kommen, well et wichteg ass. Ech mengen, déi Flexibilitéit hu mer. De Problem ass just: Dir sidd amgaangen, d'Ausnam zur Reegel ze maachen! An dat ass eis Kritik, déi mer hei ganz kloer un Iech riichten, wou mer frou wäeren, dass endlech géif awer d'Reglement respektéiert ginn.

Kierzlech gouf nach eng Kéier e Brëif un d'Presidentinnen an d'Presidente verschéckt. Bon, dat schéngt net ganz vill gehollef ze hunn, well mir hate lo gëschter eng Jointe, wou dräi Kommissiounen zesummekomm sinn, déi a kenger vun deenen dräi Plage-fixé stattfongt huet. Elo hu mer eng Suite vun där Kommissioun d'nächst Woch, déi och net op der Plage fixe ass.

Wéi gesot, eng gewësse Flexibilitéit maache mer gären, awer net, wéi gesot, wann Der hei d'Ausnam zur Reegel maacht. An dofir deposéieren ech hei och am Numm vun deene Gréngen, vun deene Lénken a vun de Piraten eng Resolutioun, wou mer nach eng Kéier esou eng Aart Appel à l'ordre maachen, respektiv hei de President invitéieren, dass d'Reglement soll weiderhi respektéiert ginn, respektiv emol soll



respektéiert ginn, sech gréisstméiglech eeben un d'Plage-fixé soll orientéiert ginn, an dass och soll ..., besonnesch wa Punkte vun der Opposition op d'Dagesuerdnung gefrot ginn, dass si och an engem räsonablen Delai dee Moment sollte convoquéiert ginn.

Et steet jo elo eng grouss Revisioun vun eisem Chambersreglement un. Do si mer jo alleguerten als Fraktioun invitéiert, eis Iddie mat eranzeginn. An dat hei wär en éischt Zeechen. Dofir hoffe mer, dass mer hei alleguerten elo d'Zoustëmmung vun all de Fraktiounen kréien, wou mer eis dann och wierklech eescht huelen.

De President huet jo am Ufank vun der Legislaturperiod gesot, dat hei wär dat stärkste Parlament ever. Da solle mer och esou fonctionéieren, dass mer eis Aarbecht och kënne wierklech seriö huelen, dass mer eis kënne preparéieren, fir an d'Kommissioun ze kommen, dass mer d'Dossieren och matzäit kréien. An dofir ass déi heite Resolutioun an eisen Ae ganz wichteg.

Merci.

### Résolution

*La Chambre des Députés,  
considérant*

– *qu'à maintes reprises, les commissions ont été convoquées dans des délais qui ne respectent pas l'article 23 (2) du Règlement de la Chambre des Députés ;*

– *que de nombreuses commissions sont fixées de plus en plus souvent en dehors de leurs plages fixes ;*

– *que cette manière de procéder ne permet pas une préparation adéquate aux réunions,*

*invite le Président de la Chambre des Députés*

– *à veiller au respect des délais de convocation des réunions de commissions tels que définis à l'article 23 (2) du Règlement de la Chambre des Députés ;*

– *à s'assurer à ce que les réunions soient convoquées aux plages fixes définies, sauf urgence dûment motivée, pour les commissions en question ;*

– *à intervenir auprès des président-e-s de commissions lorsque des réunions concomitantes sont fixées ;*

– *à intervenir auprès des président-e-s de commissions lorsque des demandes de mise à l'ordre du jour ne sont pas traitées dans un délai raisonnable,*

*s'engage à*

– *préciser le Règlement de la Chambre des Députés en ce sens.*

(s.) *Taina Bofferding, Marc Baum, Marc Goergen, Sam Tanson.*

(Interruption)

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding.**

## 7. Heure de questions au Gouvernement

An da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, enger Heure de questions, enger Froestonn. Fir d'éischt wëll ech awer drop opmierksam maachen, datt ech haut 16 Froen erakritt hunn, wat der e gutt Stéck méi sinn, wéi mer dat normalerweis gewinnt sinn. Ech soen also direkt am Ufank, datt mer der selbstverständlech, wéi dat vum Bureau ofgemaach gouf, allkéiers eelef drunhuelen, sécher drunhuelen. Dono, wann eis nach Zäit bleift an där Stonn, déi a sech virginn ass, huele mer nach déi eng oder déi aner derbäi, wann d'Zäit et zouléisst.

Déi, déi haut net drukommen, déi kënnen nach eng Kéier eragereecht ginn oder kënnen och schrëftlech

gestallt ginn. Aus Zäitgrënn applizéieren ech d'Reglement, esou wéi et ..., wéi d'Reglement dat erméiglecht a wéi et et virgëtt.

De Mëtten huet all Deputéierten 2 Minuten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet 4 Minuten Zäit, fir drop ze äntwerten.

Déi éischt Fro ass d'Fro Nummer 83 vum Här Paul Galles un den Här Inneminister iwwert d'Äfierung vun enger Härtefallkommissioun um Niveau vun der Immigratioun. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 83 du 25 juin 2024 de M. Paul Galles relative à l'instauration d'une « Härtefallkommission » au niveau de l'immigration, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**M. Paul Galles (CSV) | Merci villmools, Här President.** Ech wëll et dann och kuerz maachen.

Härtefall si Fäll, déi a ganz ville politesche Felder kënne virkommen. Normalerweis definéiert sech en Härtefall doduerch, dass et eng mënschlech Situatioun ass, déi net richteg mat de Reegelen a Gesetzer iwwerteneestëmmt, an dass een dann an en Dilemma kënnt, well een dem Mënsch ganz vill schuet duerch d'Applikatioun vun de Reegelen. Dat ass eng allgemeng Definitioun, et gëtt och sécher nach anerer.

An ech wëll mech hei bezéien op den Domän vun der Immigratioun, well dat ass natierlech e ganz, jo, sensibelen Domän, besonnesch wann et dann eeben ëm Zouwanderung geet, ëm Logement, ëm Aarbecht an esou weider. An do sinn duerch eng Rei Situatiounen, déi oft mënschlech, humanitär oder aus Gesondheetsgrënn fir Mënsche ganz schwierig sinn. A wann dann d'Reegelen applizéiert ginn, da kënnt een eeben a sougenannten Härtefallmomenter.

Et gëtt an Däitschland, hunn ech gesinn ..., also ech hu mech do informéiert, elo an Nordrhein-Westfale gëtt et eng Härtefallkommissioun, eebe fir déi dote Saachen ze tranchéieren, fir se nach eng Kéier méi am Detail ze kucken. Also net einfach nëmme Reegelen ze applizéieren, mee och eng Kéier déi ganz Situatioun am Detail ze kucken. Déi, dat ass déi vun Nordrhein-Westfalen, war bis 2004 fräiwëlleg an duerno ass se duerch d'Zouwanderungsgesetz an Däitschland dunn institutionaliséiert ginn.

Ech wollt den Här Inneminister froen, ob mer zu Lëtzebuerg eppes Vergläichbares hu wéi déi Härtefallkommissioun aus Däitschland. Wann net, ob et iergendeppes gëtt, wat eeben dat soll ersetzen. Wann net, dann ob et geplangt ass, vläicht eppes Ähnlech anzeféieren oder sech do eng Kéier ze inspiréieren, oder wéi mir eeben zu Lëtzebuerg mat deenen dote Fäll ëmginn.

Merci villmools.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Galles.** Dann huet den Här Inneminister d'Wuert. Här Gloden.

**M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci, Här President.** Merci dem Deputéierte Paul Galles fir déi Fro.

An Däitschland ass déi Härtefallkommissioun duerch e Gesetz vun 2004 institutionaliséiert ginn, wéi den Deputéierte gesot huet, fir Härtefall. Den 11. Juli 2023 waren d'Servicer vun der Immigratioun déi Kommissioun an Däitschland besichen. Dës Visitt war op Initiativ vum Ronnen Dësch gemaach ginn.

Hei zu Lëtzebuerg hu mer am Immigrationsgesetz eng Rei Fäll, eng Rei Krittären, wou ee ka sougenannten Härtefall tranchéieren, zum Beispill wann ee ganz schlëmm krank ass oder wann d'Scolarisation vun de Kanner um Spill steet. A mir hu säit 2021 dee Forum ONG, wou eeben déi grouss ONGe vertruede

sinn, wéi d'Caritas, d'ASTI an de CLAE. A säit senger Kreatioun bis Enn 2023 sinn do 93 Dossiere vun den ONGe presentéiert ginn. Dovunner sinn 78 Dossieren, wou eng Regularisatioun stattfonnt huet.

Dat weist, datt dee System fonctionéiert, datt e gutt fonctionéiert, et ass eng gewësse Flexibilitéit do, et ass en onkomplizéiert Schaffe mateneen. An duerfir gesinn ech à ce stade elo kee Besoin, do elo eng Institutionalisation vun deem Forum duerch e Gesetz ze maachen.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Inneminister.**

Da komme mer zur Fro Nummer 84 vun der Madamm Taina Bofferding un den Här Minister fir Wunnengsbau a Landesplanung iwwert d'Revisioun vum Klimabanksystem. Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 84 du 25 juin 2024 de Mme Taina Bofferding relative à la révision du système de la Klimabank, adressée à M. le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire**

**Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President.** De Premierminister huet a senger Ried zur Lag vun der Natioun ugekënnegt, dass eeben an Zukunft sollen déi Klimahëllef prefinanziéiert ginn, dat an enger éischer Etapp nächst Joer scho bei de Fotovoltaikanlagen.

An der Debatt hunn ech gesot, dass mer dat absolutt begrëssen, well trotz de Subside gëtt et awer ganz vill Leit, déi finanziell Schwierigkeeten hunn, sief et fir hiert Haus ze sanéieren oder eng Wärmepompe oder Solaranlag op den Daach ze installéieren. A wa mer jo gären déi engeetesche Transitioun wëllen an der Gesellschaft virubréngen, ass et wichteg, dass mer och jidderee mathuelen. Dofir ass et scho gutt, fir an déi do Richtung ze goen.

Sécherlech, wa mer an déi do Richtung ginn, wäert dat nach eng Zäitchen daueren, well mer gesinn haut schonn, dass d'Betribler ganz héich Avancé bei de Leit froen, éier se mat den Aarbechten ufänken. An déi Betribler waarde sécherlech keng zwielef Méint of, wann da schonn d'Aarbechten ofgeschloss sinn.

Ben, hei kéint eventuell d'Klimabank d'Léisung sinn. Dat ass e Projet, dee jo scho viru Jore lancéiert gouf, dee vläicht am Ufank net grad dee Succès hat. Do gouf et jo awer Adaptatiounen, fir dass och méi Leit vun esou engem Klimaprêt kënne profitéieren. An ech mengen, mir waren eis alleguerten an den Debatten och eens, datt een dat nach eng Kéier misst iwwerpréieren.

Dir hutt et och an Ärem Regierungsprogramm stoen, dass no enger Analys dës nach eng Kéier sollten iwwerschafft ginn. A vu dass de Premierminister eeben an der Debatt kee Wuert méi dozou gesot huet an ech och d'Fro gestallt hat, awer keng Äntwert op meng Fro kritt hunn, wollt ech eeben haut vun der Froestonn profitéieren, fir dem zoustännege Minister dann d'Fro ze stellen, wou d'Regierung mat der Analys drun ass, wéini Dir gedenkt, eeben de Regimm vu Klimaprëten ze iwwerschaffen. An ob Der och der Meinung sidd respektiv ob d'Klimabank effektiv hei kéint hëllefen, fir en attendant, bis eeben deen Tiers-payant-System, dee mer jo wierklech begrëssen, en place ass, dass d'Leit dee Moment awer verstärkt kéinten op d'Klimabank zeréckgräifen, fir kënnen hir Projeten ze realiséieren.

Merci.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding.** Dann huet d'Wuert: de Minister fir Wunnengsbau a Landesplanung. Här Minister.

**M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, merci och der Madamm Bofferding fir déi interessant Fro.

Fir déi, déi mech scho kannt hunn, wéi ech nach méi dacks an deem Haus hei war, déi wëssen, datt d'Klimabank mer un d'Häerz gewuess ass an datt ech fest un de Prinzipp gleewen, datt mer duerch eng Virfinanzéierung vun energieetesche Sanéierungen de Leit kënnen Hëllef ginn, fir datt se hir Energiepräisser à moyen terme kënnen selwer an d'Hand huelen a selwer erofdrécken, datt mer gläichzäiteg awer och formidabel Marchéë kënnen entwéckelen, fir datt d'Handwiersentreprisen an deem dote Beräich eeben Aarbecht kënnen fannen.

Ech hunn et deemools wichteg fonnt, ech fannen et haut wichteg an ech fannen et bei deene Präisexplosiounen, déi mer jo an der Energie hate virun enger ganzer Rei vu Joren, nach emol méi wichteg, datt mer dat doten Instrument voll zur Geltung bréngen.

Dir hutt et gesot: Wéi se geschafe gouf, ware mer eigentlech an enger Period, wou d'Zësen extrem niddreg waren, soudatt déi Instrumenter, déi en place gesat goufe vun enger Klimabank, nämlech eng staatlech Garantie op deenen Investissements d'amélioration énergétique, wéi awer och eng Zëns-subventioun – awer ëmmerhi bis zu 1,5 % vun engem Zënsaz konnten domat subventionéiert ginn, wat awer considerabel ass –, un Attraktivitéit verluer hunn, well d'Zësen eben op den internationale Marchéen an eeben och bei de Banken hei op der Plaz deementspreechend méi niddreg waren, an domadder war den Drock vläit manner grouss. Dat kann eng Erklärung sinn, firwat datt d'Klimabank bis elo net hire Succès fonnt huet.

Dës Regierung bekent sech zu deem Prinzipp an hirem Regierungsprogramm. Dës Regierung seet awer och, datt mer déi Analys do nach eng Kéier mussen verdéiwen, vläicht och nach eng Kéier mussen kucken, wéi mer eng Verknäppung hikréien zu aneren Aiden, déi entre-temps derbäikomm sinn, aneren Aiden, déi mer och krisebédängt jo nach eng Kéier dropgesat hunn, déi och zum groussen Deel nach eng Kéier confirméiert goufen a weidergefuert goufe vun dëser Regierung an och an Zukunft wäerte gëllen, an awer gläichzäiteg och dem Aspekt vun engem Virfinanzéieren, wou mer net nëmme Subventiounen ginn, mee datt d'Leit dann awer och dat, wat se aus der eegener Täsch mussen bäileeën, iwwer e Prêt kënnen finanzéieren, deen, wéi déi zwee Instrumenter, déi hei existéieren, zum Deel staatlech garantéiert ka ginn, wéi awer och eng Subvention d'intérêt kënnen kréien. An dat, denken ech, kann an Zukunft nach méi eng grouss Roll spillen.

Dir frot, wéini mer déi Analys do ofgeschloss hunn. Do ass et geféierlech, Iech elo en Datum ze nennen, well soss kënnen mer eis jo direkt hei erëm Rendez-vous ginn an et kéint sinn, datt se nach net ofgeschloss ass. Mee ech denken, datt dat doten awer eppes ass, wat mer am Ufank vun dëser Legislaturperiod sollten op de Leescht huelen, déi Analys maachen a virun allem kucken, d'Vernetzung vun der Klimabank mat allen aneren Acteuren, déi och do tätég sinn an och do Aidé ginn, fir wierklech déi Vollentfaltung vun där Puissance, déi a mengen Aen nach ëmmer do derhannert steet, kënnen ze garantéieren.

Villmoos merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Minister.

Da komme mer zur Fro Nummer 85 vun der Madamm Carole Hartmann un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert den Traitementsënnerschied tëschent de Salariéen an de

Selbststännegen, wat de Cumul vun Akommes mat enger anticipéierter Rent ugeet. Madamm Hartmann, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 85 du 25 juin 2024 de Mme Carole Hartmann relative à la différence de traitement entre les salariés et les indépendants en matière de cumul d'un revenu professionnel avec une pension de vieillesse anticipée, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**Mme Carole Hartmann** (DP) | Merci, Här President. Madamm Minister, de Koalitiounsaccord gesäit vir, dass déi gesetzlech Bestëmmunge fir Salariéen an Independanten harmoniséiert solle ginn, dëst, well zurzäit nach net begrënnbar Ongläichheete bestinn, déi fir Independanten deelweis grouss Nodeeler duerstellen. Dat ass och de Fall, wann ee mat enger virgezunnener Alterspensioun enger professioneller Aktivitéit nogeet. Fir Salariéen an Independante gëllen hei ënnerschiddlech Reegele beim Cumul vun Revenu mat der Pensioun.

Am März dëst Joer huet d'Verfassungsgericht zrëckbehalen, datt déi ënnerschiddlech gesetzlech Behandlung vu Salariéen an Independanten, wat d'Pension de vieillesse anticipée ugeet, net verfassungskonform ass, well se nämlech géint den Egalitéitsprinzip verstéisst.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un d'Madamm Ministesch vun der Sozialversécherung:

Quitte dass déi verfassungswiddreg Dispositiounen sech net méi applizéieren kënnen, wéini gedenkt d'Regierung d'Cumulsreegele vun engem professioneller Revenu mat enger virgezunnener Alterspensioun fir Salariéen an Independanten an enger Gesetzesupassung ze harmoniséieren?

Gëtt an deem Kader eventuell doriwwer nogeduecht, d'Limite fir de Revenu, déi ee mat enger Pension de vieillesse anticipée verdénge kann, ofzeschaffen oder eropzesetzen, fir esou méi Leit am Alter ze motivéieren, weider enger Aarbecht nozegoen; dëst grad ënnert der Berücksichtigung, dass dës Limiten ab 65 Joer jo net méi gëllen?

An nach méi generell: Sinn um Niveau vun der Regierung aner gesetzlech Upassungen am Sënn vu méi Gläichberechtigung tëschent Salariéen an Independanten an Aussicht?

Ech soen Iech Merci fir Är Äntwerten.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Hartmann. Dann huet elo d'Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet d'Wuert. Madamm Ministesch.

**Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Jo, merci och der Madamm Hartmann fir déi pertinent Fro.

Et ass scho méi laang bekannt, datt déi ongläich Behandlung am Code besteet, am Artikel 184. An duerfir haten och d'honorabel Deputéiert Laurent Mosar a Marc Spautz schonn d'Initiativ geholl, fir eng Proposition de loi an deem Sënn ze deposéieren, am Dossier 7922.

Den Avis vun Staatsrot datéiert vum 7. Februar 2023. Ab do ass d'Caisse nationale d'assurance pension aktiv ginn, fir déi Proposition de loi opzehuelen an ze completéieren, well mir hunn zwee Regimenter: een öffentleche Regimm fir d'Fonction publique an ee Regimm fir déi Leit, déi am Privatsecteur schaffen. An do gëtt et och Leit, déi eng Pensioun am Privatsecteur kréien an nach e bëssen an der Fonction publique verdénge, an ëmgedréit. Dat war nach net an där Proposition de loi virgesinn, an duerfir muss dat matageschafft ginn.

Nom genannten Urteel vum 1. März 2024 ass dunn dee ganzen Dispositif anticumul als net verfassungskonform deklaréiert ginn. En éischtent Entworf vun engem Avant-projet de loi loung dem Minister am Februar 2023 vir, a gouf elo nom Urteel erëm adaptéiert an ass bei déi jeeweileg juristesche Servicer gaangen, fir finaliséiert ze ginn. Mir rechnen domadder, am Hierscht 2024 en Depot kënnen ze maachen. Domadder wier d'Fro vum Wéini beäntwert.

Ob mer déi Limite vun engem Drëttel vum Mindestloun bäibehalen oder net, hu mer elo mol net diskutéiert. Mir hunn elo mol „à législation constante“ rasonéiert an den Dispositif gläichgezunn. Dat kënnen mer awer gären diskutéieren.

An op déi aner Fro, ob nach aner Dispositiven en cours sinn, déi missten adaptéiert ginn, weess ech sécher, datt och Propositionen de loi vun deene selwechten honorabelen Deputéierten do leien, fir am Chômage nach verschidden Dispositiounen ze adaptéieren. Do mussen mer da mam Aarbeitsminister kucken, wéi wäit datt deen ass.

Villmoos merci.

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Ministesch.

Da komme mer zur Fro Nummer 86 vun der Madamm Alexandra Schoos un d'Madamm Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet iwwert de Suivi vun der Covidpandemie. Madamm Schoos, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 86 du 25 juin 2024 de Mme Alexandra Schoos relative au suivi de la pandémie Covid-19, adressée à Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Merci, Här President. Madamm Gesondheitsminister, ech hunn net schlecht gestaunt, wéi ech d'Äntworte krut op meng parlamentaresch Froe 690 an 883.

Ech hunn Iech ënner anerem gefrot: „Wéi soll sech den eigentlechen Expertegrupp“, wéi e genannt ass an der Motioun vun der CSV, „(groupe d'experts indépendants) herno zesummesetzen, virun allem och, fir de Charakter vun der Onofhängegkeet vun dësem Grupp ze garantéieren?“

Doropshin äntwert d'Madamm Minister, dass d'Motioun vun déi gréng vum 2. Mee 2024 d'Regierung invitéiert – an elo fänken ech mam Zitat u vun der Äntwert vun der Madamm Minister –: „am Kader vun der future ‚Loi santé publique‘ een Inventaire ze maachen ‚de toutes les mesures prises pour lutter contre la propagation du virus‘, et cetera, „ouni nach emol op d'Noutwendegkeet vun engem onofhängegen Expertegrupp hinzewiesen. Duerfir ass de Moment och net virgesinn, sou een Expertegrupp anzesetzen.“ Dat war d'Äntwert vun der Madamm Gesondheitsminister.

Ech hat den 2. Mee d'Madamm Minister och nach eng Kéier drun erënnert, dass d'Motioun vun der CSV vun 2023 net duerch d'Motioun vun déi gréng vun dësem Joer opgehewen oder ersat gëtt. Zousätzlech erënnert och nach eng Kéier d'Motioun vun déi gréng selwer direkt am éischte Punkt drun, dass jo schonn an der Motioun vun der CSV e Groupe d'experts indépendants gefrot ginn ass.

Här Chamberspräsident, Madamm Minister, als nei gewielten Deputéiert feele mir quasi d'Wieder! Hei ginn unanimes gestëmmt Motiounen einfach ignoréiert. A mir schéngt et, dass mer hei bei engem Wonschconcert sinn, wou d'Regierung sech erausicht, wéi eng Motioun consideréiert ginn a wéi eng net!



An eisen Aen, baséiert op deenen zwou Motiounen, ass d'Regierung nach ëmmer verpflichtet, eng Analys ze maache vun de Mesüeren, déi während der Covid-pandemie geholl gi sinn, an dat duerchgefouert vun engem onofhängegen Experte-grupp. An och net nëmmen en Inventaire, mee eng ëmfaassend an detailléiert Evaluatioun vun de verschiddene Mesüre betreffend hir Effektivitéit, Noutwendegkeet, Proportionalitéit an hiren net diskriminatoresche Charakter!

Fir d'ADR ass de Projet de loi fir eng Loi santé publique onofhängeg vun der grad genannter Analys ze behandelen, quitte dass natierlech d'Resultater vun där Analys an déi Loi santé publique mat erfléissen.

Vun dohier haut an hei ganz kloer meng Fro: Madamm Minister, wäert Dir en onofhängegen Experte-grupp an d'Liewe ruffen, esou wéi et gefrot ass an der Motioun vun der CSV vun 2023 a sou wéi dorun erënnert ginn ass an der Motioun vun déi gréng vum 2. Mee 2024? Wann net, firwat ignoréiert d'Regierung hei ganz kloer dës Fuerderung vun der Chamber, an net nëmme vun der Chamber, mee och vum Vollek?

Ech soen Iech Merci.

**Une voix | Tipptopp!**

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Schoos.** Dann ass d'Wuert fir d'Ministesch fir Gesondheet a sozial Sécherheet.

**Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | Villmoos merci, Madamm Schoos,** fir déi Nofro a fir mer d'Geleeënheet ze ginn ze soen, firwat datt ech esou geäntwert hunn, wéi ech geäntwert hunn.

Virun e puer Momenter hu mer hei vun zwou honorabelen Deputéierten ee Plädoyer gehale kritt, dass ee misst Respekt virum éischte Pouvoir hunn.

An Ärer éischer Fro vum 6. Mee, déi d'Nummer 690 dréit, zitíert Der aus enger Sitzung vum 2. Mee, datt eng Motioun ugeholl gi wär, wou dra géif stoen, datt eng „analyse indépendante relative à l'efficacité des mesures“ misst gemaach ginn. An dee Saz, deen Der do zitíert, ass aus där Motioun, déi zwar deposéiert ginn ass, déi awer deen Dag net gestëmmt gouf.

A fir dat net am grouse Public breetzetrieden, hunn ech déi Äntwert gemaach, déi ech gemaach hunn – e bësse salomonesch. Ech hu laang nogeduecht, wat ech sollt äntwerten. An duerfir hunn ech mech op d'Motioun bezunn, déi op där richteger Plaz um Chambersite steet. Ech hunn de Link och nach ënnen op déi Säit dragesat, fir op déi richteg Motioun hinze weisen, an drop hinze weisen, datt do eigentlech just am Kader vun der nächster Loi santé publique, wéi Der gesot hutt, en Inventaire géif opgestallt gi vun de Mesüeren.

Et war mer bewosst, datt ech op all déi eenzel Froen, déi Der gestallt hutt, net agaange sinn. Mee wann ech dorobber agaange wär, hätt ech, wéi gesot, missen drop hiweisen, datt Dir Iech op déi falsch Motioun referéiert hutt.

Dir hutt dunn den 13. Juni mat der Fro 883 nach eng Kéier Ären Onmutt zum Ausdrock bruecht, datt ech net op all déi Froe geäntwert hunn. Ech hunn du mäi Mutt an zwou Hänne geholl an nodeems Der warscheinlech selwer gemierkt hat, datt Der Iech op déi falsch referéiert hat, hutt Der dann déi Motioun vum 23. März vun Claude Wiseler zitíert, wou effektiv de Groupe d'indépendants nach drastoung. An ech hunn du geäntwert op déi Fro: „Goufen déi zwou Motiounen, esou wéi vun der Madamm Gesondheitsminister ugekënnegt, méttlerweil am Regierungsrot diskutéiert?“. Dorop hunn ech mat Jo geäntwert.

Op déi aner Fro: „Wéi soll sech den eigentlechen Experte-grupp zesummesetzen?“, war eigentlech näischt ze äntwerten, well et gëtt jo elo keen Experte-grupp. „Läit en Dokument vir, wat d'Missioun vum Experte-grupp soll beschreiwen?“ Jo, wa mer keen Experte-grupp asetzen, da kënnen mer och keng Missioun beschreiwen. A wéi déi finanziell Ressourcë vun deem Experte-grupp sollen ausgesinn, huet sech dunn och erüübrégt.

Wéi gesot, mir hunn dat um Regierungsniveau diskutéiert. Mir hunn déi Rapporten gekuckt, déi do sinn un der OCDE, vun der OMS iwwer Lëtzebuerg. A mir sinn am Moment der Meenung, datt et kee Bedarf gëtt, fir en onofhängegen Experte-grupp anzusetzen. Mir halen eis un dat, wat an der Motioun den 2. Mee gestëmmt ginn ass, a wäerten am Kader vun der Loi santé publique alles opschaffen, wat opgeschafft gi muss.

Villmoos merci.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Ministesch.**

Da komme mer zur Fro Nummer 87 vum Här Alex Donnersbach un den Här Kulturminister iwwert d'Reform vun der preventiver Archeologie. Här Donnersbach, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 87 du 25 juin 2024 de M. Alex Donnersbach relative à la réforme de l'archéologie préventive, adressée M. le Ministre de la Culture**

**M. Alex Donnersbach (CSV) | Merci, Här President.** D'Regierung huet d'lescht Woch de 40-Punkte-Plang am Logement méi am Detail virgestallt. Dëst si wichteg Mesüeren, déi hei an der Chamber an den nächste Méint wäerten deposéiert an debattéiert ginn an déi e weidere Schrëtt sinn, fir méi einfach a méi séier Wunnengen hei zu Lëtzebuerg ze bauen an op de Marché ze bréngen.

An deem 40-Punkte-Plang vun der Regierung geet et och besonnesch ëm d'Prozeduren, souwuel beim Staat selwer wéi bei de Gemengen, awer och a verschiddene Beräicher: Urbanismus, Ëmwelt. E weidere Beräich, deen am Kontext vum Logement awer eng Roll spillt, an deen och am Koalitionsofkommes ugekënnegt ginn ass, ass d'Gesetz vum 25. Februar 2020 iwwert de Patrimoine culturel, a konkret och zum Prinzip vum der Archéologie préventive.

Ech erënneren hei nach eng Kéier un dat, wat ech op dëser Plaz och schonn eng Kéier gesot hunn: de Problem, deen d'SNHBM zu Rëmersche begéint huet, wou bei Fouilles archéologiques hu misse 6.000 m<sup>3</sup> Buedem ewechgefouert ginn no de Fouillen a wou déi 6.000 m<sup>3</sup> neie Buedem hu missen erbäibruucht ginn, Käschten, op deenen d'SNHBM komplett sëtze bliwwen ass, vun 318.000 Euro. All Haus an deem Projet ass 8.000 Euro méi deier ginn an et ass weider Zäit verluer gaangen.

Oder en anert Beispill: Et muss een ëmmer eng Autorisatioun ufroen an all de Zones d'observation archéologique, fir keng Evaluatioun missen ze maachen, bei all Projet de travaux de construction, de démolition, remblai et déblai, wann ee manner wéi 0,25 Meeter déif geet.

Dat alles bedeit vill Aarbecht, vill Constraints. An hei wéilt ech ganz konkret de Minister vun der Kultur dowéinst froen, wéi et hei mat den Aarbechten an der Revisioun vun dësem Text steet. Gëtt et schonn eng Timeline, an där de Projet hei kéint presentéiert ginn? A besonnesch: Wéi kéinten déi Prozeduren och accele-leréiert ginn a méi séier weidergoen?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Donnersbach.** Dann huet den Här Kulturminister d'Wuert. Här Minister.

**M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Merci, Här President.** Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alléierscht dem Här Donnersbach e ganz, ganz grouse Merci fir dës Fro.

De Prinzip vum der Archéologie préventive gouf eréischt am Patrimoinengesetz vum 25. Februar 2022 agefouert. Jo, wéi den Numm et seet, huet d'Archéologie préventive d'Zil, de Risiko vu gréisseren Imprevuen an och Retarde während Konstruktionsaarbechten ze reduzéieren an esou och dem Aménageur méi Previsibilitéit ze ginn. Dëst betrëfft engersäits ganz kloer säi Kalenner, mee natierlech och säi Portmonni. An dës zwou Saachen, datt wësse mer alleguer, jo, spillen eng besonnesch wichteg Roll bei all deene Logementsprojeten, déi mer kennen.

A Saache Logement, datt hutt Der ugeschwat, ass et richtig, dass d'Regierung net méi spët wéi d'lescht Woch eng ganz Panoplie u Mesüeren, e ganze Mesürepak op den Dësch geluecht huet. An deem Pak geet ënner anerem och rieds vum Prinzip vum „silence vaut accord“. Ech wëll hei – an dat fannen ech ganz flott, dass ech dat hei eng Kéier ka maachen – drop hiweisen, d'Geleeënheet nutzen, profitéieren, fir eeben Iech nach eng Kéier mat op de Wee ze ginn, datt d'Patrimoinengesetz vum 2022 a Saache „silence vaut accord“ mat zu de First Movers an deem Beräich gehéiert.

Jo, dee Prinzip gëtt et elo schonn an en ass explizit och schonn am Archeologiesgesetz, am Patrimoinengesetz vum 2022 esou festgehalen. Konkret heescht dat: Wann den INRA mat enger Evaluatioun vun engem Terrain saiséiert ass an de Minister an deem Sënn innerhalb vun 30 Deeg näischt géif ordonéieren, also keng Äntwert gëtt, da spillt eeben de Prinzip vum „silence vaut accord“ an et gëtt eng Levée des contraintes. Dëst ass ganz am Sënn vun der Acceleratioun vun de Prozeduren a ganz kloer och am Sënn vun der Simplification administrative, déi eis allegueren heibannen um Häerz läit.

Dir hutt mech konkret natierlech och no der Reform vun der Archéologie préventive gefrot. Wichtig ass et mer, hei ze ënnersträichen, dass mer un deem Esprit vun deem besote Projet de loi aus dem Joer 2022 festhalten. De Koalitionssaccord gesäit awer och effektiv eng punktuell Ännerung um finanzielle Volet vun der Archéologie préventive vir.

Wat heescht dat konkret? Ma an Zukunft sollen, jo, d'Käschte fir d'Fouilles préventives op engem Terrain integral vum Staat iwwerholl ginn. Bis ewell iwwerhëlt de Staat just d'Hallschent. Dëst wäert d'Bauhären a ganz kloer och d'Aménageure finanziell entlaaschten an esou zu méi einfachem an och méi séierem Baue bäidroen, wat, wéi gesot, eng Prioritéit vun dëser Regierung ass.

Wou ass d'Reform elo drun? Meng Ekippen aus dem Kulturministère zesumme mam INRA schaffen äifreg un dësem Text a mir sinn hei op der leschter Ligne droite. Ech sinn och ganz zouverächtlech, dass ech nach dëst Joer virum Summer, an deenen nächste Wochen, dem Regierungsrot en Avant-projet de loi ka presentéieren. Fir dann an deem Sënn all de Beträffenen déi gréisstméiglech Previsibilitéit ze ginn, kommen ech dann natierlech och zäitno an d'Chamber, fir der Chamber dann an der Chamberskommissioun Ried an Äntwert ze stoen an de Projet dann och ze presentéieren.

Merci.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Minister.**

Da komme mer zur Fro Nummer 88 vun der Madamm Sam Tanson un den Här Premierminister iwwert d'Verhandlungen ëm d'Spëtzeposte fir d'EU-Institutionen. Madamm Tanson.

**– Question n° 88 du 25 juin 2024 de Mme Sam Tanson relative aux négociations par rapport aux postes clés de l'Union européenne, adressée à M. le Premier ministre**

**Mme Sam Tanson** (déi gréng) | Jo. Merci, Här President, an ech ka mer et elo wierklech net verknäfen, well ech elo d'Wuert hannendrun hunn, fir ze soen, dass ech dat eng ganz gutt Saach fannen, an ech regrettéieren, dass et bei dem éischten Depot vum Projet net méiglech war, genau dat ze maachen, well dee Koalitionspartner, deen nach ëmmer op der Regierungsbänk setzt, deemools net do dermat d'accord war.

Komme mer awer elo zur europäescher Politick. Här Premierminister, ech wollt Iech eng Fro stelle par rapport zur Position vu Lëtzebuerg bei der Verhandlung iwwert d'Topjobs, déi elo an deenen nächsten Deeg zu Bréissel wäert ustoen. Ech hunn awer natierlech elo grad bei „Politico“ gesinn, d'Decisioun wier gefall. Dir kënt eis dat da vläicht confirméieren. Et gouf jo ... Bei deem leschte Conseil war jo eng Diskussioun opkomm, dass ... An de Prem..., den Ex-Premierminister, den Ausseminister – ech wäert mech iergendwann dru gewinnen – huet nach gëschter fonnt, d'EVP wäert jo net ze vill gurmangzeg sinn, wat eeben déi Topjobs ubelaangt.

An duerfir eeben d'Fro, wéi Der Iech do an der Regierung ofgeschwat hutt. Well jo bei dem leschte Conseil, dat stoung emol an der Press, wär d'Konklusioun gewiescht, dass Är Mammeapartei och misst de Conseilspresident zur Hallschent gesplitt kréien. Ass déi Fuerderung elo vum Dësch? Dat wier also meng éischt Fro.

Meng zweet Fro ass: Sidd Der dann elo d'accord mat deem Pak, wéi e virläit, eebe von der Leyen, Kallas a Costa?

An da meng lescht Fro, well dat jo och vill diskutéiert ginn ass: Wéi positionéiert Der Iech da par rapport zu engem Aarmreechen oder enger sougenannter Brandmauer vun de Postfaschiste vun der Madamm Meloni? Och hei am Artikel vu „Politico“ liest een, dass si elo e gudden, grouse Poste versprach kréich fir hire Commissaire. Den Här Orbán huet awer schonn op Twitter geschriwwen, dass déi Topjobs, wéi se elo géingen um Dësch leien, net all Memberstaat géinge representéieren, mee just – ech zitieren – „leftists and liberals“. An duerfir meng Fro, wéi Der Iech par rapport zu där Brandmauer do positionéiert.

Merci.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Tanson.** Dann huet d'Wuert: de Premierminister. Här Premierminister.

**M. Luc Frieden, Premier ministre | Här President,** et gëtt an Europa politesch Fakten an et gëtt Prozeduren. Politesch Fakte sinn, dass aus den Europawalen zwee Drëttel proeuropäesch Parteien ervirgaange sinn an datt sech aus deenen eng Majoritéit erauskristalliséiere muss, déi dann och déi eenzel Poste besetzt.

An der Press gëtt vill geschwat iwwer Posten, mee et geet och ëm Inhalter. An et ass esou, dass op deem éischten informelle Conseil – dat war kee Conseil, dat war eng informell Reunioun vun de Staats- a Regierungschefen, wou also guer keng Decisioun konnt geholl ginn – gesot ginn ass an e Konsensus war vun

deenen, déi an deene proeuropäesche Partei sinn, déi am Conseil deelhuefen, d'Chrëschtendemokraten, d'EVP, d'Sozialisten an déi Liberal, datt déi wéilte versichen, zesummen eng Majoritéit ze bilden. An dorauer entstinn och déi eenzel Funktiounen, déi ze besetze sinn.

Domadder beäntweren ech de Schluss vun Är Fro, nämlech datt opgrond vun där Konstellatioun, well d'Posten oder d'Käpp mussen op d'Inhalter passen, an deem dote Plang keng Plaz ass bei der Besetzung vun de Presidente vun deenen einzelnen Institutionen fir Parteien, déi net aus der proeuropäescher Mëtt si vun deenen dräi Parteien, déi ech elo grad genannt hunn.

Dorobberhin hunn déi dräi Parteien, vun deenen ech elo geschwat hunn, Negociateure genannt an déi Negociateure sinn amgaangen, déi Gespréicher ze féieren. Ee vun deenen Negociateuren ass de polnesche Premierminister Donald Tusk vun der EVP, dee jo och d'lescht Woch hei zu Lëtzebuerg war a bei der Pressekonferenz gesot huet, datt et eng Tendenz gëtt, fir an d'Richtung ze goe vun deenen dräi Nimm, déi Dir elo grad zitëiert hutt, nämlech d'Madamm von der Leyen als Kommissiounspresidentin, den Här António Costa als Conseilspresident, als Propositionioun vun de Sozialisten, an d'Madamm Kallas als Aussebeoptraagt vun der EU, als Propositionioun vun den europäesche Liberalen.

Déi Diskussioun sinn nach amgaangen, well déi kënnen jo eréischt aktéiert ginn, wa mer e volle Conseil beieneen hunn an dee Conseil, dee kënt eréischt en Donneschdeg den Owend an e Freide beieneen. Sollten déi dote Propositioniounen um Dësch leien, da muss ech soen, datt déi meng Zoustëmmung wäerte fannen, well se souwuel vum Inhalt hier, wat fir mech wichteg ass, wéi vun de Personalitéiten hier menger Meenung no déi Aufgaben do zur voller Satisfaktioun ausübe kënnen.

D'Fro vun der Durée vun deene Mandater ass am Traité kloer beschriwwen. De President vum Europäesche Conseil gëtt genannt fir zwee an en halleft Joer. D'Fro ass dann: Leet ee sech elo scho fest iwwert dat, wat duerno geschitt, oder net? An ech wëll soen: Dat ass net nëmmen eng Fro, déi sech am Conseil stellt. Déi stellt sech och am Europäesche Parlament. Duerfir: Déi, déi an der Press just iwwert de Conseil schwätzen, mussen natierlech och gesinn, datt et och nach e Pendant gëtt am Europaparlament, mat deem de Conseil natierlech net direkt eng Kompetenz huet, mee deen awer am Gesamtbild muss berücksichtegt ginn.

Ech kann Iech just, à ce stade, soen, datt, opgrond vun deenen Informatiounen, déi ech an deene leschten Deeg kritt hunn, an deene leschte Stonnen och kritt hunn, déi Negociatioun konstruktiv viruginn an datt ech duerfir ganz optimistesich sinn, datt mer um Conseil européen den Donneschden/Freide wäerten zu engem Accord kommen, y compris bei där doter Fro.

An dann, mäi leschte Punkt ass nach eng Kéier: Och do gëtt et da Prozeduren. De Conseil proposéiert e Kommissiounspresident. Dee muss vum Parlament approuvéiert ginn an duerfir ass dat alles e bësse méi komplex. Mee ech mengen net, datt et zu grouse Streidereie kënt. Mir wäerten op jidde Fall eist derzou bäidroen, datt et zu engem Accord kënt. An eréischt, wann deen Accord iwwert d'Topjobs besteet, wäert all Memberstaat säi Kommissär proposéieren a mat der Kommissiounspresidentin diskutéieren. An doriwwer hu mer kloer Virstellungen, well dat ass an der Kompetenz vun der Lëtzebuurger Regierung a vu soss kengem.

Merci.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Premierminister.**

Da komme mer zur Fro Nummer 89 vum Här Gérard Schockmel un den Här Inneminister iwwert d'Autorisation de séjour fir Privatleit aus engem Drëttland, déi op hir eege Käschte kënnen liewen. Här Schockmel, Dir hutt d'Wuert.

**– Question n° 89 du 24 juin 2024 de M. Gérard Schockmel relative à l'autorisation de séjour pour des personnes privées en capacité de vivre de leurs propres ressources et provenant d'un pays tiers, adressée à M. le Ministre des Affaires intérieures**

**M. Gérard Schockmel (DP) | Merci, Här President.** Effektiv, a menger Fro geet et ëm d'Openthaltsgeneemegung fir Persounen aus Drëttstaaten, déi aus private Grënn zu Lëtzebuerg sinn. Hei gëtt et d'Gesetz vun 2008 an dat gëtt fir Openthaltsgeneemegungen eng ganz Partie Konditiounen vir. Esou muss een ënner anerem och bewiesen, datt een eege Ressourcen huet, fir kënnen fir sech selwer ze suergen. Dat kann och eng Pensioun sinn, déi ee bezitt, an dat ass am Punkt 1b vun dem Artikel 78 festgehal.

Allerdéngs muss déi Pensioun vun enger Sozialversicherung zu Lëtzebuerg ausbezuelt ginn oder vun enger Sozialversicherung aus dem europäesche Schenge-Raum. Et hätt also scho Fäll ginn, datt Persounen aus Drëttstaaten, déi ënner anerem och schonn zu Lëtzebuerg liewen, duerch e Courrier vum Ministère opgefuerdert gi wieren, d'Land ze verloossen, dëst onofhängeg dervun, dass si à même wieren, fir hire Liewensënnerhalt am Land selwer ze garantéieren. Dat féiert zu engem gewëssenen Onverständnis, virun allem, wann et hei ëm Länner geet, zu deene Lëtzebuerg ganz enk a frëndschaflech Relationen ënnerhält.

Hei stelle sech eng Partie Froen, déi ech bei dëser Geleeënheet un den Här Inneminister adresséieren:

Wéi steet den Här Minister zum Artikel 78 (1b) aus dem Gesetz vun 2008? Sinn him Situatiounen bekannt, wou dësen Artikel applizéiert gëtt a Persounen opgefuerdert goufen, d'Land ze verloossen? Wéi vill där Bréiwer sinn dëst Joer verschéckt ginn? Wéi vill Persounen sinn dovou beträff?

Wäert den Här Minister dësen Artikel wëlle bäibehalen oder gëtt et Iwwerleeungen, fir hei eng Upassung ze maachen? Am Fall vun enger Upassung, géif de Ministère d'Opfuerderungen dann eventuell temporär aussetzen?

A fir de Fall, datt Privatpersounen d'Land géife verloossen an duerno wëlle mat engem Touristevisa zrëckkommen, wéi gëtt dës Situatioun gehandhaabt? A kéinten an dësem Fall virdu Bescheinigungen ausgestallt ginn, datt déi Leit als Resident an net just op Visitt zu Lëtzebuerg waren, fir ze verhënneren, datt déi 90 Deeg vum Touristevisa direkt iwwerschratt sinn?

Villmools merci fir Är Äntwert.

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Schockmel.** Dann ass d'Wuert fir den Här Inneminister. Här Inneminister.

**M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | Merci dem éierewäerten Deputéierte Schockmel** fir dës Fro. D'Gesetz vun 2008 ass ofgeännert ginn duerch e Gesetz vum 21. Abrëll 2023, dat dës Chamber gestëmmt huet, wou d'Konditiounen fir Drëttstaatler bei der Openthaltsgeneemegung fir Privatwecker ëmgeännert gi sinn. Dat, well et ganz vill Abuse gi si virun där Ofännerung vun 2023, well



vill Leit op Lëtzebuerg komm sinn, och eng Preuve hate vun enger Pensioun aus engem Drëttstaat, an dann no engem Joer hate se awer op eemol keng Resourcë méi, fir hei kënnen ze liewen.

Duerfir huet d'Chamber den 21. Abrëll 2023 dëst Gesetz gestëmmt, an dorobberhi sinn déi Abusen do och gänzlich zrëckgaangen. Et ass awer dofir fir déi Leit, déi en Titre de séjour virum 12. Mee 2023 kruten, elo net méi méiglech, e Renouvellement vun deem Titre unzufroen, well se dann eeben déi Konditiounen vun de Ressourcen do net méi erfëllen.

Do kann et natierlech, an do ginn ech Iech Recht, zu Situatiounen kommen, datt d'Leit, wa se mat deem Titre de séjour méi laang zu Lëtzebuerg liewen an net d'Konditiounen fir en Titre de séjour an enger anerer Kategorie erfëllen, dann eebe mussen heemgoen.

Wat ass zum Beispill d'Solutioun? D'Solutioun ass, ënner anerem, datt déi meescht vun deene betrafene Persounen no engem legale Sejour vu méi wéi fënnf Joer op en Titre de séjour résidence longue durée kënnen wiesselen. Bei anere war dëst net méiglech, well verschidde Konditiounen net erfëllt waren. Wann et also Leit gëtt, déi duerch déi gesetzlech Modifikatiounen kee Recht méi hunn op en Titre de séjour vie privée an och d'Konditiounen fir en Titre de séjour an enger anerer Kategorie net erfëllen, da kënnen meng Servicere eng individuell Analyse vum Dossier maachen, wou gekuckt gëtt, wéi laang déi Leit schonn zu Lëtzebuerg sinn, ob si sech nach eppes zuschulde komme gelooss hunn a wat d'Liene mat hirem Heemechtsland nach sinn. Wa sech dann erausstellt, dass et wierklech Härtefäll sinn, da gëtt probéiert, nom Prinzipp vun der Proportionalitéit do eng Léisung ze fannen.

Mee meng kloer Äntwert ass: À ce stade gëtt d'Gesetz net geännert, fir net erëm d'Dier opzemaache fir Abusen!

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Innenminister.

Da komme mer elo zur Fro Nummer 90 vum Här Marc Goergen un den Här Minister fir Wunnensbau a Landesplanung iwwert de Mangel u bezuelbare Wunnengen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 90 du 25 juin 2024 de M. Marc Goergen relative à la pénurie de logements abordables, adressée à M. le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire**

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Ech si fro, dass ech haut meng Fro un den Här Meisch ka stellen. Ech hat se gëschter Moie schonn ugefaangen, du goufe mir zwee abrupt ausernee-gerappt an der Kommissioun, soudass ech während der Frostellung mol net fäerdeg konnt schwätzen.

An ech hunn elo gesinn, Dir hutt fir nächste Méindeg elo eng nei Kommissioun ugesat, wou awer leider zum selwechte Moment d'Jugendparlament wäert hei sinn an dat um 10.00 Auer eng Motioun iwwert de Logement wäert hunn. Ech weess net, wéi mer dat solle maachen. Dofir hunn ech mer geduecht, da stellen ech dem Här Meisch haut emol d'Fro, well haut kann och kee vun der CSV mech ënnerbriechen a soen, ech misst ophalen, meng Froen ze stellen.

**M. Marc Lies** (CSV) | Egal wat!

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Et ass net egal wat, Här Lies, dat ass eis gëschter esou geschitt!

Mee ech kommen awer elo zu der Indexfro, well déi aner Froen däerfe mer jo herno nach eng Kéier klären, wéi Dir hei mat eis verfuert. An zwar Folgendes:

An Ärer Pressekonferenz hutt Der erkläert, dass Der elo géngt den Index ..., wa Proprietären Iech eng Wunneng zur Verfügung stellen, dass Der déi Loyere géngt indexéieren. Dat wär eng ganz nei Approche, wéi et eigentlech bis elo am Gesetz bei Privatwunnengen net erlaabt war. Bis elo war et ëmmer esou, dass de Mieter, de Locataire, ëmmer geschützt war, fir dass en net mat all Indextranche erëm de Verléierer ass.

An deemtsprichend hunn ech meng Fro haut matbruecht, wou ech Iech wollt froen, wéi Dir Iech dat da virstellt. Well Dir hutt jo gesot, op där enger Säit géngt Der kompenséieren. Wann de Proprietär, soe mer, 20 Euro géngt froen de Meeterkaree, Dir awer herno de Locataire der 10 frot, da géngt Dir déi 10 Euro Differenz dertëscht bezuelen. Dat ass de Konzept, sou wéi ech e verstanen hunn.

Et ass awer elo esou, dass Der geschriwwen hutt, déi 20 wieren herno indexéiert. Dat ass eng ganz nei Approche. Dat géngt a sech dem ganze Marché vun den Immobilien nach eng Kéier – fir mech – en negativen Impakt bréngen. An do ass dann d'Fro: Bezillt dann herno de Staat dem Proprietär déi Indexéierung, well dee kritt jo da méi Loyer? Oder wëllt Der dat un déi Leit, déi scho mussen an de bezuelbare Wunnraum goen an net genuch Geld hunn a sech, fir um normale Marché ..., wëllt Der deenen et nach eng Kéier indexéieren? Well esou oder esou stellt sech hei eng Ongerechtegkeetsfro, wann Dir wierklech an deem heite Projet den indexgebundene Loyer géngt aféieren.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Goergen. Dann huet elo d'Wuert: den Här Minister fir Wunnensbau a Landesplanung.

**M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech denken, Här Goergen, dat doten, wéi och aner Froen, déi sécherlech nach Kolleeginnen a Kolleegen vun Iech hunn, sollte mer effektiv an der Chamberskommissioun nach eng Kéier diskutéieren, well ech och an der Frostellung a bei villen anere Commentairen héieren hunn, datt nach Klärungsbedarf schéngt ze sinn.

Ech sinn och net esou pessimistes, soudatt mer zäitno en Delai wäerte fannen, wou et der Chamber geet a wou d'Regierung sech nach iergendwéi awer och kann nach Zäit huelen, fir dann och gären heihinner ze kommen. Ech mengen, et war och gëschter net un Iech an u mir, datt dat gescheitert ass.

Jo, mir hunn no Diskussiounen, déi mer mam Privatsektor am Immobiliebereich haten, ofgemaach, datt mer Pilotprojete wëllen testen, wéi mer, amplaz datt mer, wéi mer et elo maachen, VEFA-Projeten, also fäerdeg autoriséiert Immobilieprojeten, ofkafen, se kéinten oflounen an datt de Fonds du Logement déi géif lounen zu engem Loyer, deen ënnert dem Marchésloyer läit. Well ech denken, datt do, wou de Staat hannendrusteet, dat emol e gudd Locataire ass, dee fiabel ass, deen all Mount bezillt, datt wann de Staat derhannert steet, een och vläicht seng Finanzéierungskäschten op der Säit vun der Bank och nach eng Kéier e Stéck gedréckt kéint kréien, an datt dat justifizéiert, datt mer e Stéckwäit ënnert dem Marchéspräis do géifen e Loyer bezuelen.

Da wëlle mer dat dem Fonds du Logement zur Verfügung stellen an dee gëtt et da weider zu deene ganz normale Konditiounen vum Logement abordable u Persounen, u Familljen, déi eligibel sinn an déi dann och dee selwechte Loyer bezuelen, wéi wa se an iergendenger anerer Wunneng vum Fonds du Logement wäeren.

Wa mer also elo géifen higoen – wat eng Méiglechkeet ass, dat musse mer kucken an deene Pilotprojeten, wéi mer dat iwwer Konventiounen da reegelen – an dee Loyer indexéieren, deen de Fonds du Logement engem privaten Immobiliebesëtzer da bezillt, dann huet dat näischt domadder ze dinn, datt herno och de Locataire misst de Loyer adaptéiert kréien, soudatt dat emol eng Kéier net matenee reliéiert ass.

An dat heescht dann, datt elo, wéi awer och an 10 Joer an an 20 Joer, den Delta do misst vum Staat mat subventionéiert ginn. Sou wéi mer eeben, wa mer e VEFA-Projet ofkafen, 100 % direkt bezuelen, sou wéi mer, wann eng Gemeng oder eng ASBL e Projet am Logement abordable realiséiert, 75 % subventionéieren, géife mer hei eeben en Delta iwwerhuelen als Subventioun a Form vun enger Subventioun um Loyer, an dat während op d'mannst 20 Joer.

Ech wëll nach drop hiweisen, datt de Loyer net indexéiert gëtt, deen am Logement abordable gefrot gëtt, mee datt den Tablo, op Basis vun deem de Loyer da berechent gëtt, reegelméisseg awer och un d'Inflatioun ugepasst gëtt, well ee soss natierlech – reche mer mol eng Kéier an engem Zäitraum vun 10, 20 oder méi Joren – do der Realitéit, der ekonomescher Realitéit vun deene Montanten net méi kéint gerecht ginn, soudatt et evident ass, datt dat och misst vun Zäit zu Zäit ugepasst ginn. An d'Gesetz gesäit dat och haut scho vir. Dat gëllt da fir déi dote Wunnengen, mee dat gëllt och fir all déi aner, déi iwwer Logement abordable verlount ginn.

Villmools merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Minister.

An da komme mer zur Fro Nummer 91 vum Här Laurent Mosar un den Här Finanzminister iwwert d'Boergeld. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 91 du 25 juin 2024 de M. Laurent Mosar relative à l'argent liquide, adressée à M. le Ministre des Finances**

**M. Laurent Mosar** (CSV) | Jo. Merci, Här President. Gëschter huet d'Europäesch Zentralbank offiziell d'Afféierung vum digitalen Euro ugekënnegt. Dëst ass eng ganz gutt Initiativ. Et wäert dann och esou sinn, datt den digitalen Euro als offiziell Bezuelmëttel an der Europäescher Unioun wäert unerkannt ginn.

Dorausser ergi sech awer eng Rei Froen, wéi et mam Boergeld virugeet. An duerfir erlaben ech mer folgend Froen ze stellen:

Éischtens: Wat huet déi doten Decisioun vun der Europäescher Zentralbank fir en Impakt op d'Boergeld an der Europäescher Unioun?

Zweetens: Gëtt weider assuréiert, datt dat Boergeld och sou wéi bis elo wäitgeeënd weider kann distribuéiert ginn?

An déi drëtt Fro, déi huet éischter mam digitalen Euro ze dinn: Wéi gëtt hei ofgeséichert séchergestallt, datt souwuel den Dateschutz wéi och d'Bankgeheimnis wäerte weider protegéiert ginn?

Ech soe schonn dem Minister Merci fir seng Äntworten.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Mosar. An dann ass d'Wuert fir de Finanzminister. Här Finanzminister.

**M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Här Mosar Merci fir seng Fro, well et mer eigentlech erlaabt, an de véier Minutten, déi mer bliwen, eng Rei vu Präzisiounen iwwert den Usage vum Boergeld ze ginn, déi dobaussen, mengen ech, net ëmmer esou richtig verstane ginn.

Also, richtig ass, dass mer nieft dem Boergeld och Kreditkaarten hunn an, wéi Der dat richtig gesot hutt, digitalt Geld. Richtig ass och, dass 59 % vun den Transaktiounen mat Geld nach ëmmer mat Boergeld gemaach ginn – 59%! A 37 % vun de Leit, och dat ass erstaunlech, hunn nach ëmmer Cashreserven, also Boergeld, doheem. An dat ass beluecht, net well ech Iech dat elo esou soen, mee duerch eng Etüd, déi vun der Lëtzebuurger Zentralbank 2022 duerchgefouert gouf.

Et ass och feststellen, dass net nëmme Leit Boergeld hunn, déi näischt mat der digitaler Welt, 5-Net an aneres, ze dinn hunn. Dat ass net den entscheidende Facteur, mee d'Boergeld ass nach ëmmer fir vill Leit einfach en Ausdrock einfach vun enger perséinlecher Fräiheet. An duerfir gëtt d'Recht op Boergeld – also: Recht op Boergeld! – och net a Fro gestallt, onofhängeg dovunner, dass mer elo den digitalen Euro, wat eng richtig Decisioun ass, wäerten aféieren.

An déi Europäesch Zentralbank, Här Mosar – Dir hutt dee Rapport vun 24. Juni och mentionéiert –, ënnersträicht dat och nach eng Kéier ganz kloer: Den digitalen Euro, wou de Cours eent zu eent ass mat dem normalen Euro, ass complémentaire zu dem Euro an et gëtt also net eppes geschafene, fir eppes aneres ofzeschaffen.

Et ass och ganz kloer, dass um europäesche Plang am Juni 2023 en europäesch Reglement komm ass, fir de Cash, also Schäiner a Mënzen, weiderhin als gesetzlecht Bezuelmëttel – als gesetzlecht Bezuelmëttel! – ze schützen. Dat heescht ganz kloer: Och mat deem Reglement muss jiddwereen d'Boergeld weiderhin akzeptéieren. An et gëtt souguer an deem Reglement virgesinn, dass all Land, all Memberstaat, muss virgesinn, eng Autoritéit ze schafen, déi de Contrôle vum weideren Usage vum dem Boergeld weider garantéiert.

Elo sot Der: „Wat ass da mat där 10.000-Euro-Limitt, déi do ass bei Boergeld?“ Jo, et gëtt eng Limitt vun 10.000 Euro, déi een als Eenzelpersoun als Boergeld ka bei sech hunn. Dat zielt awer net – net! – fir den Echange zwëschen rengen Privatpersounen.

Dann ass et och esou, dass mer weiderhi 25 Agencen hunn op 100.000 Leit hei am Land, wou natierlech och Boergeld nach ka benotzt ginn. A mir hunn zu Lëtzebuerg 535 Bankautomaten, déi jo haaptsächlech geduecht sinn, fir Boergeld opzehiewen. An domat leie mer iwwert der Moyenne vun der Eurozon. An ech mengen, dat gëtt och net a Fro gestallt.

Dann ass an där SPACE-Etüd vun der Europäescher Zentralbank vun 2022 – et bleiwe mer nach 35 Sekonnen – och festgehalen, dass 59 % vun allen Transaktiounen nach ëmmer am Léifste mat Cash gemaach ginn – quitte dass dee Prozentsaz awer staark réckleefeg ass. 2016, also sechs Joer virdrun, waren et nämlech nach 79 %. Ech soen: 2022. Et kéint sinn, dass dat no der Pandemie, wou d'Leit awer eng aner Gewunnecht hunn am Émgang mat Boergeld ... Dat gesitt Der och – wann der zum Beispill op Dëppefester gitt, och do gëtt mëttlerweil mat aner Bezuelmëttelen operéiert –, dass dat zréckgeet. An 52 %, fir och dat nach eng Kéier ze soen, vun alle Bezuelungen am Geschäft geschéie mëttlerweil mat der Kaart.

Dat sinn eng Rei vu Prezisiounen, déi ech Iech wollt op Är Fro ginn. Ech gesinn, meng Zäit ass ofgelaf, an duerfir soen ech Iech Merci fir d'Nolauschtenen.

**M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!**

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Finanzminister.**

An da komme mer zur Fro Nummer 92 vum Här David Wagner un d'Madamm Ministesch fir Landwirtschaft,

Ernährung a Wäibau iwwert d'ASBL Fir en nohaltege Bësch FSC Lëtzebuerg. Un den Här Ëmweltminister, gesinn ech, ass d'Fro geréicht.

**M. David Wagner (déi Lénk) | Jo.**

**M. Claude Wiseler, Président |** Da stellt se, Här Wagner.

**M. David Wagner (déi Lénk) |** Dat ass mäi Feeler, Här President. Ech hat se un déi falsch Adress eraginn.

**M. Claude Wiseler, Président |** Ech hunn Äre Feeler iwwerholl, dat ass da mäi Feeler.

**M. David Wagner (déi Lénk) |** Voilà.

(Hilarité)

Voilà, mir ginn all eis Feeler zou.

**– Question n° 92 du 25 juin 2024 de M. David Wagner relative à l'ASBL « Fir en nohaltege Bësch FSC Luxembourg », adressée à Mme la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture**

Merci, Här President. Dir hutt bestëmmt ... Haut de Moie war de President vun der ASBL Fir en nohaltege Bësch FSC Lëtzebuerg op der Antenn vun RTL Radio agelueden an en huet jo eng Partie interessant Aussoe gemaach, notament wat d'Verwäertung vum Holz aus eise Bëscher ugeet. En huet e bëssen erzielt esou, dat d'Holz géif hei zu Lëtzebuerg a Containeren geluecht ginn, mat Pestiziden a Fungizide besprézt ginn an da géif et an d'Häfe vun Antwerpen a vu Rotterdam bruecht ginn a vun do aus géif dat Holz dann a China landen. Eng ganz grouss Rees géif dat Holz dann do matmaachen. An a China géif et da verwäert ginn, ier et dann erëm zréck op Lëtzebuerg komme géing, fir erëm hei verkaf ze ginn.

Also, Här President, ech hat mer dat mat der zirkulärer Ekonomie aneschtens virgestallt. Ech hat net verstanen, dass dat géif bedeuten, dass e Produit eemol den Tour misst maache vum Äerdball. Ech duecht, dat wier e bësse méi regional limitéiert. An dat ass natierlech geckeg. Och klimapolitesch mécht dat jo natierlech kee Sënn.

An dat hätt och domadder ze dinn, sot den Här, dass mer u sech schlecht strukturéiert wieren, wat d'Holzökonomie géif ugoen. An dofir hätt seng ASBL och eng Fuerderung: Dat wier d'Schafung vun engem Conseil supérieur de la forêt et du bois, wat zum Beispill géif virgesinn, dass och d'Acteure vun der Holzverwäertung misste matagebonne ginn. Dofir wollt ech wëssen, wat den Här Minister dovunner hält a wat d'Regierung och gedenkt, konkret ze maachen, fir eng nohaltege an ekologesch Holzverwäertung zu Lëtzebuerg op d'Been ze bréngen.

En huet dann och nach vun deem elektronischen Holzhaft geschwat, wou ee seng Produite kann eroplueden a wou e Schräiner se ka kafe goen. Mee de Site géif net funktionéieren an och d'Natur- a Bëscherverwaltung hätt Honnerte Produiten zur Verfügung, mee kéint se net eroplueden, well de System net kompatibel wier mat deem anere System. Wat gedenkt d'Regierung do ze maachen?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler, Président |** Merci, Här Wagner. An dann huet d'Wuert: den Här Ëmweltminister. Här Minister.

**M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité |** Villmools merci, Här President. Merci dem Här Wagner fir déi Fro. Et ass schonn e bëssen apaart gewiescht, de President vun där Associatioun um Radio de Moie mat ganz kriteschen Téin ze héieren, well net méi spéit wéi

d'lescht Woch hat en eng Reunioun – an en huet reegelméisseg Reuniounen – mat de Beamten aus dem Ministère respektiv aus der ANF. A lescht Woch war zum Beispill eng Reunioun, wou sech drop géeelegt ginn ass, dass eng Etüd géif an Optrag gi ginn, fir de Flux vum Wäertholz zu Lëtzebuerg eng Kéier genau ze analyséieren. An dat weess de President ganz genau.

An e weess och ganz genau, dass et u sech schonn eng Zort Zukunftsdësch iwwert den Zukunftsbësch gëtt. Dat ass nämlech dee ganze Prozess iwwert de Programme forestier national, dee muss op d'Bee gestallt ginn – deen amgaangen ass, op d'Bee gestallt ze ginn – a wou déi eenzel Acteuren, dont och déi doten Associatioun, selbstverständlech mat associéiert sinn an do och matschwätzen. An och do ass nach eng Kéier an der Reunioun vu leschter Woch driwwer diskutéiert ginn, dass elo dee Programm wäert am Hierscht finaliséiert ginn. An do si si och mat associéiert.

Och déi Iddi, fir ze soen, et misst e Conseil supérieur de la forêt du bois ginn, dat gëtt et. Et gëtt e Conseil supérieur des forêts, deen ass duerch dat neit Bëschgesetz an d'Liewe geruff ginn an deen ass och nominéiert ginn an dee wäert och mat sengen Aarbechten am Hierscht ufänken.

Hei ginn awer och dann erëm verschidde Saachen e bëssen duerjerneegeheit, wat schued ass. Well wat schued ass, ass ganz kloer aus der Siicht vun der Regierung, dass een net alles op d'Holz als Wäert ka reduzéieren, respektiv de Bam eeben net reng op d'Holz als Wäertstoff. Well wa mer vum Bësch schwätzen a vum Zukunftsbësch schwätzen, da geet et ëm de Bësch als Ökosystem. An de Bësch als Ökosystem huet vill méi Déngschtleeschungen, wéi datt mer e Bam zu Holz verschaffen.

Bëscher ze stäerken – wat eng vun de Prioritéite vun dëser Regierung ass –, se ze schützen a se staark ze maache fir d'Zukunft, dat ass vill méi, wéi just derfir ze suergen, dass herno och kann nohaltege Bëschwirtschaft bedriwwen ginn. Dat heescht, dass mer net méi Holz eraushuelen, wéi datt wäert nowuessen. De Bësch huet ganz aner Fonctiounen. E bitt enger Abberzuel vu Planzen- an Déierenarten an Doheem, en huet ganz wichteg Fonctiounen, wat d'Waasserretentioun, d'Späicherung vum Waasser, ugeet, e filtert selbstverständlech d'Loft, e späichert den CO<sub>2</sub>, e produzéiert Sauerstoff, an, an, an.

Dofir ass et e bësse schued, wann een dat da reng nëmme aus engem ökonomeschen Aspekt kuckt, deen och natierlech am Bësch ginn ass. Mee de Bësch huet ganz vill Aspekter ze erfëllen, och en ökologeschen an e sozialen. A sou wäerte mir dat och ugoen.

An et gëtt – well ech hei mäi Kolleeg Wirtschaftsminister gesi vis-à-vis vu mer sëtzen – jo dee Wood Cluster, dee Luxinnovation zënter 2016 geréiert. En ass vun der viregter Regierung geschafte ginn, eebe grad mam Zil, ze probéieren, all déi Entreprises – an ech mengen, et sinn der ronn eng 1.500, déi direkt oder indirekt mat Holz ze dinn hunn, bei ronn bal 11.000 Aarbechtsplazen, déi domadder verbonne sinn – an e Reseau ze bréngen.

Et muss een och nach eng Kéier preziséieren, dass mer hei zu Lëtzebuerg just zwou Seeëreien hunn an natierlech net alles, wat mer hei eraushuelen un Holz, och zu Lëtzebuerg iwwerhaupt emol kënnen verschaffen.

An nach eng Kéier: Mir kucken eng Kéier mat där Etüd méi genau, wéi de Flux ass. Dat Beispill, dat do zitéiert ginn ass, kann ech elo hei weeder confirméieren nach soen, dass et net géif stëmmen. Ech weess awer och, dass effentlech Acteuren, do gehéiert d'ANF zum Beispill derzou, iwwer en Holzhandel fueren



aus der Groussregioun, do vernetzt sinn, an datt och zum Beispill verschidde Gemengen hiert eegent Holz eeben, dat se an hire Bëscher eraushuelen, verwäerten a verschaffen. Also ass net alles gradesou wéi dat duergestallt ginn ass.

An dowéinst kann een dat och nëmmen e bësse bedauern, well wa mer vun enger Partnerschaft schwätzen, déi mer mat där doter Associatioun hunn, da muss ee sech kënnen reegelméisseg doriwwer austauschen – och kritesch selbstverständlech –, wat geschitt. An da soll een net herno iwwer öffentlech Opdrëtter versichen, dat erëm a Fro ze stellen. Well dat ass en Aacteur, dee ganz seriö geholl gëtt, dee mat agebinnen ass, deen all d'Informatiounen huet, déi ech Iech elo hei och ginn hunn, an dee, wéi gesot, ganz seriö geholl gëtt. An dofir ass et vläicht net grad opportun gewiescht, esou Saachen hei duerstellen. Mee déi konnt ech jo elo nach eng Kéier hei richteg stellen.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Minister.

An da komme mer zur Fro Nummer 93 vum Här Dan Biancalana un d'Madamm Justizministesche iwwert déi ugekënnegt Reform vum Code pénal. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

– **Question n° 93 du 24 juin 2024 de M. Dan Biancalana relative à la réforme annoncée du Code pénal, adressée à Mme la Ministre de la Justice**

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President.

**M. Claude Wiseler**, Président | Wann ech nach ka bieden, e bësse méi roueg ze sinn, well et ass schwéier fir den Orateur, déi schwätzen a sech ze konzentréieren! Merci.

**M. Dan Biancalana** (LSAP) | Merci, Här President. Den 11. Juni huet de Premierminister a senger Ried zur Lag vun der Natioun annoncéiert, datt d'Justizministesche de Code pénal géif reforméieren, fir sou en effikasse Moyen géint déi aggressiv Mendicitéit ze schafen. Dat spigelt awer eigentlech net ganz den Objektiv vun där vun der Justizministesche schon annoncéierter Reform erëm. Do solle jo nämlech déi vereelzten Dispositiounen iwwert de Vagabondage an déi einfach Heescherei aus dem Code pénal erausgeholl ginn, sou wéi ech dat verstanen hunn.

Bon, am Generellen erfëllt den Droit pénal jo verschidde Funktiounen, déi ee muss am Hannerkapp behalen, wann een eng Modernisatioun respektiv eng Reform vum Code pénal mécht. Nieft der Repressioun vu Verhalen, déi an enger Gesellschaft net kënnen gedult ginn a mat deenen een awer am Alldag confrontéiert gëtt, ass natierlech och déi preventiv Funktioun fundamental. Normen, déi festgehale gi vum Legislatureur an deenen ee jo soll nokommen, solle Verhale bestrofen, déi eng Gefor fir eis Fräiheet sinn, fir eis Integritéit sinn – an och dat an enger demokratescher Gesellschaft –, déi och duerstellen. An zäitgläich sollen natierlech och preventiv an dissuasiv dës Verhalen an Zukunft ënnerbonne ginn. D'Lutte géint solcht Behuelen ass also de But vum Code pénal.

Dofir hunn ech am Fong folgend Froen un d'Madamm Justizministesche, well ech bis dato nach keng Aussoen an deem Kontext, mengen ech, héieren hat.

Wat ass respektiv wat gëtt déi generell Orientéierung, déi generell Ausriichtung – wat ass d'Essenz vun Är Reform vum Code pénal, déi Dir gäre wëllt ënnerhuelen? Soll eppes un der aktueller Ausriichtung um Niveau vum Tarif des peines geännert ginn?

A wat plangt Dir, aus de besteeënden Dispositiounen erauszuhuelen? Mee virun allem: Wat soll un neien Dispositiounen erakommen? Wéi genee soll deen effikasse Moyen géint déi aggressiv Mendicitéit ausgesinn?

A ginn nei Delikter geschaaft um Niveau vun der Kriminalisatioun respektiv kënt et zu enger Verschäerfung vum Strofmooss, notamment bei deene bestoenden Infractionen?

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Biancalana. Dann huet d'Madamm Justizministesche d'Wuert.

**Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | Merci, Här President. Merci och, Här Biancalana, fir Är Fro. Dat gëtt mer nach eng Kéier d'Méiglechkeet, genau dat ze soen, wat ech op eng Fro vum Här Sven Clement geäntwert hunn, dee mech nämlech och gefrot hat, wéi déi Reform géint ausgesinn.

En gros wäert et esou goen, datt mer eng Reform an dräi Etappe maachen.

Déi éischt Phas, dat ass déi, déi mer, wéi gesot, elo wäerten nach kënnen virum Summer maachen, wou mer eng ganz Rei Dispositiounen aus dem Code pénal strächen. Dat sinn haaptsächlech Dispositiounen, déi einfach al sinn oder net méi zäitgeméiss sinn. Mir profitéieren och vun där Reform, fir Kloerheet ze schafen am Dossier Mendicité simple, wou, wéi gesot, säit 16 Joer déi Onkloerheet ass, ob se elo drasteet oder net. Mir wäerten déi dann ee fir alle Mol eraushuelen, a mir wäerten da gläichzäitig awer d'Mendicité aggressive méi genau definéieren, fir justement och der Police an dem Parquet d'Moyenen ze ginn, dergéint virzegoen. An ech mengen, do hate mer jo och e Konsens hei an der Chamber, datt dat e Verhale wär, wat eebe sollt repressiv belaangt kënnen ginn.

An enger zweeter Phas passe mer dann d'Strofmoossen un. Do wäerte mer da kucken, datt och eng gewësse Kohärenz nach ëmmer bäibehale gëtt.

An an enger drëtter Phas wäerte mer kucken, nach eng Kéier iwwert d'Terminologie ze goen, well effektiv eng Rei Wieder, déi benotzt gi sinn, och net méi ganz zäitgeméiss sinn.

An deem Kontext wäerte mer och kucken, ob nach nei Infractionne mussen bäigesat ginn. Et muss ee sech bewosst sinn, datt entre-temps eng ganz Rei Disposition-pénallen och a Gesetzer stinn. An da muss een awer ... Dat hëlt e bëssen Zäit fir ze kucken, datt do eng Kohärenz gewährleistet ass, fir datt net dat Eent an engem Gesetz anescht repriméiert gëtt wéi am Code pénal.

Wéi gesot, an dann: D'Mendicité aggressive wäerte mer reegelen am Sënn, datt mer net méi eng Konditioun vun engem Mënsch – nämlech de Fakt, datt en op der Strooss ass a keng Aarbecht huet – repriméieren, well dat därerf net sinn, mee datt mer d'Verhale wäerte repriméieren. An do wäerte mer eis och um franséische Code pénal inspiréieren, deen do och eng Dispositioun bei der Extorsion virgesinn huet. Un där wäerte mer eis inspiréieren.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Minister.

Vu datt mer elo iwwert eng Stonn amgang si mat der Heure de questions a vu datt mer eelef Stonnen ...

*(Interruption et hilarité)*

... eelef Froen hei gemaach hunn, mengen ech, schlësse mer elo d'Froestonn hei of. Dat heescht,

d'Froen, déi net konnten drukommen, sinn op Basis vun eise Chamberreglement heimat eebe vum Ordre du jour erfogeholl. Se kënnen awer selbstverständlech nach agereecht gi bei der nächster Froestonn oder, wann d'Auteuren dat mengen, als normal schréiftlech Fro. Voilà.

## 8. 8275 – **Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 février 2015 relative à l'organisation du marché de produits pétroliers**

Da komme mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour vun de Mëtten. Dat ass de Projet de loi 8275 iwwert d'Versuergungssécherheet vu Pétrolsproduiten. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 10 Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitéte 5 Minutten. D'Regierung huet 10 Minutten. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Félix Eischen, den Här Georges Engel, den Här Tom Weidig, den Här François Bausch, den Här Marc Goergen an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission de l'Économie, des PME, de l'Énergie, de l'Espace et du Tourisme**

**M. André Bauler** (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet, deen d'Nummer 8275 dréit, soll eng europäesch Direktiv ëmsetzen, déi d'Vepflichtung vun de Memberstaate betrëfft, fir iwwer ee bestëmmte Stock u Pétrol oder Pétrolsproduiten op hirem Territoire ze verfügen. Doduerch soll d'Pétrolsversuergung besser ofgeséichert sinn oder ginn.

Konform zum Gesetz iwwert d'Organisatioun vum Pétrolsmarché muss all Pétrolsimportateur e permanente Sécherheitsstock hunn, deen dem Duerchschnitt vun den deeglechen Importatiounen vu genee 93 Deeg entsprécht. Da gëtt et och nach d'Flicht, fir iwwer ee bestëmmt Quantitéit u Sécherheitsstocken, souwuel um nationale wéi um regionalen Territoire, ze verfügen.

D'Zil vun dësem Gesetzesprojet besteet doranner, fir d'Sécherheet vun der Pétrolsversuergung um nationalen Territoire ze optimiséieren. Esou ass virgesinn, dass de regionalen Territoire ugepasst gëtt. Et ass eng Reduktioun vum Radius, dee vum geografischen Zentrum vu Lëtzebuerg ausgeet, virgesinn, an zwar vun 230 Kilomeeter op 185 Kilomeeter. Da gëtt och nach den nationalen Territoire an dee regionalen Territoire integréiert. Doduerch geet d'Unzuel vun de Länner um regionalen Territoire vun dräi op véier erop, ouni dass d'Notioun vum nationalen Territoire verschwënnt.

Ech gesinn, de Minister wénkt wohlwollend. Dann hunn ech nach näischt falsch gesot.

Dës Entscheedung erlaabt et, d'Distanzen ze kieren, déi a Krisenzäite mussen duerschlaaf ginn, fir d'Sécherheitsstocken, déi sech um regionalen Territoire befannen, op den nationalen Territoire ze kréien. An duersch dës Ännerungen erlaube mir och, dass d'Importateure vum Pétrol hir Sécherheitsstocke kënnen um nationalen Territoire lagere, fir hirem obligatoresche regionale Stock gerecht ze ginn; wat eebe virdrunner net de Fall war.

D'Abannung vum nationalen Territoire an de regionalen Territoire garantéiert eng gréisser Flexibilitéit um Niveau vun der Konstitutioun vun de Sécherheitsstocken. Da gesäit de Gesetzesprojet och d'Vepflichtung vir, dass déi genau Lokalisatioun vun

den Infrastrukture fir Sécherheestsstocken am Virfeld bekannt muss sinn.

Dëse Projet de loi, dëse Gesetzesprojet soll den 1. Oktober dëses Joers, also 2024, a Kraaft trieden, fir dass d'Operateuren am Secteur eng gewëssen Zäit kréien, fir déi erfuerdert Upassungen duerchzeféieren.

Léif alleguer, d'Ekonomieskommissioun krut zu dësem Gesetzesprojet zwee Avisen eran. Den Avis vum Staatsrot ass datéiert op den 22. Dezember 2023. En huet keng formell Opposition beinhalten. De Staatsrot begréisst dës Initiativ duerchaus, well doduerch d'Importateuren eng gréisser Flexibilitéit hunn, wat de Stockage vum Pétrol um regionalen Territoire ubelaangt.

De Staatsrot freet sech awer, ob d'Reduktioun vu 45 Kilomeeter vum Radius wierklech derzou bäidréit, fir d'Pétrolversuergung vu Lëtzebuerg ze verbesseren, an e freet, wéi dës Wäert festgesat gouf. Doriwwer eraus mierkt de Staatsrot och un, dass een oppasse muss, dass d'Konkurrenz um Maart vum Stockage net a Fro gestallt gëtt, an doduerjer d'Präisser net an d'Luucht ginn.

An der Kommissiounssëtzung vum 21. März huet de Wirtschaftsministère erkläert, dass d'Reduktioun vun de 45 Kilomeeter erausgesicht ginn ass, fir dass Antwerpen a Gent vum Territoire régional ausgeschloss ginn, well et do an der Vergaangenheet zu verschiddene Retarde koum, virun allem duerch de Blocage vun de Pétrolinfrastrukturen duerch d'Protester vun de sougenannte Gilets jaunes oder och duerch een ze déiwe Waasserstand vum Rhäin. Dat war jo an de leschte Joren de Fall, wéi mer esou dréche Summeren haten – dass et dëst Joer sou vill géif reenen, domat hat kee gerechent.

*(Hilarité)*

D'Handelskummer huet hiren Avis den 3. Oktober 2023 eragereecht a begréisst hirersäits och d'Zilsetzung vun dësem Gesetzesprojet, awer virun allem d'Dispositioun, no där déi genau Lokalisatioun vum Stockage am Virfeld bekannt muss sinn.

Mee d'Handelskummer fäert, dass d'Reduktioun vum Radius vum regionalen Territoire d'Konkurrenz um Maart vum Stockage kéint begrenzen a soumat en oligopolistische Marché kéint schafen, deen zu enger Steigerung vun de Stockagekäschte kéint bäidroen.

Fir weider Detailer verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport. D'DP-Fraktioun, wann Der erlaabt, Här President, gëtt dann och elo schonn den Accord zu dësem Gesetzesprojet. An ech wier frou, wann Dir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat och esou kéint maachen.

Merci villmools fir Är Opmierksamkeet.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Bauler. Ech soen Iech Merci fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An den éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Félix Eischen. Här Eischen.

**Discussion générale**

**M. Félix Eischen** (CSV) | Merci, Här President fir d'Wuert. Och wann eis Energiepolitik am Wandel ass a mir zu Recht Alternativen zum Pétrol brauchen – a mir sollen och doranner investéieren –, bleift d'Versuergung mat de Pétrolprodukter strateegesch wichteg. Ech mengen, den Här Bauler huet dat jo och elo grad gesot.

Mat dësem Projet de loi brénge mer, wéi de Reporter et erkläert huet, déi strateegesch Stocken u Bensinn an Diesel méi no un eis Landesgrenzen erun.

Dat ënnerstëtze mir, well mir musse verhënnere, dass et am Fall vu Blocagë vun den Depoten, zum Beispill duerch Streik et cetera, zu Liwwerenkpäss géif kommen.

Mat dësem Projet de loi forcéiere mer och d'Importateuren, am Virfeld genee auszeweisen, wou eis Stocke sinn, wat och fir méi Planungssécherheet suergt.

Mir sinn och der Meenung, dass ee weiderhin natierlech soll op d'Dekarbonisatioun setzen an doranner investéieren an esou ewechkomme vun de fossille Brennstoffe. Dat schéngt evident. Dëst maache mer, andeems mer d'Elektromobilitéit weiderhi féerden.

Ausserdeem begrësse mer absolutt d'Fërdere vun der Infrastruktur fir den Hydrogène, un deem seng Zukunft ech perséinlech immens gleewen – ech wëll dat emol eng Kéier hei soen – an déi och vum Wirtschafts- an Energieminister kierzlech mam Depot vum Projet de loi iwwert d'Reform vun de Bähëllefen a punkto Ëmwelt- a Klimaschutz annoncéiert gouf.

Mir sinn derfir, dass d'Versuergung duerch Bensinn an Diesel weiderhi geséichert bleift. Mat eiser Politik bleiwe mer op alle Fall fir all ëmsetzbar Alternativ fir d'Zukunft op.

Ech ginn natierlech den Accord vun der CSV zu dësem Projet. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Villmools merci, Här Eischen. Dann ass d'Wuert fir den Här Georges Engel.

**M. Georges Engel** (LSAP) | Jo, merci, Här President. Ech sinn iwwerzeegt, dass an e puer Joer, wa mer eng Kéier iwwert dëst Gesetz schwätzen, d'Donnéen e bëssen anescht sinn, well mer vill méi op renouvelabel Energie wëlle setzen, well mer am Ganze vill méi op d'Dekarbonisatioun am Allgemenge setzen, well mer och vill méi op den Hydrogène setzen. An duerfir wäerten an dësem Gesetz sécherlech ëmmer nees Adaptatiounen kommen.

Well dës Adaptatioun och richtig ass, well se méi Flexibilitéit bitt, ginn ech heimadder den Accord vun der LSAP. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Engel. Dann ass d'Wuert fir den Här Tom Weidig.

**M. Tom Weidig** (ADR) | Jo, merci, Här President. De Prinzipp vun deem Gesetz kënne mir natierlech ënnerstëtzen, well d'Zil ass, dass a Krisen an Enkpäss d'Land 93 Deeg laang Pétrol soll hunn. A mir hunn och Obligatiounen bei der EU a bei der NATO an déi Richtung.

Mee ech muss awer soen, wéi ech mer dat Ganzt e bësse méi no ugekuckt hunn, do war ech schonn erstaunt, dass all déi Reserven haut net an eisem eegene Land sinn. Ech mengen, et ass natierlech gutt, wa mer vun 230 Kilomeeter erfoginn op 185, dann hu mer scho manner Problemer. Mee am Fong hu mer, wa mer wierklech éierlech sinn, keng wierklech sécher Reserven. An dass dat Ganzt e bëssen eng Fata Morgana ass, dat hu mer jo bei der Pandemie gesinn, an och bei der WM hu mer gesinn, dass een d'Grenzen einfach zoumaache kann. A bei enger Katastroph, enger Naturkatastroph, do kéint d'Musel eventuell gefruer oder blockéiert sinn oder et kéint eventuell och aner Problemer ginn.

Duerfir wär et definitiv besser, wa mer déi Reserven hei am Land hätten, op eisem Nationalterritoire, well da kéinte mir dorop zougräifen, wann et Problemer géif ginn. An der Zukunft hu mer déi och eventuell, zum Beispill, wann ee Krich géif kommen. Mir hu jo elo mat der Ukrain a mat Russland eng Destabiliséierung. Et weess een ni, wat ka passéieren. Mir hoffen

natierlech, dass näischt passéiert, mee et weess een et ni. A mir hunn natierlech och dee Problem, dass eventuell all déi Reserven als Optioun existéieren oder als Urecht um Pabeier, mee awer eventuell net als Ueleg an iergendengem Tanklager hei zu Lëtzebuerg sinn.

Do kann ee sech natierlech och d'Fro stellen, firwat dass mer net méi grouss Tanklageren hei zu Lëtzebuerg hunn. Zum Beispill war jo och am Gespréich, dass mer zu Mäertert e grousst Lager sollten hunn. Mee dat ass jo anscheinend och gescheitert un der Gemeng Gréiwemaacher an hirem fréiere Buergermeeschter.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Tom Weidig** (ADR) | Duerfir, am Prinzip ass et eng gutt Saach, mee well mir halt mengen, dass mer eis e bësse méi misste fokusséieren a méi Reserven an eisem Nationalterritoire missten hunn, wëlle mir eis enthalten.

Merci.

**M. Fernand Kartheiser** (ADR) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Weidig. Dann ass d'Wuert fir den Här François Bausch. Här Bausch.

**M. François Bausch** (déi gréng) | Merci, Här President. Heiansdo, wann ech verschidde Leit héiere schwätzen, da kann ech nëmme staunen.

**Une voix** | Mir och!

**M. François Bausch** (déi gréng) | Éischters emol, wa mer schwätze vu Pétrolreserven, da schwätze mer vu Pétrolreserven, déi mer jo souwisou net hunn! Well mir hu kee Pétrol! An a ganz Europa sinn och net vill Länner, déi Pétrol hunn.

Dat heescht, déi éischt Fro, déi ee sech muss emol stellen, wann een doriwwer diskutéiert a wann ee wëllt dovunner ofhängeg bleiwen, ass, wou mer an Zukunft dann iwwerhaupt de Pétrol wëllen hierkréien. Dat ass emol dat Éischt.

Et gëtt ëmmer esou gemaach, wéi wa mir esou quasi am Éislek iergendwou och kéinten ufänken ze bueren, da géife mer iergendeng Pétrolsquell fannen. Ech mengen, mir wëssen all, dass dat net de Fall ass.

*(Hilarité)*

Dat Zweet ass: Ech wonnere mech driwwer! Well ech hunn deen Dossier hei scho laang suivéiert, Här President, Dir Dammen an Dir Härren. Ech hunn dee suivéiert laang Zäit an der Opposition, duerno am Schäfferot an der Stad Lëtzebuerg, duerno an der Regierung. A wann hei gesot gëtt, vun enger gewëssener Säit, et wär besser, mir hätte méi Pétrolslageren a Pétrolstanken, da sinn ech iwwerzeegt, dass déi, déi dat soen, wa mer e Site géifen definéieren, wou se géifen hikommen, déi éischt wieren, déi mat de Biergerinitiativen op de Barrikade géife stoe fir ze verhënnere, dass se iwwerhaupt zustane kommen.

*(Interruption)*

Well de Problem ass jo deen, Här President, et ass alles schéin a gutt fir ze soen: „Mir hätte gär Pétrolslageren a mir lagere gär iwwerall!“, mee et muss och nach iergendwou e Site fonnt ginn. An da mussen d'Leit och nach domadder d'accord sinn! An ech hunn do iwwert déi lescht 25 Joer nëmme Saachen erlieft, déi an eng aner Richtung gaange sinn.

Duerfir, wannechgelift, ech fannen ...

*(Interruption par M. Michel Wolter)*

Nee, entschëllegt, dass richteg, mir hunn ee Buergermeeschter heibannen, dee war derfir, dee war d'accord, ...



**Une voix** | Dee war d'accord.

**M. François Bausch** (déi gréng) | ...jo, dee war d'accord, dat war eng wäertvoll Ausnam.

*(Hilarité et brouhaha)*

E war d'accord, e war d'accord.

*(Interruption par M. Michel Wolter)*

Et ass ëmmer, Här Wolter, ...

*(Coups de cloche de la présidence)*

... et ass ëmmer gutt, et sinn der ëmmer, déi d'Ausnam duerstellen, dat ass richtig.

*(Interruption par M. Michel Wolter)*

Mee Dir sidd awer wirklech eng Ausnam an där Hinsicht.

Fir de Rescht fanne mir dee Projet hei natierlech gutt, well d'Welt ass ronn, och wa verschidde Leit mengen, d'Welt wär platt an net ronn. Mir mengen, datt se ronn ass, a well se ronn ass, dréit se, a si dréit weider, a si dréit och technologesch weider, an ech mengen, datt mer hei déi richtig Decisiounen huelen.

Et ass wichteg, datt mer Reserven hunn. Effektiv, souguer déi Zäit, déi drasteet, do kann ee soen: „Dat ass vill!“ Mee deemno, wat géif passéieren, kann et schonn enk ginn, dat ass richtig. Mee mir fannen awer, datt dee Projet hei an déi richtig Richtung geet, well en einfach och d'Zukunft mataplangt. An duerfir si mer och derfir.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Bausch. Dann ass et um Här Marc Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Och mir wäerten e matstëmmen, och wa mer gären eng aner Strategie fir eis Fortbewegungsmittelen hätten. Et ass jo e bësse paradox, dass mer eis Reserven elo méi no huelen, well duerch de Klimawandel d'Schéffer net méi kënne fueren an deementsprechend mer dat heite Gesetz musse maachen. Well de Klimawandel weist eis, dass de Pétrol net méi soll weider benotzt ginn!

Ech sinn och frou, dass a menger Nopeschgemeng zu Käerjeng keen neit Pétrolslager entstanen ass, well mir Piraten sinn der Meenung, dass et en Auslafmodell ass an dass et net d'Zukunft ass.

Ech weess, d'ADR gesäit dat anescht. Si géife gären an all Gemeng elo Pétrolsreserve bauen. Dat ass och Äert politesch Recht. Do däerf jo jidderee maachen an denken, wéi e wëll.

Mir stëmmen dat heite mat, och wa mer der fester Iwwerzeugung sinn, dass mer geschwé wäerten aus dem Pétrol eraus sinn.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Goergen. An dann ass et um Här David Wagner.

*(Interruption)*

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Mir wäerten dese Projet de loi och matstëmmen, mee mir wollten natierlech och e puer Gedanke mat op de Wee bréngen.

Wa mer eis dee Projet de loi ukucken, da kënnt een tatsächlech net derlaanscht, fir e puer Remarken ze maachen. Den Här Rapporteur ass jo drop agaangen, en huet zwou Ursache genannt, firwat d'Regierung déi Gesetzesinitiativ geholl huet: et sinn engersäits zum Beispill déi sozial Konflikter a Frankräich – en huet vun de Gilets jaunes geschwat – an dann anerersäits och de Peegelstand vun Rhäin, deen eeben erofgeet. Den Här Goergen ass e bëssen dorop agaangen.

Ech wäert dat och maachen, well, jo, d'Verbrenne vu Pétrol setzt CO<sub>2</sub> fräi. An den CO<sub>2</sub>, deen do fräigesat gëtt, perturbéiert de Klima, bréngt de Klima duerjerneen. Dat ass e wëssenschaftleche Fakt, dee keen a Fro stellt, op jiddwer Fall kee mat gesondem Mënscheverstand. An doduerch, datt de Klima duerjernee geréit, kënnt et natierlech dann och zu soziale Konflikter. Well d'Gilets jaunes, dat hat jo och eppes domadder ze dinn, mat der CO<sub>2</sub>-Tax et cetera. Da kënnt et zu soziale Konflikter. An et kënnt dann eeben och zu natierleche Phenomeener wéi dem Peegelstand vun engem Floss, deen erofgeet.

Déi Fro stellt sech natierlech och bei Atomenergie, well Atomenergie funktionéiert jo och mat Waasser, dat vun de Flëss kënnt.

Dat heescht, jo, do hu mer e Problem. Mir sinn nach ëmmer ofhängeg vum Pétrol, an déi Ofhängegkeet wäert deemno wéi nach méi sozial Konflikter produzéieren an nach méi natierlechen Duerjerneen. Dat huet och domadder ze dinn, datt mer vill ze vill lues mam Ausbau vun den erneierbaren Energië virginn, vill ze vill lues si bei der Renovatioun vun de Gebaier, vill ze vill lues bei der Dekarboniséierung vun eiser Industrie, vill ze vill lues beim Ausbau vun den öffentlechen Transportmittlem. An dofir bleiwe mer dann ze vill ofhängeg vum Verbrenne vum Pétrol, deen een d'ailleurs aneschters kéint asetzen. Mee dat ass nach eng aner Diskussioun.

Ech soen Iech Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wagner. Dann hu mer d'Lëscht vun den ageschriwwene Riedner ofgeschloss.

An dann hätt d'Regierung d'Wuert.

### **Prise de position du Gouvernement**

**M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmools, Här President. Ech soe fir déi grouss Zoustëmmung villmools Merci. Ech mengen, dass dat heiten e Gesetz ass, dat eebe grad d'Versuerungssécherheet fir Lëtzebuerg nach eng Kéier garantéiert, andeem mer et méi rapprochéieren, an ech mengen, dass dat scho vun alleguerten de Riedner ugeschwat ginn ass.

Et ass awer och en Text, deen an enger Linn ass domat, dass mer op den 1. Januar 2024 e Règlement grand-ducal geholl hunn, fir och do schonn Adaptatiounen ze maachen. An dat ass déi Fro, déi de Rapporteur opgeworf huet, wou et drëm geet: Wéi vill Sécherheet hu mer dann zu Lëtzebuerg um nationalen Territoire? Do ass vum 1. Januar un deen Delai vun 8 Deeg, déi mer mussen um Territoire national hunn, op 10 Deeg schonn eropgaangen. An do ass och schonn opgemaach ginn, dass mer eeben och méi kënne an d'Groussregioun eriwergoen, fir déi Stocken unzeleeën.

Ech wëll just hei bei där Diskussioun, déi opgeworf ginn ass, firwat mer dann net méi hei zu Lëtzebuerg bauen, den Appell maachen un déi Partei, déi dat lancéiert: Dir sidd jo selwer och a Gemengeréit vertrueden, Dir kënnt jo do ganz gäre Motiounen mat erabréngen, fir dass dann an deene Gemenge sollen d'Tanklageren ausgebaut ginn. Wann Der dann do positiv Äntwerten hutt, kommt Der bei mech, ganz gären!

*(Hilarité)*

Da kënne mer driwwer diskutéieren. Mee bis dohinner, mengen ech, ass de Wee, fir eis strateegesch Stocken opzebauen, net dee vu méi Stocken um Territoire national opzebauen. Mee de Wee dohinner ass fir ze soen, dass mer dekarboniséieren, andeem mer manner verbrauchen a soumat dann och de Stock,

dee mer brauchen, wäert erofgoen an dass et dann e ganz anere Wäert ass.

En attendant waarden ech dann dodrop a soe Merci fir déi breet Zoustëmmung.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Minister. An domat ass d'Diskussioun zu deemem Projet de loi ofgeschloss.

An éier mer elo zum Vott iwwert de Projet de loi kommen, froen ech Iech, ob Der alleguer agelogg sidd op Äre Posten, fir datt mer dee Vott och kënne uerdentlech durchféieren.

Wann dat de Fall ass, da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8275. Den Text steet am Document parlementaire 8275<sup>3</sup>.

### **Vote sur l'ensemble du projet de loi 8275 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänt elo un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. An de Vott ass elo ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmmen, 5 Abstenttiounen a keng Nee-Stëmm. Dese Projet de loi ass also ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen bei 5 Abstenttiounen.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Laurent Mosar), Alex Donnersbach (par M. Félix Eischen), Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par Mme Stéphanie Weydert), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par M. Maurice Bauer), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

*Se sont abstenus* : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## **9. 8375 – Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement secondaire classique**

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 8375 iwwert d'Afféierung vun dräi neie Sektioonen am Classique. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an also déi selwecht wéi beim Projet virdrun. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Paul Galles, d'Madamm Francine Closener, den Här Fred Keup, den Här Meris Sehovic, den Här Ben Polidori an den Här David Wagner. An d'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madamm Barbara Agostino, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

**Mme Barbara Agostino** (DP), rapportrice | Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 8375, ëm deen et haut geet, ass zwar e kuerze Gesetzesprojet, mee en huet doduerch net manner Relevanz, grad fir d'Schülerinnen an d'Schüler ass dem Enseignement secondaire classique, déi sech fir eng Sektioon entscheede mussen, déi hiren Ambitiounen, Fäegkeeten an Interessen entsprécht.

Eisen Usproch ass et, d'schoulesch Offer ze moderniséieren an ze diversifiéieren a se domat besser un d'gesellschaftlech Realitéit an Exigenzen unzepassen, awer och un déi individuell Talenter vun de Jugendlechen.

Dowéinst sollen dräi nei Sektioonen am Enseignement secondaire classique geschafe ginn, an dat, fir genau ze sinn, andeems dem Artikel 47 Alinea 4 vun der Loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement secondaire classique dräi Punkte bäigefügt ginn.

Éischtens gëtt eng nei Sektioon N fir Entrepreneuriat, Finanzen a Marketing geschaaft. Hei gëtt sech op den Entrepreneuriat an de Management konzentréiert souwéi op kommerziell Kompetenzen, de Marketing, d'finanziell Gestioon an d'Gestioon vun de Ressources humaines. D'Sektioon N setzt soumat de Schwéierpunkt op Interdisziplinaritéit, zum Beispill och duerch Projetswochen, duerch déi d'Schüler op d'Realéiteit vun Aarbechtsmarché solle virbereet ginn. Dës nei Sektioon ziilt dorop, d'Schüler op d'Erausforderunge vun enger Berufswelt virzubereeden, déi sech am permanente Wandel befënnt, besonnesch wéinst den technologesche Fortschrétt an der zouhuelender Digitaliséierung.

Déi zweet Sektioon, déi nei geschafe gëtt, ass d'Sektioon P fir kognitiv an human Wëssenschaften. Dës Sektioon kombinéiert en humanisteschen an e wëssenschaftlechen Unterrecht a verbënnt domat d'Science-humainé mat den Naturwëssenschaften. Hei geet et ënner anerem drëm, dass mat engem perséinleche Fuerschungsprojet vun de Schüler de Schwéierpunkt op d'Interdisziplinaritéit geluecht gëtt, andeems op d'Fuerderungen an d'Realéiteit vun den akadeemesche Studien agaange gëtt. Am Verlaf vun hiren Etüden entwéckelen d'Schüler technesch an theoretesch Kompetenze souwéi de kritesche Sënn, deen néideg ass, fir Donnéeën ze notzen, ze presentéieren an dorop baséiert Konklusiounen ze zéien. Zousätzlech geet et drëm, d'Sprochekompetenze vun de Schüler ze verbessern, souwuel am Mëndlechen, mee awer och am Schrëftlechen, an hir kulturell Kenntniss erweideren.

Als drëtt a lescht nei Sektioon gëtt d'Sektioon R agefouert, fir nohalteg Politick an Entwécklung. D'Kreatioun vun dëser Sektioon leet de Schwéierpunkt op d'Analys vun den internationale Bezéiungen an dem Verstoe vum Fonctionnement vun der aktueller Welt an den Erausforderungen, déi sech doraus erginn. En anerem Aspekt ass d'Entwécklung vun de Gesellschaften an d'Schäerfe vun kriteschen Denke vun de Schüler. Esou hunn d'Schüler d'Méiglechkeet, hir Analysfäegkeeten an de Beräicher Wirtschaft, Geschicht, Geografie, Philosophie a Soziologie ze entwéckelen, mam Zil, si gutt op d'Unistudien am Beräich vun de Sciences humaines, mat engem staarke Schwéierpunkt op d'international Bezéiungen, virzubereeden.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et sich nach ofschléissend ze soen, dass déi nei Sektioonen N an R elo schonns am Kader vun engem Projet fir pädagogesch Innovatioun am ECG, École de Commerce

et de Gestion, bezéiungsweis am Athénée de Luxembourg existéieren an duerchaus gutt ugeholl an ëmgesat goufen, fir d'Schüler beschtméiglech op hiren Diplom an eventuell weider Studien ze preparéieren.

Den Zougang zu dësen dräi neie Sektioone soll an all de Regione vum Land gläichermoosse méiglech sinn, fir eng ongläich Behandlung vun de Schüler, jee nodeems, a wéi enger Region si de Lycée besichen, auszuschléissen. Dëst soll elo net heeschen, dass all eenzelne Lycée all Sektioon ubitt, mee dass eng equilibréiert Offer an deene verschiddene Pole vun Enseignement secondaire classique am Norden, Süden an am Zentrum virgesinn ass.

D'DP-Fraktioun gëtt soumat hiren Accord zu dësem Gesetzprojet. Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Agostino, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport.

An éischten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Paul Galles.

**Discussion générale**

**M. Paul Galles** (CSV) | Merci villmoos, Här President. De Rapport war gutt, dass heescht, do ass alles gesot. Mee et ass interessant, et sinn dräi interessant Sektioonen, déi hei nei agefouert ginn. Eigentlech ass jo déi Sektioon N eng Sektioon, déi bal maassgeschneidert ass op déi Lëtzebuerger Spezifisitéiten, déi mer ekonomesch hei zu Lëtzebuerg hunn, an eng Sektioon P, déi eng wierklech interessant d'Kombinatioun mécht tëschent Geeschteswëssenschaften an Naturwëssenschaften. Oft ginn déi ganz artificiell getrennt. An dann eeben eng Sektioon R, déi interessant ass an deem Sënn, dass awer d'Nohaltegkeet ëmmer méi gesi gëtt als eigentlech d'Basis vun der Politick, also déi dräi Saile vun der Nohaltegkeet – Soziales, Ökologie, Ökonomie – als Saile vun der Politick. An dat ass eng wierklech interessant Kombinatioun.

Ech hat mech just am Cours de route vun dësem Gesetzprojet dunn eng Kéier gefrot, wéi mer driwwer diskutéiert hunn, wéi d'Afféierung vun deenen dräi Sektioone géif dann zesummepasse mat dem Plang vun der Regierung, fir eng Kéier och ze testen, wat et géif heeschen, wann een d'Sektioone géif ofschafen.

Ech hat dozou eng Question parlementaire dozou gestallt, a wann ech dat richteg verstanen hunn, da seet d'Regierung eeben: „Déi heite Sektioone ware virgesinn, déi regulariséiere mer elo. Mir maachen dee Prozess op en Enn an da gëtt an engem Pilotprojet dat probéiert, fir d'Sektioonen emol eng Kéier ewechzehuelen an och d'Schüler dann op eng aner Aart a Weis dann op hir Zukunft virzubereeden, besonnesch well ee weess, dass d'Berufsbiller haut awer ganz duerchlässig sinn an dass et ganz vill Changementer gëtt.“

Mir ënnerstëtzen dëse Gesetzesprojet. Mir fannen et awer och interessant, dass et dee Pilotprojet do soll ginn. A mir wäerten en och mat ganz vill Opmierksamkeet konstruktiv begleeden an eis dat och ukucken. An domat ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Galles. An elo huet d'Wuert: d'Madamm Francine Closener. Madamm Closener.

**Mme Francine Closener** (LSAP) | Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, N, P an R, sou

heeschen also déi dräi nei Sektioonen, déi mat dësem Projet am Enseignement secondaire classique agefouert ginn. Déi dräi nei Sektioone si ganz kloer um Bols vun der Zäit. D'Rapportrice ass am Detail dorobber agaangen.

Et si Schoulen, also den Terrain selwer, déi jo Demandeuren waren, well eebe sou vill Interêt bei deene Jonken ass fir esou Sektioonen an och well den Aarbechtsmaart Opportunitéiten an deene genannte Beräicher bitt. Dat ass eng gutt Saach an duerfir stëmme mir dee Projet och mat an der Hoffnung, dass déi Sektioonen dann effektiv a méi wéi a jee weils engem eenzege Lycée ugebuede ginn. Eng equilibréiert Offer, huet d'Rapportrice gesot, dass gesi mir och esou.

Ech wëll och op dëser Plaz betounen, dass mer generell eng breet an divers Offer fir Lycéesschülerinnen a -schüler begrëssen, net nëmme, well d'Première jo eng Virbereedung fir d'Uni ass, mee virun allem, well ee ganz einfach besser léiert, wann ee sech och fir de Contenu interesséiert. Esou wäit, esou gutt.

Här President, et ginn also nees nei Sektioonen agefouert. Dat war jo an de leschte Jore schon Trend. Gläichzäitig steet awer am Koalitiounsaccord, dass en organisatorescht Konzept soll ausgeschafft ginn, fir d'Sektioonen am Classique ofzeschaffen. Dee Konzept soll fir d'éischt an engem oder méi Pilotlycéeë getest an duerno dann eventuell an alle Classiquen agefouert ginn.

De Minister gesäit doranner kee Widdersproch, wéi eis an der Kommissioun gesot huet. Allerdéngs ass do net jiddereen där selwechter Meenung. Well wat ass da lo d'Richtung, an déi eisen Educatiounssystem am Secondaire geet? Wëlle mer iwwerall eng breet Offer u Sektioonen? Oder wëlle mer just e Stack u Pflichtfächer an da Wälfächer?

Natierlech wier et en Defi, fir elo ganz ëmzeschwenken op e System vu Pflicht- a Wälfächer. Natierlech muss een och esou engem System den Entréeticket behale fir op d'Uni, also de Premièresdiplom dāerf net u Wäert verléieren. An natierlech ass et ganz sécher organisatoresch e groussen Defi. All dat huet de Minister och betount an eiser Kommissioun a féiert, wéi gesot, elo nei Sektioonen an.

Duerfir muss awer d'Fro erlaabt sinn: Ass dee Pilotprojet éiere keng Prioritéit fir den Educatiounsministère? A wann nee, ass en da just an de Koalitiounsaccord stoe komm, fir dem Koalitiounspartner eng kleng Freed ze maachen? Deen Androck gëtt ee jiddefalls net esou ganz lass.

Eis ass scho bewosst, dass esou e Konzept net fir haut a muer ass. Dat Ganzt muss gutt iwwerluecht, gutt geplangt a mat Wäitsicht gemaach ginn. Eisen Educatiounssystem – all Educatiounssystem – ännert schliisslech net all gutt Schouljoer. Mir wieren awer ganz frou, ze wëssen, op wéi enger Zäitschinn mir eis dann hei sou beweegen. Kann den Här Minister eis soen, wéini soll e Konzept presentéiert ginn, wéini de Pilotprojet gestart gëtt? Oder anescht gefrot: Wäerten déi Schülerinnen a Schüler, déi sech bei der nächster Rentrée fir d'Sektioon N, P oder R decidéieren, och eng Première N, P oder R kënnen maachen? Oder sinn d'Sektioone bis dohinner vläicht dann awer schonn ofgeschafft?

Dat gesot, ginn ech den Accord vun der LSAP-Fraktioun fir dëse Projet. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Closener. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup.

**M. Fred Keup** (ADR) | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, jo, mir schafen – oder Dir



schaaft – elo erëm nei Sektioonen am Lycée. Mir hunn deemools ugefaange mat A, B, C, D. Do koumen E an F an A2, an dat ass duerno G ginn, an H net, an I gëtt et awer, an dann M, N, L gëtt et net. An elo R an da P an dann N. An ech schwätze mol guer net vun deem, wat et am Technique – pardon, am General – gëtt: GSE, GIG, GIN, GSN, GCC an esou weider an esou fort. An d'Fro ass einfach, fir et emol esou auszadrécken: Gëtt et hei am Land iwwerhaupt nach vill Leit, déi sech wierklech do auskennen a sech erëmfannen an deem ganzen, pardon, Kuddelmuddel vu Sektioonen, déi mir ewell hei am Land hunn?

Dat ka wuel alles am Einzelfall seng Berechtigung hunn. Et mécht d'Saach awer net méi einfach. An et mécht d'Saach zumools net méi einfach fir déi, déi sech manner gutt auskennen, an dat si jo ganz oft déi, déi am meeschte Problemer an der Schoul hunn. A grad fir d'Orientatioun, fir d'Versteesdemech vum ganze Schoulsystem, mengen ech, ass et wichteg, fir kloer Strukturen ze hunn. A wat ee méi Sektioone schaaft an d'Saach méi komplizéiert mécht, wat een eebe grad deene Leit, deenen een eebe grad am Fong am meeschte misst hëllef, guer net hëlleft. An dat ass hei de Fall.

Dofir si mer iwwerhaupt net begeeschtert vun dëser Saach, quitte dass mer natierlech dat gutt fanen, wann et Professe gëtt, déi sech a verschiddene Lycéee ganz engagéieren an nei Sektioone wëlle schafen. Mee da gëtt et déi an engem Lycée, an an engem Lycée hëlleft dat och kengem weider, well mir mussen awer kucken, dass déi Sektioonen iwwerall am ganze Land ugebuede ginn. Am ganze Land heescht op d'mannst am Süden, am Zentrum an am Norden oder vläicht nach am Osten. Da wiere mer bei dräi bis véier Lycéeeën.

Hei wier da meng Fro: Wéini si mer dann um Zäitpunkt ukomm, wou déi dräi Sektioonen hei och op d'mannst an dräi Lycéeeën am Land wäerten ugebuede ginn? Well et ass jo net nëmme, dass et ëm déi regional Opdeelung geet an d'Recht vun all Schüler, wierklech dann och op déi Sektioone ze goen, wou e wëll goen, an dass dat net dermat zesummenhänkt, dass en op enger Plaz wunnt an et dowéinst net kann.

Mee d'Fro ass och déi, wéi et dann duerno iwwerhaupt an der Praxis geet, well ech hunn dat selwer mol matgemaach: Dir musst jo dann eng triple Correction hunn am Premièresexamen. Wéi maacht Der déi dann, wann Der just eng Klass hutt? Wou gitt Der dann déi sichen, déi dat solle maachen? Dat si jo dann déi, déi dee Cours guer net kenne respektiv dat Fach net enseignéiert hunn. An iwwerhaupt, fir d'Examenkopien ze erstellen an esou weider an esou fort. Duerfir mengen ech, dass een allgemeng, wann een eng Sektioone schaaft, dat sollt direkt esou maachen, dass et op d'mannst an dräi, véier, fënnf, sechs Lycéeeën ass an net just an engem, well ech net gesinn, wéi dat soll och praktesch oflafen.

Ech mengen och allgemeng, dass et esou ass, dass d'Spezialisierung am jonken Alter net onbedéngt lo ... Et ass natierlech flott, wann ee seng Fächer ka wielen. Da kann een emol allegueren déi, wou ee manner gutt ass a wou et méi schwéier ass, ewechfale loosse. An esou ass et jo och, wéi déi meescht funktionéieren. Dat ass net béis gemengt, mee dat ass d'Realitéit. Mee d'Spezialisierung am jonken Alter, do muss een sech awer d'Fro stellen, ob dat wierklech och sënnvoll ass, ob et net wichteg ass, grad am Lycée eng méi allgemeng Bildung ze ginn an d'Spezialisierung duerno der Uni ze iwwerloossen.

Nach e klengt Wuert zum Schluss, och wat den Här Galles gesot huet: Nohaltegkeet. Ech mengen, all

déi Fächer, déi elo hei an deene Sektioonen an d'Vitrinn gestallt ginn, déi gëtt et jo och elo schonn, an eigentlech ass déi Sektioone, also dat R, Geschicht, Geografie, ass net wäit ewech vun enger G-Sektioone. An och op alle Klassen, a Geografie, a Geschicht, an esou weider an esou fort, gëtt jo och Nohaltegkeet gemaach, politesch Saachen am Kontext, an esou weider an esou fort, fir d'Welt ze verstoen, déi ... Ech mengen och, et muss ee ganz kloer soen: Mat deene Sektioonen hei, déi een hei schaaft, erfënnt een och elo net wierklech eppes groussaarteg Neits.

Dat gesot, soen ech Iech Merci. A mir enthalen eis.

**M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!**

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup.** Dann ass d'Wuert elo fir den Här Meris Sehovic. Dir hutt fënnf Minutten.

*(Hilarité)*

**M. Meris Sehovic (déi gréng) | Merci, Här President.** Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Aféierung vun dräi neie Sektioonen am Secondaire classique geet nach op Initiativen aus der leschter Legislaturperiode zréck, ass jo och schonn op verschiddene Plazen am Land haut scho Realitéit a virun allem ass, an dat ass virdu scho gesot ginn, eng Demande och vum Terrain. Dofir ass d'Saach haut net ganz komplizéiert. An dat direkt viwech: Ech ginn am Numm vun deene Gréngen hei an der Chamber den Accord fir dese Projet de loi.

Wat ech am Kontext vun dëser Initiativ awer méi grondsätzlech wëll ze bedenke ginn, ass Folgendes: Duerch d'Villzuel vun neien Initiativen a Pilotprojeten ass d'Komplexitéit vum öffentleche Schoulsystem esou lues op engem Punkt ukomm, wou d'Kohärenz an och d'Verständlechkeet vum System un hir Limite kënn a wou sech och verschidde Problemer zuspëtzen. Zwee gutt Beispiller dofir aus den Avice vun der Chambre des Saliarisés an och vun der Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics zum virleiende Projet de loi:

Déi nei Sektioone gi just op e puer Plazen am Land ugebueden. De Minister huet eis an der Kommissioun verséichert, dass Efforte gemaach ginn, fir op d'mannst eng Offer ze hunn allkéiers an der Nordstad, am Zentrum an am Süden. Mee mir stellen eis awer Froen, ob a wéi genee dat soll oflafen. Do gëtt et am Moment wéineg Konkreetes.

D'zousätzlech Fräiheet vun de Lycéeeën, fir déi eenzel Sektioonen nach individuell auszegestalten, op d'mannst zum Deel individuell auszegestalten, vergréissert nach d'Komplexitéit vum System uechtert d'Land fir d'Schüler, mee och fir d'Vergläichbarkeet vun den Diplomer.

Dass d'Kohärenz vum ganze Bildungssystem mat de ville Pilotprojeten an Deelreforme Schwierigkeete mat sech bréngt, dat gesäit een och op der Uni.lu, zum Beispill wann Absolventinnen an Absolvente vun öffentlechen internationale Schoulen hei zu Lëtzebuerg net kënnen op der Uni.lu studéieren, well se déi dräi néideg Sproochen net op deem néidegen Niveau beherrschen. D'Joëlle Welfring hat an deem Kontext schonn Ufank des Jores eng Question parlementaire gestallt.

Mir sinn dowéinst, Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, der Meenung, dass et an noer Zukunft erëm muss zu enger Synthes kommen, zu enger Harmonisierung an zu enger ganzheetlecher Weiderentwécklung vun eisem öffentleche Schoulsystem. Mir sinn dobäi net aleng: Beim groussen Debat hei am Haus zum Enn vun der leschter Legislaturperiode ware quasi all Parteien hei am Haus sech eens, dass et un der Zäit ass, fir de System méi ganzheetlech ze maachen, amplaz ëmmer weider Pilotprojeten

ze lancéieren. Mir solle vun den öffentlechen Europaschoule knäipen an déi gutt Saachen doraus an eis traditionell Schoulen iwwerhuelen, dat sot sënngeméiss deemools d'Martine Hansen als bildungspolitesch Spriecherin vun der CSV.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir maachen eis haut awer Suergen, ob d'DP an d'CSV do net éischer riskéieren, an déi falsch Richtung ze schaffen, obwuel se et jo, wéi d'Martine Hansen deemools, eigentlech misste besser wëssen. Dat gesäit een zum Beispill bei der projetéierter Ofschaffung vun de Sektioonen, sou wéi se am Koalitionsaccord steet. Do krut de Minister Meisch jo eigentlech zimmlech séier, am Kontext och vun deem heite Projet de loi, direkt eng Question parlementaire vun enger Majoritéitsdeputéierten ëm d'Oueren, wou gefrot gëtt, ob déi dräi nei Sektioonen, iwwert déi mer haut schwätzen, net am Widdersproch géife stoe mat deem, wat am Koalitionsaccord ofgemaach ass.

Här Minister, kënn mir doraus schléissen, dass dee Punkt Iech vun der CSV méi oder manner eigentlech opgezongwe gouf am Kader vun de Koalitionsverhandlungen? Mir ginn dat Kräfteverhältnis an der Koalitioun an där Fro leider ni esou richtig gewuer, vu dass de Premier Luc Frieden systematesch eigentlech de Sujet vun der Bildungspolitik bei senger grouse Rieden – État de la nation, Regierungserklärung – léns leie léisst. Mir froen eis dofir, wéi dës Regierung et wëll packen, fir eigentlech dat ze maachen, woufir d'CSV sech hei am Haus jorelaang staarkgemaach huet, nämlech eise System ze moderniséieren, ouni en ze zersplitteren an ouni en iwwerzestrapazéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir hoffen och, dass mer bei dese Froen an Zukunft net wéi an der Kommissioun bei all Geleeënheet gesot kréien, mir missten op déi Zäit no 2029, also op eng nächst Regierung, waarden. Do deelen ech – a mir Gréng – dee Constat, deen hei an der Chamber eebe wéi gesot virun engem Joer scho gemaach ginn ass: De Moment fir deen Effort kann net méi éiweg waarden. De System stéisst u seng Grenzen a mir erwaarden eis vun der Regierung, dass si eis, deene Jonken, hiren Elteren an och dem Personal vun der Éducation nationale Äntwerte gëtt op dës wichteg Froen. A wann de Minister wëll, da kann en haut schonn domadder ufänken.

Ech soen Iech Merci.

**Plusieurs voix | Très bien!**

**M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Sehovic.** An d'Wuert ass elo fir den Här Ben Polidori.

**M. Ben Polidori (Piraten) | Jo, Merci, Här President.** Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Projet sinn ech e bëssen hin- an hiergerappt. Déi eng Säit gesi mer: Jo, mir maachen de Choix vun de Schülerinnen a Schüler elo méi grouss. Mir wëssen awer och haut, dass mer scho ganz vill Schülerinnen a Schüler hunn, déi et schwéier hunn, sech iwwerhaupt kënnen ze entscheeden, iwwerhaupt eng Sektioone ze wielen. Mat dësem Projet maache mer et deenen nach méi schwéier. Natierlech gëtt et där enger an där anerer. Déi eng wësse ganz kloer vun viraan, wat se wëlle maachen. Déi hätte sech och an den aktuelle Sektioonen, denken ech, gutt erëmfonnt. Dofir mengen ech, dass dat lo an deem Aspekt lo net e megapositive Punkt ass.

Den anere Volet sinn natierlech och nach d'Inegalitéiten, déi mer hunn, wou mer schonn haut Sektioonen hunn, déi net am ganze Land, wéi och scho vu menge Virriedner gesot gouf, proposéiert ginn an, denken ech, och net mat deem heite Projet a mat deenen heite Sektioone wäerte kënn proposéiert ginn. Dat

emol zu deenen – wéi ech emol denken – e bësse méi negative Punkten.

Natierlech positiv, wéi och scho vum Här Galles gesot: Mir schafen heimadder méi eng grouss schoulesch Offer. Mir passen eis de berufflechen Ufuerderungen natierlech och un. Dat gesi mer ganz kloer als positiv. Mir bereeden domadder natierlech och d'Schüler vläicht méi spezifesch a qualitativ besser schonn op hir Zukunft vir.

Perséinlech soen ech awer, hätte mer besser gehat, mir hätten ons, wéi och scho vum Här Sehovic gesot, dorop konzentréiert, wéi och am Koalitiounsaccord steet, déi ganz Sektiounen emol eng Kéier ganz konkret ze iwwerdenken an deementspriedend vläicht op e moduläre System oder e ganz anere System iwwerzegoen. Den Här Minister huet jo och an der Kommissioun gesot, e géif et gäre maachen. Do-wéinst wär einfach onse Wonsch éischter gewiescht, mir hätten eis dorobber konzentréiert an eis ganz Energie dorobber gesat, wéi elo dese Projet nach à court terme ze stëmmen. Well ech denken, wa mer dëst an engem oder zwee Joer evaluéieren – et ass jo e Pilotprojet –, sinn ech gespaant, ob mer effektiv esou e grouss Succès hunn an de Schoulen a Klassen, wéi mer en ons allegueren hei erwaarden.

Bon, dëst awer gesot, wäerte mer awer och dese Projet matdroen, well mer awer net wëllen d'Schülerinnen an d'Schüler blockéieren, sech an eng Sektioon kënnen anzuschreiwen, déi am Beschte bei si passt. Merci.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Ganz gutt!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Polidori. Dann ass d'Wuert fir den Här David Wagner. Här Wagner.

**M. David Wagner** (déi Lénk) | Merci, Här President. Et ass net evident, eng Entscheidung ze treffen, an ech erklären Iech firwat. Mir wäerten dee Projet de loi matstëmmen, mee ouni gréisseren Enthusiasmus. Et ass virdu gesot ginn, och vun der Madamm Rapportrice, dass u sech och déi nei Sektiounen, N, P, R – mir hu geschwënn dat ganz Alphabet duerch, dofir wëllt den Här Minister warscheinlech esou laang an deem Ministère bleiwen, et ass vläicht e perséinlecht Zil –, ...

*(Hilarité)*

... dass dat ka vläicht de Schüler erlaben, no hire Goûten, no hire Capacitéite sech besser virzebereeden, fir duerno op d'Uni ze goen. An do ass schonn alles gesot ginn.

D'Première ass u sech net vill wäert, wann een herno net op d'Uni geet. Dach! Et ass net, dass ee guer nääscht ka maachen, mee dat gëtt oft net gesot. A wourobber wëll ech eraus? Dat ass, dass mer nach ëmmer e Problem, e fundamentale Problem hunn hei zu Lëtzebuerg am schoulesche System, deen een an de 70er-Jore versicht huet ze léisen, enger Zäit, wou och festgestallt ginn ass, dass de Lëtzebuurger Schoulsystem u sech e ganz inegalitäre System ass an e System ass, deen immens vill sozial Inegalitéite reproduzéiert. Dat war déi faméis Étude MAGRIP, déi schonn iwwer 50 Joer al ass. Et huet sech nach net vill geännert a Wierklechkeet.

Ech hat viru Kuerzem eng Kéier d'Méiglechkeet ... Mäin Neveu ass 13 Joer al, 12, 13 Joer an dee geet elo an de Lycée. Ech hu mech e bëssen drëms bekëmmert. Ech hu gekuckt: Fondamentelement sinn u sech vill Reforme geschitt, mee fundamentalement par rapport zu menger Zäit, wou et souguer nach en Opnamsexame gouf, fir an den Technique oder de Classique ze goen, huet sech u sech net vill geännert. D'Kanner ginn nach ëmmer opgrond vun

deene selwechte Krittäre selektionéiert, fir duerno an de Lycée ze goen, an de Classique an an de General, déi an der Theorie jo gläichgesat ginn. An der Praxis awer ass et eeben esou, dass ... Voilà, et gouf jo och deemools gesot, den Exame vum Classique wär jo e bësse méi schwéier an dee vum Technique méi liicht. Dat seet schonn alles.

Dat heescht, mir hunn eng Segregatioun. Mat zwielef Joer gi Kanner op eng Bunn gesat, Classique oder Technique, Akademiker – zukünfteg Akademiker – oder Handwierker et cetera. An et vergësst ee komplett, dass mat zwielef Joer ... Also mat zwielef Joer woussst ech och nach net, wat ech géif ginn. Dach, ech wollt Filmstar ginn, mee bon, voilà, et ass nääscht aus mer ginn an elo sinn ech hei.

*(Hilarité)*

Mee mat zwielef Joer wëssen déi meescht Kanner jo net, wat se wëlle maachen. Vlächcht wëlle se eng akadeemesch Bunn maachen oder eng méi intellektuell. Vlächcht si se éischter interesséiert, fir en handwierkleche Beruff ze maachen, an et gëtt jo vill gesicht an där Kategorie. Mee nee, meeschtens ass et ze spéit. An heiansdo mierke se och, wa se op Première sinn, dass se vlächcht och keng Loscht hunn – dass kann een och verstoen –, duerno weider op d'Uni studéieren ze goen, respektiv vlächcht wiere se gäre Kach ginn oder ... An ëmgedréit, et ass een am Technique an et wier ee vlächcht ... Et kann een och mat enger Treizième deemno wéi nach ëmmer op d'Uni goen, mee et ass méi schwéier.

Dat heescht, et gëtt een op eng Bunn gesat. Dat heescht, mir huelen de Kanner déi Méiglechkeet ewech, lues a lues kënnen ze entscheeden, a wat fir eng Richtung se ginn. An ech sot: Et gouf an de 70er-Jore versicht, dass duerch d'Gesamtschoul ze reegelen. Dass war déi faméis sozial-liberal Koalitioun. Déi huet versicht, dass ze maachen. D'CSV huet dat sabordéiert, an dorënner leiden nach ëmmer Generatiounen vu Kanner.

An ech weess, dass dat e rout Duch ass. An et wëllt ni een doriwwer schwätzen. Ech schwätzen dat allkéiers un, et kritt een ni eng Äntwert, well et ass e rout Duch. Ech krut eng Kéier vun enger eëemoleger Educatiounsministesch gesot, wéi ech nach Journalist war, jo, dass wier richtig, dass misst ee maachen. Mee gewëssen Eltere wëilten dass zum Beispill net – ëm Gottes wëllen –, dass hir Kanner, déi am Classique sinn, géife gemëscht gi mat Kanner aus dem Technique.

Mee ech mengen, déi Noss muss een awer iergend eng Kéier knacken a lues a lues duerno zum Beispill d'Kanner nach weiderhin, wéinstens am Cycle inférieure, zesummenhalen, och de Kanner d'Méiglechkeet ginn – all de Kanner! –, souwuel handwierklech wéi och intellektuell Aktivitéiten ze maachen, fir e Choix kënnen ze treffen a fir weiderhin duerno sech besser ze forméieren. An ech mengen, dass bréngt vill méi duerno wéi déi Panoplie vu Sektiounen, déi gegrennt ginn, prinzipiell. Dass hëllef u sech an der Orientéierung vill méi. Natierlech gëtt et Passerellen, mee ech mengen, déi si meeschtens net effikass. Voilà.

Mir wäerten dee Projet de loi trotzdem matstëmmen, well mir wëssen, dass et och Enseignante gëtt, déi sech Méi ginn, déi Projete versichen ze maachen. An et kann och flott si fir e Schüler, deemno wéi, sech méi mat Fächer auserneezenesetzen duerno op Première oder souguer op Deuxième, Première an esou weider, déi e méi interesséieren. Also dass hätt ech och vlächcht léiwier gehat. Mee ech mengen, de reale Problem muss un der Wuerzel ugepaakt ginn an dofir brauche mer eng Gesamtschoul.

Ech soen Iech Merci.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Wagner.

Dann huet elo d'Regierung d'Wuert. Här Minister.

**Prise de position du Gouvernement**

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dass heiten ass e Stéck Innovatioun vun ënnen. An et ass vun e puer Virriedner betount ginn, dass et Initiative sinn a Projeten a Gedanken, déi gemaach goufe vun Enseignanten an eise Schoulen, am classesche Lycée, fir eeben eng nei Sektioon ze maachen, mee allkéiers eng Sektioon, déi awer och esou orientéiert ass, dass kloer e Lach och gefëllt ginn ass. An eigentlech ass et onverständlech, dass et bis d'Joer 2024 gebraucht huet, bis mer eng Sektioon geschafen hunn – offiziell dann haut geschafen hunn –, déi sech ronderëm d'Gesellschaftswissenschaften am classesche Lycée dach awer orientéiert, well dat eng Fachrichtung ass, déi zum Beispill déi Jonk awer herno ganz gäre studéieren ginn. Mee de classesche Lycée huet awer gemaach, wéi wann dass eigentlech net géif existéieren.

Ech wëll och betounen, dass et, mengen ech, kee Widersproch ass, fir dass heite Gesetz elo ze stëmmen. Dass heite si jo effektiv Iwwerleeungen, déi an der leschter Legislaturperiode gemaach goufen. Mir hunn dass als Pilotprojet gestart. Wa mer elo eng nei Iwwerleeung maachen, fir duerno de Sektionssystem duerch e Fächerwalsystem – loosst eis et emol esou nennen – ofzeschaffen, solle mer dann elo einfach dass heiten net méi fest an eis Gesetzgebung huelen? Solle mer guer nääscht méi änneren, bis mer dann eng Kéier e Pilotprojet stoen hunn, bis mer deen dann eng Kéier evaluéiert hunn? An ech denken, de Bon sens géif jo awer mol soen, fir dee propper kënnen ze evaluéieren, bräichte mer op d'mannst ee Joergang, dee vun Troisième, Deuxième, Première, deen dass dann duerchlaf hätt, eng Phas, wou mer dass kéinten evaluéieren – vlächcht wär et och net allze falsch, fir zwee Joergäng ze maachen –, an da wäre mer schon e gutt Stéck méi wäit, nämlech an der nächster Legislaturperiode, bis mer dann dorausser Konklusiounen géifen zéien.

Oder mengt Der wierklech, Dir Dammen an Dir Hären, mir kéinten eis elo hei beieneesetzen a mir géifen um wäisse Blat en neie System hei entwéckelen an ausdenken an dee géife mer einfach esou duerch eng Decisioun, déi mer hei zesummen huelen, einfach esou vun uewen erof ëmsetzen? Dass ass, mengen ech, de Contraire vun deem, dass dass heiten ass. Dass wär keng Innovatioun vun ënnen. An duerfir plädéieren ech derfir, dass heiten elo ze stëmmen a gläichzäiteg driwwer nozedenken, ob mer net nach aner Weeër kënnen goen. An ech wëll dozou nach e Wuert dozou soen.

Ech denken och, dass et kee Widersproch ass, well hei schafe mer jo net nëmmen nei Sektiounen. Mir schafen och am classesche Lycée nei Fächer. A wa mer duerno eng Kéier an de System géifen eriwierwiesselen, wou mer Walfächer hätten an den eenzelne Schüler sech méi konkret kéint säin eegene Programm zesummenstellen – woubäi ech guer net elo wëll drop agoen, wéi dass dann herno soll a kann iwwerhaupt goen –, dass hätte mer hei nei Fächer geschafen, déi een natierlech dann och kéint wielen. A wa mer hei Sektioone schafen, wou mer e Lach fëllen, well keng Offer do ass, dann hu mer och hei Fächer geschafen domadder, wou mer och Lächer fëllen am classesche Lycée, an dass géif eis och hëllefen, dass duerno méi eng komplett Offer u Fächer kënnen zur Verfügung ze stellen, wann et dann zu deem dote Choix kënn.



Ob mer elo ze vill Choix hunn oder net genuch Choix bei eise Sektioonen – mir forcéiere keen, op eng nei Sektiooun ze goen. Also, all Schüler kann nach ëmmer op eng A-, B-, C-, D- an E- an F-Sektiooun goen, wann en dat da wënscht, wann en also mengt, dat wär dat, wat him géif leien. Ech muss awer soen, datt ech ganz dacks héieren hunn: „Ech hunn déi do Sektiooun gewielt, well déi an déi an déi eigentlech net a Fro komm si fir mech, well déi mer näischt gesot hunn.“ An emol éierlech, wem ass et net esou gaangen? An zanterdem mer awer eng Rei vun neie Sektioonen hunn, begéinen ech awer och ëmmer ganz vill Leit, déi soen: „A, déi dote Sektiooun, déi hätt ech awer warscheinlech gewielt, wann et se bei mir scho ginn hätt.“

Duerfir mengen ech awer, datt et net esou falsch ass, deen dote Wee ze goen an a Fonctiooun vun den Interessien, vun den Talenter a vun der Motivatioun vun de Schüler och am klassesche Lycée eeben deementsprechend Sektioonen unzebidden. Datt dat eng Erausforderung mat sech bréngt duerno am Domän vun der Orientatioun, ass evident. An do musse mer natierlech kucken, datt mer déi Offere bekannt maachen, och bekannt maache bei deene Schülerinnen a Schüler, déi se vläicht net an hirem eegene Gebai hunn, jo, a mir sollen och kucken, datt mer landeswäit eng Offer hunn, déi equivalent ass.

Hei hu mer Sektioonen, zwou vun deenen dräi op d'mannst, déi wierklech d'Initiativ vun de Schoule sinn. Bei där drëtter, der P-Sektiooun, war de Ministère nach éischter de Motor, well mer gesot hunn: Do brauche mer elo eppes. An duerfir hu mer direkt och do an dräi Schoulgebaier jo gestart. Déi aner komme jeeeweils aus enger Schoul. An d'Reegel, déi mer deene Schoulen awer och wëllen zougustoen, soe mer mol esou, dat ass, datt mer dräi Joer da waarden, éier mer se duerno opmaachen an aner Lycéeën se dann och kënnen offréieren, fir datt se sech emol fest etabléiert huet, och an deem Lycée, wou mer se dann op d'mannst lancéiert hunn an och do eng éischte Kéier d'Experienz gemaach hunn – ech mengen, dass och d'Experienz vum Premièrsexame wäertvoll ass –, éier aner Lycéeën do géifen nozéien.

Hei ass elo probéiert ginn, iergendwéi sou un dësem Sujet ze zéien an ze spekuléieren a mol Vermuddungen unstellen, datt et tëscht CSV an DP hei eng Divergence de vues géif ginn. An eisem Regierungsprogramm stinn zwou Saachen heizou:

Et steet do, datt mer déi besteend Sektioonen – an déi heite fonctionéiere jo schon um Terrain, mir schafen elo eigentlech eppes Definitives, wat als Pilotprojet scho geschaf gouf – landeswäit iwwerall wëilten ubidden, fir datt mer eng equivalent Offer hunn. Dee Saz steet an eisem Regierungsprogramm. A mat dësem Gesetz maache mer dat haut.

An eisem Regierungsprogramm steet och, datt mer e Pilotprojet géife lancéieren, fir eeben ze kucken, ob mer an eisem klassesche Lycée d'Sektioone kënnen ersetzen duerch e System vu Walfächer, wéi mer en zum Beispill an Nopeschlänner hunn, wéi mer en zum Beispill och an den Europaschoulen hunn. Och dee Saz steet an eisem Regierungsprogramm. Bëid Sätz sinn aus dem Walprogramm vun enger vun deenen zwou Parteien, an et ass net dee vu menger Partei, well ech Tech soen. Also haalt wannechgelift op, hei kënschtlech e Gruet wëllen ze entdecken, deen et eigentlech esou net gétt!

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech si frou, trotz deene klunge Spillereien do, datt et awer méi eng breet Zoustëmmung hei zu deem Projet gétt. Fir mech

ass et nach eng Kéier wichteg, datt mer net nëmme am klassesche Lycée, mee och am General eng breet Offer hu fir méi Schülerinnen a Schüler, déi mer jo och hunn. An dat solle mer ausnotzen, fir domadder eise System a Fonctiooun vun hiren Interessien an hirer Motivatioun kënnen weiderzuentwéckelen.

Villmools merci.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Minister. Den Här Polidori wëll Iech eng Fro stellen. Wëllt Der se unhuelen?

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech kucken emol, wat et ass.

(Hilarité)

**M. Claude Wiseler**, Président | Jo, nee. Wa se bis gestallt ass, wär et gutt, wann Der se géift beäntweren. Här Polidori.

**M. Ben Polidori** (Piraten) | Merci. Ech hätt just nach eng Verständnisfro. Dir hutt elo gesot zu de Sektioonen R an N ... Déi si jo aktuell schon an zwee Lycéeën schon disponibel. Ech hu jo richteg verstanen, dass déi déi nächst dräi Joer mol just an deene Lycéeën wäerte sinn, bevür Der se wëllt ausbauen op aner Lycéeën.

**M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | Ech hu gesot, datt de Grondprinzip, dee mer normalerweis deene Lycéeën zougestinn, déi mat esou Initiative kommen – an dat ass schon eng Aarbecht, do sëtzen Enseignanten net nëmme Stonnen, mee Deeg a Woche beieneen, bis dat dote steet –, deen ass, datt si déi Offer als Offre unique während dräi Joer kënnen maachen. Elo leeft déi Zäit awer do schon, well Dir wësst, datt dat doten als Projet d'innovation pédagogique scho virun engem Joer respektiv virun zwee Joer lancéiert gouf, soudatt déi dräi Joer sech vun deem Moment u rechnen, soudatt an engem Joer respektiv an zwee Joer dann och aner Lycéeën dat dote kéinten ubidden.

Ech wëll och soen, dat ass net onbedéngt eppes, wat e Lycée elo vun haut op muer ka maachen. Mir hu bewost déi Lycéeën, déi d'P-Sektiooun ronderëm d'Geeschteswëssenschaften ubidden, esou erausgesicht, datt een och Enseignanten huet an deene Fächer, déi dat kënnen enseignéieren. Also ass och do schon eng gewësse Preparatioun dann noutwendeg, fir déi Enseignanten an esou enger Schoul ze hunn an dat da lues a lues kënnen opzebauen, soudatt dräi Joer och an deem Sënn absolutt räsonabel sinn.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Minister. Domat wäeren d'Diskussiounen zu dësem Projet ofgeschloss.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8375. Den Text steet am Document parlementaire 8375<sup>5</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 8375 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. An de Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 55 Jo-Stëmme, keng Nee-Stëmme a 5 Abstentiounen. Dëse Projet de loi ass also ugeholl mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen.

*Ont voté oui* : Mmes Diane Aedem, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Laurent Mosar), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Paul Galles), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar,

Marc Spautz, Charel Weiler (par M. Maurice Bauer), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;

Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;

M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz (par M. Georges Engel), Francine Closener, M. Yves Cruchten (par Mme Taina Bofferding), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par M. Dan Biancalana) ;

MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;

MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

*Se sont abstenus* : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

## 10. 8371 – Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles

Den nächste Punkt vum Ordre du jour ass de Projet de loi 8371, d'Émetze vun enger europäescher Direktiv iwwert d'Unerkennung vun de Qualifikatiounen vun den Infirmièren, déi a Rumänien ausgebild goufen. Ech erënnere Iech drun, datt no der Presentatioun vum Rapporteur ouni Diskussioun iwwert dëse Projet de loi ofgestëmmt gétt. An de Rapporteur huet 5 Minuten.

**Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Digitalisation**

**M. Gérard Schockmel** (DP), rapporteur | Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, tatsächlech: Bei dësem Projet de loi geet et ëm d'Gesetz vum 28. Oktober 2016 betreffend d'Unerkennung vun de professionelle Qualifikatiounen. Et geet ëm eng punktuell Upassung a si betrëfft de Paragraf 2 Artikel 33 vun dësem Gesetz.

Den 21. Mee dëst Joer hu mir dëse Projet presentéiert kritt an der Kommissioun an den 18. Juni 2024 huet d'Kommissioun de virleiende Rapport ugeholl.

Wourëm geet et? Et geet ëm d'Beruffsausbildung vun de rumäneschen Infirmièren, déi a Rumänien dispenséiert gétt. Bis elo war et esou, datt si hu missen nowiesen, datt si an deene leschte fënnf Joer während dräi Joer hannerteneen déi Formatioun gemaach hunn. Dat war allerdéngs e bëssen enk gefaasst an dofir ass an Tëschenzäit eng Mise à niveau komm, déi eigentlech d'Equivalenz mat deem doten hierstellt. Entsprechend ass dann och déi europäesch Direktiv geännert ginn a mir wäerten elo déi Direktiv ëmsetzen an eist Gesetz, an dat am Paragraf 2 vum Artikel 33.

Et gouf eng Partie Avisen, den Avis vum Staatsrot, vun der Chambre des Salariés, vum Collège médical, vun der Chambre de Commerce, vum Conseil supérieur de certaines professions de santé, an déi Avise waren allgüert favorabel.

Wat sinn elo d'Konsequenzen heivun? Andeem och déi Mise à niveau direkt unerkannt gëtt, kënnst et zu enger administrativer Vereinfachung, well eng Infirmière aus Rumänien kann dann direkt sech bewerbe fir eng Autorisation d'exercice beim Ministère de la Santé a si muss net virdrun hir Formation unerkenne loosse vum Héichschoulministère. Dat heescht, doduerch entsteet eng administrativ Vereinfachung. Dat anert, wat ass: Et ännert sech net ganz vill hei zu Lëtzebuerg, well mir ware scho mat änlechen Dossiere konfrontéiert a si sinn eigentlech ëmmer uegheoll ginn. Voilà. Also et ass eng punktuell Upassung, et ass eeben och eng Transposition vum enger europäescher Direktiv. Si huet keng dramatesch Konsequenzen, awer si vereinfacht eis administrativ Ofleef.

Ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Schockmel, fir Äre mëndlechen a fir Äre schrëftleche Rapport. Wann d'Regierung nach wëilt d'Wuert huelen, dann hätt se fënnf Minutten Zäit.

*(Négation)*

Ech gesinn, datt dat awer net de Fall ass.

**Prise de position du Gouvernement**

**Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur | Nee, ech géif Merci soen, wann dës Projet de loi géif Är Zoustëmmung fannen. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Minister. Da wär d'Diskussion domadder ofgeschloss.

An da géinge mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 8371 kommen. Den Text steet am Document parlementaire 8371<sup>6</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 8371 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. Vote par procuration. Domat ass de Vott dann ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass: 60 Jo-Stëmme, also och keng Nee-Stëmm an och keng Abstentiuon. De Projet de loi ass also mat 60 Jo-Stëmme uegheoll.

*Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Laurent Mosar), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Paul Galles), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet ;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel ;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Cloener (par M. Georges Engel), M. Yves Cruchten (par M. Dan Biancalana), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding) ;*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig ;*

*MM. François Bausch, Meris Sehic (par M. François Bausch), Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring ;*

*MM. Sven Clement (par M. Marc Goergen), Marc Goergen et Ben Polidori ;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

*(Assentiment)*

Dann ass dat esou decidéiert.

## **11. 8380 – Proposition de modification des articles 102, 104 (2) et 105 (1) du Règlement de la Chambre des Députés relative aux nouveaux projets d'infrastructure dans le cadre du débat sur la politique financière et budgétaire**

A mir schléissen dës Sëtzung vum de Mëtteg mam Ännerungsvorschlag vum Chambersreglement 8380 of iwwert d'Erhéijung vum Seuil, deen am Artikel 102 vum Chambersreglement virgesinn ass iwwert déi nei Infrastrukturprojeten. D'Riedezäit ass hei och nom Basismodell festgeluecht, dat heescht, de Rapporteur huet 10 Minutten, déi jeeweileg Fraktiounen a Sensibilitäten hu 5 Minutten, d'Regierung huet 10 Minutten. Et hu sech schon ageschriwwen: d'Madamm Corinne Cahen, den Här Mars Di Bartolomeo, d'Madamm Alexandra Schoos, den Här Marc Goergen an den Här Marc Baum. An d'Wuert huet elo déi honorabel Madamm Stéphanie Weydert, déi de Rapporteur vum Ännerungsvorschlag vum Chambersreglement, den honorabelen Här Charel Weiler, hei ersetzt. Madamm Weydert, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission du Règlement**

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV), en remplacement de M. Charel Weiler (CSV), rapporteur | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi virleied Propos fir d'Modifikatioun vum Chambersreglement huet hiren Ursprung an Diskussiounen, déi während der Reunion vum der Kommissioun fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten den 29. Februar 2024 gefouert goufen. Dës Diskussioun bezéie sech op eng Ännerung vum e puer Bestëmmunge vum Kapitel 3, „Débat sur la politique financière et budgétaire“, „Nouveaux projets d'infrastructure“, d'Artikelen 102 bis 105 vum Chambersreglement.

D'Propos gouf de 7. Mee 2024 vum der honorabelen Deputéierter Corinne Cahen agereecht. D'Conférence des Présidents huet dës Propos den 8. Mee un d'Reglementskommissioun verweisen. D'Kommissioun huet d'Texter vun der Propos an hirer Reunion vum 5. Juni analyséiert an diskutéiert an den honorabelen Deputéierter Charel Weiler als Rapporteur nominéiert. De Rapport gouf eestëmmeg an der selwechter Reunion uegheoll.

Well den Här Weiler haut aus privaten Ursache verhénnert ass, hei ze sinn, huet hie mech gebieden, de Rapport a senger Plaz ze presentéieren.

**Plusieurs voix** | Très bien!

**Mme Stéphanie Weydert** (CSV), en remplacement de M. Charel Weiler (CSV), rapporteur | An dëser Propos fir d'Modifikatioun vum Chambersreglement geet et drëms, de Seuil fir nei Infrastrukturprojeten no uewen unzepassen, fir esou der Präisdeierecht Rechnung ze droen. Bedéngt duerch d'ekonomesch Situation, hu mer leider aktuell ëmmer nach eng stänneg Präissteigerung ënner anerem am Beräich vum der Constructioun.

Den Artikel 102 vum Chambersreglement gesäit vir, datt d'Regierung d'Chamber all Joer spëtstens den

30. Juni mat enger Lëscht mat prioritären Infrastrukturprojeten, déi vum Staat solle realiséiert ginn an den nächste Joren, saiséiert.

Den aktuelle Seuil fir d'Käschte vum dësen Infrastrukturprojeten läit bei 10 Milliounen Euro a gëtt mat dëser Upassung op 30 Milliounen Euro erhéicht. Muni d'Upassung vum Seuil un d'Entwécklung vum de Präisser géif d'Zuel vum de Projeten, fir déi d'Chamber muss saiséiert ginn, weesentlech an d'Luucht goen. Infrastrukturprojete mat engem globale Wäert iwwer 15 Milliounen Euro, awer manner wéi 30 Milliounen Euro, mussen vum der Regierung an der zoustänneger parlamentarescher Kommissioun presentéiert ginn a vum der Kommissioun analyséiert ginn.

Am Gesetz vum 1999 iwwert de Budget, d'Kontabilitéit an d'Trésorerie de l'État gouf d'lescht Joer schonn déi néideg Upassung gemaach, fir de Seuil vu 40 op 60 Milliounen Euro eropzesetzen. Do muss elo eréischt ab 60 Milliounen Euro e speziell Gesetz gemaach ginn, fir en effentlechen Infrastrukturprojet oder en effentlech Gebai ze realiséieren. Dat war och d'Basis fir d'Diskussiounen an der Kommissiounssëtzung, fir d'Seuilen am Chambersreglement unzepassen.

Zum Schluss gesäit dës Modifikatioun vir, am Artikel 104 Paragraf 2 de Sazdeel „et dont la Chambre demande l'inscription dans la loi budgétaire“ ze sträichen. D'Ursach hefir ass, datt déi vum Parlament autoriséiert Projeten net all am Budgetgesetz opgeholl ginn. An der Praxis betrëfft dat nëmme déi Projeten, déi iwwert de Fonds vum effentlechen Investitiounen finanziert ginn, de Stroosfong an de Schinnefong. Projeten, déi vum Fonds Belval a vum Fong fir d'Aarbechte realiséiert ginn, ginn duerch d'Kreditter vun engem Joer vun engem oder méi Budgetartikelen aus dem Budget vum de Kapitelausgaben net am Budgetgesetz opgeholl, mee gi bei der Adoptioun vum enger Motioun duerch d'Chamber autoriséiert.

Ech bieden Iech also, dës Propos matzeënnerstëtzen, fir eist Reglement un déi aktuell ekonomesch Realitéiten unzepassen. Ech soen Iech Merci fir Är Opmerk-samkeet.

**Discussion générale**

An dann doen ech elo meng Kap als Spriecherin vum der CSV-Fraktioun un an ech ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Weydert, fir Äre schrëftlechen a fir Äre mëndleche Rapport. An dann ass déi éischt ageschriwwen Riederin d'Madamm Corinne Cahen.

**Mme Corinne Cahen** (DP) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géing och der Rapportrice villmools Merci soen. Ech mengen, si huet dat gutt resuméiert, wat mer decidéiert hunn. Ech géing och gären als Presidentin vum der Mobilitéits- a Bautekommissioun de Memberen, all de Memberen aus där Kommissioun, Merci soen.

Dat war eng ganz konstruktiv Diskussioun. A mir waren ons alleguerten eens, mengen ech, dass mer dee Seuil wëilten an d'Luucht setzen, einfach un d'Inflatioun och upassen, fir dass mer hei an der Chamber och just nach am Plenum iwwert déi grouss Infrastrukturprojete schwätzen. Netdestotz wäerte mer awer och weiderhi vun der Ministesch d'Infrastrukturprojeten, déi manner wéi 30 Milliounen kassen, an der Kommissioun presentéiert kréien. Dat wollte mer esou an der Kommissioun an dofir wäert dat och esou geschéien.



Villmools merci och de Memberen aus der Reglementscommission, dass Dir dat dann esou konnt am Reglement adaptéieren. Merci.

**Une voix** | Très bien!

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Cahen. Den Här Mars Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) | Merci, Här President. Wéi richtig gesot, ass et eng logesch Konsequenz vun dem Gesetz, dat d'Seuilen eropsetzt fir déi Projeten, déi realiséiert ginn, vu 40 op 60 Milliounen. Mir hunn dee Mouvement suivéiert. Dat heescht awer net, dass déi aner Investitioune laanscht d'Chamber ginn. Do ass weiderhin d'Obligatioun, dass déi zoustänneg Kommissiounen informéiert ginn, doriwwer diskutéiere kënnen an, wann eng Problematik optrëtt, och hir Meenung dozou kënnen soen.

An deem Sënn si mer mat der Reglementsänderung d'accord. Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Di Bartolomeo. Madamm Schoos.

**Mme Alexandra Schoos** (ADR) | Jo, och d'ADR-Fraktioun gëtt do hir Zoustëmmung. Mir mussen där wirtschaftlecher Evolutioun natierlech Rechnung droen.

Villmoools merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Madamm Schoos. Den Här Marc Goergen.

**M. Marc Goergen** (Piraten) | Merci, Här President. Effektiv, de Seuil vun de Gesetzter gouf gehuewen. An do hu mer an der Mobilitéitskommissioun eng Kéier déi Diskussioun ugefaangen, wéi et da mat eise Projeten ass, well den Yves Cruchten huet ëmmer gesot: „Et ass esou schéin, wa mer déi Motioun bréngen, da ka jiddereen iwver seng Trottoiren an iwver seng Stroossen an der Gemeng schwätzen!“, wat awer net onbedéngt dem Parlamentarismus gehollef huet.

An dunn hu mer ugefaangen, an der Mobilitéitskommissioun ze kucken, wéi een da kann déi Staffellung nei maachen. Do war et mir awer ganz wichteg, dass mer d'Transparenz bäibehalen, dass mer net einfach soen: „De Seuil vun der Motioun geet erop op déi 30 Milliounen“, well déi ënnendrenner géifen da verluer goen. A mir als Deputéierter hunn awer och e Recht drop, déi Projete mat ze begleeden an informéiert ze ginn an herno ze entscheeden, wéi d'Infrastrukturen an eisem Land ausgesinn.

Dofir sinn ech frou, dass mer e Kompromëss konnte fannen tëscht deene 15 an 30 Milliounen, dass mer do an der Chamberskommissioun driwwer diskutéieren. An e ganz wichtege Facteur, deen haut nach net erwänt ginn ass an deen nei ass, ass, dass

d'Budgetskontrollkommissioun elo matagebonnen ass, zesumme mat der Mobilitéitskommissioun. Dat war soss net de Fall.

D'Mobilitéitsministesch huet bis elo zweemol d'Joer de Rapport gemaach mat Ponts et chaussées an den Einzelnen zesummen. Do war awer d'Mobilitéitskommissioun ni mat invitéiert. Dat ass fir mech eigentlech net déi Transparenz, déi ee muss hunn, wann ee Member vun esou enger Kommissioun ass. Als Mobilitéitskommissioun hu mir d'Éier, fir d'Projeten zwar ze lancéieren – souguer wann een déi Motioun hëlt, dat si just Étüden, dat ass mol nach net de Projet selwer –, mir hunn awer duerno näischt méi héieren. De Suivi huet gefeelt.

Mat deem Text, deen elo virläit, dass mer herno als Mobilitéitskommissioun déi Projeten och nach eng Kéier an der Kontrollkommissioun wäerte begéinen, kënnen mer kucken, wat effektiv ëmgesat ginn ass. Well et huet sech erausgestallt bei eenzelne Projeten, wéi mer déi ganz Diskussioun elo mol opgemaach hunn, dass op eemol déi eenzel Corpse beim Staat awer d'Projeten ëmgeännert haten. Se ware vläicht nach an der Ligne budgétaire, mee wat awer hannen erauskomm ass, war eppes aneres wéi dat, wat virun deelweis 10, 15 Joer an enger Mobilitéitskommissioun decidéiert ginn ass. Dofir ass et immens wichteg, dass mer och elo gesot hunn: „Mir verbleiwe bei deene vu 15 bis 30 Milliounen esou, dass d'Mobilitéitskommissioun nach ëmmer däerf matschwätzen.“

Déi vun 30 bis 60 Milliounen kommen dann heihinner an enger Motioun, wou dann nach eng Kéier déi eenzel Deputéiert kënnen eppes iwwert déi eenzel Projete soen. Och dat ass wichteg, well dat sinn Avant-projeten an do muss een och herno de Suivi maachen.

Dat heiten ass eng Mesür, déi mer geholl hu fir méi Transparenz, fir dass de Bierger dat ka matkréien, well eis Rapporte vun deene Kommissiounen wäerte jo herno public sinn, soudass de Bierger herno ka matkréien, wat mat senger Steiergeld geschitt. Dofir wäerte mir dat och haut fir méi Transparenz matstëmmen.

Merci.

**M. Claude Wiseler**, Président | Merci, Här Goergen. An dann ass d'Wuert fir den Här Marc Baum.

**M. Marc Baum** (déi Lénk) | Jo, merci. Merci, Här President. Haut ass jo deen éischten e bësse méi waarme Summerdag. Ech perséinlech sinn net grad esou chaud, wat deen heiten Text ueget, ech gesinn awer d'Argumentatioun an, wat d'Erophiewe vun de Seuilen ueget.

A mir stëmmen dat hei duerfir ouni weider gréisser Begeeschterung mat.

**Plusieurs voix** | O!

(Hilarité)

**M. Claude Wiseler**, Président | Majo, da komme mer zur Ofstëmmung vum Änderungsverschlach vum Chambersreglement 8380. Den Text steet am Document parlementaire 8380<sup>1</sup>.

**Vote sur la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés 8380**

D'Ofstëmmen fänkt elo un. De Quorum ass erreecht. De Vote par procuration. Vlächcht nach e ganz klengen Effort beim Vote par procuration, da wiere mer souwäit. Voilà! De Vott ass ofgeschloss.

D'Resultat vum Vott ass follgendermoossen: 60 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. Den Änderungsverschlach vum Chambersreglement ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl ginn.

*Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Maurice Bauer, Jeff Boonen (par M. Félix Eischen), Alex Donnersbach, Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Christophe Hansen (par M. Alex Donnersbach), Max Hengel, Mme Françoise Kemp, M. Marc Lies, Mmes Octavie Modert (par Mme Nancy Arendt épouse Kemp), Nathalie Morgenthaler, MM. Laurent Mosar, Marc Spautz, Charel Weiler (par Mme Stéphanie Weydert), Mme Stéphanie Weydert, MM. Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;*

*Mme Barbara Agostino, MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mmes Simone Beissel, Corinne Cahen, MM. Luc Emering, Fernand Etgen, Patrick Goldschmidt, Gusty Graas, Mmes Carole Hartmann, Mandy Minella, Lydie Polfer et M. Gérard Schockmel;*

*M. Dan Biancalana, Mmes Taina Bofferding, Liz Braz, Francine Closener, M. Yves Cruchten (par M. Georges Engel), Mme Claire Delcourt, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Paulette Lenert (par Mme Taina Bofferding);*

*MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup, Mme Alexandra Schoos et M. Tom Weidig;*

*MM. François Bausch, Meris Sehovic, Mmes Sam Tanson et Joëlle Welfring;*

*MM. Sven Clement (par M. Ben Polidori), Marc Goergen et Ben Polidori;*

*MM. Marc Baum et David Wagner.*

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um 14.00 Auer nees zesummen.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.06 heures.)

## Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Comité d'éthique du CHL	0572	Sven Clement	78	Violence au lycée	0646	Fred Keup	90
Représentant de l'État dans le conseil d'administration de l'initiative pour l'emploi ProActif	0580	Jeff Engelen	79	Rapport de l'ancien Premier ministre italien sur l'avenir du marché unique	0647	Dan Biancalana, Franz Fayot	90
Promotion du vélo	0584	David Wagner	79	Cumul d'une pension anticipée avec des revenus d'une activité accessoire	0648	Claire Delcourt	90
Annonces automatisées à l'Aéroport de Luxembourg	0586	Fred Keup	80	Pool des assistants pédagogiques de l'ADEM	0651	Mars Di Bartolomeo, Francine Closener	91
Lutte contre toute forme de violence	0591	Fernand Kartheiser	80	Rapport d'Europol sur les réseaux criminels en Europe	0652	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	91
Population d'arbres du Luxembourg	0593	André Bauler, Luc Emering	80	Chômage par commune	0653	Dan Biancalana, Georges Engel	92
Structure d'accueil d'urgence « Wanteraktioun »	0595	Claire Delcourt	81	Bilan du dispositif destiné à renforcer la présence policière à Luxembourg-ville	0656	Meris Sehovic	92
Marchés publics pour les projets des promoteurs sociaux	0598	Sven Clement	81	Promesse de poste en amont des élections législatives de 2023	0657	Sam Tanson	92
Foire « Rad+Freizeit 2024 »	0602	Meris Sehovic	82	Manque de place dans le Palais de justice à Diekirch	0658	Charel Weiler	93
Compte bancaire des sociétés	0620	Laurent Mosar	82	Santé des enfants	0660	Mandy Minella, Carole Hartmann	93
Clé de répartition obligatoire pour les communes concernant les DPIs	0622	Georges Engel, Claire Delcourt, Dan Biancalana	83	Consommation de viande	0662	André Bauler, Luc Emering	93
Précarité énergétique	0623	Georges Engel, Claire Delcourt, Dan Biancalana	83	Avortement	0664	Nancy Arendt épouse Kemp	94
Utilisation des sachets de nicotine dans le milieu sportif	0624	Mars Di Bartolomeo	83	Oncologie pédiatrique au Luxembourg	0665	Sven Clement, Marc Goergen	94
Régimes de pension privés	0625	David Wagner	84	Registre des entrevues du Gouvernement	0667	Sam Tanson	94
Normes pour salles d'attente de cabinets médicaux	0626	Mars Di Bartolomeo	85	Accord sur les pandémies de l'OMS	0668	Alexandra Schoos	95
Réseaux d'ingérence pro-russes	0627	Sam Tanson	85	Appels téléphoniques de choc	0669	Meris Sehovic	95
Cumul de revenus professionnels et pension	0628	Marc Baum	85	Réduction du temps de travail pour faire du sport	0670	Georges Engel	96
Délai d'approbation de fonds d'investissement	0629	Laurent Mosar	85	Accélération des procédures liées à la construction	0671	Sven Clement, Marc Goergen, Ben Polidori	96
Demande d'entrevue d'un syndicat du personnel des institutions européennes	0630	Sam Tanson	86	Statistiques dans le domaine du dépistage des cancers	0673	Mars Di Bartolomeo	97
Nouveau bâtiment de la SNCI	0631	Corinne Cahen	86	Délais d'attente pour un rendez-vous pour un examen d'ostéodensitométrie	0674	Mars Di Bartolomeo	97
Recommandé électronique de POST Luxembourg	0635	Marc Goergen	87	Échanges avec la CGFP	0675	Corinne Cahen, Fernand Etgen	97
Accès à la carrière d'officier de l'armée	0637	Fernand Kartheiser	87	Commission spéciale de réexamen de l'ADEM	0676	Sven Clement	98
Capacité du Luxembourg à recruter des professionnels de la santé en Allemagne	0640	François Bausch	87	Résolution de l'ONU concernant le génocide de Srebrenica	0678	Liz Braz	98
Fermeture de l'agence régionale de l'ADEM à Dudelange	0641	Dan Biancalana, Claude Haagen, Mars Di Bartolomeo	88	Mesures de réduction des dépenses du Gouvernement	0679	Sam Tanson	98
Œuvres d'art spoliées	0642	Alexandra Schoos	88	Licenciement annoncé de 126 salariés de la société Tarkett GDL	0680	Marc Spautz	99
Implantation prochaine d'Uber au Luxembourg	0643	Yves Cruchten, Georges Engel	89				

**Comité d'éthique du CHL** | Question **0572** (04/04/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

D'Gesetz vum 8. Mäerz 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière

reegelt mam Artikel 26 d'Aufgaben an d'Missiounen vum sougenannte Comité d'éthique, iwwert deem all Spidol verfüge muss. De Comité d'éthique huet innerhalb vum Spidol ganz wichteg Aufgaben a Missiounen ze erfëllen.

Esou verfüügt natierlech och den CHL iwwert ee Comité d'éthique. Op der Website vum CHL ginn d'Missiounen an Aufgabe vun dësem beschriwwen an et ginn d'Presidentin, de Vize-President an d'Sekretärin vum Comité genannt.



An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Gesondheet dës Froe stellen:

1. Aus wéi ville Membere besteet de Comité d'éthique vum CHL insgesamt a firwat ginn net alleguer d'Membere vum Comité op der Website genannt?
2. Wou steet dëse Comité am Organigramm vum CHL respektiv ass en der Direktioun ueggliddert oder handelt et sech ëm eng Cellule libre?
3. Wat sinn d'Konditiounen, fir kënnen Member vum Comité ze ginn? Ginn et Incompatibilitäten?
4. Wéi vill Avisen huet de Comité d'éthique pro Joer geschriwwen? Wou kënnen dës Avisen nogekuckt ginn?
5. Wéi eng Schrëtt kann eng Persoun ënnerhuelen, wa si sech beim Comité d'éthique wéinst engem Problem mell, vun dësem awer keng Äntwert kritt?

**Réponse (13/05/2024) de Mme Martine Deprez,** Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. De Centre hospitalier de Luxembourg (CHL), den Institut national de chirurgie cardiaque et de cardiologie interventionnelle (INCCI) an d'Haus Omega hunn e gemeinsame Comité d'éthique hospitalier (CEH), deen aus 17 Membere besteet, 3 Membres associés an engem Secrétaire administratif.

Dëse Comité funktionéiert no engem Règlement interne. No enger interner Decisioun, ginn nëmmen de President, Vize-President a Secrétaire vum CEH um Internetsite affichéiert.

ad 2. Et handelt sech ëm en onofhängege Gremium, deen seng Aweise fräi an onofhängeg vun de jeeeweilege Spideeler formuléiert, gemäss Artikel 26 (3) vum Spidolsgesetz.

ad 3. D'Membere gi vun den Arichtungen ausgewielt ënnert den Dokteren an/oder dem Personal esou wéi och externe Perséinlechkeeten a Funktioun vun hire Kompetenzen am medezinneschen, eetheschen, sozialen oder juristesche Beräich.

Et kënnen sougenannte Membres associés genannt ginn a Funktioun vun hire spezifesch Kompetenzen, déi awer kee Stëmrecht hunn. Den CEH kann och op en externen Expert zeréckgräifen, wann seng Kompetenzen an engem spezifesch Dossier gebraucht ginn.

E Member vun der Direktioun kann net Member vum CEH sinn.

Am Fall vun engem Interessekonflikt an engem bestëmmten Dossier, siegéiert de betroffene Member an deem speziellen Dossier net.

ad 4. E spezifesch Avis gëtt exklusiv un den Demandeur weidergeleet. Laut Artikel 26 (4) vum Spidolsgesetz sinn dës Aweise confidentiel an net bannend. D'Deliberatiounen dozou sinn deemno och confidentiel.

E generellen Avis gëtt souwuel un den Demandeur wéi och un d'Generaldirektioun vum den dräi Etablissementer weidergeleet.

Den CEH decidéiert wat fir eng Saisiné vu generellem Interessi fir d'Institutiounen sinn an ob dës Avisen an de jeeeweilegen Institutiounen anonym kënnen publizéiert ginn.

ad 5. Jiddereen (Member vum Personal, Famill, Patient etc.) kann eng offiziell Saisine beim President areechen.

All Saisine, och déi, déi net zréckbehale ginn, ginn de Membere virgeluecht an dëst am Sënn vun enger kompletter Transparenz.

Déi Saisinen, déi net zréckbehale goufen, sinn déi, bei deenen et sech net ëm en eethesche Konflikt

handelt, wéi zum Beispill Kommunikationsproblemer.

Jiddereen, deen den CEH offiziell saiséiert huet, kritt eng Äntwert, och wann d'Demande net zeréckbehale gouf.

**Représentant de l'État dans le conseil d'administration de l'initiative pour l'emploi ProActif | Question 0580 (05/04/2024) de M. Jeff Engelen (ADR)**

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 0409 schreift den Här Aarbechtsminister iwwert d'Representatioun vu sengem Haus am Verwaltungsrot vu ProActif dat hei: „De Vertrieeder vum Aarbechtsministère ass just als Observateur bei de Reunionen vum Conseil de gérance vu ProActif SIS SARL dobäi.“ Dat, obwuel d'SARL mat mëttlerweil bal 25 Milliounen Euro pro Joer duerch den Aarbechtsministère ënnerstëtzt gëtt an an der Vergaangenheet duerch eng schlecht Gestiou vum öffentleche Gelder opgefall ass.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Aarbechtsminister gär dës Froe stellen:

– Op wéi enger legislativer Basis respektiv op wéi engem Accord berout dee reng observéierende Statut vum Vertrieeder vum Aarbechtsministère? Kann den Här Minister an deem Zesummenhang preziséieren, firwat de Staat sech als Géigeleeschtung fir dësen enorme Betrag u Steiersue kee Stëmrecht am Verwaltungsrot ausgehandelt huet?

**Réponse (02/05/2024) de M. Georges Mischo,** Ministre du Travail

Et gëtt keng gesetzlech Basis, déi virgesäit, e Vertrieeder vum Aarbechtsministère als Observateur an de Verwaltungsrot vun enger Beschäftigungsinitiative ze nennen.

D'Designatioun vun engem Vertrieeder vum Aarbechtsministère an de Verwaltungsrot vu ProActif ASBL (bis 2021) resp. vu ProActif SIS SARL (ab 2022) baséiert op engem Accord, deen zënter enger Rei vu Jore besteet a fir d'lescht duerch e Brëfwiessel vum Juli 2019 tëscht dem deemolegen Aarbechtsminister a ProActif confirméiert gouf.

De Staat ass weeder Member (ASBL) nach Actionnaire oder Associé (SARL, s.coop.) an enger vun den 30 konventionéierte Beschäftigungsinitiativen an huet deemno och net automatesch eng Plaz an de Verwaltungsrot vum dësen Organismen zegutt.

D'Gesetz vum 3. März 2009 iwwert de „Rétablissement du plein emploi“ an den Artikel 82 vum ofgeännerte Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert de Budget, d'Comptabilitéit an d'Tresorerie vum Staat, ginn dem Aarbechtsminister déi néideg Moyenen, fir d'Aktivitéiten an d'Finanze vun de konventionéierten Initiativen ze kontrolléieren, och ouni e Vertrieeder mat Stëmrecht an all Verwaltungsrot sätzen ze hunn.

**Promotion du vélo | Question 0584 (05/04/2024) de M. David Wagner (déi Lénk)**

La ville de Luxembourg, qui occupe 2 % du territoire luxembourgeois et comprend 20 % de la population du pays, est une ville qui favorise traditionnellement l'usage de la voiture par rapport à la circulation en vélo ou à pied. Or des mesures qui créeraient des zones sans voiture dans la ville ou avantageraient l'usage du vélo de façon générale auraient un impact certain sur les émissions de gaz à effet de serre de

ses résidents et permettraient d'atteindre une partie des objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de carbone. Le plan de mobilité de la ville affirme en outre : « Im Grunde ist Luxemburg ideal für Radverkehr. Die Wege sind kurz, die Stadt hat einen Durchmesser von nur etwa sieben Kilometern. »

En janvier 2024, la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics a déclaré à propos de la promotion du vélo au Luxembourg : « Was in internationalen Großstädten möglich ist, sollte auch in Luxemburg machbar sein », faisant allusion au fait que plusieurs villes dans le monde ont commencé à créer des zones sans voiture à l'intérieur dans leur périmètre dans un contexte de réchauffement climatique croissant. Elle a également affirmé alors que le Plan de mobilité 2035 continuerait à être le cadre pour le développement et l'amélioration de la mobilité nationale. Ce plan comporte, entre autres, les objectifs suivants :

- rendre les pistes cyclables à l'intérieur des communes assez sûres pour que même des enfants puissent se déplacer sans problème et en toute sécurité à vélo ;
- rendre le vélo « au moins aussi performant que la voiture pour les déplacements en agglomération ».

En outre, la ministre a récemment signé à Bruxelles la Déclaration européenne sur l'utilisation du vélo qui vise à promouvoir et répandre l'usage du vélo en Europe.

Néanmoins, elle a déclaré à l'occasion de cet événement qu'il ne faudrait pas non plus enlever de la place aux usagers de la route autres que les cyclistes. Or il s'agit là d'une chose qui pourrait s'avérer difficile voire impossible si le but est de rendre l'usage du vélo aussi attrayant que celui de la voiture à l'intérieur des communes du Luxembourg.

Étant donné les éléments précités, Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics pourrait-elle répondre aux questions suivantes :

1) A-t-elle bien voulu dire avec cette dernière affirmation qu'elle ne veut pas enlever de la place aux voitures pour la donner aux vélos sur les rues et les routes luxembourgeoises ?

Pourrait-elle clarifier le sens de son affirmation en expliquant de quelle façon elle a l'intention de structurer la place disponible sur les routes et les rues à l'intérieur et en dehors des communes, et quelle sera la priorité qu'elle compte attribuer aux différentes catégories d'usagers de la route dans ses décisions en tant que Ministre de la Mobilité ?

2) L'objectif de rendre les voies des communes sûres pour des enfants à vélo d'ici 2035 reste-t-il d'actualité ?

3) Existe-t-il à l'heure actuelle une collaboration active et continue entre le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics et la Ville de Luxembourg en vue de la réalisation des objectifs du Plan de mobilité 2035 ?

4) Quelle est la position de la ministre sur la possibilité pour le Luxembourg de devenir une 15-minute city ?

5) Les communes sont responsables au Luxembourg en matière de gestion et entretien des pistes cyclables. Quels ont été jusqu'ici et quels sont à l'heure actuelle les devoirs de la Ville de Luxembourg en matière de mise en œuvre du Plan national de mobilité 2035 ?

6) La Ministre a-t-elle l'intention de mettre en œuvre, en coopération avec la Ville de Luxembourg, des projets qui limiteraient la circulation des voitures à



l'intérieur la ville de Luxembourg tout en favorisant celle des transports en commun, des cyclistes et des piétons ?

7) Sur la réalisation de quels points de la Déclaration européenne sur l'utilisation du vélo Madame la Ministre veut-elle se concentrer pendant son mandat ?

8) Le plan de mobilité de la Ville de Luxembourg constate qu'il manque des connexions en termes de pistes cyclables entre la capitale d'une part et l'aéroport, Sandweiler, Contern, Leudelange, Esch et Dudelange d'autre part. Madame la Ministre va-t-elle remédier à ce manque ?

Si la réponse est affirmative, en donnant la priorité à quels projets et pourquoi ? Si elle est négative, quelles en sont les raisons ?

9) Le plan de mobilité de la Ville de Luxembourg conclut, à propos du réseau cyclable, qu'il faudrait développer encore bien davantage ce réseau (à la fois à l'intérieur de la ville et dans sa connexion avec les communes et villes voisines), assurer plus de lieux où les cyclistes peuvent garer leur vélo de façon sûre, et promouvoir l'usage du vélo davantage – et ce à tous les niveaux. Madame la Ministre peut-elle assurer le public que ces recommandations seront effectivement suivies dans l'aménagement de la ville de Luxembourg pendant son mandat ?

**Réponse** (07/05/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député demande des renseignements sur ma position sur le développement du vélo en tant que mode de transport, en particulier en lien avec la Ville de Luxembourg et son plan de mobilité publié récemment.

Tout d'abord, je tiens à préciser qu'en vertu du principe de l'autonomie communale, l'État ne peut imposer une politique de mobilité, une réglementation ou un aménagement spécifique sur les routes qui relèvent de la compétence des communes. De même sur les voiries étatiques à l'intérieur des localités, il n'est pas envisageable d'imposer un aménagement ou une réglementation contre la volonté de l'administration communale concernée. Il en va de même avec l'organisation de l'urbanisme d'une commune et de la présence ou non d'une mixité des fonctions dans les quartiers qui sont le prérequis pour une ville du quart d'heure. Ce ne sont pas des sujets qui relèvent des fonctions du Ministère de la Mobilité et des Travaux publics.

Les principes et objectifs énoncés pour la promotion du vélo dans le Plan national de mobilité 2035 ainsi que dans la Déclaration européenne sur l'utilisation du vélo sont les fils conducteurs pour les projets de mon ressort. Concrètement, chaque projet routier étatique intègre le vélo dès le début de la planification et mes services et administrations soutiennent tous les projets communaux impactant des voiries étatiques et conformes aux principes d'aménagement du PNM 2035. Cela est valable quelle que soit la commune concernée.

En général, dans les projets de réaménagement de voiries étatiques, un rééquilibrage de la répartition de l'espace public en faveur des modes alternatifs à la voiture individuelle est toujours prévu. Le réaménagement de l'avenue de la Liberté, ou de manière plus large, l'ensemble des aménagements prévus en lien avec les différentes extensions du tram en sont de bons exemples.

Toutefois, il ne faut pas oublier que, également conformément aux principes du PNM 2035, chaque route remplit également une certaine fonction pour

le trafic motorisé, qu'il s'agit de respecter. Dans le cas des voiries étatiques en agglomération qui assument le rôle de route de liaison ou de distribution, cela signifie en général qu'il est nécessaire d'assurer une voie par sens de circulation avec une largeur suffisante pour le type de trafic devant y circuler.

L'aménagement du reste de l'espace public doit ensuite se faire en étroite concertation avec l'administration communale concernée. L'arbitrage de la répartition de l'espace entre les différentes fonctions à accueillir – à savoir : le stationnement, les aménagements pour les vélos, la présence de verdure et l'espace dévolu aux piétons – doit se faire en tenant compte des spécificités et contraintes locales. Comme déjà mentionné, mes services élaborent dans ce cas toujours un projet comprenant des aménagements cyclables, mais comme dit en introduction, l'État ne peut imposer cela contre la volonté d'une administration communale.

Finalement, en ce qui concerne les liaisons cyclables spécifiquement mentionnées par l'honorable Député, celles-ci font toutes partie du réseau national des pistes cyclables et sont actuellement en cours de planification :

– Pour la liaison vers Sandweiler et Contern, le tronçon entre le cimetière américain et la gare Cents est déjà praticable et sera inauguré en mai. D'autres tronçons, en particulier la liaison entre la gare Cents et la Pulvermühle se trouvent dans un stade de planification avancé et viendront compléter cette liaison dans un avenir proche.

– La liaison vers Bettembourg et Dudelange est aujourd'hui déjà praticable et un tracé plus direct et sans conflits avec le trafic motorisé est en construction dans le cadre du chantier de la nouvelle voie ferrée.

– La liaison vers Leudelange et Esch/Alzette est prévue dans le cadre de la réalisation du tram rapide. En attendant la réalisation de cet itinéraire cyclable rapide, un aménagement provisoire permettant d'offrir une meilleure liaison vers Foetz et Mondercange est actuellement à l'étude.

**Annonces automatisées à l'Aéroport de Luxembourg** | Question **0586** (05/04/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

An der Äntwert op eng parlamentaresch Fro N° 4932 vum September 2021 huet den deemolege Mobilitéitsminister, den Här François Bausch, präziséiert, datt een d'Lëtzebuurger Sprooch bis d'Summersaison 2022 an déi automatiséiert Usoe vum Findel integréiere wéilt. Heizou heescht et: „Ausserdeem ass eng komplett Erneuerung vum System amgaangen, déi bis d'Summersaison 2022 ofgeschloss ass a wou déi lëtzebuergesch Sprooch integréiert gëtt.“

An deem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Mobilitéitsminister an un den Här Kulturminister:

1. Kann d'Madamm Minister confirméieren, datt déi komplett Erneuerung vum System um Findel, déi d'Lëtzebuurger Sprooch an déi automatiséiert Usoen integréiert, am Joer 2022 ofgeschloss gouf an datt deemno all déi automatiséiert Usoen um Findel elo och op Lëtzebuergesch ze héiere sinn?

2. Falls net, ass geplangt, dëst ze maachen?

3. Wéi steet d'Regierung zu enger méi breeder Benetzung vum Lëtzebuergesche bei der Beschëlderung um Flughafen, sou wéi och op villen anere Plazen an Europa lokal Sproochen (z. B. Mallorca, Barcelona) benotzt ginn?

**Réponse** (07/05/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Eric Thill**, Ministre de la Culture

D'Erneuerung vum System ass mëttlerweil ofgeschloss, deemno sinn déi generell Usoen um Findel och op Lëtzebuergesch ze héieren.

Eng Upassung vun der Beschëlderung ass am Moment net virgesinn.

**Lutte contre toute forme de violence** | Question **0591** (09/04/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

No enger Entrevue vun der Madamm Justizminister mat der Associatioun LVDS (La voix des survivant(e)s) stoung am Quotidien vum 8. Abrëll 2024 en Artikel mat dem Titel: „Des failles juridiques trop nombreuses“ mat è. a. dësem Abschnitt: „À l'issue de la réunion, la délégation affirme avoir été entendue par une ministre ‚à l'écoute des revendications‘, qui a reconnu les ‚faiblesses‘ du système judiciaire et partageant ‚ce même objectif de lutter efficacement contre toute forme de violence‘. À cet égard, Elisabeth Margue a rappelé la volonté gouvernementale de ‚créer un centre national d'accueil pour victimes de violences sexuelles et de retravailler plusieurs dispositions légales.“

An dësem Zësmmenhank wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi eng Pläng gëtt et konkret fir esou en Zentrum „d'accueil pour victimes de violences sexuelles“? Sollen hei all Kategorië vun Affer berücksichtegt ginn?

2. Wéi eng legal Dispositionen sollen „iwwerschafft“ ginn, firwat an zu wéi engem Zweck? Wat sinn d'Pläng vun der Regierung an u wéi eng Delaie gëtt hei geduecht?

**Réponse** (13/05/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. Ewéi am Koalitionsaccord virgesinn, soll hei am Land een nationalen Zentrum fir Affer vu sexueller Gewalt geschaf ginn. D'Zil ass et, datt an Zukunft d'Prise en charge vun den Affer vu sexueller an och vun anere Forme vu physischer Gewalt op enger eenzeger Plaz ka gemaach ginn, wou eng multidisziplinär a personaliséiert Approche et soll erméiglechen, datt de Besoin vun den Affer besser ka Rechnung gedroe ginn. Een Aarbechtsgrupp, an deem déi verschidde concernéiert Ministerie vertruede sinn, schafft aktuell un den Detailler, wéi esou eng Ulafstell méiglechst efficace zu Lëtzebuerg opgebaut ka ginn a fonctionnéiere soll.

ad 2. 2023 huet de GREVIO (een onofhängegt Organ, dat kontrolléiert, dass d'Konventioun vum Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique – d'Konventioun vun Istanbul – respektéiert gëtt) säin Evaluationsrapport mat Recommendationen fir Lëtzebuerg publizéiert, déi d'Regierung amgaang ass opzeschaffen. Och wann déi lëtzebuergesch Legislatioun haut schonns e gudder Kader stellt, fir sexuell an haislech Gewalt ze poursuivéieren an ze bestrofen, gëllt et, dëse legale Kader op Basis vum Rapport vum GREVIO a vun enger eegener Evaluatioun am Laf vun dëser Legislaturperiod ze adaptéieren.

**Population d'arbres du Luxembourg** | Question **0593** (09/04/2024) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

En 1990, le pourcentage d'arbres sans dommages s'élevait à 60 % de la population d'arbres du Luxembourg. En 2020, ce pourcentage s'est élevé à



seulement 15,4 %. Le nombre d'arbres légèrement endommagés s'élevait, quant à lui, à 24,2 % en 1990 alors qu'en 2022 il se situait à 23 % à peine. Le nombre d'arbres nettement endommagés s'est accru de manière tangible au fil des dernières décennies. En effet, alors que le pourcentage de ces arbres s'élevait à 15,9 % en 1990, il se situe à presque 62 % en 2022.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Quels sont les types d'arbres qui sont le plus touchés par la sécheresse et par les maladies les plus courantes dans ce domaine ?

2) Quelles sont les régions ou communes du pays dont les bois et forêts sont particulièrement concernés par une dégradation de leur état de santé ?

3) Quelles sont les mesures qui ont été prises au cours des dernières années pour protéger et rajeunir la population d'arbres dans nos bois et forêts ?

**Réponse (14/05/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité**

ad 1) À partir de 2018 – la première année d'une série d'années avec des étés chauds et très secs – l'état de santé de nos forêts s'est considérablement aggravé. Depuis la fin de l'été 2018, les peuplements d'épicéa *Picea abies* se font de plus en plus attaquer par des scolytes qui se sont – à la suite des sécheresses des années subséquentes – propagés à travers le pays de sorte que les peuplements d'épicéa n'ont pas de perspective à long terme au Luxembourg. Parmi les autres essences, le hêtre *Fagus sylvatica*, la première essence forestière au Luxembourg, a également été fortement touchée par les températures élevées et les sécheresses. Les dépérissements des hêtres se sont manifestés surtout sur les sols lourds, où l'approvisionnement en eau des arbres a été déficitaire pendant les périodes très sèches des dernières années. Une autre essence d'arbre indigène qui suscite des inquiétudes est le frêne *Fraxinus excelsior*. Depuis une quinzaine d'années, les frênes sont ravagés par la chalarose du frêne, une maladie causée par l'*Hymenoscyphus fraxineus*, un champignon d'origine d'Asie orientale qui provoque un dépérissement des pousses. Cette maladie s'est propagée de manière épidémique en Europe, de sorte que l'existence du frêne, en tant qu'essence indigène, est menacée. Pour ce qui est des douglas *Pseudotsuga menziesii* – une essence résineuse non indigène à forte valeur marchande – les dégâts causés par la rouille suisse, une maladie fongique qui s'attaque aux aiguilles de l'arbre, ont également augmenté ces dernières années. S'y ajoutent des dommages d'un genre nouveau, causés par l'activité de minage des larves de la cécidomyie nord-américaine du douglas *Contarinia* spp. Dans les deux cas, il y a destruction d'une partie des aiguilles de l'arbre, ce qui entraîne à son tour une diminution de son activité photosynthétique.

ad 2) L'état de santé d'un arbre est influencé de manière générale par la nature du sol dans lequel il est enraciné, les conditions microclimatiques auxquelles il est soumis, par son lieu d'implantation ainsi que par les influences extérieures qui agissent sur lui. Les signes de dépérissement dont question sub 1) ont été observés dans le Gutland au niveau des hêtraies, localisées sur des sols lourds qui dessèchent fortement pendant les étés secs et dans les Ardennes au niveau des taillis de chêne localisés sur des sols très superficiels. Les peuplements d'épicéas ont également beaucoup souffert des conditions météorologiques de ces dernières années et ceci à travers tout le pays. L'approvisionnement insuffisant en eau a affaibli les

épicéas, ce qui les a rendus très attractifs pour les scolytes de sorte à provoquer le dépérissement de nombreux peuplements.

Par ailleurs, un peu partout dans le pays, des arbres situés le long des routes, dans les agglomérations ou dans les parcs ont été fortement touchés par les conditions météorologiques de ces dernières années. Ces arbres solitaires s'enracinent souvent dans des endroits au volume de terreau réduit. Le manque d'eau et les autres conditions extérieures qui pèsent sur ces arbres provoquent un affaiblissement chronique.

ad 3) Dans les forêts publiques, l'Administration de la nature et des forêts pratique depuis les années 2000 la sylviculture proche de la nature. Avec la nouvelle loi sur les forêts du 23 août 2023 et son règlement d'exécution, les principes de cette sylviculture sont à appliquer partout en forêt publique. Ce mode de gestion repose sur le fondement qu'il faut avant tout essayer à maintenir un couvert forestier continu (CCF – Continuous Cover Forestry). Pour ce faire, les arbres sont récoltés dans la mesure du possible arbre par arbre, de façon à ce que le couvert forestier ne soit pas trop entrouvert. Les coupes rases sont à éviter. Pour s'assurer que le système est durable, il faut veiller à ce que la forêt se régénère en permanence.

Dans les forêts publiques, le volume des coupes de bois a été réduit à partir de 2018 par mesure de précaution. Les coupes de bois se sont surtout concentrées sur l'évacuation des bois infestés et la sécurisation dans les peuplements de feuillus. De gros efforts ont été faits en matière de plantations mélangées, afin de restaurer les peuplements d'épicéas dévastés par le scolyte et d'augmenter le nombre des essences d'arbres dans la régénération naturelle des peuplements. En outre, des mesures visant à accroître la biodiversité dans les forêts ont été mises en œuvre, telles que la conservation de vieux arbres et de bois mort, la création d'îlots de sénescence, des mesures de rétention d'eau en forêt, etc. À long terme, l'augmentation de la biodiversité dans les forêts conduira à une augmentation de la résilience des forêts. De gros efforts ont également été menés pour préserver et restaurer la diversité génétique des forêts. Les mesures de régénération des peuplements forestiers tiennent désormais davantage compte des éléments favorisant la diversité génétique des forêts. L'Administration de la nature et des forêts a créé des peuplements et des jardins à graines afin de garantir le maintien d'un nombre suffisant de provenances autochtones des principales essences forestières.

Pour soutenir les propriétaires forestiers dans la gestion durable de leurs forêts, le Gouvernement a adopté des nouveaux régimes d'aides financières, en mettant un accent sur les travaux de régénération des forêts avec des essences adaptées à la station et sur les mesures en faveur de l'augmentation de la biodiversité en forêt. Par ailleurs, l'Administration de la nature et des forêts a mis à disposition des propriétaires forestiers un outil d'aide permettant d'identifier l'essence la plus adaptée à chaque station.

Reste à préciser que le succès des mesures pré-exposées de rajeunissement des forêts est tributaire de la régulation de la densité du gibier à un niveau qui permette à toutes les essences forestières de se développer.

**Structure d'accueil d'urgence « Wanteraktioun » | Question 0595 (11/04/2024) de Mme Claire Delcourt (LSAP)**

Selon les informations publiques, la structure d'accueil d'urgence « Wanteraktioun », mise en place chaque hiver pour offrir un abri aux personnes sans

domicile, fermera ses portes le 15 avril 2024. Par la suite, elle ne sera réactivée qu'en cas de conditions météorologiques extrêmes, tels que des froids exceptionnels, sans assurer un service continu comme c'était le cas jusqu'à présent. Cette situation suscite des préoccupations, particulièrement en ce qui concerne les demandeurs de protection internationale qui, en raison de la saturation des structures d'hébergement de l'Office national de l'accueil (ONA), trouvaient refuge à la « Wanteraktioun ».

Les demandeurs de protection internationale constituent un groupe particulièrement vulnérable qui requiert une protection spéciale, et que leur hébergement est essentiel à la garantie de leurs droits fondamentaux, conformément aux principes établis par la Cour européenne des droits de l'homme.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Est-ce que la « Wanteraktioun » fermera définitivement ses portes en date du 15 avril 2024 ?

2) Dans l'affirmative, quelle solution sera proposée aux demandeurs de protection internationale auxquels l'ONA n'a pas pu offrir d'hébergement dans son réseau d'hébergement ?

**Réponse (13/05/2024) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil**

L'Action Hiver, qui a été mise en place en tant qu'action humanitaire visant à protéger les personnes majeures en situation de sans-abrisme en période de grand froid, a fermé ses portes tel que prévu en date du 15 avril 2024. Or, au vu de la situation météorologique avec des températures en dessous de zéro continues au cours de la deuxième semaine suivant sa fermeture, et afin de garantir que personne ne risque de mourir d'hypothermie, elle a été temporairement réouverte du 23 au 28 avril.

Le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil ainsi que l'Office national de l'accueil sont constamment à la recherche de nouveaux terrains et bâtiments pour développer le réseau de structures d'accueil, tout en veillant à prioriser l'accueil des personnes particulièrement vulnérables. Dans ce contexte, deux nouvelles structures ont récemment été ouvertes, à savoir une structure pour DPI à Schimpach (mars 2024) et une structure pour BPT à Esch/Alzette (avril 2024).

**Marchés publics pour les projets des promoteurs sociaux | Question 0598 (11/04/2024) de M. Sven Clement (Piraten)**

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0399 hunn déi zoustänneg Ministere gekläert, dass eng privatrechtlech Entitéit, déi vun Wunnengsbauministère eng finanziell Bähëllef vu bis zu 75 % vun hirer Gesamtinvestitioun fir en Immobilieprojet als „aides à la pierre“ kritt, net verpflichtet ass, eng effentlechen Ausschreibung fir dese Projet ze maachen, ausser fir den Déifbau Deel, wann dësen Deel de Betrag vu 5.538.000 € (ouni TVA) iwwerschreit, a fir Servicer am Zesummenhang mat den Déifbauaarbechten, wann dës de Wäert vun 215.000 € (ouni TVA) iwwerschreiden. De Wunnengsbauministère huet an deem Zesummenhang eng Circulaire publizéiert (Circulaire 4/2024 aux promoteurs sociaux sans but de lucre).

Am Sënn vum „parallélisme des formes“ missten dës Reegelen deemno och fir Projete gëllen, déi vun anere Ministère cofinanzéiert ginn.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir Mëtzelstand, fir Wunnengsbau a Landesplanung, fir Wirtschaft a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Fale Bauprojeten (z. B. de Bau vun engem Foyer duerch eng ASBL oder Fondatioun), déi méi wéi 50 % vum Staat cofinanzéiert ginn, ënnert d'Gesetz vun de Marchés publics a mussen hir Projeten ëffentlech ausschreiwen?

2. Gëllt d'Reegel vun der Circulaire 4/2024 fir Projeten, déi vun anere Ministère mat méi wéi 50 % cofinanzéiert ginn?

3. Wäert d'Regierung eng weider Circulaire verëffentlechen, fir ze klären, ab wéini een duerch eng Verwaltung cofinanzéierte Projet ëffentlech ausgeschriww muss ginn?

**Réponse** (13/05/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro erkläert, gesäit den Artikel 57 vum geännerte Gesetz vum 8. Abrëll 2018 iwwer d'ëffentlech Ausschreiwunge Bestëmmunge vir, wéini sech d'Reegele vun de Marchés publics uwenne fir Kontrakter vu privatrechtlechen Entitéiten, déi vum Staat eng finanziell Subventioun kréien.

„Le présent Livre s'applique à la passation :

a) de marchés de travaux subventionnés directement à plus de 50 pour cent par des pouvoirs adjudicateurs, dont la valeur estimée, hors TVA, est égale ou supérieure à la valeur prévue à l'article 13 de la directive 2014/24/UE du Parlement et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE et qui concernent l'une des activités suivantes :

- i. des activités de génie civil figurant sur la liste de l'annexe II ;
- ii. des travaux de construction relatifs aux hôpitaux, aux équipements sportifs, récréatifs et de loisirs, aux bâtiments scolaires et universitaires et aux bâtiments à usage administratif ;

b) de marchés de services subventionnés directement à plus de 50 pour cent par des pouvoirs adjudicateurs, dont la valeur estimée, hors TVA, est égale ou supérieure à la valeur prévue à l'article 13 de cette directive, et qui sont liés à un marché de travaux visé au point a).

Les pouvoirs adjudicateurs qui fournissent les subventions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, points a) et b), veillent au respect des dispositions du présent Livre lorsqu'ils n'attribuent pas eux-mêmes les marchés subventionnés. Ils sont tenus de respecter le présent Livre lorsqu'ils passent eux-mêmes ces marchés au nom et pour le compte d'autres entités.

Les valeurs prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont modifiées conformément à l'article 52.“

Dës Reegele gëllen allgemeng fir all privatrechtlech Entitéiten déi staatlech Subventiounen kréie vu méi ewéi 50 % fir e spezifesch Projet. D'Déifbauarbeiten a Servicer, déi se selwer am Kader vun hire Projeten ausféiere loossen, mussen an deem Fall ëffentlech ausgeschriww ginn. Et handelt sech hei ëm eng Transposition vum Artikel 13 vun der europäescher Direktiv iwwer d'ëffentlech Ausschreiwungen (directive 2014/24/UE du parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE).

Dës Reegele sinn also allgemeng gültig, egal wéi ee Ministère d'Subventiounen gëtt.

Vu datt d'Reegele kloer sinn, ass am Moment net ugeduecht, fir eng allgemeng Circulaire zu deem Sujet ze publizéieren. Et kann all Ministère, dee Subventiounen gëtt, selwer appreciieren ob et eventuell ubreucht ass, a sengem spezifesch Beräich dës Reegelen duerch Circularen ze rappeliéieren.

De Volet „ëffentlech Ausschreiwunge“ mat der Referenz op den Artikel 57 vum geännerte Gesetz vum 8. Abrëll 2018 iwwer d'ëffentlech Ausschreiwunge vun der Circulaire 4/2024 ass deemno allgemeng gültig.

**Foire « Rad+Freizeit 2024 »** | Question **0620** (12/04/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

De 7. Abrëll 2024 huet d'ADFC Vëlofoire „Rad+Freizeit 2024“ am Rhein-Sieg-Forum zu Siegburg an Däitschland stattfonnt. Den ADFC Bonn/Rhein-Sieg ass ee vun de gréisste Kreesverbänn vum ADFC (Allgemeiner Deutscher Fahrrad-Club) mat iwwer 7.000 Membere an setzt sech säit 1979 fir den Interessi vun de Vëlofuerer\*innen zu Bonn an um Rhein-Sieg-Kreis an. Dëst Joer war Lëtzebuerg, als villsäiteg Vëlo-, Wander- a Kulturgebitt, fir d'zweete Kéier no 2003 offiziell Partnerregioun vun der gréisster Vëlostourismusfoire an Nordrhein-Westfalen. D'Foire selwer konnt 100 Aussteller aus 6 Länner souwéi 4.000 Visiteuren am Kongresszentrum begrëssen. Och Lëtzebuerg war als Partnerland mat engem grouesse Stand präsent.

An de leschte Joren huet sech Lëtzebuerg staark op de Vëlostourismus konzentréiert an huet seng flächendeckend Infrastruktur fir de Vëlo mat iwwer 600 Kilometer Vëlonetz attraktiv ausgebaut. D'Editioun vun 2024, déi am Zeeche vum Hauptpartnerland Lëtzebuerg stoung, gouf offiziell vum Verkëiersminister vun NRW, zesumme mam Buergermeeschter vu Bonn-Siegburg, opgemaach.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Mobilitéitsministesch an dem Här Tourismusminister folgend Froe stellen:

1. Wien huet Lëtzebuerg op Regierungsniveau bei der offizieller Erëffnung vertrueden?

2. Wéi gouf Lëtzebuerg als Land am Kontext vum Nation Branding op der gréisster Vëlostourismusfoire an NRW präsentéiert?

3. Wéi eng Moosname goufen a Relatioun mat der Zesummenarbecht mam ADFC Bonn/Rhein-Sieg ergraff, fir déi wirtschaftlech Potentialer vum Vëlostourismus zu Lëtzebuerg weider auszeschaffen?

**Réponse** (13/05/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Organisateur vun der Participatioun op touristesche Foiren a Salonen ass de GIE „Luxembourg for Tourism“ (LFT), et ass also net systematesch e Vertrieeder vum Wirtschaftsministère oder der Regierung op all Foire oder Salon derbäi. An dësem Fall war eng Beamtin, aus der Cellule „Aktivtourismus“ am Wirtschaftsministère bei der Ouverture vun der Foire „Rad+Freizeit“ mat derbäi.

D'Präsenz vu Lëtzebuerg op dëser regionaler Foire gouf zanter Jore vu ProVelo (fréier LVI) assuréiert, mat der finanzieller Ënnerstëtzung vum Ministère. Fir d'Editioun 2024, a well Lëtzebuerg Gaaschtland war, war LFT eng éischte Kéier mat Personal an Elementer vum nationalen Tourismusstand mat derbäi.

LFT, an och déi privat Partner, déi mat op dëser Foire waren, wäerten déi bei dëser Geleeënheet geknëppt Kontakter an de kommende Méint verëdeiw. Doriwwer eraus huet LFT eng Marketing- a Promotiounsstrategie fir den däitsche Marché, wou de Vëlostourismus e wichtige Bestanddeel ass.

**Compte bancaire des sociétés** | Question **0620** (16/04/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Je me permets de revenir sur une situation sur laquelle j'ai attiré l'attention à plusieurs reprises à travers diverses questions parlementaires (n° 7519, question élargie n° 188), à savoir l'impossibilité de nombreuses sociétés d'ouvrir un compte bancaire auprès d'une banque établie sur le territoire luxembourgeois.

Suivant mes informations, certaines banques de la place financière ont procédé à la fermeture d'un grand nombre de comptes bancaires de personnes privées et de sociétés en raison d'une réorganisation de leur politique interne. Ces personnes se retrouvent dépourvues de compte bancaire et doivent procéder rapidement à l'ouverture d'un compte bancaire auprès d'une autre banque. Malheureusement, ce processus prend du temps, notamment en raison de la procédure appelée « KYC » (know your customer) implémentée par les banques afin de respecter les règles prudentielles. Étant donné que ces clients ont déjà été identifiés et reconnus auprès d'une banque établie au Luxembourg, la question se pose si la banque ne pouvait pas reprendre ces données et ne serait dès lors plus obligée de recommencer la procédure à partir de zéro.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faudrait accélérer la procédure KYC en faisant profiter aux banques les données déjà recueillies par d'autres banques de la place financière ?

– Monsieur le Ministre est-il d'avis qu'une plus forte coopération entre les banques en matière d'échange d'informations pourrait être envisagée en vue de faciliter l'ouverture de comptes bancaires ?

– Quelles autres mesures Monsieur le Ministre compte-t-il prendre afin de faciliter l'ouverture de comptes bancaires au Luxembourg ?

**Réponse** (02/05/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

L'honorable Député s'enquiert sur les procédures « KYC » implémentées par les banques au Luxembourg et la coopération entre elles dans ce contexte.

À cet égard, il y a lieu de relever tout d'abord que le cadre législatif et réglementaire actuel prévoit déjà que les mesures de vigilance à l'égard de la clientèle peuvent, sous certaines conditions, être effectuées par des tiers et non par le professionnel lui-même. Ainsi, la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme (ci-après, « la loi du 12 novembre 2004 ») indique dans son article 3-3 que les professionnels peuvent recourir à des tiers pour l'exécution des mesures de vigilance définies à l'article 3, paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, points (a) à (c), et alinéa 2.

Concrètement, la loi du 12 novembre 2004 définit deux régimes pour l'exécution des mesures de vigilance par des tiers :

1. le régime du tiers introducteur défini à l'article 3-3, paragraphes 1<sup>er</sup> à 4, qui permet aux professionnels sous certaines conditions d'accepter des clients dont les mesures de vigilance ont été effectuées par une tierce personne ;



2. le régime d'externalisation défini à l'article 3-3, paragraphe 5, permet de confier l'exécution des mesures de vigilance à un tiers qui est considéré, en vertu d'un contrat, comme une partie du professionnel.

Il convient cependant de souligner que la responsabilité finale dans l'exécution des obligations de vigilance et l'acceptation du client incombe au professionnel qui a recours au tiers.

Ces régimes vont être détaillés encore davantage par le nouveau règlement européen relatif à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux ou du financement du terrorisme (ci-après, « AMLR ») qui a été adopté par le Parlement européen en date du 24 avril 2024. En effet, l'AMLR prévoit des dispositions encore plus explicites en ce qui concerne la possibilité de recourir à une procédure de vigilance à l'égard de la clientèle qui a été suivie par d'autres entités assujetties. Il est également prévu que l'Autorité européenne de lutte contre le blanchiment de capitaux (« AMLA ») publie des orientations à ce sujet. Étant donné que l'AMLR est un règlement européen, ces dispositions s'appliqueront directement au Luxembourg à partir de la date d'entrée en vigueur de celui-ci.

Finalement, il convient de noter qu'il existe d'ores et déjà sur la place financière luxembourgeoise une solution qui permet d'externaliser la réalisation des contrôles « KYC » à un prestataire spécialisé en la matière. Cette solution fonctionne sur base d'un référentiel centralisé des vérifications liées à la revue des dossiers clients, qui permet de bénéficier de la mutualisation de certaines données et documents afin de satisfaire aux exigences de la loi du 12 novembre 2004.

**Clé de répartition obligatoire pour les communes concernant les DPIs** | Question 0622 (16/04/2024) de **M. Georges Engel** | **Mme Claire Delcourt** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Le programme gouvernemental 2023-2028 souligne la nécessité d'une répartition équitable des demandeurs de protection internationale (DPI) à travers le territoire national, affirmant que « les DPI seront répartis équitablement à travers le pays. Toutes les communes devront participer et être solidaires en ce qui concerne l'effort de créer des structures pour DPI ».

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

1) Le Gouvernement prévoit-il d'établir une clé de répartition obligatoire pour les communes concernant les DPIs ? Dans l'affirmative, quels critères détermineront cette répartition ? Cette clé de répartition se limiterait-elle à l'accueil des demandeurs ou engloberait-elle également la création de structures d'accueil adaptées pour un séjour de longue durée ?

2) Combien de structures d'accueil pour les DPI sont actuellement en cours de planification ou de construction ? Quelle est la capacité d'accueil envisagée pour ces structures et quelles sont les communes concernées ?

**Réponse** (15/05/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1) Le Gouvernement ne prévoit à l'heure actuelle pas l'établissement d'une telle clé de répartition obligatoire pour les communes. En même temps, les discussions avec les communes seront intensifiées afin de continuer à développer le réseau de structures d'accueil à travers le pays.

ad 2) Le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil ainsi que l'Office national de l'accueil (ONA) cherchent quotidiennement à développer le réseau de structures d'accueil, adapter les capacités à une demande qui s'avère très dynamique et anticiper les développements futurs. À cette fin, le ministère et l'ONA sont en contact permanent avec les communes dans le pays entier pour explorer les possibilités d'une mise à disposition de nouveaux terrains ou immeubles au profit de l'accueil.

À l'heure actuelle, le réseau des structures d'hébergement de l'ONA se compose de 72 structures, réparties sur 34 communes du pays.

Ci-dessous les structures de l'ONA qui se trouvent en cours d'aménagement, respectivement qui ont récemment pu être ouvertes :

- structure d'hébergement pour DPI à Schimpach dans la commune de Wintrange, avec une capacité maximale de 55 lits, ouverture en mars 2024 ;
- structure pour bénéficiaires de protection temporaire (BPT) à Esch-sur-Alzette, avec une capacité maximale de 118 lits, ouverture en avril 2024 ;
- structure d'hébergement pour DPI à Etelbruck, avec une capacité maximale de 140 lits, ouverture prévue pour l'été 2024 ;
- structure d'hébergement pour DPI à Hesperange, avec une capacité maximale de 41 lits, ouverture prévue pour l'été 2024.

**Précarité énergétique** | Question 0623 (17/04/2024) de **M. Georges Engel** | **Mme Claire Delcourt** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Dans la réponse à la question parlementaire n° 0231, Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme a assuré qu'« aucun client vulnérable, donc éligible à l'aide sociale, n'est donc déconnecté, puisqu'un client vulnérable, qui est pris en charge par l'office social en cas de défaut de paiement, ne peut pas être déconnecté du réseau ».

Selon le dernier rapport de l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR, 2022), le nombre des dossiers envoyés aux offices sociaux en relation avec un non-paiement de factures d'électricité a nettement augmenté entre 2021 et 2022. Il a également été observé qu'« une harmonisation des procédures de traitement des clients en défaillance de paiement fait défaut, à la fois au niveau des fournisseurs et au niveau des offices sociaux ».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme et à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

- Pour les années 2021, 2022 et 2023, combien de fois les offices sociaux ont-ils pris en charge les dettes des clients vulnérables ? Quel en est le montant ?

- Combien de clients n'ont pas été déclarés vulnérables ?

- Est-ce que le Gouvernement envisage une harmonisation des procédures de traitement des clients en défaillance de paiement ?

**Réponse** (21/05/2024) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Dans un premier temps il y a lieu de préciser que la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale établit un droit à l'aide sociale et précise que toute demande d'aide adressée à un office social

relève d'une démarche délibérée et libre de la personne concernée. En effet, l'article 24 de la loi modifiée du 18 décembre 2009 précitée dispose que « La personne dans le besoin s'adresse à l'office (...) ». Il en découle donc que la personne concernée doit activement saisir l'office social.

De plus, il y a lieu de préciser que la notion de « client vulnérable » évoquée par Madame et Messieurs les Députés, n'est pas définie par la loi précitée de sorte que cette notion peut être interprétée différemment selon les offices sociaux.

L'article 29 de la loi précitée précise cependant que « Dans les conditions et modalités fixées par la présente loi, l'accès à l'eau ainsi qu'à une fourniture minimale en énergie domestique est garantie à toute personne remplissant les conditions d'éligibilité pour le droit à l'aide sociale, si elle se trouve dans l'impossibilité de faire face à ses frais d'eau destinée à la consommation humaine ou d'énergie domestique. »

Le tableau ci-dessous reprend le nombre de ménages ayant profité d'aides financières sous forme de subside non remboursables, pour des factures d'électricité. Comme le programme informatique de gestion des dossiers sociaux gérés par les offices sociaux ne permet pas de différencier davantage, le tableau ne renseigne pas le contexte dans lequel une telle aide a été adressée, voire octroyée. Il n'est donc pas possible de différencier entre les demandes adressées par les ménages en vertu d'une procédure de déconnexion du réseau et les demandes formulées dans un autre contexte.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

La décision de l'octroi d'une aide incombe au conseil d'administration de l'office social qui se base sur une enquête sociale et le diagnostic de l'étendu du besoin d'aide du demandeur voire une proposition d'aide élaborée par le professionnel social. La décision du conseil d'administration prend nécessairement en considération la situation globale du ménage.

En outre, l'accord de coalition affirme que « Dans le sens de l'égalité de traitement et de l'égalité des chances, le Gouvernement adaptera la loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale, en étroite collaboration avec les offices sociaux. L'introduction d'un indice socio-économique pour le calcul du ratio du personnel ainsi que les missions, l'organisation interne et la coordination des travaux de l'office social constitueront des éléments à analyser dans le cadre de cette refonte. » Les questions concernant une éventuelle harmonisation des procédures pourront également être analysées dans le cadre de cette refonte.

À noter toutefois qu'à ce jour, la procédure pour les fournisseurs est déjà harmonisée par la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité. En effet, cette loi prévoit d'ores et déjà des procédures pour les clients résidentiels en défaut de paiement. Si des divergences peuvent néanmoins être constatées sur le terrain, c'est parce que les différents fournisseurs souhaitent traiter leurs clients en difficulté avec une procédure encore moins contraignante.

**Utilisation des sachets de nicotine dans le milieu sportif** | Question 0624 (17/04/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Déi sougenannt Nikotin-Säckelcher, déi ënner Nimm wéi „Thor“, „Velo“ asw. wéi Kamelle verkaf ginn an hire Konsumenten e spezielle „Kick“ oder

Wickingereegeschaften versprochen, fannen och Zousproch am Sportmilieu.

1. Dofir wéilt ech gär vum Här Sportsminister wëssen, ob hien dovun Kenntnis huet.
2. Wéi ass déi Substanz anzeklasséieren?
3. Hunn déi national an international Doping-Agenturen de schnell wirkenden Nikotin, dee fir en direkte „Kick“ soll suergen, um Radar a wéi ass gegebenefalls hir Haltung dozou?

**Réponse** (02/05/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Jo ech hu Kenntnis vun der Consommation vun Nikotin-Säckelchen, notamment och am Sport.

ad 2. Aktuell sinn d'Nikotin-Säckelchen nach net reglementéiert. Well si keen Tubak enthalen, falen si net ënnert d'Antitubaksgesetz.

ad 3. No Récksprouch mat eiser nationaler Anti-Doping-Agence, der ALAD, kann ech confirméieren, datt dëse Sujet national, wéi och international vun der Welt-Anti-Doping-Agence (WADA), suivéiert gëtt. D'ALAD ass sech dem Gebrauch vun Nikotin-Säckelchen bewusst a schafft präventiv mat de Sportler\*innen, fir se iwwer d'Risiko vun all Zorte vu Sucht opzeklären.

Zu der Fro, ob de Konsum am Sport verbueden ass, gëllt et ze betounen, datt den Nikotin, an domat och d'Nikotin-Säckelchen, aktuell net op der Lëscht vun de verbuedene Substanzen vun der WADA steet.

.....

**Régimes de pension privés** | Question **0625** (17/04/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Dans l'objectif de renforcer le deuxième et le troisième pilier de l'assurance pension, le régime fiscal prévoit aujourd'hui plusieurs avantages fiscaux qui sont liés aux cotisations faites dans le cadre d'un contrat de pension privée, ainsi qu'aux prestations résultants.

Concernant les avantages liés aux cotisations, le budget de l'État projette un déchet fiscal lié à la déductibilité des versements au titre d'un contrat de prévoyance-vieillesse (3<sup>e</sup> pilier) à hauteur de 54 millions d'euros en 2024, en hausse de 50 % depuis 2021. En ce qui concerne le déchet fiscal lié à la déductibilité des cotisations personnelles dans un régime complémentaire d'entreprise (2<sup>e</sup> pilier), celui-ci s'élève à 8 millions d'euros en 2024 (+33 % depuis 2021).

D'après un article de presse paru en janvier<sup>1</sup>, 72.700 déclarations fiscales avec mise en compte de la déduction pour les contributions au titre d'un plan prévoyance-vieillesse auraient été introduites en 2021 avec un total de 207 millions d'euros de déductions accordées. Le déchet fiscal de l'année 2021, tel qu'affiché dans le budget pluriannuel 2021-2024 (36 millions d'euros), correspondrait ainsi à 23,2 % de la déduction totale des déclarations introduites en cette année, ce qui laisse supposer que le déchet fiscal affiché est déterminé sur base du taux moyen d'imposition du ménage et non pas sur base de son taux marginal.

Or, afin de pouvoir comparer la situation actuelle avec une situation hypothétique dans laquelle les cotisations ne seraient pas déductibles, il est nécessaire de connaître à quel niveau le déchet fiscal

s'élèverait si on le calculait sur base du taux d'imposition marginal du contribuable, étant donné que le contribuable qui fait des contributions à un régime de pension privé serait redevable d'un impôt supplémentaire égal à la multiplication de son taux marginal et des contributions faites.

Ainsi, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Pouvez-vous me confirmer que le déchet fiscal lié à la déductibilité des versements au titre d'un contrat de pension privée (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> pilier) est calculé sur base du taux d'imposition moyen du contribuable et non pas sur base de son taux d'imposition marginal ?

2) Dans l'affirmative de la première question, pouvez-vous me donner le niveau du déchet fiscal lié à la déductibilité des versements au titre d'un contrat de pension privée (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> pilier), calculé sur base du taux marginal du contribuable, et ceci pour les années 2020, 2021, 2022 et 2023 ?

Les avantages fiscaux octroyés aux pensions privées ne se limitent pas à la seule déductibilité des contributions. En effet, l'exemption partielle ou complète, voire la moindre imposition des prestations perçues par le bénéficiaire d'une pension privée constitue un avantage fiscal supplémentaire.

Toujours dans l'optique d'avoir des clarifications concernant le déchet fiscal réel, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

3) Quel serait le niveau de recettes fiscales supplémentaires générées si les prestations des plans de prévoyance vieillesse (3<sup>e</sup> pilier) auraient été imposées de manière intégrale (donc sans exemption partielle et sans régime d'imposition au demi-taux global), et ceci pour les années 2020, 2021, 2022 et 2023 ?

4) Quel serait le niveau de recettes fiscales supplémentaires générées si les prestations des régimes de pension complémentaires (2<sup>e</sup> pilier) auraient été imposées de manière intégrale, et ceci pour les années 2020, 2021, 2022 et 2023 ?

5) À titre de comparaison, pouvez-vous me renseigner à quel montant se sont élevées les recettes fiscales générées par l'imposition forfaitaire de 20 % des contributions à un tel plan de pension du 2<sup>e</sup> pilier au niveau des employeurs et ceci pour les mêmes années ?

Le coût des avantages fiscaux décrits ci-dessus est supporté par la collectivité, tandis que seule une partie des salariés souscrit ou a accès à ce genre de produit. Dès lors, il me paraît judicieux de requérir davantage de renseignements sur le profil des personnes qui ont contracté un plan de prévoyance-vieillesse ou qui ont accès à un régime complémentaire d'entreprise.

Ainsi, je voudrais encore poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

6) En procédant par une ventilation par classe d'imposition, comment les contribuables ayant contracté un plan de prévoyance-vieillesse se distinguent-ils des contribuables non-souscripteurs d'un tel plan en matière de revenu imposable (revenu moyen, revenu médian, seuils des différents déciles de revenus, etc.) ?

7) Parmi les entreprises qui ont un plan de pension complémentaire, quelle est la part des salariés qui est couverte par un tel plan ?

8) Comment les salariés couverts par un plan de pension complémentaire d'entreprise se distinguent-ils des salariés non couverts par un tel plan en matière de salaire (salaire moyen, salaire médian, seuils des différents déciles de salaires, etc.) ?

**Réponse** (17/05/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

ad 1) L'honorable Député s'enquiert au sujet du déchet fiscal lié à la déductibilité des versements au titre d'un contrat de pension privée (2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> pilier).

À cet égard, il y a lieu de confirmer que le calcul de ce déchet fiscal est basé sur le taux d'imposition moyen, alors qu'un calcul effectué en application du taux d'imposition marginal aboutit à une surévaluation du montant du déchet fiscal. Le tableau ci-après reprend le montant des déchets fiscaux calculés sur base du taux d'imposition moyen du contribuable pour les années 2020 à 2024 (chiffres issus des projets de budget respectifs) :

*(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).*

ad 2) Le tableau ci-après expose le montant des déchets fiscaux relatifs à la déductibilité des versements auxdits contrats de pension privée en appliquant le taux marginal maximal dans lequel se trouve le contribuable à l'intégralité de la somme des versements effectués au 2<sup>e</sup> ou au 3<sup>e</sup> pilier. Il est important de souligner que le calcul par taux marginal est à relativiser, car cette méthode surévalue le montant du déchet fiscal, alors que le taux marginal s'applique, le cas échéant, seulement sur une fraction de cette somme.

L'année 2023 a été laissée de côté, vu le nombre relativement faible d'impositions traitées fin avril 2024 (état d'imposition de 5,27 %).

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).*

ad 3) À la fin du contrat, les prestations à verser au bénéficiaire peuvent prendre la forme de rente viagère ou d'un versement en capital, ou sous forme de combinaison des deux.

En ce qui concerne la mise à disposition sous forme de rente, les revenus des rentes viagères mensuelles résultant d'un contrat de prévoyance-vieillesse sont saisis informatiquement de manière cumulée avec les éventuels arrérages de rentes et autres allocations et avantages périodiques, de sorte qu'aucun détail n'est disponible informatiquement.

De manière similaire dans le cas d'un versement en capital : Ce revenu est intégré et saisi informatiquement dans les revenus nets divers tout comme, par exemple, les plus-values mobilières ou les cessions de participations importantes.

Il s'ensuit que le montant du revenu n'est pas disponible séparément de manière informatique, et une estimation des recettes additionnelles s'avère impossible.

De manière générale, n'ayant pas d'informations sur les réactions comportementales des contribuables en cas de traitement fiscal moins favorable desdites prestations, les recettes fiscales supplémentaires estimées ne seraient que hypothétiques.

ad 4) Comme pour les plans de prévoyance vieillesse du 3<sup>e</sup> pilier, l'allocation à la fin du contrat peut se faire soit sous forme de rente viagère soit sous forme d'un versement unique en capital, ou comme mélange des deux.

Ainsi, pour l'option de mise à disposition sous forme de rente, les informations y relatives sont regroupées avec celles sur les éventuels autres arrérages et rentes, et en cas de versement en capital, les données sont regroupées avec d'autres revenus nets divers.

De manière générale, n'ayant pas d'informations sur les réactions comportementales des contribuables

<sup>1</sup> « Abenteuer dritter Pfeiler » et « Berichtigung ». « Land » du 13 janvier 2024 rectifié dans « Land » du 19 janvier 2024.



en cas de traitement fiscal moins favorable desdites prestations, les recettes fiscales supplémentaires estimées ne seraient que hypothétiques.

ad 5) Le tableau ci-après reprend les impôts encaissés via l'imposition forfaitaire de 20 % des contributions à un tel plan de pension par les employeurs :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

ad 6) Les informations demandées sont reprises dans les tableaux annexés à la présente.

ad 7) Les données relatives au 2<sup>e</sup> pilier dont dispose l'Administration des contributions directes (ACD) ne sont pas exhaustives. L'ACD a uniquement connaissance de la retenue libératoire de 20 % globale effectuée par les employeurs pour le compte de leurs salariés (cf. 5)), mais ne dispose pas de détail sur le nombre de bénéficiaires effectifs au sein de chaque entreprise.

ad 8) L'ACD ne dispose que des informations sur le nombre de salariés qui cotisent de manière volontaire à un plan de pension complémentaire d'entreprise. Ainsi, l'ACD n'est pas à même de fournir des informations sur la part des salariés qui ne cotisent pas à un tel plan eux-mêmes, mais où uniquement l'employeur effectue un versement pour leur compte.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

**Normes pour salles d'attente de cabinets médicaux | Question 0626 (17/04/2024) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)**

Dans un certain nombre de pays, les salles d'attente dans les cabinets médicaux sont assujetties à des normes précises dont l'accessibilité, l'affichage, le respect de la confidentialité, le confort et l'aménagement ainsi que l'affichage des tarifs.

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale si une telle réglementation est envisagée au Luxembourg.

2) Quelles sont le cas échéant les normes que devraient respecter les salles d'attente annexées aux cabinets médicaux ?

3) Une telle réglementation pourrait-elle être envisagée dans le cadre du projet de loi sur les sociétés médicales ?

**Réponse (07/06/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

ad 1) Pour l'instant, il n'est pas prévu d'introduire une réglementation spécifique pour l'aménagement des salles d'attente. Les règles encadrant l'exercice de la médecine sont établies par le Code de déontologie des professions de médecin et de médecin-dentiste, qui énonce notamment en son article 30 que « Le médecin doit disposer, au lieu de son exercice professionnel, d'une installation convenable, de locaux adéquats et des moyens techniques suffisants en rapport avec la nature des actes qu'il pratique ou avec la population qu'il prend en charge. [...] »

ad 2) Le Code de déontologie précité énonce divers principes à respecter notamment en matière d'accès au cabinet et d'encadrement des informations qui peuvent être affichées.

ad 3) Toute réglementation y afférente constituerait une ingérence dans l'exercice d'une profession libérale et devrait, le cas échéant, être insérée au Code de déontologie.

**Réseaux d'ingérence pro-russes | Question 0627 (17/04/2024) de Mme Sam Tanson (déi gréng)**

Fin mars le Service de renseignement tchèque BIS a révélé que le serveur de propagande prorusse « Voice of Europe », basé à Prague, aurait entretenu des contacts à travers toute l'Europe, y compris jusqu'au Parlement européen. Ce portail était également actif sur les réseaux sociaux, avec pour objectif de discréditer l'Ukraine et d'influencer les élections européennes.

Mi-avril, les services de renseignement belges ont annoncé avoir découvert « des réseaux d'ingérence pro-russes » actifs dans plusieurs pays européens, selon le Premier ministre belge Alexander De Croo. D'après les enquêteurs belges, ces réseaux dirigés par la Russie cherchent à influencer les élections européennes en soutenant les candidats pro-russes.

Dans ce contexte, se pose dès lors la question si des hommes ou femmes politiques luxembourgeois sont également concernés par ces réseaux d'ingérence, d'où ma question :

– Est-ce que Monsieur le Premier ministre a connaissance de faits similaires concernant des politicien.ne.s ou candidat.e.s voire d'autres personnalités au Luxembourg ?

**Réponse (22/04/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre**

Je n'ai pas connaissance de faits similaires au Luxembourg.

**Cumul de revenus professionnels et pension | Question 0628 (17/04/2024) de M. Marc Baum (déi Lénk)**

Depuis la réforme des pensions de 2012, il est possible de cumuler revenus professionnels et pension sans restriction après l'âge de 65 ans.

Dans une réponse, datée du 2 mai 2022, à une question parlementaire, l'ancien ministre responsable Claude Haagen avait précisé combien de personnes combinaient leur pension de vieillesse après 65 ans avec une activité professionnelle :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

Madame la Ministre de la Sécurité sociale, serait-il possible d'avoir les données suivantes à propos des pensionnés combinant pension et activité professionnelle après l'âge de 65 ans :

1) Combien occupent une activité dite « insignifiante » (dont les revenus s'élèvent à moins d'un tiers du salaire social minimum) et combien une activité aux revenus qui dépassent ce seuil (de 2012 à 2022) ?

2) De quelles catégories professionnelles (agriculteurs, cadres et professions intellectuelles, commerçants, employés, ...) ces personnes relèvent-elles (de 2012 à 2022) ?

3) Ces personnes ne paient pas de cotisations de pension sur les revenus qu'elles tirent de leurs activités professionnelles. S'agissant des personnes qui ont une activité professionnelle non insignifiante, combien d'argent supplémentaire aurait été disponible de 2012 à 2022 chez la CNAP si ces personnes avaient dû payer des cotisations de pension sur leurs revenus ?

**Réponse (13/06/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

ad 1) En 2022, sur 120.219 bénéficiaires d'une pension de vieillesse du régime général d'assurance pension âgés d'au moins 65 ans, 6.309 (5,2 %) ont

réalisé des revenus d'une activité professionnelle au Luxembourg. Dans 3.237 cas, ces revenus dépassent le seuil d'un tiers du salaire social minimum (non insignifiant).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Remarque : Les différences avec les effectifs renseignés dans la question parlementaire n° 5842 de 2022 sont entre autres dues au fait que les cas d'activités à revenus insignifiants et dispensés de l'assurance obligatoire à l'assurance maladie-maternité en vertu de l'article 5 du Code de la sécurité sociale (CSS) n'y étaient pas communiqués.

ad 2) En 2022, le revenu professionnel des 6.309 personnes concernées provient en 2.434 cas d'une activité salariée, dans 356 cas d'une activité agricole indépendante, dans 1.514 cas d'une activité intellectuelle indépendante et dans 2.005 cas d'une autre activité indépendante.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

ad 3) L'article 178 du CSS prévoit que « les bénéficiaires d'une pension de vieillesse qui exercent une activité pour leur propre compte après l'âge de soixante-cinq ans ne sont pas soumis à l'assurance. En cas d'exercice d'une occupation salariée après l'âge de soixante-cinq ans par un bénéficiaire de pension de vieillesse, la cotisation est due comme en cas d'assujettissement. La moitié du montant nominal de la cotisation à supporter par l'assuré conformément à l'article 240 est remboursée sur demande par année de calendrier. En cas de décès l'article 209 est applicable. »

Les revenus professionnels non insignifiants sur activités indépendantes réalisées par des bénéficiaires d'une pension de vieillesse du régime général après l'âge de 65 ans et non soumis à l'assurance pension s'élèvent à 79,8 millions d'euros en 2022. Ce montant tient compte du maximum cotisable.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Les cotisations pensions sur salaires remboursées par la CNAP à des bénéficiaires d'une pension de vieillesse du régime général après l'âge de 65 ans s'élèvent à 4,9 millions d'euros en 2022.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

**Délai d'approbation de fonds d'investissement | Question 0629 (17/04/2024) de M. Laurent Mosar (CSV)**

En janvier 2024, l'association irlandaise des fonds a publié une mise à jour sur le régime révisé des Fonds européens d'investissement à long terme (ELTIF 2.0), faisant référence aux éléments clés du chapitre ELTIF proposé dans le règlement sur les fonds d'investissement alternatifs de la Banque centrale irlandaise et évoquant la possibilité d'approuver les ELTIF en 24 heures.

À la suite d'un processus de consultation sur le chapitre ELTIF, la Banque centrale d'Irlande a écrit dans sa déclaration de retour d'information publiée en mars 2024 : « Lorsqu'un ELTIF d'investisseur qualifié répond aux critères énoncés dans la définition du chapitre ELTIF et prévoit une souscription minimale de 100.000 €, la Banque centrale lui permettra de se prévaloir du processus d'approbation en 24 heures de la Banque centrale pour les QIAIF (Fonds d'investissement alternatif d'investisseur qualifié) et ces ELTIF

seront soumis aux exigences de détail et aux limites énoncées dans la réglementation ELTIF dans l'intérêt d'assurer une protection appropriée des investisseurs. » Suite à cette décision de la Banque centrale d'Irlande, la question se pose dans quelle mesure le régulateur luxembourgeois pourrait approuver des fonds d'investissement dans des délais plus brefs afin de permettre au secteur de rester compétitif face à son principal concurrent européen. Même si le délai de 24 heures peut être considéré de trop juste pour un examen réglementaire approfondi et que cet examen reste très important, une accélération des procédures d'approbation serait quand même bénéfique pour l'industrie des fonds luxembourgeois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

– Monsieur le Ministre pourrait-il me renseigner quel est le délai d'approbation de fonds ELTIF au Luxembourg ?

– Plus généralement, quel est le délai d'approbation des fonds UCITS et ETF ?

– Quelles sont les mesures envisagées par le Gouvernement pour simplifier et réduire les délais d'approbation dans le secteur financier ?

**Réponse** (17/05/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

L'honorable Député se réfère à une récente déclaration de la Banque centrale d'Irlande et demande des renseignements sur les délais d'approbation des Fonds européens d'investissement à long terme (ELTIF) par la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF).

En réponse aux questions de l'honorable Député, il y a tout d'abord lieu de préciser qu'un ELTIF n'est pas une structure « standalone », mais un agrément additionnel donné à un Fonds d'investissement alternatif (FIA) lui permettant de commercialiser ses parts auprès d'investisseurs professionnels et/ou de détail, les FIA étant quant à eux généralement limités aux investisseurs professionnels.

Ainsi, d'après la CSSF, les délais avancés par la Banque centrale d'Irlande pour l'approbation des ELTIF seraient des délais additionnels aux agréments d'un FIA, cette approbation du FIA, ou du moins la revue et l'acceptation de la documentation du FIA, étant un prérequis. S'y ajoute que le processus d'approbation très court ne s'applique pas à tous les ELTIF et demande que des conditions préalables soient remplies.

Au Luxembourg, les délais d'agrément pour un FIA sont variables, selon le volume, la complexité et toutes les spécificités du dossier. La CSSF s'efforce toutefois constamment et pour chaque dossier d'agrément de FIA de garder ces délais le plus court possible.

À des fins de transparence, la CSSF publie depuis 2021, semestriellement, des statistiques sur les délais d'agrément de nouveaux fonds d'investissement: Processing time of initial authorisations of regulated investment vehicles – CSSF. Les statistiques démontrent que la bonne préparation d'un dossier résulte dans un temps réduit de traitement, revue et accord du dossier par la CSSF.

En ce qui concerne les délais pour l'agrément du volet « ELTIF » d'un FIA déjà existant, la CSSF a pour objectif d'octroyer l'agrément au plus tard endéans 5 jours ouvrables à partir de la soumission d'un dossier complet. Dépendant du dossier concret, le délai d'approbation peut être plus ou moins long. Les ELTIF pouvant être commercialisés auprès d'investisseurs

de détail, la CSSF ne fait aucune impasse en matière de protection des investisseurs de sorte à aboutir à un dossier de haute qualité en fin d'agrément.

La CSSF améliore continuellement son processus d'agrément pour tous les fonds qui nécessitent un agrément de sa part. En ce qui concerne plus spécifiquement les ELTIF, il convient de noter que la CSSF a publié, avant toutes les autres autorités, un questionnaire d'agrément actualisé le 15 décembre 2023. L'objectif principal de ce questionnaire est d'accélérer les demandes d'agrément du volet « ELTIF » en posant les questions pertinentes dès le départ, évitant ainsi au maximum des commentaires de la CSSF, voire des allers-retours inutiles. Ceci dit, les délais d'agrément ont été réduits depuis la mise en ligne de la refonte du questionnaire et les retours de la part de l'industrie ayant remis des dossiers pour agrément sont très positifs.

Il convient par ailleurs de rappeler que la CSSF a implémenté des modèles de prospectus et de statuts standardisés suite à la demande de l'industrie des fonds d'investissement. Ces modèles ont pour objectif de faciliter et de standardiser la création de la documentation légale, et la revue par la CSSF, avec l'objectif de réduire le temps d'accès au marché.

Il y a enfin lieu de noter que d'après le registre tenu par l'Autorité européenne des marchés financiers (ESMA) (Register of authorised European long-term investment funds (ELTIFs) (europa.eu)), la CSSF est actuellement l'autorité qui a accordé le plus grand nombre d'autorisations ELTIF. Au 31 mars 2024, la CSSF compte 78 ELTIF luxembourgeois agréés.

**Demande d'entrevue d'un syndicat du personnel des institutions européennes** | Question 0630 (17/04/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Selon un article de presse, Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes n'a jusqu'à présent pas rencontré l'Union syndicale Luxembourg, un syndicat d'employé.e.s de l'UE au Luxembourg, pour discuter des difficultés de recrutement de personnel pour les institutions européennes établies dans le pays. Et ce, bien que ledit syndicat ait déjà demandé à trois reprises un tel échange au cours des derniers six mois.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

– Monsieur le Ministre entend-il rencontrer des représentant.e.s de l'Union syndicale Luxembourg ? Dans l'affirmative, quand ? Dans la négative, pourquoi ?

**Réponse** (08/05/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

La promotion de l'attractivité du site Luxembourg pour les personnes employées par les institutions et organismes de l'Union européenne basés au Luxembourg est une priorité du Gouvernement.

En sa qualité de Premier ministre, M. Bettel a rencontré les représentants de l'Union syndicale Luxembourg (USL) en septembre 2023 pour discuter notamment des difficultés de recrutement de personnel pour les institutions européennes établies dans le pays. Dans sa nouvelle qualité de Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, M. Bettel est disposé à rencontrer à nouveau les représentants de l'USL quand son agenda le lui permettra.

**Nouveau bâtiment de la SNCI** | Question 0631 (17/04/2024) de **Mme Corinne Cahen** (DP)

Zanter 2019 ass gewosst, dass déi National Kredittdan Investissementsgesellschaft (SNCI), déi eng Dose Leit beschäftegt, an en neit Gebai um Boulevard Emmanuel Servais plënnere soll, well dëst laut engem Artikel aus dem „Paperjam“ aus dem selwechte Joer, „besser un hir Aktivitéiten adaptéiert wier“.

Dëst Gebai gouf doropshi fir 14,35 Milliounen Euro opkaf. Et waren awer gréisser Renovatiounskäschten néideg.

Enzel Artikelen an der Press haten ugedeit, dass sech duerch déi grouss Surface vun der Villa d'Méiglechkeet géif ubidden, dass nach aner Acteuren an dës Raimlechkeete kéinte plënneren.

An deem Kader wollt ech dem Här Finanzminister folgend Froe stellen:

– Wéi grouss ass d'Surface vun dem neie Gebai vun der SNCI?

– Wéi héich sinn d'Renovatiounskäschten? Sinn dës méi héich, wéi ufanks ugeduecht? Bei wéi vill wäerten d'Gesamtkäschte fir d'Gebai an d'Émbauarbechten um Enn leien?

– Wäerten nieft de Mataarbechter vun der SNCI nach aner Acteuren dës Gebailechkeeten notzen? Falls jo, gëtt et heifir scho konkret Iddien?

**Réponse** (17/05/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Déi honorabel Deputéiert stellt eng Rei Froen zu dem zukünftige Gebai vun der SNCI. Et sief drun erënnert, dass d'SNCI eng finanziell autonom Bank ass, déi dem Lëtzebuurger Staat gehéiert. D'SNCI gëtt fir keng vun hiren Aktivitéite subventionéiert oder soss vum Staat bezuelt. Si bestreift all hir Fonctionnements- an Investementskäschten aus hiren eegene Mëttelen (an net iwwert dem Staat säi Budget).

D'Gebai, dat d'SNCI 2019 fir ee Präis vu 14,35 Milliounen Euro kaf huet, staamt aus dem Ufank vum 20. Joerhonnert (mat enger Annex vun 1982). Dat historesch Gebai, e Stéck lëtzebuergesche Patrimoine, deen deelweis vun der Stad Lëtzebuerg als geschützt klasséiert ass, gëtt vu Lëtzebuurger Handwerksbetriber am Respekt vun de geltenden Norme renovéiert.

D'Bruttofläch vun deien SNCI-Gebai beleeft sech op ronn 2.830 Meeterkaree. D'Gebai huet eng Nettototzfläch vun 2.300 Meeterkaree, dovun si 687 Meeterkaree Bürofläch. De Rescht si Versammlungssäll, Gäng, Sanitär, sozial Raim an Archiven, esouwéi eng 500 Meeterkaree mat enger separater Entrée, déi ofgetrennt a verlount kënne ginn.

D'Renovatioun vum Gebai huet just virun der Covid-pandemie ugefaangen. Trotz extensiven Tester virum Kaf vum Gebai, gouf Asbest op verschidde verstoppte Plaze fonnt. Dëst huet eng Rei zousätzlech Käschte mat sech bruecht. D'Inflatioun huet sech, iwwert de Konstruktionsindex, och um Budget niddergeschloen. Dowéinst huet den initiale Budget eemol missen ugepasst ginn. D'Renovatioun kascht am Ganze 15,7 Milliounen Euro, verdeelt op d'Joren 2020 bis 2025.

D'SNCI zielt haut 21 Mataarbechter a plangt weider Leit iwwert déi nächst Joren anzustellen, fir zukünftigen Erwaardungen gerecht ze ginn. Donieft ass virgesinn, een Deel vum Gebai ze verlounen, an ee Partner, deem seng Aktivitéit mat där vun der SNCI komplementär ass. D'SNCI ass de Moment a Gespräicher an deem Kontext.



## Recommandé électronique de POST Luxembourg | Question 0635 (18/04/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

POST bitt zënter 2023 de Service vum Online-Recommandé un, mat deem ee Bréiwer iwwert den elektronnesche Wee kann un een Destinataire fortschëcken. POST selwer schreift op hirer Websäit:

„Le recommandé électronique de POST Luxembourg respecte les exigences du service d'envoi recommandé électronique qualifié au sens du règlement (UE) n° 910/2014.“

Mir sinn awer Fäll zu Ae komm, wou Verwaltungen de Recommendedé électronique ignoréiert hunn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Justiz a fir Wirtschaft dës Fro stellen:

– Kann de Recommendedé électronique och vu Bierger:inne genotzt ginn, fir Messagen u staatlech Verwaltungen ze schëcken? Ass dës Form vum Verschëcken equivalent zum Verschëcke vu Recommendedébréiwer a Pabeierform?

**Réponse (22/05/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme**

De Recommendedé électronique vu POST Lëtzebuerg ass equivalent mat engem Recommendedébréif a Pabeierform an entsprécht den Ufuerderunge vum qualifizéierten elektronnesche registréierte Versand-service, deen duerch d'Reglement (EU) N° 910/2014 festgeluecht gouf.

Technesch gëtt d'Identifikatioun vu Sender an Empfänger iwwert eng Luxtrust Zertifizéierung duerchgefouert, déi den Ufuerderunge vum Règlement (EU) N° 910/2014 entsprécht. Wann de Client eng elektronnesch registréiert Sendung bestellt, gëtt hien op dës duebel Ufuerderung opmierksam gemaach. D'Regierung wäert en enger Promotioun vun dësem Service bei de Verwaltunge schaffen, dëst a Kooperatioun mat POST Luxembourg.

## Accès à la carrière d'officier de l'armée | Question 0637 (19/04/2024) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

De Staat huet rezent an zweeter Instanz eng Gerichtsaffär verluer, wou et ëm d'Eligibilitéit vun engem Kandidat fir d'Offiziéeschkarriär an der Arméi giong. Engem bestëmmte Kandidat seng Kandidatur gouf wéinst sengem Alter ecartéiert, obwuel hien de Sportstest ewéi och de schréfflechen Test mat ganz gudder Resultater bestanen hat an dee betreffend ausserdeem och scho Member vun der Arméi war. D'Gericht huet hei en offensichtleche Fall vun Diskriminatioun erkannt, deen der Verfassung widderstécht. De Fall, deen elo schonn e puer Joer zeréckläit, kann iwwerraschen, well et schonn zum Zäitpunkt vun där Decisioun vun där fréierer Regierung weeder politesch nach rechtlech ëmstridde wor, datt eng Altersdiskriminéierung prinzipiell net zoulässeg ass.

Wann esou eng Decisioun kënn, misst een eigentlech kënnen dovun ausgoen, datt de Staat ganz séier säi Bescht mécht, fir d'Onrecht, dat entstanen ass, géintiwwer dem Betreffenden integral ze redresséieren. Verzögerunge kënnen ouni Zweifel bedeitend negativ Auswierkungen op d'Karriär vun deene Betreffenden hunn.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung folgend Fro stellen:

1. Wéi kann d'Madamm Arméiminister esou eng Rekrutéierungsentscheidung, besonnesch am Kontext vum akute Mangel u qualifizéierte Kandidature fir d'Arméi, erklären? Wéi eng Léieren zitt d'Arméi aus dëser Affär, och fir an Zukunft diskriminatoresch Entscheedunge géint militäreschen an zivill Kandidaten, déi bannent der Arméi opsteige wëllen, ze verhënnere?

2. Ass der Regierung bekannt, ob weider Fäll vun Diskriminéierung bannent dem öffentlechen Déngscht an deene leschte fënnf Joer opgetratt sinn? Wa jo, wéi vill an aus wéi enge Grënn? Wéi goufen dës Fäll ënnersicht an zu wéi enge Conclusiounen sinn déi verantwortlech Instanze komm?

3. Ginn an deene Fäll, an deenen de Staat e Gerichtsprozess verléiert, all Ustrengungen ënnerholl, fir dat Onrecht, dat eng Persoun duerch de Staat erlidden huet, séier a komplett ze reparéieren? Gëtt et Reklamatiounen, well de Staat esou Urteeler net direkt a mat guddem Wëllen ëmsetzt?

**Réponse (17/05/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Défense | M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique**

Wat déi éischt Fro betrëfft, wéilt d'Veerdeedegungsministesch informéieren, dass d'Decisioun am Fréijoer 2021 sech dorop baséiert huet, dass am Militärgesetz, wat zu deem Zäitpunkt a Kraaft war, eng Alterslimit fir Offiziéier ze ginn, virgeschriwwen war.

D'europäesch Direktiv 2000/78/CE, déi e generelle Kader fir eng egalitär Behandlung um Aarbechtsmaart an op der Aarbecht setzt (Égalité de traitement en matière d'emploi et de travail), gesäit vir, dass d'Memberstaaten, a bestëmmte Fäll, Derogatiounen zum generelle Verbuet vun Diskriminatiounen dierfe festleeën. Dës Méiglechkeet ass am Kader vun enger Modifikatioun vum Staatsbeamtestatut am Joer 2005 esou iwwerholl ginn, sou dass bei der Arméi op Basis vum Artikel 1bis am Staatsbeamtestatut zum Zäitpunkt vun der Decisioun Alterslimitte fir d'Militär bestanen hunn.

Scho virun der Decisioun, op déi den honorabelen Deputéierten sech bezitt, war am Kader vun den Aarbechten zur Revisioun vum Militärgesetz geplangt, d'Alterslimitte fir Militär ofzeschaffen.

Virun deem Hannergrond gouf de Kandidat an den Examen zougelooss, mam Hiweis, dass en d'Alterslimit net respektéiere géif, mee dass déi deemoleg zoustänneg Ministeren (öffentlechen Déngscht a Verdeeedegung) iwwerpräiwe géifen, ob eng Derogatioun zu där Alterslimitte méiglech wier.

Leider war keng legal Derogatioun méiglech, sou dass d'Regierung sech un déi am Militärgesetz virgeschriwwen Alterslimitte huet missen halen, fir net géint d'Gesetz ze verstoussen.

Dës Decisioun gouf och an éischer Instanz vum Tribunal administratif den 19. Juli 2023 confirméiert.

Mam Akraafttriede vum Arméisgesetz vum 7. August 2023 goufe sämtlech Alterslimitte, fir an d'Arméi ze goen, ofgeschafft.

D'Urteel vun der Cour administrative vum 14. Mäerz 2024 bitt elo nodréiglech d'Méiglechkeet, de Kandidat anzustellen. D'Servicer vun der Defense hunn an deem Sënn Kontakt mam Kandidat opgeholl.

Wat déi zweet an drëtt Fro betrëfft, wéilt de Minister fir d'Fonction publique den honorabelen Deputéierten informéieren, dass him keng weider Fäll vun Diskriminéierung bekannt sinn.

## Capacité du Luxembourg à recruter des professionnels de la santé en Allemagne | Question 0640 (19/04/2024) de M. François Bausch (déi gréng)

Le Ministre allemand de la Santé a annoncé des réformes qui devraient avoir un impact considérable sur l'architecture des soins de santé en Allemagne.

D'un côté, il est prévu de réformer le système actuel qui soumet les hôpitaux à une pression de rentabilité économique considérable. Aujourd'hui, les cliniques reçoivent un montant forfaitaire en euros par cas traité. Ces forfaits seront réduits et en échange, il est prévu d'établir des montants fixes pour la disponibilité du personnel, des services d'urgence ou des équipements médicaux nécessaires. À l'avenir, les hôpitaux allemands devraient recevoir 60 % de la rémunération uniquement pour la disponibilité des services offerts.

De l'autre côté, un deuxième projet de réforme concernant le personnel soignant en général a pour objectif l'amélioration de l'attractivité des métiers des soins en Allemagne. Il est prévu d'élargir les compétences des soignant.e.s, notamment l'habilitation pour la prescription de certains soins, et d'introduire de nouvelles formations qui devraient élargir les perspectives de carrière du personnel.

Ces deux réformes à elles seules ont le potentiel d'améliorer considérablement les conditions de travail du personnel de santé en Allemagne, aussi bien en milieu hospitalier qu'extrahospitalier. Le Luxembourg recrute un pourcentage important de ses professionnel.le.s de la santé en dehors de ses frontières, et les projets de réformes allemands ont la capacité à diminuer l'attractivité du marché du travail luxembourgeois pour les professionnels de la santé allemands.

Selon le Plan national de santé, le Luxembourg aura besoin de 3.827 infirmiers et infirmières d'ici 2030. Selon ce calcul, environ 600 nouveaux.elles candidat.e.s devraient ainsi être formé.e.s chaque année au Luxembourg, la réalité se situant actuellement autour de 80-100 nouveaux.elles diplômé.e.s. par année. L'Allemagne représente actuellement environ un quart des infirmiers.ères recruté.e.s en dehors de nos frontières.

Dans ce contexte, je voudrais demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Madame la Ministre partage-t-elle notre analyse que les réformes annoncées par le Ministre de la Santé allemand pourraient augmenter considérablement l'attractivité des professions de santé en Allemagne, en particulier pour les professions des soins ?

2) Le Ministère de la Santé a-t-il évalué l'impact des réformes annoncées sur la capacité du Luxembourg à recruter des professionnels de la santé en Allemagne, toutes professions confondues ?

3) Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions de cette analyse ?

**Réponse (07/06/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

ad 1) Il semble que tel soit le souhait des auteurs de la réforme.

ad 2) et 3) Le recrutement de professionnels de santé est une priorité pour le ministère. Il suivra de très près les mesures mises en place en Allemagne et dans d'autres pays européens.

**Fermeture de l'agence régionale de l'ADEM à Dudelange** | Question 0641 (22/04/2024) de **M. Dan Biancalana** | **M. Claude Haagen** | **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

L'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) compte sept agences régionales. Ces agences régionales peuvent être créées ou supprimées par règlement grand-ducal qui en fixe le nombre et l'implantation géographique.

Plus particulièrement, en ce qui concerne l'agence régionale de Dudelange, il y a lieu de noter qu'elle existe depuis 13 ans et couvre le territoire des communes de Dudelange, Bettembourg, Frisange et Roeser. Toutefois, étant donné que les locaux actuels de l'agence régionale de l'ADEM à Dudelange sont devenus trop exigus, l'ADEM cherche de nouveaux espaces de bureaux. Par conséquent, la Ville de Dudelange a été sollicitée par cette dernière afin d'aider à trouver des locaux adéquats. Lors des entretiens qui ont suivi, la Ville de Dudelange a attiré l'attention sur de nouveaux espaces créés et disponibles à Dudelange qui furent également visités par l'ADEM et la Commission des loyers de l'État. Néanmoins, il nous revient que des discussions sont actuellement en cours pour fermer respectivement transférer ladite agence régionale vers une autre commune.

Dès lors, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces rumeurs ? Dans l'affirmative, pourquoi les locaux disponibles à Dudelange ne sont-ils pas satisfaisants ? Quel est le dernier état des lieux ?

2) Pour quelles raisons Monsieur le Ministre n'a-t-il pas cherché le dialogue avec les responsables politiques des communes concernées concernant l'annonce de la fermeture prévue de cette agence régionale ?

3) Quelles sont les raisons de quitter les espaces de bureaux actuels à l'adresse 56, rue du Parc ? Sachant que la Ligue médico-sociale est le propriétaire des locaux actuellement loués par l'ADEM à ladite adresse, le contrat de bail prend échéance à quelle date ?

4) Quels sont les services offerts par l'agence de l'ADEM implantée à Dudelange ? N'est-il pas possible d'assurer à l'avenir une partie de ces services dans l'immeuble actuel ?

5) Sachant que Dudelange est la quatrième ville la plus peuplée du Luxembourg et l'impact économique et social qu'aurait le transfert de l'agence régionale de Dudelange vers une autre commune, que compte faire Monsieur le Ministre pour tenir compte de ces aspects ?

6) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur le nombre d'agents affectés à l'antenne régionale de Dudelange ?

7) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur le nombre de dossiers traités par l'agence de l'ADEM à Dudelange respectivement du nombre de personnes prises en charge par l'agence en question ?

8) Quels sont les éléments concrets qui plaident en faveur d'une fermeture de cette antenne régionale ?

9) Dans l'esprit d'une régionalisation des services étatiques, comment justifier un tel départ de l'agence en question ? Vu la taille de la commune en question, ne serait-il en revanche pas approprié d'accorder un plus important rôle avec de services supplémentaires à l'agence régionale à Dudelange ?

10) Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que le maintien de l'agence régionale table sur la proximité

d'un service régionalisé à l'égard des demandeurs d'emploi ?

**Réponse** (13/05/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1) Les services de l'ADEM mènent actuellement une analyse concernant une fermeture éventuelle de l'agence de Dudelange. Les locaux actuellement utilisés par l'ADEM à Dudelange ne correspondent en effet plus aux besoins et aucune autre proposition satisfaisante de locaux à Dudelange n'a pu être trouvée.

La réception principale du bâtiment actuel n'est pas utilisable, obligeant les clients à se rendre au sous-sol pour accéder à l'agence pour prendre un ticket à la réception de l'ADEM. Or les bureaux de l'ADEM ne se trouvent pas seulement au sous-sol, mais également au 1<sup>er</sup> étage. Cette configuration entrave non seulement l'accessibilité, mais elle nuit également à l'image de l'agence et à la qualité de l'accueil réservé aux demandeurs d'emploi.

L'ADEM a étudié avec soin les différentes propositions qui ont été avancées et le Ministre du Travail est reconnaissant envers la commune de Dudelange pour son engagement actif et les solutions proposées. Les locaux suggérés ne répondent cependant pas aux critères de l'ADEM et/ou ne sont pas disponibles dans un délai raisonnable et d'autres pistes doivent donc être analysées.

ad 2) La direction de l'ADEM a mené, à plusieurs reprises, des discussions avec les responsables politiques de la Ville de Dudelange. Néanmoins, aucune solution adéquate n'a pu être trouvée.

ad 3) Comme évoqué plus haut, la décision de fermer l'agence de Dudelange ne sera pas prise à la légère, mais sera le résultat d'une évaluation minutieuse des services offerts et de leur adéquation avec les objectifs stratégiques, notamment dans le cadre de la stratégie « ADEM 2025 ». Cette stratégie vise à mettre l'accent sur une approche encore plus centrée sur le client en introduisant des solutions numériques innovantes. Pour les demandeurs d'emploi ne disposant pas d'outils numériques à leur domicile, les agences de l'ADEM devront mettre à leur disposition une aide afin de pouvoir réaliser certaines démarches dans les agences. Les locaux actuels de l'agence de Dudelange ne sont pas adaptés pour accueillir ces évolutions. Sa taille réduite a entraîné certaines problématiques quant à la qualité de service offerte. En ce qui concerne le contrat de bail, celui-ci arrive à expiration le 31 décembre 2024, toutefois, il inclut une clause permettant une extension de 6 mois.

ad 4) L'agence de Dudelange propose un accompagnement pour les demandeurs d'emploi âgés de plus de 30 ans, habitant les communes de Dudelange, Bettembourg, Roeser et Frisange, ainsi qu'une partie des demandeurs d'emploi en situation de reclassement professionnel externe résidant en France et en Allemagne. Cet accompagnement est assuré activement par 8 conseillers (6,25 ETP).

Dès que le demandeur a besoin d'autres services (introduction d'une demande d'indemnité de chômage, visite médicale, atelier de recrutement ou de formation, rédaction de CV ou de lettre de motivation), il doit se rendre sur un des autres sites de l'ADEM.

Il est apparu que pour certains demandeurs habitant les communes que gère l'agence de Dudelange, il serait plus pratique d'accéder à d'autres agences plus proches géographiquement de leur domicile que celle de Dudelange.

L'agence de Dudelange se spécialise exclusivement dans l'accompagnement des demandeurs d'emploi de plus de 30 ans, et il n'est pas possible de

segmenter ce service ni de diviser les équipes. Une telle division rendra le processus moins clair et plus complexe pour les demandeurs d'emploi. De plus, fractionner l'accompagnement à Dudelange ne serait pas en cohérence avec l'approche adoptée dans les autres agences de l'ADEM.

ad 5) Le Ministre du Travail tient à souligner qu'aucune décision définitive quant à la fermeture de l'agence à Dudelange n'a été prise à ce stade. L'ADEM est en train d'analyser le marché de l'immobilier de bureaux dans le sud du pays. Par ailleurs, il se peut que certains services actuellement offerts par l'agence de Dudelange seront repris par l'agence existante au Belval.

ad 6) En termes d'effectifs, l'agence de Dudelange est la deuxième plus petite. 13 agents sont affectés à l'agence de Dudelange, dont :

- 1 chef d'agence (1 ETP) ;
- 6 conseillers référents (4,25 ETP) ;
- 2 conseillers spécialisés (assistant social, psychologue du travail - 2 ETP) ;
- 2 conseillers suivi intermédiaire (2 ETP) ;
- 1 réceptionniste (1 ETP).

Le nombre réduit d'agents affecte directement la qualité et les délais de traitement des dossiers. En cas d'absence imprévue d'un agent, la charge de travail incombant aux agents restants devient très importante - impactant ainsi la qualité de service offerte.

ad 7) En date du 26 avril 2024, 1.580 personnes sont suivies à l'agence de Dudelange :

Dudelange	746
Bettembourg	287
Roeser	157
Frisange	111
France	264
Allemagne	13

N.B. : Les demandeurs d'emploi de moins de 30 ans des communes de Dudelange, Bettembourg, Frisange et Roeser sont suivis à l'agence d'Esch-sur-Alzette.

En date du 30 avril 2023, 489 personnes sont suivies à l'agence d'Esch-sur-Alzette :

Dudelange	250
Bettembourg	95
Roeser	56
Frisange	32

ad 8) cf. réponses aux questions n° 1 et n° 3.

ad 9) Tout en respectant l'esprit d'une régionalisation des services étatiques, l'ADEM envisage d'occuper des surfaces de bureau supplémentaires dans le sud du pays. En conformité avec l'accord de coalition et la stratégie « ADEM 2025 », la réorganisation au niveau des agences de l'ADEM s'inscrit dans une optique de digitalisation et de simplification administrative.

ad 10) Oui, le Ministre du Travail est d'avis que le maintien d'une agence régionale dans le sud du pays table sur la proximité d'un service régionalisé à l'égard des demandeurs d'emploi.

**Œuvres d'art spoliées** | Question 0642 (22/04/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

D'Theema „Beute- bzw. Raubkonscht“ ass bis haut e ganz kontrovers Theema. Während de Prinzipp vun der Beutekonscht dora besteet, datt de Gewënner (vun engem Krich) sech dat mathëlt, wat e wëll (Beispiller gëtt et vum Altertum iwwer den Napoleon bis hin zum 2. Weltkrich), souzesoen als „Souvenir“ oder aus pekuniäre Grënn, subsuméieren d'Historiker an



d'Juristen ënner „Raubkonscht“ all déi Konschtwierker, déi opgrond vun der NS-Herrschaft onrechtméisseg a Besëtz geholl goufen.

E Beispill vu „Beutekonscht“ gouf rezent an de Lëtzebuerger Medien thematiséiert. Et geet ëm e Konschtwierk vum belsche Moler Jacob Jacobs aus dem 19. Joerhonnert, dat viru Kuerzem an den USA erëmfonnt gouf a bei deem den FBI dovun ausgeet, datt et während der Ardennenoffensiv vun (engem) amerikaneschen Zaldot(en) aus Lëtzebuerg (warscheinlech aus Iechternach) „matgeholl“ gouf. (Quell: RTL-Artikel „FBI sicht no Besëtzer vu Konschtwierk, dat wuel aus Iechternach geklaut gouf“, 8.4.2024).

Den Internationale Militärgerichtshaff hat schon 1945 d'Raubkonscht als „Verbrieche géint d'Mënschlechkeet“ verurteelt, während de Ronald Lauder, President vum Jüddesche Weltkongress, déi geklaute Konschtwierker als „déi lescht Krichsgefaangener vum 2. Weltkrich“ genannt huet. Et geet een dovun aus, datt schätzungsweis 600.000 Konschtwierker tëscht 1933 an 1945 vun den Däitschen a ganz Europa geklaut oder fir erzwonge „Spottpräisser“ a Besëtz geholl goufen. Experte schätzen, datt nach méi wéi 100.000 Wierker onrechtméisseg a friemen Hänn sinn. (Quell: „Planet Wissen“ online).

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un den Här Kulturminister:

1. Kann den Här Kulturminister matdeelen, ob de Lëtzebuerger Staat bereet wier, dat mentionéiert Bild vum Jacob Jacobs der amerikanescher Regierung ofzekafen, falls sech kee rechtméisseg Besëtzer melle géif, an et engem Lëtzebuerger Musée (z. B. MNHA) oder engem Lëtzebuerger Galerie ze schenken?

2. Leien dem Kulturministère aktuell Estimatioune vir, wéi vill Lëtzebuerger Konschtwierker ganz allgemeng sech haut nach a friemer Hand befannen?

3. Gëtt et aktuell Estimatioune, wat d'Zuel vu Lëtzebuerger Konschtwierker ueget, déi vun den Däitsche während bzw. zum Schluss vum 2. Weltkrich geklaut goufen? Wa jo, wéi vill vun dese Konschtwierker hu jüddesche Matbierger aus Lëtzebuerg gehéiert?

4. Gëtt et Beméiungen, fir bei der däitscher Bundesregierung ze intervenéieren, fir op d'mannst en Deel vun dese geklaute Konschtwierker erëmzefannen an se den Ierwe vun den urspréngleche Besëtzer zeréckzeginn?

5. Gëtt et Zuelen, déi beleeden, wéi vill geklaute Konschtwierker säit 1945 insgesamt zrëck op Lëtzebuerg koumen?

**Réponse** (07/05/2024) de **M. Eric Thill**, Ministere de la Culture

Aktuell leien dem Kulturministère keng ëmfaassend Chiffere vir, wéi vill Konschtwierker während dem NS-Regime zu Lëtzebuerg geklaut goufen, sech a friemen Hänn befannen oder de Wee zeréck op Lëtzebuerg fonnt hunn.

Eng Zuel, déi een awer an deem Kontext nenne kann, sinn déi iwwer 1.100 Dossiere vu jüddesche Matbierger a Matbiergerinnen aus dem Office de l'État des dommages de guerre, wou méi ewéi 80 Konschtwierker, praktesch nëmme Biller, vu jüddeschen Iwwerliewenden oder hiren Ayants-droits deklaréiert gi sinn. Dës Konschtwierker op Basis vun den Deklaratioune ze identifizéieren an erëmzefannen ass an der Reegel ganz schwéier, vu dass d'Beschreibungen net detailléiert genuch sinn.

Als Rappel ass och ze nennen, dass Lëtzebuerg 1998 de Washington Principles on Nazi-Confiscated Art zougestëmmt huet, déi den Ëmgang mat Raubkonscht zu Zäite vum Nationalsozialismus festleeën.

Dës Prinzippe goufen Ufank 2024 duerch Best Practices ergänzt an och vu Lëtzebuerg ënnerstëtzt. Ënnert anerem gesinn dës Richtlinie vir, dass Donnéeën sollen ëffentlech gemaach ginn, fir Recherchen ze vereinfachen.

Eenzel Kulturinstitutionen hunn an deene leschte Jore scho Provenienzforschungen duerchgefouert. Des Weidere gesäit den Accord tëschent dem Staat an dem Consistoire israélite de Luxembourg vum 27. Januar 2021 vir, dass weider Provenienzforschung an d'Weeër geleet gëtt. Esou gëtt zanter leschem Joer e kollaborative Fuersuchungsprojet zesumme mat der Uni Lëtzebuerg realiséiert am Nationalmusée, der Nationalbibliothék an der Villa Vauban. D'Resultater vun dëser Recherche wäerte sech an deenen nächste Jore konkretiséieren.

Am Fall vun genannter Konschtwierk vum Jacob Jacobs huet de Service de la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale vum Staatsministère der US-Ambassade zu Lëtzebuerg hir Hëllef ugebueden. Opgrond vun den ongeklärte Propriétéitsverhältnissen vum Wierk gëtt et aktuell keng Iwwerleeunge vum Staat, dëst Bild ze kafen.

**Implantation prochaine d'Uber au Luxembourg** | Question **0643** (22/04/2024) de **M. Yves Cruchten** | **M. Georges Engel** (LSAP)

Récemment, un article paru le 18 avril 2024 dans un quotidien luxembourgeois a annoncé l'implantation prochaine d'Uber au Luxembourg, marquée par une campagne de recrutement de livreurs. Cette annonce soulève plusieurs questions concernant la régulation des plateformes numériques de livraison et le statut des travailleurs qui y sont employés.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, à Monsieur le Ministre du Travail et à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Quelles conditions spécifiques, notamment en termes d'autorisations et de sécurité sociale, doivent être remplies par les plateformes numériques offrant un service de livraison et par les chauffeurs-livreurs opérant au Luxembourg ?

2) Le Gouvernement envisage-t-il de légiférer sur le travail fourni par l'intermédiaire d'une plateforme de travail numérique ?

3) Quelles mesures le Gouvernement compte-t-il prendre pour lutter contre la problématique des « faux indépendants » qui exercent leur activité pour le compte de plateformes collaboratives ?

4) Quels sont les critères reconnus par les juridictions luxembourgeoises pour déterminer l'existence d'un lien de subordination entre un chauffeur-livreur et une plateforme ?

5) À quelle échéance le Gouvernement prévoit-il de finaliser le projet de loi n° 7762, qui vise à modifier la loi du 5 juillet 2016 concernant l'organisation des services de taxis ?

6) Concernant la création d'une plateforme nationale de réservation de taxis et de voitures de location avec chauffeur (VLC) évoquée dans les réponses aux questions parlementaires n° 6413 du 28 juin 2022 et n° 0339 du 15 février 2024, pourriez-vous nous fournir une mise à jour sur l'avancement de ce projet et sur les consultations menées avec les parties prenantes du secteur ?

**Réponse** (23/05/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministere du Travail | **M. Lex Delles**, Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | **Mme Yuriko Backes**, Ministere de la Mobilité et des Travaux publics | **Mme Martine Deprez**, Ministere de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) En ce qui concerne le domaine de la sécurité sociale, une société de plateforme numérique, offrant un service de livraison par des chauffeurs-livreurs opérant au Luxembourg, doit s'immatriculer auprès du Centre commun de la sécurité sociale en soumettant une déclaration d'exploitation avant la prise d'activité, comme c'est le cas pour tout autre nouvel employeur s'installant sur le territoire luxembourgeois.

Il y a lieu de noter que le Centre commun de la sécurité sociale s'occupe uniquement de l'immatriculation de l'employeur à des fins d'affiliation de salariés à la sécurité sociale luxembourgeoise. Concernant les autorisations requises pour effectuer une telle activité sur le territoire luxembourgeois, il y a lieu de s'adresser aux autorités compétentes en la matière.

Des informations relatives à l'immatriculation d'un employeur sont disponibles sur le site Internet du Centre commun de la sécurité sociale : <https://ccss.public.lu/fr/employeurs/secteurprive/immatriculation-employeur.html>.

Concernant l'affiliation des personnes exerçant une activité professionnelle dans ce domaine au Luxembourg, il y a lieu de préciser que toute personne, salarié ou indépendant, qui exerce une activité professionnelle sur le territoire luxembourgeois doit être affiliée à la sécurité sociale luxembourgeoise.

Pour les salariés d'une société de plateforme numérique exerçant leur activité professionnelle sur le territoire luxembourgeois, une affiliation est faite moyennant la démarche de la déclaration d'entrée pour salarié du secteur privé. Les informations y relatives se trouvent sur le site Internet du Centre commun de la sécurité sociale : <https://ccss.public.lu/fr/employeurs/secteur-prive/engager-personnel.html>.

En ce qui concerne les travailleurs indépendants, la démarche à suivre est celle de la déclaration d'entrée pour travailleurs indépendants : <https://ccss.public.lu/fr/independants/commencer-arreteractivite/affilier.html>.

Dans le cadre des affiliations, il y a lieu de rendre attentif sur le fait que la législation européenne est également applicable. En cas d'activité qui n'est pas exercée exclusivement sur le territoire luxembourgeois, mais également sur le territoire d'un autre État, il y a lieu d'analyser si l'affiliation doit être effectuée au Luxembourg ou dans un autre État en application des règlements européens. Dès lors, afin de savoir où une personne est à affilier, une analyse de cas par cas est à effectuer.

En ce qui concerne les autorisations, les plateformes numériques de ce type implantées au Luxembourg doivent disposer d'une autorisation d'établissement en bonne et due forme pour leur offre des services. Conformément à la libre prestation des services au sein de l'UE, une plateforme numérique peut également opérer au Luxembourg depuis un autre pays de l'UE et ne nécessite pas d'autorisation luxembourgeoise si elle n'y est pas implantée.

Les chauffeurs-livreurs opérant au Luxembourg doivent disposer d'une autorisation d'établissement pour transport national de marchandises par route avec des véhicules de moins de 3,5 tonnes pour leur propre entreprise.

ad 2) En date du 24 avril 2024, le Parlement européen a adopté la directive sur le travail des plateformes qui vise principalement à améliorer les conditions d'emploi des personnes travaillant via une plateforme numérique et à introduire de nouvelles règles pour remédier au faux travail indépendant.

Avant que cette directive puisse être publiée dans le Journal officiel de l'UE, il faut encore que le texte soit formellement adopté par le Conseil de l'Union européenne. Cette adoption devrait avoir lieu en mai ou en juin 2024 au plus tard.

Le Gouvernement s'engage à transposer cette directive dans le délai de transposition qui y sera prévu et créera ainsi un cadre légal qui réglementera le travail des plateformes numériques.

ad 3) Le Gouvernement compte lutter contre la problématique des « faux indépendants » qui exercent leur activité pour le compte d'une plateforme en mettant en place une présomption légale réfragable de relation de travail telle que prévue par le compromis final sur le texte de la proposition de directive sur le travail via une plateforme.

Cette présomption constituera une facilitation procédurale en faveur de toutes les personnes exécutant un travail via une plateforme, et notamment des « faux indépendants », qui souhaitent faire établir leur statut de salarié.

En plus, afin de garantir la mise en œuvre effective et le respect de la présomption, des mesures d'accompagnement, telles que par exemple des mesures de contrôle ou des recommandations pratiques, seront mises en place.

.....

**Violence au lycée** | Question **0646** (23/04/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Am Ëmfeld vun de Lycéeën kënn et geheeft zu Fäll vu Gewalt, Bedroungen, Drogekonsum, Erpressung, Déifstall etc. Et ass evident, datt am Sënn vun enger transparenter Oplklärung vun dëse Virfäll a fir esou dës negativ Phenomeener kënnen ze bekämpfen, déi néideg Analysen a Statistike mussen duerchgefuert ginn.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Banneminister:

1. Ass den Här Minister averstanen domat, datt déi zoustänneg Autoritéite mussen kënnen op déi néideg Statistiken an Daten zeréckgräifen, fir kënnen kriminell Delikter effizient ze bekämpfen?
2. Kann den Här Minister matdeelen, wéi dacks d'Police am leschte Schouljoer huet missen an de Lycéeën intervenéieren? Vu datt folgend Informatiounen net géint den Dateschutz verstoussen: Kann den Här Minister opschlësselen, a wéi enge Lycéeën d'Police hätt missen intervenéieren a wéi dacks?
3. Kann den Här Minister opschlësselen, wéi vill Schüler dat lescht Schouljoer aus wéi enge Lycéeën hu missen verweise ginn? Kann de Minister eenzel opschlësselen, wat d'Grënn heifir waren?
4. Kann den Här Minister bestätegen, datt all Staatsbeamte respektiv Staatsugestallten, deen an engem Lycée schafft, laut sengem Statut beim Verdacht vun enger Strofdot, ewéi Gewalt, Déifstall, Drogekonsum, Erpressung etc. dozou verflücht ass, d'Police ze alertéieren?

**Réponse** (04/06/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

ad 1. Et ass generell wichteg fir d'Police, dass si kann, am Respekt vum legale Kader, op Informatiounen zréckzegräifen, fir hir Missiounen ze erfëllen.

Aus der Fro vum Här Deputéierte geet net ervir, wéi eng Donnéeën oder Statistike spezifesch viséiert sinn.

ad 2. D'Police kann net matdeelen, wéi dacks se am leschte Schouljoer an de Lycéeën intervenéiert huet, well dës Informatiounen net statistesch an den Datebanken esou erfaasst ginn. Eng automatiséiert Recherche, déi sech exklusiv op Interventiounen an de Schoule baséiert respektiv de betraffene Lycée als Krittär erkennt ass net méiglech.

Eng Nofro vum Educatiounsministère an de Lycéeën huet erginn, datt et insgesamt eng 120 Interventiounen vun de Servicier vun der Police gouf. Allerdéngs erfaassen och d'Schoulen dës Interventiounen net systematesch, esou datt verschiddener just eng Schätzung konnte virhuelen; ausserdeem sinn d'Grënn vun den Interventiounen ganz ënnerschiddlech a schliisslech ass och net gewosst, op wem seng Initiativ et zu enger Interventioun vun der Police koum. Eng Opschlësselung no Lycéeën ergëtt deemno kee Sënn.

ad 3. Am Schouljoer 2022/2023 ass 251-mol eng Schülerin oder e Schüler vun der Schoul verweise ginn. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 6834 präziséiert, ass d'Zuel vun de Schoulverweiser pro Lycée e Renseignement, deen aus Dateschutzgrënn net ka kommunizéiert ginn, well de Risiko besteet, datt e Schüler op déi Manéier kéint identifiziéiert ginn.

D'Grënn, déi zu engem Verweis gefouert ginn, baséieren sech op den Artikel 43 vum Lycéesgesetz (Loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées) a ginn aus folgendem Tableau ervir:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

Et ass ze ënnersträichen, datt a vereenzelte Fäll e puer Grënn zu engem Verweis gefouert hunn, an dofir den Total vun de Grënn méi héich ass, wéi den Total vun de Verweiser.

ad 4. Den Artikel 23 aus dem Code de procédure pénale définiert, a wéi engem Fall e Signalement un de Parquet muss gemaach ginn:

« Toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire, ainsi que tout salarié ou agent chargés d'une mission de service public, qu'il soit engagé ou mandaté en vertu de dispositions de droit public ou de droit privé, qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance de faits susceptibles de constituer un crime ou un délit, est tenu d'en donner avis sans délai au procureur d'État et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs, et cela nonobstant toute règle de confidentialité ou de secret professionnel lui étant applicable le cas échéant. »

Am Joer 2018 hunn d'Ministère vun der Educatioun, der Justiz an der Santé ee Guide erausginn, deen déi komplex Froe ronderëm Jugendschutz, Dateschutz, Vertraulechkeet a Signalement erläutert an deen als Richtlinn gëllt (Maltraitance de mineur: procédures à suivre par les professionnels de l'enfance et de la jeunesse).

An de Lycéeën goufen ab der Rentrée scolaire 2023 „coordinateurs addiction“ agefuert, déi eng Expertis am Beräich vun der Suchtpräventioun an der Suchtinterventioun hunn an déi am Lycée an och fir extern Partner Uspréichpersoun sinn am Kontext vum Konsum an dem Trafic vu legalen an illegalen Drogen. An hiren Tâchen ass virgesinn, datt si de Lien maachen tëschen der Schoul, den externe Partner vun der Drogepräventioun, der Prise en charge thérapeutique an der Police. Bei ausgefuerte Strofdote muss d'Police ëmmer alertéiert ginn.

.....

**Rapport de l'ancien Premier ministre italien sur l'avenir du marché unique** | Question **0647** (23/04/2024) de **M. Dan Biancalana** | **M. Franz Fayot** (LSAP)

L'ancien Premier ministre italien, Enrico Letta, vient de remettre son rapport sur l'avenir du marché unique dans le cadre du sommet des chefs d'État et de Gouvernement de l'Union européenne à Bruxelles. L'objectif de ce rapport stratégique consiste à relancer le marché européen dans un temps, où l'Union européenne rencontre des difficultés notamment en matière de compétitivité et de marchés financiers. Les différentes pistes de réforme élaborées par Enrico Letta sont d'autant plus importantes si l'on considère le fait que l'UE a perdu de compétitivité sur le plan mondial.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Premier ministre et à Monsieur le Ministre des Finances :

– Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent partager les réflexions élaborées dans ledit rapport ?

– Le cas échéant, quels sont les points sur lesquels le Gouvernement prend une position critique ?

– De quelle manière le Gouvernement luxembourgeois entend-il s'impliquer au niveau de la mise en œuvre des pistes citées dans ledit rapport ?

**Réponse** (27/05/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

Le Gouvernement luxembourgeois partage l'analyse de l'honorable Député que l'Union européenne doit regagner en compétitivité. Ainsi, le rapport rédigé par l'ancien Premier ministre italien, Enrico Letta, traite d'un sujet prioritaire pour l'agenda stratégique de l'Union européenne pour les années à venir.

Partant, le Gouvernement soutient les grandes lignes et ambitions dudit rapport, notamment l'importance de réduire davantage les barrières restantes entre nos économies. Vu son degré d'ouverture élevé, l'économie luxembourgeoise ne saura fleurir qu'au sein du marché unique. Par conséquent, le Gouvernement prend une position critique face aux éléments du rapport qui risquent de créer de nouvelles lourdeurs administratives.

Vu l'importance du sujet, le Gouvernement s'efforce à tous les niveaux, aussi bien au niveau national qu'europpéen, pour œuvrer en faveur d'un marché intérieur intégré, qui est indispensable pour assurer une économie compétitive qui crée des emplois et de la prospérité, tant nécessaire pour financer nos modèles sociaux et soutenir la transition digitale et verte.

.....

**Cumul d'une pension anticipée avec des revenus d'une activité accessoire** | Question **0648** (23/04/2024) de **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

En ce qui concerne le cumul d'une pension anticipée avec des revenus d'une activité accessoire, le Code de la sécurité sociale prévoit des règles différentes selon qu'il s'agit d'une activité salariée ou non salariée.

En effet, s'il s'agit d'une activité accessoire salariée et que les revenus de l'activité dépassent la limite d'un tiers du salaire social minimum par mois, la pension est réduite – pour autant que ce revenu, cumulé avec la pension de vieillesse anticipée, ne dépasse pas un certain plafond ; s'il s'agit d'une activité accessoire non salariée et que les revenus de l'activité dépassent la limite d'un tiers du salaire social minimum par



mois, la pension est refusée ou retirée si le revenu provient.

Dans son arrêt n° 191 du 1<sup>er</sup> mars 2024, la Cour constitutionnelle, en réponse à une question préjudicielle, juge que cette « différence de traitement instituée par la loi au préjudice des bénéficiaires d'une pension de vieillesse anticipée exerçant une activité accessoire non salariée, qui encourent le refus ou le retrait de la pension de vieillesse anticipée en cas de dépassement des plafonds résultant de l'article 184, paragraphe 5, du Code de la sécurité sociale, la réduction de la pension de vieillesse anticipée pour cette catégorie n'étant pas prévue dans cette hypothèse, n'est pas conforme au principe d'égalité devant la loi consacré par l'article 10bis, paragraphe 1, de la Constitution ».

Conformément aux dispositions applicables, l'article en question du Code de la sécurité sociale a cessé d'avoir un effet juridique le lendemain de la publication de l'arrêt au Mémorial, à savoir en date du 8 mars 2024.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Madame la Ministre est-elle au courant de l'arrêt de la Cour constitutionnelle précitée ?
- 2) Madame la Ministre a-t-elle l'intention de procéder à une modification du Code de la sécurité sociale pour adapter les dispositions concernées ? Si oui, dans quel sens et dans quels délais ?
- 3) Au cours des années, combien d'assurés ont fait l'objet d'un refus ou d'un retrait de la pension de vieillesse anticipée en application de l'article en question ?

4) Madame la Ministre considère-t-elle qu'il convient de prévoir une application rétroactive des nouvelles dispositions pour réparer les effets de cette inégalité traitement de façon rétroactive ?

**Réponse (31/05/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

ad 1) Le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale a bien connaissance de l'arrêt précité.

ad 2) Les adaptations nécessaires du Code de la sécurité sociale constituent une priorité et un projet de loi y afférent sera déposé dans les meilleurs délais.

ad 3) et 4) Le nombre de refus ou de retraits d'une pension vieillesse anticipée en raison de l'exercice en parallèle d'une activité non salariée plus qu'insignifiante ne peut pas être établi avec la précision requise. En effet, dès l'apparition d'un potentiel refus ou retrait, les assurés essaient de régulariser leur situation et de diminuer ou d'arrêter, le cas échéant, l'exercice de leur activité non salariée simultanée au bénéfice de l'obtention de leur pension de vieillesse anticipée.

En 2023, et sur base de recensements individuels opérés par les gestionnaires de dossiers, vingt cas de demandeurs ou de bénéficiaires d'une pension de vieillesse anticipée ayant généré un revenu non salarié en excès du tiers du salaire social minimum luxembourgeois, notamment au cours d'au moins un exercice précédent, ont été établis. Parmi ces vingt assurés figurent dix non-salariés ayant exercé leur activité non salariée depuis longtemps à l'étranger, en absence de toute activité au Luxembourg pendant de nombreuses années. Un seul assuré poursuivant une activité non salariée à l'étranger comptait une carrière luxembourgeoise récente. Ces onze assurés se sont vu refuser leur pension de vieillesse anticipée de la part de la CNAP.

Parmi les neuf résidents luxembourgeois poursuivant une activité non salariée significative recensés en 2023, quatre assurés ont renoncé à leur demande d'une pension de vieillesse anticipée. Les montants des revenus professionnels de deux assurés étaient tels que les pensions payées indûment dans le passé ont dû être remboursées, cependant la nature de l'activité professionnelle poursuivie par ces assurés n'était pas le facteur déterminant. Les trois assurés restants se sont vu retirer leur pension de vieillesse anticipée par une décision susceptible d'un recours. Aucune décision concernant un éventuel remboursement des montants indûment payés n'a cependant été lancée au vu de la question préjudicielle posée à la Cour constitutionnelle.

Les modalités d'un éventuel effet rétroactif des modifications destinées à adapter le Code de la sécurité sociale selon la réponse donnée feront l'objet d'une analyse détaillée lors de l'élaboration du projet de loi relatif.

**Pool des assistants pédagogiques de l'ADEM | Question 0651 (24/04/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | Mme Francine Cloeser (LSAP)**

La mesure « pool des assistants » pédagogique est une mesure de réinsertion professionnelle. Elle consiste à charger des demandeurs d'emploi d'assister les directeurs d'enseignement postprimaire dans la surveillance ainsi que les domaines périscolaires et administratifs. Les bénéficiaires de cette mesure doivent être inscrits comme demandeurs d'emploi auprès de l'ADEM et répondre à différents critères, dont notamment celui d'être détenteur soit d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires ou d'un diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires techniques, soit d'un diplôme luxembourgeois de technicien, soit d'un diplôme reconnu équivalent par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et avoir suivi avec succès des études supérieures ou universitaires d'au moins une année.

Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse et de Monsieur le Ministre du Travail :

- 1) Combien de jeunes demandeurs d'emploi disposant d'un des diplômes prémentionnés sont occupés dans les lycées et quel est leur nombre selon les différents diplômes énumérés ?
- 2) Quelles sont les tâches exactes dont sont chargés les assistants pédagogiques ?
- 3) Quelles sont les conditions contractuelles et quelles sont les rémunérations selon les différents diplômes ?
- 4) Combien de jeunes ont trouvé un emploi stable en-dehors les cinq dernières années par le biais de cette mesure ?

**Réponse (07/06/2024) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Georges Mischo, Ministre du Travail | Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

ad 1) Au 31 mars 2024, 218 demandeurs d'emploi ont fait partie du « pool des assistants pédagogiques » : *(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).*

ad 2) Les assistants pédagogiques sont engagés pour assister le directeur de l'établissement dans les domaines suivants :

- le maintien de la discipline par la surveillance des salles de classes, des salles spéciales, des cours de récréation, des structures d'accueil, etc. ;
- la tenue des études surveillées ;
- la surveillance des classes momentanément sans titulaire ;
- le remplacement de titulaires absents avec l'obligation d'occuper les élèves utilement ;
- la participation à l'organisation d'activités périscolaires.

Ils peuvent également être chargés de travaux administratifs, mais ne sont pas chargés de leçons d'enseignement, et ceci conformément au paragraphe (3) de l'article VII du chapitre 5 de la loi modifiée du 31 juillet 1995 relative à l'emploi et à la formation professionnelle.

ad 3) Les contrats des assistants pédagogiques sont conclus pour une tâche hebdomadaire de 40 heures et pour une durée de douze mois ; ils sont susceptibles d'être renouvelés pour une seconde et ultime durée de douze mois. Les trois mois après le commencement du travail sont à considérer comme période d'essai.

Les assistants pédagogiques bénéficient du régime des congés prévus pour les employés de l'État et d'une indemnité mensuelle égale au salaire social minimum pour travailleurs qualifiés au sens des dispositions des articles L. 222-1 à L. 222-10 de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail.

ad 4) Pour analyser l'insertion sur le marché de l'emploi des personnes ayant bénéficié de la mesure « pool des assistants pédagogiques », les personnes qui sortent de la mesure au cours de l'année ont été sélectionnées afin de voir quelle est leur situation un mois, trois mois, six mois et 12 mois après la fin de la mesure. Compte tenu du recul nécessaire pour observer l'insertion sur le marché du travail (12 mois), les personnes ayant accompli la mesure en 2023 ne sont pas incluses dans l'analyse (les dernières données actuellement disponibles à l'IGSS concernent janvier 2024).

Au total, 840 personnes ont bénéficié de la mesure « pool des assistants pédagogiques » au cours des années 2019-2022.

*(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)*

**Rapport d'Europol sur les réseaux criminels en Europe | Question 0652 (24/04/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Dan Biancalana (LSAP)**

Europol vient de publier un rapport qui a cartographié les pires réseaux criminels en Europe. Ce rapport a identifié pas moins de 821 réseaux criminels actifs sur le terrain de l'Union européenne en matière de trafic de stupéfiants, de fraude, d'atteintes aux biens, de trafic de migrants et bien d'autres.

1) Nous aimerions dès lors savoir des membres du Gouvernement si le rapport fait état des réseaux criminels actifs dans notre pays et le cas échéant lesquels et dans quels domaines.

2) Est-ce que nos autorités compétentes sont entrées en contact avec Europol pour s'assurer le partage des résultats détaillés de l'enquête Europol concernant notre pays aux fins d'investigations complémentaires ?

**Réponse (15/05/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures**

ad 1) Il convient de noter que ce rapport d'Europol a été établi sur base des diverses contributions des

États membres de l'Union européenne, dont notamment le Luxembourg, ainsi que de 17 États partenaires non membres.

Les contributions des États membres de l'UE et des autres États partenaires hors Union européenne ont été faites sans indications de données personnelles. À côté de la version publique du rapport, il existe également une version restreinte.

ad 2) En ce qui concerne la deuxième question, nos autorités compétentes sont en contact permanent avec Europol, notamment par le biais de notre bureau de liaison à La Haye. En outre, si l'analyse dudit rapport et l'échange au niveau de la coopération policière subséquent révélaient par la suite que des réseaux criminels connus par d'autres pays sont actifs au Luxembourg et que ceux-ci ne font pas encore l'objet d'une enquête judiciaire au Luxembourg, la police judiciaire dressera, conformément aux dispositions de la coopération policière et de la procédure pénale, un rapport aux autorités judiciaires compétentes.

Sur le plan de l'Union européenne, des réflexions sont également en cours afin de donner une suite opérationnelle aux enseignements dudit rapport.

.....

**Chômage par commune** | Question **0653** (24/04/2024) de **M. Dan Biancalana** | **M. Georges Engel** (LSAP)

En date du 22 avril 2024, l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) a publié les statistiques actuelles relatives au nombre de demandeurs d'emploi inscrits à l'ADEM. Le taux de chômage, corrigé des variations saisonnières, calculé par le Statec s'élève actuellement à 5,6 %.

Les tableaux interactifs annexés à la publication de ces chiffres ne donnent malheureusement aucun détail facilement interprétable sur la répartition du nombre de demandeurs d'emploi par commune respectivement sur la situation du taux de chômage par commune.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous fournir une liste reprenant une répartition du nombre de demandeurs d'emploi par commune et du taux de chômage par commune ?

2) Monsieur le Ministre est-il disposé à ce que l'ADEM intègre et publie ces données régulièrement lors de ses prochaines publications ?

**Réponse** (13/05/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1) Au 31 mars 2024, l'ADEM compte 17.654 demandeurs d'emploi résidents disponibles.

Voici la répartition du nombre de demandeurs d'emploi par commune :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

Ces données sont mises à jour mensuellement et disponibles sur le portail « Open Data » via cet hyperlien.

(Hyperlien à consulter sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Le taux de chômage par commune est quant à lui calculé par le Statec et publié annuellement. Les chiffres les plus récents sont pour l'année 2023 et sont disponibles en suivant cet hyperlien.

(Hyperlien à consulter sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Voici le taux de chômage par canton et par commune :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

ad 2) Les données concernant le nombre de demandeurs d'emploi résidents disponibles par commune sont mises à jour mensuellement et disponibles sur le portail « Open Data » via cet hyperlien.

(Hyperlien à consulter sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Le Ministre du Travail estime qu'une publication du taux de chômage par commune sur base annuelle est appropriée. Il est à noter que le taux de chômage par commune est calculé et publié par le Statec.

.....

**Bilan du dispositif destiné à renforcer la présence policière à Luxembourg-ville** | Question **0656** (24/04/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

Lors du City Breakfast du 23 avril 2024, Madame la Bourgmestre de la Ville de Luxembourg s'est déclarée satisfaite des premiers résultats du dispositif renforcé de la Police grand-ducale en cours depuis janvier 2024 en ce qui concerne les résultats relatifs à la mendicité.

Elle émet cependant aussi une critique envers la police, selon laquelle la consommation de drogue ne serait plus poursuivie. Surtout devant une école dans le quartier de la gare, ce qui ne serait pas tolérable selon elle. Les trafiquants de drogue seraient également présents dans le quartier de la gare ainsi qu'à différents arrêts du tram, par exemple sur la Place de l'Étoile. La presse écrite a quant à elle rapporté une délocalisation des activités des dealers vers un grand centre commercial situé à Bertrange. Selon la bourgmestre, la police devrait intensifier ses contrôles de manière plus significative.

Cela semble contredire vos propos tenus lors de la séance publique de la Chambre des Députés en date du 14 mars 2024 : « Ech rappeléieren nach eng Kéier, datt deen Dispositif spécial do ass, fir d'Drogebekämpfung, géint d'Immigration illégale, de Proxenetisme, fir d'Salubrité publique a géint d'Mendicité organisée ass. »

Au vu de ce qui précède, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Quelles sont les raisons qui expliqueraient selon Monsieur le Ministre que les objectifs du dispositif policier spécial ne semblent pas être atteints sur le terrain ?

2) Quel est le bilan de Monsieur le Ministre en ce qui concerne la lutte contre les infractions liées aux stupéfiants dans le quartier de la gare ?

3) Monsieur le Ministre partage-t-il l'analyse de Madame la Bourgmestre selon laquelle le focus sur la mendicité empêche les agents de la police de poursuivre efficacement les infractions liées aux stupéfiants, par exemple devant les écoles ?

4) Monsieur le Ministre partage-t-il l'analyse de Madame la Bourgmestre, appuyée par les observations relayées par la presse, selon laquelle le dispositif de la police a eu comme effet la délocalisation des activités des dealers vers d'autres sites ?

**Réponse** (28/05/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Depuis le 15 janvier 2024, la police a déployé le dispositif spécial dans les quartiers Gare, Bonnevoie et Ville-Haute à Luxembourg, avec l'objectif d'assurer, entre autres sous forme de patrouilles pédestres, une

présence policière régulière et visible dans les quartiers cités et à agir ainsi de manière positive sur le sentiment d'insécurité des citoyens.

L'objectif d'accroître la présence de la police dans ces quartiers, rendant les forces de l'ordre plus visibles et accessibles, a été pleinement atteint.

ad 2) En date du 16 avril 2024, la Police grand-ducale a publié un bilan des contrôles effectués dans le cadre du dispositif spécial.

Le bilan final du dispositif spécial pour la période du 15 janvier au 30 avril 2024 est le suivant :

- 2.363 contrôles policiers
- 1.071 contrôles de personnes
- 4 procès-verbaux portant sur la mendicité
- 30 procès-verbaux portant sur des signalements
- 24 autres portant sur la vérification d'identité, usage de faux, etc.
- 8 procès-verbaux de notifications d'étrangers (Fremdennotiz)
- 212 infractions au Code de la route
- placement au centre de rétention de 2 personnes
- 235 fois usage de l'article art. 5bis (garantie d'accès)
- 70 interpellations de trafiquants de stupéfiants
- 48 arrestations de trafiquants de stupéfiants (dans le quartier Gare).

De manière générale, des actions de grande envergure, des flagrants délits et interpellations de trafiquants présumés sont des actions couramment menées par la Police grand-ducale, afin de lutter contre le trafic de drogues à Luxembourg-ville.

Depuis début janvier 2024, 4 opérations de grande envergure ont été réalisées dans le quartier de la gare.

ad 3) S'agissant des propos de Madame la Bourgmestre que vous citez et selon lesquels Madame Polfer a déploré que « la consommation de drogue ne serait plus poursuivie », il convient de préciser que la police continue d'interpeller les consommateurs de stupéfiants et rédige des procès-verbaux qu'elle transmet aux autorités judiciaires aux fins d'éventuelles poursuites.

ad 4) Toute action continue de la police dans un certain domaine de criminalité en un lieu géographique déterminé peut impliquer le déplacement de ces phénomènes vers d'autres endroits en fonction de leur nature. Il convient de souligner que la police poursuit son travail de lutte contre le trafic de drogues dans toutes les régions.

.....

**Promesse de poste en amont des élections législatives de 2023** | Question **0657** (24/04/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Récemment, l'ancien président du Syndicat national de la Police grand-ducale (SNPGL) Pascal Ricquier a déclaré dans la presse qu'un poste de conseiller de Gouvernement lui aurait été promis en échange de sa candidature sur la liste du CSV pour les élections législatives d'octobre 2023.

J'aimerais dès lors savoir de la part de Monsieur le Premier ministre :

- Monsieur le Premier ministre peut-il confirmer qu'une telle promesse ait été faite en amont des élections législatives de 2023 ?

**Réponse** (26/04/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre

Le Premier ministre n'a pas connaissance d'une telle promesse.



**Manque de place dans le Palais de justice à Diekirch** | Question **0658** (24/04/2024) de **M. Charel Weiler** (CSV)

Le projet de loi n° 8299 portant modification de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire prévoit « un programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature de l'ordre judiciaire » qui porte sur six années judiciaires. Un renforcement substantiel des ressources humaines de la justice luxembourgeoise est envisagé.

Dans son avis du 24 novembre 2023, le Parquet de Diekirch s'est dit préoccupé par le nombre insuffisant de juges d'instruction. Pour le surplus, le tribunal d'arrondissement de Diekirch se plaint, entre autres, d'un manque de greffiers.

Or, en raison d'un et compte tenu des recrutements qui auront lieu dans les prochaines années, l'acquisition d'un nouveau bâtiment est indispensable.

Au vu des développements qui précèdent, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- 1) Quand est-ce que le Gouvernement envisage d'augmenter le nombre de juges ainsi que de greffiers dans l'arrondissement judiciaire de Diekirch ?
- 2) Comment le Gouvernement compte-t-il remédier au manque de place dans le Palais de justice à Diekirch ? L'acquisition d'un nouveau bâtiment est-elle envisagée ?

**Réponse** (17/05/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1) Le projet de loi n° 8299 sur le programme pluriannuel de recrutement dans la magistrature de l'ordre judiciaire, déposé le 23 août 2023, prévoit le renforcement des services de l'ordre judiciaire par la création de 194 postes supplémentaires de magistrat sur une période de 6 années judiciaires.

Sur base des avis des autorités judiciaires et du Conseil national de la justice, la Commission de la Justice de la Chambre des Députés a décidé la scission du projet de loi n° 8299 en deux projets de loi séparés :

- le projet de loi n° 8299A prévoit la création de 94 postes de magistrat pour les besoins des services de l'ordre judiciaire, postes qui sont répartis sur les années judiciaires 2024/2025, 2025/2026, 2026/2027 ;
- le projet de loi n° 8299B prévoit la création d'un pôle de réserve de 100 postes de magistrat que le Conseil national de la justice pourra attribuer, en cas de besoin, aux services de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif.

En ce qui concerne l'arrondissement judiciaire de Diekirch, le projet de loi prévoit la création d'un nombre total de 17 postes de magistrats sur une période de 3 années judiciaires :

- tribunal d'arrondissement de Diekirch : 11 postes ;
- parquet auprès du tribunal d'arrondissement de Diekirch : 5 postes ;
- justice de paix de Diekirch : 1 poste.

Une fois les deux projets de loi votés par la Chambre des Députés, les postes nécessaires de greffiers, de secrétaires et de référendaires de justice seront attribués dans le cadre de l'enveloppe de postes prévus dans les budgets annuels du Ministère de la Justice pour ces différentes années.

ad 2) En ce qui concerne les localités du Palais de justice à Diekirch, il faut noter que des échanges ont eu lieu entre la présidente du tribunal d'arrondissement de Diekirch et le Ministère des Finances en vue d'occuper de nouveaux locaux.

Une surface supplémentaire de 1.000 m<sup>2</sup> à proximité sera louée prochainement et sera aménagée suivant les besoins du tribunal.

**Santé des enfants** | Question **0660** (25/04/2024) de **Mme Mandy Minella** | **Mme Carole Hartmann** (DP)

Une enquête de l'HBSC (Health Behaviour in School-aged Children) de 2022, ainsi que le rapport de l'OKaJu de 2023 et l'audit récent réalisé auprès de la médecine scolaire, indiquent tous les trois l'accumulation de problèmes de santé chez les enfants au Luxembourg. L'accès aux soins de santé, tant physiques que psychologiques, constitue également un défi.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Quelles sont les mesures prévues pour améliorer les soins de santé de nos enfants ?
- 2) Madame la Ministre envisage-t-elle la mise en œuvre d'une stratégie nationale dédiée à la santé des enfants ?
- 3) Madame la Ministre, quel est son avis sur la proposition de l'OKaJu de mettre en place un coordinateur national de la santé infantile ?
- 4) Est-il envisagé de créer une plateforme nationale d'échange de bonnes pratiques et initiatives en matière de soins pédiatriques ?
- 5) Madame la Ministre, juge-t-elle utile de prévoir spécifiquement la profession de psychologue pour enfants et adolescents dans la législature nationale afin d'améliorer l'accès aux soins de santé mentale des enfants ?

**Réponse** (07/06/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Les mesures en place semblent, selon les rapports cités, ne pas suffire, voire ne pas produire les effets désirés, d'où la nécessité de se pencher sur les raisons de cette insuffisance ou inefficacité, voire les possibilités d'y remédier. Le rapport sur la médecine scolaire indique un certain nombre de constats et évoque des pistes stratégiques à entamer.

ad 2) Les pistes évoquées par l'expert dans son rapport sur l'analyse de la médecine scolaire prône un changement de paradigme dans le sens où il indique qu'il nous faudra plutôt œuvrer pour un service de « santé scolaire » en réduisant les contrôles biannuels qui souvent se bornent à relever quelques paramètres médicaux essentiellement mis en place pour des dépistages. Les moyens libérés pourraient, dans son appréciation, être remplacés par des suivis conséquents des enfants et jeunes dont l'état de santé semble pré-occupant d'un point de vue prévention.

ad 3) Le rapport de l'OKaJu est en train d'être analysé et sera sous peu discuté avec ses auteurs en vue de détecter les éléments à mettre en place tout en les intégrant dans les autres dispositifs déjà existants ou à créer.

ad 4) Dans le cadre des activités des conseils scientifiques des services nationaux de la KannerKlinik, des échanges continus ont lieu notamment pour la prise en charge des enfants. Font partie de ces conseils scientifiques les acteurs concernés des autres centres hospitaliers, ainsi que des experts étrangers et des représentants de la Direction de la santé.

ad 5) Selon l'accord de coalition « [...] », le Gouvernement réexaminera la loi réglementant la profession

de psychologue et procédera, le cas échéant, à des adaptations ». Étant donné qu'il s'est avéré au cours des dernières années que les diplômés étrangers attestant que ses détenteurs sont formés pour assumer la profession de psychologue pour enfants et adolescents ne revêtent pas les conditions de la loi modifiée du 14 juillet 2015 portant création de la profession de psychologue, une partie du réexamen devra concerner l'encadrement de la reconnaissance de ces diplômés.

**Consommation de viande** | Question **0662** (25/04/2024) de **M. André Bauler** | **M. Luc Emering** (DP)

An Däitschland huet d'„Bundesinformationszentrum Landwirtschaft“ kierzlech matgedeelt, datt den duerchschnëttleche Joreskonsum vu Flesch am Joer 2023 ëm 430 Gramm op 51,6 Kilogramm gefall ass. De gréisste Réckgang hätt et beim Rand- a Kallef-flesch ginn (-5 %). Beim Geflügel huet den Informationszenter dogéint eng Hausse festgestallt (vun 12,2 op 13,1 Kilogramm).

An deem Zesummenhank wollte mir der Madamm Ministesch fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau follgend Froe stellen:

1. Gëtt et an deem Kontext vergläichbar Statistike fir Lëtzebuerg?
2. Wéi huet sech d'Fleischproduktioun hei am Land an de leschten 10 Joer entwéckelt? Wéi vill Fleisch, dat heiheem produzéiert gëtt, gëtt an d'Ausland exportéiert?
3. a) Aus wat fir engen EU-Länner an Iwwerséilänner importéiere mer Fleisch?  
b) Wat stellen dës Importer am gesamt Fleschkonsum hei zu Lëtzebuerg duer?
4. Wéi hu sech d'Fleischersatzprodukter am Verglach zum klassesche Fleschkonsum entwéckelt?

**Réponse** (05/06/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. Zu Lëtzebuerg gi järelech „Bilans d'approvisionnement“ fir déi wichtegst landwirtschaftlech Produkter erstallt, wourënner och d'Fleesch fält. An deem Bilan gëtt de Konsum vun de verschiddene Fleeschkategorien gerechent, andeems d'Exporter vun den Disponibilitäten (Produktioun an Import) ofgerechent ginn. De Gesamtkonsum gëtt uschlëssend duerch déi duerchschnëttlech Awunnerzuel vum jee-weilege Joer gedeelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)).

Bei der Interpretatioun vun dësen Zuele muss ee beuechten, dass d'Frontalieren net fir d'Berechnung vum Pro-Kapp-Verbrauch kënnen berücksichtegt ginn, se awer trotzdem en Deel zum Verbrauch bäidroen.

ad 2. (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

ad 3. a) Importer vu Fleisch (an iessbare Schluecht-nieweprodukter) pro Joer an Dausenden EUR

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

D'Importzuelen aus Iwwerséilänner stellen déi Länner duer, wou Lëtzebuerg als Direktimportland figuréiert. Importer aus Iwwerséilänner, déi iwwer en anert EU-Land ofgewéckelt ginn, opgrond vun

internationalen Handelsaccorden oder net, si beim innergemeinschaftleche Wuereverkéier enthalten.

ad 3. b) (Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

ad 4. Montant an Euro, deen d'Moyenne pro Stot vun den Ausgaben iwwert d'ganz Joer duerstellt (2019–2023)

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).)

Donnéeën zu Fleeschersatzprodukter sinn net verfügbar.

**Avortement | Question 0664 (29/04/2024) de Mme Nancy Arendt épouse Kemp (CSV)**

Aus der Dagespress vum 26. Abrëll geet ervir, dass am Joer 2023 1.043 Fraen sech fir eng Ofdreiwung an engem vun den dräi Zentre vum Planning Familial entscheet hunn. Dës Zuel bedeit laut dem Planning Familial eng weesentlech Hausse zum Joer 2022, wou nämlech 46 % manner Ofdreiwunge stattfongen hunn.

An deem Kontext wollt ech folgend Froen un d'Madamm Gesondheitsministesch stellen:

1. Kann de Gesondheitsministère dës Zuele confirméieren?
2. Wéi vill Ofdreiwunge goufen ausserhalb vum Kader vum Planning Familial duerchgefouert? Zu wéi engem Zäitpunkt an der Schwangerschaft koum et zu besoten Ofdreiwungen?
3. Wat ass déi perséinlech Situatioun vun de Fraen, déi sech fir e Schwangerschaftsabbruch entscheet hunn? Wéi al si si? Wat ass hire Pays de résidence?
4. Wéi oft gouf „d'Pëll vum Dag dono“ am Joer 2023 verkat?
5. Huet de Gesondheitsministère Kenntnisser zu den Ursache vun dëser signifikativer Hausse?
6. Wat ënnerhält de Gesondheitsministère, fir fir eng besser Datelag ze suergen?

**Réponse (17/05/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

ad 1. Op<sup>2</sup> der Säit 14 vum Rapport d'activités vum Planning Familial steet, datt am Joer 2023, 1.034 Fraen eng Ofdreiwung gefrot hunn. Am Joer 2022 waren dat der nach 706, dat heescht, datt 46 % méi Demandé gemaach goufen.

Op där selwechter Säit gëtt da geschriwwen, datt 880 Ofdreiwunge geplangt goufen. Am Joer 2022 waren et der 653, wat dann am Verglach mat 2023 ee Plus vu 35 % ass.

De Planning Familial schreift dann als Kommentar dozou: „Les changements d'agrément délivré par le Ministère le Santé en 2021 et 2023 ont certes contribué à cette hausse, néanmoins, en l'absence de collecte de données systématiques au niveau national, aucune conclusion ne peut être tirée de ces observations.“

ad 2. De Planning Familial publizéiert op där selwechter Säit folgend Zuelen:

- 713 IVG (+28 %) ont été pratiquées au Planning Familial jusqu'à 8 semaines depuis les dernières règles (8SA), soit 81 % (729 étaient planifiées).
- 135 femmes ont été transférées au CHL.
- 16 IVG ont été pratiquées à l'étranger, dont 5 hors délai.

<sup>2</sup> 2403\_PF\_RA\_F2-1.pdf (pfl.lu)

Well et an der Nomenclature vun den Doktere keng spezifescht Akte gëtt, mat deenen een d'Zuel vun IVGe kéint retracéieren, kënnen d'Zuelen, déi de Planning Familial ugëtt a puncto CHL, net an de Fichiere vun der CNS retracéiert ginn.

ad 3. Dozou gëtt et keng Donnéeën.

ad 4. D'CNS huet keng Verkafszuelen. Hir Donnéeën erlaben et awer, d'Zuel vun den Ordonnancen opzestellen. Fir déi éischt 9 Méint vum Joer 2023 goufe 7.635 Ordonnancé fir 5.166 Patientinnen ausgestallt.

ad 5. An deem Kader verweise mer op de Kommentar vum Planning Familial. Well de Ministère selwer keng Donnéeën huet, kënnen mer och keng Hausse feststellen respektiv kommentéieren.

ad 6. Déi Fro gëtt zesumme mat allen Acteuren an den nächste Méint diskutéiert.

**Oncologie pédiatrique au Luxembourg | Question 0665 (29/04/2024) de M. Sven Clement | M. Marc Goergen (Piraten)**

Den 3. Oktober 2022 gouf et an der Chamber eng ëffentlech Sëtzung zu der Petitioun N° 2232 „Augmenter la capacité du service existant d'oncologie pédiatrique au Luxembourg“, nodeems dës den néidege Seuil vun Ënnerschréfte kritt huet. Am Kader vun dëser Sëtzung gouf festgehalen, dass d'Servicer an d'Personal vum Service Oncologie pédiatrique an der KannerKlinik vum CHL sollen ausgebaut ginn.

An deem Zesummenhang wéilte mir der Ministesch fir Gesondheet dës Froen stellen:

1. Goufen déi zousätzlech Dokteren, bei deenen deemools ee Mangel festgestallt gi war, antëscht agestallt? Wat ass bis elo beim Ausbau vu sonstegem medezinnesche Personal geschitt? Respektiv wat ass den aktuelle Stand a wat ass nach an der Ëmsetzung oder an der Planung?
2. Wat ass bis elo am Ausbau vun der Unzuel vun de Better geschitt respektiv wat ass Stand aktuell nach an der Ëmsetzung oder an der Planung?
3. Ka mëttlerweil och eng Bestralung hei zu Lëtzebuerg ugebuede ginn oder mussen sech d'Kanner an d'Jugendlecher an hir Elteren dofir nach ëmmer an d'Ausland deplacéieren?
4. An der Sëtzung huet d'Ministesch gesot, dass extern Auditte mat dem Institut Gustave Roussy vu Paräis an dem Institut Jules Bordet vu Bréissel ugefrot gi sinn. Goufen dës zwee Auditte scho gemaach?  
– Wa jo, wat ass d'Resultat vun dësen Auditte?  
– Wann nee, wéini sollen dës gemaach ginn?

**Réponse (07/06/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale**

ad 1. Wéi an der QP 7923 vum 24. Abrëll 2023 beschriwwen, sinn am Beräich Oncopédiatrie zwee Pédiatere am CHL agestallt an et gëtt aktuell kee weidere Besoin. D'Organisatioun vum Behandlungsparours pro Pathologie ass adaptéiert ginn an d'Pfleegepersonal ass deementspreechend ugepasst ginn.

Et kënnen awer zu Lëtzebuerg net all Pathologië vu Kriibse bei de Kanner à charge geholl ginn, well déi néideg „masse critique“ vu Fäll net ëmmer besteet. Dëst gouf och an der Analyse d'activité am Kader vum Audit vun den Experte bestätegt.

ad 2. Den Ausbau vum Service national d'onco-hématologie pédiatrique (SNOHP) ass fir Enn 2026 geplangt mat der Kreatioun vu 4 neien Dagesbetter, souwéi och 4 neien Akutbetter am Kader vun engem Erweiderungsprojet vun der KannerKlinik.

ad 3. Eng kurativ pediatresch Bestralung gëtt am Moment zu Lëtzebuerg net duerchgefouert fir Patienten ënnert 16 Joer, well spezifescht Kompetenzen néideg sinn a well ze wéineg pediatresch Patienten zu Lëtzebuerg eng Bestralung brauchen.

Eng palliativ pediatresch Straltherapie ass fir d'Zukunft ugeduecht.

ad 4. Den Expert vum Institut Gustave Roussy (Paräis, Frankräich) begleet vun engem Member vum Plan cancer huet een Audit am Dezember 2022 duerchgefouert. Den Auditbericht gouf den Interesséierten am Juni 2023 presentéiert. Den Expert ënnerstëtzt de Service momentan weider a senger Entwécklung.

Een Haaptaspekt dobäi ass d'Aarbechtsstrukturéierung vum Service an d'Zesummenaarbecht mat Zentren am Ausland ewéi och mat verschiddenen nationale Partner.

Verschidden Aktiounen sinn zënterhier amgaang:

- Intern an extern Aarbechtsgruppen tëschent den Haaptacteuren
- Ausschaffe vu Conventiounen mat Zentren aus dem Ausland
- Ënnerstëtzung vum auslänneschen Expert mat reegelméissege Reunioenen.

**Registre des entretiens du Gouvernement | Question 0667 (29/04/2024) de Mme Sam Tanson (déi gréng)**

Selon l'arrêté grand-ducal du 14 mars 2022 fixant les règles déontologiques des membres du Gouvernement, le Gouvernement doit tenir un registre des entretiens ayant eu lieu entre les membres du Gouvernement et des représentants d'intérêts ou des tiers. Ce registre inclut les entretiens sollicités sur initiative des membres du Gouvernement et celles sollicités sur l'initiative des représentants d'intérêts ou des tiers, pour autant que ces entretiens aient eu comme objet la recherche d'une prise d'influence sur les activités législatives ou réglementaires du Gouvernement.

L'arrêté prévoit la publication des informations relatives à ces entretiens dans les meilleurs délais et au plus tard six semaines après l'entretien sur le site Internet du Gouvernement.

Or nous constatons qu'aucune entrevue ayant eu lieu après le 20 février 2024 n'est actuellement publiée sur le registre des entretiens. Quant au registre des entretiens des conseillers de Gouvernement avec les représentants d'intérêts tiers, il ne comporte qu'une seule entrée.

J'aimerais dès lors savoir de la part de Monsieur le Premier ministre :

– Quelles sont les raisons qui expliquent le retard de la mise à jour du registre des entretiens du Gouvernement et celui des conseillers de Gouvernement sur [www.gouvernement.lu](http://www.gouvernement.lu) ?

**Réponse (07/05/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre**

Pour des raisons administratives, le registre des entretiens des membres du Gouvernement/des conseillers adjoints au Gouvernement rencontre actuellement un retard de quelques semaines. Par ailleurs, suite au changement du Gouvernement, certaines personnes en charge du traitement des entretiens dans les départements ministériels se trouvent encore dans une phase de familiarisation.

Conformément aux termes de l'accord de coalition, le Gouvernement s'engage à simplifier et à alléger les procédures administratives, tout en encourageant



la digitalisation et la modernisation du service public. Un accent particulier sera mis sur la proximité, la transparence et l'efficacité. Dans ce contexte, la procédure administrative relative au registre des entrevues est en cours d'analyse afin de la rendre conforme à ces principes. Le Ministère d'État a notamment mandaté le CTIE en vue d'apporter les changements nécessaires à l'application informatique y relative.

Veuillez trouver sous le lien suivant une version actualisée dudit registre :

<https://gouvernement.lu/fr/systeme-politique/gouvernement/deontologie-declarationsregistres/2023-2028/registres-entrevues.html>.

**Accord sur les pandémies de l'OMS | Question 0668**  
(29/04/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N°0414, huet d'Madamm Gesondheetsminister sech op déi neiste Versioun vum „WHO pandemic agreement“ bezunn. Déi Entwécklungen a Verbesserungen am Text kann ee begréissen. Et stelle sech awer och an der neier Versioun nach eng Rei Froen.

Dowéinst géing ech der Regierung gär follgend Froe stellen (Zitater aus dem WHO pandemic agreement A/INB/9/3 vum 13. Mäerz 2024 si kursiv geschriwwen):

1. „Recognizing that the World Health Organization is fundamental to strengthening pandemic prevention, preparedness and response, as it is the directing and coordinating authority on international health work.“

Wéi interpretéiert d'Regierung dat Wuert „directing“ an „authority“? Wat bedeit dat am Verhältnis zu der nationaler Souveränitéit? Wéi eng Konsequenzen huet déi Ausso am Fall vun enger Pandemie fir déi vereenzelt Länner?

2. Kapitel 2 Artikel 18 Punkt 1: „Each Party shall promote timely access to credible and evidence-based information on pandemics and their causes, effects and drivers, with the aim of countering and addressing misinformation or disinformation, particularly through risk communication and effective community-level engagement.“

Gesäit d'Regierung hei keng Gefor vun enger Zensur? Wéi a vu wem sollen d'Wierder „misinformation“ an „disinformation“ definéiert ginn, zemoos an engem Kontext, wou et ënnerschiddlech wëssenschaftlech Approchë ka ginn? Léiert eis d'Erfahrung aus der leschter Pandemie net, eng Pluralitéit vu Meinungen zouzeloossen?

3. Kapitel 2 Artikel 18 Punkt 4: „The Parties shall exchange information and cooperate, in accordance with national law, in preventing misinformation and disinformation, and endeavour to develop best practices to increase the accuracy and reliability of crisis communications.“

Wéi soll dëse Punkt um Terrain ëmgesat ginn? Wat stellt sech d'Regierung heirënner vir, dëst och mat Besuch op déi Fro Nr. 2 hei uewendriwwer? Wéi steet dat am Aklang mat dem Recht op Meenungsfräiheet, dat an der Verfassung verankert ass?

4. Kapitel 2 Artikel 20:

– Punkt 4: „The Mechanism shall include a pooled fund to provide financing to support, strengthen and expand capacities for pandemic prevention, preparedness and response, and a necessary for day zero surge response, in Cooperating Parties that require financial support. The fund may include sources from monetary contributions received as part of operations of the PABS System, voluntary funds from both State and non-State actors and other contribution to be agreed upon by the Conference of the Parties.“

– Punkt 6b: „establish, as necessary, following a mandate from the Conference of the Parties, working arrangements with relevant identified financing instruments and entities to facilitate their alignment with the Financial and Implementation Strategy.“

Domat besteet nach ëmmer de Risiko vum Afloss vu kommerziellen Entitéiten op d'Gesondheetspolitick. Wéi steet d'Regierung zu deene Punkten an deem Risiko? Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir dëse Risiko ze minimiséieren?

5. Kapitel 3 Artikel 27 Punkt 2: „Notwithstanding paragraph 1 of this Article, no reservation may be made to Article XX, Article YY, or Article ZZ of the WHO Pandemic Agreement.“

Wéini gëtt festgeluecht, duerch wéi eng Artikelen den „XX“, „YY“, „ZZ“ ersat ginn? Hunn déi verschidde Memberlänner Zäit, dëst nach eng Kéier ze negociéieren? Wéi ass den abléckleche Stand vun där Diskussioun?

Ass d'Regierung bereet, konform zum Artikel 27 Punkt 2 Virbehalter festzehalen, wéi z. B. den Artikel 18 – Punkt 1 a 4 net ze applizéieren, sou datt kee Risiko vun Zensur kéint entstoen?

**Réponse** (17/05/2024) de **Mme Martine Deprez**,  
Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

D'WHO huet keng Autoritéit, fir Staaten eppes ze imposéieren. Während engem internationale Gesondheetsnoutstand kann d'WHO Recommandatiounen un d'Länner erausginn. Dës sinn net rechtlech verbindlech an d'Länner si fräi, de Rotschléi ze follegen oder net. Am Zousaz, Artikel 24, steet kloer, dass:

„Nothing in the WHO Pandemic Agreement shall be interpreted as providing the WHO Secretariat, including the WHO Director-General, any authority to direct, order, alter or otherwise prescribe the national and/or domestic laws, as appropriate, or policies of any Party, or to mandate or otherwise impose any requirements that Parties take specific actions, such as ban or accept travellers, impose vaccination mandates or therapeutic or diagnostic measures or implement lockdowns.“

De Rescht vun de Froe baséieren net op der aktueller Versioun vum Text (Document A/INB/9/3 Rev. 1 from 22 April 2024) a keent vun den Elementer, déi an de Froen opgeworf ginn, ass an der an dësem Saz zitierter Versioun vum Text virginn.

**Appels téléphoniques de choc | Question 0669**  
(29/04/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

L'arnaque de « l'appel téléphonique de choc » est une tactique utilisée par les escrocs pour induire les victimes en erreur et les inciter à fournir des informations personnelles ou à effectuer des paiements. Dans cette arnaque, les fraudeurs utilisent des appels téléphoniques où ils prétendent qu'il y a une urgence, comme un membre de la famille en détresse, une dette impayée ou une affaire juridique urgente.

Les malhonnêtes, qui se font passer dans certains cas pour des agents de la police, profitent du sentiment de détresse engendré par l'appel afin de demander des informations personnelles, des numéros de carte de crédit ou des virements d'argent. Ces appels peuvent sembler crédibles car les escrocs peuvent utiliser des techniques de manipulation émotionnelle pour inciter les victimes à agir impulsivement.

La presse ayant récemment relaté le cas d'une personne concernée par ce type d'appel, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Combien de cas de tentatives d'arnaque au moyen de l'appel choc ont été documentés au cours des deux dernières années ?

2) La Police grand-ducale informe sur son site Internet sur la pratique des appels téléphoniques de choc. Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'une campagne d'information d'une envergure plus importante soit de mise ?

3) Est-ce que des auteurs d'appels téléphoniques de choc ont pu être identifiés au cours des deux dernières années ? Dans l'affirmative, dans combien de cas ?

**Réponse** (31/05/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

L'honorable Député se renseigne sur le phénomène des « appels téléphoniques de choc ».

ad 1) « L'appel téléphonique de choc » (Schockanruf) consiste à utiliser des techniques de manipulation émotionnelle et à créer un sentiment de détresse émotionnel pour extorquer de l'argent des victimes. Les auteurs tentent de mettre leur victime dans une situation de stress intense en prétendant par exemple qu'un membre de leur famille se trouverait en garde à vue et ne pourrait être libéré seulement sous caution. Dans ce mode opératoire, les victimes choisies sont le plus fréquemment des personnes âgées, souvent facilement influençables. Le but est d'obtenir physiquement de l'argent liquide et/ou des objets de valeur via des intermédiaires chargés de la collecte.

En ce qui concerne le nombre de cas de tentatives d'arnaque au moyen d'appels de choc documentés au cours des deux dernières années :

– En 2022, dix cas d'appels de choc ont été rapportés aux services de police. Dans quatre cas, une remise d'argent a eu lieu.

– En 2023, douze cas d'appels de choc ont été rapportés aux services de police. Dans deux cas, une remise d'argent a eu lieu.

– Entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 7 mai 2024, huit cas d'appels de choc ont été enregistrés avec une remise d'argent.

ad 2) Des campagnes de sensibilisation spécifiques sur ce phénomène sont menées activement depuis plusieurs années, dont la campagne récente du 26 avril 2024. Le service de prévention de la Police grand-ducale a promu une action nationale de sensibilisation intitulée « Schockuriff och zu Lëtzeburg e Problem » sur le site Internet rtl.lu avec une multitude d'exemples concrets, ainsi que des témoignages anonymes de victimes dans le but de sensibiliser la population à ces phénomènes. Des campagnes de sensibilisation de ce type sont organisées et présentes dans les médias chaque fois que la police enregistre plusieurs nouveaux cas.

On peut mentionner également la communication de la police « D'Police warnt viru sougennante Schockuriff » du 19 mars 2024 sur le site Internet RTL. En 2023, au moins deux messages de sensibilisation eurent lieu. On rappellera également l'importance de la campagne de sensibilisation de juin 2023 intitulée « Léif Boma, léiwe Bopa, loosst iech net beducksen » présentée conjointement par le Ministère de la Famille et de l'Intégration et le Ministère de la Sécurité intérieure.

Depuis l'apparition de ce nouveau phénomène en 2022, la police constate que ces escroqueries réussissent de moins en moins souvent. Cette tendance à la baisse peut s'expliquer entre autres par le succès des campagnes de sensibilisation à ce type d'arnaque.

ad 3) Dans le domaine des escroqueries dites « appel de choc », il existe une coopération internationale

exemplaire sous la direction de l'agence européenne Europol. Depuis 2023, des actions communes ont permis de nombreuses arrestations et confiscations de sommes d'argent importantes. Ce succès a été relayé par différents communiqués de presse d'Europol.

Au Luxembourg, plusieurs intermédiaires chargés de venir récupérer de l'argent liquide, des valeurs ou des moyens de paiement ont été identifiés et interpellés. Il est important de souligner cependant que les auteurs principaux demeurent à l'étranger, souvent dans des pays où l'entraide judiciaire est plus difficile.

**Réduction du temps de travail pour faire du sport | Question 0670 (29/04/2024) de M. Georges Engel (LSAP)**

Il m'est revenu que récemment lors de la table ronde « New Ways of Working » organisée par la Fédération des jeunes dirigeants, le Ministre des Sports a clairement annoncé que les agents du Ministère des Sports sont dispensés d'une voire de deux heures de travail par semaine afin d'exercer une activité physique ou du sport. De même, il paraît que cette mesure s'applique aussi aux agents de l'Institut national de l'activité physique et des sports (INAPS). S'il est vrai que toute activité physique est bénéfique pour la santé mentale et physique de chacun, je souhaite néanmoins poser dans ce contexte les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports, à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique :

1) Monsieur le Ministre des Sports peut-il confirmer cette annonce ? Si oui, cette réduction de temps de travail s'applique-t-elle à tous les agents et comment est-elle exactement réglementée ?

2) Monsieur le Ministre du Travail peut-il dès lors confirmer qu'il plaide en faveur d'une réduction du temps de travail généralisée ou uniquement au sein de la fonction publique ?

3) Monsieur le Ministre de la Fonction publique peut-il confirmer qu'une réduction du temps de travail sera dès lors généralisée au sein de la fonction publique ? Si non, quelles sont les raisons et les règlements qui déterminent que les agents du Ministère des Sports et de l'INAPS peuvent bénéficier d'une réduction de temps de travail ? S'agit-il d'une nouvelle mesure spécifique ?

**Réponse (28/05/2024) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports, Ministre du Travail | M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique**

ad 1) « Les bienfaits de l'activité physique et des sports ne sont plus à démontrer et leur importance pour la société, la santé et l'économie est indiscutable. Le Luxembourg n'échappe pas pour autant au problème croissant de sédentarité et d'inactivité physique, qualifié d'épidémie du 21<sup>e</sup> siècle par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Les conséquences de cette inactivité sont une augmentation des hospitalisations, des visites médicales et des maladies comme par exemple les maladies coronariennes et certains types de cancer ou encore des maladies mentales.

Le coût économique de cette inaction est considérable, avec des estimations de plusieurs millions d'euros en termes de coûts de soins de santé et de pertes de productivité du travail. » Cet extrait de l'accord de coalition souligne l'importance d'une politique innovatrice et proactive en matière de promotion de l'activité physique et des sports.

Néanmoins, le Ministre des Sports ne peut pas confirmer que les agents du Ministère des Sports « sont dispensés d'une voire de deux heures de travail par

semaine afin d'exercer une activité physique ou des sports ».

L'Institut national de l'activité physique et des sports (INAPS), en revanche, face aux défis de changement et de charge de travail de ses agents suite à l'entrée en vigueur de sa loi-cadre le 1<sup>er</sup> octobre 2023, a initié un projet pilote visant à observer l'impact d'une promotion proactive de la part de l'employeur de l'activité physique et de sports sur l'indice de gestion de la santé et du bien-être.

Le projet pilote est limité à une durée de 6 mois, durée pendant laquelle toute séance d'activité physique et sportive se déroulant dans ce cadre est approuvée au préalable par le supérieur hiérarchique et documentée par l'agent.

Il s'agit d'une mesure proactive s'inscrivant dans la lignée stratégique des recommandations de l'OMS sur le lieu de travail visant au renforcement de la santé physique et mentale dans le cadre de la prévention des maladies chroniques à long terme et non d'une réduction du temps de travail.

ad 2) Le Ministre du Travail ne plaide pas en faveur d'une réduction du temps de travail, ni généralisée, ni limitée à la fonction publique.

ad 3) Le Ministre de la Fonction publique ne confirme pas qu'une réduction du temps de travail sera généralisée. En l'espèce, il s'agit d'un projet pilote de l'INAPS limité dans le temps.

**Accélération des procédures liées à la construction | Question 0671 (29/04/2024) de M. Sven Clement | M. Marc Goergen | M. Ben Polidori (Piraten)**

Déi nei Regierung huet sech op de Fändel geschriwwen, fir d'Prozeduren am Bau ze vereinfachen an d'Bauen esou ze beschleunegen. An deem Kader freet een sech dann, wou een dës ka beschleunegen. Dëst fir d'éischt beim Staat selwer, wou vill verschidden Acteure mussen zesummeschaffen, dëst zum Beispill am Kader vum Bau vu Centres culturels, Schoulen an anere Gebaier.

An deem Zusammenhang wéilte mir de Ministere fir den Interieur, Aarbecht, öffentlechen Déngscht a Wunnengsbau dës Froe stellen:

1. Wéi schafft den SNSFP, d'ITM an zum Beispill de CGDIS bei staatleche Projeten zesummen? Bei wéi engen Etappen ass dëst de Fall?

2. Wéi eng Ressourcen a Prozedure kéint een hei zesummeleeën, fir d'Prozedur insgesamt ze beschleunegen?

3. Falls d'Regierung heizou nach keng Ausso ka maachen, wäert si dës Analys dës Legislaturperiod maachen? Falls jo, bis wéini? Falls nee, firwat net?

**Réponse (04/06/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures | M. Georges Mischo, Ministre du Travail | M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | M. Serge Wilmes, Ministre de la Fonction publique**

ad 1. Et gëtt eng permanent Zesummenaarbecht tëschent dem CGDIS, der Inspection du travail et des mines (ITM) an dem Service national de la sécurité dans la fonction publique (SNSFP). De CGDIS proposéiert dem Demandeur vun enger Baugeneemegung, gemeinsam Reunionne mat de betroffenen Acteuren ze organisieren, dëst mam Zil, sech fréizäitig ofzestëmme an dem Bauhär domat Planungssécherheet ze ginn.

D'ITM an de CGDIS baséieren sech an hirer jeeweileger Missioun op déi nämmelech Texter. Et ass haut

allerdëngs nach esou, dass all Acteur säin Avis separat muss ofgi respektiv seng Autorisatioun ausstellt.

Dem CGDIS ass et iwwer déi lescht knapp 6 Joer gelongen, sech duerch seng praktesch Erfarungen a Kompetenzen an der Brandbekämpfung als den Haaptacteur am Beräich vum präventive Brandschutz ze etablieren.

Am Kader vum Erstelle vu sengem Avis analyséiert de CGDIS den Dossier souwuel wat d'Sécherheetsuufuerderunge fir d'Notzer vum Gebai, wéi och fir d'Pompjeeë selwer, ugeet. Eng séier a sécher Evakuatioun vun de Benotzer ass domat garantéiert, grad wéi och en effektiven Asaz vun de Pompjeeën.

Des Weidere gëtt et säit der Mise en vigueur vum modifizéierte Gesetz vum 10. Juni 1999 betreffend „établissements classés“ Aarbechtsgruppen tëschent der ITM an dem CGDIS, déi bei der Elaboratioun vun neie gemeinsame Virschreften – respektiv bei den Upassung vu besteende gemeinsame Virschreften – d'Evolutioun vun der Technik betruuechten (z. B. am Holzbau, bei Parkingen, bei Fotovoltaikinstallatiounen etc.).

Dobäi kënn, datt iwwert den Artikel 104 vum modifizéierte Gesetz vum 27. Mäerz 2018 betreffend d'Organisatioun vun der Sécurité civile d'Commission consultative de prévention d'incendie (CCPI) instauréiert gouf.

Dës Kommissioun ass, duerch Representante vun de betroffene Ministère respektiv Verwaltungen (ë. a. CGDIS, SNSFP an ITM) esouwéi Utilisateuren (OAI, Bâtiments publics etc.) besat. Si kann Avisen iwwert all méiglech Froe betreffend d'Applikatioun vu Konzepter an der Prévention incendie, neie Reegele respektiv Modifikatioune vu besteende Reegele souwéi Evolutiounen vun architekturellen a konstruktiven Techniken ginn.

Een anert Beispill sinn d'Maison-relais an der Schoul, do gëtt et säit dem 15. Juli 2016 eng Circulaire vun enger harmoniséierter Prozedur, déi detailléiert d'Zesummenaarbecht vun den Autoritéite mat de Bauhären an deem Beräich beschreift.

D'Zesummenaarbecht fënnt also esouwuel am Virfeld vun de Projete statt, wéi awer och während der Projetsphas.

Bei Projeten, déi ënnert d'Kommodosgesetz falen, gi reegelméisseg Reunionen organiséiert, wou déi verschidden Autoritéite mam Bauhär respektiv Architekt zesummekommen. A ville Fäll, a besonnesch bei Projeten, déi ënnert d'Kommodosgesetz falen, mee net nëmmen, mussen d'Projete mat der Zilgebung vum jeeweilege Gesetz individuell gekuckt ginn.

ad 2. Am Kader vum Aarbechtsgrupp fir déi administrativ Vereinfachung, dee vun der Regierung no der „réunion nationale logement“ aberuff gouf, gi momentan iwwerleeunge gefouert, wéi d'Prozeduren, déi de Bausecteur betreffen, vereinfacht a verbessert kënnen ginn. D'Zesummeleeën vun dëse Ressourcen a Prozeduren tëschent de verschiddenen zoustännegen Acteuren am Bau erméiglecht et, d'Prozeduren ze vereinfachen an d'Bauen esou ze beschleunegen. Och am Beräich vun der Sécherheet gi sech Gedanken iwwer Vereinfachunge gemaach, déi souwuel prozeduraler wéi och inhaltlecher Natur sinn.

Dëst betrëfft dann och d'Erstelle vun Avisen an Autorisatiounen, wou folgend Mesuren analyséiert ginn:

1. eng besser Harmonisatioun vun den öffentleche Consultatiounsprozeduren;
2. eng eenzeg Ulafstell fir de Bausecteur, fir Projeten anzerechen;



3. eng Vereinfachung vun der Reglementatioun am Zesammenhang mat der Konstruktioun an dem präventive Brandschutz mat enger méiglecher Kodifikatioun an enger objektiver Approche.

Ervirzehiewen ass, dass de CGDIS deen eenzegen Acteur am Domaine vun der Sécherheet ass, deen iwwer Wëssen, Erfahrung a Kompetenz an de Beräicher Brandbekämpfung a Brandschutz verfüügt a fir quasi sämtlech Bauprojekte ka consultéiert ginn, onofhängeg vun der Gréisst oder der Notzung (aktuell Ausnamen: Eefamilljenhaiser a Bi-familiales).

Duerch seng Missiounen ass de CGDIS och den zoustännegen Acteur, deen d'Objektiver vun der Präventioun definéiert. Et geet heibäi ëm:

- d'Verhënnere vun der Brandentsteegung;
- d'Verhënnere vun der Brandausbreedung;
- déi sécher an effikass Evakuatioun vu Mënsch an Déier; d'Erméigleche vun enger effektiver Brandbekämpfung.

ad 3. Et ass virgesinn, dass den uewe genannten Aarbechtsgrupp deemnächst dem Regierungsrat seng Conclusiounen wäert presentéieren.

**Statistiques dans le domaine du dépistage des cancers** | Question **0673** (29/04/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

Malgré un quasi-monopole du Laboratoire national de santé (LNS) dans le domaine du dépistage des cancers, il paraît que les statistiques de notre pays en matière de nouveaux cancers et de cancers en général sont plus que lacunaires et obsolètes.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- Madame la Ministre peut-elle confirmer ces informations ?
- Quelles sont les cas échéant les mesures envisagées pour doter le pays de statistiques récentes sur les cancers en général, leur nature ainsi que leur répartition géographique ?
- Madame la Ministre entend-elle charger l'Observatoire national de la santé, nouvellement créé, de ce dossier ?

**Réponse** (10/05/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Malgré un quasi-monopole du Laboratoire national de santé (LNS) dans le domaine du dépistage des cancers, il paraît que les statistiques de notre pays en matière de nouveaux cancers et de cancers en général sont plus que lacunaires et obsolètes.

Par règlement grand-ducal du 18 avril 2013, le Ministre ayant la Santé dans ses attributions, a établi le Registre national du cancer (RNC), qui est un registre basé sur la population entière du pays et qui collecte des données à partir de sources multiples (registres hospitaliers du cancer, Laboratoire national de santé (LNS), programmes nationaux de dépistage, Contrôle médical de la sécurité sociale, Caisse nationale de santé (CNS), Régime commun d'assurance maladie des communautés européennes (RCAM), Direction de la santé (certificats de décès), Registre de l'état civil, laboratoires privés d'analyses médicales). De ce fait, il a intégré d'office l'ancien Registre des tumeurs existant avant cette date au LNS dans le RNC nouvellement créé.

Cependant, la principale source de données du RNC sont actuellement les établissements hospitaliers traitant des patients atteints d'un cancer. Les autres sources, dont le LNS, sont toujours nécessaires pour

garantir l'exhaustivité du RNC. Afin d'intégrer l'ensemble des données dans le respect de la loi et de la protection des données, un flux de données précisément défini et une pseudonymisation efficace sont nécessaires.

Le Ministre ayant la Santé dans ses attributions a mandaté en 2013 par voie de convention le Luxembourg Institute of Health (LIH) de la mise en œuvre du RNC. Par la suite, le service RNC au LIH a établi un réseau de collaboration national et international très étendu, a acquis une grande expertise en épidémiologie des cancers, en gestion de registre et en informatique médicale, tous essentiels pour le bon fonctionnement du RNC. En tant que le plus jeune Registre du cancer en Europe, le RNC a maintenant toutes les compétences pour produire des données de haute qualité en cancérologie ainsi que d'être l'expert en épidémiologie des cancers et du flux de données au niveau national.

Les données les plus récentes disponibles à ce jour au niveau du RNC proviennent de l'année 2021. En moyenne, les registres de cancers en Europe publient les données rétrospectives entre 1-3 ans après le diagnostic. Des données des cancers chez l'enfant ont pu être publiées par le RNC pour les années 2014-2022. Des données multi-annuelles sur les cancers du sein sont en cours de publication.

Des efforts majeurs sont en cours au RNC pour augmenter la disponibilité des données les plus récentes. La Direction de la santé, ainsi que le deuxième Plan national cancer soutiennent ces efforts.

La mission légale de l'Observatoire national de la santé n'inclut pas la collecte de données en cancérologie et de ce fait, il n'a pas de mission primaire dans le domaine du cancer. Il pourra cependant utiliser les données recueillies et traitées par le LIH pour des analyses secondaires.

**Délais d'attente pour un rendez-vous pour un examen d'ostéodensitométrie** | Question **0674** (30/04/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP)

L'ostéodensitométrie est un examen d'imagerie médicale qui mesure la densité des os et permet de diagnostiquer l'ostéoporose due entre autres à l'âge et à certains traitements pharmaceutiques. Ce diagnostic permet de prescrire un traitement adapté destiné à réduire le risque de fractures.

Actuellement les délais d'attente pour un rendez-vous pour un examen d'ostéodensitométrie peuvent atteindre un an et demi ou même plus en dehors des plages réservées aux examens prescrits par les spécialistes des disciplines médicales spécifiquement concernées.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Quelles sont les raisons des délais excessifs pour un rendez-vous pour un examen d'ostéodensitométrie ?
- 2) Est-ce que l'acquisition d'équipements supplémentaires inscrite dans la loi du 22 décembre 2023 portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière en vue d'autoriser l'État à participer au financement des gardes et astreintes des médecins hospitaliers dans les centres hospitaliers et les établissements hospitaliers spécialisés a déjà été réalisée ?
- 3) Une extension des plages horaires pour les examens d'ostéodensitométrie sur les équipements disponibles est-elle envisagée ?

**Réponse** (07/06/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) L'ostéoporose est une maladie fréquente dont les conséquences sont importantes en termes socioéconomiques, en termes de mortalité et de morbidité. La mesure de la densité minérale osseuse par DXA (absorptiométrie biphotonique à rayons-X) est l'examen de référence pour le diagnostic de l'ostéoporose en dehors des fractures objectivées. Jusqu'à ce jour, un seul appareil est exploité au Luxembourg, il se trouve aux HRS – site ZithaKlinik. L'examen est complété par une consultation avec un médecin spécialiste en rhumatologie. Cette procédure permet de garantir un niveau de qualité des prestations en termes d'interprétation des résultats avec personnalisation liée au contexte médical du bénéficiaire de traitement recommandé et de suivi de celui-ci, le cas échéant. En raison du nombre restreint de rhumatologues exerçant au Luxembourg et malgré qu'en 2023 environ 6.500 actes ont été réalisés, la demande implique que les délais d'attente sont de l'ordre de 12 à 15 mois.

ad 2) Par la loi du 22 décembre 2023 portant modification de la loi modifiée du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers, 3 équipements de mesure de la densité minérale osseuse par DXA sont désormais autorisés. Une demande pour l'acquisition d'un ostéodensitomètre additionnel a été introduite par un hôpital et est actuellement en cours d'instruction. Dès avis favorable de la Commission permanente pour le secteur hospitalier et du Collège médical une autorisation d'acquisition et de subventionnement y relative pourra être émise.

ad 3) La nécessité ou non d'un élargissement des plages horaires pourra être mise à l'étude dans le cadre d'une réflexion globale dans le contexte de la mise en usage du ou des nouveaux appareils.

**Échanges avec la CGFP** | Question **0675** (30/04/2024) de **Mme Corinne Cahen** | **M. Fernand Etgen** (DP)

D'Press mell t vum enger Manifestatiounsversammlung vun der Staatsbeamtegewerkschaft CGFP den 29. Abrëll 2024, wou der Regierung virgehäit gëtt, „mam soziale Fridden ze spillen“. Vum Minister vun der Fonction publique gëtt behaupt, hie wier „ënnergetaucht“.

An deem Kader wollte mir dem Här Minister fir den ëffentlechen Déngscht an dem Här Premierminister folgend Froe stellen:

- Wéi vill Entrevuen hat de Minister vum ëffentlechen Déngscht perséinlech bis ewell mat der CGFP oder Ennerorganisatiounen vun der CGFP? A wéi engem Kader hunn déi Entrevuë stattfont a wat stoung um Ordre du jour vun deene Reuniounen?
- Huet de Premierminister d'Staatsbeamtegewerkschaft scho gesinn? Falls jo, wat waren d'Sujete vun den Entrevuen?
- Als gréissten Employeur vum Land huet den ëffentlechen Déngscht och säin eegene Ministère. De Koalitionsaccord beseet „Le Gouvernement s'engage à promouvoir l'égalité des droits et la représentation équilibrée au sein du service public“. Awéiwäit gëtt d'Staatsbeamtegewerkschaft an esou Iwwerleeunge mat agebonnen?

**Réponse** (13/05/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique | **M. Luc Frieden**, Premier ministre

Wat de Fong ubelaangt, ass dëse Sujet am Kader vun enger Aktualitéitsstounn den 2. Mee 2024 am Detail am Plenum vun der Chamber vum Minister fir

d'Fonction publique beäntwert ginn, dat och a Präsenz vun den honorabelen Deputéierte Corinne Cahen a Fernand Etgen.

Am Kader vum Sozialdialog tauscht d'Regierung sech iwwer all wichteg Sujete mat de Sozialpartner aus.

Wat den Detail vun den Entrevuë betrëfft, hat de Minister fir d'Fonction publique vun Ufank vun der Legislaturperiod bis haut 2 Entrevuë mat der CGFP:

- de 24.11.23 - éischten Echange am Kader vun enger Visite de courtoisie um Siège vun der CGFP;
- de 25.1.24 - am Ministère fir d'Fonction publique, um Ordre du jour stoungen, op Proposition vun der CGFP, den „Avant-projet visant à mettre en œuvre le point 10 de l'accord salarial conclu le 9 décembre 2022 entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et la Confédération générale de la fonction publique“ an de „Projet de loi n° 7644 relatif à l'aménagement du temps de travail dans la fonction publique“;

an eng drëtt Entrevue ass fir de 16. Mee 2024 virgesinn.

De Premierminister hat 2 Entrevuë mat der CGFP:

- de 5. März 2024 - zesumme mat de Gewerkschaften OGBL an LCGB. D'Diskussioun ass ëm déi generell wirtschaftlech a sozial Situatioun zu Lëtzebuerg gaangen, dorënner de Logement;
- de 15. Abrëll 2024 - nationale Sozialdialog am Kader vum Semestre européen.

Op Ufro vun de jeeeweilegen Ënnerorganisatiounen vun der CGFP waren oder si confirméiert vun Ufank vun der Legislaturperiod bis Mëtt Mee och folgend Entrevuë mam Minister fir d'Fonction publique:

- 5.3.24: Entrevue - Association des membres des directions des lycées publics luxembourgeois (ADIL)  
Ordre du jour: Carrière des fonctions dirigeantes de l'enseignement secondaire
- 19.4.24: Entrevue - Association générale des cadres (AGC) et Association générale des bachelors scientifiques et techniques de l'État (AGITE)  
Ordre du jour: Écart de salaire groupes de traitement B1 et A2
- 29.4.24: Entrevue - Association générale des cadres (AGC)  
Ordre du jour: Formation des agents de la carrière B1 administrative, recrutement excessif d'employés de l'État et le recrutement de manière générale, mécanisme temporaire de changement de groupe de traitement (mesure transitoire prolongée jusqu'en 2030 par le dernier accord salarial)
- 17.5.24: Entrevue - Association des maîtres d'enseignement ASBL (AMET)  
Ordre du jour: Recrutement des maîtres d'enseignement.

**Commission spéciale de réexamen de l'ADEM** | Question **0676** (30/04/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

An de Froe 5415 a 5551 hunn d'Piraten sech schonn zu de Bearbeitungsziite vun der Commission spéciale de réexamen vun der ADEM informéiert. Hei gouf et 2022 mat 6 bis 6,5 Méint ganz laang Bearbeitungsziiten. Fir déi Betreffen ee grouesse Problem, well si, esoulaang hire Recours leeft, kee Recht op Chômage oder REVIS hunn. Am Fall wou se an hirem Recours Recht kréien, kréien se d'Geld duerno, mee si mussen an där Zäit anescht iwwert d'Ronne kommen, wat fir vill, voire all déi Betreffen, net einfach ass. Den deemolegen Aarbechtsminister war och net zefridde mat der Bearbeitungszeit an hat an der Äntwert op d'Fro 5551 erkläert, datt am

Sekretariat méi Leit age stellt géife ginn, fir d'Delaien ze kierzen.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Aarbecht dës Fro stellen:

1. Wat sinn déi momentan Delaie fir d'Bearbeitung vun engem Recours bei der Commission spéciale de réexamen vun der ADEM?  
Ass de Minister der Meenung, datt dësen Delai zefriddestellend ass?
2. Trëfft sech d'Commissioun méttlerweil méi oft wéi ee- bis zweemol am Mount?
3. Wéi laang dauert et momentan tëscht der getraffener Decisioun an der Notifikatioun vun der Decisioun un déi Betreffen?
4. Wéi vill Leit si säit Januar 2021 am Sekretariat vun der CSR age stellt ginn? Wéi vill Leit hunn d'Sekretariat an där Zäit verlooss? Wat ass de momentanen Effectif?

**Réponse** (13/05/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1. D'Delaie si fir déi éischt 3 Méint vun dësem Joer 86 Deeg tëscht der Rezeptioun vum Recours an der Notifikatioun vun der Decisioun.

An der nammlecher Period an de Joren 2021, 2022 an 2023 loung dësen Delai bei jeeeweils 147, 156 an 116 Deeg. D'Tendenz weist also daitlech no ënnen an dat obwuel an deem nammlechten Zäitraum, also déi éischt 3 Méint vun de Joren 2021, 2022, 2023 an 2024 d'Unzuel vun de Recours staark an d'Luucht gaangen ass: vun 366 Recoursen iwwert 380 a 458 op elo 646 Recoursen.

Obwuel d'Tendenz also kloer an déi richteg Richtung weist, ass een nach net do ukomm, wou d'Commissioun hiwëll: nämlech bei 60 Deeg, wat e realisteschen a vertriebaren Delai ass.

ad 2. D'Commissioun trëfft sech entre-temps am Prinzipp dräimol de Mount.

ad 3. Deen Delai läit am Moment bei 43 Deeg fir déi éischt 3 Méint vun dësem Joer. Fir déi nammlecht Period 2021, 2022 an 2023 war deen Delai bei 74, 43 an 48 Deeg.

ad 4. Am Moment schaffen 9 Agenten (7,6 ETP) am Sekretariat vun dëser Commissioun.

Zanter Januar 2021 sinn 3 Agente bäikomm (2,75 ETP).

Zousätzlech wäert d'Sekretariat e Renfort vun 1 ETP (Jurist) kréien.

**Résolution de l'ONU concernant le génocide de Srebrenica** | Question **0678** (30/04/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Fir den 11. Juli um Niveau vun der UNO zum internationalen Dag fir d'Gedenken un de Genozid vu Srebrenica ze deklaréieren, hunn eng Rei Staaten e Projet de résolution ausgeschafft. D'Resolutioun sollt den 2. Mee 2024 an der Assemblée générale vun der UNO zum Vott gestallt ginn. Dëst ass kierzlech fir d'zweete Kéier reportéiert ginn. Am Juli 1995 goufen iwwer 8.300 muslimesch Männer a Jonge vun de serbeschbosneschen Truppe brutal ëmbruecht. Am Joer 2007 huet den Internationale Strofgeriichtshaff d'Massaker als Genozid verurteilt.

Aktuell suert de Projet vun der UNO-Resolutioun fir Onrouen. An der serbescher Deelrepublik a Bosnien an Herzegowina hunn Dausende bosnesch Serbe géint d'UNO-Resolutioun protestéiert. De President vun der Deelrepublik, Milorad Dodik, huet de

Vëlker morder geleeget a während senger Visitt zu Belgrad behaupt, d'Bestoe vu Bosnien an Herzegowina wier a Gefor, wann d'Resolutioun géing gestëmmt ginn. D'Situatioun a Bosnien an Herzegowina, EU-Bäitrittscandidat zanter Dezember 2022, ass immens beonrouegend.

An deem Kontext géing ech dem Här Minister fir auswärteteg Ugeleeënheiten an Aussenhandel folgend Froe stellen:

1. Wéi wäert Lëtzebuerg sech beim Vott vun der UNO-Resolutioun zu der Aféierung vun internationalen Dag fir d'Gedenken un de Genozid vu Srebrenica positionéieren? Kann den Här Minister dës Positioun begrënnen?
2. Wéi gedenkt d'Regierung zu enger Berouegung vun der Situatioun a Bosnien an Herzegowina bäzedroen? Wéi eng Méiglechkeete gëtt et dofir um europäeschen an um multilateralen Niveau?

**Réponse** (27/05/2024) de **M. Xavier Bettel**, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

ad 1. Lëtzebuerg huet dës Resolutioun coparrainéiert a wäert deementspriedend och duerfir stëmmen. Et ass wichtig, an Zäite vun Desinformatioun a Geschichtsrelativiséierung vergaange Verbrichen net ze vergiessen an den Affer ze gedenken.

ad 2. Am Joer 2021 huet den deemolegen Haut Représentant fir Bosnien an Herzegowina de Code pénal esou ergänzt, dass d'Leegne vun Genozid vu Srebrenica strofbar ass. Dës géllt am ganze Land an domadder selbstverständlech och an der Republika Srpska. Et ass un de jeeeweilegen Autoritéiten a Geriichter fir sécherzestellen, dass d'Gesetzer respektéiert ginn a fir déi néideg Konsequenzen ze zéien, falls dogéint verstoe gëtt.

D'Weiderentwécklung vum Rechtsstaat a Bosnien an Herzegowina ass eng zentral Prioritéit, déi Lëtzebuerg esouwuel am bilaterale politeschen Dialog ënnersträicht, wéi och um Niveau vun der EU, am Kader vum Bäitrittprozess vu Bosnien. Deementspriedend setzt sech Lëtzebuerg, zesumme mat deenen aneren EU-Memberstaaten, dofir an, dass dës Gesetzer effektiv ëmgesat ginn an eng Erënnungskultur entstoe kann, an där d'Leegne vun Genozid an déi ëffentlech Verherrlechung vu Krichsverbricheer keng Plaz hunn.

**Mesures de réduction des dépenses du Gouvernement** | Question **0679** (02/05/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Lors du débat public concernant le budget de l'État pour l'exercice 2024, Monsieur le Ministre a déclaré économiser 320 millions d'euros au niveau de son ministère suite à une décision de louer des nouveaux bâtiments pour les administrations publiques plutôt que de les acheter.

Dans ce contexte, je voudrais demander les informations suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

- 1) Vu les propos tenus par Monsieur le Ministre en séance plénière, le Ministère des Finances a-t-il déjà conclu des contrats de bail ? Si oui, selon quelles conditions ?
- 2) Dans le cas où le ministère dispose d'une option d'achat, sous quelles conditions le ministre envisagerait-il d'acheter les bâtiments en question ?
- 3) Monsieur le Ministre peut-il préciser quels sont les bâtiments qu'il a décidé de louer plutôt que d'acheter ? Quelles administrations sont concernées ?



**PRIORITAIRE  
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



**RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID**

**LUXEMBOURG**

**CHAMBRE DES DÉPUTÉS**

**ENVOI-RÉPONSE 1001256**

**L - 3208 BETTEMBOURG**

4) Peut-il chiffrer en détail les coûts de la location par rapport à l'achat et renseigner d'où provient le chiffre avancé de 320 millions d'euros ?

**Réponse** (07/06/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

En date du 19 mars 2024, le Ministère des Finances a signé un premier contrat de bail avec option d'achat pour la location d'une surface de 10.191,35 m<sup>2</sup> au Belval (Esch-sur-Alzette) pour l'implantation d'une école (MENJE – École nationale pour adultes (ENAD)). Cette location a été réalisée au prix du marché. Une clause prévoyant la possibilité d'acquérir l'immeuble endéans les cinq premières années de location a été insérée dans le contrat de bail. Après ce délai, le Ministère des Finances s'est réservé un droit de préemption en cas de vente de l'immeuble en question.

D'autres contrats de bail sont encore en cours de négociation.

La levée d'une option d'achat peut dépendre de plusieurs facteurs :

- état ; conformité ; durabilité de l'immeuble ;
- emplacement stratégique ;
- spécificités de l'occupant ;
- investissements de l'État pendant la phase de location ;
- conditions d'acquisition fixées lors de la signature du contrat de bail à la lumière de la situation du marché au moment de la décision d'acquisition.

Le total des dépenses en matière de location s'élève à 70 millions d'euros pour l'année budgétaire 2024. Ce montant est maintenu sur toute la période de programmation financière pluriannuelle pour 2024 à 2027.

Les dépenses relatives à l'acquisition d'immeubles à incorporer dans le domaine de l'État, à acquérir auprès des secteurs des administrations publiques et autres, s'élèvent à 63 millions d'euros pour l'année budgétaire 2024. Ce montant est également maintenu

sur toute la période de programmation financière pluriannuelle pour 2024 à 2027.

Le chiffre avancé de 320 millions d'euros représente la différence entre le programme d'acquisition initialement prévu pour 2024 et le crédit de 63 millions d'euros finalement retenu au budget 2024.

**Licenciement annoncé de 126 salariés de la société Tarkett GDL** | Question **0680** (02/05/2024) de **M. Marc Spautz** (CSV)

L'entreprise spécialisée dans la fabrication de revêtements de sol Tarkett GDL a annoncé récemment vouloir licencier 126 salariés via un plan social. Cette décision intervient à la suite d'un plan de maintien dans l'emploi signé en août dernier et renouvelé récemment qui avait pour objectif d'éviter des licenciements et de pérenniser l'avenir du site. D'après ses propres dires, l'entreprise est cependant confrontée à une baisse de la demande, ce qui entraîne une « surcapacité de la production » à Lentzweiler.

Différentes entrevues ont eu lieu entre la direction de Tarkett GDL et les représentants syndicaux ainsi qu'avec Monsieur le Ministre du Travail pour discuter de la situation.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- 1) Est-ce que la direction de Tarkett GDL semble ouverte au dialogue ?
- 2) Quelles sont les options qui ont été discutées avec la direction de Tarkett GDL ?
- 3) Quelles solutions sont envisagées pour assurer l'avenir des salariés concernés par un licenciement, plus particulièrement les salariés de plus de 50 ans qui ne sont pas encore éligibles à la préretraite ?
- 4) Est-ce que de nouvelles entrevues sont d'ores et déjà planifiées pour continuer les négociations ?

**Réponse** (14/05/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Oui, la direction de Tarkett GDL semble ouverte au dialogue.

ad 2) Le Ministre du Travail a souligné que le plan de maintien dans l'emploi (ci-après PME) est un outil qui permet de restructurer l'entreprise tout en garantissant l'emploi des salariés que ce soit auprès de Tarkett GDL ou en externe.

Cependant il appartient en fin de compte à l'employeur de prendre ses responsabilités et de choisir l'option qu'il trouve le plus adapté à la situation de son entreprise. Le cadre légal ne prévoit pas d'obligation pour négocier un PME.

Le Ministre du Travail a indiqué à la direction de Tarkett GDL que cette discussion va être menée dans le cadre du prochain Comité de conjoncture et qu'un retrait de l'homologation du PME pourra, le cas échéant, être envisagé.

ad 3) Il y a différentes mesures qui peuvent être mises en route. Ce sont d'ailleurs les mêmes mesures qui doivent être négociées dans le cadre d'un PME. Il faut donc attendre le résultat des négociations entre les partenaires sociaux pour voir quelles mesures seront retenues.

Les services du Ministère du Travail sont à la disposition de l'entreprise et des représentants des salariés afin de les accompagner et renseigner sur les différentes mesures envisageables pour trouver des solutions adaptées à la situation.

En tout cas, l'ADEM est aussi prête pour accompagner les salariés concernés et pour voir si d'autres sociétés seront prêtes à embaucher des personnes concernées par le plan social.

ad 4) Oui, les représentants du personnel, les syndicats et la direction de Tarkett GDL resteront en échange continu.

# Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

## Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un [abocro@chd.lu](mailto:abocro@chd.lu), andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,  
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite [www.chd.lu](http://www.chd.lu)  
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

## Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

### Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun\*     fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: \_\_\_\_\_

### Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun\*     vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: \_\_\_\_\_

\*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: \_\_\_\_\_ Virnumm: \_\_\_\_\_

Sociétéit/Administratioun: \_\_\_\_\_

Adress: \_\_\_\_\_ Boîte postale: \_\_\_\_\_

Code postal: \_\_\_\_\_ Uertschaft: \_\_\_\_\_ Land: \_\_\_\_\_

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.  
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | [info@chd.lu](mailto:info@chd.lu) | [chd.lu](http://chd.lu) |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:  
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ  
PS/799